Les quotidiens lorrains d'expression française pendant l'entre-deux-guerres (1919-1939)

Jérôme Estrada de Tourniel

▶ **To cite this version:**

Jérôme Estrada de Tourniel. Les quotidiens lorrains d'expression française pendant l'entre-deux-guerres (1919-1939). Histoire. Université Paul Verlaine - Metz, 1994. Français. NNT : 1994METZ006L . tel-01776016

HAL Id: tel-01776016
https://hal.univ-lorraine.fr/tel-01776016

Submitted on 24 Apr 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

AVERTISSEMENT

Ce document est le fruit d'un long travail approuvé par le jury de soutenance et mis à disposition de l'ensemble de la communauté universitaire élargie.

Il est soumis à la propriété intellectuelle de l'auteur. Ceci implique une obligation de citation et de référencement lors de l'utilisation de ce document.

D'autre part, toute contrefaçon, plagiat, reproduction illicite encourt une poursuite pénale.

Contact : ddoc-theses-contact@univ-lorraine.fr

LIENS

Code de la Propriété Intellectuelle. articles L 122. 4
Code de la Propriété Intellectuelle. articles L 335.2- L 335.10
http://www.cfcopies.com/V2/leg/leg_droi.php
http://www.culture.gouv.fr/culture/infos-pratiques/droits/protection.htm

Jérôme ESTRADA DE TOURNIEL

Les Quotidiens Lorrains d'expression française pendant l'Entre-deux-Guerres (1919-1939)

Volume 1

Directeur de Thèse : Monsieur WAHL
Doctorat d'Histoire - Université de Metz - 1994

BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE
LETTRES - METZ -
N° Inv. 19940381
Cote L/M3 94/6
Loc. Magasin

REMERCIEMENTS

Au moment d'achever ce travail notre reconnaissance s'adresse à tous ceux qui nous ont aidé dans notre recherche, la mise au point des hypothèses et la présentation des résultats.

Je tiens à remercier tout particulièrement Marie-Françoise Fourrier, ma mère, pour avoir patiemment dactylographié ces pages.

Monsieur Alfred Wahl a été tout au long de l'élaboration de cette thèse un directeur efficace et bienveillant, un guide avisé et stimulant.

Nous tenons enfin à remercier :

Madame Marguerite Pulh-Demange, présidente directrice générale du Républicain Lorrain et Monsieur Gérard Lignac, président directeur général de L'Est Républicain qui nous ont permis de consulter plusieurs documents de leur journal respectif.

Madame Lardier et Madame Poncin nous ont livré leur témoignage sur L'Eclair de l'Est ou communiqué leurs archives privées.

Monsieur Laprevotte, ancien journaliste à L'Est Républicain, président de l'Association de la Presse de l'Est, nous a permis de consulter les archives de cet organisme.

Messieurs les directeurs et le personnel des différentes archives départementales nous ont aidé de leurs conseils.

ainsi que :

Monsieur A. Marchand - distributeur bureautique et informatique, 160, avenue du 69ème RI. BP 44. 54271 - Essey-les-Nancy-Cedex.

- Abréviations -

AdM	: Archives départementales de la Moselle.
AdMM	: Archives départementales de la Meurthe-et-Moselle.
AdME	: Archives départementales de la Meuse.
AdV	: Archives départementales des Vosges.
ER	: L'Est Républicain.
RL	: Républicain Lorrain.
MFJ	: Metzer Freies Journal.

I N T R O D U C T I O N

1914-1918 : l'importance de la première guerre mondiale dans l'histoire de la presse est considérable ; non seulement parce qu'elle bouleversa la vie des journaux et provoqua en France une brutale rupture de l'évolution antérieure, mais aussi parce qu'elle révéla dans un monde acquis aux idées libérales qui l'avait oublié , la puissance de la propagande dont les régimes totalitaires firent par la suite un usage effrayant.

En effet, depuis 1870-1871 la presse française connaît son âge d'or : la multiplicité de ses titres, la puissance politique de ses organes - qui donnèrent aux crises du 16 mai 1877, boulangisme, Panama, affaire Dreyfus... des dimensions nationales d'une ampleur jamais atteinte - fournissent la preuve d'une vigueur exceptionnelle. Jamais la presse n'avait été aussi présente à tous les instants et dans tous les secteurs de la vie française, jamais elle n'avait été aussi écoutée. Selon Pierre Albert et Fernand Terrou *(1)*, "le journalisme fut dans ses méthodes et dans son style profondément affecté par la prépondérance désormais indiscutée de l'information, mais l'originalité des journaux français resta très grande par rapport à leurs confrères anglo-saxons, et d'abord par la place que la politique intérieure continua à occuper dans ses colonnes tant sous la forme d'exposés doctrinaux que sous celle de polémiques dont la violence nous surprend aujourd'hui".

La loi du 29 juillet 1881, qui assure à la presse française le régime le plus libéral du monde, et la généralisation de la vente du numéro à 5 centimes permirent aussi un énorme accroissement des tirages : celui des quotidiens passa de 1870 à 1914 de 1 à 5 millions d'exemplaires à Paris et de 0,3 à 4 millions en province. La presse a donc, à la veille de la grande guerre, déjà presque atteint un point de saturation. De 1918 à nos jours, si l'on tient compte de l'accroissement de la population, les progrès de l'audience des journaux français ont

été pratiquement nuls. Le nombre des journaux publiés ne doit cependant pas faire oublier deux faiblesses de la presse française à cette époque :

- ils sont inférieurs à leurs confrères étrangers par leur pagination et la médiocrité de leur réseau d'information dans le monde, ceci étant la conséquence de la modicité de leurs ressources publicitaires. Cette insuffisance des recettes explique aussi la vénalité de la presse, parisienne essentiellement (affaire des emprunts russes).

- la plupart des journaux n'ont pratiquement aucune audience (feuilles électorales qui vivent l'espace d'une campagne, feuilles politiques, feuilles éphémères faute de moyens, etc...). Les quatre Grands (le Petit Journal , le Petit Parisien , le Matin , le Journal) assurent pratiquement 75% du tirage de la presse quotidienne parisienne et plus de 40% de celui de tous les journaux français.

Pourtant la presse de province ne cessait, de son côté et malgré la diffusion importante des quatre grands à travers toute la France, de se développer. L'utilisation après 1878 de fils spéciaux reliant leur bureau parisien à leur rédaction assure aux quotidiens régionaux une plus grande autonomie ; le développement du réseau des lignes secondaires du chemin de fer aussi.

La presse de province est constituée de milliers de titres aux parutions très diverses : quotidiens, tri-, bi- ou hebdomadaires, mensuels, etc... Chaque sous-préfecture, à quelques exceptions près, dispose de son ou ses quotidiens (ou à défaut d'hebdomadaires). On en compte 179 en 1874 et plus de 250 en 1914. Les grandes villes, comme Nancy ou Metz, en compteront souvent 5, voire davantage.

Mais déjà se dessinait le succès des grands régionaux qui mutatis mutandis dominaient la presse locale. Une vingtaine d'entre eux tiraient en 1914 à plus de 100.000 exemplaires. Leur influence était de plus en plus importante *(2)*.

Après 14-18, on note une diversification croissante des catégories et des types de publication. Le succès de la presse magazine illustrée, d'informations générales ou spécialisées, fait des périodiques de ce type des concurrents directs de la presse quotidienne. Il y avait désormais deux marchés de la presse...

Autre concurrent : la radio, dont l'audience ne cessera de croître dans les années 30, jusqu'à poser à la presse écrite des

problèmes qui vont se révéler redoutables lors de la seconde guerre mondiale.

Pour attirer et retenir une clientèle de plus en plus exigeante parce que de plus en plus sollicitée, les grands journaux, accélérant une évolution déjà commencée depuis le début du XXème siècle, vont chercher à satisfaire tous les besoins d'information et toutes les curiosités en diversifiant davantage leur contenu.

Amélioration de la présentation, des illustrations, diversification du contenu, reportages romancés, pages magazines (cinéma, littérature, mode, jeux, sports...) sont les grands traits de l'évolution de la presse pendant l'entre-deux-guerres.

Une des conséquences de cette évolution : les informations et articles politiques ont désormais une place proportionnellement réduite et retiennent moins l'attention attirée par d'autres rubriques plus attrayantes.

On assistait donc à une relative dépolitisation de la presse quotidienne à grand tirage. Ce qui fait dire à Pierre Albert : "la presse qui restait une puissance n'était déjà plus un pouvoir" *(3)*.

Cette transformation du contenu, l'accroissement du tirage, n'auraient pas été possibles sans une évolution constante de la technique : depuis la mise au point des premières rotatives puis des linotypes, leur progrès avait été régulier et l'impression typographique des journaux a gagné en rapidité malgré les augmentations considérables de la pagination.

Les matériels coûteux et encombrants nécessitaient des invstissements mobiliers et immobiliers qui furent indirectement une des causes de la concentration.

Ce mouvement amorcé avant 1914 a été naturellement accéléré par la concurrence que se livraient les journaux pendant l'entre-deux-guerres. Elle fut précipitée par les crises économiques. Les dévaluations obligèrent les journaux à augmenter leur prix. Les augmentations étaient régulièrement suivies d'une baisse des ventes, et seules les entreprises les plus solides purent résister.

La crise de 1929-30 eut des effets catastrophiques. Elle diminua la diffusion des journaux et leurs recettes publicitaires. L'augmentation des coûts de fabrication liée au renchérissement des matières premières, à l'amélioration du contenu et à l'accroissement des charges salariales *(4)* favorisa la concentration ou la mort de beaucoup de journaux. A Paris, on passa de 40 quotidiens en 1920 à 32 en 1939, en province de 220 à 175. Toutefois on n'assiste pas en France à un mouvement de

concentration comparable à celui des autres pays occidentaux. La raison essentielle en est sans doute la solidité des entreprises de presse de province que la guerre avait consolidées par suite des difficultés de diffusion de la presse parisienne dans les départements.

Ainsi en Lorraine, si plusieurs quotidiens disparaissent pendant l'entre-deux-guerres - Le Courrier de Metz , L'Impartial de l'Est , Le Télégramme des Vosges etc...-ils sont remplacés par de nouveaux titres : le Metzer Freies Journal est créé en 1919, Le Républicain Lorrain en 1936, L'Express de l'Est en 1921, etc...

La deuxième guerre mondiale sera plus sélective encore : si la Meurthe-et-Moselle garde quelques temps ses deux quotidiens, l'un d'eux L'Eclair de l'Est, disparaîtra en 1949. En Moselle on passe de sept quotidiens en 1939 à 5 en 1944. Dans les Vosges il ne reste qu'un seul quotidien et encore il est nouveau :(La Liberté de l'Est créée en 1945). Les deux qui existaient avant 1939 ont disparu.

Soit un total pour l'ensemble de la Lorraine de 11 quotidiens en 1939, 8 en 1945, 3 de nos jours.

1919-1939 : l'entre-deux-guerres est bien une période clé dans l'histoire de la presse : fin de l'âge d'or, évolution du contenu et de la présentation, accélération du mouvement de concentration.

La Lorraine n'échappe pas à cette évolution générale.

Dans un premier temps nous étudierons l'histoire générale de la presse Lorraine pendant l'entre-deux-guerres. Pour ce faire nous suivrons les journaux au fil de leur existence parfois brève parfois séculaire ; Nous étudierons leur rapport avec la politique, les difficultés financières ou techniques auxquelles ils se sont heurtés, leur fonction sociale.

Dans un deuxième temps nous analyserons les journaux en tant qu"'entreprise" : quels sont leurs propriétaires, leurs directeurs et leurs journalistes. Quelle est leur audience, leur orientation politique, religieuse ou culturelle. La presse est un secteur stratégique pour tout pouvoir, on le sait. D'autres forces plus profondes cherchent également à contrôler les journaux. Quelles sont-elles ?

Enfin dans un troisième temps, nous étudierons plus en profondeur les grands quotidiens de cette région : leur histoire, leur structure juridique et financière, l'organisation de la rédaction, la ligne politique et les conditions de leur fabrication.

- *Notes* -

(1) "Histoire de la Presse", PUF, Coll. Que-Sais-Je, 128 p.
(2) En Lorraine, il faudra attendre la fin des années 20 pour qu'un quotidien dépasse les 100.000 exemplaires. Il s'agit de L'Est Républicain.
(3) "Histoire de la Presse", op. cit.
(4) La pression syndicale était de plus en plus cohérente, donc plus puissante.

*

P R E M I E R E P A R T I E

* * *

LA PRESSE EN LORRAINE

PENDANT L'ENTRE-DEUX-GUERRES

A - 1870 - 1914 : LES DEUX LORRAINES -

L'existence des journaux lorrains est bouleversée par le changement de souveraineté nationale imposé par le conflit franco-allemand de 1870. Trois siècles de vie française vont s'interrompre brutalement. Vaincue la France devra sacrifier son bastion de l'Est... ce qui fera dire au maire de Metz que sa ville sera malgré elle "la rançon de la paix".

Après avoir longuement et vainement protesté contre l'annexion, les Messins restés chez eux se cloîtreront dans le culte de la fidélité à la Mère Patrie et transmettront ce culte à la génération suivante, celle qui n'avait pas vécu la capitulation de Bazaine.

Les Allemands imposeront leurs institutions, leur langue, transformeront Metz et même développeront une certaine prospérité : ils ne parviendront jamais à gagner les coeurs. Les deux peuples coexisteront à l'intérieur d'une ville et d'une région tout au long de cette période d'un demi-siècle d'annexion.

La presse est le reflet de cette situation. Alors que les journaux mosellans étaient exclusivement de langue française, nous voyons naître dans l'année qui suit le traité de Francfort *(1)* une presse de langue allemande et de style allemand qui vivra parallèlement à la précédente.

La presse de la Lorraine du sud, restée française va, elle, profiter d'une période faste qui touche d'ailleurs l'ensemble du territoire national.

Le journal devient un produit de consommation courant. Il bénéficie de perfectionnements techniques continuels qui accroîtront le rendement des presses et abaisseront le prix de revient des matières premières et les coûts.

Elle profite aussi de la généralisation de l'instruction, de la démocratisation de la vie politique, de l'urbanisation croissante, du développement des transports et des moyens de transmission. Sans oublier bien sûr, les différentes "crises" auxquelles elle donne d'ailleurs des dimensions nationales d'une ampleur jamais atteinte : l'affaire Dreyfus, le boulangisme, la crise de Panama...

1 - La première rupture : 1870

En déclarant la guerre à une Prusse dont il avait favorisé antérieurement le développemement par sa neutralité bienveillante, Napoléon III entraînait la France dans une aventure fatale, dont la Moselle et Metz , particulièrement, allaient faire les frais.

La déclaration de guerre du 17 juillet 1870 surprit les Messins revenus de leur ardeur belliqueuse de jadis. La presse messine dans les semaines et les jours précédant cette date, avait mis en garde contre les risques d'un conflit et préconisait l'apaisement, au contraire des journaux nancéiens beaucoup plus belliqueux.

On n'était plus à cette époque de la monarchie de Juillet où l'engouement pour les choses militaires avait amené un journal local à publier un feuilleton et des articles traitant de l'attaque et de la défense des places. Certes on avait senti l'orage gronder puisqu'après Sadowa (3 juillet 1866) "ce coup de foudre sur l'Europe" par lequel la Prusse n'avait fait qu'une bouchée de l'armée autrichienne, décision fut prise de construire plusieurs forts avancés. Mais ces travaux de modernisation de la place de Metz avançaient avec lenteur car l'Etat-Major français pensait que les combats s'ils avaient lieu, se dérouleraient sur la ligne du Rhin.

En fait les Messins restaient absorbés par le déroulement de la politique intérieure, par les problèmes de la vie locale, et ils étaient plûtot pacifiques. Ils n'accueilleront donc pas la guerre de 1870 avec les démonstrations de foi naïve comme ailleurs en France. Il la subirent héroïquement et payèrent le tribut de la défaite.

Aux premiers jours de la guerre, la presse est confrontée à une série de questions "inédites" : raréfaction des informations sûres, contrôle sévère de la censure militaire. Pendant le siège, Metz est coupé du reste de la France. Les nouvelles parviennent avec beaucoup de retard, grâce à toutes sortes de moyens. Les assiégeants utilisent l'arme de l'information soigneusement dosée, pour affaiblir le moral des assiégés. C'est ainsi que les Messins apprennent seulement le 15 septembre 1870 la capitulation de Sedan (2 septembre) et la proclamation de la République à Paris, grâce à un journal allemand daté du 13 septembre. Et ce n'est que

deux jours plus tard qu' un émissaire parvient à franchir les lignes ennemies avec cinq journaux français datés du 6 au 16 septembre 1870 qui relatent ces évènements.

Les journaux messins doivent aussi vivre avec la censure. Le gouverneur de la place relit chaque soir avec attention les épreuves et supprime des articles, laissant dans les colonnes de nombreux blancs. Cependant, l'Indépendant et le Journal de Metz publiés par Albert Collignon (25 août au 29 octobre 1870) malgré une suspension de quelques temps conservent une liberté de ton qui peut étonner.

Le 26 octobre 1870, Metz apprend la capitulation pure et simple de la ville. Bazaine la livre, ainsi que son armée, soit 173.000 hommes, 56 drapeaux, 1570 bouches à feu, 200.000 fusils ... un désastre !

Le lendemain les troupes prussiennes entrent dans la ville. Les journaux paraissent encadrés de larges bandes noires, L'Indépendant publie son dernier numéro le 31 octobre. Les trois autres journaux messins négocient avec les nouvelles autorités, et après une interruption très brève -à peine 10 jours de suspension- ils reprennent le 10 novembre 1870 leurs activités.

Victor Vaillant, rédacteur en chef du Voeu National, explique à ses lecteurs que "l'autorité allemande n'a d'ailleurs mis aucun empêchement à notre réapparition tout en nous traçant les limites dans lesquelles nous pourrions nous mouvoir" *(2)*.

La censure est levée assez rapidement le 13 décembre, alors que la guerre continue... La raison de cette décision est d'ordre tactique : il ne déplait pas aux Allemands que les mauvaises nouvelles sur la situation militaire soient présentées et commentées aux futurs annexés... par les journaux qu'ils connaissent !

Parallèlement, les autorités allemandes publient leur propre journal officiel à l'intention de l'Alsace (1er septembre 1870). A partir du 18 décembre 1870 une publication spéciale et bilingue destinée cette fois-ci à la Lorraine allemande parait sous le titre Amtsblatt des départements Deutsch-Lothringen, journal officiel du département de la Lorraine allemande.

Cette solution répond à une situation exceptionnelle : elle est transitoire et prend fin le 29 mars 1871. Les

fonctionnaires allemands du commissariat général sont conscients du danger de laisser subsister une presse française hostile. Ils préparent donc la parution d'une presse allemande qui serait bien sûr, favorable au nouvel état des choses.

La fondation des journaux gouvernementaux s'effectue dès le second semestre de l'année 1871 selon des modalités assez souples que Bismarck avaient expérimentées avec succès dans d'autres régions d'Allemagne : la formule retenue consiste à négocier des contrats avec des imprimeurs privés allemands, à faciliter leur installation en Alsace-Lorraine, moyennant une garantie de ressource, par des commandes administratives et par le versement d'une subvention annuelle. En contrepartie, les imprimeurs s'engagent à éditer un journal dans lequel l'administration pourra insérer ses annonces légales et où les parties rédactionnelles libres seront assurées d'être rédigées dans un sens national.

Une formule donc qui permet aux autorités d'être assurées de pouvoir disposer sur divers journaux amis, des moyens de pression sans en assumer elles-mêmes tous les risques.

Malgré ces précautions, la réussite est loin d'être évidente.

Nous en voulons pour preuve les multiples péripéties qui ont jalonné les premiers mois de la gazette de Lorraine allemande Zeitung Für Deutsch-Lothringen, journal bilingue. Les ventes sont presque nulles en dehors des abonnements officiels. Plusieurs journalistes peu capables se succèdent, sans donner satisfaction. Il est difficile de gérer la filiale messine d'une entreprise principale établie à Stuttgart, et de trouver un gérant compétent.

Grüninger qui avait repris l'imprimerie à son compte avec Guillaume Gross, finit par résoudre les difficultés en décidant de publier plutôt qu'un journal bilingue, deux journaux distincts *(3)* : La Gazette de Lorraine, en langue française et la Zeitung für Deutsch-Lothringen en langue allemande, laquelle prend le 1er janvier 1878 le titre définitif de Die Lothringer Zeitung.

Quant au second quotidien allemand de Metz, le Metzer Zeitung, il paraît avoir été une création privée indépendante du pouvoir politique. Pour les autres feuilles locales, celles que l'on appelle "les journaux de cercles" ou Kreisblätter, l'aide du pouvoir est encore plus nécessaire. Les directeurs de Cercles -ou d'arrondissements- successeurs des sous-préfets français, sont chargés, sous le contrôle des autorités de Strasbourg, de créer les organes officiels dont ils ont

besoin.

Quatre kreisblätter naissent en 1870-71 :

* Arrondissement de Château-Salins :
- Les Nouvelles Officielles.

* Sarreguemines (mais aussi Boulay et Forbach qui n'ont pas d'imprimerie) :
- Le Saargemünder Zeitung.

* Metz-campagne :
- La Gazette de Lorraine remplit les fonctions de journal de cercle.

* Thionville :
- La Mosel Und Nied Zeitung .

Le journal de Cercle est en général un hebdomadaire (ou bi-hebdo) dirigé par un imprimeur qui a passé un contrat avec le directeur de Cercle. Moyennant une subvention et la promesse de commandes officielles, l'imprimeur s'engage à publier un journal gouvernemental. Les débuts de ces journaux sont aussi difficiles : le tirage est faible (250-500 exemplaires). Néanmoins ils vont avec des fortunes diverses se maintenir jusqu'en 1918.

Outre la mise en place de ses propres journaux, l'administration allemande se dote de moyens juridiques pour contrôler la presse. Bismarck décide de maintenir en vigueur la législation française en la matière, et de l'appliquer au mieux des intérêts allemands. Mais il a l'habilité de la coiffer par une disposition nouvelle connue dans l'histoire sous le nom de "paragraphe de la dictature".

En effet dans la loi sur l'organisation et l'administration de l'Alsace-Lorraine, il introduit un article : "en cas de danger pour la sécurité publique, le président supérieur est autorisé à prendre immédiatement toutes les mesures qu'il jugera nécessaires pour écarter ce danger. Il est en particulier autorisé à exercer à l'intérieur des districts menacés par ce danger, les pouvoirs que le paragraphe 9 de la loi française du 9 août 1849 confère aux autorités militaires dans le cas de l'état de siège".

Ce texte applicable à bien d'autres domaines que celui de la presse écrite, donne donc à l'autorité administrative, le président supérieur, puis le gouverneur, un droit discrétionnaire de suspendre ou d'interdire toute publication de nature à troubler l'ordre public. Comble d'ironie, cet article s'appuie sur une loi d'origine française !

La loi d'Empire sur la presse de 1874, d'inspiration libérale ne sera pas, bien sûr, appliquée.

Dans la pratique, l'Alsace-Lorraine reste donc soumise au régime français complété par un article allemand et interprété par les juristes allemands. En la matière l'autorité politique est à Strasbourg et les décisions sont du ressort du président supérieur puis du gouverneur. C'est auprès d'eux qu'il faut adresser la déclaration prévue par la loi et verser la caution de 15.000 francs. Pour orienter l'information, le Président supérieur Von Moeller, met en place à Strasbourg un bureau de la presse. En Lorraine annexée, la surveillance des journaux est l'une des prérogatives du Président du département et sous son autorité, du directeur de police de Metz.

Deux journaux lorrains seulement ont été frappés directement par la dictature : Le Journal de Metz, interdit de parution en 1883 *(4)*, et Le Moniteur de la Moselle, supprimé en 1887 *(5)*, alors qu'une quinzaine au moins de journaux alsaciens en ont été victimes. Mais il faut aussi prendre en compte les autres mesures prises en vertu de cet article (expulsion de journalistes) et les menaces et pressions diverses (par exemple pour mener tel journal à modifier sa ligne). La dictature est d'abord un moyen de chantage avant d'être l'arme absolue pour se débarasser d'un adversaire.

Le Courrier de la Moselle, républicain et national de tendance gambettiste se trouve dans une position si inconfortable que son directeur-gérant, Réau préfère transférer sa rédaction et son impression à Nancy dès juin 1871. Il adopte immédiatement un nouveau titre, Le Courrier de la Meurthe-et-Moselle, conservant l'ancien en sous-titre, car il continue d'avoir de nombreux abonnés en Moselle. L'arrivée d'un nouveau président à Metz, Von Hammerstein, coïncidera avec l'interdiction du journal en Lorraine annexée : ses sympathies vis-à-vis d'Antoine député protestataire, le hérissent. Il obtient son interdiction en octobre 1885, Le Courrier avec son nouveau rédacteur en chef Paul Sordoillet,

deviendra alors un journal nancéien parmi les autres *(6)*.

Le Voeu National, catholique et légitimiste, continue sa parution sur un rythme tri-hebdomadaire en adoptant un ton prudent et circonspect. Il reflète les opinions des conservateurs, critiquant Thiers et les républicains puis approuvant "l'ordre moral". Il reste discret sur tout ce qui se passe en Allemagne et exprime son patriotisme français avec beaucoup de retenue pour ne pas donner de prise à des motifs d'interdiction.

Le Voeu National a pour rédacteur en chef Victor Vaillant qui fait le journal, de l'éditorial au feuilleton. Il est la propriété d'une société dont les principaux actionnaires sont les Wendel et les vieilles familles royalistes.

A la suite de difficultés (les ventes baissent : 600 exemplaires en 1879, la population francophone émigrant vers la France, les dettes s'alourdissent)... et de tractations complexes, des prêtres acceptent de prendre la relève. Le 29 juin 1883 paraît le dernier numéro du Voeu National, le 11 juillet sort le premier numéro du Lorrain (voir plus loin).

Le Petit Messin paraît le 15 avril 1883. Journal commercial, industriel, littéraire et artistique, il sort selon une formule tri-hebdomadaire. Il devient 6 mois plus tard un quotidien politique et enfin le 24 juin adopte le titre "Le Messin". Ce journal représente le courant libéral et anticlérical.

En Lorraine annexée la presse s'articule donc en :

- une presse d'orientation allemande avec deux quotidiens en langue allemande et un quotidien en langue française. Son action est prolongée par des journaux d'arrondissement, hebdomadaires ou tri-hebdomadaires de langue allemande.

- une presse de langue française et d'orientation lorraine qui a pris la relève de la presse d'orientation française disparue au fil des années.

L'antagonisme entre ces deux groupes est une donnée fondamentale jusqu'en 1914.

*

2 - La Presse en Lorraine Française

Nancy et sa région vont largement profiter de la coupure de la Lorraine en deux. Il s'est en effet créé dans cette marche mutilée, une situation exceptionnelle de zone frontière qui fait de la Meurthe-et-Moselle non seulement une des régions les plus militarisées (en 1914 on comptera pas moins de 14.000 soldats dans la cité des ducs, soit plus du dixième de la population) mais aussi une de celles où le patriotisme est le plus ardent et le nationalisme le plus facile à propager.

En outre la Lorraine demeurée française, si elle n'a pas le poids de Paris ou du Nord, n'en est pas moins devenue à partir de 1880-1890 l'une des régions les plus importantes économiquement.

Nous sommes à l'époque où le procédé de déphosphoration du fer lorrain -appelé procédé Thomas- est mis en application. La Lorraine produit 540.000 tonnes de fonte, 1 million et demie d'acier en 1880, 4 millions de tonnes de fonte, 2 millions 300.000 tonnes d'acier en 1913. Il est vrai que ceci concerne surtout la région de Briey-Longwy alors en plein essor industriel et démographique (elle aura en 1914 presque doublé sa population)... et qui sera, naturellement une zone prospère pour la presse politique, syndicaliste et italienne (forte population d'immigrés italiens). Mais il n'en reste pas moins que Nancy, devenue l'unique capitale de la Lorraine, en l'absence de Metz annexée à l'empire allemand, développe ses industries diverses et sa zone métallurgique propre.

Elle a donc beaucoup accru son importance elle aussi, ne serait-ce qu'à cause de l'afflux continu, jusqu'en 1900 surtout, des Alsaciens-Lorrains émigrant en grand nombre vers cette zone d'accueil proche.

- Importance économique : les entreprises nancéiennnes ont triplé en nombre depuis 1870. En 1890 on comptait 13.000 ouvriers dont plus de la moitié dans la métallurgie (Neuves-Maisons et Pompey) et les mines de fer ; 2.500 dans les salines et soudrières. 25.000 personnes vivent de l'industrie *(7)*.

- Importance politique : il ne faut pas non plus négliger, le fait que plusieurs des personalités politiques influentes de cette période sont des Lorrains. Car l'esprit républicain déjà répandu ici sous le 2ème Empire, s'est maintenu et développé après la guerre de 1870, grâce à des hommes comme les Vosgiens Jules Ferry et Méline, le Meusien Raymond Poincaré, les "jeunes", Louis Marin et Albert Lebrun qui furent présidents du Conseil pour les trois premiers, les autres, ministres, deux d'entre eux présidents de la République. Lebrun avait été aussi auparavant, président du sénat.

Tous ces hommes dont le nom est inscrit à jamais dans l'histoire nationale ont joué un rôle dans la vie de la presse lorraine. Ils ont souvent été actionnaires des journaux de la région, parfois même les inspirateurs.

Le capital de la SA du nouveau journal L'Est Républicain (le premier numéro sort le 5 mai 1889) est réparti entre 560 souscripteurs, parmi lesquels 24 députés, sénateurs, maires et conseillers d'arrondissements. Y figurent aussi des grands hommes politiques tels Jules Méline, Jules Ferry, Alfred Mezières. De Wendel et Louis Marin s'intéresseront à L'Impartial puis à L'Eclair de l'Est.

D'une manière plus générale, on peut affirmer que la situation de la presse lorraine restée française est le reflet de la presse de province en France.

A Nancy, en 1889, il y a six quotidiens : Le Journal de la Meurthe et des Vosges, est le plus ancien . Lié au milieu des salines et des cristalleries, il a été créé en 1799. Il sert fidèlement la cause monarchiste et recrute une bonne partie de ses abonnés dans la noblesse de la région. Cette vieille feuille conservatrice a vécu sans éclat jusqu'en 1914. Elle devint hebdomadaire le 28 juin 1919.

L'Espérance, organe catholique fondé en 1840, est coûteux (7 francs) et sans équivalent dans le département. Ce quotidien est anti-boulangiste et de tendance sociale. Il disparaît en 1898.

Le Courrier de la Meurthe-et-Moselle a une longue histoire. Au mois de mars 1829 à Metz, L'Abeille de la Moselle devient Le Courrier de la Moselle, organe du parti républicain. Après la défaite de 1870, le journal républicain et national, de tendance gambettiste, se retrouve dans une situation si inconfortable qu'il décide de s'établir à Nancy. Il prend alors de nom de Courrier de la Meurthe-et-Moselle où

il continue à défendre "deux causes indissociables" : la France et la République. Le Courrier continuera d'avoir jusqu'en 1885 (date de son interdiction en Moselle) beaucoup d'abonnés à Metz. Mais devenu un journal nancéien parmi d'autres, il perdra beaucoup d'audience et deviendra hebdomadaire sous un nouveau nom : Le Courrier de l'Est, _ avant de disparaître en 1889.

Le Progrès de l'Est est fondé en 1871 pour défendre les idées républicaines et laïques. En fait, radical et dreyfusard, il ne survivra pas à l'Affaire, et disparaîtra en 1901. L'Etoile de l'Est lui succèdera.

La Dépêche de l'Est a été créée en 1884 par un homme d'affaires, M. Gugenheim. Elle s'effondrera rapidement à la suite de la débâcle financière de son directeur. Le journal était anti-boulangiste.

Les deux autres quotidiens, L'Impartial de l'Est (républicain modéré) et L'Est Républicain (ce dernier représentait la bourgeoisie républicaine) sont étudiés par ailleurs, étant les deux seules publications d'avant 1914 à continuer à paraître après 1918.

Six quotidiens, une multitude de bi-tri- ou hebdomadaires, cela peut paraître beaucoup pour une ville de 100.000 habitants environ. Cela correspond en fait à une évolution générale. La fin du 19ème siècle et le début du 20ème voient le journal devenir un produit de consommation courante. Pierre Albert parle pour cette période -1871/1914- "d'âge d'or de la presse française". Les principales raisons on l'a vu, sont : la généralisation de la vente du numéro à 5 centimes qui permet un énorme accroissement des tirages, le développement de l'instruction, la démocratisation de la vie politique, l'urbanisation croissante, et le développement des transports et moyens de transmission, avec pour conséquence directe, l'élargissement du champ d'information des journaux et de la curiosité de leurs lecteurs.

Enfin (ainsi qu'il a été dit plus haut) il ne faut pas oublier la promulgation de la Loi du 19 juillet 1881, minutieusement préparée en commission depuis 1879 et débattue en séance : elle assurera à la presse française le régime le plus libéral du monde.

Cette loi qui se substitue à quelques 300 articles de 42 textes législatifs antérieurs, est une véritable codification de ce qui intéresse l'imprimerie, la presse, le colportage et

l'affichage. Sous réserve de quelques formalités administratives elle garantit la liberté de publication et de diffusion et enlève aux autorités pratiquement tout moyen d'action sur les journaux. Elle favorisera l'essor de nombreuses feuilles, bien souvent éphémères, partout en France.

Cette diversité dans les titres se retrouve dans les autres villes de Meurthe-et-Moselle comme Lunéville, Pont-à-Mousson et Toul, qui comptent pas moins de 1 à 3 journaux chacune.

La Meuse est le département le plus pauvre, et le restera jusqu'à nos jours. A la veille 1914, il ne possède qu'un seul quotidien, L'Echo de l'Est, alors qu'à la fin du 19ème - début du 20ème siècle, il en comptait plusieurs *(8)*. L'Echo de l'Est succède au Narrateur de la Meuse, créé à Commercy en 1804 par l'ancien maire Claude François Denis, qui paraissait trois fois par semaine jusqu'en 1830. A cette date, il reparait sous le titre de L'Echo de l'Est-Narrateur de la Meuse, Moselle, Meurthe, etc ... Il fusionnera successivement avec l'Indépendant de la Meuse (1846) puis avec Le Courrier de l'Est (1906) bi-hebdomadaire créé en 1898, devenu en 1901 un quotidien *(9)*.

L'Echo de l'Est est une des rares publications meusiennes à poursuivre sa publication pendant la première guerre mondiale.

A côté de ce quotidien réussissent à vivre quelques tri ou bi-hebdomadaires : citons Le Réveil de la Meuse fondé en 1904, successeur de L'Indépendance de l'Est. Il est destiné à soutenir le combat politique de Develle qui est à l'origine du journal avec Raymond Poincaré, d'André Maginot, membre du conseil d'administration et des principaux actionnaires.

La Meuse a été créée en 1835. Elle portait alors le titre de Petites Affiches de l'Arrondissement de Commercy, et prendra son nom "La Meuse" en 1860. Ce journal "résolument libéral et anti-monarchiste" arrêtera temporairement sa publication pendant la Grande Guerre. Comme la plupart des "Croix" de province, La Croix Meusienne date de 1892. Elle a été créée par l'abbé Didolot. Elle deviendra rapidement le journal (hebdomadaire) le plus lu de la Meuse (1895 : 13.500 exemplaires).

Le Républicain de l'Est a été créé en 1879 par François Tugny, instituteur, membre du conseil général de Commercy. Cette personnalité peu banale, condamnée à plusieurs reprises

et qui sera obligée de s'exiler "un temps" à Bruxelles, laissera sa place en 1910 à son fils Jean. Ce bi-hebdomadaire de 4 pages, vendu 10 centimes arrêtera sa publication avec la guerre de 1914 et reparaîtra en 1918.

Le Courrier de Verdun a été lancé en 1850. Ce trihebdomadaire, républicain libéral est devenu en 1905 Le Courrier Verdunois Libéral (avec une parution bi-hebdomadaire) puis en 1908 Le Courrier Libéral et enfin, la même année Le Courrier de la Meuse. Il fusionnera en 1914 avec Le Petit Démocrate, hebdomadaire de Verdun créé un an plus tôt.

Une multitude de petites publications se disputent la clientèle meusienne : La Défense Républicaine (1907/1908, hebdomadaire radical socialiste de Stenay), La Démocratie de l'Est (1903/1904 radical et radicale socialiste, hebdomadaire. Bar-le-Duc), L'Echo Meusien (1907/1909, républicain, radical socialiste, hebdomadaire. Saint-Mihiel), L'Eclair de Commercy et Saint-Mihiel (1905/1906), L'Est (1883/1905, républicain démocrate socialiste, trihebdomadaire. Verdun), L'Union Républicaine de la Meuse (1904/1906, démocrate, bihebdomadaire de Verdun), L'Union Verdunoise (1906/1914, républicain démocrate, bihebdomadaire), Le Narrateur de Saint-Mihiel (1873/1914, indépendant de droite, hebdomadaire), La Petite Meuse (1902, républicain indépendant-Poincaré- hebdomadaire. Saint-Mihiel), Le Petit Montmédien (1901/1914, républicain de Montmédy, fusionne en 1913 avec L'Action Meusienne), Le Petit Verdunois (1900/1906, républicain de droite, hebdomadaire de Verdun), Le Républicain de l'Est (1880/1939, indépendant anti-clérical, hebdomadaire de Commercy), Le Républicain du Département de la Meuse (indépendant, crée en 1905, devient en 1908 Le Républicain de la Meuse puis en 1911 Le Républicain, pour redevenir en 1914 Le Républicain de la Meuse), Le Républicain Linéen (1913, anti Maginot, bihebdomadaire), Le Républicain Meusien (1902/1906, démocrate de gauche, bihebdomadaire-Montmédy).

A noter que certains quotidiens nancéiens se sont intéressés à la Meuse, bien avant 1914. Le premier à s'implanter sera L'Impartial de l'Est puis, plus tard L'Est Républicain.

Dans les Vosges à la veille de la guerre de 14-18, on trouve deux quotidiens : Le Mémorial des Vosges, plutôt conservateur, L'Union Républicaine de tendance radicale et

une édition de L'Eclair de l'Est de Nancy à tendance cléricale.

En dehors des quotidiens, nous avons 7 publications trihebdomadaires qui paraissent dans les chefs-lieu de canton, 7 bihebdomadaires et 9 hebdomadaires.

Parmi les principaux titres citons :

- L'Abeille des Vosges, hebdomadaire fondé en 1836 est baséeà Neufchâteau.
- La Gazette de Plombières, fondée en 1882.
- L'Industriel Vosgien, organe du parti républicain démocratique et social est basé à Remiremont (1848)
- La Gazette Vosgienne (1869) basée à Saint-Dié.
- L'Avenir Républicain fondé en 1900 - Mirecourt.
- Républicain de Neufchateau (1906).

Tous ces journaux qui se disputent le lectorat vosgien, sont vraiment ancrés dans la vie régionale parce qu'ils fournissent beaucoup d'informations locales et participent aux polémiques et luttes vigoureuses qui animent les élections. La guerre de 1914 marquera une rupture complète. Beaucoup de journaux se sont sabordés, croyant que la guerre ne serait qu'un bref épisode, et disparaîtront définitivement.

Le Pays Haut, s'il fait bien partie administrativement du nouveau département de la Meurthe-et-Moselle, formé en 1871 après le traité de Francfort, reste une "région" à part. Il compte pas moins de 29 titres différents (1871/1895 : 6 titres. 1904/1914 : 23 titres de plus). Il est vrai que ce chiffre n'a pas grande signification : la feuille électorale éphémère y voisine avec le premier bulletin paroissial. Beaucoup de journaux annoncent une publication régulière mais n'ont pas eu de numéro 2.

On peut diviser la presse du Pays Haut en trois rubriques *(10)* :

- Les journaux politiques : 1905 paraît être une date clé. L'intensité des luttes politiques a semble-t-il plus d'échos dans l'arrondissement après cette date qu'avant. Peut-être parce que F. de Wendel cherche à se faire élire député contre Albert Lebrun. Parmi ces journaux politiques, citons : L'Echo Lorrain (1877/78), Le Longovicien (1895/1915), L'Indépendant de Briey, Le Journal de Montmédy,

Le Journal du Briey, Le Républicain de Briey.

- La presse italienne : du fait de l'exploitation intensive de Briey-Longwy, la population grimpe d'une manière vertigineuse : 1876 - 63.411 habitants, 1911 - 126.117. Cette richesse attire beaucoup de travailleurs immigrés (45.883 étrangers en 1911 parmi lesquels une forte colonie d'Italiens). Trois journaux leur sont destinés : Il Riscatto Operiao, Il Corriere Commerciale, L'Italiano. L'Est Républicain et La Vie Sociale de l'Arrondissement de Briey, ainsi que L'Echo de Briey lanceront des rubriques dans cette langue.

- Enfin pour des raisons évidentes, dans une région si riche en industries, la presse syndicaliste et sociale est très active. Le Réveil de l'Arrondissement de Briey qui deviendra La Vie Sociale de l'arrondissement de Briey, puis La Vie Sociale de Meurthe-et-Moselle ; L'Eveil Social, L'Avenir Social ont tous un but commun : le défense des intérêts ouvriers.

Bref, de 1870 à 1914, Briey est un arrondissement plus peuplé que ceux de Lunéville, Toul, Verdun ou Montmédy... d'où une certaine richesse dans le domaine de la presse. Mais tous ces journaux sont fragiles, parfois éphémères et de toute manière, de faible tirage. La clientèle potentielle n'est, en effet, pas aussi élevée que peut le faire croire le chiffre de la population.

Plusieurs raisons à cela : de nombreux étrangers et ouvriers boudent la presse bourgeoise et les élections. En outre la dualité Briey-Longwy ne favorise pas la formation d'une clientèle d'arrondissement. Par ailleurs, la situation "en presqu'île" de l'arrondissement devait théoriquement préserver les journaux locaux de la concurrence des feuilles nancéiennes mais la ligne de chemin de fer Pagny-sur-Moselle/Longwy, permet à la presse de Nancy et surtout à L'Est Républicain, de rayonner. Enfin la frontière belge toute proche empêche d'élargir la clientèle.

*

3 - Les Grands Thèmes de la Presse Lorraine

Dans une province "mutilée" où les souvenirs de 1870 étaient encore présents à toutes les mémoires et ravivés par de nombreuses cérémonies et où de nombreux alsaciens-lorrains assumaient la vie culturelle et économique nancéienne, on ne saurait s'étonner de l'importance considérable accordée aux thèmes patriotiques que nous retrouvons en permanence : celui de l'Alsace-Lorraine toujours sensible *(11)* ; celui de la grandeur nationale face au monde et celui de l'armée à laquelle la Lorraine vouait un culte passionné.

On trouve aussi trace de cette peur collective due à la proximité de la frontière, dans de nombreux articles, des témoignages ainsi que les rapports de police consacrés aux bruits de guerre, qui sont transmis à la direction de la sureté.

Le thème du plan allemand d'invasion, rencontrait beaucoup de succès. Chacun en Lorraine était convaincu que l'Allemagne préparait activement et méthodiquement la guerre. Tous criaient qu'elle avait déjà commencé la conquête de la France, non seulement en envoyant des espions de l'autre côté de la frontière, mais aussi en exportant ses marchandises, en diffusant ses publications littéraires, scientifiques ou artistiques. L'Allemagne s'infiltrait partout ! Elle pourra le jour venu bénéficier de complicités multiples.

Cette opinion que l'on retrouve dans toute la France (voir les campagnes de presse de journaux aux opinions très diverses : L'Action Française, L'Oeuvre, Le Matin) est encore plus enracinée dans l'opinion publique lorraine : L'Eclair de l'Est, Le Démocrate de l'Est, publient des reportages sur "les Allemands chez nous", relèvent les noms des firmes à consonnance germanique de la région, ou s'inquiètent de la "présence suspecte" d'ouvriers spécialisés et techniciens allemands, tous, selon les journalistes, des officiers de réserve de l'armée prusienne.

D'autres journaux comme L'Ouvrier Vosgien, lancent des appels pour renforcer la véritable industrie nationale. Le sentiment patriote lorrain garde, en fait, un aspect surtout défensif comme le montre bien, les manifestations du culte de Jeanne d'Arc, et ne conduit pas forcément à un désir latent de revanche, ni à une sollicitude spéciale envers les

Alsaciens ou les Mosellans. Car en vérité, et même si on assiste à partir de 1908-1909 à une renaissance du thème alsacien-lorrain grâce à l'action du Souvenir Français *(12)*, jusque là on ne s'aime toujours pas beaucoup de part et d'autre de la frontière. Entre Lorrains et Mosellans germanophones, entre Nancéiens et Messins, les jalousies ont toujours été vives et la partition de 1871 ne les a pas automatiquement effacées. Pour certains, les annexés ne sont pas seulement des victimes qu'il faut plaindre, mais aussi des gens qui partagent avec ceux qui les dominent des traits communs : la langue dans certaines régions, la révérence à l'égard du clergé, l'esprit de soumission complaisante envers toute autorité. Bref, on se sent différent d'eux. On éprouve parfois à leur encontre, des sentiments de suspicion, voire même d'hostilité. Les immigrants en provenance de Metz n'étaient pas toujours accueillis à bras ouverts par une population unanime et ils avaient du mal à se fondre dans la société urbaine en place.

La presse pourtant ne se fait pas toujours l'écho de tels sentiments. Elle a une mission à remplir. La Lorraine proche de la frontière est différente des autres régions. Sa position géographique devient le signe d'une mission privilégiée qu'aucune autre région ne peut remplir. La Lorraine doit tirer gloire de son fardeau. Aussi, même si elle ne consacre que peu de place à une chronique d'Alsace-Lorraine (L'Est Républicain : 1% de sa surface en 1901, soit un quart de colonne, le plus souvent en page 2 ou 3, 1,25% en 1911 ; Le Journal de la Meurthe et des Vosges, 1,50% et 1,25% ; L'Etoile 1,25% et 2,75%) il n'en reste pas moins que cette rubrique est régulière. Il est certain qu'il y a eu vers 1910 et jusqu'à la guerre de 1914 un regain d'intérêt pour les problèmes des pays annexés. Les journaux contestent les causes de l'annexion et réfutent aisément et sans cesse l'argument linguistique. L'Est Républicain parle de l'oppression et de la germanisation qui règnent sur ces provinces, des impôts trop lourds, de la cherté de la vie à Metz, de l'insuffisance des transports. On s'inquiète de la politique anti-cléricale française qui "nous aliène l'amitié de nos anciens concitoyens" et est responsable d'une tentation de "ralliement" à l'Allemagne. L'expulsion des congrégations peut être dangeureuse vis-à-vis de l'Alsace-Lorraine : "cette population, soeur de la notre, redoute les tempêtes de la démocratie mal équilibrée, notre politique aventureuse et scabreuse l'effraie, et, dit Goulette dans L'Est Républicain "je la comprends.."aimant l'ordre et l'autorité elle obéit à ses nouveaux maîtres" *(13)*.

Ainsi l'Alsace-Lorraine reste en permanence un problème d'actualité et la préoccupation principale de l'opinion publique. Elle fournit l'occasion de vives attaques contre l'Allemagne que l'on hait ("ces voleurs casqués de notre Lorraine")*(14)*, mais surtout que l'on redoute (supériorité démographique, dynamisme de l'économie et de l'administration du Reich face à l'incurie du gouvernement français.

*

4 - Les Autres Thèmes

Les problèmes coloniaux ou même la politique étrangère occupent à cette époque une place souvent infime, sauf en période de crise (Fachoda ; la guerre russo-japonaise).

Les grandes affaires sont suivies avec passion : l'affaire Dreyfus par exemple - L'Est Républicain après avoir partagé le désir du gouvernement d'étouffer cette affaire ne lui en consacrera pas moins de 1898 à 1899, une rubrique régulière spéciale quasi quotidienne (environ 2% du contenu total du journal). Les deux journaux de droite le "Journal de la Meurthe" (royaliste) et "La Croix de l'Est" (organe catholique des Assomptionnistes), dans un département dominé par les anti-dreyfusistes, qui vire à droite, suivent le mouvement.

Autres thèmes qui reviennent régulièrement dans la presse lorraine : la loi de la séparation et la crise des inventaires, l'école, le socialisme souvent considéré comme une idéologie dangereuse, l'agitation sociale (1906) et le problème des immigrés, nombreux dans le Pays Haut. On voit apparaître le thème du "meneur étranger" fomenteur de troubles. Les grèves (invariablement) politiques s'inscrivent dans un contexte international : près de la frontière au moment où la situation révolutionnaire en Russie et les affaires marocaines accroissent en France le sentiment d'inquiétude. On hésite parfois entre deux sentiments : l'Italien est-il un exploité ou un parasite ?

*

- Notes -

(1) Ce traité signé le 10/05/1871 enlevait à la France l'Alsace, les 5/6ème de la Moselle, le tiers de la Meurthe.

(2) Le Voeu National, 10/11/1870.

(3) Le premier fait un effort de compréhension à l'égard de la culture française, ce qui ne l'empêche pas d'ironiser sur la France. Le second destiné aux Allemands qui viennent s'installer en pays conquis est beaucoup plus agressif.

(4) Ce journal, un projet de Dominique Antoine, député protestataire de Metz devait paraître le 16 août. Il est interdit de parution "car il est destiné à appuyer une politique de protestation visant à remettre en cause la situation légale du pays telle qu'elle avait été établie en vertu du droit des gens", rescrit d'interdiction rédigé par Manteuffel.

(5) Le Moniteur est la propriété depuis 1871 de Virgile Didiot, un courtier d'assurances, d'orientation républicaine et patriote. Son journal (3.000 ex.) était devenu la "bête noire" des Allemands "car il est français, républicain, anticlérical et soutient les protestataires". Plusieurs de ses journalistes ont été expulsés. Outre la persécution des Allemands, Le Moniteur sera victime de la condurrence du Messin créé en 1883. Son tirage ne cesse de baisser (2.500-1.500 ex). Didiot s'orientera vers une fusion avec Le Messin, mais les négociations échoueront. Son journal sera supprimé pour avoir imprimé un appel en faveur du député sortant protestataire, Antoine.

(6) Il ne cessera alors de perdre de l'audience et adoptera une parution hebdomadaire sous le nom de Courrier de l'Est. Il disparaîtra à la fin du 19ème siècle.

(7) D'après F. Ferry, le syndicalisme ouvrier dans l'arrondissement de Nancy, de 1870 à 1902, D.E.S Nancy, 1961, p.85.

(8) Le Bon Sens (1870 - Bar-le-Duc Républicain), L'Espoir de Verdun (1887-1890).

(9) Ce journal existera en tant que titre indépendant jusqu'en 1913. A cette date le journal portera un seul nom "L'Echo de l'Est et le Courrier de l'Est Réunis".

(10) Source : "La Presse du Pays Haut de 1870 à 1914" par MM. Bonnet, Santini et Barthélémy, Annales de l'Est 1965, n°1, p. 66 à 94.

(11) Lire le D.E.S soutenu en 1967 à Nancy par M. Marchand "L'image de l'Alsace-Lorraine dans la presse de Nancy (1901-1914), 124 p.

(12) La cérémonie organisée le 4 octobre 1908 à l'occasion de l'inauguration d'un monument commémoratif à Noisseville est l'occasion pour les Mosellans de faire une démonstration

de fidélité à la Mère Patrie qui touche les Nancéiens. Il est vrai qu'elle avait été un instant d'une poignante émotion patriotique où plus de 80.000 annexés avaient vibré à la vue des officiers français en pantalon rouge et des drapeaux tricolores, salués aux cris de "Vive la France!".

(13) L'Est Républicain du 19/05/1903.

(14) " " " des 15 et 18/09/1898.

*

B - LA PRESSE LORRAINE PENDANT LA GRANDE GUERRE

La guerre de 1914-1918 fut une nouvelle et dure épreuve pour la population lorraine et plus particulièrement pour celle de la partie annexée par les Allemands, qui entrevit l'heure de la délivrance lorsque les "pantalons rouges" franchirent la frontière dès le début du mois d'août 1914. Elle dut déchanter après les batailles de Morhange et de Sarrebourg (20 août) où, devant la supériorité numérique de l'adversaire, les troupes françaises évacuèrent la région annexée qu'elles avaient cru libérer.

Jusqu'à l'offensive de la victoire, le front resta stabilisé au sud de la Lorraine annexée et les troupes allemandes occupèrent la partie nord de la Meuse, de la Meurthe-et-Moselle et des Vosges. Leurs lignes s'enfonçaient en coin dans celles françaises au saillant de Saint-Mihiel.

La presse subira encore, pendant ces quatre années de guerre, cette différence de souveraineté nationale. Il convient donc, toujours, d'étudier séparément les journaux de la Lorraine mosellane , allemande, et ceux de la Lorraine restée française.

*

1 - En Lorraine Annexée

Le 31 juillet 1914, Guillaume II proclame l'état de guerre. Les autorités allemandes instaurent aussitôt en Lorraine annexée un régime de dictature militaire. Au début de l'après-midi de ce même jour, un agent de police se présente aux bureaux des journaux quotidiens de langue française et leur transmet l'ordre d'interdiction du gouverneur militaire, qui tient régulièrement à jour une liste "des journaux à interdire en cas de mobilisation".

Dans les heures et les jours qui suivent plusieurs journalistes messins sont arrêtés, ainsi que tous les Mosellans dont la sympathie pour la France est connue : délégués et collaborateurs du Souvenir Français, membres du clergé, de la Lorraine Sportive, etc...

Le plus dangereux des journalistes français le Chanoine Collin avait mis à profit le flottement des premiers jours pour quitter librement Metz. Tout comme d'ailleurs certains adversaires irréductibles du régime allemand.

L'abbé Ritz, Eugène Lambert et Nicolas Houpert du Lorrain, Victor Prevel, Mathias Pétry, Elie Fleur et Sébastien Humbert du Courrier, Charles Seltzer et Paul Pignon du Messin seront incarcérés dans la prison de la rue du Cambout à Metz avant d'être dirigés avec d'autres sur la vieille forteresse rhénane de Ehrenbreitstein, près de Coblence. A la différence des patriotes qui y ont été, en général emprisonnés pour la durée de la guerre, les journalistes après quelques mois sont dispersés et assignés à résidence, en divers endroits d'Allemagne.Plusieurs journaux d'arrondissement sont également interdits.

L'autorité militaire se substitue donc à l'autorité civile à qui elle reproche la molesse de son administration et son échec dans sa tâche de germanisation. Elle se targue d'y parvenir par l'emploi de la contrainte brutale.

La langue est impitoyablement traquée et disparaît des enseignes, des devantures et des plaques de rue, jusqu'alors bilingues. Un décret impérial du 2 septembre 1915 impose aux lieux et aux communes dont le nom français avait été jusqu'ici respecté, un nouveau nom germanisé. Une amende ou la prison punirait ceux qui s'obstineraient à parler français.

Parallèlement est créé à Berlin un office supérieur de censure qui travaillera en liaison avec le bureau de presse des armées. Le premier devoir des journaux non supprimés, ceux bien sûr d'orientation allemande : "affermir les forces morales, physiques et matériels des individus comme de la nation toute entière".

Un appareil de propagande est mis en place. Tous les jours Sarrebruck téléphone aux rédactions des consignes. Des campagnes de presse seront lancées, notamment pour dénoncer la Russie et la Grande Bretagne.

Les militaires ont également "ressuscité" un journal de langue française : La Gazette de Lorraine qui avait disparue en novembre 1908 faute de lecteurs et de crédits. Ils débloqueront immédiatement 15.000 Deutsch Mark à la société éditrice et le premier numéro sortira le 4 août 1914, le jour de la déclaration de guerre. Le but de cette feuille est évident : en dépit du désir d'interdire toute publication en langue française, il apparaît indispensable d'avoir à sa disposition un quotidien rédigé en cette langue, car c'est le seul moyen de défendre auprès des

populations locales francophones, le point de vue officiel allemand et d'essayer de les manipuler. Mais c'est aussi la seule possibilité de leur faire connaître les multiples dispositions, avis, interdictions des autorités.

La zone de diffusion de la Gazette de Lorraine s'étend à la région occupée de Briey-Longwy en Meurthe-et-Moselle, et malgré une évidente répugnance des Lorrains à son égard elle est achetée, lue... et tirée jusqu'à 25.000 exemplaires. C'est pour eux le seul contact avec leur langue.

Le rédacteur en chef du journal est Albert Rausch ancien secrétaire d'ambassade à Berne. Il le restera jusqu'en mars 1918. Son principal collaborateur est instituteur lorrain : Victor Mayaux.

Parmi les principaux autres journaux on notera :

- La Lothringer Zeitung : elle reste sous la direction de Jean-Baptiste Merten jusqu'en 1915 date à laquelle celui-ci travaillera pour La Gazette de Lorraine.
La société éditrice est alors remaniée et Christian Brodbek, ancien journaliste à la Metzer Zeitung (1912-1915) à Berlin, en devient le gérant puis le directeur (jusqu'en 1918). L'imprimerie s'appelle jusqu'à la fin de la guerre "Imprimerie des quotidiens nationaux allemands".

- La Metzer Zeitung : sous la direction de Konrad Fischer elle donne à fond dans le pangermanisme militant en étroit contact avec le gouverneur militaire. Elle critique très violemment la presse lorraine d'avant-guerre et notamment le Chanoine Collin dont elle dénonce la trahison. "Le vieux renard a levé le masque" peut-on y lire après la publication dans La Croix des fameux éditoriaux de l'ancien directeur du Lorrain (signés H.D Collin) celui-ci sera d'ailleurs déchu... de la nationalité allemande.

Par rapport aux temps de paix, les tirages de ces trois journaux atteignent des chiffres élevés car ils sont diffusés dans plusieurs grosses unités de la ligne de front en particulier la Vème Armée. D'après les relevés officiels la Metzer Zeitung parvient à tirer à 35.000 exemplaires, la Lothringer Zeitung tire à 14.000 exemplaires, La Gazette de Lorraine avoisine avec les 9-10.000 exemplaires. Ces chiffres sont à comparer avec ceux des tirages d'avant-guerre : le Metzer Zeitung qui est le plus répandu alors des quotidiens allemands tire à environ 5.000 exemplaires.

A côté de ces quotidiens messins, de nombreux titres

continuent à paraître durant la guerre avec parfois des interruptions, toujours avec une pagination réduite et une typographie défectueuse.

La plupart des journaux du Cercle sont dans ce cas et se sont alignés naturellement sur les positions patriotiques. En novembre 1915 on relève encore onze titres dont deux à Thionville, deux à Sarrebourg, deux à Forbach. A deux reprises, Alphonse Schmitt, prorpiétaire de la Gazette de Sarrebourg est traduit devant le tribunal militaire de Sarrebrück. Les autres ont une ligne patriotique sans reproche : c'est le cas de la Lothringer Bügerzeitung de Thionville, de la Forbacher Zeitung de Fritz Harnung et de la Saargemünger Zeitung de Georges Spitzer.

Tous ces journaux sont confrontés à une série de problèmes communs aux guerres : raréfaction du papier, manque de plomb typographique, liaisons téléphoniques et postales défectueuses, hausse rapide des coûts. C'est la raison pour laquelle en 1918 la pagination se réduit et la présentation devient médiocre.

En Moselle annexée, on peut trouver également d'autres journaux : ceux provenant directement d'Allemagne ou d'Alsace -qui sont, avec certaines restrictions toujours acheminés en Lorraine-. Mais ce que recherche les Mosellans -et plus particulièrement les hommes occupant une certaine position- c'est une information plus libre. Ils la trouveront dans les journaux suisses. Ceux-ci arrivent à Metz par des canaux aussi certains qu'originaux.

Les années passent, la guerre continue ses ravages. L'autorité militaire ne fléchit pas. Pour empêcher les annexés mobilisés de gagner les lignes françaises ou alliées comme beaucoup le feront néanmoins, elle les expédiera sur le front oriental.

Les militaires réfléchissent toujours sur l'organisation future du pays après une guerre dont ils ne doutent pas de l'issue. Dans cette perspective ils prévoient en matière de presse, une législation qui mettrait fin aux "évènements fâcheux de l'avant-guerre". En attendant, la censure reste toujours très stricte, beaucoup plus que dans les autres régions d'Allemagne. Ceci en raison de la proximité du front mais aussi parce que toutes les mesures prises de germanisation n'avaient pas réussi à détruire les sentiments profonds enracinés. Les militaires allemands gardent la conviction de camper en pays ennemi.

Il faudra attendre les derniers mois de 1918 pour que la censure relâche son étreinte. Elle ne sera levée que le 8 novembre 1918.

Pendant cette période "de relâchement" la presse allemande exprime ses premières inquiétudes devant l'évolution du conflit. Ses commentaires sont désabusés. La Metzer Zeitung, avec amertume, annonce la proclamation de la république bavaroise puis l'abdication de Guillaume II et la proclamation de la République à Berlin. Dans ses derniers numéros elle doit même insérer des avis et des textes des conseils d'ouvriers et de soldats. Le 14 novembre marque la fin de la presse d'orientation allemande en Lorraine : la Metzer Zeitung, la Lothringer Zeitung et La Gazette de Lorraine font leurs adieux à leurs lecteurs. Les journaux du Cercle aussi. La fin d'une époque ! Tous les titres nés avec la victoire de l'Allemagne en 1870 disparaîssent avec sa défaite. Les journalistes et les propriétaires de ces journaux regagnent en hâte la terre natale : Albert Rausch rédacteur en chef de la Gazette de Lorraine disparaît, Jean-Baptiste Merten journaliste à la Lothringer Zeitung puis à la Gazette quitte Metz pour Munich en janvier 1918 ; Christian Brodbeck directeur de la Lothringer Zeitung part à Heidelberg. Ils abandonnent leurs biens qui sont placés sous séquestre puis liquidés. Dans les départements recouvrés aucun journal de ce type n'a la possibilité juridique de survivre.

*

2 - En Lorraine Française

L'importance de la guerre de 1914-1918 dans l'histoire de la presse lorraine, comme celle française, est considérable non seulement parce qu'elle bouleverse la vie des journaux et parce qu'elle provoque une brutale rupture de l'évolution antérieure, mais aussi parce qu'elle révèle dans un monde qui, acquis aux idées libérales l'avait oublié, la puissance de la propagande dont les régimes totalitaires firent par la suite un usage effrayant.

Première conséquence de la Grande Guerre : les difficultés matérielles considérables qu'elle entraîne. Les ressources publicitaires ont complètement disparu ; les imprimeries et les rédactions se sont vidées très vite et l'on a du réduire la pagination à quatre et même après 1917 à deux pages *(1)*. Le prix du papier et celui des matières premières augmentent considérablement. La diffusion pose également de graves problèmes : le réseau ferré est en effet surchargé par les divers transports

militaires. Pour pouvoir continuer à paraître l'ensemble des quotidiens français décident d'augmenter leur prix de vente qui passe à 10 centimes.

Deuxième conséquence de la guerre : la censure. Elle est acceptée assez facilement. Le bureau de la presse est mis en place en vertu de l'état de siège. Il dépend du Ministre de la guerre. Chaque jour les journaux doivent apporter aux bureaux de la censure une morasse *(2)*. Les censeurs la relisent en appliquant les consignes générales et les instructions particulières journalières. Au besoin ils signalent un texte interdit qui est alors échoppé sur les formes de la composition, laissant des blancs sur les pages. Un journal qui ne respecte pas les ordres du censeur peut être saisi, poursuivi, et même, suspendu.

La guerre s'éternisant, la censure pèsera de plus en plus et il apparaît aux journaux qu'il s'agit beaucoup plus que d'un contrôle passager.

Troisième conséquence de la guerre : l'information sur les opérations militaires à quoi se cantonne pour l'essentiel la curiosité exacerbée de l'opinion, est contrôlée par l'armée *(3)*. Les journalistes éprouvent de nombreuses difficultés à donner de la guerre une image véritable. Ils doivent le plus souvent, se contenter des informations transmises par le grand quartier général. Bref la presse se doit de soutenir le moral des populations en leur présentant les horribles réalités de la guerre sous un jour optimiste. Ce qui ne manque pas de choquer les combattants qui apprennent à mépriser les journaux où ils ne retrouvent rien de leurs préoccupations et où ils ne reconnaissent pas la guerre qu'ils font.

Sur le plan local, malgré la guerre et en partie à cause d'elle, L'Est Républicain devient le premier journal de la région. Dès juin 1914, nous trouvons dans ses différentes éditions une page presque entière de "petite poste militaire" avec des messages de soldats, insérés gratuitement. Cette "clientèle" s'étendra avec la guerre.

L'armée française reste toujours présente dans L'Est Républicain. Mais si l'on veille toujours à la frontière, il ne semble pas qu'on soit particulièrement inquiet alors, plus qu'à un autre moment. Il y a même, entre l'attentat de Sarajevo et la déclaration de guerre comme une illusoire et, peut-être volontaire, méconnaissance de la montée du péril. C'est une Lorraine paisible et travailleuse, que la guerre va atteindre brutalement. Certes elle est encore patriote mais elle n'est plus aussi véhémente dans ses manifestations anti-allemandes. Le caractère rassurant et confiant des articles de L'Est Républicain

est responsable en grande partie de l'état d'esprit que décrit le préfet de Meurthe-et-Moselle le 10 août 1914 *(4)* comme "très confiant, notamment à Nancy, peut-être un peu grisée d'optimisme" et le 13 août : "Nancy en apparence très calme, s'attend avec émotion à la grande lutte prochaine. La confiance domine !".
René Mercier restera jusqu'à la fin de la guerre défenseur de la discipline patriotique ou "bourrage de crane" selon le point de vue où l'on se place.

Quant à "l'union sacrée", elle était déjà réalisée de fait à Nancy et par L'Est Républicain. Pour y avoir contribué, René Mercier devait recevoir, après la guerre, la croix de chevalier de la légion d'honneur *(5)*.

Au lendemain de la Grande Guerre, le tirage de L'Est Républicain dépasse les 40.000 exemplaires. La marche de la société "sous la direction intelligente et suivie (du) directeur Mr Mercier, (...), a été tellement bonne et fructueuse que nous ne saurions trop le féliciter, sans oublier le personnel (...) *(6)*". Le bénéfice ressort à 189.797 francs. Il permettra entre autres, l'année suivante d'augmenter les indemnités allouées depuis le début de la guerre aux femmes et enfants des ouvriers mobilisés *(7)*.

L'Est Républicain est un cas presque unique en Lorraine : une première conséquence des difficultés créées par la guerre est, en effet, la disparition d'un grand nombre de journaux ou leur affaiblissement. L'Impartial de l'Est "journal du progrès libéral" sortira très ébranlé de 14-18. Il reprend de plus en plus souvent des articles du Temps, un journal du centre, sérieux jusqu'à l'ennui, dont les chroniques diplomatiques sont souvent inspirées par le Quai d'Orsay. L'Impartial deviendra hebdomadaire en 1926.Il disparaîtra onze ans plus tard.
Le Journal de la Meurthe et des Vosges, vieille feuille conservatrice devient hebdomadaire le 28 juin 1918, le Reveil Vosgien de l'abbé Robert meurt avec la déclaration de la guerre ; l'hebdomadaire L'Abeille Géromoise cesse d'exister le 2 août 1914. L'Echo Vosgien, quotidien, n'aura qu'une existence très éphémère : de 1914 à 1915. La Gazette de Plombières, hebdomadaire créé en 1912 disparaît en 1920, Les Hautes Vosges, bi-hebdomadaire lancé en 1910 meurt aussi en 1920. Les Nouvelles , quotidien vosgien créé en août 1911, ne vivra que trois mois. La Volonté Nationale, bi-hebdomadaire puis hebdomadaire de Remiremont, fondé au début du siècle publie son dernier numéro 2 ans après la fin de la guerre.

Dans la Meuse, département particulièrement atteint par la guerre, la presse est encore plus durement touchée. La plupart des

journaux cessent de paraître. Beaucoup meurent en 1914 : L'Avenir de Commercy et de Saint-Mihiel, bi-hebdomadaire de l'opposition libérale populaire, L'Indépendance de l'Est, Le Républicain de Bar-le-Duc, Le Narrateur de Saint-Mihiel indépendant de droite, Le Courrier De La Meuse républicain progressiste et libéral (il fusionnera cette année -là -1914- avec Le Petit Démocrate qui disparaîtra à son tour en 1915), Le Petit Montmédien, républicain de droite, libéral.

Certains, tant bien que mal, parviennent à survivre dans cette région au coeur des combats : L'Echo de l'Est poursuit ainsi sa publication grâce aux deux hommes qui ont été longtemps l'âme du journal : Alfred Chuquet et Daniel Laumonier ; La Croix Meusienne, dirigée par l'abbé Pezel jusqu'en 1925 continue aussi à paraître. Le Républicain de la Meuse, survit jusqu'en 1916. Ce journal, indépendant, avait été créé en 1908. Le Bulletin Meusien, né avec la première guerre mondiale, poursuit sa publication jusqu'à la déclaration de la seconde (1939).

A noter que La Gazette des Ardennes, organe du commandement militaire allemand, diffusera dans le nord de la Lorraine et, particulièrement, en Meuse de 1915 à 1917. Ce journal a vu le jour à Charleville en octobre 1914. Avec la débâcle allemande, il sera transféré à Francfort-sur-le-Main avant de disparaître en septembre 1918. D'abord tirée à 4.500 exemplaires, elle connaîtra son apogée en octobre 1917 avec un tirage de 175.000 numéros.
Selon Le Lorrain "le grand art de la feuille boche fut de mêler à ses articles tendancieux des rubriques qui forcément, devaient être parcourues avec avidité par tous les français : liste des prisonniers de guerre emmenés en Allemagne, etc..." *(8)*.

Les journaux, pour survivre dans cette tourmente, n'hésitent pas à dénoncer un confrère. En témoigne cette lettre du directeur-rédacteur en chef A. Dehant, de La Dépêche Vosgienne, au préfet des Vosges *(9)* : il demande l'instauration du règlement appliqué à Paris, interdisant à tout journal de sortir plusieurs éditions et l'obligeant à ne sortir qu'à son heure coutumière. Sont visées ici Les Nouvelles qui, pour donner "satisfaction à ses lecteurs" fait paraître deux éditions quotidiennes à 13H et 17H, alors que La Dépêche ne paraît qu'une fois, entre 12H et 13H, et ce journal de denoncer aussi, pêle mêle, les "faits lamentables" (les atrocités allemandes) qui sont étalés tout au long des colonnes de son concurrent, la préférence pour Les Nouvelles qui reçoit en premier les communiqués officiels, etc...

*

- Notes -

(1) Les quotidiens lorrains comme L'Est Républicain tireront dès août 1914, sur une feuille.
(2) Une épreuve des pages de leurs journaux.
(3) A.D des Vosges. Lettre de l'Etat Major au préfet, datée du 16 septembre 1914 : "Dans la rubrique "morts au champ d'honneur", les journaux publient la liste des tués à l'ennemi : dans ces listes à la fois le numéro du régiment auquel appartenait le défunt et la date et le lieu de l'action où il est tombé. Il ne vous échappera pas que le rapprochement de ces trois indications présente des inconvénients au point de vue militaire, vos services de censure devront donc veiller à ce que lieu de l'action soit toujours supprimé".
(4) A.d de Meurthe-et-Moselle 1 M 632.
(5) A.d de Meurthe-et-Moselle 1 M 699. Il sera officier en 1933.
(6) Assemblée générale de L'Est Républicain du 28 avril 1917.
(7) Elles passent de 100 F à 200 F pour les femmes. De 20 F à 30 F pour les enfants, plus 5 F pour chaque enfant en plus. Conseil d'administration du 13 avril 1918.
(8) Le Lorrain du 1er octobre 1919 "le procès des rédacteurs de La Gazette des Ardennes.
(9) A.d des Vosges, 8 M 195, Lettre du 25 septembre 1914.

C - AU LENDEMAIN DE 14 - 18

En 1918, la victoire de la France efface un demi-siècle d'annexion. La Lorraine redevenue française reprend le nom de Moselle. Une légitimité est rétablie, celle de laFrance. Une longue période de réadaptation commence. Certains Lorrains sont réticents, voire même refusent l'assimilation qu'on leur propose alors que d'autres souhaitent, en revanche, accélérer le processus.

*

1. Le retour à la France *(1)*

Une semaine s'écoule entre la signature de l'armistice et la rentrée des troupes françaises à Metz. L'annexion est terminée ; l'Alsace et la Lorraine redeviennent françaises. La Moselle entreprend un long travail de restauration.

Clemenceau, assisté de conseillers, pense qu'après une période de transition assez brève, les départements recouvrés redeviendront rapidement des départements français comme les autres. C'est la mission qui est confiée au Haut Commisariat dirigé par Maringer aidé par trois Commissaires de la République. Ils déchanteront rapidement. La situation n'est pas aussi simple qu'on aurait pu le présager : tous les Alsaciens et Lorrains, même ceux les plus attachés à la France, réclament des délais et le maintien d'une partie de la législation votée à l'époque allemande par le parlement régional.

Certains, dans les régions de langue allemande, vont jusqu'à demander que l'on respecte leur originalité et leur culture. Le gouvernement mettra donc son projet assimilateur en veilleuse et maintiendra provisoirement l'unité administrative de l'Alsace-Lorraine.

Pour apaiser les esprits, on envoie à Strasbourg un homme politique de premier plan : Alexandre Millerand.

A Metz, Roger Forêt, que les autorités allemandes avaient fini par compromettre, démissionne de ses fonctions de maire le 13 novembre 1918. Une des toutes premières tâches du nouveau Commissaire de la République, Léon Mirman, est d'installer, dès le

22 novembre, une commission municipale de 37 membres choisis par une assemblée de 150 personnes comprenant les représentants de la vieille population messine ; c'est-à-dire les notables francophiles.

Mais la situation va se détériorer : de l'allégresse tricolore, on va passer à une morosité inquiète et désenchantée. Léon Mirman, ancien député radical devenu haut fonctionnaire, qui avait bien réussi pendant la guerre à Nancy, se trouve confronté en Moselle recouvrée à des situations que son passé anticlérical et son tempérament jacobin ne lui permettent guère de comprendre. Plusieurs maladresses le rendent suspect et l'isolent. En outre, il se heurte aux militaires auxquels l'état de siège confère des pouvoirs étendus, et en particulier au gouverneur de Metz, le général de Maud'huy, dont les orientations sont aux antipodes des siennes.

En fait, le problème est simple : si on peut changer du jour au lendemain de souveraineté, devenir Français après avoir été Allemand, on ne peut changer par un décret des comportements, des habitudes sociales, l'usage d'une langue. Il faut plusieurs générations d'efforts pour inverser en faveur de la France la formidable avancée de la culture allemande... qui avait bien des valeurs respectables et dignes d'intérêt.

Ainsi, si les Lorrains de culture française se retrouvent avec joie dans leur élément naturel, il n'en n'est pas de même pour ceux de culture allemande, qui apparaissent quasi comme des vaincus traînant un bagage inutile.

Le retour à la France ne se limite donc pas au remplacement du drapeau de l'Empire par celui de la République, au changement d'administration, à l'introduction d'une nouvelle législation. Vingt ans après, il n'est pas encore achevé, dans la mesure où il faut qu'une génération vive sa vie pour qu'une culture nationale soit remplacée par une autre.

Le Commissaire général est supprimé en 1925. Normal : il n'était qu'une solution administrative provisoire.

Les services sont transférés pour la plupart dans la capitale. Ils forment une direction rattachée à un ministère de tutelle. A sa tête, un haut fonctionnaire issu du Conseil d'Etat, Paul Valot.

Le grand commis de l'Etat administre avec prudence et une réelle efficacité. En outre il sait s'entourer de collaborateurs, dont plusieurs sont Mosellans, qui le renseignent habilement. Républicain, patriote et laïc, il travaillera dans le long terme à la réassimilation des départements recouvrés.

Au niveau local, l'un des griefs les plus fréquents concerne l'incompétence ou la morgue des fonctionnaires venus de "l'intérieur" "coloniser" les départements recouvrés. On peut en

effet relever des erreurs psychologiques, des abus. Heureusement, certains ont compris la situation et su même gagner la confiance de leurs administrés, tel François Manceron, préfet de la Moselle de 1919 à 1929, qui sut corriger les erreurs de Mirman et aplanir les difficultés multiples soulevées par l'application des décisions maladroites ou prématurées des gouvernements successifs ; tel Calixte Geay, ancien chef de cabinet de Mirman, sous-prefet de Metz-Campagne de 1919 à 1929 avant de devenir préfet du département de 1929 à 1933. Circonspect et habile, il sut rassurer les élus locaux, isoler les autonomistes...

La présence de l'armée contribue aussi à la réassimilation. Beaucoup d'officiers originaires de Moselle reviennent s'y fixer après leur retraite et exercent souvent des fonctions électives. On prend soin, par ailleurs, de désigner comme gouverneurs de Metz des généraux issus de vieilles familles messines.

Le rattachement de la Moselle à l'espace économique français est en revanche source d'inconvénients durables. La première guerre mondiale a brisé net le grand élan créateur du siècle, et l'après-guerre, à part la brève éclaircie des années 24-30, est une phase de marasme et de récession. A chaque instant, on mesure les répercussions de la rupture avec l'Allemagne : il n'y a plus de débouchés, les nouveaux patrons parisiens sont trop loin, des problèmes de communication s'élèvent entre cadres, ingénieurs et les employés ou ouvriers de langue allemande. "Bien des conflits sociaux sont liés à ces facteurs et si la naissance du communisme leur est étrangère, la réception d'une partie de la classe ouvrière aux thèmes révolutionnaires ne peut s'expliquer sans eux", écrit François Roth *(2)*.

Malgré toutes ces difficultés, la Moselle se réinsère plus rapidement que l'Alsace, et cela dans tous les domaines, y compris le scolaire, le culturel et le religieux.

Le changement de souveraineté a évidemment des répercussions dans la presse mosellane. La République victorieuse est intransigeante ; il est vrai que les temps sont durs.

Les trois journaux germanophiles (Lothringer Zeitung, Metzer Zeitung et Gazette de Lorraine) doivent cesser leur publication. On comprend aisément pour quelles raisons : ils n'ont plus leur place.

Les journaux lorrains qui avaient été interdits le 31 juillet 1914 ressuscitent. Ils sont dans le camp des vainqueurs. Toutefois, selon l'avis qu'ils publient dans leur premier numéro (le 18 novembre 1918) : "en raison des circonstances exceptionnelles, les trois journaux français supprimés au début de

la guerre par l'autocratisme militaire allemand ont résolu de paraître provisoirement en une édition collective, tant pour réaliser l'Union Sacrée que pour être les interprètes de l'ensemble de la population". Ce journal porte les trois noms : le Messin - le Lorrain - le Courrier et en exergue la phrase : "le journal intérimaire, édité à titre provisoire et en commun par les trois journaux français de Metz interdits le 31 juillet 1914". Une situation qui durera jusqu'au 1er janvier 1919, date à laquelle chacun des trois quotidiens reprendra son indépendance.

Quant au quotidien catholique de langue allemande, il change précipitamment de titre pour s'appeler désormais Lothringer Volkszeitung, avec un sous-titre en français : "La Libre Lorraine".

Parmi les journaux d'arrondissement, les changements varient selon la nationalité de leur propriétaire. En ce qui concerne le Pays Haut, sur les quatre journaux qui subsistaient à la veille de la guerre de 14-18, seul survivra l'Echo de Longwy d'ailleurs transformé.

A Forbach, les deux journaux qui se disputaient la clientèle, Forbacher Zeitung et Forbacher Bürgerzeitung, reparaissent en 1918 : le premier, qui garde le titre de Journal de Forbach, a beaucoup de difficultés de diffusion. Le second reparaît comme journal bilingue sous le titre d'Echo de Forbach.

A Sarrebourg, on retrouve les deux journaux locaux bilingues : L'Echo de la Sarre, trihebdomadaire, et La Gazette de Sarrebourg, quadrihebdomadaire *(3)*.

A Thionville, en 1914 paraissaient trois quotidiens de langue allemande, aucun en Français. En 1918, deux d'entre eux sont séquestrés et leurs imprimeries vendues. Un an plus tard, La Moselle Républicaine prend la suite du Thionvillois. La Lothringer Bürgerzeitung catholique, qui avait cessé de paraître au début de la guerre *(4)* reparaît sous le nouveau titre de Journal de Thionville..., un journal bilingue qui subsistera jusqu'en 1929, date à laquelle il disparaîtra.

*

2. La situation dans le reste de la Lorraine

Tous les problèmes rencontrés en Moselle ne se retrouvent évidemment pas dans le reste de la Lorraine.

En Meurthe-et-Moselle, malgré la guerre et en partie grâce à

elle, L'Est Républicain devient en 1918 -et ce malgré la destruction partielle, le 27 février 1918, de l'imprimerie par une torpille allemande- le premier journal de la région avec un tirage dépassant les 40.000 exemplaires.
Trois ans plus tard, il atteindra les 60.000 exemplaires.

Les raisons de ce succès sont en fait à chercher avant la Grande Guerre. En effet, à la polémique et à la gloire militaire, dont il pressentait sans doute, qu'elle allait coûter chère, L'Est Républicain a préféré, définitivement, "le succès matériel" et "l'action régionale". Si sa réussite dans ces deux domaines n'est pas encore totale en 1914, elle n'en est pas moins, bien amorcée.

C'est la guerre elle-même, que pourtant Mercier son directeur ne souhaite pas, qui va apporter au journal l'accroissement de son tirage et le rôle "national" plus marquant, qu'il souhaite. Dans une ville où le nationalisme décline lentement depuis le retour de l'Alsace-Lorraine à la France, L'Est Républicain à nouveau va alors s'affirmer non comme organe "républicain", puisque tout le monde l'est devenu, mais comme grand "journal régional" : "à cette ambition limitée mais réaliste, on peut dire que ses dirigeants de la deuxième génération ont raison de se borner. C'est à leur lucidité et à leur esprit d'entreprise, comme à la qualité de ses rédacteurs et de ses dirigeants que L'Est Républicain a dû de survivre au déclin de la presse d'opinion quotidienne, après la première guerre mondiale", explique Colette Hirtz *(5)*.

Et quel déclin ! : L'Impartial, le journal le plus important à Nancy jusqu'en 1914, périclite : de 50.000 exemplaires annoncés par lui (un chiffre gonflé pour des raisons publicitaires) en 1922, il chute à 17.000 en 1931. En 1926, le quotidien se transforme en hebdomadaire, et il disparaîtra définitivement en 1937.

L'Eclair de l'Est, fondé en 1905 sous le patronnage de la presse régionale, élargit d'abord son audience et rachète en 1924 un quotidien d'Epinal, Le Télégramme des Vosges, mais il sera vite confronté à de graves difficultés financières ainsi qu'à des problèmes de diffusion. La deuxième guerre mondiale lui portera un coup fatal : en 1949, un accord interviendra avec L'Est Républicain pour l'édition d'un journal du dimanche sous le titre de Dimanche-Eclair. En 1962, le journal cèdera la place à L'Est Républicain Dimanche. La société de L'Est Eclair est alors dissoute.

Les trois autres quotidiens nancéiens ont disparu avec la guerre.

Les hebdomadaires, bi- ou trihebdomadaires sont néanmoins encore nombreux : La Croix de l'Est, hebdomadaire catholique libéral ; L'Etoile de l'Est, "grand journal républicain", en fait, un supplément de L'Est Républicain ; Le Petit Lorrain...L'Etoile de l'Est, elle, a disparu en septembre 1916.

Certains journaux d'arrondissement réussissent à survivre, tel à Lunéville L'Indépendant, un bihebdomadaire fondé en 1900 qui tire à 18.000 exemplaires et se qualifie de "Républicain de gauche".

Le Journal de Lunéville, hebdomadaire lui, diffuse à 15.000 exemplaires. Ce Républicain libéral est le plus ancien journal du département. Il a été fondé en 1827.

A Pont-à-Mousson, on retrouve les deux hebdomadaires d'avant la guerre : L'Indépendant de Pont-à-Mousson, républicain, et le Patriote mussipontain, républicain radical.

A Toul, même schéma : les trois hebdomadaires ont survécu à la guerre : L'Avenir Toulois, L'Echo Toulois, Le Pays de Toul. En 1922, ils tirent respectivement à 5.000, 4.500 et 7.000 exemplaires.

Dans la Meuse, on retrouve La Croix Meusienne, L'Echo de l'Est, Le Réveil de la Meuse, hebdomadaires ou bihebdomadaires basés à Bar-le-Duc. Verdun ne dispose plus que d'un seul journal bihebdomadaire qui tire à 14.000 exemplaires annoncés : Le Bulletin Meusien. Ainsi que Saint-Mihiel avec un hebdomadaire : La Meuse.

Le département ne possède plus de quotidien propre, mais il verra rapidement le retour des grands quotidiens régionaux L'Est Républicain, L'Eclair de l'Est.

Dans les Vosges, deux quotidiens diffusent à partir d'Epinal : L'Express de l'Est, qui sera créé en 1921 *(6)*, et Le Télégramme des Vosges, fondé en 1918.

De 34.000 exemplaires en 1922, L'Express de l'Est, chutera à 24.000 en 1931. Le Télégramme des Vosges, après avoir effectué une remontée entre 1921 et 1925 (11.000 exemplaires contre 8.000 en 1920), ne parviendra plus à progresser, et même perdra des lecteurs. Depuis 1925, il n'est plus que l'édition vosgienne du journal nancéien L'Eclair de l'Est.

Citons pour mémoire L'Indépendant de Neufchâteau, un quotidien qui ne survécut que quelques jours de l'année 1929 *(7)*, et deux quotidiens éphémères qui furent fondés pendant la Grande Guerre : Les Nouvelles (août-octobre 1914) et L'Echo Vosgien (1914-1915).

Parallèlement, six hebdomadaires et deux bihebdomadaires se disputent la clientèle vosgienne en 1922 ; deux quotidiens nancéiens (outre L'Eclair de l'Est) disposent d'éditions vosgiennes : L'Impartial, pour quelques temps encore, et L'Est Républicain.

En 1931, la situation s'améliore : on trouve en effet deux

quotidiens, un trihebdomadaire et un bihebdomadaire, neuf hebdomadaires et vingt-trois journaux divers. Mais plus qu'un seul quotidien régional : L'Est Républicain.

- Notes -

(1) Référence : François Roth, "Le temps des Journaux", Ed. Serpenoise, Metz, 1983. 275 p.
(2) "Le Temps des Journaux" op. cit. p. 31
(3) Signalons pour mémoire L'Impartial de Sarrebourg, hebdomadaire bilingue qui vivotera jusqu'en 1920.
(4) Son principal actionnaire était le chanoine Wagner, archiprêtre de Thionville. Devenu une figure patriote depuis qu'il avait été condamné par un tribunal militaire et interné en Allemagne, il était en mesure de publier un nouveau journal.
(5) "L'Est Républicain 1889-1914" (naissance et développement d'un grand quotidien régional). Presses Universitaires de Grenoble, 1973, 176 p.
(6) Il succède à L'Union Républicaine, organe démocratique des Vosges créé en 1908. lire plus loin fiche signalitique du journal.
(7) Quelques numéros isolés peuvent être consultés aux archives départementales des Vosges (PER 1007).

*

D - LES NOUVEAUTES DE L'ENTRE-DEUX-GUERRES *(1)*

Dans le bouillonnement de l'après-guerre, plusieurs journaux seront créés. La plupart répondent à des besoins spécifiques jusque là non couverts.

1 - En Moselle

a) - Die Volkstribüne

La Moselle province marginale, n'a vu la création d'ancun journal socialiste. Les lecteurs sympathisants doivent se contenter de la Saarwacht imprimé à Sarrebruck ou de la Freie Presse de Strasbourg (les journaux parisiens viendront plus tard : Le Quotidien est lancé en 1923, ce n'est qu'en 1920, que L'Humanité passe aux mains du P.C.). Jusqu'au jour où, dans le grand élan des révolutions soviétique et allemande, Le Nouvelliste est fondé : il se maintiendra cahin-caha sous diverses formules, au prix de multiples difficultés, jusqu'à la seconde guerre mondiale *(2)*.

Charles Becker et Charles Offerlé, dirigeants syndicalistes lorrains, viennent d'adhérer à la CGT et à la SFIO. Un de leurs amis, Fernand Friéderich achète aussitôt à Thionville, le 1er février 1919, l'imprimerie où W. Wimmershof éditait le quotidien allemand les Lothringer Nachrichten, interdit le 3 décembre 1918. Il demande l'autorisation de publier un journal bilingue "Le Nouvelliste Lorrain" qui sera "le défenseur et le champion des idées françaises dans la Lorraine reconquise". L'orientation sera "républicaine et démocrate". Le Nouvelliste paraît quelques semaines *(3)*.

En mai 1919, son propriétaire cède à la Fédération Socialiste de la Moselle, la partie rédactionnelle et probablement aussi l'imprimerie. Il obtient facilement l'avis des autorités civiles et militaires.

Le 1er juin 1919, paraît à Thionville, le premier numéro d'un quotidien socialiste bilingue quoique très largement de langue allemande, Die Volkstribüne, La Tribune du Peuple.

La lune de miel avec les autorités est de courte durée. Les prises de positions révolutionnaires du rédacteur en chef

de la Tribune, un homme agité et mythomane, Gaston Pierra, ne plaisent pas, c'est le moins que l'on puisse dire... Il semblerait même, qu'outre un conflit avec le commissaire de la République, il soit devenu "suspect" aux yeux de ses propres amis ! Mirman voit en lui un homme intelligent "mais ambitieux, aigri, un agitateur dangereux" auquel il reproche de se laisser aller à des "réquisitoires passionnés" contre l'administration française *(4)*. De plus, il serait un "fourrier du bolchévisme qui entretiendrait aussi des relations suspectes avec les Allemands". Dans un rapport non daté *(5)*, classé "secret", le préfet de la Moselle écrit au Commissaire général de la République à Strasbourg : "tout récemment, encore, Pierra se serait rendu à Berlin. Malgré une surveillance serrée et une fouille minutieuse de ses bagages à Forbach, aucun indice intéressant ne fut relevé. Il ne peut être établi notamment si Pierra avait reçu des fonds destinés à la propagande extrêmiste. Je dois ajouter toutefois que dans le compartiment voisin qu'occupait Pierra, un voyageur intérrogé par la douane, aurait déclaré être porteur d'une somme de 100.000 marks. La chose ne fut malheureusement pas immédiatement signalée. L'identité de cette personne ne fut pas établie..."

Conséquence de ces soupçons, une perquisition a lieu dans les locaux du journal (octobre 1919), mais celui-ci n'est pas suspendu. Puis une information judiciaire est ouverte. A la mi-octobre, Pierra disparaît mystérieusement. Il devait pourtant prendre la tête de liste aux élections législatives. Trois mois plus tard, il réapparaît en racontant une histoire rocambolesque : il aurait été sequestré et envoyé de force en Tunisie d'où il se serait échappé ! C'en est trop pour ses amis politiques. Les syndicats lui interdisent toute participation à leurs réunions. Gaston Pierra a perdu tout crédit.

Malgré toutes ces péripéties, La Tribune du Peuple continue de paraître et cela grâce à la ténacité d'une poignée de militants syndicaux parmi lesquels Charles Offerlé, qui prend temporairement la rédaction en main.

Des capitaux sont réunis, un immeuble est acquis à Metz par le Parti socialiste le 7 juillet 1920, pour la somme de 85.000 francs. Le journal y est transféré un peu plus tard *(6)*.

En 1920 toujours, le journal passe sous contrôle des syndicats de mineurs, des métallurgistes et des cheminots favorables aux mouvements révolutionnaires d'Allemagne et d'Union soviétique. La police surveille, bien sûr, de très près cette feuille, de plus en plus soupçonnée de bolchévisme. Le vrai dirigeant du quotidien est le nouveau secrétaire

départemental du Parti socialiste, Emile Béron (1890-1966), un alsacien qui deviendra député de Thionville-Ouest de 1928 à 1940, d'abord communiste puis indépendant de gauche.

La rédaction est assurée par le journaliste Fernand Coustans. Le gérant-responsable est un ancien instituteur, Alsacien également, Eugène Brutschy qui sera l'un des trois délégués de la Moselle au congrès de Tours.

La majorité des socialistes et des syndicalistes mosellans seront, comme nous le verrons plus loin, acquis rapidement à la Troisième Internationale et vivront dans l'attente de la révolution allemande. Signaux de la révolution allemande : les éléments réformistes sont éliminés des postes de responsabilité et la Volkstribüne devient, pour l'ensemble de l'Alsace-Lorraine, l'organe des révolutionnaires.

Elle organise en décembre une "semaine rouge" et lance des appels enflammés, où s'expriment toute une sensibilité frémissante, un vocabulaire de combat, une foi inébranlable dans l'imminence d'évènements décisifs. Le fer de lance de cette offensive est le syndicaliste Marcel Kirsch dont l'organisation soutient financièrement le journal *(7)*.

D'un point de vue rédactionnel, la Volkstribüne a reçu assez tôt ses directives et une partie de ses articles, des instances de l'Internationale installée à Berlin. Le journal épouse ainsi de très près les préoccupations et les objectifs du communisme allemand, notamment lors de l'occupation de la Ruhr. La dénonciation du traité de Versailles, de l'impérialisme et du militarisme français, sont dans le droit fil de ce que l'on peut lire en Allemagne, d'où l'accusation d'antipatriotisme lancée contre elle. Le souvenir de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg, des martyrs de la semaine rouge de Berlin, est entretenu avec émotion. Les thèses et les positions du PC allemand sont reproduites in-extenso et longuement commentées.

En décembre 1920, à Tours, se tient un congrès décisif pour l'avenir du socialisme français. Lors du vote, la Fédération de la Moselle se range dans la majorité qui accepte les orientations de la 3ème Internationale, tandis que les fédérations alsaciennes et les journaux qui en dépendent restent fidèles "à la vielle maison". La mention "sozialistisches parteiorgan für Elsass-Lothringen" (Section française de l'Internationale Communiste) figure dès le 11 janvier, dans la manchette de la Tribune du Peuple.

Selon le commissaire Wagner *(8)*, on constate qu' "après le congrès de Tours (...) dans le département de la Moselle pour des raisons inconnues, la scission officielle dans le Parti

socialiste ne s'est pas encore faite ; mais le journal Volkstribüne par la seule volonté de ses chefs, qui sont des extrêmistes militants, s'est intitulé "Feuille communiste". On arrive donc à la conclusion que la Volkstribüne est le seul organe du PC dans toute l'Alsace-Lorraine" et de constater que si le journal élargit sa zone de diffusion à l'Alsace (auparavant il ne s'occupait que de la Moselle), ses fonds sont néanmoins en baisse "soit en raison de la diminution du nombre de ses lecteurs, soit que les sources occultes qui les alimentaient soient taries en raison du peu de succès de sa propagande en Moselle".

En dépit des affirmations de solidarité prolétarienne et révolutionnaire, les divergences de vues entre Alsaciens et Lorrains sont inévitables. Elles apparaissent dès 1921-1922, quand les Mosellans refusent une fusion, malgré une injonction du comité central, de leur journal avec celui créé par Charles Hueber qui connaît rapidement de graves difficultés financières : Die Neue Welt. Les Alsaciens décident alors de lancer une édition allemande de L'Humanité (1er mai 1923). Il est prévu que La Tribune du Peuple paraîtrait provisoirement jusqu'au 1er octobre 1923. Le délai est prolongé en raison des évènements de la Ruhr, la Moselle est un pont idéal entre la France et l'Allemagne. Mais dès que le régime de Weimar se stabilise on reparle de la fusion des deux journaux. Cette question est même mise à l'ordre du jour au 1er congrès régional du Parti réuni à Strasbourg ; la fusion est décidée. La Volkstribüne a vécu. Des rédactions locales sont établies à Strasbourg, Metz et Mulhouse. La rédaction politique commune reste à Metz.

Le 1er mai 1926, le journal fait peau neuve : il abandonne son titre allemand, francise sa présentation tout en restant presque exclusivement rédigé en allemand.

Le nouveau journal "L'Humanité d'Alsace et de Lorraine" fera l'objet de nombreuses poursuites judiciaires et condamnations pour ses prises de position : il publie des reportages idylliques sur le pays des Soviets, des articles anti-militaristes, dénonce violemment le capitalisme, rappelle le droit du "pays" à l'autodétermination et continue à maintenir des liens multiples avec le communisme allemand.

S'il irrite les autorités, ce journal ne les inquiète pas vraiment : "(il) offre peu de danger en ce pays en raison de sa diffusion limitée" avouera le préfet Manceron *(9)*.

Au début des années trente, la chronique lorraine sera considérablement réduite, sauf dans les zones d'implantation du Parti (Montigny, Hagondange, Basse-Yutz). Le journal abandonnera peu à peu les préoccupations régionales, voire autonomistes, pour s'aligner sur les positons françaises. Ceci

probablement à cause des évènements d'Allemagne, et de la nouvelle ligne stratégique élaborée par le Komintern. Une page est tournée. L'antifascisme et la lutte contre la guerre impérialiste deviennent, avec la dénonciation de la misère, du chômage, les axes majeurs des analyses politiques et de la propagande.

Le 14 mai 1935, L'Humanité d'Alsace et de Lorraine est rédigée et imprimée entièrement à Strasbourg : une décision prise et imposée par une instance extérieure à la région, le Comité central. La Lorraine est sacrifiée au bénéfice de l'Alsace. Probablement à cause des évènements d'Allemagne (la Sarre est rattachée au Reich) qui entraînent une perte sèche de plus de 2.500 lecteurs (1/4 du tirage) mais aussi à cause de la réorganisation, par le Komintern, de ses réseaux et la volonté de réduire définitivement le groupe communiste dissident dirigé par l'ex-maire de Strasbourg, Charles Hueber et le député Jean-Paul Mourer.

*

b) - Le Metzer Freies Journal

Dans la demande d'autorisation de publication envoyée le 5 juin 1919, les deux associés Victor Demange et Emile Frieden, annoncent clairement leur objectif : "propagande intense pour l'élargissement et l'approfondissement des idées française (...) une politique plus libérale et plus française (...) combattre pour l'application en Lorraine de toutes les lois françaises sans exception".

L'adversaire est clairement désigné. Il s'agit de la Lothringer Volkszeitung qui "poursuit une politique qui ne correspond pas avec les idées d'un grand nombre de ses lecteurs qui néanmoins sont forcés de le lire faute d'un autre".

Mirman, combattu insidieusement par ce dernier journal, jubile. Le 14 juin, il accorde l'autorisation, sans procéder à une enquête approfondie *(10)*... et le dispense de la caution (25.000 F exigée par les lois allemandes), à la demande des deux associés "vu qu'il s'agit ici d'un journal réellement français".

Au cours de l'été 1919 rien ne va plus en Moselle. Le climat psychologique se dégrade, après l'euphorie de la délivrance c'est l'heure des désillusions, particulièrement chez les Lorrains germanophones des villes et des

agglomérations ouvrières.

Victor Demange en perçoit immédiatement les racines : vie chère, lutte absurde contre la langue allemande, maladresse des fonctionnaires et des nouveaux cadres des entreprises, Français "de l'intérieur" qui traitent les ouvriers mosellans de boches, expulsions arbitraires.

La première idée était de faire paraître le journal le 15 juin. La date fut repoussée au 20 juin. Le Metzer Freies Journal *(11)* sortira en fait le 19 du même mois. Il se présente comme un "organe libre, indépendant, républicain" et s'adressant à toutes les couches de la population. Le journal dans une phase "indispensable" de transition est donc rédigé en allemand : "il fallait apporter aux masses lorraines le message de la France sans tenir compte de ce simple véhicule qu'est la langue. C'est la pensée, l'esprit qui compte avant tout. J'apportais la pensée française en Moselle. Il fallait passer par cette porte étroite pour ouvrir le chemin à la France" rappelera plus tard Victor Demange *(12)*.

Le journal recueille rapidement les faveurs du monde ouvrier et des milieux populaires germanophones qui l'apprécient d'autant mieux, qu'en plus d'être publié dans leur langue, il sait exprimer leur sensibilité, leurs aspirations.

Mais la liberté de propos de Victor Demange gêne beaucoup de monde. Dès le 28 juin, il réagit contre ses détracteurs dans un éditorial vigoureux : "le combat de la réaction contre le Metzer Freies Journal" : "avec tous les moyens d'un combat déloyal, les milieux réactionnaires ont essayé de rendre impossible l'essor d'un journal libre et démocratique qui n'est pas au service des intérêts capitalistes et qui n'éprouve aucune soif inextinguible de puissance. Ainsi, ni à Metz, ni en Lorraine, la naissance d'une opinion publique populaire, spontanée, ne doit pas être entravée plus avant. A Metz, en Lorraine, la naissance d'un organe "d'une gauche modérée" ne doit pas être réprimée. A Metz, en Lorraine, la Parole peut s'exprimer librement". C'est oublier, un peu vite, que l'état de siège sévit encore. De juin à septembre, neuf articles sont censurés. Demange dénonce sévèrement cette situation : "finissons avec "l'état de siège" qui est un mal fatal pour le pays" *(13)*.

L'administration s'inquiète de plus en plus du succès du journal et l'accuse d'attiser les mouvements sociaux, notamment la grève des cheminots et des sidérurgistes. La revue de presse rédigée par les services spécialisés du commissariat général, attire l'attention sur ce qu'elle appelle "l'organe radical de Metz". Les citations retenues et les commentaires, qui parfois les accompagnent, cherchent à montrer sa violence "à la fois déconcertante et affligeante"

et son orientation antinationaliste : "l'organe de M. Demange fait entre le mititarisme prussien et ce qu'il s'obstine à appeler le militarisme français des rapprochements qui défient toute bonne foi". Le commissaire de la République, Léon Mirman rencontre Victor Demange et tente de le convaincre de changer l'orientation de son journal, en vain. Il n'écarte, dans ses éditoriaux, aucun des thèmes brûlants de l'actualité, tant régionale que nationale : les problèmes linguistiques *(14)*, la situation économique, les expulsions, le scandale des séquestrés, le capitalisme profiteur, les mouvements sociaux, le militarisme à la française, les super-patriotes.

Le succès du journal n'inquiète pas que l'administration. Les autres quotidiens messins voient en lui un redoutable concurrent et feront tout pour l'éliminer : l'affaire Demange commence. Elle aura des répercussions jusque dans la presse nationale.

A l'occasion d'une visite d'Alexandre Millerand, Victor Demange, par arrêté du 7 octobre 1919 du général Maud'huy gouverneur de Metz, est poursuivi pour avoir fait "sciemment imprimer divers fausses nouvelles dans le but de troubler l'ordre public". Dans le même temps une perquisition est effectuée dans les locaux de La Tribune du Peuple, quotidien socialiste, paraissant à Thionville, dont le rédacteur en chef est Gaston Pierra, soupçonné de relations suspectes avec les Allemands (lire chapitre précédent). Une information judiciaire est ouverte, mais le journal n'est pas suspendu. Pierra qui devait être en tête de liste socialiste aux prochaines législatives disparaît mystérieusement. Ainsi un amalgame volontaire est effectué entre les deux affaires - probablement pour marquer les esprits à l'approche des échéances électorales, le Metzer Freies Journal ayant été créé en quelque sorte pour contrebalancer l'influence de l'URL- . Toujours est-il que le 8 octobre, le commissaire central Penney se présente à 7 H 30 au journal dans le but de rechercher et saisir tous les papiers et correspondances ayant trait à une campagne pouvant compromettre le respect des lois françaises. Il notifie aussi la suspension du journal pour un mois.

Puis le commissaire se rend au domicile de Victor Demange et se livre à une nouvelle perquisition. Le directeur du Metzer Freies Journal est écroué à la prison de Metz où il est incarcéré comme prisonnier de droit commun. Il doit se battre pour être admis au bénéfice du régime politique. L'affaire est instruite par la Chambre Correctionnelle du tribunal régional de Metz. Une première demande de mise en liberté provisoire est refusée. Une seconde, malgré l'opposition du Parquet, est acceptée le 27 octobre car "les faits incriminés tels qu'ils

ressortent de l'état actuel de la procédure, ne sont pas, comme ils avaient pu le paraître au début, de nature à entraîner une sanction telle que le danger de fuite soit à redouter" *(15)*. Le Procureur de la république fait aussitôt appel devant la cour de Colmar. Celle-ci décide le maintien de la détention préventive parce que "le soussigné devait être considéré comme complice d'un complot neutraliste et prévenu par conséquent d'attentat contre la sûreté de l'Etat". Victor Demange reprend le chemin de la prison le 4 novembre 1919... pour être libéré définitivement le 12 décembre 1919, à la suite d'un non-lieu rendu en application de la loi d'amnistie. La notification de clôture de l'instruction spécifie : "l'instruction judiciaire ouverte contre vous pour propagation de faits faux ou dénaturés est close et une ordonnance définitive visant la loi d'amnistie a été rendue".

"Libre ? mais je refuse d'être libéré : je veux rester en prison jusqu'à mon jugement. J'exige un procès afin que toute la lumière soit faite sur cette affaire et que mes calomnieurs soient confondus" *(16)*.

Malgré une requête de l'intéressé et de ses avocats, l'affaire est déclarée close par le magistrat instructeur en février 1920. Entre temps le Metzer Freies Journal a reparu le 9 novembre 1919, grâce à Emile Frieden et Alfred Erpelding. Il retrouve rapidement ses lecteurs. L'abrogation de l'état de siège et l'introduction de la législation française de la presse, rendent impossible une nouvelle interdiction, du moins selon cette procédure. Victor Demange en profite pour expliquer à ses lecteurs la genèse de cette affaire : "suis-je libre comme l'oiseau ? on m'a dit que l'amnistie était une loi, que je ne pouvais pas la refuser. L'amnistie pour moi est une condamnation... le suprême droit devient suprême injustice". "L'enquête n'a rien apporté. Il ne restait donc pas d'autre solution aux inventeurs de ce complot que de se retirer derrière l'amnistie, ce qui leur évite un cinglant et honteux démenti" *(17)* ; "Aussi tentant que celui puisse paraître, je ne souhaite à aucun de mes aimables confrères ce que je viens de subir. Aussi fort que puisse être en moi le désir de me venger d'eux, je dis ici que je ne veux pas les suivre sur ce chemin. J'ai pitié d'eux. Ils sont en définitive plus pauvres que le pauvre prisonnier car il est plus honorable d'être calomnié que calomnieurs" *(18)*.

En effet, parallèlement à l'instruction judiciaire, dans la presse se déroule une campagne très vigoureuse ponctuée d'attaques personnelles. Toute la presse messine - à l'exception de La France de l'Est de Béziès qui sera censurée à plusieurs reprises et qui demandera l'admission de Demange

au régime politique, et de la Volkstribüne- se déchaîne avec des prolongements parisiens : Le Matin et Les Débats seront influencés par Paul Bourson, correspondant de ce premier journal à Strasbourg, mais aussi directeur du bureau de presse au Commissariat général d'Alsace-Lorraine (1919-1924) et collaborateur du Messin. La Croix est liée à la rédaction du Lorrain, L'Humanité et Grumbach suivent cette affaire de très près. Sur le plan local le grelot est accroché par la Mosel und Saar Zeitung, édition allemande du Messin, éphémère publication dirigée par Gaston L'Huillier *(19)*.

A la nouvelle de l'arrestation de Victor Demange, ces deux journaux jubilent : "ces quelques jeunes gens se croyaient en dernier lieu les maîtres absolus de la Lorraine... Demange est inculpé de propagation de fausses nouvelles, de campagnes menaçant la sécurité de l'Etat. Que dire de ce bien triste épisode de notre histoire ? Ce qu'en disent tous les Lorrains raisonnables : "en voilà assez" et "il était temps" (9 octobre, Messin : "suppression de deux journaux de langue allemande").

"On ne peut que féliciter le gouvernement lorsqu'il entreprend de protéger "les éléments mesurés" contre les menées des révolutionnaires" (Mosel und Saar Zeitung, 11 octobre). On reproche d'abord au Metzer Freies Journal l'usage de l'allemand et des complaisances à l'égard des Allemands. On s'indigne ensuite du caractère révolutionnaire de la collusion avec les mouvements de grève. "M. Demange attaquait à tort et à travers les personnes et les administrations, le régime appliqué en Lorraine, les mesures prises relatives à la langue allemande - Tout lui fournissait matière à critique - Ses sympathies l'entraînaient ouvertement vers les syndicats affiliés à la CGT. Le Metzer Freies Journal était devenu un organe absolument radical et qui ne pouvait que nuire à la cause Française" (Le Lorrain, 9 octobre 1919) *(20)*. On accuse le journal de Demange de se livrer à une lutte acharnée contre la France avec des moyens allemands. La contreverse porte principalement sur l'installation de la rédaction au Fort Moselle (ex Metzer Zeitung) *(21)* et sur ses relations avec l'avocat Albert Grégoire, beau-frère des Lang expulsés en Allemagne.

Même la Lothringer Volkszeitung y va de son commentaire, cependant beaucoup plus mesuré : "... nous ne pouvons qu'attendre que les fondements de l'action des autorités aient été suffisamment solides et valables pour qu'ils justifient les mesures prises dans le cadre de cette accusation. Il convient de repousser toute accusation à son endroit, jusqu'à ce que le tribunal se soit prononcé... toutefois le gouvernement est parti du point de vue que, dans la situation

exceptionnelle dans laquelle se trouvent actuellement l'Alsace et la Lorraine le "franchissement de la frontière" par une critique, fût-elle dure mais justifiée, pouvait constituer un sérieux danger pour le progrès économique du pays... mais il faut admettre que le gouvernement avait ses bonnes raisons pour agir de la sorte".

Seules, nous l'avons dit, La France de l'Est d'Henri Béziès, qui sera plus tard un collaborateur du Républicain Lorrain de Victor Demange, et la Volkstribüne, avec retard, prendront la défense du directeur du Metzer Freies Journal. Béziès écrit les 9-10 octobre : "je demande que cet homme, ce Lorrain français qui pendant la guerre tint tête aux Allemands et qui est incarcéré aujourd'hui pour ses articles ne soit pas mêlé aux bandits et aux escrocs".

La Volkstribüne ne mâche pas ses mots le 25 octobre : "il y a 15 jours maintenant que, sur ordre du commandant supérieur de Lorraine, la parution du Metzer Freies Journal a été interdite pour un mois et que son rédacteur en chef Demange a été arrêté. Une opinion qui se propage fermement qui veut que rien, absolument rien, ne justifie une telle atteinte à la liberté de la presse et à la liberté individuelle d'un citoyen. De plus, il s'agit d'un manque de respect évident, à l'égard des 18.000 lecteurs du journal qui ont le droit de savoir pourquoi on leur enlève leur quotidien. Toutes ces bonnes raisons ne parviennent pas à conduire le gouvernement à sortir de sa réserve ; et ce mutisme qui est dans une contradiction criante avec des agissements de cette sorte, conduit à la conclusion suivante : Demange a été arrêté, le journal a été interdit, non parce qu'ils étaient coupables mais parce qu'on voulait stopper leur action avant les prochaines élections".

Puis la campagne électorale retient l'attention des publicistes, la libération de Demange donne lieu à quelques brefs commentaires embarrassés. Plusieurs journalistes font ensuite machine arrière et expliquent que leur bonne foi a été prise en défaut. Ainsi Salomon Grumbach qui publie en février 1920 dans L'Humanité des lignes reprises par beaucoup de confrères, reconnaît son erreur : "des bruits troublants couraient sur le caractère de son journal et sur l'origine de ses ressources. Moi-même et je le déplore, je me suis fait en octobre l'écho de ces bruits, dans L'Humanité. Nous avions espéré que le procès ferait la lumière. Le procès n'est jamais venu... M. Demange innocent, a été maintenu dix mois en prison, et c'est M. Mirman qui en porte la responsabilité". En janvier 1920, Mirman a déjà quitté Metz depuis trois mois. Il pensait que le contrôle postal apporterait des preuves décisives de l'inculpation. Or de l'aveu même du général

Berthelot successeur du général de Maud'Huy *(22)* "les lettres censurées ne contenant aucune précision sur la nature de ces relations (avec les Allemands expulsés), leur auteur n'a pu être poursuivi de ce chef" *(23)*.

Pour comprendre ces accusations et l'affaire Demange en général, il faut se replacer dans le climat social, trouble et pré-électoral de cette époque. Le général Berthelot, avant son départ pour Metz, interrogé par un journaliste du Messin "sur les grèves fomentées par les éléments boches et la recrudescence de la propagande allemande" avait donné le ton : "j'y mettrai bon ordre" *(24)*. En fait, ce qui aurait peut-être été toléré en français prenait en langue allemande une toute autre résonance et des Lorrains n'ayant pas vécu l'annexion n'étaient guère disposés à l'admettre. Ainsi donc, dans ce climat de mécontentement et de troubles sociaux de l'automne 1919, on crut habile de désigner un bouc émissaire, d'autant plus que certains de ses concurrents flairant un rival dangereux ont poussé à la roue pour obtenir l'interdiction.

Cet épisode est moins anodin qu'il ne pourrait le paraître car il est révélateur du climat psychologique qui régnait en Lorraine et plus spécialement chez les Mosellans germanophones. Il témoigne aussi de la lutte impitoyable que se livrent les journaux engagés et ceux qui s'alignent sur les positions plus ou moins officielles. Le Messin et Le Lorrain, les deux vieux messieurs de Metz, avaient appris à vivre ensemble. Le Metzer Freies Journal les dérange : il est jeune et dynamique. Bref, c'est une menace terrible !

Cet épisode qui garde encore, il faut le préciser, une grande partie de son mystère, (les archives judiciaires restant toujours fermées aux historiens) laisse enfin des séquelles durables. Tout d'abord il a contribué à tremper le caractère de Victor Demange. Lorsqu'il sort de prison, il est plus décidé que jamais à surmonter les obstacles multiples pour construire un grand quotidien d'information au service des Mosellans. Jusqu'à sa mort, survenue en 1971, il gardera un dossier de presse sur lequel il avait inscrit ces mots : "mon calvaire, ma gloire". Il savait qu' "il fallait trouver une victime expiatoire dans la situation où se trouvait la Lorraine. Ce qui allait arriver était presque fatal". "Cinquante ans après écrit Patrick Thull *(25)*, il n'avait rien oublié : "on a tout fait pour me briser, pour me salir. J'ai connu les pires deshonneurs traversant Metz, menottes aux mains. Je songeais dans mon cachot combien j'avais toujours aimé et défendu la France, et qu'au moment où ma province était enfin libérée, des Français venaient d'attenter à ma

liberté et ma dignité". Cette affaire n'empêchera pas le Metzer Freies Journal de prendre position aux élections législatives en soutenant la liste socialiste : "le socialisme qui est encore inconnu dans certains milieux, doit peu à peu s'installer dans nos provinces et prendre racine... Dans le socialisme pur, et cela est vrai aussi pour le Parti socialiste d'Alsace-Lorraine, il n'y a rien que l'on puisse qualifier de bolchevisme" *(26)*.

Le Metzer Freies Journal ne cessera de progresser. Les raisons ? l'usage de la langue allemande et un ancrage national. Il répond ainsi aux aspirations de beaucoup de Mosellans, auxquels les autres journaux de Metz restent fermés. Une organisation méthodique, qui fait défaut à ses concurrents, témoigne enfin de l'esprit d'entreprise de Victor Demange. Le directeur du Metzer Freies Journal a tiré une leçon définitive de ses imprudences de plume. En revanche, l'hostilité à l'égard de ceux qui étaient alors les notables, et l'orientation à gauche ont été longtemps maintenues avec d'importants correctifs. Le Metzer Freies Journal sera désormais "'un journal républicain".

Victor Demange pressentira, toujours avant ses concurrents, les nouvelles aspirations du lectorat qui s'uniformisera après 1945, avec la progression du salariat, de la résidence urbaine, l'affaiblissement des références religieuses.

Le lancement, en septembre 1936, du Républicain Lorrain par Victor Demange n'est pas la simple traduction en français du Metzer Freies Journal, mais un quotidien nouveau, dont la force est de proposer une formule attrayante et moderne, qui intègre le reportage photographique et les nouvelles techniques de présentation et d'information, qui feront le succès de journaux nationaux comme Paris-Soir.

*

c) Le Courrier de la Sarre

Fondé en 1919, Le Courrier de la Sarre, succède à la Saaergemünder Zeitung, quotidien rédigé principalement en allemand. La société Berger-Levrault, après le rachat de la librairie Schultz de Strasbourg, devient le principal actionnaire. La rédaction du journal est assurée par un journaliste alsacien, Richelt, puis par Jean Dumser, rapidement licencié, en raison de ses opinions (il est autonomiste).

Après le rachat de la majorité des actions par les frères

Edouard et Guillaume Meysembourg, deux industriels luxembourgeois, qui bénéficient du soutien du sénateur Jean Stuhl et de Paul Wilmoth (fondateur de la revue "La Sarre Française"), Charles Haenggi est nommé rédacteur en chef. Il oriente Le Courrier de la Sarre dans un sens résolument national.

En 1923, Haenggi parti à Strasbourg pour prendre la direction de L'Echo d'Alsace-Lorraine, sera remplacé par Pierre Herrmann, un Allemand naturalisé, originaire d'un village sarrois frontalier. (Il sera également gérant-directeur du journal de 1923 à 1953). Le Courrier, dont les éditoriaux sont rédigés par l'abbé Guillaume Schaul, un ancien du Centre catholique, soutien l'URL, et le député-maire Henri Nominé (1892-1972), à Sarreguemines.

Jusqu'en 1940, Le Courrier demeure le plus lu des journaux de l'arrondissement, malgré la concurrence d'une édition des Dernières Nouvelles d'Alsace.

Le Journal reparaît à la Libération, sous la forme d'un trihebdomadaire, puis quadrihebdomadaire. Il passera à 5 fois par semaine à partir du 3 septembre 1946 et redevient quotidien le 5 juin 1950.

Son dernier numéro est publié le 3 septembre 1962, date à laquelle il est remplacé par L'Est Courrier, qui sera le seul quotidien de la région à être imprimé en fin de matinée et distribué en début d'après-midi. Cette nouvelle expérience dure deux ans. L'Est Courrier cesse sa parution quotidienne le 30 septembre 1964 et devient hebdomadaire.

*

d) Quotidiens éphémères

Le Metzer Freies Journal est le seul journal en langue allemande à avoir été créé pendant l'entre-deux-guerre *(27)*. En revanche plusieurs tentatives, cette fois-ci en français, auront lieu. La plupart se solderont par des échecs.

Les raisons sont multiples. En Moselle l'état d'esprit des habitants, tout comme le milieu social et culturel, étaient autant de facteurs défavorables à la naissance et à l'implantation des journaux républicains d'expression française.

Dans le reste de la Lorraine et d'une manière générale, l'époque n'est plus propice à la création de journaux. Il est difficile de résister à la concurrence des grands quotidiens qui, pour attirer et retenir une clientèle de plus en plus exigeante parce que plus sollicitée (radio, magazines spécialisés etc..), accélèrent une évolution déjà commencée au

début du XXème siècle et cherchent à satisfaire tous les besoins d'informations et toutes les curiosités. En outre les conditions nouvelles du journalisme nécessitent désormais des moyens techniques tellement considérables que, seules des entreprises de presse de grande taille, peuvent assurer leur publication.

* Le Thionvillois et La Moselle Républicaine

Le premier dans l'ordre chronologique est Le Thionvillois "un journal républicain, démocratique, indépendant... un journal français... qui servira partout et toujours la France et ses intérêts". Il a été lancé le 15 mars 1919. L'Union sacrée est alors la règle d'or : aucune attaque contre la religion, ses ministres et les organisations catholiques de l'époque allemande. Les principes républicains sont présentés d'une façon générale : "nous combattons cependant énergiquement ceux qui s'attaquent aux institutions républicaines ou à l'idée démocratique qui vient de triompher dans cette grande guerre des adversaires de l'humanité" *(28)*.

Le Thionvillois est proche de François Zimmer, maire de Thionville. C'est son adjoint Noël qui a fait les démarches nécessaires pour recueillir les fonds et obtenir du commissariat de la République la permission d'utiliser une imprimerie allemande placée sous séquestre. En septembre 1919, une nouvelle équipe rédactionnelle arrive, au sein de laquelle un homme, "un Français de l'intérieur" s'impose : René Gourdiat. Celui-ci vient d'être nommé à la tête d'un "office de renseignement pour le développement industriel de la Lorraine". Selon François Roth *(29)* "il est évident que cet office fantôme sert à masquer d'autres activités". Lesquelles ? Nos investigations n'ont pas permis de répondre à cette question. Nous ne savons pas non plus qui a fait venir Gourdiat, breton d'origine *(30)*. Le Thionvillois change de ton. Il avertit d'ailleurs ses lecteurs "d'un remaniement complet de notre journal tant pour la forme extérieure que pour le fond", mais le journal "est et restera français et républicain". Gourdiat, publiciste besogneux, qui avait couvert pour Le Matin les événements de Sarajevo et avait combattu, pendant toute la guerre, dans les Balkans (ce qui lui valut maintes médailles et décorations) ignore tout des réalités locales. Cela ne l'empêche pas d'engager son journal dans un triple combat :

- dénonciation du bolchévisme, du syndicalisme et en général des "rouges". Les grèves "boches et bolchéviques" sont bien sûr condamnées. Le Thionvillois est le défenseur des

intérêts économiques français contre toutes les revendications et les agitateurs.

- dénonciation également du cléricalisme, des anciennes organisations catholiques de type allemand et des personnalités catholiques. Il n'hésitera pas à engager de nombreuses polémiques contre le Journal de Thionville.

- dénonciation enfin des prétentions de la grande voisine Metz et défense des intérêts de Thionville et de son pays. Le journal exigera dans cette optique, la présence du comte de Berthier sur la liste de l'Union Républicaine Lorraine. A la suite de son retrait René Gourdiat prendra la tête de liste rivale de la Ligue Républicaine Lorraine qui subira, aux élections de novembre 1919, un échec cuisant.

Cette dissidence créera une polémique entre Le Thionvillois et les grands quotidiens de langue française de Metz qui soutiennent l'URL : "d'un côté, deux journaux de fraîche création, rédigés l'un par un Lorrain non annexé venu à Metz depuis 8 ou 9 mois, l'autre à Thionville par un breton qui est en Lorraine depuis quelques mois seulement, et puisqu'il est candidat, s'arroge le droit, malgré son incompétence sur les questions lorraines, d'être juge et partie. Ce duo remplace le nombre par le bruit et le scandale. J'injurie donc je suis. De l'autre côté, l'unanimité absolue des quatre vieux organes messins. Tous marchent à la lutte avec un bel ensemble et une unité de vue qui donnent l'impression d'un succès assuré. Dans des termes mesurés et qui ne visent que les idées et non les personnes, comme il convient à des publicistes qui d'habitude, ne trempent pas leur plume dans du fiel ou de l'acide azotique à 45°" *(31)*.

Cet échec électoral conduira Le Thionvillois à modérer ses ardeurs et son ton. Il marque aussi le début des difficultés : en mars 1921, le journal se transformera en un "régional", La Moselle Républicaine avec "un service d'information et de rédaction complètement réorganisé...". Sur le plan politique La Moselle Républicaine sera rédigée par "des républicains convaincus" qui luttent contre "la réaction et le bolchévisme, pour la victoire définitive et radieuse de la République, une et indivisible comme la France *(32)*".

Malgré des difficultés de toutes sortes, dans une région où domine la langue allemande et où le communisme naissant et le catholicisme social disposent de solides appuis La Moselle Républicaine survivra six ans, jusqu'en 1927. Cela grâce à des fonds d'origine patronale et peut-être, pense François Roth, des subsides officiels pendant le Cartel des Gauches.

René Gourdiat, qui avait gardé sa place de rédacteur en

chef dans le nouveau journal, trouve même les moyens de créer un hebdomadaire "Hayange Eclair" qui vit péniblement quelques années.

Le nombre des lecteurs (le tirage du Thionvillois en 1919 était, selon la préfecture, de 4 800 exemplaires) ne cesse de diminuer... malgré ou à cause des polémiques que le journal entretient avec les notables parmi lesquels le député Schuman. En mars 1927, la trésorerie est défaillante et les dettes s'accumulent. René Gourdiat prend congé de ses lecteurs d'une manière on ne peut plus sybilline : "cette grave décision (serait) motivée par des circonstances particulières dont il ne nous appartient pas de rechercher les causes d'ordre privé" *(33)*. La Moselle Républicaine a vécu. Son rédacteur en chef quittera Thionville définitivement pour l'Autriche.

* Le Cri de Metz et de la Moselle.

Parmi les Français de l'intérieur venus s'établir en Moselle après la première guerre mondiale, un jeune corse, Antoine Nicolaï *(34)* s'installe comme avocat à Thionville. Ambitieux et remuant, il se fait rapidement remarquer et collabore au Thionvillois. Il a déjà dans sa tête l'idée de créer un journal, seul moyen selon lui de faire germer les idées républicaines et laïques de la gauche française. Aussitôt pensé, aussitôt fait : avec l'aide de quelques amis, pour la plupart des jeunes fonctionnaires de l'intérieur, il fonde Le Cri de Metz et de la Moselle. Ce journal vivra deux ans : d'octobre 1921 à novembre 1923. C'est un hebdomadaire unique en son genre par son orientation culturelle et satirique.

En première page, on trouve un portrait d'une personnalité messine traité avec finesse et humour par Antoine Nicolaï, et illustré d'une caricature amusante. Dans les pages intérieures, le lecteur se délectera à la lecture des rubriques drôles, ironiques, parfois acides signées de pseudonymes : Jimsky, Josette, Louis le Doux, Spectator, Père Bösemanne, Jacques Tournebroche. Personne à ce jour n'a pu identifier les pseudonymes !

Au fur et à mesure des numéros on devine les objectifs principaux de son directeur-fondateur : l'assimilation et l'introduction des lois laïques. Le journal publie les communiqués de la Ligue des Droits de l'Homme dont Nicolaï devient le président pour la Moselle.

Ayant affirmé des orientations de gauche, voisines de celles du Cartel, on confie à celui-ci la tête de la ligue de

la République de la Moselle, d'où l'hostilité des milieux locaux. Malgré le soutien de fonctionnaires venus de France, tel César Santelli, professeur agrégé au lycée de Metz, président de l'association générale des fonctionnaires de Lorraine et de quelques instituteurs, le journal devra cesser sa publication avant même l'ouverture de la campagne électorale de 1924.

* La France de l'Est

Ce "journal républicain d'informations politiques et économiques" paraît le 2 septembre 1919. Aussitôt les quotidiens mosellans déclenchent une violente attaque contre ce nouveau venu qu'ils accusent d'être le journal de la préfecture. Le commissaire de la République oppose un démenti formel mais rien ne prouve que La France de l'Est n'ait reçu aucune aide officieuse.

Le principal bailleur de fonds est un industriel, le brasseur Gustave Amos dont les sympathies nationales et républicaines sont anciennes. Le rédacteur en chef est Henri Béziès, qui vient de démissionner du Courrier *(35)*. Il défend d'emblée les positions assimilationnistes et républicaines, assez éloignées de celles des journaux lorrains les plus nationalistes. Il préconise le retour le plus rapide au statut départemental. Comme "l'Alsace-Lorraine n'existe plus, il faut "le rattachement intégral de la Lorraine à la France" assorti de la neutralité religieuse "la plus absolue".

De telles propositions font frémir la plupart des Mosellans qui ont vécu l'annexion sur place, d'autant plus qu'Henri Béziès a la maladresse de lancer de violentes polémiques contre le maire de Metz, Victor Prevel, contre Le Courrier de Metz et la famille Beha, fondatrice et propriétaire de ce journal.

Lors des élections législatives, La France de l'Est combat la liste de l'URL et soutient la Ligue Républicaine Lorraine. Au niveau national, elle se réclame de "l'alliance républicaine et démocratique" et ouvre ses colonnes à des personnalités qui en sont proches : les députés vosgiens Camille Picard et Constant Verlot, le sénateur Maurice Ordinaire... personnalités éminentes peut-être, mais totalement inconnues des Messins ! Les ventes au numéro baissent. Elles n'étaient déjà pas bien hautes... les bailleurs de fonds s'inquiètent des pertes croissantes. Le 15 novembre 1919, seulement trois mois et demi après sa création, c'est la fin du journal. Béziès, après avoir remercié ses

collaborateurs, Henri Pozzi, Percy Martin et Alain Boursin, lance en guise d'adieu : "elle a mené le bon combat, souvent seule, malgré et contre des puissances d'argent formidables, pour la Lorraine et la République" *(36)*. Henri Béziès ira travailler en Alsace (La Dépêche de Strasbourg, La France de l'Est de Strasbourg) puis dans les Vosges (La Liberté de l'Est). Il sera correspondant parlementaire du Républicain Lorrain de 1936 à 1939 puis rédacteur en chef de ce même journal (1939-1940). Victor Demange se rappelle qu'Henri Béziès est un des rares journalistes à l'avoir soutenu pendant son emprisonnement.

Après la deuxième guerre mondiale (résistant, chef du réseau du B.C.R.A) il reprendra ses fonctions de rédacteur parlementaire du Républicain Lorrain. Il signe alors ses aticles Bernard Dupuy (avant-guerre : Saint-Abin). Il décède à Ajaccio où il s'était retiré en 1957.

* Le Républicain

Le premier numéro de cet hebdomadaire, créé à l'initiative d'un groupe de gauche modérée, à la tête duquel se trouve un avocat Me Castin, paraît le 6 juin 1925. Il soutient le gouvernement Painlevé et appelle à une introduction intégrale des lois françaises dans les départements recouvrés. Son principal (et peut-être unique) rédacteur est un ancien journaliste du Messin, Henri Bernanose.

*

2 - Dans les Vosges

Dans les Vosges, les journaux créés pendant l'entre-deux-guerres sont nombreux mais leur existence excède rarement quelques mois. Ils ne présentent pas non plus, à quelques rares exceptions prés, un intérêt particulier.

L'Action Républicaine, hebdomadaire, a vécu du 25 avril 1926 au 16 janvier 1927 ; L'Action Socialiste, hebdomadaire également, du 1er mars 1924 au 3 octobre 1925 ; L'Avenir des Vosges, hebdomadaire de Saint-Dié naîtra et mourra la même année (1932), pour reparaître 3 ans plus tard (bi-hebdomadaire) et disparaître définitivement en 1936 ; Le Cri

des Vosges créé en 1935 survivra quelques semaines ; La Démocratie de l'Est de 1938 à 1939 ; La Depêche Vosgienne (quotidien), 1929, est une tentive sans lendemain ; L'Echo de Thaon-les-Vosges (hebdomadaire) de 1936 à 1940 ; L'Echo des Vosges (bi-hebdomadaire de Saint-Dié) de 1935 à... 1935 ; La Gazette Thaonnaise de 1920 à 1932 ; L'Indépendant de l'Est de 1919 à 1922 ; L'Indépendant des Vosges (hebdomadaire) 1920 à 1921 ; Le Journal de Gerardmer (hebdomadaire) de 1935 à 1936 ; La Ligue de la République survivra 1 seul mois (mai 1922) ; Le Messager Vosgien a une existence plus longue (Raon l'Etape, hebdomadaire) de juillet 1929 à juin 1940 ; Les Petites Annonces de la Moselotte d'avril 1921 à novembre 1937 ; Le Progrès Républicain (hebdomadaire) est plus éphémère (1924) ; Le Raonnais (hebdomadaire) de 1935 à 1937 ; Le Républicain des Vosges, 1928 ; Le Spinalien 1929 ; La Tribune des Gauches (hebdomadaire) de 1924 à 1925 ; La Tribune des Vosges (hebdomadaire) de 1926 à 1927 ; L'Union des Républicains (hebdomadaire) 1936 ; La Vie Vosgienne (hebdomadaire) ne survivra que quatre mois (septembre-décembre 1928) ; La Voix du Combattant Vosgien de 1923 à 1924 ; Les Vosges Ouvrières (hebdomadaire) de 1937 à 1939 et enfin Les Vosges Socialistes de 1922 à 1923.

Parmi les plus intéressants et ceux qui parviendront à se maintenir pendant plusieurs années citons:

- La Plaine des Vosges : cet hebdomadaire créé en 1922 couvre Mirecourt et Neufchâteau. Il annonce un tirage variant de 2 500 à 4 500 exemplaires. Apparenté URD, il est influencé par le comte d'Alsace, le sénateur Flayelle, le député Guillon, et l'ancien député Barbier. L'influence du journal assez limitée au début, deviendra importante dans sa région de diffusion, selon un rapport de la sous-préfecture de Neufchâteau. Son directeur est Léonce Florentin. Le journal disparaîtra en 1940 avec l'arrivée des Allemands.

- Le Progrès des Vosges et La République des Vosges : Le Progrès des Vosges a été créé en 1922. Il deviendra deux ans plus tard, le 9 février 1924, La République des Vosges. Cet hebdomadaire, organe du parti Radical-Socialiste (Rucart, député) annonce 6 000 exemplaires. Il disparaîtra en 1936.

- Le Travailleur Vosgien : créé en 1925 (il disparaît en 1939 et La Tribune des Vosges (1926-1927) représentent tous les deux, sous des aspects divers, les différentes tendances du Parti Socialiste. Parution hebdomadaire. Le premier (environ 1 000 exemplaires) est l'organe officiel de la Fédération vosgienne de la SFIO. Sa diffusion couvre tout le

département des Vosges.

- L'Indépendant de Neufchâteau : nous ne savons que très peu de choses sur ce quotidien, créé en 1920. Les archives départementales des Vosges ne disposent que des numéros 213 à 217, avril 1929. Ce journal républicain est vendu, en 1929, 25 centimes et comporte au moins deux éditions. La direction se trouve à Epinal au 40, Quai des Bons Enfants, soit la même adresse que L'Express de l'Est. C'est d'ailleurs ce dernier qui lui fournit articles et feuilletons. Parmi les principales signatures que nous avons notées : Henri de Forge, Maurice Pottecher, Stéphane Lauzanne, etc.. Antoine Borrel signe des éditoriaux. L'imprimerie, les gérants sont ceux de L'Express de l'Est. Le journal encourage même ses lecteurs à s'abonner au grand quotidien vosgien.

- La Voix des Vosges (Bains-les-Bains) : cet hebdomadaire, s'il ne vit que quelques semaines, mars-avril 1928, est intéressant car il est une des rares tentatives de journal gratuit. En effet, le service en est fait gratuitement en complément de certains journaux de droite, Le Messager notamment. Apparenté URD, anti-marxiste, influencé par Emmanuel Geisler, en relation suivie avec Louis Marin, il a d'ailleurs la même imprimerie que Le Messager.

*

3 - En Meurthe-et-Moselle

En Meurthe-et-Moselle, on ne trouve aucune tentative de création d'un quotidien. Il est difficile de survivre à côté de L'Est Républicain et de L'Eclair de l'Est ! En revanche une multitude de journaux, la plupart hebdomadaire, essayeront de se faire une place sur un marché déjà fort encombré. Parmi les principaux (reparution ou création) et dans l'ordre alphabétique :

- L'Aurore de l'Est (1934 à 1939), mensuel puis hebdomadaire, est un journal néo-socialiste.
- L'Avenir de la Vallée de l'Orne (1924-1931), hebdomadaire, journal de l'arrondissement de Briey est une création de M. de Wendel. Il sera suivi de L'Avenir Lorrain, également hebdomadaire qui paraîtra jusqu'en 1939.

- Le Bulletin de l'Action Française, bi-mensuel, a été créé en 1924. Il laissera place en 1927 à un autre titre : Le Courrier de la Lorraine (1935).
- Le Chardon J-P (1930 à 1932), mensuel, est le journal des Jeunesses Patriotes.
- La Croix de l'Est (1919-1939), hebdomadaire, est un journal catholique.
- Le Démocrate de l'Est (1926 à 1934), mensuel, journal des démocrates populaires.
- L'Eveil de l'Est (1929 à 1935), journal de la Jeune République.
- L'Indépendant de Lorraine, lancé en 1920, soutient le Cartel. Il deviendra en 1928 après une interruption de 4 ans L'Indépendant de Pont-à-Mousson, qui vivra jusqu'en 1932. Hebdomadaire également, il soutien L'Union Nationale.

Un certain nombre de feuilles du Pays Haut ne connaîtront qu'une existence éphémère :

- Le Journal de Longwy (1927 à 1929) est un hebdomadaire modéré de l'arrondissement de Briey.
- L'Echo de Longwy et de la Moselle, bihebdomadaire imprimé à Longuyon dès après la guerre, disparaît en 1932.
- Longwy Centre (1932-1934), mensuel, journal républicain de gauche, héritier du Journal de Longwy, reparaît en 1936 sous le titre de Centre de Longwy et disparaîtra définitivement en 1939.
- Le Journal des Sinistrés paraît à Longwy en 19?19 et deviendra, en 1924 Le Progrès Lorrain, (jusqu'en 1939).
- La Lorraine Ouvrière et Paysanne (1925 à 1932), hebdomadaire, journal communiste.
- Le Populaire de l'Est, qui paraîtra de 1929 à 1932 (mensuel) est le journal du parti S.F.I.O de Longwy. Il deviendra l'organe régional du Parti socialiste.
- Le Progrès Républicain (1928) a été créé par M. Audier, candidat républicain de gauche, en 1928, à Lunéville. Sa parution est hebdomadaire.
- Le Réveil Ouvrier, créé au lendemain de la Grande Guerre (1919) est le journal de la CGT. Il disparaîtra en 1939. Pendant toute son existence il mènera plusieurs campagnes actives pour presser les ouvriers à se syndiquer à la C.G.T,. Renvoi de l'ascenseur : le comité départemental du syndicat en facilite la lecture et la diffusion en décidant, en juin 1919, de l'acheter régulièrement et de le mettre à la disposition de ses membres pour la modique somme de 5 centimes.
- La Tribune de Lorraine (1923-1925), hebdomadaire est un autre journal du parti S.F.I.O.

4 - Dans la Meuse

Dans la Meuse, nous avons dénombré pas moins de 23 créations pendant l'entre-deux-guerres.
Par ordre alphabétique :

- L'Aurore de la Meuse (1925).
- L'Avenir de la Meuse créé en 1924, fusionne en 1925, le 3 septembre, avec L'Avenir de Verdun, devenu en novembre 1934 La Tribune Républicaine.
- L'Avenir de Montmédy (1922-1926)
- Le Béquillard Meusien (1921-1935)
- L'Echo de l'Est et de Verdun (1939).
- L'Echo de la Meuse et de la Woëvre (1920-1921).
- L'Echo de la Meuse (1932) journal électoral de Ferrette.
- L'Eveil de la Meuse (1929-1939) journal de la S.F.I.O.
- Femmes de la Meuse (1937-1939) journal antifasciste.
- L'Impartial Verdunois (1929).
- La Meuse Ouvrière (1938-1939).
- La Meuse Républicaine (1932).
- Le Nouveau Barrois (1932).
- Les Nouvelles Meusiennes (1935)
- Le Pays Meusien (1919-1920).
- Le Paysan Lorrain (1934-1939).
- Le Petit Meusien (1924)
- La Terre Meusienne (1934-1939).
- L'Union Laïque (1932).
- L'Union Meusienne (1924-1925).
- Verdun (1934-1939).
- Verdunois (1928-1929 et 1939).
- La Voix de la Meuse (1932).

En Lorraine, il n'y a donc place pour les quotidiens que dans trois préfectures sur quatre : Epinal, Metz et Nancy. Mais sous le régime du scrutin d'arrondissement, les journaux locaux avaient toujours leur raison d'être, mais ils ne pouvaient être qu'hebdomadaires, bihebdomadaires ou plus rarement trihebdomadaires ou mensuels.

L'histoire de la presse d'une région, d'un département, n'est souvent que l'histoire des idées politiques de cette région ou de ce département. Exception faite de la presse catholique et des journaux spécialisés, par exemple ceux consacrés à l'agriculture.
Quoiqu'il en soit la Lorraine reste encore une terre à journaux pendant l'entre-deux-guerres. 1939-1945 sera fatale à

la presse et marquera le début de la fin des journaux de canton et d'arrondissement.

*

- *Notes* -

(1) Il s'agit ici des quotidiens que nous n'étudions pas par ailleurs, ou des journaux non quotidiens, mais importants par leur influence.

(2) "Le Temps des Journaux" de François Roth. op.cit. p. 195.

(3) Il n'existe que quelques numéros épars.

(4) Rapport de Mirman, 13 septembre 1919 B.R AL/121/91.

(5) Moselle, A.dM 301 (M 60) Pierra, rédacteur en chef également de Die Freiheit (la Liberté) qui ne paraissait plus faute d'argent, aurait déclaré à son imprimeur selon ce rapport qu'il allait recevoir "des subsides importants du ministère des Affaires Etrangères, Service de la propagande à Berlin, Pierra se serait en effet rendu en Allemagne (...) et y aurait rencontré le Dr Paul Levy, député communiste du Reichstag". Lire aussi le rapport du 12/03/1921 du commissaire spécial des Chemins de fer, au préfet de Moselle.

(6) A.dM 75 Q 10/12, 8, rue du rempart St-Thiebault, SARL jusqu'en 1930. M M 301/60, rapport du 12/03/1921 du commissaire spécial des Chemins de Fer Wagner, au préfet de Moselle. Le premier numéro imprimé à Metz sortira le 4 avril 1921.

(7) Il est secrétaire du syndicat des mineurs de la Moselle puis secrétaire général du syndicat du sous-sol SGTU. Il quitte cette fonction en 1935, puis le PC.

(8) Rapport du 12/03/1921. op. cit.

(9) BR AC /98/1083 : préfet Manceron au directeur général Valot. 19/12/1927.

(10) Seul un rapport du commissaire spécial (AdM 3Tp-167-169) donne quelques rares renseignements sur les deux associés.

(11) Dans la demande d'autorisation le premier titre du journal était : Libre Journal de Lorraine, Lothringer Freies Journal... titre barré et remplacé par Le Républicain Lorrain, Metzer Freies Journal, (afin d'éviter toute confusion fâcheuse avec le journal du Chanoine Collin on a préféré cette formule à celle inversée de Lorrain Républicain.

(12) Propos rapportés par René Bour : "Histoire de Metz" éditions Serpenoise, 1985, 300 p. Metz.

(13) Metzer Freies Journal, 05/09/1919 : "Aveuglement, fanatisme et réaction".

(14) Un arrêté du 07/08/1919 promulgué par le Général Maud'huy interdisait l'usage de l'allemand dans les lieux publics passée une certaine heure.

(15) Ordonnance de la Chambre correctionnelle du Tribunal régional de Metz, 27/10/1919.

(16) Propos rapportés par Patrick Thull in "Victor Demange", p 44.

(17) Le Metzer Freies Journal du 10/12/1919 : "libre comme un oiseau".
(18) Le Metzer Freies Journal du 13/12/1919 : "libre dans l'honneur".
(19) Il paraît du 01/07/1919 au 31/10/1919 pour concurrencer Le Metzer Freies Journal.
(20) Le MFJ n'est pas le seul journal à utiliser les locaux et le matériel des anciens journaux allemands, Le Messin, La Volkstribüne sont aussi dans ce cas !
(21) Voir aussi Le Lorrain des 9-12-13-15 octobre 1919.
(22) Parti en retraite le 10 octobre 1919 pour se présenter aux élections législatives sur la liste d'Union Républicaine Lorraine. Il est d'ailleurs élu.
(23) A.N F7 13 777 rapport du Grl Berthelot 28/04/1920. Le Messin du 02/10/1919.
(24) Le Messin du 07/10/1919.
(25) "Victor Demange" op. cit. p 43.
(26) Le Metzer Freies Journal du 12/11/1919.
(27) Outre le magazine fondé par Victor Demange "Illustriertes Wochenblatt" sous-titré L'Illustré de l'Est qui connaîtra un certain succès (septembre 1933).
(28) Le Thionvillois , 25/03/1919.
(29) "Le Temps des Journaux" François Roth op. cit. p 225-226.
(30) Il est né à Le Hezo dans le Morbihan en 1889.
(31) Le Lorrain du 08/11/1919.
(32) La Moselle Républicaine du 18/03/1921.
(33) La Moselle Républicaine du 5 mars 1927.
(34) Né en 1886 à Pietra di Verde.
(35) Né en 1890 à Pagny-sur-Moselle.
(36) La France de l'Est du 15/12/1919.

E - LES CONDITIONS NOUVELLES DU MARCHE DE LA PRESSE

En 21 ans, de 1919 à 1940, le presse française a subi de profondes transformations mais, selon Pierre Albert si "on compare son évolution à celle des pays anglo-saxons, ces changements apparaissent modérés et donnent une impression de relative stagnation, comme si l'instabilité de la situation politique, économique et sociale de la France avait freiné l'essor de la presse écrite".

1 - Les difficultés économiques

Avant la guerre, la presse n'était que très peu affectée par les crises de la conjoncture économique. Après 1918, il en alla autrement. La dévaluation de la monnaie usa le capital des entreprises de presse et les contraignit parfois à la faillite, le plus souvent à des augmentations régulières de capital dont la couverture fut parfois délicate. L'Est Républicain avouait lors de son assemblée générale du 10 avril 1920, que "depuis l'année dernière les conditions de l'existence sont devenues plus difficiles (...) la main d'oeuvre et la matière première ont atteint des prix inconnus jusqu'ici". Le 2 octobre de la même année, il convoqua une assemblée générale extraordinaire, au cours de laquelle fut décidée une augmentation de capital, à cause entre autre, de "la chèreté croissante de toutes les marchandises destinées à la confection du journal".

Ces appels de crédits favorisèrent l'introduction dans beaucoup de journaux, d'intérêts étrangers à ceux qui les dirigeaient antérieurement. Les variations du prix du papier (le plus gros chiffre du budget d'un journal) eurent, dès lors, sur l'économie de la presse une influence notable et freinèrent à plusieurs reprises l'augmentation de la pagination.

"(Le papier) a coûté au cours de l'année dernière (1919) 4 à 5 fois plus cher qu'en 1914. Actuellement nous le payons dix fois plus et la hausse n'est pas prête de s'arrêter" déclare Louis Michel, administrateur délégué dans son rapport à l'assemblée générale de L'Est Républicain du 10 avril 1920.

"Depuis toujours les journaux travaillent à perte. Le prix du papier est de 350 F les 100 kilos. Il a plus que décuplé vis à vis des prix d'avant-guerre et l'on s'attend à de

nouvelles hausses. Le papier d'un exemplaire de ce journal représente une valeur de 10 centimes, les matériaux de l'imprimerie ont subi une hausse en proportion" expliqueront les journaux messins en juin 1920, avant de relever leur prix d'abonnement *(1)*.

Les 100 kilos de papier valaient en effet en 1914 entre 25 et 30 F ; en 1919 ils oscillaient entre 170 F (janvier), 100 F (avril) et 130 F (décembre) ; en 1920 ils passèrent de 145 F (janvier) à 350 F (juin) pour redescendre (en novembre) à 280 F. Les prix chûteront alors, en 1921 (245 F en janvier - 120 F en décembre, se maintiendront l'année suivante (entre 116 et 130 F) réaugmenteront en 1923 (162 F en septembre) *(2)*.

Après une nouvelle stabilisation, la brutale remontée des prix du papier à partir de 1936, conduira à fixer le nombre de pages des journaux parisiens à douze, parfois moins certains jours. Quatre ans plus tôt la moyenne était de douze à seize pages. Les journaux de Lorraine se limiteront eux, à 10 pages, voire moins pour certains hebdomadaires meusiens (4-6 pages en moyenne sauf pour La Croix Meusienne et L'Echo de l'Est qui tirent sur 6 à 8 pages). L'Est Républicain, en fonction du volume de sa publicité se permettra des "pointes" à 12 pages.

La baisse du franc et le renchérissement du coût de la vie qui en était la conséquence accrurent les charges des entreprises. Elles eurent des effets "néfastes" sur leur trésorerie et, par là, elles favorisèrent la concentration ou la fusion.

2 - Evolution des techniques

Parallèlement aux effets de la conjoncture, l'évolution des techniques de fabrication, du contenu des journaux et du statut des salariés des entreprises de presse, conduisait à une constante augmentation des dépenses.

La modernisation du matériel, rendue nécessaire par l'augmentation de la pagination des quotidiens et stimulée par les progrès techniques, demandait des investissements fort coûteux : en immobilier (immeubles), achat de rotatives et de linotypes modernes, installation dans les nouveaux locaux, etc...

L'augmentation de la pagination, le développement des illustrations (donc des services de photogravure), mais aussi l'amélioration de la qualité des journaux accrurent les coûts de fabrication dans des proportions variables, impossibles

actuellement à apprécier.

Les frais de collecte et de mise en forme de l'information crurent également. Davantage de nouvelles parvenaient de l'étranger, l'usage du téléphone ou du télégraphe se généralisa, la surface rédactionnelle augmenta.

En outre, la concurrence obligea à des frais de promotion des ventes : le lancement des romans-feuilletons, l'annonce des grands reportages, etc, étaient accompagnés de campagne d'affiches. Les concours revenaient périodiquement ; Le patronage d'épreuves sportives par les journaux se généralisait, sans oublier la concurrence purement rédactionnelle (rapidité, meilleure couverture des évènements).

Enfin dernière contrainte : les salaires, non seulement des journalistes qui sont augmentés et surtout mieux garantis, mais surtout ceux des ouvriers, constituent désormais pour les entreprises une charge croissante. Il est vrai que les salaires, dans tous les cas, furent toujours inférieurs en province, d'un quart à un tiers, à ceux de Paris.

3 - Recettes des journaux :

Parmi les recettes du journal, on trouve : le prix de vente des quotidiens qui augmente régulièrement (1917 à 1939 : de 10 à 50 centimes), suivant en cela le prix du papier, les dévaluations et le coût de fabrication. Les augmentations successives soulèveront bien des polémiques et souvent, des feuilles de province refuseront de se soumettre à la décision des organisations patronales de la presse.

La deuxième recette est la publicité. Il serait intéressant d'étudier la nature de la publicité apportée aux journaux. Les annonces judiciaires et légales en ont, un long temps, constitué le fond. Les quotidiens plus solides - L'Est Républicain, Le Lorrain, Le Messin, L'Eclair de l'Est, L'Impartial, Le Télégramme des Vosges, Le Républicain Lorrain, L'Express de l'Est, etc... - y adjoignent une publicité commerciale plus diversifiée, dont les deux éléments sont, les placards des fournisseurs locaux et ceux des produits pharmaceutiques et recettes miraculeuses. Cette deuxième forme de publicité disparaît peu à peu tandis que se développent les petites annonces et la publicité féminine *(3)*.

Notons que les publicités sont en général regroupées dans les dernières pages.

- Notes -

(1) Outre l'instabilité des changes et le jeu de la spéculation les journaux accusent les méthodes commerciales "littéralement vexatoires" de la papeterie scandinave, maîtresse des marchés.

(2) Le Lorrain du 4 juin 1920 - un communiqué du Lorrain, du Courrier de Metz, du Messin, du Metzer Freies Journal et de la Lothringer Volkszeitung.

(3) On pourra lire le mémoire de Pascale Vitte (Nancy 1979-134 p) "L'image de la femme dans la presse Lorraine française de 1901 à 1930". La publicité destinée aux femmes apparaît selon l'auteur entre 1905-1910. Elle traite alors 3 domaines : les problèmes ménagers, la beauté et la santé. On reconnaît que le ménage, première préoccupation féminine, est fatiguant, on cherche donc à y apporter une solution (faire impeccable plus vite). La maison, lieu privilégié de la femme, "elle y trouve son plus complet épanouissement", doit être agréablement amenagée afin de "créer l'ambiance favorable qui exaltera tous vos charmes" (ER-5-6-30). Les publicités concernant la beauté, progressent surtout entre 1920-1930. Il s'agit de lutter contre les tâches de rousseur, le vieillissement, de mettre en valeur sa beauté naturelle. Aucun lien n'est fait entre la beauté et le ménage. En revanche la beauté est un gage de réussite sociale : "à intelligence égale et même inférieure, une jolie femme réussira souvent là où une laide aurait échouée" (L'Est Illustré 06/02/1930) "Ainsi vous allez épouser un millionnaire tombé amoureux de vous à cause de votre teint splendide" (ER 03/03/1930). Les concours d'élégance se multiplient. Les publicités concernant la santé tournent essentiellement autour des "maladies de la femme" celles "qui accompagnent les règles" (maux de tête, migraine, vertige, maux de reins) et la ménopause.

F - LA PRESSE, l'OPINION PUBLIQUE et la POLITIQUE

La victoire de 1918 réalise les espérances de toute une génération de Lorrains. Le désastre de 1870 est effacé. Metz et Strasbourg sont libérées.

Alors que dans la plupart des régions françaises l'Union Sacrée s'efface peu à peu ,ou, survit comme un thème de discours, elle reste en Lorraine et plus particulièrement en Moselle une réalité vivante. "En raison des circonstances exceptionnelles les trois journaux français de Metz supprimés au début de la guerre par l'autocratisme militaire allemand ont résolu de paraître provisoirement en une édition collective, tant pour réaliser l'Union sacrée que pour être des interprètes de l'ensemble de la population " *(1)*.

Au sommaire du n° 1 : "Messins ! L'heure de la délivrance a sonné", "les préparatifs pour la réception des troupes françaises", "la dernière séance du conseil municipal avant l'occupation française", "le retour de l'Alsace-Lorraine dans l'unité française", "les responsables doivent payer", "ce qu'il faut faire du Kayser".

Trop longtemps contenue, la haine des Allemands, "des Boches", s'étale sur des colonnes entières dans tous les premiers numéros de l'éditon collective du Messin, Le Courrier, Le Lorrain : "Vive la France, elle nous délivre du joug odieux de l'oppresseur... ce cri si longtemps contenu dans nos poitrines oppressées sera poussé aujourd'hui dans toute l'Alsace-Lorraine par des centaines de milliers de voix".

Une large place est évidemment consacrée aux annonces pratiques : distribution de fromages, d'oeufs, allumettes, emplois...

Les chefs militaires, Foch et Pétain surtout, sont très populaires. Les inaugurations des monuments aux morts, les commémorations rassemblent des foules graves et émues. La priorité absolue est à l'armée et aux valeurs nationales. "Nous prions nos amis et nos lecteurs de bien vouloir nous seconder de leur collaboration pendant cette période de transition. les informations et les nouvelles de nature à intéresser le public en particulier celles qui concernent les manifestations patriotiques à l'occasion de l'arrivée et de la réception des troupes françaises seront accueillies avec

reconnaissance", écrit Le Journal Intérimaire *(2)*.

Dans toutes les classes sociales, on est convaincu que l'Allemagne est responsable de la guerre, qu'elle doit payer les réparations, justes contreparties des destructions si nombreuses en Lorraine. Les manoeuvres de toutes sortes dont elle use pour freiner l'application du traité de Versailles soulèvent l'indignation de tous les Lorrains et des journaux : "les négociateurs ont diminué presque de moitié la victoire... La Sarre et la rive gauche du Rhin devaient être absolument détachées de l'Allemagne pour être comme une muraille de Chine entre les deux pays" *(3)* , "Lorrains et Alsaciens, n'oubliez pas d'aller signer la pétition réclamant la frontière du Rhin, nécessaire pour la sécurité de notre pays" *(4)*.

La fermeté de Poincaré est acclamée, alors que la souplesse de Briand inquiète.

La traduction politique de ce climat psychologique est une rapide dérive vers la droite et l'effacement progressif de la coupure entre républicains de gauche et républicains progressistes. Le signe le plus net est dans la formation des listes d'Union sous l'égide du Bloc National dirigé par Millerand pour les élections législatives de 1919.

En fait ce bloc national se réalise seulement en Moselle et Meurthe-et-Moselle. Il échoue dans la Meuse et les Vosges.

L'Est Républicain, qui devient le grand quotidien régional, soutient cette orientation qui s'étend aux municipales (à Nancy par exemple) et aux sénatoriales.

La victoire consolide la République et les hommes politiques qui étaient à sa tête. Poincaré est réélu sénateur dans la Meuse en 1920. Il est le Grand Lorrain. Dans son sillage, André Maginot, Louis Marin, Albert Lebrun accèdent à d'importantes responsabilités. On peut ajouter à cette liste le Maréchal Lyautey, qui, de retour du Maroc, s'installe en Lorraine et exerce un rayonnement incomparable jusqu'à sa mort.

*

1. Le particularisme mosellan

La Lorraine désannexée a repris depuis novembre 1918 le nom de la Moselle. Mais l'ancien département n'est pas

reconstitué. Une querelle s'installe entre les deux capitales, Metz et Nancy, à propos du Pays-Haut (Briey) que la cité des Ducs veut garder dans le département de la Meurthe-et-Moselle.

Si le retour à la France met un terme au processus de germanisation, la ferveur des retrouvailles ne peut effacer un demi-siècle d'annexion. A bien des égards, les Mosellans se sentent différents des "Français de l'intérieur". Conséquence, la vie politique garde jusqu'à la veille du deuxième conflit des formes originales et spécifiques de celles des autres départements lorrains.

A Metz, le personnage prépondérant est plus que jamais le Chanoine Henri Collin, directeur du journal Le Lorrain, dont la longue lutte pour le maintien de l'esprit français connaît enfin son accomplissement historique. Il est inspiré en même temps par la ferme volonté d'entretenir l'esprit de la Lorraine chrétienne contre les forces laïcisatrices de la IIIème République et la menace plus récente du bolchévisme *(5)*.

Le grand électeur contrôle avec maîtrise la construction d'une liste commune entre les divers organes catholiques. Les membres lorrains du Parti Lorrain Indépendant et du Centre Alsacien Lorrain décident de fusionner dans une formation départementale : l'Union Républicaine Lorraine, qui refuse de s'associer aux Alsaciens et repousse même l'idée d'un groupe parlementaire commun au Parlement. L'URL repousse aussi les sollicitations de "l'intérieur". Bien que la plupart de ses membres aient des affinités avec Louis Marin (Nancy) et s'inscrivent, au Parlement, dans son groupe, il n'est pas question de se fondre dans la Fédération Républicaine que ce dernier dirige. L'URL veut rester un parti indépendant avec sa propre organisation. Ses présidents successifs seront : Nicolas Jung, maire de Metz ; Guy de Wendel, président du Conseil Général de Moselle ; Edouard Hirschauer, général en retraite, sénateur de la Moselle.

Outre la fidélité du réseau des notables, curés, maires et industriels qui constituent des forces d'encadrement, la force du mouvement est l'appui sans défaillance des quotidiens messins de langue française : Le Messin et Le Lorrain orientent leurs lecteurs vers les candidats de l'URL (et se partagent les investitures) :

"Citoyens si tu ne vas pas voter, tu trahiras la Lorraine et la France".

"Ouvriers si tu ne veux pas que le bolchévisme vienne te ruiner toi et ta famille, vote pour les listes URL".

"Paysans : à bas le socialisme, à bas les radicaux, à bas le bolchévisme - tous vos ennemis. Vos seuls amis sont les candidats de l'URL".

Exemples types des slogans que l'on peut lire dans ces journaux pendant une campagne électorale.

L'URL bénéficie aussi du soutien du Courrier de Metz et de la Volkszeitung.

L'URL avait par ailleurs conclu un pacte de non agression avec les amis de Louis Marin. Cela lui permettait de survivre, ceux-ci s'abstenant d'implanter la Fédération Républicaine en Moselle. En échange, les journaux lorrains servaient de relais d'opinion, ce qui était tout bénéfice pour le mouvement de Louis Marin. Un exemple : en décembre 1930, louis Marin fête ses 25 ans de vie parlementaire. Aussitôt Charles Ritz écrit un éditorial chaleureux dans Le Lorrain, intitulé "un de chez nous", où il fait l'éloge du "fidèle ami des Lorrains annexés" et apporte "les modestes et cordiales félicitations d'un journal où il n'a jamais compté que des amis fidèles"

a) Dissidences

Dans les deux scrutins de 1919 et 1924, le courant majoritaire s'est heurté à une dissidence.

En 1919, l'origine en est le mécontentement des Thionvillois de voir écarté le comte Jean de Bertier, officier de carrière et propriétaire du chateau de La Grange. Il sera aussi maire de Manom, conseiller général puis sénateur.

En effet lors de la désignation des huit candidats URL, alors qu'il se trouve en 9ème position sur 14 candidatures, il peut espérer une place sur la liste URL, Hoen et Collin se retirant. Mais il est remplacé par Serot qui n'a obtenu aucune voix et qui est inconnu en Lorraine ! A la suite de cette cuisine électorale, est née une liste de nuance plus assimilationniste : la ligue Républicaine Lorraine. Le comte de Bertier refusant l'offre de figurer en tête de liste, c'est un journaliste, René Gourdiat qui en assumera la charge.

"Nous avons le devoir de constater que dans leur ensemble les journaux d'arrondissements - exception faite du Thionvillois , naturellement - sont tous favorables à la liste de l'URL" écrit Le Lorrain le 11 novembre 1919. La polémique s'envenime "... la liste URL compte huit Lorrains authentiques... Depuis quand, en particulier monsieur Gourdiat rédacteur en chef du Thionvillois, un breton, est-il dans le

pays ?".

L'URL sera alors qualifiée par le journal de Gourdiat de "blé de germanophiles" insulte suprême *(6)*. "C'est intolérable" réplique Le Lorrain "nous laissons nos candidats de notre liste poursuivre comme il convient et devant les tribunaux compétents cet outrage" *(7)*. Alors que l'URL prend la défense du particularisme lorrain (lois sociales, religieuses et scolaires) et du bilinguisme et souhaite une politique régionaliste (décentralisation administrative, la Moselle reste profondément marquée par son ancienne appartenance à un état fédéral) la Ligue, au contraire affirme qu'il n'y a pas "une France et une Lorraine mais une France unique dont la Lorraine n'est qu'un morceau... une simple partie de l'ensemble, partie qui ne peut avoir une existence propre, des lois particulières et rester soumise à un régime exceptionnel pour ne pas dire d'exception" *(8)*.

Reste que certaines questions délicates (religion) sont traitées avec beaucoup de nuances, voire d'imprécisions : la laïcité "doit se concilier avec les libertés et les droits de tous les citoyens à quelques croyances qu'ils appartiennent et ainsi sera assurée (...) la paix religieuse."

De son côté le Parti Socialiste qui ne présente que des ouvriers dont sept secrétaires de syndicats souvent d'origine alsacienne, réclame la séparation de l'église et de l'état et prône une politique d'intégration et de laïcisation.

Malgré le soutien d'un autre journal, La France de l'Est, la Ligue Républicaine subit, aux élections de novembre 1919 un échec cuisant *(9)* "la bataille est finie et nous l'avons perdue. Il est des défaites qui ne sont pas des déroutes" écrit le lendemain du scrutin La France de l'Est. La presse favorable à l'URL exulte et célèbre, parfois bruyamment la victoire de ses candidats "victoire, victoire, victoire... on les a eus" peut-on lire le 18 novembre dans La Volkszeitung. Le Courrier de l'Est se venge : "7% c'est la défaite honteuse irrémédiable pour le parti de la diffamation, de la calomnie, de l'injure". Ce succès exprime simplement la volonté des électeurs mosellans de conserver à ce "pays" ses particularités dans le cadre français.

En 1924 , des trois anciens partis, seule l'URL survit et participe aux élections. Le général Maud'huy mort en 1921 doit être remplacé, l'abbé Hackspill ne se représente pas, ses propos libres et sa conception sociale assez avancée lui valent de nombreuses critiques. Il connaît aussi des difficultés à l'intérieur de son journal, La Volkszeitung dont

il démissionne pour "des considérations d'ordre national et politique" *(10)*. Il aurait "finalement consenti à jouer le rôle de guillotiné par persuasion" écrit L'Est Républicain le 16 avril 1924. Jean-Pierre Jean n'est pas retenu, car ses collègues lui reprochent ses absences répétées à la Chambre (82 fois) et surtout son vote contre le gouvernement Poincaré, lors de la chute de ce ministère le 24 mars 1924.

Pour les trois sièges, le comité directeur reçoit les pleins pouvoirs en vue de pourparlers avec Le Messin et le Metzer Freies Journal. Il y a en effet, en dehors des partis constitués, toute une masse d'électeurs, clientèle des journaux plutôt que d'un parti, qu'il ne faut pas négliger ! Il semble donc profitable à l'URL (par le biais du Lorrain) de conclure des alliances avec ces journaux, tant au point de vue tactique que pour des raisons d'union nationale *(11)*. L'URL concéderait une candidature à chacun des deux journaux. Elle accepterait Victor Demange et Nomine maire de Sarrebourg, membre URL de tendance libérale. Mais l'accord ne se faisant pas sans l'acceptation d'un troisième candidat libéral (Jean), les pourparlers sont rompus. Victor Demange n'est pas sur la liste URL. Nomine retire son nom au bénéfice de M. Pague maire de Saint-Avold. Les deux autres places reviennent à Moncelle, le candidat du Messin et au chanoine Louis soutenu par le clergé et la Volkszeitung.

Les deux groupes indépendants conjuguent leurs efforts. L'Union Nationale Républicaine Démocratique (U.N.R.D) est issue de la toute jeune Action Démocratique Indépendante et du Parti Républicain Lorrain Indépendant. Victor Demange et Jean-Pierre Jean sont les chefs de file de cette formation : "L'heure est venue de nous mettre totalement -et de toutes nos forces- au service des idées que nous avons toujours défendues. Peuple de Lorraine, il y va de ton destin" *(12)*.

A côté de ces deux listes, la Ligue de la République est présidée par un avocat, Nicolaï fondateur et directeur du Cri de Metz, bâtonnier du barreau de Metz. Elle se considère comme le véritable cartel des républicains de gauche, groupant les radicaux et socialistes *(13)*. Mais cette liste ne dispose pas de journal quotidien, ni d'une organisation ancienne et de moyens financiers importants.

Le Bloc Ouvrier Paysan représente lui, l'extrême gauche de tendance communiste. Il dispose d'un journal de langue allemande La Volkstribüne et d'une feuille syndicale en allemand également, bi-mensuelle couvrant la France, le Luxembourg et la Sarre : Le syndicaliste Rouge.

L'URL (François, Schuman, Meyer, de Wendel, Moncelle, Louis, Paque) subit un net fléchissement par rapport aux

élections de 1919. Ce recul provient principalement d'une fraction de son aile gauche qui rejoint L'UNRD. Les voix démocrates traduisent donc les mécontentements d'une partie de l'ancienne clientèle URL. A ce petit noyau s'adjoignent les voix de l'ancienne Ligue. Une identité de pensée avec les démocrates et leur aversion commune des notables de l'URL rejettent l'électorat de la Ligue vers l'UNRD, qui rallie 15% des électeurs inscrits, mais le mode de scrutin complexe ne lui laisse aucun siège.

La gauche fait à peu près le plein des voix socialistes de 1919. La part des deux formations de gauche est, d'un quart pour les radicaux-socialistes et trois-quart pour les communistes.

La presse favorable à la majorité porte l'accent davantage sur la défaite nationale du bloc qui estompe le succès départemental de l'URL. La presse adverse explique uniquement la victoire de l'URL par des considérations techniques : une remarquable organisation, une puissance financière, l'appui de quatre grands journaux messins et de la plupart des feuilles locales. Elle accuse aussi le système électoral. L'URL avec 57.000 voix emporte tous les sièges alors que "l'opposition" n'est pas représentée avec 55.500 voix. Pour la Volkstribüne, de Wendel frustre les travailleurs lorrains d'un mandat électoral. Pour eux, un vote démocratique donnerait les résultats suivants : 4 sièges pour l'URL, deux pour le Parti Communiste, un pour les démocrates, ceux-ci et les socialistes se partageant le dernier siège.

La presse communiste reprend une violente campagne pour l'annulation des élections pour vices de forme et pressions exercées par certains curés sur les électeurs. Mais en règle générale, tous les partis vaincus se félicitent du succès inespéré et éclatant de leur liste..

b)- Mouvements autonomistes

Un autre mouvement dissident fera beaucoup parler de lui, quoiqu'il sera assez vite surmonté : celui des autonomistes germanisants qui, avec Victor Antoni, forment le Parti Populaire Chrétien Social après leur exclusion de l'URL.

Plusieurs journaux ont été impliqués dans ces évènements qui ont secoué la Moselle et l'Alsace. L'un des grands quotidiens de Metz, la Volkszeitung, journal catholique de langue allemande *(14)* a même bien failli sombrer dans la tourmente de l'autonomisme.

Tout commence avec le Cartel des gauches. Le journal

catholique de langue allemande né 1901, a un nouveau directeur politique depuis avril 1923, après l'éviction de Louis Hackspill *(15)*. Il s'agit de l'abbé Jean-Jacques Valentiny "un robuste paysan de la Lorraine germanique" qui tiendra la barre pendant dix sept ans jusqu'à 1940 !

Son journal, comme ceux du groupe Haegy *(16)* hausse le ton et accuse la France républicaine de renier ses promesses les plus sacrées. Ils attaquent, non seulement une politique mais aussi les hommes qui veulent la mettre en oeuvre. On semble même regretter les faits accomplis en 1918. Le dénigrement est associé à des appels permanents à la mobilisation que la démission d'Herriot et son remplacement par Painlevé n'apaisent pas : "Nous vivons en pleine bataille, le malaise ira toujours croissant" peut-on lire dans l'édition du 25 août 1925.

Dans ce contexte les groupes autonomistes lancent à Saverne à partir du 1er mai 1925 un journal : Die Zukunft (L'Avenir) *(17)*. Cet hebdomadaire entièrement rédigé en allemand, est la première tentative pour exprimer le malaise alsacien-lorrain et pour "défendre les droits de la Patrie et du Peuple Alsacien".

Son premier directeur est Emile Pinck, banquier et frère des abbés Pinck *(18)* qui entretiennent des liens très étroits et permanents avec les autonomistes encore à l'URL : André Schaaf et Victor Antoni *(19)*.

Les autonomistes sèment le trouble dans les organisations catholiques. Leur objectif : amener ces derniers à infléchir leurs positions. Si l'hostilité des Mosellans francophones est immédiate et irréductible -Le Lorrain sera leur porte-drapeau, il voit dans ce mouvement autonomiste "une trahison"- il n'en est pas de même pour les germanophones.

Parmi les prêtres actionnaires de la Volkszeitung beaucoup éprouvent la plus vive sympathie pour ce qui s'écrit dans la Zukunft. Au sein du conseil de surveillance tout un groupe autour de Louis Pinck est partie prenante du mouvement "heimatrechtlich". Ses articles favorables au Journal de Saverne font scandale dans la presse française.

La publication du manifeste du Heimatbund fait l'effet d'une bombe. La Volkszeitung qui éprouve à l'égard des signataires comme des thèses qu'ils défendent, de la compréhension, est obligé d'adopter une position défensive. On découvre le nom du chanoine Ismert parmi les signataires. Pressé de toutes parts le fondateur de la Lothringer Volksstimme et président de son conseil de surveillance ainsi que de celui de la Volkszeitung (1901 à 1929) se rétracte dans une déclaration publiée par La Croix, (édition d'octobre

1926). Monseigneur Pelt très mécontent "aurait fait de vives reproches à Valentiny", les parlementaires mosellans malmenés se seraient plaints à l'Evêque. Mais à la suite de cette réprimande, selon F. Roth, les dirigeants du journal auraient menacé de le vendre au consortium Haegy.

Difficile de savoir exactement ce qu'il s'est passé ; nos recherches ne nous ont pas permis d'en savoir plus que ce qui est déjà connu : Valentiny rencontre Haegy au sein de l'association de presse catholique d'Alsace-Lorraine. Ils discutent mais l'affaire reste au stade de projet. Pourquoi ? Mystère ! Quoiqu'il en soit cette opération était envisageable : Haegy ne manquait ni de moyens financiers, ni d'ambition. Il aurait pu ainsi maintenir un esprit Alsacien-Lorrain. En outre il semblait très intime avec Valentiny et leurs journaux avaient des orientations très proches. La Lothringer Volkszeitung faisait de multiples emprunts à l'Elsässer Kurier ... emprunts soigneusement consignés par les analystes de la préfecture... Il n'est donc pas étonnant que La Volkszeitung soit devenu un "journal suspect aux patriotes". D'autant plus qu'en 1926, Hackspill intente un procès contre ses successeurs, Léon Woelky, gérant responsable, et l'abbé Valentiny. Il donne lieu à un déballage facheux... En outre La Volkszeitung commet une maladresse en choisissant comme défenseur Maître Thomas de Sarreguemines.. un des chefs autonomiste, et Maître Foret ancien maire de Metz, tous deux suspects au point de vue national.

Le Messin engage également une violente campagne de presse contre les autonomistes et plusieurs procès qui seront perdus par La Volkszeitung. Le quotidien de langue française est, comme tous les nationaux, particulièrement irrité par une chronique anonyme dont il relève "la perfidie anti-française". Cette chronique -les Glossen- (les gloses) effectivement très agressive vis-à-vis de la France est rédigée par un professeur du Petit Séminaire, François Cuny et un employé des postes Joseph Straub. On retrouvera plus tard ces deux hommes au Parti Populaire chrétien-social d'Antoni.

Le conseil de surveillance est bien sûr solidaire de ces publications puisqu'il en autorise la parution, en rémunère ses auteurs et décide de prendre à sa charge les éventuels frais de justice. Le Messin, encouragé, par une série de maladresses, demande publiquement l'interdiction du "quotidien allemand de la rue Mazelle". Il n'obtient pas gain de cause mais celui-ci atténuera le ton de ses critiques. Reste que La Volkszeitung est clairement assimilée par les fonctionnaires aux journaux autonomistes. Pour eux c'est "l'organe des milieux cléricaux qui, sous le couvert de la religion, fait oeuvre de propagande autonomiste". Les lecteurs et amis du

journal discutent âprement d'ailleurs, de cette orientation. Les assemblées générales et conseils de surveillance sont houleux. Cela n'empêche pas les dirigeants de lancer un hebdomadaire de quatre pages pour tenter d'influencer les milieux francophiles.

La Libre Lorraine entièrement rédigée en langue française paraît le 1er janvier 1926. l'éditorial est anonyme, prudent dans la forme et le fond. Il évite soigneusement les termes et les noms qui pourraient faire scandale dans les milieux nationaux. Il demande le respect du bilinguisme, le maintien des droits acquis et de l'école confessionnelle. Il propose aussi "la formation d'une région Alsacienne-Lorraine" dans le cadre d'un remaniement des structures administratives françaises. Le régionalisme sera le cheval de bataille du journal. Des articles détaillés en montrent les bienfaits et les mérites. Bretons, Alsaciens et Flamands sont mis à contribution pour expliquer aux Lorrains les plus rétifs les raisons qui militent en faveur du régionalisme. Le journal prend habilement la défense des autonomistes Alsaciens ou Lorrains arrêtés et/ou inculpés. Il met habilement l'accent sur les brutalités policières, les contradictions des magistrats, l'incongruité de certaines perquisitions *(20)* ; il dénonce "l'administration qui ne comprend rien", et dénigre sans arrêt Poincaré *(21)*.

Une revue de presse qui, curieusement, épargne les autres journaux locaux, à l'exception du Messin, prend pour cible les quotidiens de Paris et Strasbourg. Parmi les collaborateurs les plus connus du journal, Jean de Pange. Il servirait en fait de caution et de référence dans le cadre français.

Le journal ne rencontre pas le succès escompté. Au terme d'un an d'expérience, paraît un encadré des gérants Losson et Stoffel qui révèle que "cette édition (nous) cause une augmentation assez sensible des dépenses sans nous procurer la moindre compensation en recettes". Aussi les gérants décident-ils d'éditer ce journal en une "publication autonome" à partir du 1er janvier 1929. Cette formule n'a pas plus de succès que la précédente. La Libre Lorraine ne rencontre toujours pas auprès des Lorrains de langue française "l'intérêt que méritaient peut-être ses efforts". Et il n'est plus possible "de demander à la coopérative d'édition et d'impression de continuer à s'imposer des sacrifices financiers en disproportion avec les résultats obtenus". Le dernier numéro paraîtra le 30 septembre 1929.

A la Volkszeitung , une lutte acharnée opposent les partisans du mouvement autonomiste. Le groupe Pinck, Cuny et Antoni, cherche à évincer Valentiny. Monseigneur Pelt qui le

défend est violemment attaqué par les journaux sarrois et de Colmar, bien renseignés par leurs correspondants locaux. Et des plaintes contre lui sont adressées au Vatican. Des rumeurs courent : Valentiny va quitter son poste. Au contraire il reste et l'évêque de Metz l'aide efficacement : il obtient ainsi l'exclusion des autonomistes de l'Action Catholique Lorraine et parvient à éliminer du conseil de surveillance du journal plusieurs autonomistes.

Valentiny a désormais les mains libres dès 1930-31. Il peut orienter son journal vers une ligne plus modérée même si celui-ci continuera de soutenir plusieurs candidats du Parti Populaire social-chrétien en 1931-1932. L'époque n'est plus vraiment d'ailleurs à l'autonomisme. L'arrivée d'Hitler au pouvoir, le plébiciste sarrois, etc.. écartent les catholiques français de langue allemande des milieux rhénans sur lesquels ils avaient après 1918 continué de fixer les yeux.

Le successeur de La Volksstimme avec bien du mal n'a donc finalement pas franchi le pas. Ce n'est pas le cas des autres journaux qui se sont engagés dans le mouvement, mais leur nombre (comme leur influence) a toujours été limité en Moselle. Ce qui obligeait les autonomistes lorrains à aller chercher leurs subsides en Alsace *(22)*, ainsi que thèmes et idées.

Les premiers journaux ont été rédigés par Jean Dumser un Lorrain, originaire de la région de Bitche. En 1919, il avait été embauché comme rédacteur au Journal de Thionville.

Il entre en relation avec Hummel, professeur de philosophie, qui a fondé (juillet 1919) le Parti fédéraliste d'Alsace-Lorraine. Jean Dumser, après en être devenu le trésorier, fera connaître le programme dans Le Journal de Thionville. Ce qui provoque l'inquiétude de ses employeurs mais aussi celle du commissaire de la République Mirman : "Nous ne voulons pas qu'on nous impose le joug prussien" écrit-il dans l'édition des 11-12 août 1919.

A la suite d'autres articles signés Hummel, Mirman censure le journal, ordonne une perquisition au domicile de Dumser et dans les locaux du Journal de Thionville. Devant la menace d'une interdiction à paraître les propriétaires obligent Dumser à quitter ses fonctions...

Il ne restera pas longtemps inactif. En novembre 1919, il se fait embaucher comme rédacteur en chef du Courrier de la Sarre. Il s'en fera également renvoyer rapidement (mars 1921). Jean Dumser installe alors, avec quelques amis alsaciens, une imprimerie à Sarralbe, puis rachète un journal bilingue, Le Sarregueminois, dont il devient le gérant de la société éditrice. Selon plusieurs historiens et les rapports de police

qui tendent vers cette hypothèse, Jean Dumser aurait reçu de l'argent allemand probablement par l'intermédiaire de E. Pinck, mais la preuve n'a jamais pu en être clairement établie.

Dans son sillage d'autres feuilles seront créées : Die Volksstimme, La Voix du Peuple est animée par l'infatigable Jean Dumser. Ce journal de quatre pages, assez pauvre en informations, est imprimé et rédigé aussi à Sarralbe. Le premier numéro est publié le 1er septembre 1925. Ses pôles d'intérêt : les questions linguistiques et scolaires. Il lance aussi de furieuses attaques contre le Cartel des gauches et les "nationaux d'Alsace et de Lorraine".

A partir du 16 novembre 1925, les articles sont directement repris de la Zukunft et des publications de l'abbé Haegy (Elsäser).

D'autre part, la société Erwinia, subventionnée par l'Allemagne et l'un des supports juridiques et financiers de l'entreprise autonomiste, devient propriétaire de la Volksstimme. Jean Dumser commence alors ses furieuses polémiques. Il attaque Le Messin qui l'a traité "d'espion allemand" (les 9 et 28 décembre 1925) et l'abbé Ritz du Lorrain (les 23 et 24 décembre 1926). Il n'hésite plus à écrire (1926) qu'il faut expulser tous les fonctionnaires venus de France et compare la situation de l'Alsace-Lorraine à celle du Maroc : "ses habitants doivent se défendre contre la France avec la même énergie et par les mêmes moyens qu'emploient les troupes d'Abd El Krim". A ceux qui l'accusent de recevoir de l'argent allemand, il répond par l'insulte et contre-attaque en dénonçant la "vénalité" de la presse adverse, "dépendante des capitalistes et des fonds secrets" *(23)*.

Poincaré revenu au pouvoir, tente de désamorcer les passions en faisant quelques concessions sur le problème du bilinguisme. Cela n'empêche pas la campagne autonomiste de continuer de plus belle. La Volkstimme, à la tête de laquelle Dumser a été remplacé par Ritter (mars 1927), tire à 8 000 exemplaires selon les rapports de police, 15 000 si l'on croit les éditeurs, et il serait le moins diffusé des trois journaux autonomistes. Quoiqu'il en soit les fonctionnaires dressent avec inquiètude la carte des points forts : Fénétrange, Forbach, Sarreguemines, Thionville. A Paris, après avoir longtemps hésité -ne sera-t-il pas accusé de vouloir baillonner la presse ?-, et peut-être encouragé par une démarche confidentielle des sénateurs lorrains, Poincaré décide d'interdire Die Zukunft, Die Wahrheit, Die Volksstimme (novembre 1927). C'est le signal de la répression :

arrestations, perquisitions seront suivies des procès de Colmar et Besançon.

Parmi les journaux autonomistes une place particulière doit être réservée à ceux de Victor Antoni. Après leur exclusion de l'URL le 17 novembre 1928, les éléments autonomisants (très minoritaires) fondent sous la direction de Victor Antoni, le Parti Populaire Social Chrétien. Son programme est le même que cleui de l'Action Populaire Nationale d'Alsace, son homologue.

Etant parallèlement, mis en minorité au sein du conseil d'administration de la Volkszeitung, ces autonomistes crèent le Lothringer Journal. Ce bi-hebdomadaire dont le 1er numéro paraît le 14 septembre 1928 deviendra rapidement un quotidien (1er avril 1929). Le Saargemünder Volksblatt, journal de Sarreguemines, Lothringer Journal (son nom complet) se présente comme un journal catholique lorrain attaché aux valeurs de la Heimat et à la langue maternelle. Quoique moins virulent il se place sur la même ligne que la Zukunft et les journaux interdits en novembre 1927 . Il épouse totalement les points de vue autonomistes de l'URP, raille les catholiques nationaux français du Lorrain. Violemment hostile à l'assimilation, il défend le projet de "réunion de l'Alsace et de la Lorraine dans une région pourvue d'un conseil régional élu au suffrage universel" *(24)*. Le catholicisme qui sert de référence est celui allemand : le Parti du Centre, les syndicats chrétiens, les pélerinages rhénans.

La raison de son originalité par rapport aux autres journaux autonomistes est qu'il est aussi l'organe d'un parti : le Parti Populaire Social Chrétien. Il publie ses communiqués, signale et rend compte de ses réunions et dénonce ses adversaires. C'est une société, la SODIMED, composée d'une trentaine d'actionnaires, commerçants, industriels, professions libérales, qui équipe et exploite l'imprimerie. En février 1929, plusieurs actionnaires mécontents de l'orientation du journal, se désolidarisent et retirent leurs fonds. L'abbé Louis Pinck les remplace. Cet apport d'argent frais permet de transformer le journal en quotidien. Une nouvelle rotative est même achetée. Le premier gérant est un jeune syndicaliste originaire de Mulhouse, Camille Meyer. Gestionnaire médiocre, il quittera le journal en semptembre 1930. Antoine Horny et M. Schreiber lui succèdent sans pouvoir redresser la situation. Le tirage ne dépasse pas les 2 400 exemplaires... et parmi ces exemplaires une partie est distribuée gratuitement.

Les articles sont fournis par la Volkszeitung, les flans sont prêtés par l'Elsässer qui soutient également

financièrement Le Journal de Sarreguemines. la SODIMED finit par se saborder et se transforme en une nouvelle raison sociale "Lotharingia". Mais après l'échec des élections de 1932 pour le Parti Populaire Chrétien Social, le journal cesse de paraître. Un hebdomadaire le poursuit : Jung Lothringen - La Jeune Lorraine. Il est imprimé par le groupe Alsatia (Dont Maegy est le fondateur directeur) et tire à 20-25.000 exemplaires ; Mais, dépourvu de ressources publicitaires, il est très vite en déficit...

A la veille de la Deuxième Guerre Mondiale, la presse autonomiste a disparu et les dissidences sont résorbées.

Face au mouvement autonomiste, la presse Lorraine a présenté un front uni, à de rares exceptions près.

Nous avons déjà parlé, rapidement, de la position du Messin farouchement opposé aux autonomistes. Le journal n'aura de cesse de poursuivre de sa hargne tous les partisans de ce mouvement qui sont des "traitres et des agents allemands". Dès le lendemain de la guerre, Le Messin avait réclamé l'introduction des lois françaises en Alsace et en Lorraine : "qu'attendent nos ministres pour comprendre qu'il est d'une nécessité urgente d'administrer à la française et avec des lois françaises l'Alsace et la Lorraine et de sortir ces deux provinces du régime d'exception et d'arbitraire auquel elles restent soumises depuis l'armistice" *(25)*. Tout ce qui tend à détacher la Lorraine de la France, encore plus si c'est pour la rapprocher des anciens occupants, est évidemment honni.

De la même manière Le Messin rejette toutes idées d'une province Alsace-Lorraine. Au contraire il en demande le démantèlement rapide : "maintenant le régionalisme alsacien-lorrain est bien fini car le Sénat va lui donner le dernier coup. S'il existe quelques liens administratifs qui rattachent la Lorraine à l'Alsace, il faut les couper sans retard" *(26)*. Il critiquera aussi souvent la domination par l'Alsace de la Lorraine (à propos par exemple de la Cour d'Appel). Il est un vigoureux partisan de la départementalisation.. Selon lui les Lorrains (Mosellans) sont beaucoup plus sages et modérés que les Alsaciens. Il rejette les plaintes formulées par Strasbourg "contre la prétendue anarchie dont souffrent nos provinces reconquises". Le Messin ne nie pas l'existence d'une crise mais étant donné les difficultés que rencontre le gouvernement "tous les patriotes, tous les bons citoyens (doivent) s'armer de patience et faire crédit à une administration qui, débordée par un travail imprévu, réduite à des effectifs insuffisants

par suite de la disparition d'un grand nombre de ses fonctionnaires pendant la guerre, ne pouvait pas réaliser en quelques jours la transformation d'un pays aussi grand, aux intérêts aussi complexes, que l'Alsace et la Lorraine. Et ce qu'à Metz toute la population a compris avec une sagesse qui surprend notre confrère de Strasbourg" *(27)*. Le Messin se félicite toujours de la modération des Mosellans. Le nombre et l'influence des autonomistes seront effectivement toujours limités dans ce département.

En lisant les nombreux articles consacrés à l'autonomisme par Le Messin, il semble que le journal dispose de documents puisés aux meilleures sources. Il engage contre la Zukunft plusieurs procès qu'il gagne *(28)*. Puis il félicite le gouvernement d'avoir supprimé les journaux autonomistes mais déplore qu'il ne soit pas allé jusqu'au bout en oubliant "la Lothringer Volkszeitung" *(29)*, dont il dénoncera nominalement les actionnaires et les journalistes, qualifiés une fois de plus, d' "agents allemands".

Alors que le mouvement autonomiste s'essouffle, Le Messin continue de les poursuivre de sa hargne. Le 5 mars 1930 il publie un article : "l'autonomisme aux abois" *(30)* et, cinq ans plus tard, le 14 juin 1935 : "un aveu attendu : l'origine allemande du mouvement autonomiste en Alsace et Lorraine". Un journal alsacien "l'Elsasser", confirme dans un article sensationnel la " honteuse collusion des dirigeants du Heimatbund avec les services officiels de la propagande du Reich" *(31)*.

Autre adversaire du mouvement autonomiste, Le Lorrain, qui unit ses efforts à ceux du Messin. Pour ce journal, résolument national, il n'est plus question de l'Alsace-Lorraine, encore moins de la Heimat. L'hostilité au mouvement autonomiste et tout ce qui vient d'Allemagne, sont une constante. Il s'attachera à démonter toutes les thèses de ses leaders. Par exemple après la publication du manifeste du Heimatbund le 7 juin 1926, des poursuites seront engagées contre les signataires par l'Etat... Celles-ci donnent l'impression que le gouvernement français reprend avec une insigne maladresse les pratiques répressives de l'administration bismarckienne. Les autonomistes seraient les innocentes victimes de la République jacobine. En Moselle, cette démonstration se heurtera au barrage permanent de "la presse française" dont Le Lorrain qui ne cesse de stigmatiser le groupe de la Zukunft et son "esprit boche", mais aussi les associations revanchardes qui sont inlassablement dénoncées. Collin puis Ritz rappellent sans cesse que "Le Lorrain veut faire aimer la petite patrie dans la grande". Le lorrain avait déjà eu l'occasion dès 1919, lors des grèves, de

s'exprimer sur l'autonomisme *(32)*. Malgré sa "sympathie effective acquise aux revendications légitimes du particularisme alsacien et lorrain", il ne pouvait pas approuver ces "moyens extrêmes employés". Car "profiter de ses fautes (du gouvernement quant à la gestion des affaires d'Alsace et Lorraine) pour créer un mouvement qui pousse à la ruine économique et à une séparation plus ou moins prononcée, ceux sont là des choses trop grosses de responsabilité pour que nous les appuyons de gaité de coeur", et de conclure : "jamais nous ne pourrons acclamer l'internationale ni nous solidariser avec ceux qui ne mettent pas à la base de leur action la France de nos pères". Comme le rappelle le Chanoine Erman, la vocation du Lorrain est "de servir dans notre région frontière les intérêts supérieurs de la France".

La position du Metzer freies journal est différente. Victor Demange avait créé ce journal de langue allemande en juin 1919, pour contrebalancer l'influence de l'URL, mais aussi pour apporter "aux masses lorraines le message de la France sans tenir compte de ce simple véhicule qui est la langue". Dès le début, son journal sera suspecté et une violente campagne de presse (Le Lorrain, Le Messin, quelques journaux parisiens) entraînera l'arrestation de Victor Demange et la suspension du journal pendant un mois. On reproche à Demange sa formation allemande -mais n'était-elle pas celle de sa génération ?-, une certaine compréhension à l'égard des autonomistes, sa sympathie pour la SDN, Briand, un désir de rapprochement avec les éléments républicains de Weimar... sans compter que son journal était un concurrent sérieux.

Quoiqu'il en soit, on n'a jamais pu prouver la moindre collusion en ce qui concerne les autonomistes. La République de Weimar ? Il n'est pas le seul en France à l'avoir désirée et soutenue. Il est clair, en fait, que Victor Demange a son image de l'Allemagne, différente de celle des patriotes intransigeants et anti-allemands. Une image peut-être plus réfléchie qui le conduit à préserver les droits de la culture allemande, y compris en Alsace et en Lorraine.

Le reste de la presse lorraine quant elle s'exprime sur le mouvement autonomiste est contre. L'Eclair de l'Est affirme que les autonomistes ne représentent pas les catholiques d'Alsace et de Lorraine *(33)* : "A Strasbourg, à Colmar, à Metz, les journaux catholiques, Le Courrier de Strasbourg, L'Alsace, Le Lorrain sont indestructiblement français et combattent contre la Zukunft et la Volkstimme". Il soutient "les énergiques protestations de l'abbé Ritz" et dénonce les alliés des autonomistes : "à l'est du Rhin, les

boches, à l'ouest, les cartellistes". Ce sont les projets d'Herriot et des Loges qui ont suscité "parmi les catholiques, les protestants et les israëlites - car les trois confessions sont d'accord pour reconnaître le mérite de l'école confessionnelle et pour en demander le maintien- un parti soi-disant autonomiste, en réalité allemand". Ce parti s'efforce de persuader les populations que le gouvernement français est résolu à violenter leur conscience et à les obliger de subir l'école laïque "pour échapper à cette violence, il réclame la création d'un Etat autonome d'Alsace-Lorraine" *(34)*.

L'Est Républicain est aussi contre ce mouvement. A l'occasion des élections législatives de 1928, il demande à ses lecteurs de Moselle l'union face aux autonomistes et aussi communistes *(35)* : "Les autonomistes et les communistes, leurs alliés, se dressent contre la France, il ne saurait être question d'étudier si les candidats de sentiments français appartiennent à tel parti ou à tel autre... les électeurs de sentiments français ne peuvent voter que contre les candidats anti-français".

Son appel n'est pas entendu. Trois autonomistes sont élus en Alsace et deux communistes en Moselle (Beron, Doeble) : "un frisson de tristesse indignée a secoué le pays lorsque l'Alsace et la Lorraine ont envoyé quelques autonomistes à la chambre des députés". Cette élection peut être un "germe de guerre" pour le monde entier *(36)*, un signe de mécontentement contre la France. Le succès de ce mouvement s'explique par le vote des "Allemands", c'est-à-dire "ces habitants de l'Alsace dont la filiation n'est sans doute pas très pure" *(37)*. René Mercier paraît soucieux de comprendre le malaise des provinces retrouvées. Il écrit à propos d'un ouvrage d'Emile Hinzelin, journaliste à L'Est Républicain, sur l'Alsace : "l'Homme qui décrit ainsi l'Alsace, on voit bien qu'il l'adore, qu'il la veut encore plus belle, qu'il la comprend palpitante d'être française et peu inquiète de ne pas toujours comprendre. Mais cette timidité parfois un peu farouche, parfois même agressive, disparaîtra un jour prochain et sera remplacée, Hinzelin nous en donne l'assurance, par la belle et noble confiance" *(38)*.

Mais le 3 février 1929, à la suite de Poincaré, il adopte une attitude plus ferme *(39)* : "avec une clarté étincelante Poincaré a nettoyé à la Chambre, l'action de la France en Alsace, des mensonges accumulés par les autonomistes (...) que reste-t-il des plaintes autonomistes ? Rien. D'où vient leur action, hélas ! trop grandissante ? D'un mélange d'ambitions inassouvies, de haines, d'intérêts mesquins et aussi d'une propagande payée en très grosse partie par l'étranger (...), à une propagande de mensonge il faut

opposer sans délai une propagande de vérité".

"Avec les bons français de Lorraine et d'Alsace, le gouvernement aura vite raison de quelques mauvais Français d'Alsace et de Lorraine". Ces mauvais français ceux sont les communistes, "la partie tumultueuse du clergé" *(40)* contre laquelle devraient être utilisés les moyens mis à la disposition du gouvernement par le concordat et les quelques rares autonomistes proprement dits. Finalement les problèmes régionaux occupent une place réduite dans les éditoriaux de René Mercier. La Lorraine se fond dans un ensemble plus vaste qui est la France "le pays où il fait le meilleur vivre" écrit-il le 15 octobre 1928, pays qui remplit une mission universelle, le pays des libertés à l'opposé de l'Allemagne pays des sauvages."

c) - La situation à gauche :

Les socialistes issus de la SPD passent en bloc du côté de la IIIème Internationale. Ils se constituent en un parti communiste au sein duquel l'héritage culturel allemand reste très vivant. Ils occupent la quasi totalité de l'espace à gauche. En effet, faute de trouver des bases sociologiques et culturelles solides, les autres partis de gauche français ne parviendront pas à s'enraciner en Moselle.

En 1924 l'Entente de gauche, regroupant socialistes et radicaux, n'obtient que 6% des suffrages. Par contre le Parti communiste, organisé dans le cadre de l'Alsace-Lorraine et appuyé sur les syndicats des cheminots, des mines de fer et des métallurgistes, faisait le plein des voix dans la région du bassin sidérurgique (19% des voix en 1924).

En raison de leurs attaches culturelles, les communistes sont sensibles aux thèmes autonomistes. Ils adoptent une motion en 1925, demandant le droit à la libre disposition, jusqu'à la séparation complète avec la France. Cette revendication, qui fait bien sûr scandale, est reprise par Maurice Thorez en janvier 1933, lors d'une réunion à Berlin. Elle vaut au parti des tracasseries policières, mais lui permet de gagner des voix aux élections de 1928, puisque deux candidats sont élus (Thionville-Ouest et Forbach). Après cette année apogée, l'emprise du Parti communiste diminuera. Des difficultés internes l'affaiblissent. La gestion du quotidien régional de langue allemande Die Volkstribüne - La Tribune du Peuple - qui en 1926 a pris le nom de L'Humanité d'Alsace et de Lorraine - est source de conflits entre

Strasbourg et Metz.

Le Parti communiste n'est pas non plus servi par la crise des années 30 qui frappe durement le bassin sidérurgique : aux élections de 1932, il n'obtient que 12% des suffrages, et ses deux députés le quittent avant leur réélection que ne pourront empêcher les candidatures de communistes orthodoxes *(41)*.

Les thèmes autonomistes disparaissent avec l'arrivée au pouvoir d'Hitler et la destruction du Parti communiste allemand. Non seulement on veut rester Français, mais encore le patriotisme républicain devient le thème central des discours communistes. L'URL continue donc à s'assurer la prépondérance pendant toute la période. Elle compte 16 élus sur 27 dans le reste de la Lorraine (1928, 1932 et 1936) *(42)*.

*

2 - Dans le reste de la Lorraine

a) Prédominance de la droite

La droite se rassemble désormais dans l'Union Républicaine et Démocratique -URD-, nouvelle dénomination qui remplace celle de Républicain libéral ou de Républicain progressiste. Louis Marin est devenu une personnalité d'envergure nationale : député de Meurthe-et-Moselle (1905-1940 et 1944-1951), plusieurs fois ministre : des Régions libérées (1924) ; des Pensions (1926-1928) ; de la Santé publique (1934) ; ministre d'Etat (19 34-1936)-, il est le principal chef de la Fédération Républicaine (droite nationaliste), et devient en 1925 président du groupe parlementaire de l'URD.

Sur place, il est aidé par de fidèles lieutenants comme le colonel Lyautey, frère du Maréchal, président de l'Union Nationale des Officiers de Réserve ; Edouard de Warren, ancien officier (tous deux sont aussi députés) et Désiré Ferry *(43)*.

Si les catholiques votent pour Louis Marin, ils tiennent à s'en distinguer. L'abbé Thouvenin le fait souvent sentir,

et des éléments démocrates-chrétiens, encouragés par le nouvel évêque de Nancy, Mgr Hurault, provoquent l'élimination de Warren.

Toutefois le discours laïc des dirigeants radicaux limite les dissidences. En période électorale, La Croix Vosgienne de l'abbé Litaize, La Croix Meusienne du Chanoine Royer, La Croix de Meurthe-et-Moselle du Chanoine Boulanger critiquent la République laïque et franc-maçonne et appuient des candidats hostiles à la gauche.

"La circonscription de Louis Marin est un fief imprenable", écrit le préfet de Meurthe-et-Moselle en 1927. Il le doit d'abord au zèle inlassable et organisé avec lequel il multiplie les démarches pour ses électeurs. Mais il inspire aussi confiance parce qu'il exprime, avec les nuances de son tempérament personnel, les tendances politiques, sociales et nationales, de la majorité des Lorrains.

Pourtant il ne dispose pas d'un appareil politique sur place très efficace ni très actif. Pour compenser cette faiblesse, la droite peut compter sur le soutien des milieux industriels. L'apparition du syndicalisme révolutionnaire et du parti communiste, est un puissant facteur de rapprochement. Les industriels détiennent des mandats politiques : François de Wendel est élu en Meurthe-et-Moselle, son cousin Guy est député en Moselle puis sénateur ; il cumule la présidence du Conseil Général (1924-1937) avec celle de la Chambre de Commerce et d'Industrie. Alexandre de Dreux, des aciéries de Longwy siège au Conseil Général de Meurthe-et-Moselle ; Georges Mazerand, industriel à Cirey-sur-Vezouze également ; il sera aussi député.

En outre nombre de sénateurs sont liés aux intérêts du monde agricole.

Dans la presse régionale, les amis de Louis Marin marquent des points : ils prennent le contrôle d'un quotidien de Nancy, L'Eclair de l'Est, dont ils étendent la diffusion en Meuse et dans les Vosges.

Le rival politique départemental de Louis Marin est Albert Lebrun, député puis sénateur de Briey, qui incarne le centre-gauche face au centre-droite. Les rapports oscillent d'une opposition feutrée à une coopération méfiante. La présidence du Conseil Général ne reviendra à Louis Marin qu'en 1931, après un retournement de majorité. Cette date n'en marque pas moins le succès définitif de la droite historique sur la gauche historique, c'est-à-dire sur les héritiers d'Albert Lebrun.

La gauche a en effet perdu de sa vigueur politique. Elle

manque de leaders. Aucun républicain de gauche ne s'associe au Cartel des gauches ; soit ils rallient les listes anti-cartellistes, soit ils maintiennent des listes centristes intermédiaires. D'ailleurs d'autres qu'eux -cartellistes et communistes- représentent désormais la gauche. Les républicains de gauche sont dorénavant confondus avec la droite vers laquelle ils n'ont cessé de dériver, au moins au niveau des statistiques. Dans la réalité, ils se maintiennent avec leurs caractéristiques propres et sont nettement distincts de la droite nationale.

Après la retraite de Poincaré et la mort d'André Maginot, la tendance s'épuise, même si on continue à rencontrer l'étiquette, ainsi que celle très proche de "radical indépendant", jusqu'à la deuxième guerre mondiale et même au-delà.

Son expression dans la presse s'est beaucoup affaiblie. L'Etoile n'est plus qu'un hebdomadaire, faute de moyens financiers, et L'Est Républicain, qui prospère, vire au journal d'information, portant son tirage de 60.000 exemplaires en 1920 à 140.000 exemplaires en 1939. Son engagement se limite aux éditoriaux nuancés de son directeur, René Mercier, et son orientation implicite oscille autour d'une position prudente de centre-gauche *(44)*.

b) Un vaste espace libre à gauche

Le passage à droite de l'essentiel du courant républicain laisse libre un vaste espace politique réoccupé par les radicaux socialistes qui avaient en Lorraine, jusqu'à la première guerre mondiale, une existence purement symbolique. Dans la famille socialiste, divisée depuis le congrès de Tours, la branche communiste s'assure un net avantage sur le socialisme parlementaire et républicain.

La fédération la plus active en Lorraine est celle des Vosges, où le Cartel des gauches avait déjà un élu. Elle doit sa remarquable progression à un journaliste, Marc Rucart, arrivé à Epinal en 1924 pour diriger La République des Vosges (hebdomadaire). Quatre ans plus tard, il est député d'Epinal et chef de file des radicaux. Sous son impulsion, la fédération fait un important effort d'implantation qui porte rapidement ses fruits : elle devient la plus puissante des fédérations lorraines.

Rucart joue un rôle important dans la vie interne du parti valoisien et dans les négociations avec le Parti socialiste avant l'entrée officielle des radicaux dans le

Front populaire. Léon Blum lui confiera la fonction de Garde des Sceaux dans le gouvernement du Front Populaire, Daladier le portefeuille de la Santé publique.

Deux autres fédérations radicales longtemps languissantes amorcent un redressement : celle de la Meuse porte à sa tête un avocat, Gaston Thiébaut, maire puis député de Verdun. En Meurthe-et-Moselle, un radical modéré -il est réservé à l'égard du Front populaire, comme Gaston Thiébaut- est élu à la mairie de Nancy : il s'agit du docteur Camille Schmitt.

"L'immédiat après-guerre est dans l'ensemble du pays favorable au socialisme. La Lorraine n'y fait pas exception."

A part quelques endroits localisés -Epinal, Nancy, Verdun, Neuves-Maisons-, la reconstitution de la SFIO est un travail de longue haleine, et le milieu sociologique oppose une inertie que les trop rares militants sont incapables d'ébranler. Ceux de Longwy prendront l'initiative de lancer un hebdomadaire, Le Populaire de Meurthe-et-Moselle, dont la rédaction s'installera plus tard à Nancy.

Parallèlement, les partis communistes de la Meuse, de la Meurthe-et-Moselle et des Vosges s'associent en une Fédération de l'Est. Celle-ci éditera pendant quelques années un hebdomadaire, La Lorraine ouvrière et paysanne, dont le gérant-rédacteur en chef, Pierre Laurent dit Darnan, avait été professeur au Lycée d'Epinal. La police s'acharnera contre les gérants successifs, qui seront inculpés et condamnés pour articles anti-militaristes. Le journal finira par disparaître.

En 1935, la Moselle est réunie dans une même région avec les autres départements lorrains. Cette nouvelle orientation est la conséquence des événements d'Allemagne et de la tactique du Rassemblement populaire, premier nom du Front populaire dont le PCF est l'une des composantes.

Les élections de mai 1936, triomphales dans plusieurs régions de France, sont médiocres en Lorraine : une légère progression des suffrages mais aucun élu.

Après les grèves de juin et d'octobre 1936, les adhérents affluent. La Voix de l'Est, hebdomadaire fondé en 1935, connaît le succès et développe sa verve militante.

Aux élections cantonales d'octobre 1937, le parti emporte quelques sièges en Meurthe-et-Moselle et manque de peu un canton à Nancy. En Moselle, Pierre Muller, futur député de la IVème République, devient l'adjoint du secrétaire fédéral

Rieth. Malgré plusieurs conflits internes, la progression est considérable par rapport au début des années 20. "Le Parti existe : il a des électeurs, des permanents, des capacités militantes et une presse, mais il est loin de représenter la classe ouvrière", affirme François Roth *(45)*.

*

3 - Les élections législatives et la Presse

Les élections sont toujours l'occasion pour un journal - outre d'augmenter son tirage- de donner ou de dévoiler ses opinions politiques. Les élections législatives sont les plus intéressantes à étudier : tout parlementaire est en effet amené à arbitrer constamment entre les considérations locales et l'intérêt national. Sa propre vision des problèmes politiques est en partie déterminée par les affaires de sa circonscription et inversement son opinion sur les intérêts locaux s'infléchit et se modifie au contact de l'horizon national.

Bref, ces élections sont à la fois locales et nationales. Voici le point en Meurthe-et-Moselle, dans les Vosges et dans la Meuse, la Moselle ayant été étudiée par ailleurs.

a) - En Meurthe-et-Moselle :

En 1919, à l'occasion des élections législatives est constituée une liste d'entente républicaine et d'union nationale. Elle groupe quatre libéraux et trois républicains de gauche. Pour ce choix on s'est "couché sur les positions de 1914" dira M. Marin *(46)*. Nancy est représentée par MM. Marin, député sortant, Désiré Ferry et de Warren, remplaçant MM. Driant et de Ludre morts pendant la guerre, candidats libéraux. Les deux députés sortants de Briey se présentent sur cette liste : MM. Lebrun, républicain de gauche et de Wendel, libéral. A Lunéville c'est M. Mazerand (républicain)- qui est choisi *(47)*. Toul est représentée par Charles Fringant, député sortant, républicain de gauche. L'Avenir Toulois organe des libéraux du Toulois, combat la candidature de cette "nullité inconsciente" *(48)*. L'Echo Toulois (organe des républicains) souligne que "les paroles patriotiques de M. Fringant concordent peu avec la vie paisible que se créa

M. Fringant qui, militaire répudia le front pour rester au Palais Bourbon" *(49)*. Il aurait préfére M. Lafarge, adjoint au maire et l'ayant remplacé pendant la guerre, mais celui-ci préfère ne pas poser sa candidature "puisqu'il s'agissait de sauvegarder l'union si nécessaire" *(50)*.

Malgré l'appel à l'union lancé par M. Chapuis, maire de Toul *(51)* une grande partie des radicaux préfèrent écouter le docteur Schmitt, président de la Fédératioon, qui repoussait l'union des partis. Ils accusaient les candidats des partis de droite, d'avoir pour but un glissement général de la politique vers la droite et de s'être, pour ce motif, réservé la plus large part sur la liste d'entente *(52)*.

Cependant les radicaux se désolidarisent des socialistes : "(...) nous devons écarter tous ceux qui pensent que l'internationalisme est l'idéal des temps futurs" écrit L'Etoile de l'Est du 26 octobre 1919. Après plusieurs difficultés de formation, les radicaux présentent la "liste républicaine démocratique". Elle ne regroupe que quatre noms : MM. Cook, docteur en médecine à Toul, Pol Simon, chef de travaux à la Faculté des Sciences, Paul Ginest, agent commercial à Nancy, le Général Gérard. L'Etoile de l'Est publie la liste radicale et la liste d'union nationale, côte-à-côte, et émet "l'espoir que les électeurs rayeraient le nom des députés modérés, Marin, Ferry, de Warren et de Wendel, pour les remplacer par ceux de la liste républicaine et démocratique" *(53)*.

Les socialistes présentent leur liste avant que celle d'union ne soit formée. Ils rejettent l'idée de s'entendre avec un parti bourgeois, et parlent avec sympathie de la Russie bolchévique *(54)*. Cette liste comprend : MM. Doley, conseiller municipal de Briey, Roger, secrétaire du syndicat des ouvriers coiffeurs, Strack, docteur à Malzeulle, Petitjean, pharmacien à Foug, Streng ajusteur-mécanicien, secrétaire général du syndicat des ouvriers en métaux de Nancy, Dilly, fondateur et secrétaire du groupe socialiste de Lunéville, Gaertner, secrétaire du groupe socialiste à Nancy.

En ce qui concerne la Presse, L'Eclair de l'Est soutient sans aucune restriction la liste d'entente *(55)*. Il lançe de nombreux appels pour conjurer les électeurs de ne pas panacher. Le journal craint la fusion des deux listes : "d'entente républicaine et d'union nationale" et "républicaine démocratique" au profit des radicaux.

L'Impartial de l'Est publie les professions de foi de toutes les listes et les comptes-rendus des réunions de tous

les candidats. Mais il appelle néanmoins ses lecteurs à voter pour les candidats de la liste d'entente, l'union étant "le désir de l'immense majorité du pays" *(56)*.

L'Est Républicain souhaite l'union entre les partis *(57)*. Mais il reproche de n'avoir pas fait une assez grande place sur la "liste d'entente républicaine et d'union nationale" aux radicaux : "le dosage n'est pas parfait, il y a toujours un petit arrière-goût d'amertume" *(58)* : "elle ne fait pas place à certains républicains qu'on aurait aimé y voir" *(59)*.

La Croix de l'Est publie la liste des candidats de l'entente républicaine : "l'entente est faite avec les radicaux, observons-la loyalement" et appelle ses lecteurs à voter pour eux, sans panachage *(60)*.

Les candidats de la liste d'entente républicaine et d'union nationale ayant obtenu la majorité absolue des voix sont élus. Ils remportent en moyenne 70 à 75% des suffrages, les socialistes environ 20%, 4 à 5% pour les radicaux qui subissent une écrasante défaite comme le constate L'Eclair de l'Est : " ce qui ressort du scrutin à Nancy c'est la chute absolue du radicalisme. Jamais parti n'a reçu du suffrage universel un coup de pied plus méprisant" *(61)*. Si le pays, estime-t-il a besoin de tranquilité et de la fin des discordes, il se demande "comment se formera une majorité de gouvernement, car il y a pas mal d'éléments divers" *(62)*.

L'Est Républicain ..... ramene la victoire de la liste d'entente à ses justes proportions : "aucun parti n'a le droit de s'énorgueillir, car aucun ne triomphe réellement. Les partis se sont unis, seule cette union les a sauvé les uns et les autres" *(63)*. L'Etoile de l'Est explique la défaite des radicaux par la peur du bolchévisme *(64)*.

Les députés sortants de Meurthe-et-Moselle qui s'étaient groupés sur une liste d'entente en 1919, et qui avaient soutenu la politique intérieure de Poincaré, se présentèrent à nouveau en 1924 sur une liste d'Union nationale. "On est décidé à l'union" écrivait L'Est Républicain le 29 avril 1924 "pour avoir raison des dernières résistances de l'Allemagne, pour obtenir des nations alliées une plus juste compréhension de nos intérêts qui sont soudés aux intérêts du monde entier et dont le triomphe sera le triomphe de la paix". Mais comme en 1919, la majorité des radicaux rejetèrent l'union et formèrent avec les socialistes sous le nom de Cartel, un nouveau bloc des gauches.

Trois listes s'affrontèrent. La liste d'Union nationale comprenait messieurs Marin, Ferry, de Warren, de Wendel (libéraux) Fringant et Mazerand (républicains de gauche) : tous étaient députés sortants. Monsieur Petitier, maire de Longwy complétait la liste et remplaçait M. Lebrun, élu sénateur. L' Eclair de l'Est se faisait l'écho de la droite qui aurait préféré écarter MM. Mazerand et Fringant "ceux-ci ne répondent pas à nos aspirations" pouvait-on lire le 1er mai 1924 ; Ajoutant toutefois : "il serait injuste de ne pas reconnaître qu'ils ont été attachés fidèlement à la politique de Poincaré. Oserions-nous mettre le parti avant la patrie ?".

L'Action Française et La Croix de l'Est émettaient l'idée qu'à cause de la liste radicale socialiste qui se dressait à l'encontre de la liste d'entente, MM. Fringant et Mazerand pourraient être favorisés aux dépens "des cinq députés plus méritants qui ont la naïveté de les accueillir" *(65)*. Selon La Croix "beaucoup de radicaux n'acceptent pas le Cartel proposé par le Dr. Schmitt. Ils voteront donc pour les candidats radicaux de la liste du bloc des gauches en remplaçant les socialistes par MM. Fringant et Mazerand". Néanmoins le journal conseillait de voter pour la liste d'union en entier.

En revanche, L'Indépendant de Lunéville et L'Echo Toulois, deux journaux républicains, étaient favorables aux deux hommes contestés. Les journaux du bloc des gauches insistaient sur la fragilité de l'union nationale qui n'est "réalisée ni dans les esprits ni dans les coeurs" *(66)*. "Sur cette liste on rencontre un peu de tout, des hommes appartenant aux partis les plus divers et les plus opposés (...)". L'Union Républicaine de l'Est : son président G. Desplats et son vice-président G. Barf, la définissent ainsi dans L'Impartial et L'Est Républicain *(67)* : "fondée depuis six (...) elle groupe dans une association permanente l'attachement aux institutions républicaines, le respect des convictions et des droits individuels, le progrès social. Nous ne réprouvons pas les efforts qui sont faits sur le plan international pour prévenir, adoucir et régler les conflits entre les Etats et nous ne sommes pas les adversaires de la SDN, mais nous exigeons d'abord que justice nous soit rendue (...). La République a l'adhésion de la majorité des Français, nous la voulons généreuse et forte (...). Les notres appartiennent à cette majorité de "républicains nationaux" qu'a définie le président Poincaré et qui englobe les républicains de toutes nuances réunis par l'intérêt national". Ses dirigeants qui appuyaient la liste d'Union nationale deviendront plus tard des militants du parti

démocrate poupulaire. La Croix de l'Est lui, était très largement favorable *(68)*. L'union entre radicaux et socialistes fut réalisée le 29 mars 1924 : "le péril oblige les partis qui se réclament de la démocratie et du socialisme à associer leurs efforts contre la coalition des foyers de réaction" déclarait le journal radical L'Etoile de l'Est du 28 mars 1924. Comme ce dernier, L'Eclair de l'Est regrettait que "sur la liste du Cartel des gauches ne figurent que ces figurants; Les premiers rôles ne sont pas sur la liste" *(69)*. Il constatait aussi qu'il n'y avait pas "d'idéal unique entre les radicaux et les socialistes" *(70)*. L'Est Républicain publiait une première liste le 7 avril 1924, mais démentait, pendant les jours qui suivirent les candidatures des trois soi-disants candidats.

L'Impartial de l'Est démontrait que le bloc des gauches mènerait au communisme et était "une combinaison attrape-nigauds" *(71)*. La Tribune de l'Est, socialiste, avouait : "nous avons de grosses divergences avec les partis de gauche, radicaux et radicaux-socialistes" mais tous ont un idéal commun : "la défense des libertés (...) s'opposer par tous les moyens à la dictature menaçante" *(72)*.

L'Etoile de l'Est, par une série d'articles, tournait en dérision les prières organisées en vue des élections et faisait remarquer que la plupart des usines métallurgiques des environs de Nancy faisaient plus de huit heures *(73)*.

La liste communiste comprenait sept noms. Ils dénonçaient "le mariage extraordinaire des radicaux et des socialistes de ceux qui défendent la grosse propriété et des hommes qui prétendent l'attaquer" *(74)*.

Les candidats de la liste d'Union nationale obtiendront la majorité absolue des voix. Ils sont donc élus. La liste d'union obtient en moyenne 70% des voix. 20% allèrent au Cartel, 10% aux communistes. Tous les journaux de droite déploraient les mauvais résultats des élections au niveau national : dans le plus grand nombre des départements, les gauches l'emportaient ; les élections en Meurthe-et-Moselle était une heureuse exception.

1928 voyait naître la "mode du Poincarisme" pour réprendre une expression de L'Impartial de l'Est *(75)*. Tous les candidats, à l'exception de ceux socialistes et communistes, se paraient de l'étiquette "Poincaristes". Les six députés sortants de Meurthe-et-Moselle avaient soutenu la politique de Poincaré et Louis Marin, qui était ministre des

Pensions. L'Est Républicain écrivait "La Chambre prochaine ne sera ni du bloc national, ni du Cartel. Elle sera composée de gens qui veulent ou qui ne veulent pas continuer la méthode Poincaré" *(76)*.

Cependant les candidats se divisaient en groupes rivaux : l'Union républicaine démocratique (candidats modérés), les républicains de gauche et les radicaux. L'Impartial de l'Est qualifiait ces derniers "d'ouvriers de la dernière heure qui cherchaient à bénéficier du travail accompli par d'autres" *(77)*. Comme L'Eclair de l'Est, il soutenait uniquement les candidats d'Union républicaine démocratique. Alors que L'Est Républicain soutenait tous les candidats poincaristes quelle que soit leur nuance.

Dans L'Etoile de l'Est, les radicaux revendiquaient une large part dans l'oeuvre accomplie par Poincaré. La Croix de l'Est demandait à tous les catholiques de voter sans restriction pour la candidature "d'Union républicaine démocratique". Elle soulignait les réalisations sociales des députés sortants : assurances sociales, lutte contre les taudis et la tuberculose, protection de la femme et des enfants.

Les candidats d'Union républicaine démocratique étaient MM. Marin, de Warren, de Wendel. Désiré Ferry paraissait s'être légèrement écarté du groupe en prenant l'étiquette "Concentration républicaine et d'Union nationale". Trois nouveaux se présentaient : MM. Lafarge, ancien maire de Toul, Amidieu du Clos, maire de Longwy désigné pour remplacer M. Petitier décédé presque immmédiatement après son élection de 1924, de Turckheim, maire de Repaix, conseiller général.

M. Lebrun sénateur, n'acceptait pas à Briey M. Amidieu du Clos comme successeur de M. Petitier. Il réunit alors un congrés des maires du canton de Longwy afin de désigner une autre personne. Il voulait susciter les candidatures des républicains de gauche. Le Journal de la ville de l'Orne (organe de M. de Wendel), Le Journal de Longwy qui soutenait M. Amidieu du Clos, les associations d'anciens combattants, s'élevèrent contre ce congrés. Les quatre candidats, n'ayant eu que peu de succès au premier tour, se retirèrent au second, en laissant toute liberté à leurs électeurs.

Monsieur Lebrun soutenait également les candidatures de MM. Mazerand et Fringant députés sortants à Lunéville et à Toul. Ils s'étaient présentés en 1919 et 1924 sur les listes d'Union nationale, mais déjà des protestations s'étaient élevées contre leurs candidatures. En 1928, les modérés leur

reprochaient d'avoir de 1924 à 1926, toujours suivi la politique du Cartel, d'avoir soutenu Painlevé et le Cabinet Briand-Caillaux et de se servir actuellement de Poincaré comme "d'un parapluie sous lequel il est commode de s'abriter pour tromper les électeurs" *(78)*.

Le Parti démocrate populaire, après avoir retiré la candidature de M. Teitgen à Nancy, décida de ne soutenir aucun candidat de l'Union républicaine démocratique. Il appuyait par contre M. Mazerand contre M. de Turkheim *(79)*. Une attitude vivement critiquée par les journaux catholiques et de droite.

Deux candidats seulement se présentaient sous l'étiquette "radical-socialiste" : MM. Claiche à Briey adjoint au maire de Conflans, et Antoine à Nancy, professeur. La section du Parti radical-socialiste de Meurthe-et-Moselle décidait de soutenir les candidatures de M. Fonteny (républicain de gauche) et M. Zuber (socialiste français). M. Chaize, candidat radical-socialiste en 1924 (Nancy) et M. Audier, étaient présentés par L'Etoile de L'Est comme dissidents du parti qui leur refusait tout appui.

D'après L'Eclair de l'Est et L'Impartial de l'Est, les délégués socialistes auraient déclaré qu'ils ne disposaient pas de fonds nécessaires pour soutenir une campagne dans toutes les circonscriptions. Les deux candidats officiellement soutenus par le Parti étaient MM. Doley avocat à Nancy (Briey) et Mathey ancien sous-chef de gare de Nancy, actuellement commerçant (Nancy). Cependant des candidats socialistes étaient désignés dans toutes les circonscriptions.

Les communistes présentaient cinq candidats : dans les 1-2 et 3ème circonscriptions de Nancy, à Toul et Briey.

Malgré leur division en deux groupes les députés sortants étaient réélus : 65%, dès le 1er tour, étaient accordés aux députés de l'URD élus, à MM. Fringant et Mazerand ; 25% aux radicaux et 10% aux socialistes et communistes.

En 1932, l'opposition entre les candidats URD et de Concentration républicaine *(80)* qui s'était accentuée aux élections municipales de Nancy en 1929 et aux élections cantonales de 1931, se maintenait toujours lors des législatives de 1932. Les députés URD, sauf Désiré Ferry, avaient voté contre le plan Young et l'évacuation de la Rhénanie et proclamaient l'échec de la politique de Briand. L'Eclair de l'Est, le 12 avril 1932, écrivait "que de chez

nous un candidat se proclame avec un programme de coalition, il travaille pour le roi de Prusse. Renforcer les gauches c'est renforcer l'Allemagne".

Au contraire les candidats de Concentration républicaine, radicaux et socialistes approuvaient et désiraient continuer la politique de Briand. René Mercier, directeur de L'Est Républicain affirmait que "seuls ceux qui le connaissent mal peuvent se représenter Briand comme un esprit de chimères. Jamais esprit humain ne fut moins berçé d'utopies. Jamais les élans d'un coeur généreux ne furent aussi soumis au contrôle d'un esprit plus pondéré (...)" *(81)*.

Les candidats de l'URD étaient toujours M. Marin, "le personnage politique le plus en vue de Meurthe-et-Moselle" faisait remarquer L'Eclair de l'Est le 15 avril 1932, MM. de Warren et de Wendel, députés sortants, de Turckheim (Lunéville, candidat en 1928), M. Dauphin maire de Toul depuis 1931, président du comice agricole complétaient la liste.

MM Désiré Ferry *(82)* et Amidieu du Clos qui portaient tous deux l'étiquette "Indépendants" s'étaient séparés du groupe URD.

L'Est Républicain continuait à soutenir tous les candidats de la Concentration et publiait de nombreux articles sur Ferry, mais ne publiait rien sur MM. de Warren et Marin. La Croix de l'Est qui présentait comme les siens tous les candidats de l'URD, consacrait une grande partie de ses colonnes à Désiré Ferry. L'Impartial de l'Est, devenu le journal du candidat entre les deux scrutins, ne publiait rien sur la situation dans la 2ème circonscription de Nancy où de Warren et le candidat PDP étaient en ballotage.

Le Courrier de Lorraine prétendait qu'il y avait entente entre Désiré Ferry et les radicaux, ceux-ci ne présentant aucun candidat dans la 3ème circonscription de Nancy.

Les démocrates populaires (PDP), d'après Le Courrier de Lorraine avait l'appui officiel du nouvel Evêque Mgr Hurault, ami du maire PDP de Nancy M. Malval et du conseiller diocésain de l'Union catholique, l'abbé Boulanger, rédacteur de La Croix de l'Est *(83)*. Leur candidat, M. Fisson, se présentait dans la 2ème circonscription de Nancy, contre M. de Warren. L'Eclair de l'Est et Le Courrier de Lorraine lui reprochaient ses attaches radicales *(84)*. Mais Fisson était soutenu par L'Est Républicain, qui était connu pour avoir des sympathies radicales. Le père de M. Fisson était, d'ailleurs,

l'un des fondateurs du journal. Enfin L'Etoile de l'Est ne ménageait pas les candidats du P.D.P, ni Le Réveil Ouvrier.

A Toul, se présentait comme successeur de M. Fringant, M. Monsieur Chamvoux, adjoint au maire de Toul. M. Mazerand, député sortant se présentait à Lunéville. Les deux candidats républicains de gauche approuvaient une politique de concentration républicaine.

M. Marie, maire de Longuyon se présentait dans la 1ère circonscription de Briey sous l'étiquette de candidat de Concentration républicaine.

Philippe Serre, se présentait aussi à Briey, mais dans la 2ème circonscription, sous le titre de républicain social.

Les radicaux-socialistes présentaient deux candidats dans la 1ère et 2ème circonscription de Nancy. L'Est Républicain donnait le compte-rendu de l'un d'eux, M. Seitz, avocat mais aussi gendre du directeur de la publicité de ce journal !

Les radicaux appelaient à voter au 2ème tour pour M. Doley candidat socialiste à Briey. En revanche, M. Midon candidat socialiste, se désistait au 2ème tour en faveur de M. Seitz.

Les radicaux-socialistes enfin, ne présentaient pas de candidats dans les circonscriptions où figuraient les républicains de gauche, ni à Nancy contre M. Ferry.

Le Parti socialiste présentait sept candidats qui firent un immense effort de propagande, L'Etoile de l'Est soutenait Levy, secrétaire de la fédération socialiste de Meurthe-et-Moselle qui se présentait dans la 1ère circonscription de Nancy.

Les attaques des communistes (six candidats) portaient essentiellement contre les SFIO.

Les modérés perdront des voix. Les députés élus dépassent de très peu la majorité absolue, même M. Marin. Seule exception : Désiré Ferry qui la dépasse de 4.000 voix. Selon Le Courrier de Lorraine, grâce à "L'Est Républicain (qui) a amené son contingent radical, La Croix de l'Est son contingent catholique et L'Eclair de l'Est, journal de M. Marin, le patriote irréductible en se portant caution du patriotisme de Désiré Ferry a emporté le vote des électeurs qui avaient quelque doute sur la valeur nationale du député sortant *(85)*.

Les modérés abandonnaient un siège, celui de la 2ème

circonscription de Nancy, où le candidat radical était élu grâce à la présence de deux modérés, MM. de Warren et Fisson qui refusèrent l'un et l'autre de se retirer au 2ème tour.

Les socialistes qui n'avaient toujours pas de siège, réalisaient de gros progrès, surtout à Briey (1ère circonscription).

En 1936, devant la menace du Front populaire, l'Union nationale se reformait. Désiré Ferry se rapprochait de l'URD, la lutte entre ce parti et le P.D.P était beaucoup moins vive.

Indépendants de gauche, candidats à la Jeune république, radicaux-socialistes, présentaient dans chaque circonscription un candidat commun aux quatre partis. Ces candidats ne déclaraient pas ouvertement leur appartenance au Front populaire, mais celui-ci était toujours réalisé entre eux, les communistes et les socialistes, au 2ème tour.

Les candidats nationaux se présentaient sous des étiquettes diverses : URD (Marin et Valentin à Nancy), Républicain national (Quenette à Toul), Républicain de gauche (Ferry à Nancy et du Clos à Briey).

M. Mazerand, comme candidat républicain national, se disait hostile au Front populaire *(86)*. L'Eclair de l'Est, organe des nationaux et Le Journal de Lunéville recommandaient de voter pour lui *(87)*.

M. Teitgen (2ème circonscription de Nancy) se refusait à faire le jeu du Front populaire comme du Front national *(88)*. Mais la lutte entre le candidat URD et démocrate populaire n'atteignait pas la même ampleur qu'en 1932. Ce dernier ne trouvait plus d'appui auprès des milieux catholiques.

Les Indépendants de gauche, les militants de la Jeune république, les radicaux-socialistes, présentaient un candidat commun dans chaque circonscription et chacun des groupes engageait les électeurs à voter pour le candidat choisi. Personne de ce groupe ne se présentait à Lunéville contre M. Mazerand.

Les candidats modérés élus, obtenaient comme en 1932, la moitié des suffrages mais ils ne possédaient plus que quatre sièges sur sept. La défaite la plus inattendue était celle de Désiré Ferry, battu par M. Lapie . Les socialistes perdaient la moitié des voix obtenues en 1932, au profit du

groupe des Indépendants de gauche et des néo-socialistes *(89)*. Les communistes réalisaient de gros progrès surtout là où les chômeurs étaient nombreux (les deux premières circonscriptions de Nancy et Lunéville).

La Meurthe-et-Moselle, département où les modérés avaient la majorité, subissait donc une évolution très nette vers la gauche, évolution qui allait encore s'accentuer après la guerre de 39-45.

b) Dans les Vosges

En 1919 dans les Vosges *(90)*, la formation des listes est longue et difficile. Les tractations et retraits de candidatures se poursuivent jusqu'à la veille ou presque du scrutin. Le Parti socialiste refuse l'alliance avec les radicaux, (Le Courrier des Vosges applaudit à la décision du congrès national, tenu en juillet, une décision que la fédération départementale avait déjà adoptée) *(91)*. La Fédération républicaine démocratique qui regroupe tous les républicains du Parti républicain et les radicaux-socialistes à l'Alliance républicaine démocratique, hésite entre une alliance ou non avec la droite. Malgré la menace du péril bolchévique qu'elle désire conjurer *(92)*, elle décide, lors du congrès d'Epinal (26 octobre), de refuser la stratégie du bloc national. Le congrès, par ailleurs, exclue l'Alliance républicaine démocratique, qui préconisait cette orientation à droite, de toute consultation et toute participation à une liste républicaine.

Ce refus des républicains de faire liste commune avec la droite, déchaîne de sa part des critiques violentes. Le Foyer Vosgien, hebdomadaire créé en décembre 1915, sous l'impulsion du Chanoine Barotte, directeur des oeuvres diocésaines du département *(93)* titre "la lutte est commencée" et annonce la prochaine parution d'une liste de droite avec en tête, Flayelle *(94)*. Le Télégramme de l'Est rédigé par Jean Mory et dont le directeur est le Chanoine Barotte "prêtre intelligent, actif et intrigant" *(95)* dénonce l'intransigeance absolue des radicaux, de ceux qui n'ont rien appris et "rien oublié des mesquines et fatales querelles d'antan" *(96)*. L'égoïsme électoral" des radicaux est "criminel" : ils seront responsables de l'échec du barrage anti-révolutionnaire qui nécessitait l'union. "Les radicaux", affirme encore le 2 novembre Le Foyer Vosgien, "étranglent l'union sacrée".

La droite insiste, sur les concessions faites par

Flayelle, sur, "les sacrifices patriotiquement consentis". Il acceptait le statu quo sur la laïcité, ne réclamant que le "minimum" des revendications catholiques : reprise des relations avec le Vatican, maintien de la liberté d'enseignement *(97)*. Mais les radicaux proposaient "un marché de dupes" et "exigeaient une capitulation" *(98)*.

Pourtant les pourparlers ne cessent pas. Pour preuve, Venard, président de la fédération radicale et radicale-socialiste se retire de la liste URD, certains de ses co-listiers ayant repris les tractations avec la droite, violant ainsi la décision du congrès.

Il présente une liste dissidente limitée à deux noms : lui-même et un socialiste, Lanly, vice-président de l'association des anciens combattants de Remiremont. "Leur intransigeance est si poussée qu'ils n'arrivaient même pas à s'entendre entre eux" ironise Le Télégramme *(99)*, avant de s'inquiéter de cette rupture qui n'est, selon lui, que de façade et destinée à améliorer leurs résultats : car "la nouvelle liste électorale avoue l'Union républicaine, par le jeu du quotient et de la moyenne des listes, établit une prime à la constitution de listes incomplètes (...) moins il y a de candidats sur une liste, plus sa moyenne est élevée" *(100)*. Finalement Venard retire sa liste sans explication.

L'Union nationale républicaine avec 31% des inscrits gagnera quatre sièges : Flayelle, Mathis, Kempf et de Lesseus.

Cette liste bénéficiait de l'appui de plusieurs journaux : Le Mémorial des Vosges quotidien fondé en 1871 *(101)*, dont le rédacteur était de Bonnafos, disparu en 1914 ; La droite vosgienne ne tarde pas à lancer de nouveaux journaux : outre Le Foyer Vosgien dont nous avons parlé, elle dispose du Télégramme de l'Est dont la majorité des actions est détenue par un groupe d'industriels dont Prudhomme, Peters, Feltz (Epinal), Walter (de Granges) Hatton (de Lepanges) De Pruines (Semouse). Quelques négociants et ecclésiastiques (le Chanoine Barotte et l'Evêque de Saint-Dié) complètent la liste. Ce quotidien est géré par Roussel "réactionnaire militant" et imprimé par Collot "(l'imprimeur) de tous les journaux de réaction et de toutes les feuilles religieuses" *(102)*,

La Volonté Nationale dont le sous-titre est "Dieu et patrie - La France aux français, Pour les droits du peuple", est le journal de Flayelle. Il est catalogué en 1914 "plébiscitaire et antisémite" *(103)*.

Le Patriote est l'organe "clérical et réactionnaire" de Neufchâteau. Il a été racheté par un des leaders de l'Action

libérale, Malou. L'ancien maire de Dieue (1912), fondateur du Courrier de Neufchâteau, rédacteur de La Croix Meusienne, aurait été expulsé de ce journal sur les injonctions de l'Evêque, pour malversations *(104)*.

La Tribune républicaine, journal progressiste publie sur l'arrondissement de Saint-Dié.

A noter que l'influence cléricale se traduit aussi par la présence de l'hebdomadaire Le Peuple Vosgien et plus discrètement, par des publications ecclésiastiques : Les Semaines Religieuses de l'Evêché, Les Bulletins Paroissiaux, La Croix du dimanche et La Croix Quotidienne.

L'URD (25,5% des inscrits) obtient deux sièges (Verlot et Fonck). Elle est sous l'influence financière de Manuel, important industriel d'Igney, président du syndicat des filateurs de l'Est et vice-président de la Fédération républicaine.

Le radicalisme intransigeant dispense ses idées par l'intermédiaire des Hautes Vosges, bihebdomadaire de Remiremont créé en 1900, qui a suspendu sa publication de 1914 à 1918, et la reprend avec Venard... et par deux hebdomadaires de la Plaine : L'Avenir Républicain (1900, Remiremont) et La République de Neufchâteau (1906).

Le socialisme (11,2% des inscrits, un élu : Piton) s'exprime par Le Courrier des Vosges, hebdomadaire créé en 1919, et dirigé par Aimé Piton, conseiller municipal d'Epinal, ancien collaborateur de L'Humanité pendant la Grande Guerre.

En 1924, Flayelle est toujours le chef de file incontesté de la droite vosgienne. Certaines vieilles personnalités ne jouent plus aucun rôle : Meline et le Comte d'Alsace, depuis leur réélection au sénat en 1920. D'autres arrivent pour les remplacer, comme Bouloumie, maire et conseiller général de Vittel... ou réapparaissent comme Madelin, qui renoue avec la vie politique abandonnée depuis 14-18 *(105)*.

La droite bénéficie toujours du soutien du Télégramme de l'Est et du Foyer Vosgien. La Volonté nationale a, en revanche, disparue en 1920. La Plaine créée en 1922 couvre les arrondissements de Mirecourt et Neufchâteau.

Les républicains modérés disposent d'organes influents : L'Express de l'Est a été créé en 1921. Il succède à L'Union Républicaine "organe démocratique des Vosges" créé en 1908. Les notabilités qui inspirent, à l'origine, ce journal sont MM. Picard, Schmitt, Flément et Verlot. Sans oublier Lederlin qui en sera le propriétaire.

L'Avenir Républicain a également pour commanditaire, Lederlin. Ce vieil hebdomadaire radical de l'arrondissement de Mirecourt vient d'évoluer, avec son rédacteur en chef Carnet, vers une plus grande modération.

La Gazette Vosgienne, bihebdomadaire de l'arrondissement de Saint-Dié, de tradition modérée, dont l'inspirateur politique est Verlot, est rédigée et imprimée par Freisz.
La droite accuse ce dernier et son journal d'influencer... Verlot !

L'Industriel Vosgien, bihebdomadaire de Remiremont (centre droite), exprime encore plus, des opinions modérées que les journaux précédents qui reflètent davantage celles du centre gauche. Il se déclare en 1924, partisan d'une entente avec la droite. Camille Amet, avocat, neveu par alliance de Méline, conseiller municipal de Remiremont depuis 1900, conseiller général de la même ville depuis 1919 en est l'inspirateur politique en même temps qu'un des administrateurs. Son rédacteur Courtin-Schmidt est un vieux radical devenu très modéré, ce qui n'exclut pas de violentes attaques contre l'extrême gauche, et les radicaux-socialistes.

Les républicains de gauche et une partie des radicaux indépendants dont les chefs de file sont Verlot et Lederlin (respectivement député et sénateur sous l'étiquette radicale) se rapprochent de plus en plus de la droite.

Les républicains "avancés" (radicaux et radicaux-socialistes) ont pour responsables, Camille Picard, ancien député de Neufchâteau et conseiller général de Lamarche, Schmitt, ancien député de Saint-Dié revenu à des positions plus conformes à son étiquette (il avait voulu en 1919 se rapprocher de la droite) et Venard, président des radicaux-socialistes vosgiens et toujours pas désarmé par les différentes échecs politiques (cantonales de 1919 et 1922 de Thillot). Ils disposent d'une presse moins importante et moins influente : pas de quotidien, un seul hebdomadaire : La République des Vosges, financé par Divoux, conseiller général de Bruyère depuis 1919, mais surtout marchand de bois très

fortuné.

Cet hebdomadaire remplace Le Progrès des Vosges, dont l'existence a été éphémère (1922-1924) *(106)*. Habay, rédacteur au Progrès des Vosges, après des querelles avec Picard est renvoyé. Il fonde alors un journal rival, Le Progrès républicain qui attaque violemment l'ancien député *(107)*.

Enfin, depuis la disparition des Hautes Vosges en 1920, le seul journal d'arrondissement des républicains "avancés" reste L'Abeille des Vosges, hebdomadaire de l'arrondissement de Neufchâteau.

Le Parti communiste a été créé en 1921. Son secrétaire était Paul Simonin. Laissant Le Courrier des Vosges à une SFIO affaiblie par de nombreux départs, les communistes fondent en février 1921 un bi-mensuel, L'Etincelle. Il fusionnera avec son homologue de la Meurthe-et-Moselle le mois suivant et disparaîtra en février 1922.

Le Parti socialiste (SFIO), après le départ des communistes, est affecté par une nouvelle scission effectuée en 1922, officialisée en 1924 avec la création d'un Parti socialiste autonome dont le chef de file est Léon Renaux, secrétaire général de la section vosgienne SFIO jusqu'en août 1922. Il reproche à Piton, député, ses silences lors des grèves du Val d'Ajol, ses rapports "ambigüs" avec les radicaux et sa participation à des réunions bourgeoises *(108)*.

Après l'exclusion de Renaux, de la Fédération socialiste, les socialistes autonomes se font "unitaires et flirtent avec les communistes" *(109)*. Ils gardent en outre le contrôle du Courrier des Vosges. Après "avoir volé jusqu'aux portes de Moscou sans trop y entrer" *(110)*, ils font volte-face et se rapprochent des radicaux-socialistes et militent pour un Cartel des gauches élargi aux communistes.

Le Parti socialiste unifié, au contraire, rejette l'idée de s'allier avec les radicaux-socialistes. Après la perte du Courrier des Vosges et la disparition de L'Indépendant de l'Est, hebdomadaire de Neufchâteau, il n'a plus pour s'exprimer que Les Vosges socialistes remplacées en 1923 par L'Action socialiste.

Alors que dans presque toute la France s'effectuent des regroupements autour de deux blocs (National et Cartel), on assiste dans les Vosges à un éclatement des groupes et à la formation de nombreuses listes.

Au congrès du Parti radical et radical-socialiste des Vosges (10 février) dont la représentativité a été contestée dans la presse par Verlot, la rupture est officialisée. Verlot est exclu du Parti par son refus d'entente avec les socialistes, mais aussi pour son soutien à Poincaré et son refus de se séparer de Fonck. La droite aussitôt propose à Verlot et aux républicains modérés, une entente. Mais l'offre de Flayelle échoue. Une liste modérée est constituée, comprenant sept personnes dont Verlot, Fonck et Porterat, l'influent président du conseil général et maire de Mirecourt. La droite arrive toutefois à attirer deux républicains de gauche : Amet et Guillon.

La gauche, elle, se disperse en trois listes :

- une liste de Cartel des gauches restreinte, avec Picard, Schmitt, Divoux, Venard et Caniaux, auxquels s'ajoutent deux socialistes indépendants : Renaux et Lapicque.
- une liste qui prétend représenter la SFIO, avec Darmon et Seux. Elle rencontre de sérieuses difficultés. Le Courrier des Vosges annoncera qu'à Paris, la SFIO a interdit à Darmon de se prévaloir de cette étiquette, puis Le Populaire refuse son "investiture" à toute liste comprenant Darmon *(111)*.
-une liste communiste "bloc ouvrier-paysan" à la tête de laquelle se trouve le maire de Plainfaing, M. Léonard.

Une sixième liste Indépendante-Républicaine, vient encore compliquer le choix des électeurs. Conduite par le directeur de La Dépêche Vosgienne, Alexandre Delvaux, cette liste est dénoncée par La République des Vosges qui y voit la main de Lederlin. Celui-ci en suscitant les listes Darmon et Delvaux, provoque chez les radicaux-socialistes, la dissidence de Habay et du Progrès Républicain, et cherche à disperser les voix de la gauche *(112)*.

L'URN rafle 31,4% des voix des inscrits. Flayelle, Mathis, Amet, de Lesseux et Madelin sont élus. L'Union républicaine de Verlot (élu) 18% ; la liste Union des gauches de Picard-Lapicque 17% (le premier est élu), la liste dite SFIO 6,4%, les communistes 4,6% et les Indépendants 3,7%. Le succès de la droite est total, le modéré Verlot est isolé, les socialistes perdent le siège gagné en 1919. Les Républicains ont toujours deux députés mais de tendances rivales ; la gauche est représentée par le seul Picard.

Ce nouveau glissement vers la droite peut s'expliquer tant par sa modération et la division de la gauche, que par le mode de scrutin qui la favorise.

1928 voit l'arrivée de Marc Rucart sur la scène politique vosgienne. Ce journaliste, né en 1893 à Coulommiers, a fait ses débuts dès l'âge de 17 ans au Briard, organe radical-socialiste de Seine-et-Marne. Il deviendra ensuite rédacteur en chef du Progrès du Loiret à Orléans, avant d'entrer dans la presse parisienne (secrétaire de rédaction au Radical et rédacteur politique à La Lanterne). Sa carrière se poursuit en province (rédacteur en chef de L'Aisne, organe départemental du bloc des gauches). Puis il fonde et dirige La Tribune des Républicains, juste avant de s'installer dans les Vosges.

Appelé à diriger La République des Vosges, il vient se fixer à Epinal en octobre 1924 *(113)*. Sa longue carrière de journaliste politique l'avait préparé à la fonction de parlementaire. C'est ainsi qu'il succède à Louis Simonet comme député d'Epinal en 1928, et sera réélu en 1932, dès le premier tour.

1936 : *(114)* parmi les principaux candidats on trouve :

Le candidat unique de l'Entente républicaine et sociale est M. Rossilion *(115)*, directeur en 1920 de La Nation, et auteur en 1928 d'un ouvrage "La sauvegarde de l'Epargne", préfacé par Louis Marin, qui avait pris le journaliste sous sa protection, et en avait fait son chef-adjoint de cabinet lorsqu'il fut ministre du cabinet Laval. Le Messager Vosgien (le 14 mars), Le Télégramme de l'Est (18 mars), L'Echo de Gérardmer (le 21 mars) et Le Foyer Vosgien (le 29 mars), présentent le candidat à leurs lecteurs puis ouvrent leurs colonnes à d'abondants éditoriaux de celui-ci, consacrés aux problèmes économiques et extérieurs.

A gauche, les sortants appartiennent tout trois au Parti radical-socialiste, mais leurs positions différentes traduisent bien l'ambiguïté de la situation du Parti radical au sein du Front populaire.

Rucart, personnalité marquante de ce parti, y adhère cette année-là, et apparaît comme le leader incontesté du Front populaire vosgien. La SFIO le soutient.

Le Parti communiste et le Parti socialiste (SFIO), présentent un candidat dans chaque circonscription, candidat de pure forme chargé de recenser leur clientèle respective dans la région.

La fortune politique du candidat Camille Picard a été fonction des vicissitudes rencontrées par le Parti radical.

Maire de Lamarche depuis 1908, il entre à la Chambre des députés dès 1910. Réélu en 1914, il est battu en 1919. Son retour en 1924 coïncide avec le succès du Cartel des gauches. A nouveau écarté en 1928, il retrouve son poste en 1932. Ajoutons qu'il a été mêlé à un certain nombre de scandales qui ont éclaboussé le Parti radical depuis 1932, et qu'il est le héros malheureux de l'affaire Causeret.

Pour l'épauler, la Fédération des comités républicains de l'arrondissement de Neufchâteau a reconstitué son bureau à la fin de l'été 1935.

Paul Elbel *(116)*, ancien secrétaire général de la Direction des Programmes des Transports, au sous-secrétariat d'Etat à la Marine marchande et chef adjoint de 1919 à 1921 du cabinet de Louis Dubois, ministre du Commerce, comme Picard, appartient à l'aile droite du Parti radical. Il ne se rapproche du front populaire qu'en 1936.

Les deux derniers sièges de parlementaires vosgiens sont détenus par des modérés, Louis Gaillemin à Remiremont, député depuis 1934, conseiller général et maire de Cornimont et Louis Guillon à Mirecourt, député depuis 1932, maire de Thaon.

Les partis de droite disposent d'un quotidien Le Télégramme, vivement anti-communiste, défenseur de la politique de Pierre Laval, et admirateur de l'Italie fasciste. Il publie régulièrement en première page, des articles de Louis Marin et Joseph Denais, député de Paris et possède en page 5 une rubrique "Chez les Croix de feu". Son rédacteur en chef est Henri Maire.

Les droites possèdent, d'autre part, huit feuilles hebdomadaires ou bihebdomadaires : Le Foyer Vosgien, hebdomadaire catholique dirigé par l'abbé Litaize, qui est accompagné chaque premier dimanche du mois, du bulletin de la Fédération des catholiques vosgiens. L'Avenir des Vosges, bihebdomadaire paraît à Saint-Dié et défend la candidature de Pierre Rossilion, aidé en cela par Le Messager Vosgien (Raon l'Etape) et par L'Echo de Gérardmer. La Plaine des Vosge, organe hebdomadaire de l'Union républicaine et nationale des régions d'Epinal, de Mirecourt et de Neufchâteau soutiebn plus particulièrement Louis Guillon et Marcel Boucher. Ses articles sont reproduits par L'Indépendant des Vosges (Neufchâteau). Les deux journaux sont dirigés par le même rédacteur en chef, Pierre Gillet surnommé "le révérend père" par ses adversaires.

L'Industriel Vosgien de M. Courtin-Schmidt, apporte son soutien à Louis Gaillemin. La Légion Vosgienne, journal d'anciens combattants prend discrètement position pour les

adversaires du Front populaire.

Le Front populaire lui, peut faire connaître son programme grâce également à huit journaux dont cinq sont contrôlés par les radicaux : La République des Vosges, organe départemental de l'Union des hommes de gauche, dont Marc Rucart est le rédacteur en chef depuis 1924 (arrondissement d'Epinal), la vénérable Abeille des Vosges fondée en 1837 qui est depuis 25 ans fidèle à Camille Picard, L'Avenir républicain (Mirecourt) et Le Républicain de Neufchâteau publient les mêmes articles en l'honneur de Picard et surtout Jean Leroy (Front populaire-Mirecourt), La Gazette vosgienne, journal républicain bi-hebdomadaire de Saint-Dié défend Paul Elbel qui lui apporte sa collaboration.

Radicaux, socialistes et communistes dirigent en commun Le Réveil de la Montagne qui succède le 22 février 1936 au Journal de Gérardmer, foncièrement radical et d'audience plus limitée. Les socialistes font paraître Le Travailleur vosgien organe officiel, hebdomadaire et propriété de la Fédération socialiste (SFIO) des Vosges. Les communistes n'ont aucun journal local.

L'Express de l'Est et Les Annonces des Hautes Vosges s'efforcent de rester en dehors des luttes électorales.

A l'issue d'une campagne électorale très agitée, deux députés retrouvent leur siège dès le 1er tour : Marc Rucart (51,5% des suffrages exprimés contre 54,5% en 1932) et Gaillemin (64,5%).

Au 2ème tour, Paul Elbel passe à Saint-Dié avec 55%. La surprise émane de Mirecourt, où Jean Leroy réussit l'impossible et devance Louis Guillon de 67 voix ! A Neufchâteau, on savait la partie perdue par Camille Picard. Marcel Boucher met fin à la carrière politique de celui-ci.

Au sein des partis de gauche les radicaux se taillent la part du lion (26,6% et 29,7% si on associe les électeurs radicaux et ceux de la Jeune république). Communistes et socialistes se partagent 12,4% (8,06% et 4,4% respectivement, soit un renversement de tendance par rapport à 1932, les socialistes devançaient alors légèrement les communistes).

Les voix URD représentent le gros des suffrages de droite (29,2%). Trois des cinq candidats de droite sont apparentés URD.

Les Républicains de gauche et Radicaux-indépendants viennent assez loin derrière (8,2% et 4,1% des inscrits).

En conclusion, peu d'évolution par rapport aux années 1932 et 1928. Le corps électoral fait preuve d'une grande stabilité.

c) Dans la Meuse

Le souvenir des grandes batailles politiques de 1902 - 1906 - 1910, à peine estompé par la guerre, était encore trop vif dans l'esprit des Meusiens pour que l'on songeat en 1919, à établir une liste commune rassemblant Libéraux et Républicains de gauche.

La liste "Républicaine démocratique libérale" était conduite par Henry Ferrette.

La liste "Républicaine d'union sacrée" était constituée par Maginot.

Jean Emile Roussel, candidat isolé, maire et conseiller général de Montmédy, se présentait sous l'étiquette "Républicain démocratique" pour protester contre l'attitude de Maginot envers les cheminots de Montmédy.

Bref, l'appel lancé dans L'Est Républicain du 2 novembre 1919, "plus de luttes intestines","notre département ne saurait en être le théâtre après avoir servi de champ de bataille du Monde", n'a pas été entendu.

Dès l'avant-guerre, un certain nombre de candidats socialistes avaient sollicité, sans grand succès, les suffrages des électeurs meusiens. Depuis, l'âme du socialisme meusien Henri Frémont, ancien directeur du Républicain de la Meuse était devenu rédacteur en chef du Bulletin Meusien, un journal "bourgeois", créé pendant la guerre à l'intention des réfugiés. La liste en 1919 avait un caractère ouvrier nettement plus prononcé qu'en Meurthe-et-Moselle. Elle était menée par le secrétaire de l'Union départementale de la Meuse (CGT), Albert Ehlinger.
Seront élus, Maginot, Ferrette et Ehlinger. Mais aussi Renault et Lecourtier, qui se présentaient sur la liste d'Union sacrée *(117)*.

En 1924, l'élection de Lecourtier au Sénat, les échecs successifs de Revault aux cantonales et sénatoriales, imposent à Maginot le choix d'hommes nouveaux. Cette liste d'Union

républicaine et nationale comprenait Taton-Vassal (radical), Schleiter (modéré) et Didry (radical)... successivement maire et conseiller général de Saint-Mihiel, 2ème adjoint du maire de Verdun et conseiller général de Spincourt : "En panachant ainsi sa liste, M. Maginot a fait de la bonne concentration républicaine" peut-on lire le 3 mai 1924 dans Le Journal de Montmédy.

La liste Maginot, outre l'appui du président Poincaré et de la majorité des élus cantonaux, bénéficiait de la quasi totalité de la presse : Le Bulletin Meusien, L'Union Meusienne, Le Réveil de la Meuse, Le Républicain de l'Est, La Meuse, Le Petit meusien, Le Journal de Montmédy, Le Béquillard Meusien, L'Impartial de l'Est, Le Républicain Meusien (journal électoral de la liste) et dans une moindre mesure L'Eclair de l'Est, ce journal refusant à Didry et Taton-Vassal son patronage, les considérant trop à gauche de Maginot.

Même L'Echo de l'Est, soutien traditionnel de la droite libérale et de Ferrette, avouait qu'il était illusoire de vouloir s'opposer à Maginot : "la question Maginot n'est plus une question meusienne mais une question nationale, frapper Maginot en le diminuant, serait frapper Poincaré, toutes les forces malsaines, espoir de l'Allemagne, triompheraient de son échec" *(118)*.

Pour la même raison, Léon Florentin ancien radical, menait campagne dans les deux journaux qu'il dirigeait depuis 1922, Le Réveil de la Meuse et Le Républicain de l'Est pour la liste d'Union républicaine et nationale "(...) Il y a eu la guerre et aujourd'hui l'Allemagne n'a désarmé ni matériellement ni moralement" "nous n'abandonnerons aucun de nos principes, nous sommes séparés des radicaux intransigeants par toute l'étendue de la question des réparations et de la défense nationale" *(119)*.

Ferrette avait constamment soutenu Poincaré, tant à la Chambre que dans ses deux journaux. Il était en droit de penser que Maginot constituerait une liste d'Union, comme il en existait une en Meurthe-et-Moselle, où il l'inviterait à figurer : "la sagesse de l'actuel ministre à la Guerre, quant au respect des croyances et des opinions politiques de ses concitoyens lui commandent de réaliser dans son département cette Union sacrée qu'il n'a cessé de préconiser au cours de ces deux dernières années" écrit L'Impartial de l'Est. "En vous refusant à cette union, vous commettriez une faute peut-être irréparable" menace La Croix meusienne *(120)*. L'Echo de l'Est enchaîne : "Solidaires dans le sacrifice et dans le sang versé hier, Maginot et Ferrette doivent être solidaires demain dans le succès" *(121)*.

Mais les tractations entre les deux partis échouent.

Maginot qui n'aime par Ferrette, ne veut pas assurer l'élection de son ancien adversaire.

Ce dernier est donc obligé de constituer une liste "l'Union républicaine démocratique et libérale" portant trois noms peu connus. L'Eclair de l'Est et La Croix Meusienne publient des biographies où sont relatés en détail les "glorieux" faits d'armes de Ferrette et Didolot (candidat sur cette liste), vice-président des Anciens Combattants de la Source de l'Aire.

On trouve enfin, une liste du Bloc Ouvrier et Paysan (communiste) menée par Maurice Jean, jeune cheminot de 26 ans, et une liste d'Union des gauches comprenant trois radicaux-socialistes et un républicain-socialiste et soutenue par les deux "Avenir" (Verdun et Montmédy) et Le Progrès lorrain *(122)*.

Maginot, Taton-Vassal et Schleiter seront élus. Le grand perdant sera Ferrette.

Maginot améliore son score personnel de plus de 10.000 voix par rapport à 1919. Il a mordu sur l'électorat modéré, dont une partie, encouragée en cela par les campagnes de L'Echo de l'Est et de L'Eclair de l'Est, estime que le ministre donne désormais suffisamment de garantie à la droite qui s'est désintéressée du sort du leader libéral.

1928 voit une campagne très calme. Aucune candidature "sérieuse" n'a été posée contre les députés sortants : "les 9/10ème des électeurs paraissent à l'avance, embrigadés sous la même bannière : celle de l'Union nationale" note Le Petit Parisien cité dans Le Réveil de la Meuse du 8 avril 1928.

En l'absence de candidature de taille, la presse peut combattre à outrance les socialistes et les communistes, seuls à s'opposer "au tambour-major Maginot, à l'embusqué patriotard Schleiter, au comique Taton-Vassal et à Didry, commissionnaire de ses électeurs". Ceux-ci constituent selon La Lorraine Ouvrière et Paysanne "la catégorie meusienne des poincariausores, bêtes d'un autre âge" *(123)*.

La mort accidentelle (typhoïde) de Maginot, au début de l'année 1932, plonge le département dans la stupéfaction et provoque une profonde perturbation dans le monde politique départemental. La presse évoquera très longuement la vie de Maginot, successivement sous-secrétaire d'Etat à la Guerre, ministre des Colonies, puis des Pensions, des Primes et des

Allocations de guerre ; de la Guerre et des Pensions et enfin ministre de la Guerre... et de nombreux articles, dans l'optique des élections, tentent de faire mesurer la perte qu'éprouve le département.

A Bar-le-Duc, on peut classer les candidats en plusieurs catégories :

Les candidats parisiens :

- M. Hilaire "candidat parisien qui veut par ses titres en imposer aux provinciaux" *(124)* et "qui ne connaît pas le pays et ne se rend pas compte de nos préoccupations" *(125))*, est soutenu par Le Bulletin Meusien et Le Réveil de la Meuse. C'est, assure ce dernier journal, politiquement le candidat le plus proche de Maginot. En 1913, il s'était déjà présenté à Commercy (élections partielles) et avait fait "un score honorable".
- François Ditte, avocat, frère de Jacques rédacteur en chef de L'Ami du Peuple, est le candidat "républicain de concentration nationale et sociale, d'union contre la liste des classes". Un journal le soutient : La Voix de la Meuse.

Les candidats de gauche : parmi eux on trouve :

- Le docteur Wagner (socialiste) qui se présente à Bar-le-Duc.
- Charles Chappat (communiste) cheminot et secrétaire de la cellule de Revigny et du Syndicat Unitaire des Travailleurs du chemin de fer de Revigny.
- Raymond Frise, administrateur des Forces motrices de la Meuse. Il fait paraître pendant la campagne un journal "Le Nouveau Barrois".
- "Avocat de réél talent, au verbe ardent et plein de couleur" selon La Dépêche Meusienne du 25 juillet 1933, Ferrette dont le "nom était chez nous un nom de légende" *(126)*, "une espèce de mousquetaire lâché parmi les escouades de politiciens, sabreur et bretteur" dont le passé "de guerre est sacré, il a fait plus que son devoir, tandis que les autres candidats n'ont fait que leur devoir" *(127)*, se représente avec l'appui de L'Echo de la Meuse... et sera élu avec 41,4% des inscrits, devançant Frise (23,5%) et le docteur Wagner (18,2%).

A **Commercy**, Taton-Vassal qui siègeait aux Républicains de gauche est soutenu par La Meuse, Le Républicain de l'Est et L'Est Républicain.

Jacquinot, proche collaborateur de Maginot tant à la Ligue républicaine nationale dont il fut un instant président, qu'au ministère de la Guerre, où il était chef-adjoint du cabinet civil, est appuyé par L'Echo de l'Est et La Croix Meusienne.

Hohmann est le candidat SFIO, Malnory celui des communistes. "On savait M. Taton-Vassal menacé sérieusement mais on était à cent lieues de se douter que pareil effondrement allait se produire" écrit Le Réveil de la Meuse le 8 mai. Tandis que L'Avenir se lamente : "le président au soir de sa pensée, méritait mieux que ça. Commercy redevenu réactionnaire, après avoir été arraché plus de 40 ans aux curés politicailleurs par le jeune Raymond Poincaré, quelle douleur".

L'ampleur de la victoire de Jacquinot *(128)* surprend tout le monde : il obtient 8.266 voix sur 15.556 inscrits, contre 4.678 voix à Taton-Vassal.

A **Montmédy**, Monsieur Didry, après avoir hésité -il a 70 ans- sollicite un nouveau mandat. Le Réveil de la Meuse, La Croix Meusienne, L'Echo de l'Est, la Meuse, L'Eclair de l'Est, Le Journal de Montmédy et Le Bulletin meusien se mettent en campagne. On laisse entendre que de même qu'en 1928, Poincaré lui était favorable, et on rappelle que 15 jours avant sa mort Maginot avait demandé aux directeurs du Journal de Montmédy et du Bulletin Meusien de "soutenir à fond le père Didry".

Pourtant ce sera Beauguitte qui sera élu. Ce proche de Aristide Briand (il en a été le secrétaire particulier) a occupé de nombreux postes politiques (par exemple chef de cabinet aux ministère de l'Agriculture et de l'Intérieur), et bénéficiait du soutien de La Dépêche Meusienne, journal fondé par son père, ancien préfet.

Roussel (proche des socialistes) et Ballard (communiste) sont loin derrière.

A **Verdun**, Victor Schleiter maire, fut réélu contre Gaston Thiébaut, soutenu par le Comité radical-socialiste et L'Avenir de la Meuse. Victor Schleiter s'était peu à peu détaché de l'URD et s'était rallié au Centre républicain d'André Tardieu.

En 1932, si la droite consolide ses positions législatives, cela n'empêche pas une progression sensible de la gauche lors des élections municipales et cantonnales (élections municipales de 1935 à Bar : la gauche conquiert 11 des 28 sièges de conseillers, proportion jamais atteinte jusqu'alors).

Après 1936, la progression de la gauche se traduit surtout par la victoire de Louis Hohmann aux élections cantonales d'octobre 1937. Le candidat de la SFIO réussit à battre le conseiller général sortant, le député Polimann. La crise économique n'est certainement pas étrangère à cette évolution. La seule usine de Bar (tissage) a fermé en 1931. Pourtant on réduit les effectifs. La combativité syndicale a grandi. Une union locale de la CGT s'est reconstituée en juin 1936.

Ce renforcement parallèle de la droite et de la gauche s'accompagne dans les années qui précèdent la guerre d'un durcissement de la vie politique. Les nombreux journaux d'opinion, reflètent bien ces divisions : La Croix Meusienne notamment, dirigée par le cheminot Polimann, s'oppose avec virulence au journal socialiste L'Eveil de la Meuse.

* * *

- Notes -

(1) Avis paru le 18/11/1918 dans le n°1 de l'édition colmectove (deux sous et demi).
(2) Le 18 novembre 1918.
(3) Le Lorrain, n° 109, 11/05/1919.
(4) " " du 05/05/1919.
(5) " " du 13/01/1919 : "Le danger bolchevick".
(6) Le Thionvillois du 31/10 et 04/11/1919.
(7) Le Lorrain du 06/11/1919. Lire aussi Le Messin du même jour.
(8) La France de l'Est du 03/11/1919.
(9) On peut trouver une analyse de cette élection dans le mémoire de René Kieffer : "Les élections législatives de 1919 et 1924 en Moselle - Nancy, 1967, 121 p. Et les résultats détaillés dans l'ouvrage collectif sous la direction de Guy Cabourdin, "Les élections dans le département de la Moselle" (fascicule IV) 1919-1939 - Faculté des Lettres et Sciences humaines de Strasbourg - Collège littéraire universitaire de Metz.
(10) Lettre de Hackspill adressée à la Lothringer-Volkszeitung, publiée dans la Revue d'Alsace-Lorraine d'octobre 1923.
(11) Le Lorrain du 15/04/1924.
(12) En 1919, Le Metzer Freies Journal et Victor Demange avaient soutenu la liste socialiste.
(13) L'Est Républicain du 27/03/1924.
(14) Ce journal succède à la Lothringer Volksstimme, née en 1902. Sans adopter ouvertement et explicitement les thèses autonomistes, il se place sur une ligne autonomisante qui, à bien des égards, peut être mise en parallèle avec celles des journaux alsaciens inspirées par l'abbé Xavier Haegy.
La Lothringer Volksstimme est constituée, sous la forme d'une coopérative à responsabilité limitée, par un comité provisoire comprenant exclusivement des catholiques favorables à l'entrée dans le centre allemand et les organisations catholiques allemandes (8 prêtres sur 13 membres - lire Le Lorrain du 14/12/1901). A sa tête le curé de Notre-Dame, le Chanoine Ismert. Cet homme discret né à Laudrefang en 1852, mort en 1926, a fait ses études à Metz et à Würtzbourg. Après avoir enseigné pendant une quinzaine d'années dans les séminaires paroissiens, il est chargé de diverses paroisses. Il revient à Metz en 1897. Ce prêtre pieux, zélé, autoritaire est un financier habile qui sait aussi s'entourer. Il n'a jamais cherché un mandat électif, ni signé un article sous son nom. Le journal "catholique", lorrain, indépendant" est la propriété du clergé qui a répondu avec empressement aux propositions de souscription

(une centaine de prêtres apporte les fonds nécessaires au rachat du titre et de l'imprimerie de la Metzer Presse). Une société éditrice est fondée : La Lothringer Verlag und Hilfsverein G.M.B.H. -Coopérative Lorraine d'Impression et d'Edition- (On se reportera au livre de M. Roth "Le Temps des Journaux" p. 152, en ce qui concerne la formule juridique retenue).
La rédaction est assurée par des prêtres, responsables devant l'Evêque Mgr Benzler (nommé en juin 1901, qui avait permis l'accélération du projet de création de ce journal). En 1905, la Volksstimme rachètera au Lorrain, l'hebdomadaire de langue allemande le Metzer Katholisches Volksblatt ; Et créera successivement, avec l'archiprêtre de Thionville, Wagner (majoritaire) la Diedenhofener Zeitung, (1907) quotidien qui rayonne sur les cercles de Thionville et Boulay, la Saargemünder Bügerzeitung (Sarreguemines), L'Avenir Lorrain (01/01/1908-07/1914). Pendant la guerre, sans épouser les thèses du pangermanisme militant, le journal catholique se place franchement du côté allemand. A partir d'octobre 1918, il évolue avec ceux qui souhaitent une Alsace-Lorraine autonome associée à l'Allemagne. L'effondrement de l'Empire Allemand rend cette hypothèse caduque. Précipitamment le journal change de rédacteur en chef et le titre du journal : Lothringer Volkszeitung, La Libre Lorraine.
(15) Il avait pris ses fonctions en novembre 1918. Député au Landstag d'Alsace-Lorraine (1912-1918), député de la Moselle (1919-1924). Expulsé en 1940. Il sera toléré comme un mal nécessaire pour sauver le journal, mais sera obligé de démissionner suite à l'affaire Oliger ("Le Temps des Journaux" P. 167).
(16) Xavier Haegy : ce prêtre directeur de l'Elsässer Kurier (1900-1918), député de Sélestat au Reichstag (1912 et 1918), fondateur des éditions Alsatia.
(17) Sous-titre en français et allemand : "hebdomadaire indépendant pour la défense des droits du pays et du peuple alsacien-lorrain". Le titre Die Zukunft est emprunté à la feuille berlinoise, de Maximilien Harden, alors très lue.
(18) Louis Pinck a été rédacteur de la Volksstimme de 1903 à 1908, puis membre du conseil de surveillance et actionnaire de la Lothringer Volkszeitung. Il est le correspondant local de la Zukunft. Pendant la seconde guerre mondiale, il collaborera avec les occupants. Il sera jugé et condamné en juin 1947 à 8 ans de réclusion. Il est libéré en 1952.
(19) Né (en 1882) et mort (1966) à Fénétrange. Après avoir été exclu de l'URL il fondera et deviendra président du Parti populaire chrétien-social. Conseiller général de Phalsbourg (1928-1940), directeur du Lothringer Journal puis du Jung Lothringer, il sera arrêté en 1939 et interné à Nancy. Il est

l'un des signataires du manifeste des Trois Epis. Collabore avec l'occupant, ; Jugé et condamné à Nancy en juin 1947 à 8 ans de réclusion. Libéré en 1952. Lire Le Lorrain des 23 et 28/06/1947, procès Antoni.
(20) Lire par exemple le compte-rendu de l'expédition du 24/12/1927 : "Une veillée de Noël édifiante pour les provinces réclamées".
(21) Quelques titres d'articles concernant Poincaré accusé d'opportunisme : "les bolchévismes de M. Poincaré" "la faillite du Poincarisme" "le dégonflement de Poincaré l'ex-prince lorrain". On ira jusqu'à le comparer à Mussolini "qui fait figure d'homme d'Etat" alors que lui est un simple "partisan" (02/03 1929).
(22) L'argent des autonomistes alsaciens provient d'Allemagne : des preuves ont été apportées mais les cheminements restent complexes.
(23) Il reçoit bel et bien de l'argent allemand par l'intermédiaire, entre autres, de l'abbé Pinck . Cet argent provient des Affaires Etrangères, d'industriels ou d'associations.
(24) Lothringer Journal du 15/12/1928.
(25) Le Messin du 25/05/1920 : "L'Alsace-Lorraine et la France".
(26) Le Messin du 02/06/1925.
(27) " " du 06/03/1919.
(28) " " des 20 et 27/03/1926. La Zukunft est condamnée à 50 000 F de dommages et intérêts. Ferrette, rédacteur en chef du Messin avait intenté ce procès pour injures et diffamation.
(29) Le Messin du 13/11/1927 : "Deux poids, deux mesures".
(30) Lire aussi "Le désarroi dans les troupes autonomistes" le 21 janvier 1930... article paru après les élections.
(31) Le Journal Alsacien reviendra sur ses déclarations. Lire Le Messin du 18/06/1935.
(32) Le Lorrain du 13/09/1919.
(33) L'Eclair de l'Est du 08/12/1927.
(34) " " " du 26/12/1925.
(35) L'Est Républicain du 29/03/1928.
(36) " " " du 06/05/1928 : "Le germe terrible".
(37) " " " du 23/11/1927 : "Au chien fou".
(38) " " " du 01/07/1928 : "L'Alsace, la Lorraine et la paix".
(39) L'Est Républicain du 03/02/1929 : "Avec les bons Français".
(40) L'Est Républicain du 27/01/1929 :"Des points de clarté".
(41) Doeble et Beron seront élus en tant que "indépendants de gauche". En 1936, Beron retrouve son siège mais non Doeble, battu.

(42) Moncelle, Serot, Schuman sont élus en 1928, 1932 et 1936, Wolff et Nomine en 1928 et 1932, Harter, Beaudoin (URD), Peter (URD) en 1936.
(43) On parle des "3 Mousquetaires" quand on leur associe François de Wendel, élu du Pays-Haut et personnalité considérable, qui coopère étroitement avec Louis Marin.
(44) Le sénateur Louis Michel, longtemps président du conseil d'administration de L'Est Républicain est un des leurs, et veille à la "bonne orientation" du quotidien.
(45) "La vie politique en Lorraine au XXème siècle" François Roth, éditions Serpenoise, PUN 1985, 170 p.
(46) L'Impartial de l'Est du 27/10/1919.
(47) Le comité républicain de l'arrondissement avait d'abord choisi son président Ribaud, mais celui-ci refuse d'être candidat. Lire L'Indépendant de Lunéville du 21/11/1919.
(48) L'Avenir Toulois du 09/11/1919.
(49) L'Echo Toulois du 09/11/1919.
(50) L'Avenir Toulois du 09/11/1919.
(51) L'Est Républicain et l'Eclair de l'Est du 01/11/1919.
(52) L'Etoile de l'Est du 26/10/1919 et des 2 et 16/11/1919.
(53) " " " du 12/11/1919.
(54) Impartial de l'Est des 8 et 12/11/1919.
(55) L'Eclair de l'Est du 14/11/1919.
(56) L'Impartial de l'Est du 15/11/1919.
(57 L'Est Républicain du 30/11/1919.
(58) " " " du 09/11/1919.
(59) " " " du 16/11/1919. Lire aussi l'édition du 7 novembre.
(60) La Croix de l'Est du 09/11/1919.
(61) L'Eclair de l'Est du 17/11/1919.
(62) " " " du 18/11/1919.
(63) L'Est Républicain du 19/11/1919.
(64) L'Etoile de l'Est du 23/11/1919.
(65) La Croix de l'Est du 13/04/1924.
(66) La Tribune de Lorraine du 25/04/1924.
(67) Les éditions du 09/04/1924.
(68) Lire La Croix de l'Est du 20/04 et du 05/051924.
(69) L'Eclair de l'Est du 05/05/1924.
(70) L'Eclair de l'Est du 28/04/1924.
(71) L'Impartial de l'Est du 01/051924.
(72) La Tribune de l'Est du 09/05/1924.
(73) Le bloc reprochait la reprise des relations avec le Vatican et le retour des congrégations, et en général, d'avoir saboté les lois sociales.
(74) L'Eclair de l'Est du 27/04/1924.
(75) L'Impartial de l'Est du 23/04/1928.
(76) L'Est Républicain du 25/03/1928.
(77) L'Impartial de l'Est du 24/03/1928.

(78) Journal de Lunéville du 22/04/1928.
(79) Lire le Démocrate de l'Est du 15/04/1928.
(80) Démocrates populaires, républicains de gauche et candidats de la Jeune république.
(81) L'Est Républicain du 11/03/1932.
(82) Il avait donné sa démission de l'URD en 1929, après les élections municipales. Il faisait partie du groupe Tardieu et était ministre de la Santé publique.
(83) Mais La Croix de l'Est observa une stricte neutralité entre M. Fisson (PDP) et M. de Warren (URD). Elle les recommandait tous les deux aux suffrages de ses lecteurs.
(84)L'Eclair de Nancy du 24/04/1932, Le Courrier de la Lorraine du 05/061932.
(85) Le Courrier de Lorraine du 08/05/1932
(86) L'Indépendant de Lunéville du 01/05/1936.
(87) L'Eclair de l'Est du 20/04/1936 et le Journal de Lunéville du 03/05/1936.
(88) L'Est Républicain du 21/04/1936.
(89) M. Serre (Jeune république) réélu, était député depuis 1933 date d'une élection complémentaire.
(90) Dany Bass "La droite dans les Vosges et les élections législatives de 1914 à 1924" mémoire de 209 p.- Nancy 1975.
(91) Le Courrier des Vosges du 21/09/1919.
(92) Le Télégramme de l'Est du 25/10/1919.
(93) D'abord bi-mensuel (il changera sa périodicité en janvier 1919) Le Foyer Vosgien dont le tirage oscillait entre 17 et 21.000 exemplaires, était le reflet des idées de la droite nationaliste et cléricale.
(94) Le Foyer Vosgien du 26/10/1919. Flayelle, docteur en droit est député de Remiremont, conseiller général de Plombières. Issu d'une riche famille du département, il est "un de ces hommes d'affaires ayant su présenter le grand essor du thermalisme" (Jolly - Dictionnaire des parlementaires - Paris PUF 7 volumes parus de 1960 à 1972) et l'un des principaux actionnaires des mines de Bruay et de la Compagnie des chemins de fer de l'Est.
(95) ADV 8 M 92, rapport du commissaire de sûreté générale du 9 septembre 1918 - Flayelle possède 2 actions "symboliques" (sur 200) du journal.
(96) Le Télégramme de l'Est du 27/10/1919.
(97) Le Foyer Vosgien du 02/11/1919.
(98) Le Télégramme de l'Est du 06/11/1919.
(99) Le Télégramme de l'Est du 04/11/1919.
(100) Le Télégramme de l'Est des 4-5/11/1919.
(101) Seul quotidien de la droite. A l'origine il était l'organe des républicains.
(102) AdV 8 M 92, rapport du commissaire de sûreté générale du 9 septembre 1918.

(103) Notice sur les candidats -1914 AdV 13 M 68.
(104) AdV 13 M 68, rapport du commissaire de police de Neufchâteau 1919.
(105) Historien - il a été le plus jeune agrégé de France - journaliste à La Petite République, est originaire de Neufchâteau.
(106) Ce journal était déjà patronné par Divoux.
(107) La parution de ce journal s'arrêta après les élections.
(108) Le Foyer Vosgien du 09/03/1924.
(109) L'Industriel Vosgien du 05/01/1924.
(110) Le Foyer Vosgien du 09/03/1924.
(111) Le Courrier des Vosges du 19/04 et du 03/05/1924.
(112) La République des Vosges du 12/04/1924.
(113) " " " " du 19/10/1924.
(114) Roger Martin "Les élections législatives de 1936 dans le département des Vosges" - Mémoire du diplôme d'études supérieures d'Histoire - Nancy - 1967 - 138 p.
(115) Né à Tours en 1902 d'un père Capitaine d'infanterie. Etudes de Droit et de Lettres.
(116) Né à Isches le 6 mars 1875 ; Issu d'une famille alsacienne qui avait opté pour la France. Agrégé en 1897, professeur de Lettres. Député des Vosges de 1930 à 1940. Président du Parti radical-socialiste. Ministre de la Marine marchande (1938). Mort en avril 1940.
(117) Lire le Mémoire de maîtrise de Michel Maigret "La Meuse et ses notables -vie politique d'un département rural entre deux guerres (1919-1932)" - Nancy, 1973 - 164 p.
(118) L'Echo de l'Est du 04/05/1924.
(119) Le Réveil de la Meuse des 27/01 et 13/03/1924.
(120) La Croix du 22/03/1914.
(121) L'Echo de l'Est du 23/03/1924.
(122) 1923 avait vu naître la Fédération meusienne des gauches, dont le président-fondateur est J-E Roussel, conseiller général et maire de Montmédy.
(123) La Lorraine Ouvrière et Paysanne du 28/07/1928.
(124) La Croix Meusienne du 09/04/1932.
(125) L'Eclair de l'Est du 14/04/1932.
(126) L'Echo de l'Est du 25/06/1933.
(127) L'Eclair de l'Est du 30/04/1932. Lire aussi L'Est Républicain du 28 avril.
(128) Son journal électoral était La Meuse Républicaine.

G - LA SECONDE GUERRE MONDIALE

1 - Le début de la guerre

Le Front populaire comporte une dimension sociale et syndicale qu'il ne faut pas oublier. Si les grèves n'ont eu, en Lorraine ni la durée ni l'ampleur observée dans de nombreuses autres régions de France, elles éveillent toutefois un profond écho. ELles marquent le véritable point de départ de la syndicalisation de masse dans le bassin de Longwy et donnent à la CGT, dans la sidérurgie de la Moselle, une audience jamais atteinte jusque-là. Et, alors que le Front populaire fléchit et qu'au niveau gouvernemental la coalition survit, il gagnera du terrain en Lorraine : les élections cantonales de 1937 sont un succès pour la gauche. Un succès plus que symbolique : François de Wendel est battu à Briey par Philippe Serre, ainsi que Guy de Wendel, battu à Hayange par Emile Béron.

Après la dissociation de l'alliance gouvernementale, le reflux est rapide. Les partis et les syndicats perdent du terrain, l'attention se porte sur les questions extérieures. Les journaux et les élus lorrains soutiennent le gouvernement Daladier, avec des nuances, parfois même avec des réserves et des réticences. Même L'Est Républicain, d'habitude beaucoup plus réservé, loue chez Daladier "beaucoup plus d'intelligence pratique que de science théorique. Cela plaît assez en des périodes où chacun porte en soi et répand au hasard une douzaine au moins de systèmes simplistes... C'est au surplus un républicain fervent, un démocrate incontesté".

A Metz, Le Messin écrit que "Monsieur Daladier a rendu aux Français cette notion de l'Empire qu'ils avaient perdue après deux longues années de Front populaire".

Cette dérive très accentuée vers la droite inquiète de nombreux lecteurs des milieux ouvriers. Victor Demange saisit intuitivement ce malaise et Le Républicain Lorrain, nouveau venu, devient en quelques semaines un concurrent redoutable. Le tirage du Messin, qui était, vers 1930, le plus élevé des journaux de langue française en Moselle, (plus de 25.000 exemplaires), fléchit dangereusement et, à la veille de la guerre, il a perdu plus de 40% de ses lecteurs en moins de

trois ans.

Le 1er septembre 1939 les nazis envahissent la Pologne. En France la mobilisation générale est proclamée. Parallèlement paraissait l'ordre d'évacuation des régions de l'Est. Deux jours plus tard la France entre en guerre.

Au contraire de certains journaux alsaciens, les quotidiens lorrains continuent de paraître sur place *(1)*.

La "drôle de guerre" s'installe, mais en Finlande puis en Norvège la bataille fait rage. Les journaux sont optimistes ou tout au moins veulent garder espoir et ne pas paniquer leurs lecteurs. En outre la déclaration de guerre avait été précédée par une série de mesures préventives, édictées par décrets-loi, puis le 26 août, par l'interdiction de la presse communiste et le 28, par l'instauration de la censure. Meyer dans L'Eclair de l'Est écrit le 31 mars 1940 "La Norvège a refusé de se plier devant la force brutale (...) la France et l'Angleterre vont être tout de suite à ses côtés et l'on peut attendre avec confiance l'issue des opérations qui vont s'engager là-bas. En s'attaquant à ce pays, l'Allemagne "hâte l'heure du châtiment" et "aggrave les comptes qu'elle n'a pas rendu à la conscience universelle" *(2)*. La France ne risque rien car si les allemands engagent la grande bataille ils l'a perdront" car "nous sommes en état de durer beaucoup plus longtemps qu'eux (...) quoiqu'il arrive, suivant l'expression célèbre du Maréchal Pétain : "nous les aurons" *(3)*. Même optimisme à L'Est Républicain. Après la "résistance magnifique" *(4)* de la Finlande, "nation petite par le nombre de ses concitoyens, grande par sa valeur civique... héroïque par son esprit de sacrifice" *(5)* qui avait fini par succomber face à la Russie "nation immense par son territoire et par ses millions d'habitants", le quotidien s'était interrogé : "à qui le tour ?". Mais les évènements norvégiens le rassurent "la progression allemande (est) désormais arrêtée" *(6)*.

La bataille de Narvick fait la Une de tous les quotidiens, elle arrive à point pour réconforter le moral. C'est "une brillante victoire" des Alliés pour Le Lorrain *(7)*, "une grande victoire de la marine britannique" pour M. Godmard du Messin *(8)* "même en s'attaquant qu'aux faibles l'armée allemande subit des revers. Il est facile de supputer ce qu'il adviendra quand elle aura à se mesurer avec des adversaires solidement armés et disposant de ressources infiniment supérieures à celles du Reich" *(9)*.

L'invasion de la Norvège était selon Le Messin "une entreprise (...) singulièrement téméraire" qui marquerait le début du châtiment pour le Reich. Car les forces allemandes

étaient à portée de main des Alliés et le champ de bataille trop éloigné de leur patrie.

L'Eclair de l'Est salue cette "page de gloire de la marine britannique", "les conquérants sont devenus des assiégés" *(10)*. L'Express est beaucoup moins triomphaliste. Les titres restent informatifs. Les commentaires sont rares. Si, le 15 avril il annonce "la victoire navale des forces anglaises à Narvick", il s'interrogera quelques jours plus tard sur cette première phase de la guerre de Norvège, qui finalement s'achèvera sur un revers : "peut-être conviendrait-il de ne pas propager des illusions excessives comme on l'a fait jusqu'à ce jour (...)". L'opinion est entretenue, selon lui, depuis 20 jours dans une euphorie excessive: "la leçon de cette campagne est que la guerre doit être conduite avec moins d'emphase et plus de méthode". Le Républicain Lorrain pressent que les ambitions d'Hitler ne s'arrêteront pas là, ni même à notre "petit continent" : "Hitler désire un grand empire en Afrique, il veut les Indes néerlandaises, il est prêt à donner l'Inde en pâture à la Russie afin d'être tranquille de ce côté-là. Et lorsqu'il fait tourner le grand globe terrestre qui se trouve dans le hall du Berghof, ses mains caressent aussi le Brésil..." *(11)*.

Le 10 mai 1940, la Wehrmacht déclenche l'offensive à l'ouest en envahissant la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg. Le Lorrain titre le lendemain "la barbarie allemande en marche". Selon Hennequin, Hitler jouerait ses dernières cartes : "il est pressé d'en finir avec une guerre dont il ne soutiendrait pas longtemps le prodigieux effort". En outre "le bloc des Alliés s'enrichit de deux unités de choc (...), la Belgique (qui) a fièrement relevé le gant (...), la Hollande, sa bravoure, sa valeur guerrière, elle en a témoigné maintes et maintes fois au cours de son histoire".

"Enfin le fauve a quitté sa tanière" écrit Le Messin le 12 mai. "La bête traquée se décide à sortir des fourrés d'où elle ne s'échappait jusqu'alors que pour bondir furieusement sur la proie facile et à sa portée". Mais maintenant Hitler va "trouver une force qui l'écrasera" *(12)*.

L'Eclair de l'Est résolument optimiste déclare *(13)* que "la grande bataille (qui s'engage)" est celle "qui verra la fin du germanisme destructeur (...) la victoire est certaine. Nous avons pour nous le droit et la justice ; nous défendons la civilisation chrétienne contre un nouvel assaut des hordes barbares comme il s'en est tant produit au cours des siècles. Fidèle à sa tradition, au rôle qu'elle joue dans le monde, la

France fut toujours au premier rang des Croisades". Le quotidien nancéien se félicite de l'entrée de Louis Marin dans le Comité de guerre;"(voilà) la certitude que rien ne sera négligé pour assurer la victoire totale et pour préparer les lendemains de cette victoire" *(14)*.

Le Républicain Lorrain, sous la plume de Henry Béziès rappelle l'enjeu de ces heures dramatiques : "Tous les Français, sans distinction d'origine, de classe ou d'opinion, sont persuadés que nous sommes maintenant engagés dans une lutte à mort... Dans cette lutte à mort, tous les hommes dont l'hitlérisme a crucifié la patrie, sont au premier rang, comme les Britanniques et les français, qui savent bien que s'ils étaient vaincus, c'en serait fini pour eux, comme pour l'Europe de ces libertés humaines hors desquelles la vie ne vaudrait pas d'être vécue..." *(15)*.

Au fur et à mesure des opérations les journaux soulignent les pertes allemandes "énormes", "la trahison en plein combat, du roi Léopold" "ce souverain félon qui abandonne son peuple et son pays la Belgique".

Le 24 mai 1940 sont instituées l'autorisation préalable et une réglementation des conditions matérielles de la publication. Les rapports de la presse en général avec la censure furent beaucoup moins difficiles qu'en 1914. Même si certains quotidiens lorrains se plaignent qu'elle est beaucoup plus sévère dans l'Est que partout ailleurs en France *(16)*. L'Express de l'Est est censuré parfois, L'Est Républicain le 14 mai laisse apparaître en première page un grand rectangle de 13 cm sur 6 colonnes: il s'agissait de vues censurées de ruines causées en France par l'aviation allemande. Le quotidien explique la raison de leur publication : "les photos visées par la censure, reproduites avec l'autorisation de la censure par plusieurs confrères, nous avions estimé que L'Est Républicain pouvait les publier sans hésitation".

2 - Sabordage des Journaux

La fin est proche. Les journalistes le savent, ils n'ont pas le droit de le dire, ou ne veulent pas le dire. L'Est républicain s'il affirme que "nos troupes de Dunkerque résistent avec une admirable vigueur aux attaques de l'ennemi", n'avoue pas moins "que l'évacuation se poursuit.

Le Lorrain révèle le 9 juin : "eh oui nous sommes pour l'instant matériellement les plus faibles". Le Messin parle "de ruée allemande" le 22 mai, mais il garde espoir. D'abord parce que "les nouveaux appareils fournis par l'Amérique font merveille et ils nous réservent dans l'avenir de magnifiques surprises". Ensuite parce que les Allemands ont "dans leur désir d'un succès foudroyant fait des pertes considérables qui dépassent de beaucoup les notres" *(17)*. Il s'indignera à propos des ouvriers condamnés à mort pour actes de sabotage dans les usines de guerre : "ces abominables gredins ont expié devant le peloton d'exécution leur crime infame" et accuse les éléments communistes de traîtres "qui cherchent à poignarder dans le dos ceux qui combattent" *(18)*. Enfin L'Eclair de l'Est s'il avoue que les évènements sont graves "ils n'ont atteint en rien les forces de résistances matérielles et morales du pays" *(19)* et si les armées hitlériennes ont submergé des territoires "elles n'ont pas remporté la décision" *(20)*.

La déclaration de guerre à la France de l'Italie est ressentie comme une trahison, une lâcheté *(21)*. "Le fascisme qui a eu des mérites sur le plan intérieur a finalement glissé dans la boue pour se revéler aussi ignoble que le communisme" *(22)*. Lorsque les troupes allemandes entrent à Metz le 14 juin 1940, les journaux se sabordent.

Le 16 juin, Alfred Krackenberger *(23)*, rédacteur sportif du Républicain lorrain fait reparaître le journal sous son titre et avec la mention du nom de son directeur. L'éditorial du 17 juin donne le ton : "Des centaines de milliers d'Alsaciens et de Lorrains de la vieille génération ont vécu avant 1918 sous la domination allemande, d'autres aussi nombreux ont servi dans les rangs allemands : ceux-là savent et ils doivent, en cette heure le dire à tous, que l'armée allemande n'est pas une horde d'incendiaires et d'assassins... La France a déclaré la guerre à l'Allemagne. Elle l'a perdue ; il faut en supporter les conséquences". Ce journal, avec lequel Victor Demange n'a rien à voir ne plaira pas pour autant aux Allemands. Ceux-ci s'installent dans les locaux de la rue Serpenoise et y feront paraître un quotidien le "Metzer Zeitung". On y retrouve Alfred Erpelding ancien collaborateur du Metzer Freies Journal (1920-1923) *(24)*.

Le 18 juin, les premiers détachements de la Wehrmacht entrent dans Nancy. Dans un ultime éditorial publié le 12 mai 1940, René Mercier cachant mal son angoisse, appelait les Lorrains à garder bon espoir en l'armée française : "...il

n'y a pas place chez nous pour les coeurs défaillants. Que chacun à son poste accomplisse son devoir avec une ardeur multipliée, qu'il tienne dans son travail comme tiennent nos soldats dans la terrible bataille où se décide le sort de la patrie et la victoire est à nous".

L'Eclair de l'Est publie lui, son dernier numéro le 15 juin, un jour après L'Est Républicain. Un journal "Nancy Presse" *(25)* prend leur suite. Ce "bulletin d'informations locales" imprimé par l'imprimerie Rigot et Cie et dont l'administration et la direction se trouvaient au 55, rue Saint-Georges, paraîtra jusqu'au 5 août, date à laquelle il laissera sa place à L'Echo de Nancy (vendu 1 franc), grand quotidien régional d'information *(26)*.

3 - De la collaboration à la Libération

L'Echo de Nancy est un journal allemand, imprimé en France avec une direction allemande (le siège du journal était dans le Palatinat à Neustadt) et des journalistes français, cas unique *(27)*.

Dès les premiers numéros, le quotidien oppose au "système du gouvernement caduc", au "régime pourri de la France" les "idées neuves, vivantes et dynamiques" du Troisième Reich. En août, un éditorial demande qu'on en finisse "une fois pour toutes avec les juifs". En 1942 tout paraît "simple" au correspondant parisien André Castelot "parce qu'il y a un chef, M. Pierre Laval qui sait où il va".

L'Echo de Nancy est dirigé par Otto Fleck, berlinois, membre du parti Nazi. Son rédacteur en chef est le capitaine Franz Philipps *(28)*. Parmi les collaborateurs : Georges Legey, Camille Vigneron et René Martin (dit Martin de Briey).

Georges Legey sera gérant de L'Echo de Nancy. Honorablement connu sur la place de Nancy, sa conduite sur les champs de bataille de la première guerre mondiale ne souffre aucun reproche. Maurice Barrès, sur la fin de sa vie aime à le rencontrer et réfléchir en sa compagnie de l'avenir de la Lorraine : Georges Legey qui disait que René Mercier était son maître, écrit des reportages pour L'Est Républicain pendant la guerre du Rif contre Abd el Krim, et

célèbre la mission civilisatrice de la France : "rien ne vaut par-delà les mers et pour les indigènes, notre vieille culture française, fille du génie latin, si humaine, si accueillante à tous, si compréhensive et si simple" *(29)*.

Camille Vigneron est transfuge de L'Eclair de l'Est. Il a milité dans les rangs du Parti populaire français de Jacques Doriot, groupe ultra-collaborationniste, et a dirigé l'organe régional "Le Cri de l'Est", réplique régional du Cri du Peuple.

René Martin (dit Martin de Briey) *(30)* est né à Mirecourt le 29 mai 1882. Il est le septième enfant d'un luthier-archetier. Après une année passée au petit séminaire de Châtel-sur-Moselle, il s'engage à 18 ans au 68ème Régiment d'Infanterie, pour 4 ans. Il se lance ensuite dans le journalisme en collaborant à diverses publications catholiques : L'Avenir de l'Est de Saint-Dié, La Croix lorraine d'Epinal, La Bonne presse en 1913. Enrôlé dans les services auxiliaires de l'armée au cours de la première guerre mondiale, il se fixe à Paris la paix revenue, et reprend ses activités journalistiques à l'Agence des Nouvellistes et au Petit Bleu de tendance nationaliste-conservatrice. Il est licencié au lendemain des évènements du 6 février 1934, pour d'obscures raisons. Avait-il prit trop ouvertement parti en faveur des ligues d'extrême droite à l'assaut du Palais Bourbon ? Au chômage, séparé de sa deuxième femme, Martin de Briey devient démarcheur d'assurances et écrit une nouvelle oeuvre "La maison sans lumière" *(31)*. La guerre éclate, il rejoint sa famille à Bordeaux. La défaite française donne raison à son pessimisme lucide. Le 15 août, il revient à Nancy. L'Est Républicain ne paraît plus depuis 2 mois. Dans ses locaux est imprimé L'Echo de Nancy où travaille une équipe acquise à la collaboration : Lucien Linais, René d'Avril (Léon Malgras).

Passé définitivement dans les rangs de l'extrême-droite fascisante il rejoint l'équipe et écrira les éditoriaux *(32)* : "je suis avec l'Allemagne dans le succès comme dans l'épreuve, avec tout mon coeur, toute ma foi, toute ma raison... parce que cette Allemagne patriote, révolutionnaire, socialiste, européenne, exprime à mes yeux le principe vital de l'ordre neuf" écrit-il le 22 août 1944.

L'Echo de Nancy, qui s'était efforcé de se présenter comme la suite de L'Est Républicain - les derniers épisodes du feuilleton "Vieux Puits" par exemple, parurent dans les premières éditions de juin 1940 - diffusa chaque jour plus de

100 000 exemplaires dans les départements de Meurthe-et-Moselle, Meuse, Vosges, Haute-Saône, Territoire de Belfort et Côte d'Or. Une édition "européenne" (130 000 exemplaires) était diffusée en Allemagne et dans différents pays occupés ou alliés : Roumanie, Pologne, Italie et Turquie - une preuve du rayonnement de la langue française en ce temps-là - et dans les stalags des prisonniers.

En août 1944, L'Echo de Nancy est replié vers Neustadt, il y paraît jusqu'en février 1945.

Alors que les blindés de Patton sont entrés dans Nancy le 15 septembre 1944, L'Est Républicain n'a repris sa parution que le 8 octobre. Dans l'euphorie et l'excitation de la Libération rien n'est simple... les appêtits de pouvoir en ce qui concernait la presse étaient précis : étaient autorisés à reparaître les titres qui avaient cessé leur publication, dans la zone nord de la France, moins de 15 jours après l'armistice de juin 40.

L'Est Républicain remplit cette condition mais plusieurs problèmes apparaissent : le jour même de la Libération, les installations sont réquisitionnées par le Comité de Libération et son président, M. Peters, dirigeant des Coopérateurs de Lorraine. Un rédacteur en chef est nommé par les groupements de résistance, Jacques Zenner, ancien journaliste du Républicain Lorrain (Metz), chef du personnel entre 1942 et 1944 du groupe des "Coop". Le 18 septembre paraît ainsi le premier numéro de la "République de l'Est libéré".

Le docteur Pierre Lignac, membre du conseil d'administration de L'Est Républicain multiplie les démarches, tant à Nancy qu'à Paris, pour que la réquisition soit levée et la reprise de la publication entreprise.

Le Comité de Libération reprochait au quotidien d'avoir passé "des actes de commerce avec l'ennemi". Raymond Tout, gendre de M. Mercier qui avait démissionné de son poste de directeur en décembre 1940, prisonnier de guerre libéré, avait proposé au conseil,en octobre 1941, la reprise de L'Echo de Nancy par L'Est Républicain. Le conseil refusa, tout comme il refusa la proposition de collaboration entre les deux journaux émise par un administrateur.

L'année suivante René Mercier entreprit des démarches pour la restitution des installations. Les négociations furent interrompues, mais la même année fut signé un bail de location...

Après enquête faite sur place, par les délégués du

ministre de l'Information, Pierre Lignac obtint l'annulation de la réquisition le 6 septembre, sous réserve que le journal modifie son conseil d'administration et soumette son personnel rédactionnel à la commission de la prese.

Au conseil d'administration, Michel Daum et Pierre Fisson (fils de l'ancien président) remplacèrent René Mercier (qui décèda peu après) et son gendre Raymond Tout. Jacques Zenner restait rédacteur en chef *(33)*. Le journal parut sur une simple feuille recto-verso le 8 octobre 1944 avec dans ses colonnes un article de Pierre Lignac : "La France renaissante". Une seule édition fut tirée au début : celle de Nancy et Meurthe-et-Moselle. Les autres reprirent successivement : la Meuse le 10 octobre, les Vosges et la Moselle le 12, la Haute-Saône le 20 février 1945 et Belfort en mai. Parallèlement, sur les mêmes rotatives, tournèrent les pages du journal de l'US-ARMY "Stars and Stripes".

Tous les anciens collaborateurs furent jugés, et condamnés :

- Robert Huin, correspondant de L'Echo de Nancy dans la capitale du IIIème Reich, ancien rédacteur en chef (jusqu'en 1943) de L'Express de l'Est, (lire plus loin) fut condamné à mort et exécuté.
- Vigneron fut condamné à 15 ans de travaux forcés.
- Legey prit 20 ans de la même peine.
- Martin de Briey qui, après avoir émigré en Allemagne (août 1944) *(34)* avec ses trois filles, revint à Nancy et fut incarcéré à Charles III. Il sera condamné à mort, mais en raison de son âge avancé (il a 63 ans), le Général de Gaulle, sur proposition de la commission des grâces, commua sa peine en détention perpétuelle. En 1951, il est libéré, bénéficiant d'une grâce médicale. Il va avoir 70 ans... il mourra le 15 octobre 1955.

Dans les Vosges plusieurs journaux continuèrent de paraître pendant l'occupation. Le plus important était L'Express de l'Est, "le journal républicain quotidien". Un changement étonnant de politique. Le 13 janvier 1940 on pouvait lire "guerre longue ou pas longue, guerre pénible ou pas pénible, le régime de M. Hitler est terminé. Le peuple ne sera rien dans sa chute, ce sont ceux qui le mirent sur les pavois, ce sont les soldats et les industriels qui le feront jeter non pas hors de la Chancellerie, mais hors de l'Allemagne, qui le feront disparaître, qui le feront peut-être même assassiner... Bonne année, Monsieur Hitler ! c'est en enfer que vous irez en 1940" *(35)*. Tout le long des mois,

de septembre à juin 1940 il fera montre d'une grande ferveur patriotique... et le journal cessera de paraître dès le 14 juin. Pourtant, le 3 août, avec l'aval des propriétaires et sous le contrôle de l'autorité d'occupation, les Vosgiens pouvaient de nouveau le lire... tout d'abord que deux fois par semaine puis tous les jours, à partir du 1er octobre.

A l'origine de cette reprise : Albert le Jeune et Robert Huin. Le premier était le bras droit de Raymond Patenôtre pour les affaires de presse avant la 2ème guerre mondiale *(36)*. Le second était le nouveau rédacteur en chef et sera à partir de 1941 membre du Parti populaire français. Appelé à d'autres fonctions à L'Echo de Nancy il sera remplacé en 1944 par un autre membre du PPF, Alfred Joly.

L'Express de l'Est qui écrira le 25 novembre 1940 que "c'est un an trop tard que nous avons choisi la voie de la collaboration", cessera de paraître le 12 septembre 1944.

Nous connaissons déjà le sort de Robert Huin, quant à Albert Le Jeune, il fut également condamné à mort, et fusillé à Marseille. La société de L'Express de l'Est fut dissoute, ses biens confisqués puis dévolus à La Liberté de l'Est, quotidien départemental qui existe toujours.

Un autre journal lorrain influent, continuera de paraître par fidélité au Maréchal Pétain et pour défendre les orientations de Vichy : La Croix Meusienne.

4 - Journaux des réfugiés et des expulsés

Parallèlement à la déclaration de guerre, puis à la "drôle de guerre" et à l'occupation, des centaines de milliers de Mosellans et d'Alsaciens furent évacués ou décidèrent de quitter leur région. Il fut vite nécessaire, leur hébergement et entretien étant à peu près assurés, d'atténuer le déracinement et l'isolement dont souffraient ces réfugiés, trois quarts des Mosellans étant originaires de l'est du départemenmt et de ce fait, majoritairement germanophones ou médiocrement bilingues. Des journaux spécifiques y pourvurent. Trois titres, résultat d'une double initiative publique et privée, leur furent presque aussitôt offerts.

Dès le 11 septembre, le préfet François Giacobbi fit distribuer des tracts bilingues de "cordiale bienvenue", aux évacués Mosellans arrivant en Charente-Inférieure. Et il lança le 3 octobre un hebdomadaire "De l'Est à l'Ouest", dont

il confia la rédaction à son secrétaire général Michel Cacaud. Ce bulletin de renseignements pour les évacués bilingues Auskunftszettel für Evakuierte, imprimé à La Rochelle sur 4 pages (32,4 x 50) parut chaque mercredi jusqu'au 29 mai 1940. Son tirage était de 4.700 exemplaires *(37)*.., donnés gratuitement aux services publics, d'Alsace-Lorraine, repliés et, à leur demande, aux chefs de famille.

Ce bulletin contenait des informations officielles, tout ce qu'il fallait savoir, des renseignements pratiques, des avis de recherche, etc...Mais il ne touchait que 6% des évacués.

Victor Demange, par précaution, avait fait évacuer sur Ruffec où se trouvait le plus gros des réfugiés mosellans, puis sur Bordeaux, les sept linotypes toutes neuves encore en caisses, qu'il avait commandées pour Le Républicain Lorrain.

Il lança à Ruffec "Le Journal des évacués" "Journal der Flüchtlinge" le 24 septembre. Ce journal, tiré sur 2 pages, d'un format de 44 x 50 cm, et qui coûtait 40 centimes, voulait établir un pont entre les évacués et les non-évacués. Mais il faisait double emploi avec le bulletin de Giacobbi, dont les préfets voisins assuraient la diffusion. Il disparut donc avec le numéro 6 du 29 octobre, au bénéfice d'une éditon quotidienne (4 pages, sur 35 x 49 cm 50 centimes), du Républicain Lorrain - Metzer Freies Journal que Victor Demange venait de lancer à Bordeaux le jeudi 12 octobre, à la demande de la Direction Générale des services d'Alsace-Lorraine, relevant de la vice-présidence du conseil. Cette formule permettait le maintien des liaisons avec le siège messin du journal, où son fondateur put se rendre chaque mois, jusqu'en mai 1940.

Les relations personnelles de Victor Demange, les commodités techniques (le journal est imprimé sur le matériel de La Petite Gironde tout comme l'édition commune des Dernières Nouvelles de Strasbourg, Dernières Nouvelles de Colmar, Le Journal de Sélestat et cinq autres journaux alsaciens), la qualité des équipements de télécommunications et les avantages financiers (marché publicitaire) ont dû aussi compter.

L'édition bordelaise du Républicain lorrain était publiée sous la responsabilité de Jacques Philippe (1897-1974), à raison de 6 numéros par semaine *(38)* jusqu'au 30 juin 1940 et sort une semaine de plus que sa jumelle messine qui s'était sabordée le 14 à 11 heures...

"La drôle de guerre" aidant, cette édition convenait aux besoins et aux habitudes des évacués. C'était un véritable produit du terroir. Le plus grand journal de la Moselle venait ainsi à eux avec pour devise "Servir nos compatriotes,

c'est servir notre Patrie".

Le choix de Bordeaux s'explique pour plusieurs raisons : c'était tout d'abord une position stratégique indéniable.. . le point de jonction des aires d'évacuation mosellane et alsacienne. Il fallait y être présent quitte à n'établir que des agences : La Rochelle, Angoulême et Poitiers. Victor Demange ne voulait pas laisser aux seules Dernières Nouvelles de Strasbourg qui venait de lancer une édition bordelaise le 6 octobre *(39)*, la totalité de la clientèle germanophone dans le Sud-Ouest de la France.

Au contraire de "L'Est en Ouest" qui négligeait l'actualité, (ce n'était pas son rôle) et priviligiait les nouvelles qui montraient l'infinie sollicitude du gouvernement envers les réfugiés, (elle s'exprimera par la création d'institutions ad hoc de plus en plus importantes) et la volonté de la France de vaincre, gage de leur prochain retour au pays, Le Républicain Lorrain égrenait tout ce qui se passe en Moselle : faits divers, sports, spectacles. Une rubrique sur l'Alsace, volonté de marcher sur la clientèle naturelle des Dernières Nouvelles qui pratiquaient le même amalgame, provoquera quelques frictions entre les deux rédactions qui se partageaient le même imprimeur.

L'Est en Ouest trop sécurisant, ne put rivaliser avec les quatre pages quotidiennes du Républicain lorrain rédigées en allemand quasi-exclusivement, pour mieux rendre accessible l'actualité aux germanophones déracinés. Il cessera de paraître le 29 mai.

Le préfet submergé par le flot incessant des réfugiés avait d'autres soucis.

Déjà contraint aux économies depuis avril *(40)*, Le Républicain lorrain subit à l'égal de toute la presse écrite, le contre-coup de la défaite. Pour Victor Demange, autant s'entendre, après le sabordage à Metz de son journal le 14 juin, avec Jean Hoepffner qui avait également sabordé son quotidien à Colmar le même jour... pour affronter en commun les incertitudes de l'après-armistice.

De leur accord du 20 juin, naquît Le Journal des réfugiés de la région du Sud-Ouest, un quotidien de 4 pages (36 x 49 cm 50 centimes) où frais et recettes seront partagés au prorata du tirage courant juin, des titres antérieurs (3.000 exemplaires par jour pour les DN, 11.000 pour le RL). Le journal ne dépassera pas le numéro 8 : la Wehrmacht venait d'entrer à Bordeaux. Deuxième sabordage !

La presse des évacués avait vécu. Avec l'occupation de la

France et l'annexion de la Moselle une autre allait naître : la presse des expulsés.

Les premiers bulletins nacquirent à Lyon sous forme ronéotypée à tirage et diffusion limités.

A peine formé, le groupement des expulsés de Moselle -le 21 août 1940- se charge de rompre le silence de la presse française sur les expulsions, en diffusant le 30 septembre 1940 un rapport de 12 pages, sur celles de juillet-août. Le lien est lancé à Lyon le 11 novembre 1940 par Mgr Heintz, hôte du cardinal Gerlier afin de rétablir et maintenir le contact entre lui et les prêtres éparpillés, mais aussi entre eux et leurs ouailles, dans un diocèse de la ZNO (zone non occupée).

Un mensuel ronéoté de 12 à 20 pages est ainsi créé. Il est rédigé par Eugène Hocquard, curé de Morhange. Parallèlement Jules Anneser, curé de Boulang s'emploie à publier à Riom le Trait d'union lorrain. Début février 1941, il annonce la résurrection de "notre Lorrain".

En lançant le samedi 22 février 1941, le premier numéro, tiré à 11.000 exemplaires, Le Trait d'union des réfugiés de l'Est, Le Lorrain battra de vitesse ses concurrents, car la diaspora ne manquant pas de journalistes, l'idée d'un vrai journal a germé assez vite, et d'aucuns s'emploieront à solliciter de Vichy les autorisations nécessaires. Le journal sera suspendu le 23 septembre 1943.

D'autres journaux seront publiés :

- La Voix du Geral, créé le 25 juin 1941 par R. Campana, elle est imprimée à Clermont-Ferrand (bi-mensuel). Suspendu le 10 novembre 1943.
- L'Echo des réfugiés, de l'Huillier, ancien du Messin, fondé le 2 mars 1941 à Montpellier. Ce tri-mensuel sera suspendu le 15 octobre 1943.

Ces deux journaux ont un format quasi-identique (28/30 x 40/44), comptent peu de pages (4 à 8) *(41)*, peu de photographies de qualité (sauf L'Echo des Réfugiés) et peu de publicité. Les rubriques semblables visent aux mêmes buts : ainsi trouve-t-on, outre des avis administratifs d'intérêt général, des offres et demandes d'emplois ou les traditionnels carnets de famille, tout ce qui permet aux éléments de la diaspora de se localiser et de se compter.

Le Lorrain réapparaît sous le titre d'emprunt "Entre

Nous". Le premier numéro anti-daté (novembre 1943) sort à Riom. Ce bulletin des dispersés, aura une vie brève. La Gestapo arrêtera Annezer le 2 février 1944, il n'y aura donc pas de numéro de mars. Tiré à 2.000 exemplaires sur quatre pages, il était distribué gratuitement à raison d'une feuille pour 10 personnes.

En enlevant tout espoir au Lorrain (2 mars 1944), Vichy autorise la parution d'un bi-mensuel de quatre pages "L'Entr'Aide", dont le premier numéro imprimé à Clermont-Ferrand sort le 10 avril 1944. Avatar de L'Echo des réfugiés et de La Voix du Geral réunis, il en reprend certaines rubriques et se limite comme ses prédécesseurs (et la censure aidant) aux problèmes de la vie quotidienne.

Le 15 août L'Entr'Aide cesse de paraître.

La libération progressive du Sud de la France apporte un nouveau souffle à la presse de la diaspora. Fin août 1944, la circulaire aux jeunes réfugiés se dote d'un vrai titre : Vers l'Avenir.

L'Entr'Aide reparaît le 25 septembre pour souligner le rôle présent du Geral (dans la formation de la brigade Alsace-Lorraine) et futur (la défense des sinistrés d'Alsace-Lorraine).

Le 30 du même mois, Le Lorrain, débarassé de tout sous-titre parasitaire, et Paul Durand, inaugurent à Riom une série hebdomadaire provisoire qui titre "On les a eus". Le 26 mai, le dernier numéro riomois paraît *(42)*. Metz sera libérée le 22 novembre 1944. Les journaux qui s'étaient sabordés peuvent renaître.

5 - Presse de la Résistance

Notons enfin, que, parallèlement à cette presse des expulsés, était née une presse de la Résistance. En Lorraine on pouvait lire *(43)* :

- La Lorraine, organe des groupes de Lorraine de la France combattante. Créé en août 1942 ce journal devient en 1943 l'organe des mouvements de libération nationale. Il est édité par le mouvement Lorraine, fondé par Nicolas Hobam. Imprimé à Nancy par Regnier, à l'imprimerie Nancéienne (2 pages In 4'), son rédacteur en chef était Marcel Leroy, puis à partir de juillet 1943, Fallas (pseudonyme de René Magnin).
- France, Libère-toi, créée en octobre 1940, cette

feuille comptait deux pages autographiées. Elle était éditée et diffusée dans les Vosges. Les articles étaient signés Le Nazilleur, le Petit Adolf.

- L'Avenir de l'Est, l'organe du Front national de lutte pour la libération et l'indépendance de la France, de la Meurthe-et-Moselle, Vosges, Haute-Saône, Haute-Maine, Doubs et Territoire de Belfort. Créé en Juillet 1944 (2 pages dactylographiées -photos).

Ces journaux IN-4° avaient un format identique : 270 x 210.

*

- Notes -

(1) Les Dernières Nouvelles d'Alsace dès le 1er septembre 1939 se replient sur Sélestat puis à Colmar. Le 14 juin les DN se sabordent.
(2) L'Eclair de l'Est du 10/04/1940.
(3) " " " du 02/03/1940.
(4) L'Est Républicain du 16/03/1940.
(5) " " " du 14/03/1940.
(6) " " " du 30/04/1940.
(7) Le Lorrain du 15/04/1940.
(8) Le Messin du 15/04/1940.
(9) " " du 17/04/1940.
(10) L' Eclair de l'Est des 15 et 27/04/1940.
(11) Le Républicain Lorrain du 1er mai 1940.
(12) Le Messin du 13/05/1940.
(13) L'Eclair de l'Est du 11/05/1940.
(14) " " " du 12/05/1940.
(15) Le Républicain Lorrain du 12/05/1940.
(16) Le Lorrain du 14/02/1940.
(17) Le Messin du 04/06/1940.
(18) " " du 06/06/1940.
(19) L'Eclair de l'Est du 22/05/1940.
(20) L'Eclair de Nancy du 04/06/1940.
(21) " " " et Le Républicain Lorrain du 11/05/40.
(22) Le Lorrain du 11/06/1940. Lire aussi l'édition du 09/05/1940.
(23) Il sera, pendant la 2ème guerre mondiale, membre du parti nazi. A la Libération il sera condamné à 7 ans de prison et à l'indignité nationale.
(24) Né à Hettange, près de Thionville, en 1893, décédé à Metz en 1950. Il publie, en 1940, quelques articles anti-français dans le Metzer Zeitung qu'il devait regretter, mais qui lui interdiront de redevenir journaliste après la guerre.
(25) Petit format 32 x 25 vendu 50 centimes. Gérant J. Rigot
(26) Lire le mémoire de maîtrise présenté à l'Université de Nancy par Christian Evanno : "L'Echo de Nancy ou quatre ans de propagande en Lorraine (1940-1944) - 1973 - 156 p.
(27) D'autres publications, mais destinées à l'Armée allemande étaient tirées sur les rotatives de l'Est Républicain : Soldat in Westen, Front und Heimat.
(28) Il sera abattu, en 1945, par un milicien au cours d'un contrôle d'identité qui avait mal tourné à cause de l'état d'ébriété du "journaliste".
(29) Georges Legey est l'auteur de deux ouvrages imprimés à Nancy chez Rigot : "Ce que j'ai vu au Maroc - Quelques vérités sur la guerre du Rif" Nancy 1925 - 166 p. et "Grands hommes... curieux hommes" 1933 - 154 p.

(30) Ses tantes prétendaient être alliées à la famille de Briey. D'autre part, il y avait au cimitière d'Ambacourt de Mirecourt, la tombe seigneuriale de Martin Briel.
(31) Il était déjà l'auteur entre autres, de " La Maria Fosca", chronique des maîtres-luthiers lorrains (1926). Il écrira en 1939 " Le jardin de Vaudémond" qui recevra le Prix Erckmann-Chatrian.
(32) Parallèment à partir de 1942, il publie une revue violemment antibolchévique : Le lien.
(33) Il le sera jusqu'en 1949, date de l'arrivée de Léon Chade. Jacques Zenner deviendra attaché de presse de Gilbert Grandval, haut-commissaire de la République en Sarre.
(34) Une période évoquée par Martin de Briey qui reconnaît ses erreurs dans son récit "Que la paix soit avec nous" (ouvrage posthume, édition du Fuseau, Paris 1964) et ses notes personnelles "Après l'orage".
(35) L'Express de l'Est du 03/01/1940. Un éditorial de Jean Bardanne. Lire aussi son éditorial du 20/05/1940.
(36) Lire le chapitre consacré à "L'Express de l'Est".
(37) Ad Moselle 7 T 69. collection complète de 35 numéros.
(38) Ad Moselle 6 T 285. Il manque les 9 derniers numéros (10 au 20 juin 1940 - N° 207 à 215.
(39) Histoire des "Dernières Nouvelles d'Alsace" - Dominique E. Wirtz Habermayer. Edition de la Nuée bleue à Strasbourg 193 p.
(40) Suppression du magazine créé en décembre 1939.
(41) 4 pages pour La Voix, 6 pour L'Echo des Réfugiés, 8 pour Le Lorrain.
(42) Le tirage oscillait entre 16.000 et 19.000 exemplaires.
(43) Catalogue des périodiques clandestins diffusés en France de 1939 à 1945 - Paris, Bibliothèque Nationale 1954, 282 p.

***

D E U X I E M E P A R T I E

*

- LA VIE DES JOURNAUX -

- LA VIE DES JOURNAUX -

La spécificité de la presse écrite tient surtout à l'ambiguïté de sa nature : elle est à la fois production industrielle et création intellectuelle. Marchandise pour son éditeur, elle est payée comme un service par le consommateur.

Sa fabrication présente aussi bien des caractères spécifiques, ne serait-ce que parce que le journal est un "produit" qui, dans un emballage identique, est entièrement nouveau à chaque parution. Sans oublier l'importance du facteur temps. Chaque jour il faut le fabriquer, le diffuser, surmonter de multiples contraintes : matérielles, rédactionnelles, financières et d'horaires.

C'est aussi une entreprise qui a besoin de capitaux pour naître, de ressources stables pour durer ; Qui doit sans cesse s'adapter aux techniques nouvelles comme aux goûts et aux besoins des lecteurs, pour ne pas mourir ; Qui doit enfin lutter au quotidien pour préserver son indépendance.

*

A - L'ENTREPRISE DE PRESSE

1 - Les formes de sociétés

"La propriété d'un journal peut revêtir des formes fort diverses, lesquelles ont d'ailleurs évolué avec le temps", notait François Roth *(1)*. Ce qui est vrai pour les journaux mosellans l'est également pour toute la presse lorraine.

Au départ, le journal est souvent la propriété d'un seul homme ; puis, quand il a fallu des locaux, installer une imprimerie, la société est apparue plus efficace et mieux adaptée aux besoins. Celle-ci peut être constituée selon plusieurs formes juridiques : société en commandite, SARL, coopérative à responsabilité limitée ou société anonyme. Rares sont les journaux qui resteront en propriété individuelle.

Les sociétés en commandite simple ont une histoire obscure : les procès verbaux de leurs réunions sont souvent inconnus. François Roth "a eu la chance", selon ses propres termes, de retrouver une note de Victor Vaillant qui éclaire sur le fonctionnement de celle du Voeu National, journal catholique et légitimiste auquel succèdera Le Lorrain (en 1883). Il est le seul exemple connu à ce jour, en Lorraine, d'une telle forme de société.

Le Voeu National est la propriété d'une société dont les principaux actionnaires sont les Wendel et les vieilles familles royalistes, lesquelles contrôlent également l'imprimerie (Rousseau puis Carrère) du journal. Les actionnaires avaient confié à un rédacteur-gérant, Victor Vaillant, la responsabilité technique et juridique du Voeu National. Quant à l'imprimeur, il est l'administrateur-gérant de la société.

Dans la formule SARL, le capital est partagé entre les actionnaires, lesquels désignent un conseil de surveillance. Cette instance, qui réunit les principaux actionnaires, est réduite. Ses pouvoirs sont primordiaux : elle nomme les directeurs et le rédacteur en chef-gérant du journal. Elle engage les opérations essentielles et intervient dans les

cessions d'actions.

Beaucoup de journaux mosellans choisissent cette formule, suivant en cela L'Alsace qui avait ouvert la voie. Le Chanoine Collin fonde ainsi une SARL, "l'Imprimerie Lorraine", à laquelle il apporte l'imprimerie de la rue des Clercs à Metz et le journal Le Lorrain. Capital de départ : 150.000 marks.

Le Chanoine Ismert préfère utiliser les dispositions des lois d'Empire de 1889 et 1898 pour créer la Coopérative Lorraine d'édition et d'impression qui, entre autres activités, édite jusqu'en 1940 un quotidien (la Lothringer Volksstimme) et un hebdomadaire catholique de langue allemande.

Jusqu'à la seconde guerre mondiale, la presse catholique lorraine reste appuyée sur ces deux formes de sociétés, alors qu'en Alsace la concentration conduit à deux groupes : la Société d'Edition de Haute-Alsace (devient Alsatia en 1925) et la Société d'Edition de Basse-Alsace.

Entre les deux guerres, Le Messin et L'Humanité d'Alsace-Lorraine adoptent la formule de la société anonyme, tandis que le Metzer Freies Journal garde jusqu'en 1940, le régime de la SARL.

Plusieurs petits journaux d'arrondissement restent des propriétés individuelles. Mais beaucoup d'hebdomadaires se transformeront peu à peu en société. La première SA dans la Meuse, est celle du Réveil de la Meuse *(2)* créé en 1921. La Croix Meusienne deviendra une SA en 1923.

A Nancy, "le 13 avril 1889, à 2H de relevée", cinq Nancéiens déposent en l'étude de Me François Gustave Paul, notaire place Saint-Jean, les statuts de "la société anonyme du nouveau journal républicain à 5 centimes", L'Est Républicain. Le capital social est fixé à la somme de 37.000 Francs. Il est divisé en 740 actions de 50 F chacune. "25 F seront versés en souscrivant et le surplus au fur et à mesure des appels de fonds qui seront faits par le conseil d'administration" *(3)*.

La société de L'Est Républicain sera fidèle à cette forme juridique jusqu'à nos jours. Son capital évoluera à plusieurs reprises et ses actionnaires changeront au cours de son histoire.

L'Eclair de l'Est est également constitué en une société anonyme. L'Impartial de l'Est est d'abord la propriété d'une famille de notables, les Hinzelin, famille qui possède et

édite aussi des hebdomadaires et des almanachs. Il sera vendu à une société (anonyme) dominée par les de Wendel.

Un journal est aussi une entreprise commerciale. Elle doit donc équilibrer ses recettes et ses dépenses. Aux côtés du directeur politique et du rédacteur en chef, les journaux ont souvent un administrateur, à qui est confiée la gestion financière, commerciale et matérielle du journal. La fonction nouvelle de directeur commercial apparaît dans les années 30, notamment au Républicain Lorrain avec Isaac Cahen.

La publicité et la vente ne suffisent pas automatiquement à équilibrer le budget. Pour combler l'éventuel déficit, beaucoup de journaux s'appuieront au début sur une imprimerie commerciale : Le Lorrain avec l'Imprimerie Lorraine ; Le Messin et l'Imprimerie Messine ; Le Républicain Lorrain et l'Imprimerie du Fort Moselle, etc... Il en est de même pour les journaux d'arrondissement, qui sont souvent la propriété d'un éditeur-imprimeur *(4)*.

Outre ce moyen, les propriétaires font aussi souvent appel à leurs amis extérieurs ou bailleurs de fonds extérieurs (notables ou industriels), ou encore puisent dans leur propre fonds, ou enfin, sollicitent, moyennant contreparties politiques, le bénéfice des annonces légales et la manne des fonds secrets.

Aucune de ces ressources n'est innocente ou inépuisable.

En l'état actuel des sources, il est difficile de prouver si les journaux étaient des entreprises saines, voire bénéficiaires. Il faudrait s'appuyer sur des comptabilité précises et non sur des affirmations policières ou autres non vérifiées. On peut néanmoins, sans trop se tromper, affirmer que Le Lorrain, Le Messin pendant de longues années ont dégagé des bénéfices qui ont assuré leur croissance. L'après 14-18 sera beaucoup plus difficile... et les bilans souvent déficitaires.

Dans l'un des premiers numéros du Républicain Lorrain (le 18 septembre 1936), Victor Demange explique que le lancement du nouveau quotidien a été assuré grâce "à nos réserves, tirées de notre propre travail". Les concurrents, s'inquiétant du succès du Républicain Lorrain, avaient fait courir le bruit que le journal de la rue Serpenoise avait touché "des millions du Front populaire". Le 18 septembre 1936, Victor Demange leur répond dans un éditorial cinglant,

"Ni fers, ni or", en proclamant fièrement : "Un journal ne peut vivre que de la confiance de ses lecteurs". A la "Une" également, un article de Jacques Robillot intitulé : "Calomnies... calomnies".

Quoiqu'il en soit, il semblerait que le groupe de Victor Demange ait équilibré ses recettes très rapidement.

A la veille de la guerre, Le Républicain Lorrain s'est imposé. Les trois quotidiens de langue française se tiennent de très près entre 14.000 et 16.000 exemplaires, ce qui qualifie le groupe du Républicain Lorrain comme la première entreprise mosellane de presse (1936 : 70.000 exemplaires pour Le Républicain Lorrain et le Metzer Freies Journal). La guerre viendra briser cet élan.

L'Est Républicain, après des débuts modestes -pouvait-il en être autrement pour une feuille électorale ?-, devient un organe prospère, solidement installé face à ses concurrents, sur des positions fortes. L'appel aux souscripteurs de 1911 est une sorte de manifeste de la nouvelle équipe dirigeante. Mais il y a aussi un souci certain "du profit" et de "la rentabilité" matérielle ; un souci plus proche de notre époque que de celle du premier directeur de L'Est Républicain, Léon Goulette. Le journal abandonnera peu à peu la politique et les grandes polémiques pour devenir un quotidien d'information. Il sera l'un des rares journaux à gagner de l'argent avant et après 14-18 (bénéfices : 37 709 F en 1907-1908, 52 188 F en 1909-1910).

En 1924, L'Eclair de l'Est, malgré une trésorerie difficile, rachètera un quotidien d'Epinal. Il est vrai qu'il bénéficie du soutien de la Presse Régionale et d'industriels vosgiens.

D'autres journaux ont en revanche éprouvé des difficultés financières : Le Voeu National sera en déficit chronique à la fin de son existence ; Le Courrier de Metz ne cessera de perdre de l'argent après 1914 et jusqu'à sa mort en 1920. Il aura vécu néanmoins quarante ans.

C'est la guerre de 14-18 qui portera un coup fatal à L'Impartial de l'Est (le journal autrefois le plus prospère et le plus lu à Nancy). Une tentative de sauvetage par de Wendel échouera après 1918. Véritable gouffre financier, le dernier numéro quotidien paraîtra en 1926.

Il se transformera en hebdomadaire qui disparaîtra à son tour (1937).

2 - La rédaction

a) Les directeurs et rédacteurs en chef

Dans les journaux d'une certaine importance, les fonctions de directeur de la publication sont confiées par le conseil d'administration de la société éditrice à un homme qui cumule la responsabilité politique, la responsabilité financière et la responsabilité juridique éventuelle devant la justice.

Le directeur acquiert une autorité politique et sociale considérable. Elle est parfois discutée ou contestée. Henri Collin et Charles Ritz au Lorrain, Victor Demange *(5)* au Républicain Lorrain, Léon Goulette et René Mercier à L'Est Républicain, l'ont exercée en leur temps.

Parfois la responsabilité est nettement séparée. Par exemple au Lorrain, où le Chanoine Collin, directeur politique, est assisté d'un rédacteur-gérant, responsable. Cette répartition des tâches est consevée par le Chanoine Ritz. Victor Demange l'adopte au Metzer Freies Journal et au Républicain Lorrain.

En revanche à L'Est Républicain, le directeur, jusqu'à une date récente, a toujours assumé la double responsabilité. Un numéro spécial daté de 1914 (et consacré aux nouveaux locaux et aux collaborateurs du journal) explique quel est le rôle du directeur : "Sous l'inspiration du conseil d'administration, le directeur assume la marche du journal et lui donne une impulsion qui est, ces dernières années, devenue considérable. Le directeur s'occupe de tout ce qui se passe dans le journal. Il est chargé de régler les litiges que lui soumettent les chefs de service. Il examine les articles principaux, donne les instructions à la rédaction pour les manifestations de toutes sortes, à la composition pour la présentation du journal, à la clicherie et aux rotatives, à l'inspection. Il ne doit rien ignorer de ce qui se passe quotidiennement à L' Est Républicain. Il est tenu au courant de toutes les réclamations graves, de toutes les propositions intéressantes. Il transforme le journal suivant les idées qu'il a exposées au conseil et sans brusquer les habitudes respectables, y introduit les modifications qui lui paraissent nécessaires... Il dirige aussi la politique locale, départementale, régionale et écrit les articles

destinés à préciser la ligne de conduite de L'Est Républicain. Son collaborateur le plus immédiat est le secrétaire de direction dont le cabinet se trouve à côté du sien et qui prend soin plus spécialemenmt de la rédaction, du téléphone, de la mise en page, du tirage...".

A l'Est Républicain comme dans la plupart des autres quotidiens, tout dépend donc du directeur (qui on le voit est aussi rédacteur en chef), de sa personnalité. Celui-ci doit avoir l'oeil sur tout. Pour cela on lui a même aménagé un cabinet avec deux grandes fenêtres qui donnent sur le hall : "Le directeur peut suivre, tout en travaillant, les diverses opérations du journal depuis la composition jusqu'à l'expédition et au départ des vendeurs". Il coordonne les activités des divers correspondants, collaborateurs, il est juge de l'opportunité de tel ou tel article, il participe à la mise en page et est responsable de la sortie du journal!' Bien souvent, il doit lui-même mettre "la main à la pâte".

La plupart de ces directeurs -et/ou rédacteurs en chef- accèdent à cette fonction soit après une collaboration préalable, soit en raison d'une expérience professionnelle acquise ailleurs : Paul Durand, qui succède en 1929 à Nicolas Houpert, a huit ans d'ancienneté quand il accède aux fonctions de rédacteur en chef du Lorrain. René Mercier était secrétaire général de La Dépêche (Toulouse) depuis 1905, avant de devenir directeur de L'Est Républicain (1911-1940).

Dans les petits journaux, le propriétaire et le directeur sont en général confondus. Alphonse Schmitt, un imprimeur, rachète la Saarburger Zeitung, qu'il compose sur ses presses. L'Echo de la Sarre est la propriété de l'imprimeur Charles Morin. Virgile Didiot, assureur, possède et dirige Le Moniteur de la Moselle.

Mais il arrive que les fonctions ne se cumulent pas. Il s'agit en ce cas de journaux d'arrondissement. Propriété de deux industriels luxembourgeois, les frères Edouard et Guillaume Meysembourg, Le Courrier de la Sarre possède un rédacteur en chef distinct, Charles Haeggi, puis après son départ Pierre Herrmann.

L'Echo de Forbach, aux mains des catholiques, est dirigé par Edouard Heiter.

b) Les journalistes :

Avant la grande guerre, les journaux lorrains, qu'ils soient mosellans, vosgiens, meusiens ou meurthe-et-mosellans, avaient un personnel très réduit : un rédacteur-gérant

responsable devant la justice comme l'exige la loi, un ou deux collaborateurs permanents, quelques pigistes ou des correspondants locaux.

Un exemple : vers 1914, on compte au maximum une quinzaine de journalistes professionnels pour six quotidiens à Metz. Entre les deux guerres mondiales, le chiffre s'étoffe. A lui seul L'Est Républicain emploie de 20 à 40 journalistes, L'Eclair de l'Est, une douzaine, Le Républicain Lorrain et le Metzer Freies Journal entre 20 et 25 *(6)*.

Au XIXème siècle, la plupart des journalistes sont des anonymes qui ne signent pas leurs articles et dont les lecteurs ne connaissent ni le nom ni l'existence. Le métier de journaliste est d'ailleurs mal défini. La plupart du temps, c'est une activité annexe temporaire (pour des imprimeurs, enseignants, avocats et hommes politiques), très rarement un travail professionnel à plein temps. On parle de préférence de rédacteur plutôt que de journaliste. Le métier, dépourvu de toute considération, s'apprend sur le tas.

A la fin du XIXème siècle et au début du XXème siècle apparaissent de vrais professionnels, mais c'est surtout après la première guerre mondiale que la profession tend à s'organiser et à reconnaître ses membres, même si la formation sur le tas reste une règle quasi générale.

Mais la majorité des journalistes continuent à avoir une vie mouvementée. Ils changent à de nombreuses reprises d'employeurs et rêvent d'une stabilité qu'ils trouvent sur le tard... ou jamais. Les sédentaires, de "véritables priviligiés" sont rares : Paul Sordoillet occupe la direction de L'Eclair de L'Est (il est aussi rédacteur en chef) de 1907 à 1934 date de sa mort ; Victor Vaillant (1815-1885), sera rédacteur en chef du Voeu National de 1851 à 1883 ; Nicolas Houpert (1859-1929), ancien instituteur, après un bref passage à La Gazette de Lorraine, entre en 1889 au Lorrain. Il en deviendra huit ans plus tard et jusqu'à sa mort, rédacteur en chef (1897-1929) ; Simon Hugues est journaliste au Metzer Freies Journal, de 1924 à 1940.

Le recrutement varie bien sûr selon l'orientation du journal. Les feuilles libérales de Metz éprouvent quelques difficultés, car le milieu local est pauvre. On cherche alors en France ou en Alsace.

Au Messin, on arrive à une certaine stabilité avec l'embauche de Paul Pignon, ancien journaliste au Petit Marseillais puis au Petit Bleu de Bruxelles. Il sera rédacteur en chef du Messin de 1903 à 1920. Après son départ

en retraite, c'est Henri Ferrette , député de la Meuse, qui choisit en tant que directeur politique du journal les membres de la rédaction.

Au cours des années 30, Le Messin, comme son confrère nancéien L'Est Républicain, sera dirigé par un journaliste du Midi, Frédéric Certonciny (1933 à 1940).

Un autre méridional, René Mercier, dirige depuis 1911 L'Est Républicain. Il succède donc à Léon Goulette, "écarté", et restera en place jusqu'en 1940. Ce licencié en droit avait fait sa carrière à La Dépêche de Toulouse, dont il était le secrétaire général.

Outre la direction du grand quotidien régional, Mercier assure la vice-présidence de l'association de la presse de l'Est et celle de l'Association de la Presse républicaine départementale qui comptera pendant l'entre-deux-guerres, de vingt à quarante membres journalistes.

Au Courrier de Metz, la situation est plutôt cocasse. le journal est fait par deux journalistes uniquement : Jean Roussel, le rédacteur en chef, et Paul Durand, "un jeune journaliste". Ils travaillent à partir de six heures du matin. Le journal tombe à midi, mais souvent Jean Roussel "disparaît" vers dix heures, n'étant embauché que quatre heures par jour...

Les journaux catholiques font plutôt appel aux gens du cru : le clergé est un vivier naturel de journalistes, collaborateurs bénévoles et même de directeurs. La figure si caractéristique du prêtre journaliste, fondateur et directeur de journal, est bien représentée en Moselle par le Chanoine Henri Collin, puis par son disciple Charles Ritz.

Le premier est directeur du Lorrain de 1887 à 1921, c'est-à-dire jusqu'à sa mort. Le second lui succèdera et assumera ses fonctions également jusqu'à son décès, survenu en 1939.

D'autres noms doivent ici être cités, concernant la presse de langue allemande : l'abbé Pinck (1870-1940) rédacteur en chef de la Volksstimme (1903-1908), actionnaire et membre du Conseil de surveillance de la Lothringer Volkszeitung, l'un des chefs de file des autonomistes mosellans entre les deux guerres ; l'abbé Hackspill (1871-1945), directeur politique du même journal de 1918 à 1923 ; l'abbé Ismert (1852-1929), fondateur de la Lothringer Volksstimme et président du Conseil de surveillance de la Volksstimme et de la Volkszeitung (1901-1929) ; l'abbé Valentiny (1887-1960), directeur politique de 1923 à 1940 de

la Lothringer Volkszeitung, puis directeur de L'Ami des Foyers Chrétiens, hebdomadaire bilingue (1945-1960).

Si les prêtres occupent le devant de la scène et les postes de responsabilité, certains laïcs ont pu s'introduire dans "ces forteresses". Le meilleur exemple est bien sûr Nicolas Houpert, dont nous avons parlé plus haut. On pourrait également citer René Jager qui, après des études supérieures aux Facultés Catholiques de Lille, deviendra journaliste au Lorrain pendant huit ans (1932-1940) *(7)*.

Reste, que la plus grande partie de ces laïcs, est reléguée en général à des tâches subalternes. Ils sont recrutés soit par relation personnelle, soit par les mouvements catholiques.

Evidemment le journaliste dépend de celui qui l'a fait entrer au journal. Il doit être aussi en accord avec la ligne politique, sinon il devra partir : les exemples de renvois ou de départs volontaires ne manquent pas.

De nombreux "météores" ont traversé les salles de rédaction sans laisser le moindre souvenir. La mobilité deviendra même une voie de progression professionnelle. Henri Maire a ainsi travaillé successivement pour Le Lorrain, Le Messin, L'Express de l'Est (Epinal), et après 1945 pour Le Courrier Picard.

René Aubertin passe de la Lothringer Volkszeitung (1927 à 1836) à Ouest-Eclair puis aux Dernières Nouvelles du Haut-Rhin (Mulhouse).

Emile Badel était rédacteur en chef de L'Eclaireur de Lunéville, collaborateur de L'Est Républicain et correspondant du Lorrain à Nancy.

Georges Grosclaude a connu les rédactions du Messin, du Lorrain, du Républicain Lorrain.

Dernier exemple : Jacques Zenner ; il commence avant 1914 à la Diedenhofener Zeitung, poursuit sa carrière au Thionvillois, puis il est l'associé de Victor Demange au Metzer Freies Journal (1923-1930), et enfin devient rédacteur en chef de L'Est Républicain (1944-1949).

Au contraire, la stabilité est le gage d'une bonne insertion : on a déjà évoqué les quarante ans de présence au Lorrain de Nicolas Houpert. On peut aussi citer le cas de Paul Durand (1895-1970). Journaliste au Courrier de Metz, il entrera au Lorrain, et en sera le rédacteur en chef de 1929 à 1960.

Henri Béziès, ancien rédacteur en chef de La France de l'Est, journaliste dans plusieurs journaux locaux (Liberté de l'Est à Epinal, La Dépêche de Strasbourg, etc...), deviendra correspondant parlementaire du Républicain Lorrain de 1936 à 1939, rédacteur en chef du même journal de 1939 à 1940. Après la guerre, il reprend ses fonctions de rédacteur parlementaire jusqu'à sa retraite en 1957.

Ou encore Isaïe Desmonts : fondateur de l'agence de Briey de L'Est Républicain (1908-1914) ; mobilisé en 14-18, fondateur de l'agence de Metz pour le même journal qu'il dirigera en 1919 à 1936.

La plupart des journalistes sont Lorrains, même s'il est vrai qu'à l'intérieur de la région on n'hésite pas à quitter son département d'origine : après 1918, les Meusiens ont "colonisé" Le Messin et l'agence de Metz de L'Est Républicain. Des Meurthe-et-Mosellans travaillent dans des journaux messins, et on trouve des Mosellans dans les rédactions nancéiennes.

Les apports extérieurs sont néanmoins importants : des journalistes de Bretagne et du centre de la France sont venus travailler en Lorraine : le Chanoine Collin est né à Bourges (Cher), Isaïe Desmonts dans le Calvados, René Gourdiat, rédacteur en chef du Thionvillois puis de La Moselle Républicaine, est né dans le Morbihan.

On trouve également beaucoup d'Alsaciens, surtout en Moselle : Aloyse Beha est né à Haguenau, Jean Boll à Eguisheim.

Certains encore viennent du Sud : Frédéric Certonciny (né à Dreux, Eure-et-Loire, en 1893, mais Corse d'origine), directeur et éditorialiste du Messin de 1933 à 1940 ; Mercier, qui remplit les mêmes fonctions mais à L'Est Républicain.

A noter enfin, que beaucoup de journalistes se plaisent à employer des pseudonymes. Au début parce que la profession était dépourvue de toute considération : on préférait donc rester anonyme. Ensuite parce que c'est un "moyen facile" pour dire ce que l'on pense sans s'impliquer directement. On l'utilise aussi parfois par simple jeu. La presse catholique (Le Lorrain) en était très friande.

Nous avons pu en relever quelques-uns parmi les plus connus, les plus amusants : Auguste Legrand, le Peyr étaient le Chanoine Collin ; Claude Lorrain : Henri Ferrette, directeur politique du Messin ; Trickmann : Louis Finot, prédicateur-diocésain, collaborateur du Lorrain ; Praetor : Jean-Martin Fleck, frère de l'évêque, collaborateur aussi du Lorrain ; Vieux Messin, Jean Sans Peur : Victor Margaux, collaborateur du Courrier de Metz ; Auguste Le-jeune, Jean de

la Seille : Charles Ritz ; Verax : Urbain Falaise, de Paris, collaborateur parlementaire du Lorrain ; Saint-Abin, Bernard Dupuy (après 1945) : Henri Béziès. Vieux Lorrain : sans doute Goulette, premier directeur de L'Est Républicain ou l'un des discrets fondateurs du journal ; Jean-Marie : Paul Durand, du Courrier de Metz ; le Chasseur : Villier, collaborateur du Courrier de Metz.

En ce qui concerne les salaires, nous ne savons que très peu de choses. Avant la guerre de 1914-1918, beaucoup de journalistes semble-t-il sont payés à la pige, c'est-à-dire au nombre de lignes. Quelques "professionnels" néanmoins touchaient un salaire mensuel, faible et complété souvent par des avantages en nature (hébergement) ou par l'envoi de correspondances à d'autres journaux.

Le Syndicat des Journalistes, fondé le premier mai 1918, "la seule association de presse qui ne se contente pas de distribuer à ses membres des décorations, des retraites et des soins gratuits en cas de maladie", mais qui est aussi pour les journalistes "l'unique groupement de défense sociale actuellement existant" a publié dans son bulletin daté de juillet 1920, un "projet de contrat de travail". Si le Syndicat des Directeurs de journaux a rejeté celui-ci, il établit cependant un barême des salaires que plusieurs témoignages affirment inférieur à la moyenne des traitements en vigueur pour les salariés de la catégorie A, c'est-à-dire le journaliste "attaché à un quotidien ou à une agence d'informations recevant un salaire mensuel et donnant à ce journal ou à cette agence le principal de son activité". Dans un journal parisien un rédacteur toucherait en 1920, 800 F, un chef de rubrique de 1.000 à 1.800 F (selon le tirage), et un secrétaire de rédaction entre 1.200 à 2.000 francs. Dans un journal de province, le rédacteur gagnerait entre 600 et 700 F (moins de 100.000 exemplaires), un chef de rubrique entre 700 et 900 F, un secrétaire de rédaction de 800 à 1.200 francs.

Au-dessus de 100.000 exemplaires, les tarifs seraient semblables à ceux de la Capitale.

En 1930, selon nos propres recherches, les journalistes lorrains recevaient entre 900 et 1.200 F par mois ; en 1938 de 1.600 à 2.200 francs. Un salaire correct mais légèrement inférieur à celui de l'instituteur en milieu de carrière. Davantage semble-t-il à L'Est Républicain. Les journaux catholiques seraient les moins généreux (Le Lorrain). En 1935, tous les journaux de la Moselle souscrivent à l'engagement "salaire minimum" prévu par la loi de 1935 *(8)*.

Nous n'avons pas trouvé de documents similaires pour les trois autres départements lorrains... quoiqu'il semblerait, qu'à de rares exceptions près, cela serait le cas.

L'application de cette loi relative au statut professionnel des journalistes a posé quelques problèmes d'application dans les départements recouvrés. Camille Blaisot, sous-secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil et aux Affaires Etrangères, dans une lettre adressée au préfet de Moselle, datée du 29 novembre 1935 écrit "j'ai considéré qu'un projet de loi spéciale était en effet nécessaire à cause de la difficulté d'introduire, en Alsace et en Lorraine, de plano, certaines prescriptions du Code du Travail français. Mais je vous invite à prendre toutes dispositions pour que l'article 3 de la loi du 29 mars, qui est en tout état de cause, d'ores et déjà applicable dans les départements, reçoive son application en ce qui concerne les commission mixtes de salaire" *(9)*.

Cette commission composée à égalité de représentants des organisations professionnelles de directeurs (ou entrepreneurs) de journaux et périodiques et de journalistes, est chargée d'établir pour le département le tableau des salaires minima.

A titre d'exemple, voici la formation de la première commission mixte de Moselle et d'Alsace. Les représentants des patrons sont : Jean Hoepffner, directeur des Dernières Nouvelles de Strasbourg, Bucher, directeur de L'Alsacien (de Strasbourg), Gilliot, directeur du Journal de Saverne, Morice, directeur du Mulhauser Tageblatt et de La France de l'Est (Mulhouse), Mappus, directeur du Courrier d'Alsace (Colmar), Seltzer, directeur du Messin, et Stoffel, directeur de La Libre Alsace (Metz).

Parmi les représentants du personnel on trouve cinq rédacteurs alsaciens (Dernières Nouvelles de Strasbourg, République, L'Alsacien, La France de l'Est, Dernières Nouvelles de Colmar) et deux Messins : Paul Durand rédacteur en chef du Lorrain et René Aubertin rédacteur à La Libre Lorraine.

Le SNJ *(10)* signalera un retard "inexplicable" de la commission et affirme que les "journaux alsaciens et lorrains ont hâte (qu'elle) commence ses travaux", ce qui pourrait laisser entendre que certaines revendications salariales étaient à l'ordre du jour.

L'Association Professionnelle de la presse mosellane, au cours de son assemblée générale du 3 novembre 1935 "exprime son regret que plus de six mois après la promulgation de la loi... et malgré les promesses formelles qui leur ont été

faites l'introduction de la dite loi ne s'est pas encore réalisée dans les départements recouvrés"... Il proteste "de toute son énergie contre cette situation d'exception" qui prive les journaux du Haut et Bas-Rhin et de Moselle "d'avantages matériels et moraux que leur confère la loi française" *(11)*.

Le directeur politique avait un salaire évidemment supérieur à celui des journalistes, deux exemples :

- celui de La Libre Lorraine, touchait 5.000 F par an en 1914, 14.400 F en 1925, 24.000 F en 1930 et 31.000 F en 1938.

- René Mercier, directeur de L'Est Républicain gagnait 30.000 F en 1919.

Le Metzer Freies Journal, Le Républicain Lorrain et surtout L'Est Républicain seront, selon nous, les premiers à verser des salaires plus élevés, ce qui leur permettra d'embaucher de véritables journalistes ayant déjà une solide expérience derrière eux.

Les journaux meusiens, sont au contraire, plus pauvres et payent chichement leurs employés. Jean-Marie Simon, rédacteur en chef du Réveil de la Meuse gagnait 300 F par mois en 1919, 500 F en juillet 1920 : c'est-à-dire selon lui, "ce que gagne le plus modeste ouvrier dans la plus pauvre des usines" *(12)*.

c) Les correspondants :

Ils sont de deux sortes :

- Les correspondants en place dans les grandes villes : Strasbourg (pendant l'annexion pour les journaux mosellans), Paris. Ils envoient des articles régulièrement aux journaux lorrains. Inversement, des journaux parisiens peuvent avoir en Lorraine des correspondants locaux, une pratique encore d'actualité.

Après 14-18, chaque quotidien lorrain ouvre un bureau à Paris et recrute un collaborateur. Celui-ci a pour principales tâches de rendre compte des débats parlementaires et de l'actualité gouvernementale. Les dépêches d'agence ne suffisent plus. Ce correspondant peut travailler à temps plein pour un ou pour plusieurs journaux, qu'ils soient lorrains ou non. Ainsi pendant quelque temps, Le Messin et le Metzer Freies Journal ont un collaborateur parisien

commun. Le correspondant peut aussi travailler d'une manière ponctuelle. Il s'agit alors d'un journalitse important d'un grand quotidien.

Le Lorrain travaille avec Urbain Falaize, du Petit Journal, qui signe ses chroniques messines Verax

M. Gerardin, correspondant parlementaire de L'Est Républicain, est chargé de l'ouverture du premier bureau du quotidien nancéien à Paris.

Le correspondant parisien et parlementaire du Républicain Lorrain est Henri Béziès de 1936 à 1939.

Le Messin ouvre un bureau à Paris, que dirigent successivement Ernest Hannaux et Georges Mauss. Il dispose aussi d'un collaborateur parlementaire, Henri Godmard, avocat d'origine meusienne à la Cour d'Appel de Paris et candidat malheureux sur la liste Ferrette aux législatives de 1924. On relève sa signature jusqu'en 1940.

- Les correspondants locaux : le succès des grands régionaux est aussi dû à la multiplication des pages locales de leurs nombreuses éditions, qui leur assurent une supériorité décisive sur les journaux parisiens qui ne peuvent satisfaire cette naturelle curiosité du public provincial. Pour assurer le reflet de la vie locale et régionale, jour après jour, les quotidiens s'attachent à créer un réseau de correspondants et de rédacteurs détachés en agences.

Un réseau dynamique, complet et fidèle fera la force de L'Est Républicain, puis du Républicain Lorrain.

d) Les associations professionnelles

Toutes les associations de presse ont pour but de défendre les intérêts matériels et moraux de leurs adhérents. Mais aucune ne remplit vraiment cette mission, d'une façon satisfaisante. Un journaliste dont les intérêts matériels et/ou moraux sont menacés, ne peut pratiquement, compter que sur lui-même. Les associations de journalistes mal organisées pour la défense, le sont plus mal encore pour l'attaque. Ce sont en général de simples associations de secours mutuels, dont les caisses ont été assez bien remplies par la loterie de presse, ce qui leur permet de servir des retraites conséquentes ou d'apporter une aide qui peut être efficace.

La plus ancienne des associations de presse est l'Association et Syndicat de la Presse Républicaine

Départementale de France, créée en 1879 et dont le siège est à Paris.

Au niveau purement local :

L'Union de la Presse Catholique d'Alsace-Lorraine, présidée par l'abbé Xavier Haegy (Louis Pinck, vice-président), devient en 1926 l'Association Alsacienne-Lorraine de Presse, Jean Keppi en est le secrétaire général. Tous les directeurs des journaux catholiques y sont conviés. L'association a 44 membres à l'origine, dont 7 Lorrains parmi lesquels Jean-Jacques Valentiny et Robert Schuman. Elle sera dissoute à la suite des remous créés par le Manifeste du Heimatbund, et renaîtra en 1933 sous le nom d'Amicale de la Presse Régionale d'Alsace-Lorraine, dont le but est l'encouragement spirituel et matériel de la presse de l'UPR et du Parti frère lorrain. Elle publie un bulletin.

L'Association de la Presse de l'Est qui existe encore aujourd'hui a été créée, entre autres, par Léon Goulette ancien directeur de L'Est Républicain (il en sera le président). Cette association, dont le siège est fixé au 21, rue Saint-Dizier à Nancy, comptera pas moins de 300 membres répartis en Lorraine, Champagne-Ardennes, Alsace, Bourgogne, Picardie (Aisne), Ile de France (Seine-et-Marne et l'ancien département de la Seine, subdivisé aujourd'hui en 4 départements.

Les plus fortes représentations se trouvent dans la Seine (35 membres) , en Meurthe-et-Moselle (34) et Bas-Rhin. Les plus faibles : le Jura (3), Aube (5), Yonne (2).

Les trois autres départements lorrains comptent respectivement 25 membres pour la Moselle (Le Lorrain et Le Messin sont les premiers a y adhérer, Victor Demange y entre en 1923 et Valentiny de la Lothringer Volkszeitung en 1936), 20 pour les Vosges et seulement 9 pour la Meuse.

En 1912, l'APE vote la création d'une caisse de retraite pour les épouses de ses membres. Ses présidents successifs avant 14-18 et pendant l'entre-deux-guerres, sont : Edgard Auguin, rédacteur en chef de La Revue Industrielle à Nancy (il meurt quelques mois après sa nomination, le 1er novembre 1901 des suites d'une maladie), Léon Goulette (réélu constamment), Marcel Knecht, élu en 1929 (né le 21 mai 1882 à Nancy, co-directeur avec Maurice Barrès du Cri de Nancy, directeur outre-Atlantique, dans le cadre de la mission Tardieu, des services d'informations du gouvernement français, et président de l'Association de la Presse

étrangère. Après la Grande Guerre, secrétaire général du Matin. Membre de l'Académie Stanislas, Commandeur de la Légion étrangère, Chevalier dans l'ordre de Malte, membre des "Cincinatti". Meurt le 9 mai 1964.

A côté de cette grande association, signalons aussi brièvement :

- l'Association de la Presse de Province, dont Victor Demange devient l'un des vice-présidents.

- le Syndicat des Journalistes de la Moselle, créé le 22 mai 1938. 51 membres dont une femme. Le président en est Paul Alphonse Royer, les vice-présidents Pierre Kessler, rédacteur-gérant de la Lothringer Volkszeitung de 1927 à 1940 et Gaston L'Huillier (1887-1962, Metz, journaliste au Messin). Le trésorier Alfred Erpelding, collaborateur de Victor Demange au Metzer Freies Journal (1923-1927) puis du Metzer Zeitung. Le siège social se trouve à la salle de la Mutualité, rue du Blé à Metz. Son but : défense de la dignité et du bon renom des journalistes-rédacteurs, l'entr'aide "dans le sens le plus large et le plus positif". Une Association Professionnelle de la presse mosellane, dont le président est Paul Durand du Lorrain, est également créée.

- Fédération des Photographes de l'Alsace et de Lorraine, qui regroupe les corporations du Haut et Bas-Rhin et de la Lorraine. Le siège "principal" se trouve à Strasbourg. "Les corporations obligatoires sont instituées pour les photographes professionnels et tous ceux qui exécuteront des travaux photographiques contre rémunération. Les corporations du Haut-Rhin, Bas-Rhin et de la Lorraine conserveront chacune leur indépendance. Le but de cette fédération est "d'entretenir l'esprit de corps (...) d'établir de bons rapports entre patrons et ouvriers (...) d'organiser l'apprentissage et de soigner l'instruction technique, professionnelle et morale des apprentis".

*

3 - Le reste du Personnel

En ce qui concerne l'évolution des effectifs de chaque journal, quelques remarques s'imposent :

- Les archives du personnel sont soit inexistantes pour les journaux qui ne paraissent plus, soit extrêment minces

pour ceux qui diffusent encore. Par ailleurs jamais aucune recherche n'a été effectuée dans ce domaine.

- Il n'a donc pas été possible d'effectuer des classifications pourtant capitales, selon le sexe, l'âge, l'ancienneté et la qualification, ni même à quelques exceptions près, de donner le nombre de salariés (employés et ouvriers) travaillant pour tel ou tel journal.

- Les archives départementales peuvent toutefois donner quelques renseignements sur le nombre des ouvriers du livre de chaque imprimerie et des renseignements sur les différents mouvements de grèves.

* Un exemple : L'Est Républicain :

Les cadres et journalistes sont 22 en 1928, 28 en 1933 et 66 en 1946. Les autres salariés sont plus de 140 en 1933 dont au moins 80 ouvriers. Sans donner de chiffres, les procès verbaux des assemblées générales ou des conseils d'administration de L'Est Républicain signalent que parmi les principales charges, figure l'élévation des salaires et de la masse salariale "en raison d'un accroissement continuel du personnel" *(13)*.

En 1928, L'Est Républicain verse 2 millions de francs de salaires et d'appointements. Les jetons de présence des administrateurs eux, s'élèvent à 25.000 F annuels. En 1930, les salaires des ouvriers s'élèvent à 1.272.000 francs.

Parmi les principales charges sociales figurent :
- Un versement annuel (en général de 50.000 F) pour la caisse de retraite (prélevé sur les bénéfices). Elle a été créée en 1921 "pour assurer les vieux jours" des employés. Outre une partie des bénéfices qui lui est reversée, elle est alimentée par une retenue opérée par les soins du conseil d'administration de 5% du montant des traitements, appointements ou salaires des membres participants "pendant tout le temps qu'ils resteront associés"... La partie des appointements soumise aux cotisations est limitée au chiffre maximum de 1 000 F par mois *(14)*.

- Des prêts : les ouvriers qui désirent se faire construire une maison d'habitation à bon marché, peuvent se voir prêter 5 à 6 000 francs. Les administrateurs considèrent que c'est "un devoir de solidarité sociale d'encourager et d'aider d'aussi louables projets" *(15)*.

- Des subventions : aux familles nombreuses (en 1919 : 1 enfant + 50 F ; 2 + 150 F ; 3 enfants + 300 F ; 4 enfants + 500 F et 5 enfants + 750 F. Majoration de 50 F pour chaque nouvel enfant), ainsi qu'à l'occasion des mariages, décès, naissances.

En 1928, L'Est Républicain estime que la mise en place "de l'organisation sociale" est presque terminée.

Un quotidien régional ou départemental ce n'est pas seulement une rédaction et de la matière grise, c'est aussi et d'abord une entreprise complexe servie par des hommes très divers, qui compte des services administratifs, commerciaux et techniques multiples.

En général et suivant le schéma organisateur de L'Est Républicain on trouve, outre le conseil d'administration et son président : à la tête de l'entreprise un directeur général. Plusieurs adjoints portant le titre de directeur, secrétaire général de la direction, responsables ou chefs de service l'aident dans sa tâche. Ainsi à partir de 1932, René Mercier n'a plus la charge des services de l'administration (dévolus à Maître D'Hôtel) ni celui de la rédaction et de la fabrication : composition, mise en page, impression, sont dévolus à Raymond Tout. Il est épaulé par Raoul Boissier (rédaction) et M. Ahlers (fabrication).

L'administration tend à se diviser en plusieurs services : Gestion (budget, comptabilité, services financiers, contrôle de gestion, etc), Personnel (recrutememnt, service social, bilan social, etc), Publicité (démarchage, gestion du portefeuille, conception graphique), Ventes (salle des départs, transports, abonnements, promotion).

Les services techniques se divisent entre : le marbre (composition, mise en page), photogravure (traitement des illustrations, copie des plaques), impression (rotatives, papier, encre). Les plus grands quotidiens disposent d'un service "Bâtiments et Entretien" (construction, réparations, entretien) et parfois d'un service des communications.

Ce schéma, s'il n'est pas le reflet de la réalité de tous les quotidiens de province, est comme la photographie d'une entreprise type et moderne.

D'ailleurs cet organigramme, à peu de choses près, est celui des quotidiens actuels (aujourd'hui il faudrait ajouter un service informatique, un service télé-communications, un parc automobile, et un service communication ou multi-médias).

* Les autres journaux

En 1919, alors que L'Est Républicain comptait 40 ouvriers du livre, L'Eclair de l'Est en avait juste moitié moins, et L'Impartial de l'Est à peine 10.

Ces chiffres sont à comparer avec les "grosses" imprimeries spécialisées : Berger-Levrault faisait travailler 387 ouvriers, les Imprimeries réunies (Spillermann) 214 ; Royer, 120 ; Humblot, 50 ; Rigot et Cie 45 ; Wagner (Imprimerie Universelle) 40 *(16)* ; Imprimerie nancéienne (Etoile de l'Est) 20 ; Collin, 8, etc... Du côté mosellan ou vosgien, les renseignements sont encore plus rares. On estime l'effectif total du Metzer Freies Journal, à une cinquantaine de personnes en 1930.

Le salaire journalier d'un compositeur (tarif moyen ouvrier) est de 18 F par jour en 1919, au début des années trente de plus de 30 F, en 1938 de 55 francs. Un ouvrier nancéien ou messin est vraisemblablement un peu mieux payé qu'un ouvrier toulois, lunévillois ou meusien.

a) Le syndicat du livre

Les ouvriers du livre forment une corporation très spéciale : malgré la diversité de leurs qualifications (linotypistes, correcteurs, clicheurs, rotativistes, photograveurs, etc...) ils restent étroitement solidaires : leur organisation syndicale, héritière de très anciennes traditions corporatives et de l'esprit de la lutte ouvrière du 19ème siècle, est extrêmement puissante *(17)*. La Fédération du Livre (CGT) a toujours exercé une pression considérable sur les employeurs *(18)*. Elle contrôle aussi l'apprentissage et l'embauche des ouvriers et imposera des critères de rémunération ou des avantages sociaux qui feront de ses membres, des privilégiés. On peut diviser l'histoire du syndicat du livre pendant l'entre-guerres en trois grandes périodes :

- 1919-21 voit la renaissance et la réorganisation du syndicat, durement touché par la première guerre mondiale.
- De 1922 à 1935, il cherche à se donner des bases plus solides.
- Entre 1936 et 1939, il vit au rythme du Front populaire.

Le congrès de Nancy de 1919 détermine les groupements

régionaux. Celui de Nancy figure en 13ème position. Il est composé des sections de Nancy, Bar-le-Duc, Epinal, Remiremont, Lunéville. Nancy est le "chef de groupe" *(19)*. M. Lecomte, son secrétaire général (1919-1937) est né à Essey en 1860. Il sera retraité typographe de L'Est Républicain en 1931 à l'âge de 71 ans. Trois sous-sections, dépendantes de Nancy, seront créées à Toul, Longwy, Verdun. Elles poseront beaucoup de problèmes à cause , soit de leur passivité (Toul), de l'intransigeance du patronat (Verdun, création tardive : 1925) ou bien de la malhonnêteté de ses correspondants (à Longwy, Toul et Verdun). Dans cette dernière sous-section, tous les fédérés furent radiés en 1931 pour faute de paiement des cotisations, en fait son correspondant les avait détournées. Le 17ème groupement a pour chef de file, Strasbourg. Il rassemble trois sections : Colmar, Metz et Mulhouse.

En Moselle, la 178ème section de la Fédération Française des Travailleurs du Livre a pour but "d'améliorer les conditions du travail de ses adhérents et de les secourir en cas de chômage et de maladie".

Les origines de cette section remonte au moins jusqu'en 1875, peut-être même avant, mais les archives ont disparu. Seule certitude, à cette date des Mosellans assistent au congrès des travailleurs de Strasbourg. Au début du XXème siècle, le mouvement se confond avec celui de l'Allemagne. Après 14-18, il adhère à la Fédération Française des Travailleurs du Livre et devient la 178ème section (président : Charles Becker).

Parallèlement les typographes forment un syndicat en 1876. Celui-ci comptera jusqu'à 218 membres (dont une femme). Ses présidents successifs sont : Grimon (jusqu'en 1935, il démisionne pour des raisons de santé, mais aussi en raison d'une mésentente avec ses camarades), Henri Hocquard (typographe, né à Metz le 6 juillet 1893, président jusqu'en 1937-38), Eugène Nilles (linotypiste né à Metz en 1891). En 1940, Hocquard retrouve son poste. Le syndicat des typographes de Metz est affilié à l'Union des Syndicats Typographiques d'Alsace et de Lorraine ainsi qu'à la 178ème section de la Fédération Française des Travailleurs du Livre *(20)*.

De pareils syndicats existent dans les autres grandes villes. Dans les vosges par exemple, les travailleurs du Livre forment une société qui prend la dénomination de Chambre Syndicale Typographique d'Epinal, qui adhérera aussi à la Fédération des Travailleurs du Livre (79ème section).

Les sections s'administrent librement dans le cadre de la fédération nationale, mais en fait, elles sont très dépendantes de la direction parisienne, dont l'avis devait être sollicité à toutes occasions.

Le Syndicat comptait en Meurthe-et-Moselle 329 cotisants en 1919, 287 en 1921, 449 en 1935, 821 en 1937, 781 en 1918 et 421 en 1939. En Moselle, plus de 230 membres (1927).

Avec l'avènement du Front populaire les ouvriers se syndiquent en masse (3/4 du total). Trois ans plus tard les effectifs sont en chute libre, ceci pour deux raisons :

- instabilité des syndiqués du Front populaire dont beaucoup sont jeunes : 460 en Meurthe-et-Moselle quittent le syndicat volontairement ou non (248 sont radiés entre 1936 et 1939 pour défaut de paiement des cotisations). En effet beaucoup d'entre eux ont adhéré dans l'effervescence du moment, entraînés par ce formidable élan. Le syndicalisme sera synonyme de conquête et de luttes victorieuses, mais quand celui-ci perd sa puissance face à un patronat mieux armé, à l'heure où les luttes sont quotidiennes, beaucoup s'en éloignent.

- Cette année-là voit aussi la mobilisation de nombreux syndiqués. (par exemple : 200 en Meurthe-et-Moselle).

* Les Grèves

- Le 12 mai 1919 la CGT lance un appel à la grève générale. Elle aura, tant au niveau national, que celui local, une grande ampleur.
On note toutefois un certain flottement au sein du Syndicat du livre sur la marche à suivre. A Nancy on décide finalement la grève complète. Elle ne sera pourtant pas suivie par tous les ouvriers du Livre. L'Impartial de l'Est, par exemple, paraît.

- Suite à la journée dramatique du 6 février 1934, la CGT lance un appel à la grève générale "contre les menaces de fascisme et pour la défense des libertés politiques" à laquelle la CGTU décide de s'associer. A Nancy le mouvement est bien suivi. Malgré l'avis de M. Lecomte qui juge cette grève nationale inopportune, les ouvriers y participent majoritairement. L'Est Républicain ne paraît pas. Seule l'équipe de L'Impartial de l'Est ne répond pas à l'appel lancé.

- Mai à juillet 1936 : la grève en Meurthe-et-Moselle est limitée à deux maisons : Berger-Levraut et Arts graphiques qui obtiennent une augmentation immédiate de leurs salaires de 7% à 15%, et l'assurance de bénéficier de contrats collectifs. En Moselle, elle touche Le Lorrain et Le Messin.

- 30 novembre 1938 : cette grève décidée par la CGT et désirée par les communistes, est un mouvement de protestation contre les "décrets de misère" pris par le gouvernement (loi du 4 mars 1938 sur la procédure de conciliation et d'arbitrage, décret-loi qui fixe à 10% les majorations de salaire applicables aux 250 premières heures supplémentaires). Cette grève est un échec total. Selon les renseignements fournis par le préfet de Meurthe-et-Moselle au ministre de l'Intérieur, trois établissements dont l'Est Républicain seront touchés par le mouvement *(21)*. La CGT voit sa puissance s'effriter d'un coup. La faiblesse du mouvement permet au patronat de se déchaîner contre ceux qui y ont participé. La direction de l'Est Républicain envoie des lettres recommandées aux ouvriers *(22)*, avisant que le fait de ne pas venir travailler équivaut à une rupture personnelle du contrat de travail. Elle prévoit la possibilité de réembaucher, mais un nouveau contrat entrera en rigueur beaucoup plus dur : les congés payés sont réduits à 6 jours au lieu de 12. L'automaticité des gratifications et des largesses bénévoles est supprimée.

D'autres grèves auront lieu au niveau national : en 1920, 1925, 1926 et 1927. Elles ont pour objet principal les questions salariales, mais d'autres revendications seront exprimées : respectivement le paiement à la semaine, le respect de la rémunération des jeunes apprentis, l'établissement d'une échelle mobile des salaires.

Au niveau local, citons à titre d'exemple les grèves qui ont eu lieu à Verdun en 1926, 1928 et 1929. Les deux premières sont un échec. La dernière, les maîtres-imprimeurs sont contraints de céder et d'augmenter les ouvriers. En 1937 une nouvelle grève n'aura aucun résultat, les effectifs des syndicats se sont amenuisés *(23)*, l'esprit combatif aussi. Les ouvriers vosgiens se mettront en grève du 26 décembre 1922 au 29 janvier 1923, les patrons refusant de satisfaire leurs revendications (augmentations ; sur le paiement des jours fériés et des dimanches). Les journaux, malgré tout, paraîtront normalement *(24)*.

b) Revendications et résultats

* La journée de 8 heures fut appliquée dans toutes les imprimeries, dès le 1er juin 1919 . Du moins en principe car on notera de nombreux manquements et violations surtout dans les entreprises où le syndicat du livre comptait peu d'adhérents.

La semaine de travail variait de 5 jours à 6 jours. Elle comptait dans les deux cas, 48 heures. Dans le premier, les ouvriers travaillaient 9 heures par jour et 3 heures le samedi matin ; dans le second 8 heures par jour.

Cette semaine de travail passera à 40 heures en 1936. Les heures supplémentaires étaient payées selon des tarifs spéciaux mais comme le constatait un responsable syndical *(25)* : "En Meurthe-et-Moselle en 1939, il n'y avait plus guère que L'Est Républicain et L'Eclair de l'Est qui respectaient les tarifs des heures supplémentaires".

* les salaires : ils sont l'objet des principales revendications. Nous avons vu qu'un compositeur (tarif moyen d'un ouvrier du livre) gagne 18 F par jour en 1919 et 55 F en 1938. A titre de comparaison, un manoeuvre spécialisé de l'industrie métallurgique et mécanique touche 12,06 F par jour en 1919 *(26)*.

Typographes et imprimeurs se rangent donc incontestablement dans la fraction la mieux rémunérée des ouvriers des industries locales. Paradoxalement, la crise économique apportera une amélioration sensible de leur pouvoir d'achat. Les salaires restent en effet, stables entre 1930 et 1935, alors que la courbe des prix s'infléchit vers la baisse, et accuse un recul de près de 19% en 1935 par rapport 1931. Si en 1937, on note une nouvelle ascension des prix, l'ouvrier garantit son pouvoir d'achat, la convention collective largement appliquée (du moins jusqu'en 1938) stipulant l'établissemnt d'une échelle mobile des salaires.

* La convention collective nationale a été signée le 17 septembre 1936 par la Fédération des Syndicats des Maîtres Imprimeurs et la Fédération Française des Travailleurs du Livre. Elle est complétée par des conventions collectives régionales, signées dans la foulée (fin octobre, novembre 1936). Mis à part quelques adaptations locales, elles ne sont, en fait, que l'adoption pure et simple de la convention nationale. Elles garantissent la liberté syndicale et d'opinion, la durée du travail est portée à 40 heures et les congés payés sont reconnus.

A Nancy elle est valable jusqu'au 31 décembre 1938, et se renouvellera par tacite reconduction "si elle n'a pas été dénoncée par l'une ou l'autre des parties avant le 1er décembre 1938"... ce qui sera fait, dès septembre, par les maîtres-imprimeurs, qui sont en désaccord avec le Syndicat du Livre sur le problème du relèvement des salaires, et qui se sentiront plus forts à la suite de l'échec de la grève de novembre. En 1939 aucun accord n'est signé.

A noter que les militants du Livre nancéiens respectent en général la clause de la Charte d'Amiens (octobre 1936, 9ème congrès CGT), recommandant aux militants de ne pas introduire dans le syndicat des opinions qu'il professent au-dehors.

La lutte qu'ils mèneront contre L'Eclair de l'Est sera néanmoins qualifiée de lutte politique par le patronat, elle ne sera, affirment les syndiqués, qu'une action contre un patronat particulièrement intransigeant qui se prétend ami des ouvriers.

* Parmi les autres revendications : les congés payés. Ils avoisinent les 15 jours, auxquels selon les départements, s'ajoutent de 10 à 12 jours fériés.

c) Le cas particulier de la Moselle

La grève de l'été 1936 permet de comprendre la situation particulière de la Moselle.

"Le Front populaire lui (à l'ouvrier) a tout promis (...) cet électeur qui a cru, qui a voté rouge, qui a marché à fond, exige tout de suite le prix de son bulletin de vote ; il ne veut pas attendre plus longtemps l'âge d'or, puisque l'âge d'or lui a été promis". Charles Ritz *(27)* ne croyait pas si bien dire. Tout, tout de suite c'est ce que voudront les ouvriers des quotidiens de langue française de Metz. Le début d'un bras de fer qui ébranlera la presse mosellane.

15 juin - Le Syndicat des Travailleurs du Livre lance un ordre de grève, les linotypistes arrêtent toute activité immédiatement. Ils réclament de nouvelles négociations salariales et dénoncent l'accord de 1935.

Depuis le 1er avril 1935, le contrat de travail en vigueur prévoit les salaires suivants : 41F20 par journée pour un typographe, 44F20 pour un linotypiste, 53F20

pour un typographe, 44F20 pour un linotypiste, 53F20 pour un linotypiste qui travaillerait de nuit (de 17 à 24H30), 93F05 pour celui qui travaillerait la nuit les dimanches et jours fériés *(28)*, à ces chiffres s'ajoutent diverses allocations ou autres incidences de moindre proportion, à la suite des accords de Matignon qui prévoient une augmentation de tous les salaires.

La Chambre Syndicale des Maîtres-Imprimeurs offre 5% d'augmentation. Cela ne convient pas aux ouvriers du Livre. Ils réclament de 10 à 20% en fonction des différentes catégories de personnel et selon les jours : pour les typographes 45F32 ; Les linotypistes de jour, 48F71, ceux de nuit, 60F88 ; Ceux qui travaillent le dimanche, et les jours fériés : 169F90.

En fait, le désaccord intervient sur la base choisie pour l'augmentation des salaires. Avant le 1er avril 1935, les imprimeurs de Moselle suivaient pour sa fixation "leurs collègues du Bas-Rhin et Haut-Rhin", expliquent Le Messin et Le Lorrain dans de longs articles. "Ce vieux vestige du passé" prévoyait d'abord des discussions à Strasbourg, entre patrons pour arriver à une entente, puis entre ceux-ci et leurs ouvriers. Pour en finir avec ce "système très compliqué" la chambre syndicale des maîtres-imprimeurs de Moselle décide de se séparer de celle de Strasbourg.

Le renouvellement du tarif des ouvriers arrivant à échéance le 1er avril 1935, un conflit éclate entre les deux parties. Le conflit fut porté devant le préfet. Un compromis fut trouvé,

Ce 15 juin 1936, le compromis ne semble plus possible : les ouvriers exigent que leurs augmentations soient calculées sur la base des tarifs de Strasbourg beaucoup plus élevés, nous verrons plus loin pour quelles raisons. Les maîtres-imprimeurs se réunissent en hâte et décident la réintroduction et la reconnaissance pure et simple des tarifs des travailleurs du Livre en vigueur en Alsace, et prennent "acte du désir des typographes pour le reste de leur revendication (semaine de 40H ; 14 jours de vacances, 10-11 jours fériés). Tous ne sont pas d'accord. Les représentants du Messin et du Lorrain s'indignent, parlent de "pression scandaleuse" et affirment que cette réunion a été convoquée irrégulièrement. Le 15 juillet, l'assemblée générale des maîtres-imprimeurs désavoue la réunion. Mais les ouvriers avaient anticipé cette décision. Ils feront grève, et ce jour-là les deux quotidiens ne paraîtront pas.

Le lendemain à la Une, Le Lorrain explique : "la grève ayant été déclarée dans nos ateliers au cour de la nuit

dernière, nous envisageons la fermeture de notre maison (...) (suivent des excuses adressées aux lecteurs) (...) les représentants de la force publique ont dû faire évacuer nos ateliers sous le coup de 23 Heures."

Le 17, les deux quotidiens ne sont, à nouveau, pas dans les kiosques. Le 18, ils expliquent que s'ils n'ont pas paru c'est parce que ils ne l'ont pas voulu : "Nous avons voulu par contre que M. Tesson (sous-secrétaire d'Etat chargé des Affaires d'Alsace et de Lorraine) à son arrivée en Moselle, se rende compte de la répercussion, sur les journaux de langue française de Metz, des accords de Matigon". Il ne s'agit donc pas d'une grève des ouvriers, mais d'un geste symbolique des directeurs des deux journaux.

Les jours suivants le Lorrain et le Messin sortent avec des moyens de fortune : "il a fallu trouver tout de suite des linotypistes sans travail, car il y en a ... prendre des précautions multiples, des mesures de toutes sortes. A un moment donné, nous n'étions pas sûrs que la liberté du travail serait assurée" *(29)*. L'inspecteur départemental du travail , dans une lettre adressée au préfet le 19 juillet, ne s'oppose pas au concours d'ouvriers non syndiqués (venus d'autres imprimeries de Metz, Guenange et Nancy). Rien dans la loi, dit-il, oblige un travailleur à ne pas faire 8 heures dans un établissement après avoir déjà travaillé dans un premier !

Dans une feuille volante signée et éditée par le Comité du syndicat des typographes de Metz, ceux-ci expliquent que le patronat "contrairement à la signature donnée le 15 juin 1936, considère aujourd'hui tout engagement comme un vulgaire chiffon de papier. Les ouvriers du livre ne cherchent qu'une juste rétribution de leur tâche". Ils affirment que depuis 1929, leur salaire a diminué de 20%, que les matières premières ont baissé de 20 à 40% et posent, alors, la question : "abonnés, payez-vous votre journal moins cher ? Commerçants et industriels avez-vous remarqué une diminution quelconque pour vos annonces et imprimés ? A vous de répondre...".

Les patrons des journaux voulaient, pour se justifier publier le salaire des ouvriers. Ceux-ci avaient refusé. La "feuille volante" distribuée à Metz, libèrera les patrons de leurs "hésitations" : "Il est grand temps que le public, que les ouvriers du département, de la mine, de l'atelier et de l'usine, sachent que les patrons d'imprimerie ne sont pas des vautours mais avaient depuis longtemps assuré à leur personnel ouvrier des conditions de vie qu'ils croient honorables, très honorables".

En fait, s'ils n'acceptent pas les "salaires de Strasbourg", c'est que leurs finances ne le leur permettent pas. Il existe une différence en effet, entre la presse mosellane de langue française et celle, germanophone d'Alsace ou de Lorraine. Les journaux alsaciens ne paraissent pas le dimanche et certains jours fériés (10 à 11), les journaux de Metz, eux, y sont obligés, à cause de la concurrence des autres quotidiens lorrains tel L'Est Républicain, ou parisiens, qui payent un salaire identique quelque soit le jour, et disposent donc d'une main-d'oeuvre moins chère.

L'argument du Messin ou du Lorrain est simple : si les journaux alsaciens peuvent offrir, grâce à une entente entre eux pour ne pas paraître le lundi (donc pas de travail le dimanche) et une absence de concurrence, ce qui leur ferait selon Le Lorrain économiser 150.000 F par an, un salaire plus élevé et davantage de jours de congés (10 contre une semaine dans le reste de la France), les journaux de langue française ne peuvent pas payer davantage : "nous sommes en France, nous paraissons le lundi, nous payons le travail du dimanche" s'exclament-ils avant de rappeler que l'accord signé en 1935 ne devait arriver à échéance que le 30 septembre 1938.

Néanmoins les discussions reprennent(36). Elles sont difficiles et s'éternisent. En mars 1937, M. Lachman, inspecteur départemental du travail signale au préfet, que des difficultés "se sont élevées lors des négociations entre patrons et ouvriers du Livre". Les premiers veulent toujours, pour référence, le contrat national, les ouvriers persistent à vouloir discuter sur la base des tarifs propres à l'Alsace.

Les patrons, qui craignent de nouvelles grèves, cherchent à tirer les discussions en longueur afin de dépasser le 1er avril, période des abonnements. Ils font quelques concessions. Ainsi le 1er février est signé entre la Chambre Syndicale des Maîtres-Imprimeurs de la Moselle et l'Union des Syndicats Typographiques d'Alsace et de Lorraine, une convention collective qui fixe la semaine de travail à 40 heures (chômage le samedi ou le lundi ; 8 H par jour pendant 5 jours) et garantit la liberté syndicale et la liberté d'opinion ; La nomination de délégués si l'entreprise compte plus de 10 ouvriers, le paiement hebdomadaire des salaires ; la procédure de conciliation, l'apprentissage, l'hygiène et la sécurité, figurent également dans cette convention, valable jusqu'au 31 décembre 1938.

La guerre mettra un terme aux négociations.

4 - Les Maîtres-Imprimeurs

Ils se regroupent en Chambres syndicales. Celle de Nancy est créée en 1906. En 1919, elle est dirigée par Steinheil, administrateur délégué de l'imprimerie Berger-Levrault. En 1920, il sera remplacé par Spillmann, administrateur-directeur des Imprimeries Réunies. En 1928, celui-ci laissera sa place à Humblot (de l'imprimerie du même nom).

En 1926, plusieurs maîtres-imprimeurs de la presse y participent : MM Mercier, directeur de L'Est Républicain et Pagel de L'Impartial de l'Est. On notera l'absence de l'Eclair de l'Est.

Les patrons de presse mosellans se regroupent plus tardivement : le 22 mars 1936. Pressentant l'arrivée au pouvoir du Front populaire et de vives discussions avec leurs ouvriers, ils resserrent les rangs.

La Chambre Syndicale des Maîtres-Imprimeurs et Editeurs des Journaux de la Moselle , (siège social rue des Trinitaires à Metz) a pour premier président, Paul Marchal puis Charles Seltzer (1877-1939, Metz), directeur administratif du Messin (1932-1939) et vice-président Jules Beaudoin (né en 1866, Metz), maître-imprimeur-relieur. Le secrétaire-trésorier est Louis Hellenbrand, maître-imprimeur. Parmi les assesseurs, on trouve Jean-Baptiste Kieffer, maître-typographe, directeur de l'imprimerie du Lorrain.

En 1938, Charles Seltzer laisse sa place à Louis Hellenbrand, mais restera président d'honneur jusqu'à sa mort. Le nouveau secrétaire-trésorier est un comptable attaché à la direction de La Libre Lorraine, Amédée Stein. L'objectif de ce syndicat est "de resserrer entre ses membres les liens habituels de confraternité ; de sauvegarder les intérêts généraux de l'industrie typographique et lithographique de quelque nature qu'ils puissent être ; d'avoir ainsi à Metz pour le département de la Moselle, une représentation officielle de l'imprimeur pour la défense de ses intérêts économiques".

Cette Chambre syndicale avait eu, en fait, un précédent. En janvier 1923 avait été, en effet, créé un premier Syndicat des Maîtres-Imprimeurs et éditeurs de journaux de la Moselle. M. Jacques Therré (1873-1932, Metz), ancien typographe, prote puis directeur d'imprimerie et directeur du Messin (1909-1932) en fut le premier président. Il laissa sa place pour des raisons de santé à Louis Stenger (né à Boulay en 1875).

Les Chambres syndicales de Meurthe-et-Moselle, des Vosges et de Moselle sont affiliées à la Fédération des Syndicats des Maîtres-Imprimeurs de France.

*

- Notes -

(1) "Le temps des Journaux", op. cit. p 59.
(2) André Maginot, membre du CA, possède la plus grande partie du capital.
(3) AdMM série 1M 603. Lire le rapport d'avril 1889 du Préfet de Meurthe-et-Moselle.
(4) Mais beaucoup -dans la Meuse surtout- n'ont pas leur propre imprimerie.
(5) Le cas de V. Demange est différent puisque propriétaire de ses journaux.
(6) Chiffres communiqués à l'auteur par Mme Puhl-Demange, présidente-directrice générale du Républicain Lorrain.
(7) René Jager est né en 1909 à Richeling. Il décèdera en 1983 dans les Alpes-Maritimes (Cagnes-sur-Mer). Il entrera au Lorrain après des études supérieures aux Facultés catholiques de Lille. Après la Deuxième guerre mondiale, il deviendra le directeur politique du Courrier de Metz (1945-1959), ... et entamera une carrière politique (conseiller général MRP de Fénétrange de 1945 à 1976), maire de cette ville de 1959 à 1977, sénateur de la Moselle de 1959 à 1983.
(8) AdM 310 M 87, voir aussi en annexe, la loi de 1935 relative au statut professionnel des journalistes.
(9) Le préfet de Moselle n'avait pas reçu la circulaire relative à l'application de cette loi. Le ministre du Travail, en octobre, lui avait dit qu'elle n'était pas actuellement applicable à la Moselle, qui ferait l'objet, avec l'Alsace, d'une loi spéciale.
(10) Syndicat National des Journalistes. Fondé en 1918.
(11) AdM 310 M 87.
(12) L'Echo de l'Est du 7 septembre 1921. Autre journal meusien dont il sera le rédacteur en chef jusqu'en 1922.
(13) L'Est Républicain, conseil d'administration du 01/03/1924 par exemple.
(14) L'Est Républicain, assemblée générale du 09/04/1921 et conseil d'administration du 19/03/1921.
(15) L'Est Républicain, conseil d'administration du 29/09/1925.
(16) AdMM 10 m 59.
- 1913 : 23 entreprises à Nancy (1 700 ouvriers) ;
- 1919 : 18 entreprises (1 100 ouvriers) ;
- 1927 : 24 entreprises (1 433 ouvriers).
La distinction entre presse et labeur reste de rigueur, même si beaucoup travaillent dans les deux domaines. Berger-Levrault, outre calendriers, affiches, etc... publie un nombre impressionnant de publications spécialisées, Wagner également, en assurant la publication de toutes les revues à caractère

religieux.
(17) Les typographes furent, du fait de leur plus grande culture et de leur relative puissance, à l'avant-garde de la revendication prolétarienne.
(18) Cette puissance s'explique en partie par la très grande efficacité de l'arme de la grève dans une industrie sans stock.
(19) Lire :"Syndicat des typographes et imprimeurs à Nancy de 1919 à 1939" de Jocelyne Jeanroy - Mémoire de Maitrise - Nancy 1982. Deux autres sous-sections furent créées à Briey et Conflans, mais elles n'auront qu'une vie très éphémère.
(20) "Source AdM 310 M 113. Dans la foulée des accords Matignon, les employés crèent leur propre syndicat. Celui du Lorrain dont le président est M. Hinschberger (chef de la publicité) compte 38 membres.
(21) AdMM 10 M 81
(22) 41 ouvriers ont voté pour la grève, 39 contre, 2 blancs et 1 nul.
(23) Verdun en 1938 ne compte plus qu'un syndiqué.
(24) Tous les ouvriers des imprimeries Pernot (25), Collot (17), Imprimerie Administrative (18), Testard (3), Homeyer (17) sont en grève. Les imprimeries Fricotel, Clerc, Durand-Poignon, comptent respectivement 28 ouvriers en grève sur 29, 3 sur 11, aucun sur 23.
(25) Cité dans "le syndicat des typographes d'imprimeurs à Nancy de 1919 à 1939" op. cit. p.79.
(26) Quelques prix en mai 1919 : Kg de pain : 0F60 ; Kg de riz : 1F65 ; de boeuf : 5F40 ; Kg de pommes de terre : 0F35 ; en mai 1920 les prix sont respectivement de 1F10 ; 4F60 ; 8F75 ; 0F50. Il faut rappeler que le salaire des autres ouvriers travaillant dans un journal est inférieur à celui des typographes et linotypistes. En 1937, un imprimeur, compositeur à la main, gagnaient par jour, de 32F30 (1ère année) à 45F40 (+ de 24 ans de travail) ; Un compositeur sur machine, un correcteur, un graveur ou un metteur en page, 3 F de plus ; Un relieur ou massicotiés de 26F45 à 40F75 ; Un manoeuvre non spécialisé de 9 F à 20 F. Les femmes avaient des salaires inférieurs : une compositrice sur machine touchait 4 F de moins par jour, une margeuse 1F50 à 6 F de moins (soit 8F50 à 18F70).
(27) Le Lorrain du 04/06/1936.
(28) Salaires modifiés d'après l'échelle mobile du coût de la vie, révisé tous les mois, affirme Le Lorrain.
(29) Le Lorrain du 18/07/1936.
(30) Le 22 juillet 1936 les patrons acceptent une "adhésion de principe" à la convention du tarif Alsace-Lorraine. Les ouvriers reprennent le travail et acceptent de discuter sur le problème des jours fériés. Le 28 octobre, le Messin et le Lorrain acceptent d'accorder 10% d'augmentation à leur personnel jusqu'à ce que soit signée une convention collective du travail.

B - LE JOURNAL ET LES FORCES PROFONDES

Le journal est une entreprise qui a besoin de capitaux pour naître, de ressources pour vivre. Même si sa fondation est le fruit d'une décision individuelle, il ne peut pas ne pas prendre en considération les différents groupes "de pression " qui animent la vie locale, tant au niveau politique, économique, religieux que culturel. Leur poids a incontestablement varié. Tel journal composera facilememnt, tel autre peut les braver ; mais aucun ne peut, contre eux, trouver une assise durable... sauf à les associer ou à les neutraliser !

1. les partis politiques

La première "force profonde" à laquelle on pense, ce sont les partis politiques. En fait après 1918, très peu de quotidiens sont la propriété -directe- d'un parti politique.

L'Humanité d'Alsace et de Lorraine, organe communiste, est un des rares exemples d'un quotidien placé sous le contrôle direct d'une formation politique.

Il ne faudrait pas en déduire que les journaux n'ont aucune relation avec les formations politiques. Pendant l'entre-deux-guerres, la presse est encore composée en général de journaux d'opinion. Chacun a sa préférence, qu'il exprime sans honte. Mais s'ils sont des feuilles politiques, et en cela utilisés par des hommes politiques, ils ne sont pas des "bulletins" de parti... à quelques exceptions près !

Brièvement, rappelons la tendance des principaux quotidiens de la région à la veille de la deuxième guerre mondiale *(1)* :

- L'Est Républicain (140.000 ex.) : modéré.
- Le Républicain Lorrain (70.000 ex.) : radicalisant (modéré).
- Le Journal d'Alsace et de Lorraine (35.000 exemplaires Strasbourg) : radicalisant.
- Die Lothringer Volkszeitung (32.000 ex.) : droite.
- L'Eclair de l'Est (30.000 ex.) : modéré (droite).
- Le Lorrain (20.000 ex.) : droite.

- Le Lorrain (20.000 ex.) : droite.
- Le Messin (20.000 ex.) : droite.
- Le Télégramme des Vosges (20.000 ex. Epinal) : droite.

Mais on assiste à une certaine dépolitisation et une inadaptation du contenu aux nouvelles conditions de la vie politique. On trouve un bon exemple avec L'Est Républicain qui, après avoir été une feuille électorale à l'époque de sa fondation, va choisir délibérément l'information au détriment de la politique. L'Express de l'Est va le suivre sur cette voie.

*

2. l'Eglise

L'Eglise -catholique- a longtemps joué un rôle décisif en matière de presse.

Les prêtres ont, en effet, après l'avoir négligé, rapidement découvert tout l'intérêt de posséder un journal. En France, mais aussi à l'étranger, on assiste à une floraison de titres : mais si L'Univers survécut à la mort de Veuillot et resta un des organes les plus écoutés du clergé, les autres feuilles catholiques comme La Défense Sociale et Religieuse de Mgr Dupanloup, fondée en 1876, ou La Vérité, née en 1893, finirent par disparaître. De même les feuilles de la Démocratie Chrétienne, fondées après 1892, ne survécurent pas au durcissement de la politique vaticane, sous Pie X qui, en 1910, condamna Le Sillon de Marc Saugnier.

La presse religieuse sera renouvelée par les pères Assomptionnistes de la Maison de la Bonne Presse. Celle-ci éditera un grand nombre de périodiques dont Le Pélerin, né en 1876, et surtout La Croix, qui deviendra quotidienne en 1883, et qui essaimera à travers le pays : *(2)* La Croix de l'Est, la Croix Meusienne, etc... Outre son réseau de Croix locales, l'agence de la Presse Régionale assurera à la Bonne Presse une grande influence sur le clergé et l'opinion publique de province. La Presse Régionale, société anonyme au capital de 3,5 millions de francs (1920) dont l'animateur sera Jules Dassonville, disposera de 12 quotidiens et d'une trentaine d'hebdomadaires. En Lorraine : L'Eclair de l'Est à Nancy et Le Télégramme des Vosges à Epinal.

En 1936, la France comptera alors moins de 65 quotidiens catholiques, 235 hebdomadaires catholiques pour un total de 3,487 millions de journaux tirés.

L'Alsace et la Lorraine participeront largement à ce mouvement général.
L'on voit des prêtres fonder des journaux, quotidiens ou hebdomadaires, en devenir directeurs. Ces feuilles sont avant tout des journaux de combat. La fonction d'information y est seconde, par rapport à l'apologétique, à la critique des ennemis de la religion.

Le contexte lorrain présente l'originalité, en outre, de donner naissance à des journaux catholiques de langue française et à des journaux catholiques de langue allemande. Les premiers se rattachent au catholicisme de style français, les seconds veulent répandre un catholicisme de style allemand. Ce dualisme persiste jusqu'à la seconde guerre mondiale.

A Metz, rien ne peut se faire sans l'appui ou du moins la neutralité de l'evêque : Mgr Fleck (1826-1899) a porté sur les fonds baptismaux Le Lorrain, "son journal". C'est encore lui qui choisit l'abbé Collin comme directeur de ce quotidien.
Mgr Benzler (1853-1922) a encouragé la naissance d'un aute quotidien mais de langue allemande, Die Lothringer Volksstimme.

Le rôle de l'évêque, outre de choisir des directeurs parmi les prêtres, consiste à arbitrer les conflits internes et parfois prendre des sanctions. Il recommande aux fidèles la lecture...des journaux catholiques et condamne la mauvaise presse, c'est-à-dire les journaux neutres ou laïcs : "Si quelque fidèle se permettait de s'abonner à un journal hostile, il pècherait gravement, tout prêtre serait tenu de le priver des bénédictions et grâces de l'"Eglise" menace l'Evêque de Metz".

Ces journaux catholiques, dont les meilleurs diffuseurs sont les prêtres eux-mêmes, auront longtemps gardé une clientèle fidèle. Selon François Roth *(3)*, on peut expliquer "cette fidélité par l'autorité du prêtre (NdLA : les curés présentaient comme une obligation de conscience l'achat et la lecture des journaux catholiques) et la pression sociale (...) ; les lecteurs se sont reconnus dans ces journaux qui leur étaient destinés et ont largement contribué à leur audience et à leur longévité. Quand cet accord s'est dénoué dans les années 50, un certain type de presse catholique a alors

disparu".

"Les prêtres sont devenus de véritables professionnels qui consacrent à leurs journaux toute leur énergie et l'essentiel de leur temps. Certains acquièrent une influence politique exceptionnelle, supérieure à celle de beaucoup d'élus, mais ils restent d'abord des hommes d'Eglise".

Au côté de ces prêtres journalistes d'envergure -Henri Collin, Charles Ritz, Jean-Jacques Valentiny-, d'autres prêtres occupent des fonctions plus classiques et collaborent plus ou moins régulièrement.

Cette presse, bien sûr, ne peut naître et vivre que grâce au soutien financier du clergé. Le Lorrain est édité par l'Imprimerie Lorraine, dont une partie du capital est détenue par des prêtres, le reste -la majorité- par des notables et partisans catholiques. Ils passent accord entre eux sur la politique à tenir, sur l'attitude à adopter à l'égard de l'Allemagne, sur les valeurs sociales et morales à proposer aux lecteurs.

Autre exemple d'aide : lors de la fondation de la Coopérative lorraine d'impression et d'édition *(4)*, le Chanoine Ismert fait directement appel à ses confrères pour souscrire des parts sociales. Ils répondent massivement et gardent la majorité jusqu'au-delà de la seconde guerre mondiale.

Comme la Lothringer Volkszeitung n'a pas les mêmes opinions que le quotidien de la rue des Clercs, Le Lorrain (les thèmes du premier ne sont pas ceux du second : critique des abus du capitalisme, des mauvais patrons, défense des organisations populaires, syndicats ou autres, qui rassemblent sous la conduite des prêtres "le peuple catholique"), Mgr Pelt décide de fonder une "commission de la presse catholique" pour harmoniser les points de vue. Ses réunions, surtout pendant la crise autonomiste (1926-1929), ont été souvent tendus.

En fait les deux presses, celle de langue française et celle de langue allemande, ne sont pas concurrentes. Elles sont plutôt le reflet de deux cultures nationales différentes qui se combattent, qui s'opposent. Le catholicisme n'a pas la force et le pouvoir de rassembler seul, tout le monde.

Au total, la presse catholique dans l'Est en 1936 compte 29 quotidiens, dont 22 en Alsace-Lorraine ; et 49 hebdomadaires. Tirage moyen : 536.000 exemplaires. Quelques titres : Le Lorrain, la Lothringer Volkszeitung, La Croix Meusienne, La Croix de l'Est, Le Foyer Vosgien (hebdomadaire dirigé par le Chanoine Barotte *(5)*, L'Eclair de l'Est, Le Télégramme des Vosges, etc..

3. Les Intérêts économiques

L'ambition caressée par un industriel, un établissement financier ou autres notables de posséder un journal ou de lui donner une certaine orientation, est chose fréquente, tant en Lorraine qu'en France. Les préoccupations peuvent être d'abord d'ordre professionnel. Il s'agit alors de mener des campagnes d'intérêt corporatif précis. Mais ce sont aussi des objectifs généraux qui peuvent être poursuivis : influencer les comportements et les votes par exemple.

A L'Est Républicain en 1911, 257 actionnaires se partagent les 1 200 titres de la nouvelle société. Les plus gros actionnaires sont industriels (Fisson, 75 actions à 500 F. Vilgrain, 77) ou brasseurs (Tourtel, 32 et Moreau de Vézelise, avec 30 actions). On compte au total 69 industriels dont 11 brasseurs, qui côtoient la grande industrie métallurgique, représentée par C. Cavalier et Ch. Fould, ainsi que l'industrie d'art (avec le maître-verrier Daum).

On peut dresser un parallèle entre ce journal et Le Messin : même type d'orientation, même sympathie pour les intérêts économiques. Toutefois le capital de L'Est Républicain est relativement divisé alors qu'une seule famille, les Tillement *(6)*, s'impose durant un demi-siècle à la tête du conseil de surveillance du Messin.

La liaison du Messin avec les intérêts économiques est plus nette après 1918, époque où il devient le porte-parole officieux de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Moselle. Mais il exprime plutôt les vues d'une bourgeoisie provinciale que celles de la grande industrie ou du capital apatride.

L'Industriel Vosgien, bi-hebdomadaire, est contrôlé par des industriels (Edouard Pinot puis Georges Laederich) et sera un défenseur acharné du libéralisme économique et du protectionnisme.

L'Express de l'Est est l'organe de la famille Lederlin, propriétaire de la Blanchisserie et teinturerie de Thaon (BTT) *(7)*. Après de multiples déboires électoraux et des dépenses inconsidérées de son leadership Paul Lederlin, la BTT est reprise par le groupe Gillet de Lyon avec l'aide de la banque Daniel Dreyfus. Le journal changera alors d'orientation. Il passera ensuite dans les mains de Raymond Patenôtre, homme politique et propriétaire d'un puissant

groupe de presse puis entre celles d'industriels vosgiens à la tête desquels Georges René Laederich, lui-même à la tête d'un puissant groupe textile.

Dans la Meuse plusieurs industriels rachètent des journaux : le Baron d'Huart (Journal de Montmédy), la famille Grosdidier, Salmson-Selligman et son neveu Albert Worms (Républicain de l'Est).

Les maîtres des forges lorraines ont également regardé du côté des journaux *(8)*. Une des premières tentatives de fondation d'un organe spécifique de la sidérurgie lorraine, Le Progrès métallurgique du Nord-Est, fondé par le Comité des Forges en 1870 est restée une initiative sans lendemain *(9)*. Vingt ans plus tard, La Revue Industrielle de l'Est va jouer le rôle d'un porte-parole, officieux cette fois, de la métallurgie du nord-est.

Elle a été fondée par Edgard Auguin (1844-1901), ingénieur civil des mines, tenté par le journalisme. Il a été rédacteur en chef du Vosgien à Epinal, puis d'un organe monarchiste à Nancy, Le Journal de la Meurthe et des Vosges, jusqu'en 1884.

La Revue Industrielle de l'Est défendra les grands intérêts de la sidérurgie lorraine comme L'Industriel Vosgien ceux des textiles. Le journal n'est lu que dans des cercles relativement étroits. Il importe donc de toucher ou de contrôler des journaux s'adressant à un plus large public.

La mainmise sur des feuilles locales répondra à des soucis d'ordre politique et électoral. En 1877, le Parti conservateur du Pays-Haut avait acheté La Moselle, qui sera transformé en La Voix de la Moselle, publiée jusqu'en 1881.

Le Longovicien (1875-1914) de sensibilité républicaine progressiste, opposé aux blocards, est notoirement subventionné par les maîtres de forges de Longwy. En 1931, Alexandre Dreux créera L'Avenir Lorrain, dans le but de préparer une candidature législative pour son fils, Fernand. Il y a dépensé beaucoup d'argent, et la crise ayant écorné sa fortune, il devra le vendre.

Ce sont les de Wendel qui ont le plus investi dans la presse locale. En Meurthe-et-Moselle, ils sont propriétaires de L'Echo de Lorraine, fondé à Joeuf en 1906 lors de la campagne électorale de François de Wendel, et du Courrier Lorrain, bi-hebdomadaire briotin, acheté en 1913 *(10)*. François de Wendel aurait dépensé 90.000 F en 8 ans, pour le premier journal. Encore la parution avait-elle été réduite à la fréquence hebdomadaire, en novembre 1908. "J'en ai

vraiment pas pour mon argent" écrit son propriétaire, le 9 septembre 1908. Après la guerre François de Wendel financera, jusqu'en 1939, L'Avenir de la Vallée de l'Orne.

A un échelon supérieur, les Wendel avaient également pris quelques participations en Lorraine annexée : ils étaient ainsi actionnaires du Lorrain. Au début du XXème siècle, ils contrôlaient 1/5ème du capital. Puis, à la faveur d'augmentations du capital après la guerre, leur participation atteignit 1/3. Mais, comme le souligne François Roth : "il serait facile et dangeureux d'interprêter cela en terme (...) de domination du capitalisme sur le religieux" *(11)*.

Au lendemain de la première guerre mondiale, Le Messin deviendra le porte-parole de la CCI de la Moselle, présidé par un de Wendel.

En Meurthe-et-Moselle, François de Wendel sera l'un des principaux actionnaires, au milieu de personnalités conservatrices, d'une société anonyme La Presse de l'Est, fondée pour la création ou la subvention de journaux et notamment pour l'exploitation de L'Eclair de l'Est *(12)*.

A plusieurs reprises à partir de 1925, il apportera à ce titre, des concours financiers importants. Il participera aussi (surtout après 1921) à L'Impartial de l'Est, autre quotidien nancéien, appartenant à la famille de l'imprimeur Hinzelin. Il y engouffrera 1,5 million avant de liquider ses intérêts en 1932 *(13)*.

A L'Est Républicain, les maîtres de forges de Meurthe-et-Moselle n'ont tenu qu'une faible place. Le changement d'orientation en 1910 *(14)* ne s'est pas accompagné d'un gain d'influence des maîtres de forges du département. En 1912, à Nahan (Société Pont-à-Mousson), qui lui demandait d'intervenir auprès de Vilgrain, pour qu'il recommanda au journal la prudence vis-à-vis de l'Italie en pleine guerre coloniale de Libye, afin d'éviter tout désagrément à la sidérurgie à propos de la main-d'oeuvre immigrée, Cavallier (représentant de la société Pont-à-Mousson à L'Est Républicain) répondait : "... je ne crois pas que l'on puisse demander à un journal politique comme L'Est Républicain de subordonner la rédaction générale d'un journal à une question comme celle-là. Si, parce qu'on occupe des ouvriers italiens dans le bassin, ce journal ne peut jamais dire une critique des Italiens et si on étend cette loi à toutes les circonstances, il n'y aura qu'à supprimer le journal" *(15)*.

Pont-à-Mousson semble s'être contenté de toucher les dividendes de ses actions, 20 en 1911, 120 en 1924.

Si les maîtres des forges sont demeurés plutôt en retrait par rapport aux quotidiens régionaux c'est, semble-t-il, à cause de leur division et aussi parce que ce type d'investissement (comme pour la presse spécialisée) ne leur paraît pas vraiment rentable. Beaucoup préfèrent se tourner désormais vers la grande presse nationale, avec laquelle ils ne possédaient, avant la première guerre mondiale, que des relations fort ténues. Le Comité des Houillères et le Comité des Forges, feront ainsi main-basse sur Le Temps en 1927, (ils imposeront à sa tête, en 1931, Jacques Chastenet et Emile Mireaux) ; François de Wendel prendra aussi en mainLe Journal des Débats en 1926.

A noter enfin que, jusqu'en 1940, la presse lorraine reste dans son ensemble aux mains des gens du cru. Même les positions arrachées aux Allemands après 1918 ne passent pas comme en Alsace sous contrôle d'intérêts parisiens.

*

- *Notes* -

(1) Source "Histoire Générale de la Presse Française", Tome 3, 1870-1940, Paris, 1972, 686 p.
(2) En 1930, on compte une soixantaine de Croix régionales : 1926 : 311 000 ex. ; 1935 : 396 000 ex. ; 1939 : 284 000 ex. Parution hebdomadaire (le plus souvent le dimanche), sauf La Croix du Nord (quotidien). Une partie de leur contenu est commun.
(3) "Le Temps des Journaux", op. cit. p. 43.
(4) Cette forme juridique permet d'assurer légalement l'indépendance du journal et d'éviter une éventuelle prise de contrôle par un notable, financier, industriel.
(5) Rédaction et administration : abbé Idoux ; Journal catholique et social qui diffuse sur toutes les Vosges. Annonce 34 000 exemplaires.
(6) Maurice Tillement (1879-1963) était comme son père Claude (1839-1933), industriel et homme d'affaires, conseiller municipal de Metz, actionnaire principal et gérant du Messin.
(7) Elle possèdait 6 250 actions sur les 7 500 qui composaient le capital.
(8) "Les Barons du Fer" de Jean-Marie Moine - Ed. Serpenoise - PUN 1989, 564 p.
(9) Il devait être hebdomadaire, mais un seul numéro est paru. Au sommaire : traiter les questions intéressant la métallurgie, les questions douanières, les découvertes, les procédés nouveaux, les améliorations apportées aux populations ouvrières etc...
(10) Ad MM 3 M 90, rapport du sous-préfet de Briey, daté du 04/04/1914.
(11) "Le Temps des Journaux" op. cit. p.45.
(12)Ad MM 2 W 756 et 3 V 100, liste des actionnaires en 1910.
(13) M. Jeanneney "François de Wendel en République - L'Argent et le Pouvoir" - Paris 1970 - 670 p. cit. pp. 21 et 464.
(14) La droite est balayée et le groupe Fisson-Gros-Didier, appuyé par Vilgrain, président de la CCI de Meurthe-et-Moselle, a repris la présidence. (Lire le chapitre consacré à L'Est Républicain, 3ème partie).
(15) PAM 27760 E. Nahan à C. Cavallier (03/06/1919) et C. Cavallier à Nahan (04/06/1919).

***

C. LA GEOGRAPHIE DES JOURNAUX

1 - Une profusion de journaux.

Metz et Nancy sont les pôles de la presse lorraine. Les rédactions et imprimeries sont établies dans un espace géographique relativement restreint : à Metz, rue Saint-Marcel, rue des Clercs, rue de Lancieu, rue Mazelle ; à Nancy, avenue Foch, place Carnot, rue des Carmes.

A une moindre échelle nous trouvons Epinal (Quai des Bons Enfants, rue des Forts) ; Bar-le-Duc (Boulevard de la Rochette, rue du Repos, rue du Bourg).

Les autres villes à connaître, à un moment ou à un autre, un journal pendant l'entre-deux-guerres sont :

- dans la Meuse : outre Bar-le-Duc, Saint-Mihiel, Verdun, Montmédy, Commercy.

- dans les Vosges : Saint-Dié, Remiremont, Neufchâteau, Gérardmer, Mirecourt et Plombières.

- en Moselle : Forbach, Sarrebourg, Thionville et Sarreguemines et Château-Salins.

- en Meurthe-et-Moselle : Toul, Lunéville, Pont-à-Mousson, Longwy, Briey et Conflans.

Soit un total de vingt-cinq villes pour toute la Lorraine.

Le nombre de journaux quotidiens est élévé :

* En Moselle : A Metz, en 1919 :

- 6 quotidiens (3 de langue française et 3 de langue allemande).

En 1939 :

- 5 quotidiens (3 de langue française et 2 de langue allemande).
- Quant aux hebdomadaires, on en compte 3, en 1919 et 2, en 1939.

Le nombre de journaux d'arrondissement est en progrès constant jusqu'en 1914. A l'origine, ces feuilles sont trihebdomadaires. Elles deviennent ensuite quotidiennes. Dans des petites villes comme Thionville, Forbach, Sarreguemines, on publie avant 1914 deux quotidiens.

En 1913, on atteint le chiffre jamais égalé de trente titres pour toute la Moselle, dont quinze quotidiens (24 sont rédigés en langue allemande, 6 en langue française).

Après 1918, ce chiffre diminue mais le nombre de titres reste supérieur à la moyenne nationale car il faut un journal français -ou du moins bilingue- et un journal de langue allemande. C'est seulement au cours des années 30 que, devant la concurrence des journaux messins ou nationaux, des titres disparaissent ou se replient sur un rythme hebdomadaire.

On totalise en 1939 pour la Moselle :

- 10 quotidiens (y compris les éditions messines des quotidiens nancéiens : L'Est Républicain, etc..)
- 2 trihebdomadaires,
- 4 hebdomadaires,
- un quotidien régional,
- 10 divers.

En 1946 :

- 5 quotidiens (Journal d'Alsace et de Lorraine, Le Lorrain, Le Messin, Le Républicain Lorrain et son édition bilingue France-Journal, Le Courrier de la Sarre).
- 1 hebdomadaire,
- 1 bihebdomadaire,
- 1 divers.

En 1990 :

- 1 quotidien régional : Le Républicain Lorrain.

* Dans les Vosges : elles comptent deux quotidiens, L'Express de l'Est (1921-1944) qui succède à L'Union Républicaine (1908-1921), et Le Télégramme des Vosges (1918-1940).

Deux autres quotidiens sont morts avant ou pendant la Grande Guerre : Les Nouvelles et L'Echo Vosgien. Un troisième, L'Indépendant de Neufchâteau (1929) ne survivra que quelques mois.

A cela, il faut ajouter les éditions vosgiennes des grands régionaux de Nancy.

En 1920 :

- 2 quotidiens,
- 13 hebdomadaires,
- 2 bihebdomadaires,
- 4 divers.

Dix ans plus tard, on trouve toujours :

- 2 quotidiens,
- 1 quotidien régional (L'Est Républicain),
- 9 hebdomadaires,
- 1 bihebdomadaire,
- 24 divers.

En 1946 :

- 2 quotidiens,
- 5 hebdomadaires,
- 2 divers.

Aujourd'hui, La Liberté de l'Est (Epinal) et L'Est Républicain se partagent la clientèle vosgienne.

* La Meuse : le moins riche des quatre départements lorrains. Outre les éditions locales des grands régionaux, il

ne dispose d'aucun quotidien propre : L'Indépendant de l'Est est l'édition meusienne de L'Etoile de l'Est. L'Eclair de l'Est et L'Est Républicain ont une édition dans le département.

En 1922, on trouve :

- 3 bihebdomadaires et 1 hebdomadaire à Bar-le-Duc,
- 1 hebdomadaire à Saint-Mihiel,
- 1 bihebdomadaire à Verdun, à Commercy, Montmédy,
- 1 hebdomadaire également dans cette dernière ville.

En 1935, la Meuse comprend :

- 8 hebdomadaires (beaucoup de bihebdomadaires se transforment en hebdomadaires, tels Le Réveil de la Meuse, L'Echo de l'Est, Le Bulletin meusien),
- 1 bihebdomadaire,
- 2 divers.

Trois journaux du département sont tirés à l'extérieur : La Dépêche Meusienne à partir de Charleville, Le Progrès Lorrain et L'Avenir de Montmédy à partir de Longwy.

En 1946, la Meuse ne compte plus que 3 hebdomadaires et un divers.

Aujourd'hui, après le retrait en 1971 du Républicain Lorrain, un seul quotidien diffuse dans la Meuse : L'Est Républicain.

* En Meurthe-et-Moselle : Nancy est moins riche que Metz en nombre de quotidiens (il n'y a pas de problème linguistique) mais, en 1920, on en compte autant en langue française : trois (L'Est Républicain, L'Eclair de l'Est, et L'Impartial). En revanche on y trouve davantage d'hebdomadaires (au nombre de onze). Les bi- ou tri-hebdomadaires sont au nombre de deux.

En 1931, la situation se dégrade : il ne reste plus que deux quotidiens. Mais on compte davantage de bihebdomadaires (trois), d'hebdomadaires (vingt-quatre) et de divers (quarante-trois).

En 1946 :

- 2 quotidiens,
- 8 hebddomadaires,
- 12 divers.

*

Nombre de quotidiens par département
(sans tenir compte des différentes éditions)

	1918	1939	1944	1950	1992
Meurthe-et-Moselle....	3	2	2	1	1
Meuse.....	0	0	0	0	0
Moselle.....	9	7	5	4	1
Vosges.....	2	2	1	1	1
Total.....	14	11	8	6	3

*

2 - Les tirages

On est très mal renseigné sur les tirages comme sur les ventes. Les informations dont nous faisons état, proviennent de l'OJT (Office de la Justification des Tirages) et d'estimations administratives que nous comparons, parfois, avec les chiffres avancés par les journaux eux-mêmes, par exemple dans l'annuaire de la presse française et étrangère et du monde politique fondé en 1882. Ils sont donc approximatifs et fortements sujets à caution. Toutefois ils donnent des ordres de grandeur.

	1914	1925	1930	1936	1939
Lorrain	8 000	12 300	11 500	16 500	16 500
Volkszeitung	7 000	19 500	17 000	20 000	14 000
Courrier de l'Est	5 000	-	-	-	-
Républicain Lorrain	-	-	-	-	15 000
Metzer Freies Journal	-	25 000	36 000	51 000	51 000
Volkstribüne/ Humanité	-	7 000	10 500	-	-
Impartial de l'Est	40 000	- →	devient hebdo	17 000	2 000
Eclair de l'Est	10 000	-	-	-	30 000
Express de l'Est	-	14 000 (1928)		20 500 (1935)	
Télégramme des Vosges	-	-	11 000	-	20 000
Est Républicain	26 500	80 000	130 000	140 000	150 000

La diffusion semble plus élevée en hiver qu'en été. Cette saison correspond à un accroissement de travail pour les agriculteurs. Ces chiffres montrent une augmentation considérable des tirages, par rapport à l'avant-guerre. On notera également, la vitalité de la presse allemande qui, vingt ans après 1918, tire, avec deux titres seulement, à 73.000 exemplaires, alors que les trois quotidiens de langue française imprimés aussi à Metz, n'atteignent pas les 50.000 exemplaires.

A la veille de la deuxième guerre mondiale, Le Lorrain, Le Messin et Le Républicain Lorrain (quotidiens de langue française) se tiennent de très près, entre 14.000 et 16.000 exemplaires. Il faut néanmoins noter que le quotidien de Victor Demange n'a pas encore trois ans ! La première entreprise mosellane de presse est bien désormais le groupe Républicain Lorrain - Metzer Freies Journal.

On remarque aussi que, si les quotidiens sont plus nombreux à Metz qu'à Nancy, ceux de cette dernière ville ont des tirages en général supérieurs. Le journal de Lorraine le plus lu a toujours été un quotidien nancéien : L'Impartial avant 1914, puis L'Est Républicain après 1918.

Le quotidien de René Mercier continue sa progression fulgurante. Son tirage est trois fois supérieur au premier quotidien de Metz, le Metzer Freies Journal.

3 - La vente des journaux

On ne sait que très peu de choses sur les abonnements. Les seules sources, les journaux eux-mêmes, ne sont pas fiables. L'abonné fidèle est une garantie de ressources et de stabilité. En avoir un nombre important est un gage de sérieux. Les journaux ont donc tendance à gonfler volontairement les chiffres en espérant ainsi attirer d'autres abonnés... et d'autres annonceurs !

Le Lorrain, semble-t-il, possède un noyau d'abonnés fidèles : c'est l'un des atouts du quotidien de la rue des Clercs. Au contraire Le Messin, qui dérive lentement vers la droite, semble perdre de nombreux abonnés et son tirage fléchit dangereusement à la veille de la deuxième guerre mondiale. L'Est Républicain ne cesse de les augmenter, tout comme les deux journaux de Victor Demange (septembre 1930 : 17 871 abonnés pour Le Républicain Lorrain, 20 527 en décembre 1930, 21.021 en février 1931).

La sécurité d'un journal étant liée au nombre de ses

abonnés, on comprend l'insistance des campagnes de réabonnement (surtout quand le journal vient d'être créé). Avant 1914, l'administration des postes acceptait que les facteurs distribuent les journaux, sans être mis sous bande, avec une simple liste des abonnés. L'abonnement était lui aussi réglé au facteur.

Au lendemain de la première guerre mondiale, les journaux sont "victimes" du service postal des trains, qui ont encore de grosses lacunes. Les abonnés se plaignent de retard, surtout dans les campagnes ; des encarts ou des articles expliquent aux lecteurs que les journaux n'y sont pour rien : "C'est ainsi que le seul train avec fourgon postal pour la direction de Vigy, quitte déjà Metz à 5h25, le train pour Boulay à 5h31, pour Novéant à 5h51 du matin. Comme pour des raisons d'ordre technique et les difficultés de l'information, notre journal ne peut s'imprimer provisoirement que vers 10h12 on voit quel retard subit l'expédition des colis", explique Le Lorrain le 7 janvier 1919.

La vente au numéro dans les bureaux de tabac, les salons de coiffure, kiosques, papeteries, librairies, prend de l'extension. En 1914, le Metzer Zeitung dispose de trente points de vente dans l'agglomération messine ; en 1933, Le Lorrain peut être acheté chez quarante-sept dépositaires. Il dispose en outre de soixante-dix-sept points de vente en Moselle, de cinq à Paris. En 1932 Le Messin dispose de trente-six points de vente à Metz, Longeville-les-Metz et Montigny-les Metz.

Pour certains titres, la vente militante est une nécessité, bien qu'elle suffise rarement à combler les pertes : elle est en elle-même un acte politique auquel le parti communiste et les autonomistes attachent beaucoup d'importance.

La presse catholique bénéficie du soutien des curés des paroisses et des organisations catholiques qui collectent les abonnements et diffusent les numéros.

Quelques journaux ont recours au portage quotidien à domicile, par une personne sans travail, un retraité auquel on donne un petit pécule. Un moyen de lutter contre la grande presse parisienne -quotidiens et magazines- que proposent les dépositaires des Messageries Hachette.

Car, outre la concurrence qu'ils se livrent entre eux, les journaux locaux doivent aussi subir celle des journaux parisiens, parfois alsaciens, et dans une moindre mesure, allemands *(1)*.

* Sept jours sur sept

Paraître sept jours sur sept ou seulement six ? Certains journaux se sont posés la question. Faire travailler ses ouvriers le dimanche ne pose aucun problème pour L'Est Républicain et la plupart des journaux lorrains : "les gens pieux le déclare sacré. Je n'ai aucune difficulté à m'incliner devant leur sentiment. Ils ont ce droit-là. Mais les autres, incroyants, penseurs libres, indifférents au culte, non pratiquants, pourquoi trouvent-ils dans ce jour-là une vertu singulière et l'estiment-ils plus apte à reposer les corps et les âmes (...) gardons le droit de choisir suivant notre vie, notre jour de repos" *(2)*.

La décision n'est pas aussi simple à prendre pour Le Lorrain. Pour lui "paraître le dimanche n'est pas un progrès pour un journal catholique" ni même pour n'importe quel journal. Il regrette l'absence d'entente entre les quotidiens messins et, après avoir longtemps hésité (au lendemain de la guerre il tire sept jours sur sept puis il se limite à 6 jours), il finit "contraint et forcé" par paraître tous les jours. "Ce n'est pas de gaieté de coeur que nous tirons sept fois par semaine ce journal" écrira-t-il encore en 1930, puis lors des grèves de 1936 *(3)*. Mais c'est indispensable, sinon les lecteurs se détourneraient, or la concurrence est vive entre journaux mosellans, lorrains et parisiens *(4)*.

*

4 - Zone de diffusion

Il est difficile pour certains journaux de connaître leur véritable zone de diffusion. On peut la circonscrire en relevant le nom des localités qui apparaissent le plus régulièrement, car un journal, en ce qui concerne les informations locales, ne traite en général que de ce qui se passe dans sa zone de diffusion. Pour les autres, il suffit de connaître les éditions ou les agences locales.

a) Moselle

Le Metzer Freies Journal et Le Républicain Lorrain diffusent à Metz, puis trois agences sont ouvertes à Sarreguemines, Forbach et Thionville. En 1928, Victor Demange aura à subir un redoutable assaut lancé "sans doute à l'initiative du gouvernement en lutte avec les mouvements autonomistes" *(5)*, par les Dernières Nouvelles de Strasbourg,

journal de gauche, modéré et gouvernemental repris par Aristide Quillet en 1918. Quatre éditions spéciales sont ainsi lancées : Metz, Forbach, Thionville et Sarreguemines. Outre des journalistes recrutés localement (on débauche des rédacteurs du Messin et du Metzer Freies Journal lui-même), les moyens financiers mis en oeuvre sont importants.

Victor Demange s'élèvera contre cette entreprise qui vise selon lui, avant tout son journal : "Leur intention, c'est d'étouffer la presse lorraine et de la remplacer par des produits sortis des presses d'une entreprise super-capitaliste de Strasbourg, et de la remplacer par un journal dirigé par eux... J'ai grandi avec cette oeuvre (le MFJ) qui a été créé au prix de maints sacrifices et je me déshonorerais en l'abandonnant à présent à n'importe quel homme d'argent, à n'importe quel mercanti... avant d'exiger de moi une telle chose, prenez plutôt un revolver et abattez-moi" *(5)*.

L'édition de Sarreguemines, des Dernières Nouvelles remporte pourtant un réel succès, qui oblige Demange à abandonner la formule du Saargueminer Freies Journal lancée en 1925. Dans les autres secteurs, le Metzer Freies Journal résiste bien car il est très difficile de vendre en Lorraine une édition locale d'un journal de Strasbourg. D'ailleurs la retombée de l'autonomisme, la retraite de Poincaré sont des facteurs apaisants. L'offensive est définitivement surmontée en 1931. Les Dernières Nouvelles renoncent à leurs éditions mosellanes sauf à Sarreguemines et conservent seulement une édition départementale. De son côté, le Metzer Freies Journal abandonne toute concurrence en Alsace.

Dès sa naissance en 1936, Le Républicain Lorrain a une ambition : dépasser le cadre du département. Ses premiers bureaux : Thionville, Hayange, Forbach, Sarreguemines, Sarrebourg, Saint-Avold, Merlebach. D'autres seront ouverts à Joeuf (octobre 1937), Longwy (novembre 1937). A partir de 1939, le journal couvre tout l'arrondissement Meurthe-et-Mosellan de Briey. La chronique de Nancy est assez étoffée. En revanche celle de l'Alsace est devenue très discrète. Le groupe ne dispose plus à Strasbourg que d'un seul correspondant. L'aire de diffusion du nouveau journal s'étend à la zone de langue française de la Moselle, à laquelle on doit ajouter la région de Briey. La clientèle est plutôt populaire, ce qui inquiète les communistes.

La principale victime du Républicain Lorrain semble avoir été Le Messin, qui chute de 6.000 lecteurs, entre 1930 et 1936. La zone de diffusion de ce journal est limitée : elle comprend surtout Metz et sa région. Il a toutefois fait un gros effort pour couvrir la région de Thionville, où il a

ouvert une agence grâce à laquelle il recueille des informations locales assez abondantes sur le district sidérurgique. Il est en revanche très pauvre sur tout l'Est mosellan.

Outre la concurrence du Républicain Lorrain, Le Messin subit aussi celle de l'Est Républicain dont il se rapproche sur beaucoup de points. Ce dernier lance en effet une édition mosellane qui connaîtra son apogée au début des années 30 *(6)*. Elle se maintiendra jusqu'en 1971 et connaîtra un succès relatif.

L'autre quotidien régional de Nancy, L'Eclair de l'Est, est un concurrent moins redoutable car il s'étend, en Moselle, essentiellement sur les arrondissements de Château-Salins et de Sarrebourg qui faisaient partie du département de la Meurthe avant 1870, et s'interdit de toute manière de concurrencer Le Lorrain (journal "ami")sur son propre territoire.

Le Lorrain a, en revanche, bien résisté et même quelque peu progressé par rapport au début des années trente. Mais, en raison de sa coloration confessionnelle marquée, il n'a pas élargi le cercle de ses lecteurs au-delà des catholiques convaincus orientés au centre ou à droite. Ses relations avec les notables l'éloignent des milieux populaires des zones industrielles. Sa diffusion se fait donc surtout à Metz et dans sa région. A deux reprises toutefois, Le Lorrain a voulu lancer une édition pour l'Alsace. En 1930, les projets semblent avoir été poussés assez loin pour que Mgr Ruch s'en entretienne avec Mgr Pelt, par lettre. Mais pour des raisons inconnues, l'idée est abandonnée.

Quant à la Volkszeitung, elle a subi de plein fouet la concurrence du Metzer Freies Journal qui plaît à ceux qui sont fatigués des journaux cléricaux, et dont le supplément hebdomadaire, Der Lothringer Sport, est très apprécié. Pour mieux cerner le recul de l'influence, on a créé un comité de propagande et on a lancé une enquête auprès des lecteurs. Les réponses reçues confirment que la Volkszeitung n'a guère de lecteurs dans la partie française de la Moselle. On lui trouve une allure trop allemande et on lui reproche ses critiques continuelles de l'administration française. Dans la partie germanophone, c'est l'inverse : beaucoup de curés lui reprochent d'être trop patriotique !

Par rapport à l'avant-guerre, le groupe de la Volkszeitung s'est retranché, à l'exception d'une participation au Courrier de la Sarre. Il compense la disparition de ses quotidiens par des bureaux locaux à Thionville, Sarreguemines, Sarrebourg, Saint-Avold, Basse-Yutz, Freymey.

b) Meurthe-et-Moselle

L'Impartial de la Meurthe et des Vosges, devenu L'Impartial de l'Est comme son titre l'indique, se veut une vocation régionale, mais il a du mal à survivre à la guerre.

Il dispose de cinq éditions quotidiennes : deux à Nancy, une à Metz, Bar-le-Duc et Epinal. Pourtant ses ventes ne cessent de diminuer, et le journal vit ses dernières années en tant que quotidien. Il n'est plus réellement un concurrent pour L'Eclair de l'Est et L'Est Républicain. Devenu hebdomadaire, il se vendra surtout à Nancy et dans sa région.

L'Eclair de l'Est diffuse non seulement sur les quatre départements lorrains, mais également dans la Marne et le Bas-Rhône. Il dispose de bureaux sur toute sa zone de diffusion (Epinal, Saint-Dié, Bar-le-Duc, Verdun, Toul, Pont-à-Mousson). Mais l'essentiel de son lectorat se trouve en Meurthe-et-Moselle, à Epinal après le rachat du Télégramme des Vosges, et dans une moindre mesure en Meuse.

Le rayonnement de L'Est Républicain ne cesse de croître depuis le début du siècle. Bien avant la guerre de 14-18, il a des points de vente non seulement à Paris (gare de l'Est, stations de métro, kiosques des grands Boulevards *(7)*, mais aussi à Metz, Strasbourg *(8)*. Il dispose même d'un bureau à Arlon en Belgique, près du Luxembourg *(9)*.

Enfin il considère, qu'à partir de ses éditions départementales (Meuse, Vosges), il peut toucher les départements voisins : Haute-Saône, Belfort, Ardennes, Haute-Marne.

Le journal de la rue Foch diffuse alors six éditions : deux pour Nancy (matin et soir), Briey, Vosges, Meuse, Meurthe-et-Moselle.

Après la guerre, le journal poursuit son expansion : après l'ouverture d'un bureau à Metz et d'un autre à Thionville dès 1920, le quotidien nancéien sort chaque jour six éditions : Meuse, Meurthe-et-Moselle, Briey, Vosges et Nancy (plus qu'une seule édition le matin). En 1923 le journal franchit les limites de la région et s'installe à Belfort, puis en Haute-Saône. En 1927, L'Est Républicain dépasse les 100 000 numéros. Deux ans plus tard, une huitième édition est lancée (Dijon - Côte-d'or).

Outre ses bureaux à Nancy et Paris, L'Est Républicain dispose d'agences à Bar-le-Duc, Verdun, Briey, Metz, Thionville, Epinal, Saint-Dié et Belfort.

c) La Meuse

La Meuse n'ayant plus en 1919 de quotidien, et la presse du département ayant souffert énormément de la guerre, le

champ reste libre.

Les journaux de la capitale sont appréciés "le poilu a pris l'habitude de lire les quotidiens de Paris, les journaux de province ne l'intéresse plus" constate Florentin *(10)*. La presse locale selon L'Echo de l'Est a pourtant son rôle à jouer, car elle est "le complément naturel des feuilles parisiennes" *(11)*.

Erreur dramatique de jugement : la menace la plus sérieuse viendra de Nancy. L'Impartial de l'Est et L'Indépendance de l'Est avant 1914 s'étaient déjà intéressés à ce département. Plus redoutables, L'Eclair de l'Est et L'Est Républicain, après la guerre, y verront un terrain d'expression pas trop difficile à conquérir.

L'Eclair de l'Est, dès 1919, installe un bureau à Bar-le-Duc puis à Verdun *(12)*. L'Est Républicain reste longtemps en retrait. C'est M. Grosdidier, maire de Commercy mais aussi actionnaire du journal, qui sera à l'origine en 1922, des éditions meusiennes de L'Est Républicain *(13)*. Cette nouvelle concurrence est prise très au sérieux par les journaux meusiens : six d'entre eux *(14)* se réunissent le 25 mars 1923, et lancent un appel diffusé le 12 avril, pour inciter les administrations préfectorales, municipales et autres, à réserver aux journaux locaux la primeur de leurs informations, des arrêtés et tous leurs avis. Il invite les syndicats et groupements meusiens à faire de même : "défendre les journaux meusiens, leur assurer la possiblilité de vivre, c'est aussi aider à la renaisance du pays meusien et concourir au maintien de sa personnalité ethnique et morale" *(15)*.

Mais cet appel n'aura pas d'énormes répercussions. Peut-être parce qu'il n'est pas signé par deux des plus grands journaux du département : La Croix meusienne et L'Echo de l'Est. Une nouvelle tentative, de resserer les liens entre les journaux meusiens, aura lieu en 1927 avec la création de l'Amicale de la Presse Meusienne, chargée de défendre les intérêts matériels et moraux de ses membres *(16)*.

Cela n'empêchera pas les deux quotidiens de Nancy d'augmenter leur diffusion.

L'Est Républicain aura pourtant un départ laborieux *(17)* et sera, jusqu'en 1930, en retrait par rapport à L'Eclair de l'Est ; Mais il sera de plus en plus répandu dans le département, surtout à Verdun. Après, on constate un parallèle entre, l'évolution politique du département (glissement vers la gauche en 1932), et la diffusion du journal de René Mercier qui ne cesse d'augmenter *(18)* malgré certaines critiques : "prenez un journal régional, L'Est Républicain par exemple, cherchez la rubrique Commercy, vous constatez qu'elle est inexistante ou à peu près. Le Républicain de l'Est heureusement, est un peu là pour donner

des comptes rendus sportifs... Heureuse ville qui n'a pas d'histoires" *(19)*.

Outre cette concurrence nancéienne, la presse meusienne devra aussi subir celle de journaux de la région voisine : la Champagne. La Dépêche du Nord-Est, organe des industriels et des négociants en Champagne, lance une édition meusienne en 1922, mais elle ne rencontre pas le succès escompté. En 1924, une seconde tentative a lieu : elle durera à peine deux ans. L'Eclaireur de l'Est, autre quotidien de Reims dont le directeur est Paul Marchandeau, député maire puis ministre de l'Intérieur, ouvrira en 1931 un bureau à Verdun, avec M. Frantz, ancien directeur de L'Avenir de la Meuse, puis à Bar-le-Duc. Tentative trop tardive pour inquiéter les rivaux de Nancy.

d) Les Vosges

L'Est Républicain et L'Eclair de l'Est se livrent aussi une concurrence active dans le département des Vosges. Le deuxième semble avoir pris l'avantage en rachetant en 1924 l'un des deux quotidiens départementaux : le Télégramme des Vosges. Il lui a conservé sa forme nettement départementale par le maintien de son titre d'abord, puis par la création à Epinal d'un bureau spécial de rédaction, avec services administratifs et de publicité et un second bureau spécial de rédaction à Saint-Dié, renforcé par un réseau de correspondants actifs. Mais la fabrication a été rapatrié à Nancy.

L'Est Républicain qui compte de nombreuses personnalités politiques parmi ses actionnaires (pas moins de six députés d'Epinal, Neufchâteau, Saint-Dié et Mirecourt) a également ouvert un bureau à Epinal et Saint-Dié.

L'Express de l'Est diffuse, quant à lui, essentiellement dans les Vosges. Il publie régulièrement, comme beaucoup de ses confrères du département, une rubrique Haute-Saône, mais les lecteurs , là, ne semblent pas nombreux.

Le Réveil Ouvrier, organe de l'Union des Syndicats Ouvriers des Vosges, est devenu commun, en 1921, avec celui de la Haute-Saône.

e) Le Pays-Haut

Le Pays-Haut, plus encore, intéresse les grands quotidiens lorrains, car s'il fait partie administrativement du département de la Meurthe-et-Moselle, il se sent économiquement encore très proche de Metz.

L'Est Républicain *(20)* a toujours entretenu des rapports

ambigüs avec le Pays-Haut, comme si ce petit monde très fermé, perdu au bout de la France, à la limite des pays germanique et Wallon, ce "cul-de-sac" pour reprendre l'expression d'un de ses enfants de Spincourt et Briey, l'académicien Louis Bertrand, pouvait lui apporter le meilleur comme le pire.

Très tôt ceux qui contribuent à la richesse de cette région vont se tourner vers L'Est Républicain qui, selon eux, pourrait être l'indispensable lien avec un trop lointain chef-lieu masqué par le potentat messin.

Parmi les premiers et les plus importants souscripteurs de L'Est Républicain, on trouve Alfred Mézières, député de Longwy jusqu'en 1900, puis sénateur, Xavier Rogé, maître des forges à Pont-à-Mousson, soucieux d'apporter au quotidien naissant, la caution de toute la sidérurgie lorraine, de Longwy à Neuves-Maisons. Léon Goulette sonne la charge avec les premières grèves du printemps 1905. On accuse les fauteurs de troubles, les instituteurs "socialistes" "internationalistes", "anti-nationalistes" qui propagent de fausses notions contre les immigrés qui mangent "des ragoûts dignes de l'enfer". On accuse les autorités de ne pas prendre les mesures de salubrité publique qui s'imposent.

L'Est Républicain véhicule, enfin, à grands renforts d'éditoriaux et chroniques acerbes, un fort courant de xénophobie, visant principalement les Italiens, ces suppôts de l'agitation internationale.

Insensiblement le regard du journal sur le Pays-Haut va pourtant s'adoucir. Une prise de conscience de l'intégration de ces Italiens à la Lorraine s'effectue. D'abord parce que fort écouté au conseil d'administration du journal où Charles Fould est venu épauler Camille Cavalier, les dirigeants de la grande industrie métallurgique estiment que ce n'est pas le moment de jeter de l'huile sur le feu, pour le moment apaisé. Ensuite parce que L'Est Républicain ne cesse d'agrandir son audience. Le Pays-Haut qui connaît un incomparable bouleversement démographique (102.000 habitants) est une zone intéressante. L'Est Républicain décide d'ouvrir sa première rédaction détachée, à Briey.

Louis Desmond s'y installe en 1908. Deux ans plus tard, sa chronique italienne circule de main en main à la porte des usines. Afin de fidéliser ce lectorat nouveau, on choisit soigneusement le feuilleton. "La dette d'une morte" raconte les déboires d'un ouvrier injustement condamné. La rubrique sportive confiée à l'infatigable Achille Liégeois, asseoit la popularité de L'Est Républicain, dans le Pays-Haut. Cinq des sept colonnes réservées à la Meurthe-et-Moselle sont consacrées au Pays-Haut. Une édition spéciale de Briey est tirée le soir à 8H30. Raoul Boissier est chargé de créér et d'animer un réseau de correspondants. Il pousse le champ d'investigation de l'information jusqu'à Arlon en Belgique où

un bureau est ouvert ainsi qu'au Luxembourg.

Après la guerre, l'édition de Briey-Longwy reparaît, renforcée par une nouvelle édition de la Moselle.

L'Est Républicain devra affronter la concurrence de plusieurs journaux tant de Nancy que de Metz.

L'Eclair de l'Est, créé en 1905, s'intéresse aussi au Pays-Haut. L'influence des de Wendel (qui contrôleront le journal) sur cette région tant au point de vue industriel que politique, s'étend au-delà des limites de l'arrondissement et du département, particulièrement en Moselle.

Victor Demange, patron du Metzer Freies Journal et du Républicain Lorrain, a sans doute éprouvé une certaine irritation lors de la création d'une agence à Metz, par L'Est Républicain. Le débarquement de son journal de langue française dans le Pays-Haut, représente donc, en partie, un prêté pour un rendu. Il ouvre un bureau à Briey, puis à Joeuf (octobre 1937) et Longwy (novembre), et gagne rapidement des lecteurs. Le Républicain Lorrain sera vite qualifié de journal de l'ouvrier. Il offre, aux classes populaires, une information à leur portée, d'une certaine tenue, évitant soigneusement de faire de la politique partisane ou d'apparaître comme le porte-parole d'un groupe, d'un clan ou d'intérêts économiques. Ce qui n'est pas le cas de ses rivaux, L'Est Républicain qualifié de journal des bourgeois et L'Eclair de l'Est de journal des de Wendel.

En outre, vis-à-vis des gouvernants du Front populaire, Victor Demange est plein de déférence. Il approuve les mesures de justice sociale, même s'il pose une condition : qu'elles se réalisent dans l'ordre, et publie les communiqués des syndicats. Il se félicite "du très brillant succès de Philippe Serre" qui a battu aux élections cantonales François de Wendel, dans son propre fief *(21)*. Tout cela plaît. A partir de 1939, le journal couvre tout l'arrondissement de Briey.

L'Est Républicain et le Républicain Lorrain vont se livrer une véritable guerre commerciale au lendemain de la deuxième guerre mondiale. Elle s'achèvera en 1971 avec la signature d'un armistice. L'Est républicain outre la Moselle perdra le Pays-Haut, tandis que Le Républicain Lorrain se retirera de la Meuse et de la Meurthe-et-Moselle sud, où il s'était installé après la guerre.

f) La concurrence des journaux parisiens.

Les journaux parisiens avant la Grande guerre sont très lus en province et essentiellement dans les zones où il n'existe pas de grand quotidiens régionaux.

Les Lorrains annexés sont également avides de nouvelles

venant de France, et surtout de Paris. Les notables lisent de préférence Le Temps, les milieux populaires préfèrent la grande presse. Entre 1871 et 1914, la circulation des journaux français connaîtra des vicissitudes. Le colportage est rigoureusement contrôlé, les points de vente sont réglementés. Un article de la loi sur la poste, permet d'interdire l'expédition des journaux : un décret du Prince-président, daté du 17 février 1852, peut être utilisé contre la presse étrangère. Le président supérieur, Von Moeller (de 1871 à 1879), interdit ainsi cinquante six journaux français et treize journaux allemands *(22)*. Les abonnés, s'ils sont toujours servis, le sont très irrégulièrement.

En 1892, quatre-vingt quatre titres sont interdits (journaux nationaux ou revanchards, mais aussi beaucoup de titres de la grande presse).

En 1898 on compte encore soixante-six journaux interdits et soixante soumis à un contrôle. Puis peu à peu le régime s'assouplit, et les unes après les autres, les interdictions sont levées. A la veille de la première guerre mondiale, la libre circulation des journaux est presque totale : on peut acheter au numéro la plupart d'entre eux, même si quelques uns sont encore soumis à des aléas : le Matin est interdit en mars 1913. Après 1918, les journaux venus de la France de l'intérieur se vendent librement en Moselle.

La guerre de 1914-1918 portera un coup sévère à la presse parisienne. La diffusion importante des quatre grands - Le Petit Journal, Le Petit Parisien, Le Matin et Le Journal- avant la première guerre mondiale, limitait les progrès de la presse régionale. Mais déjà à cette époque, l'apparition après 1878, de fils spéciaux reliant les bureaux parisiens des journaux provinciaux, à leur rédaction, leur assura une plus grande autonomie. L'extension autour des grandes villes, du réseau des lignes secondaires de chemin-de-fer les servit aussi.

La guerre mondiale empêchera beaucoup de journaux parisiens d'arriver jusqu'en Lorraine, située au coeur des combats. Certains journaux comme L'Est Républicain, en profiteront pour élargir leur audience.

Au lendemain de 14-18, les journaux de province multiplient leurs pages locales et diffusent de plus en plus d'éditions. Ce qui leur assurent une supériorité décisive sur les journaux parisiens, qui ne peuvent satisfaire cette naturelle curiosité, du lectorat provincial.

Certains quotidiens parisiens s'inquiètent de cette concurrence. Le Petit Parisien en 1921-1922, crée dix éditions régionales, dont une pour la Lorraine (à partir de Nancy). Cette tentative est un échec car, pour concurrencer efficacement L'Est Républicain ou Le Républicain Lorrain sur

leur terrain, il faudrait créer un réseau si considérable de filiales et de correspondants, que le fonctionnement en serait extrêmement onéreux, quasi impossible.

Ensuite et surtout, parce que les journaux de province, alliés à l'occasion à certains journaux parisiens qui voyaient d'un mauvais oeil cette expérience, ont menacé les dépositaires qui diffuseraient les éditions locales du Petit Parisien de leur retirer leurs titres et de créer des installations concurrentes. D'une enquête effectuée en 1922 par L'Oeuvre auprès de ses lecteurs (il leur posait la question suivante : Devons-nous continuer à imprimer des éditions régionales ou préférez-vous recevoir notre édition de Paris ?"), il ressort que les provinciaux achètent essentiellement les journaux parisiens pour leurs articles de fond, qui les aident à mieux comprendre ce qui se passe "et peu importe de les comprendre un jour après", mais aussi parce qu'ils sont un reflet de la vie et de l'esprit de la capitale *(23)*.

Notons que pour toute la France, ce sont les Messageries Hachette qui ont le quasi-monopole de l'acheminement et de la vente au numéro, des journaux et périodiques.

g) Concurrences diverses :

Nous avons parlé de la tentative de certains journaux de Champagne et d'Alsace de s'implanter en Lorraine : La Dépêche du Nord-Est et L'Eclaireur de l'Est de Reims, Les Dernières Nouvelles de Strasbourg. D'autres journaux étrangers ou français, sans chercher à concurrencer directement la presse locale, sont lus par les habitants de Lorraine. Il s'agit principalement des journaux alsaciens et allemands qui intéressent un vaste public :

- les Alsaciens installés en Lorraine. Ils sont nombreux entre 1900 et 1940 et restent fidèles aux journaux de leur région. Cette clientèle s'élargit dans les années 1920 lors de la poussée autonomiste, la plupart des titres de ce mouvement étant publiés en Alsace.
- Ensuite les Allemands immigrés vivant en Alsace-Lorraine, soit temporairement comme les officiers pendant l'annexion, soit pour une plus longue période.

Une multitude de journaux allemands sont en vente en Moselle avant 1914 , outre les grands titres - la Kölnische Zeitung, la Frankfurter Zeitung- on trouve des journaux de Sarrebruck et d'autres très divers. Certains d'entre eux comme la catholique Kölnische Volkszeitung et la libérale Kölnische Zeitung, deux journaux de Cologne, ont des

correspondants locaux. Les autres peuvent aussi publier de nombreuses informations et chroniques locales (la Saarwacht) ou encore des articles concernant la Lorraine (journal pangermaniste d'Essen, la Rheinisch-Westphälische Zeitung).

Comme en 1870-1871, le changement de souveraineté en 1918 a des répercussions dans la presse. Les journaux germanophiles doivent s'effacer. Ils n'ont plus leur place. Ceux, allemands et spécialement les journaux du Territoire de la Sarre qui concervent de nombreux lecteurs sont rigoureusement contrôlés. Ne restent que la Saarbrücker Zeitung, libérale et nationale (75.000 exemplaires en 1929) qui vend 225 exemplaires en Lorraine ; la Saarbrücker Landeszeitung (catholique - 45.000 exemplaires) 150 ! *(24)*. En fonction des rapports entre la France et l'Allemagne, le contrôle s'assouplit ou se durcit : lors de l'occupation de la Ruhr, les interdictions se multiplient, avec le Cartel des gauches la vigilance se tempère, après l'arrivée au pouvoir des nazis de nouvelles interdictions sont prononcées.

Pendant l'annexion, et malgré le caractère artificiel de ce nouvel ensemble territorial, l'Alsace-Lorraine, de nombreux journaux communs aux deux provinces ont été créés. Expériences éphémères, citons à titre d'exemples : L'Union d'Alsace-Lorraine (1880-1882), journal catholique qui sera interdit ; l'Elsass-Lothringische Volkszeitung (socialiste, 1890-1894) supprimée aussi ; Die Freie Press (diffusion presque exclusivement alsacienne) ; Le Journal d'Alsace-Lorraine dirigé par Léon Boll et Paul Bourson, deux anciens du Messin ; Le Nouvelliste d'Alsace et de Lorraine (ancien journal de Colmar).

Entre les deux guerres de nouvelles expériences ont lieu, sans qu'elles réussissent à acquérir l'audience que ses initiateurs se proposaient d'atteindre, ni à s'imposer : La France de l'Est, journal républicain et "national" ; L'Humanité d'Alsace et de Lorraine (suite du journal communiste la Volkstribüne). En revanche, les journaux autonomistes bénéficient d'un terrain plus favorable auprès des Germano-Mosellans.

Les journaux alsaciens de langue allemande touchent donc essentiellement la Moselle, ceux de langue française l'ensemble de la Lorraine, à l'exception de la Meuse, trop éloignée.

Nancy, depuis 1870, abrite une communauté d'Alsaciens réfugiés, restés fidèles à leur journal. Certaines villes vosgiennes se sentent très proches de l'Alsace, comme Saint-Dié.

Enfin, il faut aussi signaler d'autres publics intéressés par des journaux extérieurs à la Lorraine :

- les Luxembourgeois établis à Metz, Thionville et dans la région du fer, reçoivent ou achètent des journaux en provenance du Grand-Duché.

- les populations étrangères des bassins sidérurgiques lisent des journaux de leur pays. Certains, qu'ils soient Italiens ou Polonais doivent solliciter des permis de colportage.

- les zones limitrophes s'intéressent naturellement aux journaux des régions voisines.

***

(1) AdM 3Tp 174, Rapport du 27 mai 1936 du contrôleur général de la Sûreté nationale à Strasbourg, M. Monnard au conseil d'Etat, directeur général des services d'Alsace et de Lorraine : "un nombre excessif de journaux allemands est mis en vente dans les départements recouvrés. J'estime qu'il y aurait lieu de restreindre considérablement l'introduction des périodiques principalement des illustrés d'outre-Rhin dont l'influence n'est pas sans présenter de réels dangers dans notre région. Les 936 exemplaires vendus en Moselle et en Alsace par 25 périodiques en outre "concurrencent les journaux français", la diminution constante "du chiffre de vente du Journal Illustré publié par les Dernières nouvelles de Strasbourg" en est la preuve.
(2) L'Est Républicain du 11/12/1920 : "Pourquoi le dimanche ?" de René Mercier.
(3) Le Lorrain du 13/10/1930 et du 19/07/1936.
(4) Sur les conséquences financières lire le chapitre concernant les grèves.
(5) Patrick Thull, "Victor Demange", Editions Serpenoise, Metz 1988, 208 p.p.56.
(6) Une agence de L'Est Républicain à Metz est ouverte en 1919. Son fondateur et directeur est Isaïe Desmonts, qui signe ses rubriques soit "Mettensis", soit Jacques Dumortier. Un autre bureau est ouvert à Thionville. Placé sous la direction du commandant Bilde, il est chargé de collecter les informations du bassin sidérurgique. Les lecteurs se trouvent essentiellement dans la population des Français de l'intérieur vivant à Metz et Thionville.
(7) On trouve mention en 1913-14 "des Lorrains de Paris", dont A. Mezières est le président. Ils offriront une magnifique réception au Palais d'Orsay à leur illustre compatriote R. Poincaré (l'Est Républicain, 24.01.1914, compte rendu sur cinq colonnes, pp. 1 et 2.
(8) Le chronique Alsace-Lorraine en rubrique régionale est permanente.
(9) Il publie fréquemment des lettres du Luxembourg signées Jean de Crecy.
(10) Réveil de la Meuse du 11/09/1921.
(11) L'Echo de l'Est du 15/10/1922. Les meusiens lisent Le Petit Parisien, Le Matin, L'Echo de Paris, La Croix.
(12) 11, rue de la Gare à Bar-le-Duc (responsable : Charles Mangolf). 18, rue Chevert puis rue Paul Déroulède à Verdun.
(13) 21, Bd de la Rochelle à Bar-le-Duc (R. Gremel), 21, rue Saint-Pierre à Verdun.
(14) L'Avenir de Montmédy, L'Avenir de Verdun, Le Bulletin meusien, La Meuse, Le Républicain de l'Est et Le Réveil de la Meuse.
(15) Le Réveil de la Meuse du 01/04/1923.
(16) Président d'honneur : Florentin. Président : Henri

Frémond. Membres : l'abbé Royer, Dr. Morelle (Républicain de l'Est), André Beauguitte (Dépêche meusienne).
(17) 100 exemplaires en 1922.
(18) Ad ME 77 T.
(19) Le Républicain de l'Est du 08/08/1936.
(20) Lire L'Est républicain dans le Pays-Haut de Gilbert Mercier, ancien chef des informations générales de ce journal. IN "L'Est Républicain" 1889-1989, Le quotidien dévoilé", ouvrage collectif publié à l'occasion du centenaire, Nancy, 1989. p.103.
(21) Lire les éditions des 15 et 18/10/1936, 23/06 et 11/10/1937.
(22) "Le Temps des Journaux" op. cit. p. 53.
(23) "Le Monde des Journaux" d'André Billy et Jean Piot - Ed. G. GRES et cie, Paris 1924, 240 p.
(24) Chiffres de François Roth "Le Temps des Journaux" op. cit. p. 52.

D - PRESENTATION DES JOURNAUX

LE CONTENU ET LE CONTENANT

*

1 - Contenus et Orientations

La presse française, dans son ensemble, a volontiers adopté jusqu'à la deuxième guerre mondiale, un ton politique ou polémique. On a surtout mesuré alors l'influence du journal à celle de ses actionnaires et aux prises de position de son directeur ou de ses éditorialistes.

Après la Libération, cette influence tendra à décliner, le journal sera plus "apolitique". C'est-à-dire d'apparence plus neutre. L'Est Républicain en est l'exemple type en Lorraine... L'Express de l'Est aussi.

Il n'en est pas moins nécessaire d'analyser le contenu, de disséquer le produit, d'en déterminer les composants. C'est-à-dire de mesurer exactement la place et la surface qu'un journal accorde aux différentes informations.

La répartition des rubriques, l'importance donnée ou non aux faits divers, aux nouvelles locales, aux informations politiques, aux sujets "magazines", aux photos , permettent en effet, de connaître les choix les plus discrets et les plus profonds des responsables du quotidien ainsi que celui des journalistes, même s'il n'est pas possible de déterminer quelle part doit être faite, respectivement, aux consignes de la direction, aux initiatives des journalistes ainsi qu'aux perpétuelles pressions des lecteurs.

En quelles grandes rubriques les journaux sont-ils divisés ? Parce que cette étude couvre un grand nombre d'années et de quotidiens, il n'a pas, bien entendu, été possible d'analyser chaque exemplaire de journal. Il a donc fallu procéder par sondage. Les règles et procédés d'échantillonnage et de couplage, ont été très largement inspirés de ceux proposés par un expert en la matière : Jacques Kayser *(1)*.

Le contenu des journaux, ses informations diverses, sa présentation, sa publicité sont sujets à de très grandes variations. Chaque jour de la semaine, chaque mois, chaque période, sont soumis à des impératifs particuliers : aujourd'hui, par exemple, le lundi est réservé aux sports, le jeudi est le jour du Conseil des Ministres, janvier le mois du blanc, Noël celui des cadeaux, l'été est propice aux sujets de vacances. Il en était de même pendant l'entre-deux-guerres. Ainsi la politique intérieure prend davantage de place pendant les sessions du Parlement

Pour établir une répartition équitable entre les journaux, les semaines et les mois de chaque année, on a donc retenu un numéro de la semaine, tous les 15 jours *(2)* (par exemple, pour l'année 1925 : le jeudi 1er janvier, le vendredi 16 janvier, le samedi 31 janvier, le dimanche 15 février, etc...). Cette progression permet de tenir compte des nouvelles les plus régulières comme des plus désordonnées.

Les exceptions à cette règle ont été limitées au strict minimum. Lorsqu'un jour férié (non parution du jour de la semaine), ou un numéro très exceptionnel, ont contraint à une modification, un décalage ou une inversion de jours, ils ont toujours été calculés pour respecter une répartition harmonieuse.

Contrairement aux propositions de Jacques Kayser, il n'a pas été constitué de groupes de cinq années, notre période ne couvrant que deux décennies. Mais le choix d'années de référence *(3)* permet d'obtenir une sorte de photographie détaillée du journal , et de mettre ainsi en valeur des évolutions réelles. Le nombre de pages des quotidiens variant de façon notable de 1919 à 1940, l'évolution n'a pas été faite en valeur absolue mais en pourcentage moyen annuel.

En outre, parce qu'un quotidien, quoiqu'il arrive assurerait l'équilibre de ses diverses rubriques se trouverait sur le même plan qu'un journal qui passerait d'un extrême à l'autre, donnant un jour la vedette aux faits divers, le lendemain à la politique, il a été établi, pour certaines matières quand cela nous paraissait nécessaire, des minima et des maxima *(4)*. Par rapport aux pourcentages moyens, des pourcentages occasionnels donnent une idée de l'indice de régularisation de telle ou telle rubrique.

La surface a été auparavant évaluée en centimètre-colonne. Un article (titre + chapeau + texte) qui présente trois colonnes dont deux mesurent 20 centimètres et une 10 centimètres, est compté 20 + 20 + 10 = 50 centimètres. La surface totale (ou imprimée) du journal représente donc : hauteur d'une colonne en centimètre X nombre de colonnes par page X nombre de pages (marges extérieures et intérieures

exceptées). Le total des pourcentages obtenus était pour la plupart inférieur à 100%. Il existe en effet un "déchet" qui doit être attribué aux "blancs" et aux espaces non imprimés. Selon la présentation ils ont été inclus soit dansles informations (telle ou telle rubrique), soit dans la publicité. Certains titres rentrent dans cette catégorie (par exemple "Dernière Heure") dans la mesure où il couvre plusieurs matières (une nouvelle de dernière heure peut être de la politique intérieure ou étrangère. Un fait divers, etc... Si la rubrique contient uniquement du sport on y ajoute le titre "Dernière Heure " ; si celui-ci couvre plusieurs catégories, on calcule son pourcentage et on divise le titre en conséquence).

Ces pourcentages sont mesurés par rapport à la surface totale et non pas seulement par rapport à la surface rédactionnelle, estimant que la publicité est partie intégrante d'un journal. Elle exerce, en outre, une influence directe sur la pagination *(5)*. A noter aussi, comme le conseille Jacques Kayser, le titre du journal (page Une) n'est pas compté dans les pourcentages totaux.

Précisons enfin, qu'il ne s'agit que de pourcentages. Nous verrons dans le chapitre suivant sur "l'évolution des formats" que la surface totale d'un journal varie d'une année à l'autre et d'un titre à l'autre. Quand cette variation est très importante nous le signalerons.

La surface rédactionnelle (surface totale ou imprimée moins la publicité) est composée de rubriques déterminées par nous-même : Sport, Magazine, Agriculture, Faits divers, Informations locales, Etranger, France (politique intérieure), Economie, Social, Religion. Nous y avons ajouté trois catégories spéciales : les photographies *(6)*, les romans-feuilletons (et bandes dessinées) ainsi qu'une catégorie "divers".

La classification dans ces différentes matières est difficile parce que souvent subjective et sujette à caution. L'affaire Stavisky relève du fait divers et de la politique intérieure. Pour pallier cette difficulté, Jacques Kayser propose de porter chaque évènement, au crédit de toutes les rubriques qu'il intéresse. On obtiendrait alors un pourcentage total, de loin supérieur à 100%. Cette méthode a toutefois dû être abandonnée, car elle priviliégie spectaculairement certaines rubriques au détriment d'autres. Les informations politiques, aux ramifications multiples, seraient par exemple notamment gonflées, par rapport aux faits divers qui forment une catégorie plus franche, plus exclusive. Pour limiter néanmoins le côté subjectif ou arbitraire du choix, on a, à

chaque fois, tenu compte de la dominante qui s'impose dans chaque information (l'affaire Stavisky est comptée en rubrique politique intérieure) *(7)*, ou bien que le journal impose par lui-même par son texte ou par son titre. Dans la plupart des cas l'idée majeure que souligne le titre, facilite grandement le choix.

* Divers

Il s'agit ici essentiellement des servitudes. La notion de servitude varie souvent d'un journal à l'autre. Elle regroupe un certain nombre d'informations disséminées partout dans le journal, qui ne relèvent pas ou presque pas de la création rédactionnelle que nous n'avons pas réussi à classer dans une rubrique donnée. Nous en avons exclu, au contraire de certains chercheurs, la bourse, les courses, les programmes radios qui aujourd'hui pourraient en faire partie, mais que nous avons préféré classer dans des rubriques. Les servitudes sont constituées d'éléments qui n'ont aucun rapport entre eux. Elles peuvent être déplacées, parfois même différées, selon l'importance de l'actualité et de la publicité.

* Faits divers

Catastrophes naturelles (inondations, tremblements de terre) ou non, accidents, délits et comptes-rendus de tribunal qui concernent la région, la France ou l'étranger.

* Sports

Annonces et comptes-rendus de manifestations sportives, qu'elles soient régionales ou internationales. A l'exclusion de tout autre évènement qui concerne un club sportif (par exemple l'assemblée générale d'un club de football ou le bal des rugbymen, informations classées pour la plupart en rubrique "Région").

* Magazine

On entend par là, les articles qui misent avant tout sur le côté "distraction" ou "divertissement" d'une information. Rentrent dans cette rubrique : la mode, la médecine, les variétés, les jeux, le bricolage, le tourisme, arts, cinéma, pages à thème. Pour faciliter ce choix difficile on a tenu

compte du caractère immédiatement périssable ou non de l'information. Reporter d'un seul jour, un "fait divers", c'est lui oter toute sa valeur. L'article magazine lui, est en général, "différable". Un grand reportage sur le Maroc, peut être, selon l'angle sous lequel il est traité, classé en magazine (tourisme) ou politique française (guerre coloniale). Les manifestations, concerts, expositions etc... locales sont exclues de cette rubrique. Les informations pratiques (programme de radio) y sont incorporées.

* Région ou rubrique locale

Première précision : c'est l'édition de la ville du siège qui a été choisie parmi toutes celles qui publient un journal : Nancy pour les journaux meurthe-et-mosellans. Metz pour les mosellans, Epinal pour les vosgiens. Pourquoi ? Parce que c'est l'édition phare du journal, la plus grande ville de la zone de diffusion, mais également l'édition de loin la plus importante pour le tirage.

Cette rubrique comprend les problèmes d'urbanisme, le monde et la ville (état civil, carnets, distinctions, réceptions et mondanités, départs à la retraite), la vie culturelle locale et, en général, tout ce qui concerne la vie locale à l'exclusion des informations sportives et faits divers : informations pratiques, agenda, informations militaires, les avis (informations brèves qui intéressent la vie collective : ouverture de la mairie, permanences, travaux), les informations concernant les sociétés (convocation ou compte-rendu des réunions des associations locales qui n'intéressent toujours qu'un nombre restreint de lecteurs). Les communiqués "politiques" (vie politique, économique, sociale et financière, conseils municipaux, etc...) en font également partie. De même les informations régionales : le journal présente là des articles dont il estime qu'ils dépassent, par leur intérêt, le cadre de la commune ou de l'agglomération, sans toutefois nécessiter une publication dans les informations générales (politque intérieure ou rubrique France, magazine etc...).

* France

La vie politique (intérieure et extérieure) de la France (90% environ), l'enseignement, les faits de société (10%). Les évènements se rapportant à la politique coloniale de la France, soit à des Etats aujourd'hui indépendants, ont été

assimilés à la politique étrangère de la France et rentrent donc dans cette rubrique.

* Social - Economie - Finances

Il n'a pas été possible de distinguer ces trois matières en raison de leur faible importance. Il s'agit essentiellement pour le :

Social : de commentaires concernant des mesures sociales (travailler le dimanche, journée de 8 heures) ou le compte-rendu des grèves et autres manifestations ou conflits sociaux.

Economie : articles concernant l'économie, terme prit dans son sens premier, c'est-à-dire l'ensemble des activités d'une collectivité humaine relatives à la production et à la consommation de richesses. Les articles de politique économique sont exclus de cette rubrique et classés en rubrique "France" ou "Etranger"

Finances : tout ce qui concerne les personnes qui s'occupent des finances, qui réalisent des opérations importantes de banque ou de bourse, les financements des investissements d'une entreprise ainsi que les mouvements d'argent privé. Les cours de la bourse entrent dans cette rubrique, en sont exclus les finances publiques, les lois de finance et l'ensemble des activités concernant les mouvements d'argent de l'Etat.

* Etranger

Concerne soit la politique intérieure des Etats étrangers, soit la politique étrangère de ces nations entre elles, dans la mesure où elle ne touche pas directement la politique française. Les conférences internationales entrent dans cette rubrique sauf si elles concernent directement notre pays.

* Les autres rubriques

Religion et agriculture ne présentent aucune difficulté particulière.

Il n'a malheureusement pas été possible, en raison de l'envergure du travail, de pousser davantage l'étude. On aurait pu par exemple, subdiviser certaines rubriques en

différentes matières. La rubrique "Sport" en sport régional ou national, la rubrique "France" en politique intérieure ou extérieure, faits de société etc...

On aurait également pu s'occuper de la position de chaque article en page Une, celle-ci au fur et à mesure des années, améliorant sa présentation pour devenir "la vitrine du journal".

*

2 - Analyse par rubrique

a) Le Sport

La grande nouveauté de l'entre-deux-guerres est la place conquise par le sport. Ainsi, si les quotidiens lorrains ne consacraient, en 1920, que de 1 à 3% de leur surface totale à cette rubrique, ils lui offriront dix ans plus tard, de 3 à 7%, et en 1935 de 6,75 à 8,11%, reconnaissant ainsi l'importance sociale du sport.

Désormais les compétitions dominicales, les matches, les courses, les fêtes gymniques, sont relatés avec un luxe de détails et de photos, notamment dans le numéro du lundi. "Nous publierons dès maintenant une chronique hebdomadaire de notre rédaction sportive, résumant les évènements sportifs les plus marquants de la semaine" annonce Le Messin *(8)*.

Le Tour de France cycliste acquiert tous les droits et dévore, au mois de juillet, la place des autres articles. Certaines étapes, surtout si elles sont lorraines, font même la "Une" des quotidiens de la région *(9)*.

Le tennis (Coupe Davis) peut également trouver une place en première page, ainsi que certains matches de football ou de rugby, des épreuves cyclistes (course Paris-Nancy) ou automobiles (les 24H. du Mans - Grand Prix de Monaco).

Cet intérêt pour le sport est né, chez certains quotidiens, bien avant la guerre, à L'Est Républicain par exemple, (il existait alors un certain chauvinisme car "tout de même" on est à la frontière !). Henri Goulette (directeur du journal) et ses collaborateurs, ont rapidement découvert dans le sport, un moyen précieux d'augmenter leur tirage au détriment de leurs concurrents, dont surtout L'Impartial, qui

commençait déjà son déclin, son propriétaire Hinzelin, en assurant la gestion avec un esprit d'économie excessif.

Le premier tournant intervient en 1908, avec l'entrée au journal d'Achille Liégeois, journaliste éclectique, capable de passer du déraillement de l'express Paris-Strasbourg, au Tour de France cycliste. D'ailleurs il ne se contente pas de suivre l'évènement, il le précède en organisant ou en patronant de nombreuses épreuves de vélo. Il chronomètre, assure le ravitaillement des coureurs, remet les récompenses et signe un "papier" le lendemain dans L'Est Républicain !

Deuxième étape : janvier 1909. Cette année-là, Blériot traverse la Manche et une ligue aérienne se forme à Nancy, appuyée par l'Automobile Club et par diverses personnalités, au tout premier plan desquelles se trouve l'administrateur délégué, Léon Goulette. Fin janvier-début février, de deux à quatre colonnes en première page sont occupées par des comptes-rendus de conférences avec projection de films, à la salle Poirel de Nancy, sur les dirigeables et les avions de "Farman, Blériot, Wright". On en remercie l'organisateur Léon Goulette, et c'est certainement en accord avec ce dernier, que le riche nancéien Corbin, propriétaire des Magasins Réunis, décide l'achat d'un aéroplane pour la Ligue de l'Est. Conséquence : un aérodrome permanent sera installé à Nancy.

La Ligue possède maintenant son comité, qui comprend outre le directeur de L'Est Républicain, la plupart de ceux des autres journaux nancéiens : Sordoillet (L'Eclair de l'Est), Louis Fouquet (L'Etoile de l'Est), Hinzelin (L'Impartial de l'Est) et d'autres personnalités qui joueront un rôle important dans la ville : H. Brun, futur président de la Société Industrielle de l'Est, Majorelle, Friant, Daum etc...

Deux ou trois fois par semaine, la chronique de l'aviation à Nancy apparaît sur une ou deux colonnes en première ou deuxième page *(10)*.

A la même époque, les courses cycliste organisées par l'infatigable Liégeois, collaborateur de Goulette, continuent à promener à travers les Vosges "les 3 couleurs" fêtées en Alsace. L'Est Républicain, initiateur de cette première course Nancy-Strasbourg, y consacre une édition spéciale le matin.

En 1910, apparaît L'Est Illustré, hebdomadaire de huit pages avec photos, supplément de L'Est Républicain, dont un numéro de juin est consacré entièrement à l'automobile.

En 1932, L'Est Républicain consacre 50% de sa "Une", à la présentation du premier match professionnel du tout nouveau FC-Nancy. Les commentaires des rencontres de football sont signés A. Gen (André Genin, directeur de papeteries qui venait chaque jour au journal à 18H pour rédiger ses articles) *(11)*.

En 1936 est engagé à L'Est Républicain, le premier vrai professionnel du sport. Il s'agit d'Henri Clerget, correspondant du journal à Dijon. En 1938, un deuxième rédacteur, arrivé de Besançon, vient l'épauler : René Bralet. Jacques Douel, secrétaire de rédaction, les aide à donner une nouvelle impulsion au sport.

Les autres journaux lorrains ne sont pas en reste et s'intérèssent de plus en plus aux sports. Les rubriques se développent et deviennent pendant l'entre-deux-guerres quasi quotidiennes (1 à 3 colonnes). Parfois elles occupent une page entière. Le Messin annonce cette page spéciale (elle paraît le lundi) avec un titre en superbes lettrines, entremêlées de dessins représentant des sportifs en action. Le journal organise désormais son challenge : un meeting international d'athlétisme (depuis 1923) *(12)*. Il n'hésite pas à faire ses "Unes" sur des évènements sportifs tels les Six jours cyclistes de Paris *(13)*, ou les courses à l'hippodrome de Saint-Symphorien à Metz, ou encore à publier des pages photos *(14)*.

De même, ses concurrents, ont "leur" manifestation. Le Lorrain organise la traversée de Metz à la nage sur 3 000 mètres, il parraine aussi plusieurs évènements sportifs : le Grand Prix Levy, organisé par le Vélo-Club Sport Lorrain ; les grandes régates de l'aviron à Metz-Plage ; le Grand Prix de la ville de Metz avec la Pédale messine (depuis 1923). Le Républican Lorrain s'intéresse également au vélo, avec un critérium cycliste.

A Nancy, L'Eclair de l'Est patronne avec Le Télégramme des Vosges, la marche Nancy-Epinal, du Club des Marcheurs Vosgiens, mais aussi organise un challenge de football *(15)*, un tour de Nancy pédestre *(16)* et publie des pages entières sur "les grandes fêtes sportives de L'Eclair de l'Est" *(17)*. Il publie souvent à la Une sa rubrique "le dimanche sportif" *(18)*.

Les journaux de différentes villes n'hésitent donc pas à co-organiser une épreuve sportive. L'Est Républicain met sur pied, avec Le Lorrain et L'Indépendant Luxembourgeois, une course cycliste régionale sur route, entre Nancy, Metz et Luxembourg *(19)*.

L'Est Républicain et Le Petit Journal organisent une

course cycliste entre Paris et Nancy ; Le quotidien nancéien de la rue Foch et Le Télégramme des Vosges, créent une autre course cycliste appelée "le Trophée des Vosges", et, avec L'Eclaireur de l'Est, le Critérium de l'Est *(20)* ; enfin avec Saint-Dié, la Coupe des Vosges, une course automobile de côte.

Plus précisément : le quotidien lorrain "le moins sportif" est Le Lorrain, du moins jusqu'en 1935, date à laquelle il passe en deuxième position (7,56%) pour rechuter en 1940, à la dernière.

Jusqu'en 1930, la place qu'il réserve au sport est très réduite : 1,33% en 1920 ; 1,89% en 1925 ; 3,18% en 1930.

Le quotidien "le plus sportif" est nancéien : L'Eclair de l'Est consacrera jusqu'à plus de 8% (1935) à cette rubrique. De 1920 à 1925, il en avait doublé la surface : 3,08% pour cette première année ; 6,70% pour la seconde. En 1940, elle occupe encore 3,98%. L'Est Républicain est bien situé et gardera sa deuxième place jusqu'en 1935, année durant laquelle la rubrique diminuera légèrement de volume (6,76% contre 6,87% en 1930) au contraire de tous les autres quotidiens qui voient (en 1935) leur rubrique augmenter : L'Express de l'Est passe de 5,09% (1930) à 8,10% (2ème place) ; Le Messin (très stable entre 1925 et 1930 : 3,94% et 3,93%) augmente "les sports" de plus de 3% ; Le Lorrain de 4,38%.

Ces chiffres, rappelons-le, ne sont que des moyennes et cachent de grandes irrégularités en fonction des jours de la semaine, et des mois. L'été correspond traditionnellement, à une diminution des rencontres sportives, à l'exception de quelques grandes épreuves (Tour de France).

En 1930, le vendredi est le jour le plus sportif à L'Eclair de l'Est (18,60%) suivi du lundi (14,91%). Les jours les moins sportifs sont le jeudi (2,64%) et le mercredi. Idem en 1935 (15,87% le vendredi, 12,59% le lundi et 3,83% le jeudi), alors qu'en 1920 le lundi venait en 1ère place (7,57%) et que les vendredi, samedi et dimanche s'équilibraient.

A L'Est Républicain, le lundi reste le jour des sportifs (encore aujourd'hui avec un supplément) (1925 : 14,02% ; 1935 : 11,43%). Ils sont moins gâtés le dimanche et le jeudi (1925 : 2,80%). Les mardi et mercredi viennent avant le vendredi (respectivement en 1935 : 9,24% ; 6,50% et 6,47% ; en 1925 : 5,83% le mardi et 5,54% le vendredi). Le samedi la rubrique est assez étoffée (6,01% en 1925).

Le Messin se singularise : le lundi, jour traditionnel du

compte-rendu des manifestations qui se déroulent le plus souvent le dimanche ou samedi, ne vient pas, en 1925, en première place (4,15%) ; le mardi le détrône (9,56%), a priori à cause d'un problème d'organisation ou d'horaire de clôture du journal. Le Messin semble ne pas arriver à publier, les informations sportives locales, dès le lendemain. Une pagination moins abondante peut en être aussi la raison. Dix ans plus tard, la situation s'inverse. Le lundi reprend ses droits (16,60%) suivi du samedi (9,69%) le dimanche terminant bon dernier (1,23%).

Même situation à L'Express de l'Est : le mardi est le jour des sportifs (7,59% en 1925 contre 6,48% au lundi) mais elle n'évolue pas avec le temps. Le mardi reste en 1ère place en 1935 (13,64%) devant le vendredi (11,07%) et le lundi (11%). Le dimanche reste stable : un peu plus de 3% en 1925 ; 2,90% dix ans plus tard.

Aucune véritable tendance ne se dégage au Lorrain, dans les années courant de 1920 à 1930, le journal messin ne consacrant qu'une part très réduite au sport (essentiellement le samedi, vendredi, lundi et mardi et plusieurs jours sans aucune rubrique). En 1935, le lundi (15,37%) et le samedi (12,46%) sont consacrés au sport, puis suit le vendredi. La rubrique si elle est "marquée" les autres jours, reste néanmoins réduite.

b) Les pages spéciales

* Les Pages Magazines :

Après la Grande Guerre, la diversification croissante des types de publications rend encore plus difficile la concurrence. Le succès de la presse magazine illustrée d'informations générales ou spécialisées, fait de ces périodiques, des concurrents directs des quotidiens. Il y a désormais deux marchés de la presse.

En outre, l'accroissement rapide de l'audience de la radio dans les années 30, commençe à poser à la presse écrite des problèmes, qui se révèleront redoutables lors de la seconde guerre mondiale.

Pour attirer et retenir une clientèle de plus en plus exigeante parce que de plus en plus sollicitée, les quotidiens tant nationaux que de province, accélèrant une évolution déjà

commencée au début du vingtième siècle, chercheront à satisfaire tous les besoins d'information et toutes les curiosités, en diversifiant le plus possible leur contenu. Ainsi, le journal n'est plus une lecture, mais un choix de lectures. Il peut espérer toucher le plus grand nombre, par la variété de ses articles, et intéresser en particulier, toutes les couches sociales, tous les membres de la famille, les femmes comprises.

Cet intérêt pour les pages magazines ou à thème est très marqué entre les années 1920 et 1925. Tous les quotidiens lorrains augmentent considérablement leur surface consacrée aux sujets magazines. Ainsi, outre L'Est Républicain qui dépasse à peine, en 1925 les 4%, tous les autres quotidiens réservent entre 7 et 8,60% à ce genre nouveau.

Le Lorrain est celui qui consacre le plus de place aux sujets de magazine : 8,15% en 1925 ; 9,31% en 1930 et 11,13% en 1935. Il est suivi par L'Eclair de l'Est (respectivement 7,15% ; 8,17% ; 8,63%) et L'Express de l'Est (8,45% ; 8,26% ; 7,74%). L'Est Républicain ne semble pas avoir une politique bien déterminée à long terme, et présente une courbe en dents de scie : 4,24% en 1925 ; 3,61% cinq ans plus tard ; 7,79% en 1935.

Le Messin, après avoir occupé la première place en 1925 avec 8,55%, abandonne toutes prétentions dans ce domaine-là. Entre 1930 et 1935 il ne consacre plus que de 2 à 4% de sa surface totale aux sujets magazines.

L'arrivée de la seconde guerre mondiale voit bien évidemment fondre ces rubriques comme peau de chagrin. Le Lorrain et L'Eclair de l'Est ne les délaissent pas pour autant (environ 5%) : en ces temps difficiles, il est bon de distraire un peu le lecteur !

Parmi les pages spécialisées, on trouve :

- **les pages féminines** : la presse quotidienne prend rapidement conscience que la clientèle féminine a, pour elle, une importance considérable car c'est bien souvent la femme qui décide du journal qui pénétre le foyer ! Les rubriques spécialement destinées à leur intention, se développeront sous la forme classique de pages spéciales, avec des articles sur la mode, conseils pratiques, culinaires et autres. Les rubriques de jeux, mots-croisés surtout, deviendront relativement régulières dans la plupart des journaux.

L'Impartial publie la "page du foyer" *(21)* avec des recettes, trucs et astuces ménagères, etc.. Le Messin a une

page titrée "La femme et le foyer" (le samedi ou le lundi en général). Outre le dessin du titre de la rubrique, assez recherché *(22)*, on y trouve des croquis et des articles de mode et les inévitables conseils pratiques.

Le Lorrain publie lui aussi une page intitulée "la page de la famille", le mercredi (travaux féminins, hygiène, élever un enfant, mode, ameublement, cuisine), parfois le samedi ou le dimanche.

Le Télégramme des Vosges se contente d'une chronique féminine ainsi que L'Eclair de l'Est. L'Est Républicain intitule sa page spéciale : "la femme, l'enfant, le foyer" (jeudi ou vendredi) *(23)* ; L'Express de l'Est : "page de la femme".

- **les pages "jeunesse"** : autre constante dans la politique des journaux, on cherche à attirer les jeunes en leur consacrant des rubriques régulières. Ils sont les futurs lecteurs.

La page de la jeunesse du Messin (le jeudi en général, jour de congé) se veut attrayante : titre illustré de dessins représentant des petits personnages : l'un joue au cerf-volant, un maître fait la classe, une jeune fille s'amuse avec son chien, un garçon pianote, un ours se repose tout en regardant une fillette qui pousse un landau. On y voit aussi des scouts... Au sommaire de cette page : des jeux, des contes historiques, des dessins humoristiques, des aventures extraordinaires (par exemple l'expédition d'Amundsen au pôle Nord en 1926), des devinettes, des historiettes, des rébus...

L'Express publie également une "page des enfants" ; L'Eclair de l'Est une rubrique appelée "le coin des enfants" puis "page du jeudi" (ancienne page de la jeunesse) ; Le Lorrain réserve un "coin (à) la jeunesse" puis une page entière ("page de la jeunesse").

En 1935, nous avons également trouvé une page hebdomadaire "la page des jeunes filles" ; le quotidien messin y poursuit, comme dans presque toutes ses pages magazines, une mission pédagogique : on trouve dans cette rubrique des articles évocateurs : votre prière, votre calendrier (fêtes religieuses), vos oeuvres, votre caractère.

- **Les spectacles et le cinéma** : la fin de la Grande Guerre met un terme à une longue période de sevrage. Face à

l'engouement du public pour les soirées dansantes et les attractions du music-hall, les directeurs de cinéma se mobilisent et organisent des séances permanentes, s'adjoignant des orchestres symphoniques (le Ciné-Palace à Nancy par exemple). Les quotidiens suivent, contraints et forcés ?

Mais, au contraire des journaux parisiens qui se délectent à publier une masse d'échos divers sur la vie des vedettes, les quotidiens lorrains ne se complaisent pas dans ce genre d'informations et restent très conventionnels dans la présentation de leurs rubriques "cinéma" ou "spectacles".

Une place, variable, est consacrée presque exclusivement à la présentation, rarement à la critique du spectacle. Il s'agit, avant tout, de manifestations artistiques locales. Toutefois certains journaux ne négligent pas la capitale (lire par exemple dans L'Est Républicain, en 1935 notamment, la rubrique "les arts à Paris").

Le cinéma fournit une copie de plus en plus abondante. La guerre, avec le succès des films américains, étend sa clientèle : les revues spécialisées précéderont là aussi, la naissance des rubriques dans les quotidiens. A la suite du Gaulois qui crée le premier, en mars 1916, une chronique du cinéma, puis de Paris-Midi (juin 1918) et du Petit Journal (octobre), cette rubrique se généralisera.

Dès 1920, L'Est Républicain s'attarde sur la sortie d'un film, lorsqu'il le juge nécessaire *(24)*. En avril de cette année, il sort de l'ombre le cinéma, en lui consacrant une longue rétrospective, signée Pol Simon. Suzanne Grandais vient tourner à Nancy, Achille Liégeois couvre l'évènement. Si une mort tragique emporte l'actrice peu de temps après, sa gloire posthume lui survivra. L'Est Républicain publiera, sous forme de feuilleton, son dernier film et la liste des nombreux établissements en Lorraine s'étant assurés la projection du grand ciné-roman : L'Essor. Dès janvier 1921, on peut suivre les péripéties des protagonistes au sein du quotidien ou sur les écrans. On procèdera de la sorte pour d'autres ciné-romans ("Les Mystères de Paris" de Burguet). Pourtant, la première chronique du cinéma n'a qu'une vie éphémère (février à mai 1922).

Après 1922, des chroniques départementales relatent souvent l'activité cinématographique en plein essor dans certaines villes. Avec la propagation du cinéma, dit "instructif", au sein des "foyers lorrains" (des ouvriers ou du soldat), le journal ne cesse d'encourager les manifestations éducatives ou morales. Jusqu'à l'arrivée du

parlant, L'Est Républicain égrènera sa longue mélopée des programmes, plus ou moins régulièrement, scandée par des manifestations typiquement locales. Par exemple le festival Paramount organisé avec la collaboration du journal : l'inauguration de nouvelles salles obscures, l'Olympia en 1924, le Caméo en 1928. Les premiers films parlants et sonores projetés en 1929 (juin) ne font pourtant pas la Une, et sont relatés sans intérêt particulier.

Ces rubriques "cinéma" deviennent parfois des pages spéciales, où les critiques (rares) et les articles d'échos sont le plus souvent mêlés à des textes de publicité rédactionnelle. Le seul exemple à notre connaissance, en Lorraine, se trouve dans Le Messin, qui publie le vendredi, une page du cinéma très illustrée.

A noter enfin dans L'Eclair de l'Est, un article sur le 40ème anniversaire de l'invention du cinéma "Ce grand savant, Louis Lumière" écrit par Roger Simonet *(25)*.

- Les autres rubriques ou pages à thème : certains journaux à la recherche d'une clientèle toujours plus élargie, créèrent des rubriques très spécialisées mais souvent éphémères :

* TSF : les rubriques sur la radio ne naîtront que vers 1934. Elles furent, à l'origine, simplement destinées à accompagner la publication des programmes, puis, parfois, elles s'étofferont d'échos et de critiques. L'Express de l'Est publie une rubrique régulière "la vie radieuse à l'écoute de la radio" ou "le coin des sans-filistes" ; L'Est Républicain consacre à la TSF une page entière dirigée par Giorgi, de la société "J'écoute", pour la vulgarisation TSF-Paris.

Ces journaux se rendent-ils compte que la radio allait devenir une concurrente redoutable ?

* Littérature : le lecteur contemporain est souvent étonné de constater la qualité et la place des rubriques littéraires, de l'entre-deux-guerres, dans les quotidiens. Une certaine tradition (la télévision n'existe pas encore), et les étroites relations entre le monde des journalistes et celui de la littérature, peuvent expliquer le phénomène. Tous les quotidiens lorrains publient une telle rubrique, qui occupe parfois une page entière (L'Express de l'Est, L'Eclair de l'Est).

* l'automobile et l'aviation : soutenus par un fort courant de recettes publicitaires, les sports mécaniques trouveront dans les journaux, des rubriques spécialisées.

Outre ces rubriques purement sportives dont nous avons

parlé précédemment (en "Sport"), on peut lire aussi des articles "pédagogiques" concernant l'automobile. L'Express de l'Est ou Le Messin, par exemple, ont une rubrique "L'automobile expliquée pour tous" ou "L'automobile expliquée à tous".

* Et encore : certains journaux n'hésitent pas à lancer des pages ou des rubriques, encore plus spécialisées, et souvent très éphémères : "La Lorraine historique" (Le Messin) ; "Les Vosgiens éloignés du pays natal" (une page régulière dans L'Express de l'Est) ; "Villégiature - Villes d'eaux - Tourisme" (en été dans L'Express de l'Est) ; plusieurs "Causeries médicales", "scientifiques", "de vétérinaires" (L'Express de l'Est, L'Eclair de l'Est, Le Messin), "du docteur" (Courrier de Metz) en sont autant d'exemples.

On peut même trouver des articles en patois lorrain dans Le Courrier de Metz.

c) Le roman feuilleton et les bandes dessinées

Le roman-feuilleton *(26)* est né en 1886. Progressivement devenu, sous la monarchie de Juillet et sous le Second Empire, l'élément indispensable de tout périodique, il le restera sous la IIIème République.

Au lendemain de la première guerre mondiale, il est toujours de tradition, mais il semble qu'il ait beaucoup perdu de son audience : il sera surtout, selon Pierre Albert, réservé au public féminin, et s'orientera nettement vers les histoires sentimentales du style de celles de Delly ("Le candélabre du temple" dans Le Lorrain).

Le roman-feuilleton occupe souvent une place identique (rez-de-chaussée p.4, 5 ou 6) et si les pourcentages varient, (par rapport à la surface totale) c'est tout simplement parce que la pagination augmente ou diminue.

En période "creuse" les quotidiens parfois se permettent de publier deux feuilletons à la fois.

Le Messin

maximum : 6,40% en 1940
minimum : 3,47% en 1930
moyenne : 4,74%

Le Lorrain

maximum : 7,34% en 1930
minimum : 4,05% en 1935
moyenne : 6,05%

L'Est Républicain

maximum : 5,87% en 1930
minimum : 3,76% en 1920
moyenne : 5,35%

L' Eclair de l'Est

maximum : 6,91% en 1920
minimum : 4,11% en 1925
moyenne : 5,34%

L'Express de l'Est

maximum : 5,37% en 1935
minimum : 9,86% en 1925
moyenne : 7,20%

A côté des romans sentimentaux, on trouve en général deux catégories de roman-feuilleton dans les quotidiens lorrains : les romans régionaux et ceux patriotiques et militaires.

Les premiers étaient assez nombreux avant 1914-1918 (L'Est Républicain) et disparaîtront peu à peu des colonnes des quotidiens. Les deux romans dits "lorrains" qui paraîtront en 1936 et 1939 dans L'Est Républicain : "Le grand Jules" et "La Fine" d'Henri Gaudel, né à Bruyère, n'ont rien de typiquement lorrain. Il suffit de lire ses textes publiés à la même époque dans Le Pays lorrain, pour se rendre compte que le feuilleton d'un quotidien, même régional, n'est pas le lieu où peut fleurir la littérature régionaliste. Une exception notable : les différents périodiques, à l'exception de L'Est Républicain, ont assez fréquemment reproduit les oeuvres d'Erckmann-Chatrian.

En résumé on ne peut pas dire que le feuilleton avait une coloration particulièrement régionaliste dans les quotidiens lorrains. Il est vrai qu'il est assez difficile, dans cette région qui fut souvent le lieu de guerres, de dissocier

complètement les romans de ce genre avec ceux, patriotiques et militaires. Ces derniers ne manquent pas en Lorraine française, surtout après 1897. Cette vague du roman patriotique, n'est d'ailleurs pas particulière à cette région, le genre fleurit aussi dans la presse parisienne.

Après 1914-1918, on continu à trouver certains de ces textes. Les lecteurs de L'Est Républicain, en 1930 et 1931 peuvent lire "l'Alsacienne" et "Les fiancés de Lothringen" d'Aristide Bruant. En 1935, ils découvriront "Les amours d'un Petit Soldat" d'Arthur Bernede. En 1919, ils avaient déjà pu lire "La Grande Guerre" de Deschamps *(27)*.

On retrouve, pratiquement dans tous les journaux lorrains, deux écrivains spécialistes du roman-militaire : Claire de Chandeneux (Madame Bailly) et le Capitaine Danrit, pseudonyme du commandant Driant... sauf à L'Est Républicain. Dans le premier cas probablement à cause d'un simple problème de circuit de distribution, dans le deuxième cas, en raison d'une divergence d'opinion et position, Driant étant par ailleurs, gendre du général Boulanger.

Les quotidiens réussissent parfois à offrir à leurs lecteurs des oeuvres connues : L'Est Républicain publie pratiquement tous les romanciers populaires ou les succès de l'époque : Jules Mary ("La beauté du diable"), Charles Merouvel, Emile Richebourg, Adolphe d'Ennery, Pierre Decourcelle, Gaston Le Roux *(28)*.

Le Messin s'offre également Gaston Le Roux ("Le fantôme de l'Opéra" en 1920), Jules Mary ("La fiancée de Lorraine" en 1920), Paul Féval (fils du célèbre auteur dramatique et feuilletoniste prolixe, auteur des "Mystères de Londres", du "Bossu" qui suivit, avec moins de bonheur, les traces paternelles : "Coeur d'amour" dans Le Messin en 1920).

Liste à laquelle on peut ajouter les reproductions d'oeuvres de grands romanciers des générations antérieures : Dumas ("Joseph Balsamo", "Le Collier de la Reine" en 1920), G. Ferry, Gaboriau, Capendu à L'Est Républicain ; Fenimoore Cooper ("Le Dernier des Mohicans") à L'Eclair de l'Est (en 1925) ; Maupassant (L'Est Républicain).

Les journaux lorrains essayent de suivre l'évolution du feuilleton-roman parisien : les lecteurs de L'Est Républicain *(29)*, décidément privilégiés, auront ainsi des romans-cinéma dans les années 20, tout comme les lecteurs du Petit Journal ou du Petit Parisien. Citons une adaptation pour le cinéma des "Mystères de Paris" d'Eugène Sue, par Marcel Allain l'un des auteurs de "Fantomas" et, toujours du même Marcel Allain, un

grand ciné-roman dit inédit "Kid Roberts, gentleman del ring".

Enfin parmi les autres auteurs qui reviennent régulièrement, citons Paul Samy ("Les Trésors de la Tour Ronde" "Malgré eux" Le Lorrain 1930 ; "L'Anneau Brisé" Le Messin 1925 ; "Le Présent de l'Hindou" (1935), "Les Trésors de la Tour Ronde" (1930), "La Valise Rouge", "Le Chiffre Mystérieux" (1920) dans L'Eclair de l'Est ; "Le Secret du Disque" dans Le Lorrain (1935) ; Frédéric Valade, "L'Homme des Brouillards" (1935), "Le Mystère de la Croix Salluste" (1925), "Le Testament de Rocambole" (1930), "Les Frères de la Route" (1925) (avec Henry Jacob) dans L'Eclair de l'Est ; Georges de Lys, "Le Toit des Cieux" (1930) Le Lorrain, "Flux et Jusant" (1930) Le Lorrain ; Max de Veuzit, "Sa Maman de Papier" (1935) dans Le Messin et L'Eclair de l'Est) etc...

Quant aux contes, qui avaient eu une grande vogue dans les quotidiens avant 1914, ils ne retrouvent guère leur place après la guerre... (essentiellement dans les pages magazines, pour les enfants par exemple, ou bien encore à l'époque de Noël).

A l'imitation tardive des Etats-Unis, la bande dessinée qui avait largement pénétré la presse enfantine, fera dans les journaux, une timide apparition dans les années 1930.

d) Agriculture

"Si la France cessait d'être un pays de terriens, elle cesserait bien vite d'être le pays de France" écrivait Le Lorrain en 1930 *(30)*.

A destination des agriculteurs que l'on veut aussi "attirer", les quotidiens lorrains publieront des pages qui leur sont entièrement consacrées (Le Messin, Le Lorrain, L'Express de l'Est), ou des rubriques spécialisées occupant une surface variable (L'Impartial, Le Télégramme des Vosges, L'Est Républicain).

Au sommaire : des conseils, les nouvelles techniques ou machines... concernant l'élevage, l'agriculture, la pêche et parfois la chasse.

Reste, que la surface consacrée à cette rubrique est très modeste, et ne dépasse que très rarement 2,50% de la surface totale du Journal : L'Express de l'Est, en 1930, vient en tête avec 3,82% ; Le Messin prend la première place, en 1935, avec seulement 2,78% suivi de très près par le Lorrain (2;68%).

Les journaux nancéiens semblent moins intéressés par cette rubrique que les mosellans ou les vosgiens. L'Est Républicain plafonne entre 0,17% (1925) et 1,97% (1930) ; L'Eclair de l'Est entre 0,45% et 2,20% (1920-1930). La raison de cette baisse est double : le lectorat au départ (fin du XIXème siècle) était par moitié agricole, 50 ans plus tard il s'est urbanisé. Peut-être faut-il y voir aussi l'effet de la concurrence des nouvelles revues agricoles. Il ne faut pas non plus oublier que certains groupes de presse (L'Eclair de l'Est) disposent d'hebdomadaires davantage destinés aux agriculteurs.

A noter qu'un "marché mondial des grains" paraît tous les huit jours dans Le Lorrain (années trente) et que L'Express de l'Est publie une rubrique quotidienne : "le marché du coton" (du fait des nombreuses usines de textile dans le département) et n'hésite pas à consacrer une page entière pour des évènements touchant l'agriculture (par exemple le 24 août 1925 : le concours régional agricole de l'Est).

e) La Photographie

La véritable révolution de cette période apparaît avec la vulgarisation du cliché photographique. Cette innovation qui bouleverse la présentation traditionnelle de la première page, modifie aussi le contenu et la répartition des rubriques. Aucun journal, qu'il soit de Paris ou de la province ne peut y échapper. Refuser la photo équivaut à signer son arrêt de mort car l'image, est désormais essentielle : "Elle colle au texte, elle l'éclaire, l'illustre, l'authentifie". Elle donne aux manifestations, "scènes mouvantes", cortèges, réunions sportives, accidents, etc.. du relief.

La photographie fut découverte dans la première moitié du XIXème siècle, mais sa reproduction imprimée fut beaucoup plus tardive (après 1900) *(31)*. Pendant longtemps elle servit seulement à fournir des modèles aux ouvriers-graveurs ou lithographes. La mise au point de la photographie chimique vers 1850, permit une diversification des méthodes d'impression à grand tirage. Par ailleurs la transmission des clichés, par fils ou ondes, fut mise au point en 1907 en Allemagne par Korn, et en France par Eugène Belin qui perfectionna son appareil. Le premier bélinographe publié par la presse le fut par Le Journal, le 13 mai 1914 : il représentait l'inauguration de la Foire de Lyon par Poincaré.

Il avait été transmis en quatre minutes par fil télégraphique. Le développement du système permit de généraliser, dès 1925, la transmission des photographies à distance.

En Lorraine, comme dans la plupart des autres régions de France, la photographie arriva bien après Paris. Ainsi en 1920, à part L'Eclair de l'Est, qui publiait de temps à autre, un cliché, aucune imprimerie ne disposait encore d'ateliers spécialisés de photogravure.

Mais petit à petit, la part de l'illustration dans les journaux augmentera et transformera leur physionomie et l'attrait, de ce qui n'était déjà plus seulement, de la "lecture".

En 1925, Le Lorrain est le seul quotidien de la région à ne publier aucune photo. En 1930, elles ne recouvriront que 2,27% de la surface totale du journal ; 2,48% en 1935 (toujours bon dernier des quotidiens lorrains avec L'Eclair de l'Est). Le Messin y consacre, en 1925, moins de 0,50% de sa surface totale soit une ou deux photos en première page, presque tous les jours. Elles peuvent concerner n'importe quel aspect de l'actualité : le Maréchal Foch et l'ambassadeur Von Hoesch (1er janvier 1925) ; le Général Mangin (13 mai 1925 à l'occasion de sa mort) ; Abd el Krim le "rebelle" marocain (15 mai 1925) ; des photos du Maroc à l'occasion "des opérations militaires des Français" ; les All Blacks qui ont battu la France 37 à 8 (le 12 janvier 1925) ; le "boucher" Merfeld condamné aux travaux forcés à perpétuité (assises de la Moselle, 27 mars 1925). Mais en 1930, Le Messin occupera la première place des quotidiens lorrains, avec plus de 4%, soit de 2 à 3% de plus que les autres journaux. Puis la deuxième place, cinq ans plus tard, avec 4,92%.

Jusqu'en 1935, L'Express de l'Est enregistre la plus forte progression : de 0,50% en 1925, il passe à 2,43% en 1930 (2ème rang), et à 6,09% en 1935 (1er rang).

L'Est Républicain, entre 1920 et 1935, doublera chaque année de référence, sa surface "photo" : 1920 : 0% ; 1925 : 1,04% ; 1930 : 2,20% ; 1935 : 4,40%.

L'Eclair de l'Est figure, on l'a vu, parmi les derniers. Il consacre 0,42% en 1925, à peine 1,31% en 1930 et 2,80% en 1935.

A noter que le début de la seconde guerre mondiale verra presque tous les quotidiens lorrains augmenter leur surface photo, sauf L'Est Républicain et L'Express de l'Est.

La première page du Messin, du Lorrain, de L'Eclair de l'Est compte alors de 4 à 7 photos, souvent tendancieuses (tanks russes capturés par les Finlandais *(32)*, soldats finlandais tirant, prisonniers russes *(33)*, et de nombreuses cartes expliquant les différentes opérations en cours *(34)* en Norvège par exemple).

Par ailleurs, les journaux lorrains ont souvent publié des pages "photos" ou un supplément illustré.

Le Lorrain consacre une fois par semaine une page (parfois moins) à la photographie, intitulée "le Lorrain Illustré". Les photos sont considérées comme représentatives de l'actualité de la semaine ("actualité" : ce mot, est ici, à prendre dans son sens le plus large : les hommes politiques de la semaine, l'insolite, la mode). Cette rubrique succède à "Les actualités", un montage de photographies, publié régulièrement (exemple : samedi 2 mars 1924 : photos de Hoover choisissant ses ministres : un portrait ; Charlot malade : photo de plein-pied, etc..).

Les autres journaux publient, soit une telle rubrique, soit un supplément illustré : L'Impartial (Le Grand Illustré - 1904-1907, puis le supplément illustré jusqu'en 1916) ; L'Est Républicain (son supplément : L'Est Illusté) *(35)*, Le Messin (La Page Illustrée) *(36)*.

Ces photos proviennent d'agences *(37)* et, plus rarement, dans les pages locales, de photographes du cru. Les signatures sont exceptionnelles.

f) Les Faits Divers

Quels qu'ils soient (criminels, accidentels ou sentimentaux), les faits divers dans les colonnes des journaux lorrains ont toujours occupé une place conséquente : jamais moins de 5% de la surface totale du journal entre 1920 et 1939, sauf cette première année dans Le Lorrain (3,16%).

Le premier journal lorrain à avoir le mieux compris son impact sur les lecteurs, que ce fait soit de proximité, d'envergure nationale ou internationale, semble être le quotidien vosgien L'Express de l'Est qui consacre en 1925, 8,16% et en 1930, 11,77% ; puis le quotidien nancéien L'Eclair de l'Est : 7,23% en 1920, 7,76% en 1925 et 7,88% en 1930. L'Est Républicain réserve entre 6 et 7% aux faits divers avec

une pointe en 1925 à 7,31%. Dans Le Messin, la rubrique est beaucoup moins régulière. L'amplitude maximale étant de 2,88% (1920 : 5,24% ; 1930 : 7,88% et 1935 : 5%).

Le Lorrain est le dernier quotidien parmi ceux étudiés, à avoir saisi l'importance de cette rubrique. Elle n'occupe, en 1920, que 3,16% de la surface totale soit, 2,08% de moins que son concurrent le plus direct, Le Messin (précisons que celui-ci a une surface totale inférieure : 1525 cm/colonne, contre 1914 pour Le Lorrain), et 4,07% de moins que L'Eclair de l'Est. Toutefois ce retard sera vite rattrapé. Si en 1925, Le Lorrain se situe toujours à la dernière position, il occupera la deuxième place cinq ans plus tard (9,20%) et il aura marqué la plus forte progression entre ces deux dates (+ 4%).

Entre 1930 et 1940, on note une chute importante de la rubrique dans tous les quotidiens, sauf dans L'Est Républicain. En 1940, l'explication est aisée : la guerre et ses conséquences occupent la plus grande place dans les journaux dont la pagination a considérablement diminué.

Pour l'année 1935, cela correspond à une forte progression de deux autres rubriques : les sports et les sujets magazines, ainsi qu'à une augmentation du nombre des photos des informations locales et étrangères. Le contenu se diversifie et devient plus attrayant. L'Etranger intéresse de plus en plus le lecteur.

Durant toute notre période, grâce aux nouvelles méthodes de journalisme, et du reportage photographique notamment, les faits divers pourront être traités désormais avec tout le soin nécessaire, pour répondre à la curiosité insatiable des lecteurs. Les efforts réalisés par les journaux, parisiens essentiellement, pour présenter l'affaire Landru qui arrive à propos pour détourner l'attention du public des graves crises politiques de l'après-guerre, l'affaire Violette Nozières ou l'affaire Stavisky, donnent la mesure de l'importance accordée à ce type d'information qui fait souvent apparaître le sang à la "Une".

En Lorraine, les petits faits divers (des années 1919-1920) vont rapidement disparaître des colonnes des quotidiens : port d'arme prohibé, vagabondage, port illégal d'uniforme, mauvaises moeurs, concubinage (100 francs d'amende), chien écrasé, gosses qui cassent des carreaux, vols de poules, contrebande, méfaits des "sales boches", etc...

A la place des dizaines de faits divers locaux, des faits divers nationaux ou internationaux, plus marquants, vont

restituer le tragique de la vie quotidienne : "un aliéné, ancien prisonnier de guerre (est) réclamé par vingt familles *(38)* "l'épouvantable catastrophe des mines de Maybach" *(39)*, "coup de grisou dans la Sarre" *(40)*, "un mur de soutènement s'écroule sur les pentes de Fourvière et ensevelit une soixantaine de personnes *(41)*, incendies divers (Epiceries Réunies à Nancy, L'Est Républicain et L'Eclair de l'Est du 25/04/1920), (Les Nouvelles Galeries à Metz, Le Messin et Le Lorrain du 15/07/1930), "la poudrière d'Auboué qui explose" *(42)*, "une cage remplie d'ouvriers tombe au fonds d'une mine à Merlebach" *(43)*.

Les catastrophes ferroviaires paraissent très nombreuses : "l'express Le Mans-Tour déraille" *(44)* ; "le rapide Le Havre-Paris a déraillé" *(45)* ; "un rapide déraille à la gare d'Amiens" *(46)* ; "la catastrophe de Reutzwald" *(47)* ; "déraillement sur un pont près de Dijon" *(48)* ; "une catastrophe de chemin de fer en Lorraine" *(49)* ; "un déraillement à Maisons-Laffite" *(50)* ; "tamponnement à la gare de Blainville" *(51)* ; "catastrophe de chemin de fer à Montereau" *(52)* ; "une catastrophe à la gare Saint-Lazare" *(53)* ; "le rapide Bordeaux-Paris déraille" *(54)* ; "la catastrophe de Saint-Denis a fait de nombreuses victimes" (rapide d'Amsterdam contre l'express de Lille) *(55)* ; "l'Express Paris-Nantes tamponne un train de marchandises" *(56)*... pour ne citer que ces quelques exemples !

Les dramatiques faits divers de la circulation *(57)*, les accidents de dirigeables ("le dirigeable anglais R 101 explose et s'enflamme sur le sol près de Beauvais" *(58)* ; "le dirigeable américain Macon se brise en plein vol et coule dans le Pacifique" *(59)*, etc..), de bateaux, d'avions ("l'avion Vuillemain s'écrase au départ de Niamey" *(60)* ; "terrible accident d'aviation : deux appareils du 21ème de Nancy entrent en collision et tombent" *(61)* ; "l'avion géant "Maxim Gorki" gloire de l'aviation russe se brise dans les airs à la suite d'une collision" *(62)* ...les catastrophes naturelles (tous les quotidiens lorrains relateront les terribles inondations du Midi en mars 1935, et ses conséquences ; Articles largememnt illustrés) font la "Une".

Les meurtres, surtout s'ils sont locaux, et les condamnations à mort, sont relatés avec force détails et illustrations. On suit les procès d'assises régulièrement. Quelques titres : Le crime de Verdun, l'assassin arrêté à Nancy ; Le crime de Clouange devant le jury de Moselle (L'Est Républicain du 13 juin 1925) ; un crime horrible à Fontenay-le-Château : un sadique étrangle une sexagénaire après l'avoir violée (L'Express de l'Est du 31 août 1925) ; l'assassin des

cabaretiers de Sorneville (L'Express de l'Est du 30 juin 1925) ; le drame de Champigny : un gamin de 15 ans tue de deux coups de révolver la femme de ménage de ses parents (L'Express de l'Est du 30 avril 1935) ; fusillade dans un bar à Varangeville (L'Eclair de l'Est du 16 novembre 1920) ; le faux dentiste de Montigny (Le Messin du 1er juillet 1926) ; l'odieux assassinat de la petite Ida Lang à Rombas (Le Lorrain du 3 juillet 1935) ; un mineur tue sa femme et dépèce le cadavre (Le Messin des 12 et 13 mars 1930) ; l'exécution de Daskowsky, (la 7ème à Metz, Le Messin du 25 novembre 1930), la guillotine à Nancy : l'artificier Francas Salvador a expié ses crimes (L'Est Républicain du 21 janvier 1925), etc...

Enfin certains faits divers, aux dimensions émotives particulières, peuvent occuper toute la "Une". L'exemple type est celui de la mort accidentelle de la jeune reine de Belgique, Astrid, le 29 août 1935. L'Est Républicain y consacre, le 30 août, 5 colonnes à la une et deux photos ("La jeune Astrid de Belgique a été tuée dans un accident d'auto"). Le lendemain de nouveau 5 colonnes et 5 photos ("Le nouveau deuil tragique de la Belgique"). Des articles paraîtront jusqu'au 4 septembre sur ce drame.

L'Express de l'Est titre sur 5 colonnes : "Le sort tragique d'une famille royale" (1 photo). Le 31 août, il réserve à cet évènement toute sa première page avec 5 photos et une "retourne" de 3 colonnes en page 2. (Titre : Bruxelles a pris, au glas funèbre des églises, ses noirs vêtements de deuil pour accueillir la dépouille mortelle de sa souveraine). Le quotidien vosgien publiera de nombreux autres articles et photos sur ce drame. Le 4 septembre de nouveau 7 colonnes et un titre encore plus long : "Des visages crispés, des yeux pleins de larmes, l'expression poignante d'une immense douleur devant la plus cruelle des fatalités. Toute la Belgique pleure sa jeune reine".

L'Eclair de l'Est, le lendemain de l'accident, titre sur 5 colonnes, comme ses confrères : "La Belgique en deuil : la reine Astrid qui villégiaturait en Suisse est tuée dans un accident d'auto". Une seule photo illustre l'article. Le lendemain trois colonnes sont consacrées à l'évènement.

Le Messin "ouvre" sa page "Une" sur 4 colonnes. L'article intitulé "La reine Astrid est tuée dans un accident d'auto" est illustré de trois photos. Le 4 septembre, il titre sur 7 colonnes : "La Belgique a fait à sa reine infortunée des funérailles imposantes". Toute la première page avec huit photos ainsi que la dernière page du quotidien (page-photos) sont consacrées aux obsèques.

Les faits divers, ce sont bien sûr aussi les grandes

affaires qui sont, dans l'ensemble, bien suivies par les quotidiens lorrains : Landru (avril 1919-février 1922) ; Violette Nozières (été 1933) etc...

A noter enfin que dans ce domaine on assiste à une internationalisation très sensible. L'Est Républicain relate le tremblement de terre qui a ravagé la Toscane, en septembre 1920 *(63)* ; L'Eclair de l'Est, la catastrophe de Coblence (en juillet 1930 pendant les fêtes de la Libération, un pont s'effondre sous le poids de la foule *(64)* ; une tornade, qui fait plus de 2.000 victimes aux Etats-Unis *(65)* ; un tremblement de terre meurtrier au Japon *(66)*. Le Lorrain le 24 juillet 1930, ouvre sa Une sur deux drames survenus à l'étranger : celui de Coblence et un séisme "terrible" en Italie (plus de 2.000 morts et 4.551 blessés).

Enfin signalons que, si les faits divers nationaux ou internationaux proviennent des agences, les faits divers locaux, sont rédigés par des correspondants ou des journalistes du journal, mais les articles sont très rarement signés, sauf quand il s'agit d'articles d'investigation ou d'enquêtes *(67)*.

g) Les Informations locales

La multiplication des éditions qui reposaient sur des réseaux complexes de correspondants locaux et de bureaux de rédaction détachés, représente une véritable révolution. Grâce à elle, les journaux y gagnent la clientèle des campagnes.

Dans les rubriques locales, on trouve toutes les informations qui peuvent intéresser le public, au plan pratique, sur la vie de sa commune : les associations, leurs activités, les comptes-rendus du conseil municipal, la vie sportive *(68)*, vie économique et culturelle, les cinémas, la météo locale, l'agenda du jour, mais aussi les nécrologies du voisinage ou de personnalités, les faits divers *(68)* et quelques évènements de plus grande importance : le sacre d'un évêque (72) , les élections, la visite en Lorraine de personnes illustres *(69)*, un évènement politique particulier *(70)*, le problème de Lorraine-Alsace au lendemain de la première guerre mondiale, la rivalité Nancy-Metz, Lorraine-Alsace, l'intervention d'un homme politique lorrain à la Chambre *(71)*. La mort d'un grand Lorrain fait également la Une de tous les quotidiens de la région : le général Mangin, né à Sarrebourg

Bar-le-Duc en 1860, et mort à Paris en 1934 *(73)*. Le Maréchal Lyautey, né à Nancy en 1854, et mort à Thorey, en Meurthe-et-Moselle en 1935 *(74)* ; André Maginot (1877-1932, né et mort à Paris, mais originaire de la Meuse).

Durant ces vingt années de l'entre-deux-guerres, s'étend aussi l'ombre de la guerre, avec le souvenir obsédant du cauchemar pour les anciens combattants. Vingt années rythmées par les sonneries "aux morts" devant les monuments érigés dans chaque village de France, et particulièrement de Lorraine, aux victimes de la guerre ou aux grands Lorrains *(75)*.

De 1920 à 1935, la place consacrée aux informations locales ne descend jamais en deçà de 12,66% (L'Est Républicain en 1925) et monte jusqu'à 23,69% (Le Messin en 1935). Il s'agit souvent de la rubrique rédactionnelle la plus importante.

La moyenne est de 18,17% en 1920 ; 17,69% en 1925 ; 18,33% en 1930 ; 20,38% en 1935 ; 14,83% en 1940. Le Messin qui en 1920 était bon dernier (14,717%) cinq ans plus tard prendra la tête pour ne plus la lâcher. L'Eclair de l'Est, premier en 1920, sera avant-dernier de 1925 à 1940. Le Lorrain disputera à L'Express de l'Est la deuxième place. L'Est Républicain ne dépassera jamais 16,34% (en 1920) et restera toujours en dernière place.

Il convient toutefois de relativiser ces chiffres. Si les deux journaux nancéiens se situent loin derrière ceux de Metz, il ne faut pas oublier qu'il disposent, eux, de plusieurs éditions. Et dans nos calculs ne sont évidemment pris en considération que celle de Nancy.

Enfin rappelons un point commun à chaque quotidien de la région : la mise en page, identique ou presque. La page 2 s'ouvre traditionnellement sur le chef-lieu du département : Metz pour Le Lorrain et Le Messin, Nancy pour L'Eclair de l'Est et L'Est Républicain, Epinal pour L'Express de l'Est. Dans cette même page, on trouve souvent une rubrique appelée "dans la région" (les évènements régionaux importants).

Les pages 3 et 4 sont consacrées à l'arrondissement et aux autres localités du département. Thionville (en tête de page), Metz-campagne (Montigny en tête), Château-Salins, Forbach, Boulay, Sarreguemines, Sarrebourg, Hayange pour les quotidiens messins ; l'agglomération nancéienne pour L'Eclair de l'Est (rubrique : dans la banlieue nancéienne) et L'Est Républicain (autour de Nancy)... Les autres localités du département, l'arrondissement de Nancy, l'arrondissement de Lunéville, figurent dans d'autres éditions (Lunéville, Toul, Pont-à-Mousson) ; autour d'Epinal, Remiremont, Saint-Dié, Neufchâteau

et Mirecourt pour L'Express de l'Est.

Dans cette page 4 ou la suivante, en fonction de l'abondance de l'actualité et/ou de la publicité, on peut trouver une rubrique un peu "fourre-tout" concernant les nouvelles régionales de moindre importance ou les nouvelles des départements limitrophes... et du sien propre : L'Eclair de l'Est s'intéresse, outre à la Meurthe-et-Moselle, à la Moselle, aux Vosges, à la Sarre et à la Seille ; L'Est Républicain : les deux premiers départements plus la Meuse et dans une moindre mesure à la Moselle ; L'Express de l'Est : à la Haute-Saône, à la Meurthe-et-Moselle, à Dijon et Metz même (mais le plus souvent ces deux villes sont citées en page 2 en rubrique "Région") ; Le Lorrain et Le Messin : Meurthe-et-Moselle et Alsace, parfois le Luxembourg (Messin) plus souvent la Sarre.

h) Etranger

Le champ d'information de la presse française s'est considérablement étendu dans l'entre-deux-guerres. Cet élargissement était le résultat naturel de l'évolution de la politique générale et de la mentalité des Français. Un des aspects les plus notables fut la part, désormais considérable, prise dans les colonnes des journaux par les informations de politique étrangère. Alors qu'avant 1914, les quotidiens semblaient le plus souvent ignorer la géographie, la guerre eut pour effet de briser la sorte d'isolationnisme mental qui avait caractérisé la conscience française à la Belle Epoque.

La place occupée dans les journaux et l'importance prise dans l'argumentation politique, par les problèmes de l'Europe et du Monde, furent sans commune mesure avec celles qui leur étaient accordées avant la guerre de 14-18. Les questions de paix, les débats à la SDN, la guerre d'Espagne, la crise Ethiopienne, puis celle de Tchécoslovaquie ont souvent dominé les débats de politique intérieure, et fait la Une des journaux.

C'est en effet pendant l'entre-deux-guerres, que la presse française (et plus particulièrement celle de Lorraine) commença à donner aux nouvelles de l'Etranger une importance qui est encore aujourd'hui, beaucoup plus grande proportionnellement à celle qu'elles occupent dans la presse anglo-saxonne.

La Lorraine, évidemment en raison de sa position frontalière, suit avec inquiétude la montée du nazisme et la renaissance du militarisme allemand. Par exemple les

éditoriaux de Charles Ritz du Lorrain sont bien supérieurs à ceux que publient, dans des journaux parisiens, des plumes autorisées, voire illustres : Paul Durand raconte que les articles de politique étrangère de charles Ritz étaient si pertinents "si bien pensés" que Daladier l'invita un jour pour en discuter.

Dans le détail : en 1920 Le Lorrain est le plus "internationaliste" avec plus de 11% de sa surface totale consacrée à l'étranger. Il est suivi par un autre journal messin (Le Messin 9,63%). Les deux quotidiens nancéiens viennent loin derrière : 6,22% pour L'Est Républicain et 5,83% pour L'Eclair de l'Est... Mais ils disposent à cette date, d'une surface imprimée bien supérieure à tous les autres quotidiens de la région.

En 1925, on note une chute spectaculaire des pourcentages : aucun des journaux ne dépasse 3,89% et se tiennent tous dans une fourchette dont l'amplitude ne dépasse pas 0,68%. Cette chute peut s'expliquer par une actualité internationale peu passionnante cette année-là : en Allemagne, mort de Ebert, Hindenburg est président du Reich ; l'Italie prend quelques mesures pour compléter la dictature ; en Espagne passage du régime militaire à un régime civil avec pour premier ministre Primo de Rivera ; après plusieurs coups d'Etat, Reza Khan devient en 1925 Chah héréditaire de Perse ; au Siam commence le régime de Rama VII Prâjâdhipok ; en Chine, après la fusillade de Shangaï (les Anglais tirent sur les étudiants) naissance du "mouvement du 30 mai" qui déclenche la révolution nationale. Cette année-là est également signé le traité nippo-soviétique (concernant le nord de Sakhaline), Staline parvient à ôter à Trotsky son poste de Commissaire du Peuple à la Guerre...Des nouvelles touchant des pays trop éloignés pour bouleverser la Une des quotidiens . Seuls, la conférence de Locarno (détente internationale ; Briand veut renoncer à la politique d'exécution des traités de Poincaré) et le Pacte Rhénan de sécurité (l'Allemagne garantit l'inviolabilité des frontières françaises et belges, mais ne s'engage pas à reconnaître les nouvelles frontières avec la Pologne et la Tchécoslovaquie) sont largement commentés.

Avant 1925, l'essentiel de cette rubrique était bien sûr, occupé par les questions de l'après-guerre : les différents traités de paix signés entre les belligérants, le problème des réparations, l'accord difficile entre les Alliés -la garantie anglo-américaine contre toute attaque allemande est refusée, Clémenceau l'avait acceptée en échange d'une renonciation à la rive gauche du Rhin-, les conférences de Paris et de Londres

de 1921 et 1922, le rejet du traité de Versailles par le sénat américain (1920), l'occupation de la Ruhr par les Français et les Belges (janvier 1923), le plan Dawes. Les autres évènements sont relatés en quelques lignes : les accords de Washington (convention navale, statu quo dans le Pacifique, indépendance de la Chine, garantie) (1921-1922), Mustafa Kemal est élu premier président de la république Turque (1923), la marche sur Rome de Benito Mussolini en 1922, la mort de Lénine en 1924, la loi sur la prohibition aux Etats-Unis (1920) et la formation en Allemagne du "ministère de la grande coalition" par Stresemann en 1923, la signature de traités entre l'Allemagne et les Etats-Unis puis avec l'URSS, à Munich l'échec du putsch d'Hitler en 1923, la guerre gréco-turque (1920-1922), le traité de Riga et le partage de la Haute-Silésie entre Pologne et Allemagne.

En 1930 et 1940, tous les journaux augmentent la place réservée à l'actualité internationale. Cette première année Le Lorrain est celui qui consacre le moins à cette rubrique (à peine 3,95% soit + 0,36%), puis L'Est Républicain (4,62% soit + 1,06%).L'Eclair de l'Est augmente sa rubrique de + 2,23% (5,44%), L'Express de l'Est de + 2,84% (6,04%) et Le Messin de + 3,05% 6,56%). L'actualité cette année-là est plus riche : fin de la république parlementaire en Allemagne (mars 1930) ; plan Young (l'Allemagne doit payer 34,5 milliards de marks-or en 59 ans), conférence navale de Londres (janvier à avril), évacuation progressive de la rive gauche du Rhin par la France (novembre 1929 à avril 1930), pacte d'Oslo (esquisse d'une union économique en Scandinavie et Bénélux), renvoi de Primo de Rivera qui meurt à Paris en exil (mars), traité d'amitié entre l'Autriche et l'Italie, entre la Grèce et la Turquie, arrestation de Gandhi en Inde, début des cinq campagnes de Tchang-Kaï-Chek, pour anéantir les communistes chinois, dictature des Vargas au Brésil, début de la dictature autocratique de Staline... Des évènements qui ne font pas forcément la Une, mais dont on parle, même s'il ne s'agit que d'une brève ou d'un écho de quelques lignes.

Entre 1925 et 1930, les quotidiens lorrains s'intéressent au pacte Briand-Kellog de 1928, mais presque pas au coup d'état d'Alexandre en Yougoslavie (1929). Les élections au Reichstag (mai 1928), et les accords de Latran entre le Pape et l'Italie les passionnent un peu plus.

En 1935, la progression continue sauf pour Le Messin qui stagne (6,56% en 1930, 6,24% en 1935, soit moins 0,32%). L'Est Républicain est passé à la première place (7,57%) suivi de près par L'Eclair de l'Est (7,62%), puis par L'Express de

l'Est (6,83%) et Le Lorrain (6,89%). La moyenne se situe à 7,06%. Le principal évènement de cette année-là est la guerre entre l'Italie et l'Abyssinie.

La place consacrée aux autres évènements est réduite : la Pologne se dote d'une nouvelle constitution, le roi Georges II revient en Grèce où la monarchie est proclamée, le pacte d'assistance franco-soviétique est signé, la Longue Marche (1934-1935) conduit les communistes chinois, sous le commandement de Mao Tsé Toung, jusqu'à Yénan, la guerre du Chaco entre la Bolivie et le Paraguy tire à sa fin, les Etats-Unis, le 22 août, vote la loi de neutralité qui interdit de vendre ou le livrer des armes à des nations en état de guerre, l'Allemagne et la Grande-Bretagne passent un accord naval.

Une nouvelle va davantage préoccuper les quotidiens lorrains : il s'agit du rétablissement, à partir de mars, du service militaire obligatoire en Allemagne. Ainsi que la constitution du front de Stresa, contre Hitler parvenu au pouvoir en janvier 1933.

Après 1935, l'Histoire va s'emballer : conquête de l'Ethiopie par l'Italie, guerre civile en Espagne, coup d'état en Grèce (1936), formation de l'axe Rome-Berlin (1937), Franco s'empare de Madrid (1939). Hitler, de son côté, peut passer progressivement, après avoir mesurer l'inertie franco-britannique (remilitarisation de la Rhénanie et dénonciation du pacte de Locarno en mars 1936), à la réalisation de l'espace de la "Grande Allemagne" : le pacte anti-Komintern est signé entre l'Italie, l'Allemagne, le Japon et l'Espagne en novembre 1936, l'Autriche est annexée en 1938 par la conférence de Munich (septembre 1938), la Tchécoslovaquie cède à l'Allemagne le Territoire des Sudètes. L'année suivante, en mars, les troupes allemandes entrent en Tchécoslovaquie et l'Allemagne signe avec l'URSS, un pacte de non-agression (août), puis avec l'Italie un pacte d'amitié. La campagne contre la Pologne commence le 1er septembre, la Grande-Bretagne et la France déclarent aussitôt la guerre à l'Allemagne.

La surface consacrée à l'Etranger augmente donc logiquement en 1935 et les années qui suivent (à part Le Messin qui, en 1935, baisse légèrement et passe de 6,56% en 1930, à 6,42% cette année-là), les journaux lorrains réservent à cette rubrique une place à peu près équivalente : 6,83% pour L'Express de l'Est, 6,89% pôur Le Lorrain, 7,62% pour L'Eclair de l'Est, 7,75% pour L'Est Républicain.

En 1940, la surface en moyenne, est multipliée par 4. La

guerre a éclaté, l'Allemagne, l'Italie et le Japon ont déjà signé le pacte tripartite afin d'établir un nouvel ordre européen et asiatique, la Pologne rapidement écrasée est asservie et découpée ; la Finlande, le Danemark et la Norvège capitulent, puis la Belgique et les Pays-Bas. Les troupes allemandes sont en France, les soldats français et britanniques réussissent à s'embarquer vers l'Angleterre, l'Italie déclare la guerre à la France.

La guerre occupe toutes les Unes des journaux ainsi que les pages intérieures, les rubriques locales sont réduites. Les pourcentages oscillent entre 22,29% (Le Lorrain) et 29,58% (L'Eclair de l'Est). La moyenne se trouve à 25,37%.

i) Politique intérieure

La politique intérieure, qui occupait la plus grande partie de la surface rédactionnelle avant 1914, continue à occuper une place conséquente dans les journaux lorrains. Si le parlement reste la principale source des informations et commentaires, les conditions nouvelles de la vie politique élargissent l'horizon du journalisme traditionnel au-delà de la Chambre ou Sénat : l'administration, le gouvernement, les partis, les associations politiques, les manifestations politiques, fournissent désormais une matière abondante.

En 1920, sauf pour Le Messin qui avoisine les 12% (11,94%) les journaux ne consacrent à cette rubrique qu'entre 6,85% (Le Lorrain) et 8,60% (L'Est Républicain). Deux évènements sont particulièrement commentés : Deschanel est préféré à Clémenceau ; Le congrès PS à Tours entraîne la scission SFIO-PCF.

1925, voit une augmentation de la rubrique, sauf pour Le Messin (10,19%). Elle occupe 11,04% du Lorrain, 10,81% de L'Est Républicain, 16,21% de L'Express de l'Est et 14,55% de L'Eclair de l'Est. Il faut dire que l'année précédente a été riche en actualités : le massacre de Pirmasens, en février 1924, conduit la France à renoncer à sa politique rhénane, les élections législatives de mai voient la victoire du Cartel des gauches, Doumergue devient président, Herriot forme un ministère, Abd-el-krim se soulève au Maroc. En 1925 les commentaires continuent à aller bon train... cette année-là marque également la fin de l'occupation de la Ruhr, et voit la signature du pacte de Locarno *(76)*. Les journaux lorrains, la Lorraine en général, Metz en particulier, se sentent directement concernés par ces évènements...

La rubrique diminuera en 1930, d'une manière très sensible. Après une actualité abondante (1926 : reddition d'Abd-el-krim, effondrement du franc, Herriot cède la place à Poincaré qui forme un gouvernement d'union ; 1927 : l'Action Française, mise à l'index par le Pape, agitation autonomiste en Alsace, fondation des Croix de feu ; 1928 : loi Loucheur (sur les constructions d'immeubles sociaux), création du franc Poincaré, pacte Briand-Kellog *(76)* ; 1929 : ministère Briand puis Tardieu, scandale financier Klotz, ancien ministre des Finances (condamné pour escroquerie) ; 1930 n'est marquée que par une instabilité ministérielle -habituelle- dûe à la bataille financière et politique. Le centenaire de l'Algérie française et le scandale de la banque Oustric ne font l'objet que de quelques articles ou reportages. Seul évènement "intéressant" ' "préoccupant" pour les journaux lorrains : la fin de l'évacuation de la Rhénanie *(76)*.

L'Eclair de l'Est chute à 9,03% (-5,52%), Le Lorrain à 6,62% (-4,42%), L'Est Réupblicain à 6,76% (-4,05%) , Le Messin à 6,63% (-3,56%) et L'Express de l'Est à 5,74% (-10,47%).

Entre 1930 et 1935, la plupart des journaux réaugmentent leur rubrique, à l'exception de L'Eclair de l'Est (-0,67%) et de L'Express de l'Est (-0,21%). Les pourcentages oscillent entre 5,53% (L'Express de l'Est) et 8,69% (L'Est Républicain. La moyenne se situant à 7,55%.

Les principaux évènements qui font la Une : les accords de Lausanne (fin des réparations) en 1932 ; A. Lebrun président de la République (1932) après l'assassinat de Paul Doumer ; début de l'affaire Stavisky (1933) ; ministère Daladier puis Doumergue ; manifestations à Paris de droite et contre-manifestations communistes ; assassinat de Louis Barthou et d'Alexandre de Yougoslavie, par des Oustachis (1934) ; la Sarre vote son rattachement à l'Allemagne ; accords de Stresa ; pacte franco-soviétique *(76)* ; les communistes soutiennent le gouvernement Laval, remplaçant Flandin ; serment du Rassemblement populaire (1935).

Entre 1935 et 1940, les journaux commenteront, bien sûr, très largement, les élections législatives de 1936, et la victoire du Front populaire (ministère Blum), puis sa dislocation deux ans plus tard (mars 1938), les accords Matignon en juin 1936, la ratification par la Chambre, des accords de Munich, le gouvernement Daladier qui, en mars 1939, reçoit le droit de gouverner par décrets-lois...

La rubrique en 1940, occupe la deuxième position après celle consacrée à l'Etranger. L'Eclair de l'Est lui réserve plus de 20% de la surface, les autres quotidiens entre 16,55%

(L'Est Républicain) et 15,23% (L'Express de l'Est), les deux journaux messins, une place à peu près équivalente : 15,77% pour Le Lorrain, 15,74% pour Le Messin.

Principaux évènements qui font la Une : la déchéance de certaines personnalités communistes, la formation du dernier cabinet de la IIIème République (Paul Reynaud), le traité signé avec l'Angleterre, l'entrée du Maréchal Pétain dans le gouvernement.

j) La Publicité

La publicité est un facteur essentiel de l'équilibre financier des entreprises de presse, où elle tient une place importante dans le contenu des publications. Les rapports entre les annonceurs et la presse sont fort complexes, et ils créent une sorte d'équivoque : pour son lecteur, la valeur d'une publication tient à son contenu rédactionnel, alors que pour l'annonceur, elle se mesure uniquement à la qualité de son audience... Ainsi, contrainte de satisfaire les besoins différents de sa double clientèle, l'entreprise de presse doit concilier dans sa production sa double nature de moyen d'information et de support publicitaire.

Logiquement L'Est Républicain se taille la plus grosse part du marché publicitaire. En 1920 , plus de la moitié de sa surface est consacrée aux annonces, publicités, avis de décès ; en 1925, 44% ; en 1930, 41,85%. Son principal concurrent à Nancy, L'Eclair de l'Est, voit en 1920, 33,74% de sa surface, occupée par la publicité ; 27,85% en 1925 et 28,81% en 1930. Il pourrait croire que cette année-là, il soit parvenu à grignoter un peu de marché au détriment de L'Est Républicain. Rien n'est moins sûr. En effet, il tire seulement sur 6,56 pages par jour (en moyenne), contre 8,16 pour son concurrent de l'avenue Foch.

Tout aussi logiquement Le Messin à Metz, devance son concurrent Le Lorrain qui tire à quelques milliers d'exemplaires en moins. Ils consacrent respectivement à la publicité : 40,68% et 33,83% en 1920 ; 34,64% et 33,78% en 1925 ; 35,85% et 27,70% en 1930 ; 30,41% et 27,86% en 1935. La disparition du Courrier de l'Est en 1922 ne semble pas entraîner un transfert important de publicité au bénéfice des deux quotidiens messins de langue française. Nous ne connaissons pas non plus les conséquences précises de l'arrivée du Républicain Lorrain en 1936, mais il est certain

que ce journal, jeune et dynamique, a enlevé une part importante du marché publicitaire local. D'autant plus qu'il augmente rapidement sa diffusion.

L'Express de l'Est, parmi nos cinq journaux, est un de ceux qui dispose le moins, de publicité (4ème place) : 30,23% en 1925 ; 27,97% en 1930 ; 23,82% en 1935. Il est vrai que le marché publicitaire vosgien, n'est pas comparable à celui mosellan ou meurthe-et-mosellan, les feuilles d'arrondissement sont nombreuses, la concurrence vive.

En l'absence de tout document, il est très difficile de tirer des données précises et cohérentes, sur les investissements publicitaires. Les prix varient selon l'emplacement, le classement de l'annonce, la surface occupée, le tirage du journal *(77)*.

1920 semble avoir été une année florissante. Le pays se relève de la guerre, les entreprises veulent se faire connaître et vendre leurs produits. L'Est Républicain, en 1922, augmente considérablement son chiffre d'affaires publicitaires : au cours du 1er semestre, celui-ci se montait à 905.544 F contre 778.451 F au cours du 1er semestre 1921.

En 1923, il l'augmente de 300.000 F par rapport à l'année précédente. Il semblerait que la baisse quasi-générale, à partir du début des années 30, soit liée à la crise économique que traverse le pays. L'Est Républicain s'en inquiète au cours des différentes assemblées générales ou conseils d'administration : au 1er semestre 1934, la publicité régionale lui rapportait 2.387.000 F, en 1935 : 2.068.000 F, en 1936 : 1.996.000 F, "le commerce local fait des économies et a restreint notamment son budget publicitaire" constate le directeur du journal René Mercier *(78)*. En outre la "crise interdit d'ajuster notre tarif à la valeur du tirage (qui ne cesse d'augmenter) d'où un déséquilibre entre les recettes et frais" *(79)*

Pourtant certains journaux voient, en 1930, leur espace publicitaire augmenter (L'Eclair de l'Est, Le Messin), d'autres parviendront à limiter la chute, en augmentant la publicité extra-locale, entre autre par l'intermédiaire de leur bureau parisien : "les bureaux que j'ai créés à Paris ont rapporté de 32.000 F à 3 millions de francs environ par an. Ils font aujourd'hui un chiffre d'affaires presque égal au chiffre de Nancy et sa région" *(80)* affirme René Mercier, qui se rend de plus en plus fréquemment dans la capitale. En 1935, le chiffre d'affaires parisien dépassera celui de Nancy et sa

région, et contrairement à celui-ci, ne fléchira pas :

- 1er semestre 1934 :

publicité Nancy et sa région .... 2.387.000 F
Paris ..... 2.255.000 F

- 1er semestre 1935 :

publicité Nancy et sa région .... 2.068.000 F
Paris ..... 2.340.000 F

Il accusera néanmoins un léger fléchissement à partir de 1936 (2.243.000 F) *(81)*.

La publicité peut se classer en trois catégories :

- la publicité nationale est pour l'essentiel une publicité de marques pour laquelle le support quotidien régional est fortement concurrencé par les périodiques, les quotidiens parisiens et plus tard, la radio.

- la publicité régionale est surtout une publicité de grands magazins et de services : elle est la spécialité des quotidiens régionaux ou départementaux.

- la publicité locale également. Elle est une publicité de boutiques ou de services (y compris la publicité de spectacles). C'est aussi le domaine par excellence des petites annonces. On peut y ajouter les avis de décès, les remerciements ou avis de messe qui sont bien sûr payants.

Le volume des annonces varie considérablement dans le temps : selon les jours de la semaine (le lundi est souvent pauvre en publicité, le samedi et le dimanche sont riches), et surtout selon les saisons : alors que janvier et août sont traditionnellement de mauvais mois, février-avril-mai-juin et de septembre à décembre (avant Noël) sont, au contraire, favorables. Encore que cela souffre certaines exceptions, que l'on peut parfois expliquer (Le Messin du mardi-mercredi 2 janvier : 61,99%, deux journaux en un) ou pas (Le Messin du 13 août 1920 : 52,06% ; L'Est Républicain du 29 août 1920 : 63,31%... mais il est vrai que 1920 est une année de reprise), mars est le mois de tous les extrêmes.

1 9 2 0 *(82)*

L'Est Républicain	- 68,84% (dim 15/02) - 32,40% (Lun 13/09)
Le Messin	- 55,48% (sam 13/11) - 27,60% (Jeu 11/01)
Le Lorrain	- 55,30% (sam 14/02) - 26,37% (lun 01/05)
L'Express de l'Est	-
L'Eclair de l'Est	- 55,87% (dim 15/02) - 55,06% (sam/dim 25-26/12) - 22,31% (mer 31/03)

1 9 2 5 *(82)*

L'Est Républicain	- 59,20% (dim 15/03) - 27,80% (lun 13/07)
L'Express de l'Est	- 46,75% (dim 15/02) - 15,36% (mer 28/10) - 17,24% (sam 29/08)
L'Eclair de l'Est	- 56,44% (dim 31/05) - 17,69% (ven 16/01)
Le Messin	- 55,96% (dim 13/09) - 17,45% (lun 02/03)
Le Lorrain	- 61,28% (dim 15/02) - 18,38% (mar 13/10)

1 9 3 0 *(82)*

L'Est Républicain	- 65,25% (dim 16/03) - 22,10% (lun 31/03)
L'Express de l'Est	- 58,01% (dim 15/06) - 13,71% (mar 01/04) - 53,26% (dim 02/03) - 13,73% (mer 31/07)
L'Eclair de l'Est	- 58,16% (dim 09/09) - 11,75% (jeu 01/05)
Le Messin	- 58% (mar 18/03) - 18,01% (lun 13/10)
Le Lorrain	- 43,39% (dim 16/03) - 16,55% (sam 01/03)

---

1 9 3 5 (82)

L'Est Républicain	- 40,59% (dim 30/06) - 15,91% (mer 16/01) - 13,64% (mar 30/07)
L'Express de l'Est	- 63,35% (dim 17/03) - 11,24% (ven 15/02) - 11,39% (lun 15/07)
L'Eclair de l'Est	- 35,27% (dim 17/03) - 9,80% (lun 28/10)
Le Messin	- 61,99% (mar/mer 01-02/02) - 14,51% (lun 15/07)
Le Lorrain	- 44,52% (dim 13/10) - 11,14% (lun 01/04)

A noter que, parfois, on retrouve les pourcentages les plus hauts ou les plus faibles les mêmes jours :

- 1920 : L'Est Républicain, Le Lorrain et L'Eclair de l'Est ont le % le plus élevé à l'occasion du week-end du 14-15 février.

- 1925 : idem pour Le Lorrain et L'Express de l'Est (dimanche 15 février).

- 1930 : Le Messin et L'Est Républicain ont leur % le plus élevé le dimanche 16 mars (Le Messin deux jours plus tard).

- 1935 : idem pour L'Express de l'Est et L'Express de l'Est (dimanche 17 mars).

k) Divers

* Religion :

Les quotidiens lorrains consacrent très peu de place à l'information religieuse proprement dite. Même Le Lorrain et L'Eclair de l'Est ne réservent respectivement que 1,37% et 0,46% leur surface totale en 1920 ; 1,85% et 1,76% en 1925 ; 2,56% et 0,94% en 1930 ; 1,96% et 2,61% en 1935 et 2,01% et 0,18% en 1940.

Les autres quotidiens ne dépassent jamais 0,50% à une exception près, Le Messin en 1930 (0,62%). La moyenne entre 1920 et 1940 pour L'Est Républicain est de 0,15%, pour le Messin 0,29% et pour L'Express de l'Est 0,11%.

Cela ne veut pas dire pour autant que les grands évènements religieux ne sont pas suivis. Au contraire, mais il reste "épisodiques" : la canonisation du curé d'Ars en 1925, de Thérèse de Lisieux en 1927 ou de Bernadette Soubirous de Lourdes en 1933 et les pélerinages qui s'en suivent par exemple *(83)*.

Les évènements religieux locaux sont évidemment largement commentés, sauf à L'Express de l'Est qui n'aime pas encombrer ses colonnes de telles nouvelles.

Le sacre de Monseigneur de la Celle, évêque de Nancy, puis sa

mort, sont relatés par tous les journaux locaux *(84)* ; l'inauguration de nouvelles églises *(85)*, les différents congrés ou assemblées générales des catholiques sont essentiellement commentés par Le Lorrain et L'Eclair de l'Est *(86)*, ainsi que les sacres ou décès de personnalités religieuses nationales.

Par ailleurs il faut noter que, si le climat social est tendu, la paix religieuse revient. La vie dans les tranchées a rapproché les combattants, par-delà leurs convictions philosophiques, ou religieuses. De nombreux prêtres sont morts au champ d'honneur. La Chambre "bleue horizon" en profite pour rétablir, en 1921, les relations diplomatiques avec le Saint-Siège. Un évènement qui fera l'objet de beaucoup de commentaires. Mais il est vrai qu'il peut s'agir, là aussi, de politique, tout comme pour le problème scolaire.

Si les années 1920-1930 sont marquées par le renouveau de la réflexion chrétienne, (Bergson, prix Nobel en 1927, publie en 1932 "Les deux sources de la Morale et de la Religion". Gabriel Marcel se convertit au catholicisme en 1929, et devient avec Jacques Maritain converti aussi, la figure de proue de l'humanisme chrétien)...elles le sont aussi par une baisse de la pratique religieuse, sauf dans certaines régions : l'Ouest, le Nord, les zones montagneuses et enfin en Alsace et en Lorraine.

Pour tenter d'enrayer la déchristianisation, les mouvements d'action catholique se développent : JOC (Jeunesse Ouvrière chrétienne) JAC (Agricole) JEC (étudiante) JMC (maritime).

Le Lorrain leur réservera, très régulièrement une page entière intitulée : "nos oeuvres de jeunesse JOC-ACJF" (rubrique magazine).

Notons enfin que L'Eclair de l'Est organise des pèlerinages pour ses lecteurs : par exemple, à Rome en mai 1925 à l'occasion de l'Année Sainte du jubilé.

* Economie - Social - Finances - Commerce :

Tous les quoditiens lorrains, sous une forme ou une autre, publient un bulletin économique et financier ou les cours de la bourse : L'Est Républicain (bulletin commercial, revue financière, informations financières, bourses de Paris et Nancy), Le Lorrain (bulletin des valeurs régionales, bulletin

commercial, bourse de Commerce, la revue hebdomadaire du marché : une page spéciale publiée avec la collaboration de la Société Générale Alsacienne de Banque), Le Messin (bulletin financier et le dimanche : la semaine financière par la Société Nancéienne de Crédit Industriel et dépôts), L'Eclair de l'Est (une page titrée "la semaine financière, la vie économique et sociale, les bourses de Paris et Nancy, lois et marchés) et L'Express de l'Est (bourse de Paris, de Nancy, bulletin économique, commercial et financier).

Dans le domaine économique, peu d'articles. La plupart ont été classés en politique, s'agissant de discussions à la Chambre, ou de programme élaboré par le gouvernement, ou en rubrique "Etranger" quand il s'agit d'articles concernant par exemple l'Allemagne.

Sur la crise elle-même et ses conséquences on trouve quelques papiers épisodiques. Mais le krack boursier du 24 octobre 1929 à Wall Street paraît dans L'Est Républicain et L'Eclair de l'Est avec deux jours de retard, il n'a le droit qu'à la place d'un simple fait divers.

Il est vrai que personne n'avait encore vraiment mesuré ses conséquences. La crise économique n'atteindra la France qu'à l'automne 1931. A partir de cette date les articles et éditoriaux se multiplieront.

Dans le domaine social : nos années "de référence" ne coïncident pas avec les grands mouvements revendicatifs, mis à part 1920 (les transports ferroviaires sont paralysés pendant trois semaines). Il n'en reste pas moins que les journaux lorrains s'expriment abondamment lors des grèves de 1919, de 1934 (12 février : grève générale), de 1936 (vague de grèves-accords de Matigon et mesures sociales du Front populaire) et de 1938 (grève générale de 14H lançée par la CGT, peu suivie mais le patronat licencie 10 000 ouvriers, et 806 mineurs sont condamnés à la prison ferme).

Ils commentent aussi, avec verve, les différents évènements "sociaux" : 1921 une CGTU (Confédération Générale du Travail Unitaire) communiste, se détache de la vieille CGT réformiste de Léon Jouhaux. Depuis 1919, un syndicat d'inspiration chrétienne, la CFTC (Confédération Française des Travailleurs Chrétiens), fondée par Gaston Tessier, s'implante parmi les mineurs et les employés du secteur tertiaire. Cette même année, les ouvriers ont obtenu la journée de 8H.

Enfin, la série de malversations et de scandales financiers qui viennent aggraver le malaise général de 1928 à

1934, n'est pas prise en compte dans cette rubrique, mais se trouve, soit en faits divers, soit en politique : faillite de la "Gazette du Franc" et le scandale Hanau : dépôt de bilan de la Banque Oustric, pour avoir monté des coups de bourse avec la complicité de journalistes et d'hommes politiques ; L'affaire Stavisky (faillite du Crédit municipal de Bayonne, deux ministres démissionneront).

La place totale, occupée par cette rubrique, n'est donc pas vraiment significative, sauf pour ce qui concerne les informations purement financières, commerciales ou économiques. Dans le domaine social, elle dépend pour une large part, des "évènements" qui se déroulent à telle ou telle époque.

Le Lorrain, qui y consacrait près de 8% en 1920 (1ère place), n'offre plus à cette rubrique que 3,86% cinq ans plus tard ; 2,78% en 1930 et 2,07% en 1935. Chute moins importante pour Le Messin : 3,99% (en 1920), 2,40% (1925), 2,38% (1930), 1,82% (1935).

Les journaux nancéiens, au contraire, augmentent leur surface. L'Est Républicain passe de 2,06% en 1920 à 3,08% en 1925 puis 3,79% en 1930 (2ème place) et 3,86% en 1935 (2ème place). L'Eclair de l'Est, de 3,98% (1920) grimpe à 5,80% (1ère place en 1925) puis 6,46% (1930, 1ère place). Mais à partir de cete année-là, la rubrique prendra de moins en moins de place : 5,63% en 1935 (mais toujours 1ère place), 1,96% en 1940.

En 1940, les deux journaux nancéiens ne consacrent plus qu'une place très réduite à la rubrique (- 2%), alors que les journaux messins l'augmentent (4,16% pour Le Lorrain et 2,66% pour Le Messin).

La rubrique, dans le quotidien vosgien, L'Express de l'Est, occupera sensiblement la même place durant toute la période (maximum : 3,04% en 1925, minimum : 2,17% en 1940, moyenne : 2,67%).

*

EVOLUTION

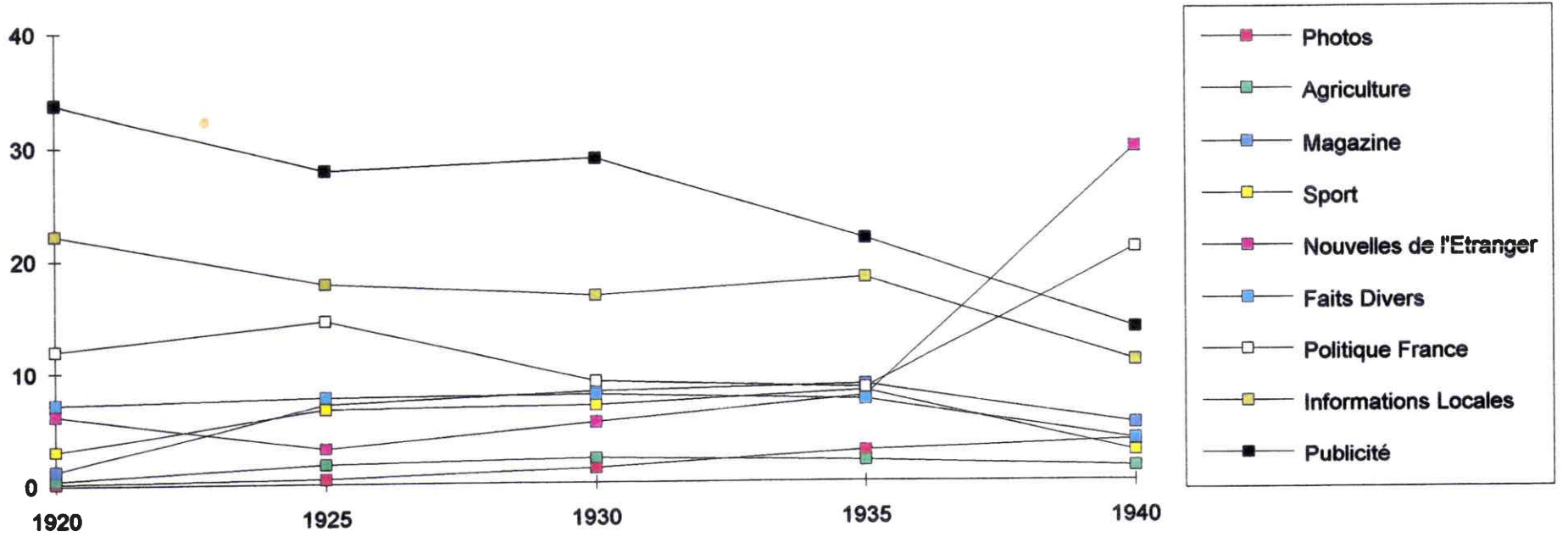
(en pourcentage)

DES DIFFERENTES RUBRIQUES

DANS LES PRINCIPAUX QUOTIDIENS LORRAINS

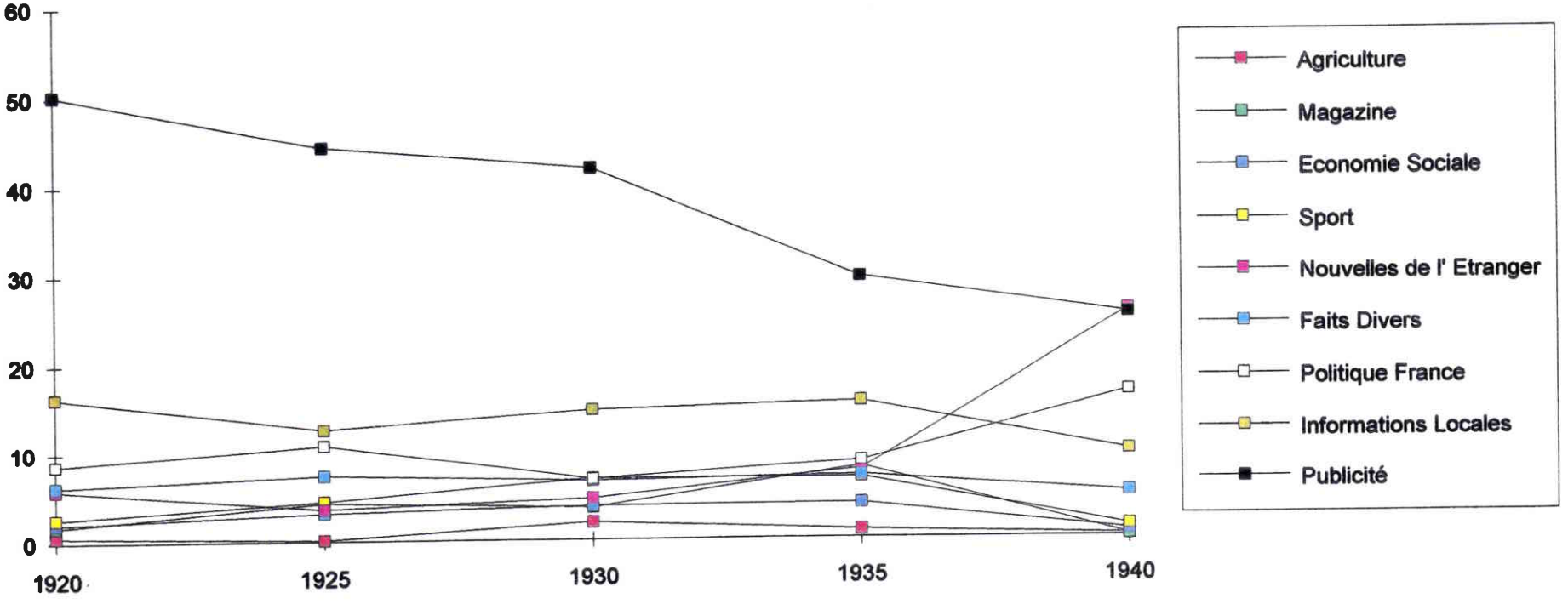
*

Evolution (en pourcentage) des différentes rubriques dans L'ECLAIR DE L'EST



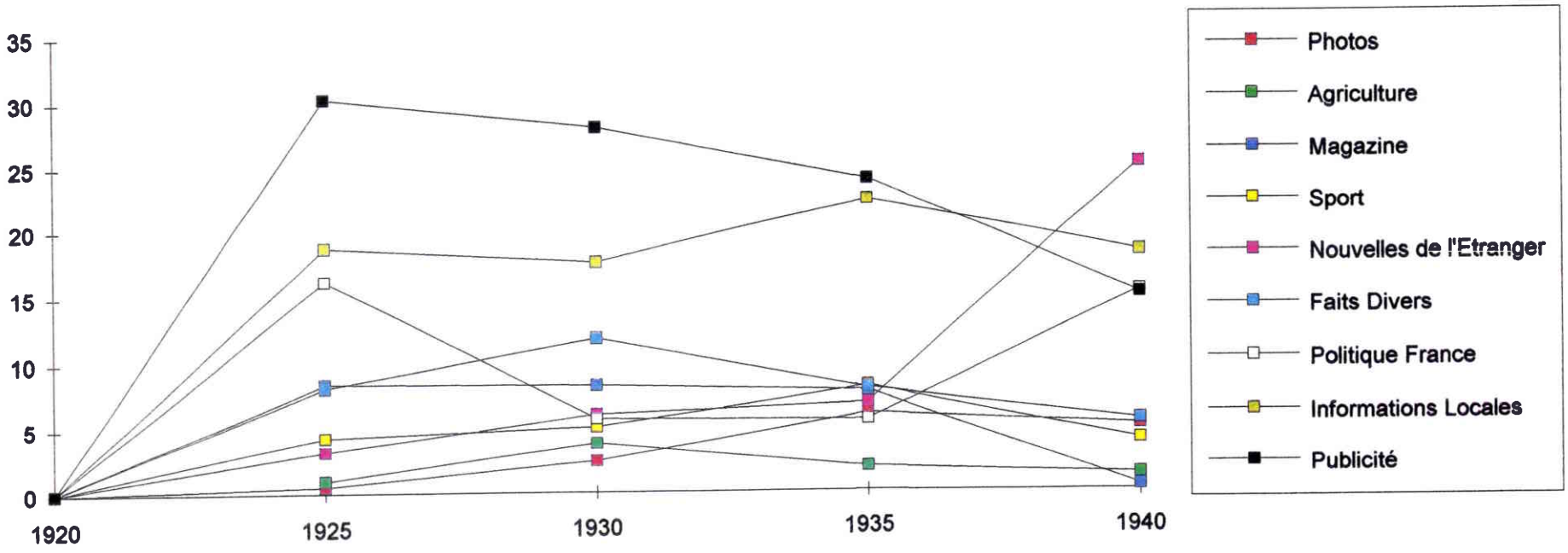
L'Eclair de l'Est (pourcentages)					
Publicité	33,74	27,85	28,81	21,57	13,65
Informations locales	22,19	17,83	16,70	18,14	10,69
Etranger	6,22	3,21	5,44	7,62	29,58
Economie social	3,98	5,80	6,46	5,63	1,96
France	11,94	14,55	9,03	8,36	20,70
Faits divers	7,23	7,76	7,88	7,30	3,80
Agriculture	0,45	1,74	2,20	1,84	1,26
Magazine	1,27	7,15	8,17	8,63	5,16
Sports	3,08	6,70	6,96	8,11	2,70
Photos	0,20	0,42	1,31	2,8	3,72
Feuilleton	6,91	4,11	4,67	5,32	5,94
Religion	0,46	1,76	0,94	2,61	2,01
Pages (moyenne)	4,16	6,24	6,56	6,4	+ ou − 4
Années	**1920**	**1925**	**1930**	**1935**	**1940**

Evolution (en pourcentage) des différentes rubriques dans L'EST REPUBLICAIN



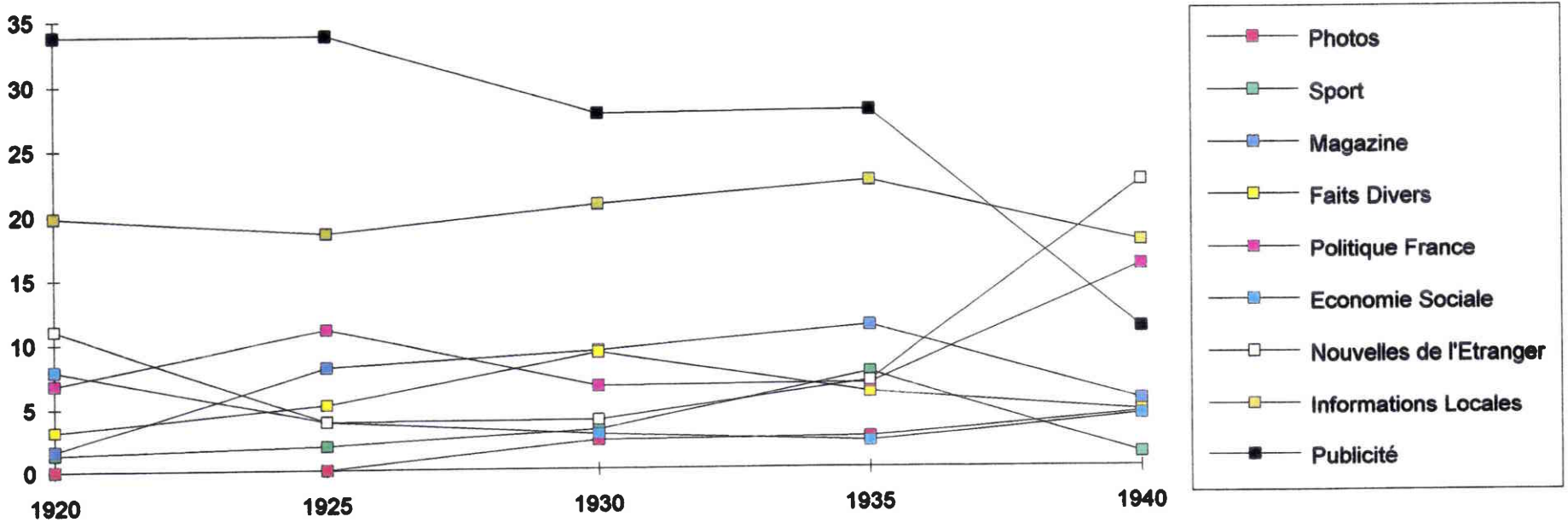
L'Est Républicain (pourcentages)					
Publicité	50,26	44,32	41,85	29,46	25,25
Informations locales	16,34	12,66	14,73	15,49	9,84
Etranger	5,83	3,56	4,62	7,75	25,6
Economie social	2,06	3,08	3,79	3,86	0,79
France	8,6	10,81	6,76	8,69	16,55
Faits divers	6,18	7,31	6,60	6,99	5,02
Agriculture	0,63	0,17	1,97	0,88	0,25
Magazine	1,71	4,24	3,61	7,09	0,22
Sports	2,6	4,42	6,87	6,76	1,29
Photos	0	1,04	2,20	4,40	6,01
Feuilleton	3,76	5,86	5,87	5,42	5,84
Religion	0	0,30	0,16	0,17	0,14
Pages (moyenne)	5,36	7,6	8,16	8,96	4
Années	**1920**	**1925**	**1930**	**1935**	**1940**

Evolution (en pourcentage) des différentes rubriques dans L'EXPRESS



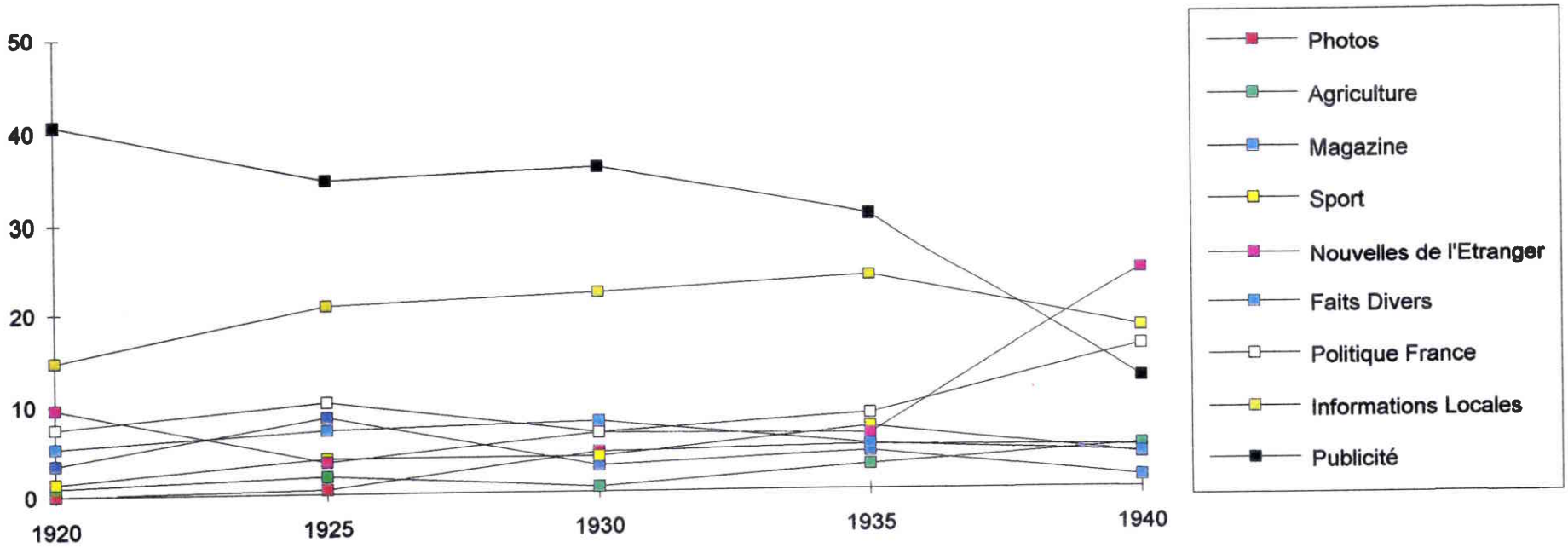
L'Express de l'Est (pourcentages)					
Publicité		30,23	27,97	23,82	15,01
Informations locales		18,70	17,59	22,25	18,22
Etranger		3,23	6,07	6,83	25,07
Economie social		3,08	3,79	3,86	1,58
France		16,21	5,74	5,53	15,23
Faits divers		8,16	11,77	7,92	5,5
Agriculture		0,96	3,82	1,84	1,26
Magazine		8,45	8,26	7,74	0,35
Sports		4,33	5,09	8,10	3,98
Photos		0,50	2,43	6,09	5,13
Feuilleton		9,86	6,71	5,37	7,05
Pages (moyenne)		6,16	6,16	6,8	+ ou − 4
Années	**1920**	**1925**	**1930**	**1935**	**1940**

Evolution (en pourcentage) des différentes rubriques dans LE LORRAIN



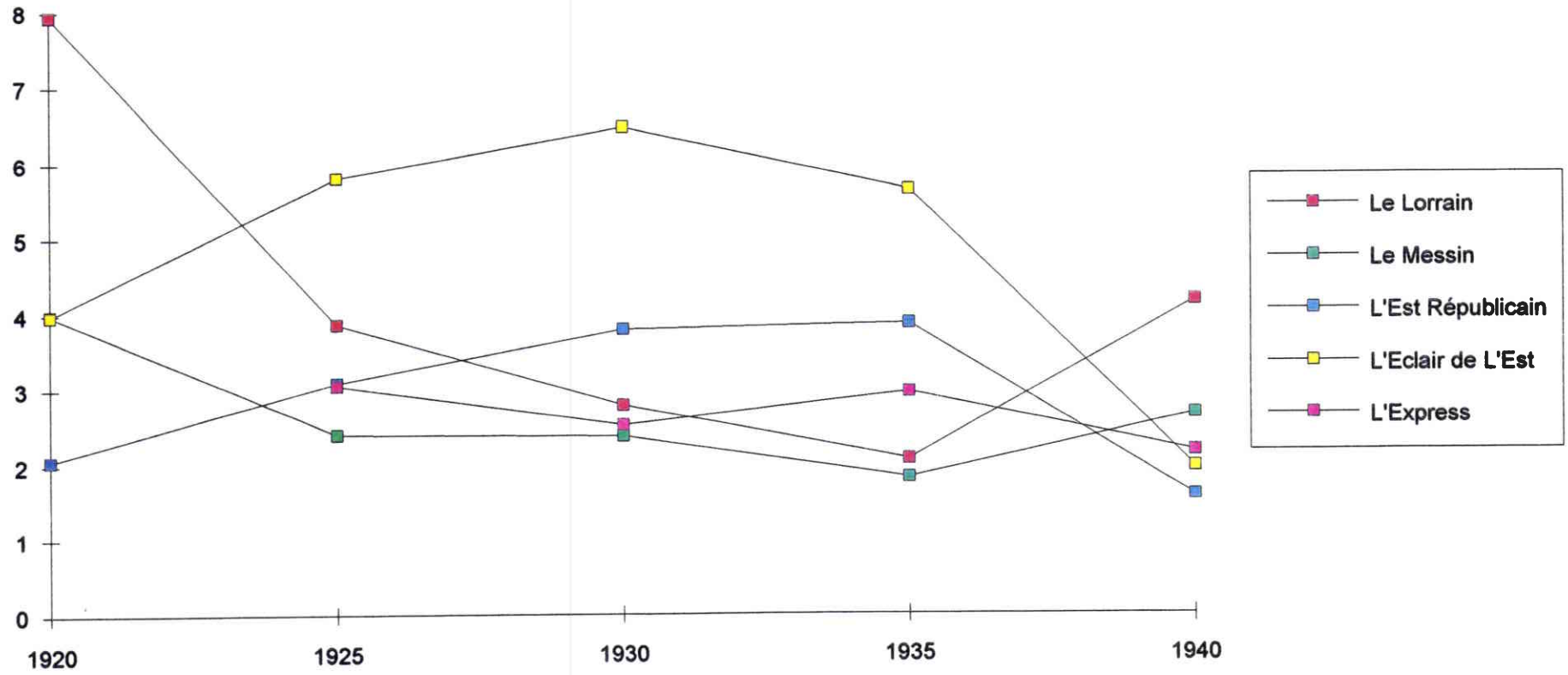
Le Lorrain (pourcentages)					
Publicité	33,83	33,78	27,70	27,86	10,90
Informations locales	19,86	18,56	20,69	22,36	17,65
Etranger	11,03	3,89	3,95	6,89	22,29
Economie social	7,94	3,86	2,78	2,07	4,16
France	6,85	11,04	6,62	6,71	15,77
Faits divers	3,16	5,20	9,20	6	4,49
Agriculture	1,11	1,24	2,33	2,68	0,1
Magazine	1,60	8,15	9,31	11,13	5,37
Sports	1,33	1,89	3,18	7,56	1,06
Photos	0	0	2,27	2,48	4,32
Feuilleton	6,83	6,19	7,34	4,05	5,85
Religion	1,37	1,85	2,56	1,56	2,01
Pages (moyenne)	4,64	5,36	6,72	7,52	4,57
Années	**1920**	**1925**	**1930**	**1935**	**1940**

Evolution (en pourcentage) des différentes rubriques dans LE MESSIN

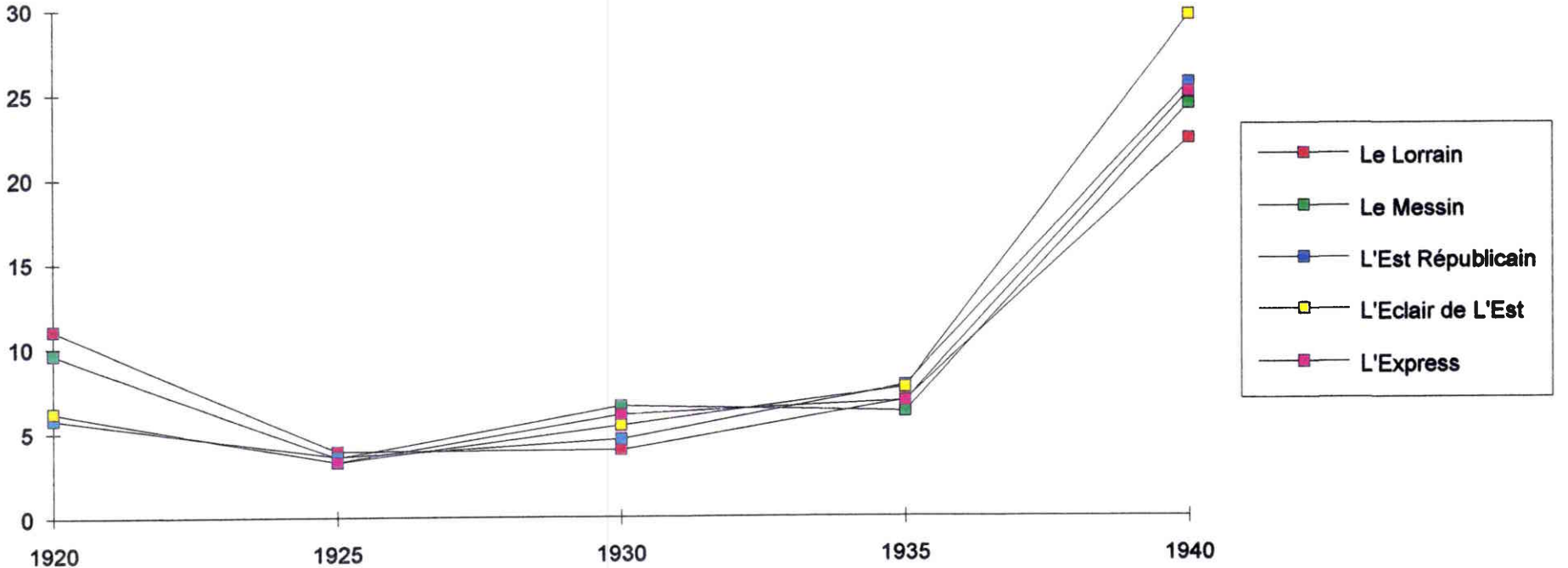


Le Messin (pourcentages)					
Publicité	40,68	34,64	35,85	30,41	12,2
Informations locales	14,71	20,72	21,97	23,69	17,75
Etranger	9,63	3,51	6,56	6,21	24,33
Economie social	3,99	2,40	2,38	1,82	2,66
France	7,47	10,19	6,63	8,46	15,74
Faits divers	5,24	7,11	7,88	5	4,63
Agriculture	0,89	1,96	0,57	2,73	4,81
Magazine	3,36	8,55	2,89	4,21	1,26
Sports	1,36	3,94	3,93	6,99	3,80
Photos	0	0,49	4,43	4,92	4,63
Feuilleton	+ ou 6,83	4,15	3,47	4,05	6,40
Pages (moyenne)	5,92	7,28	7,12	7,36	+ ou − 4
Années	**1920**	**1925**	**1930**	**1935**	**1940**

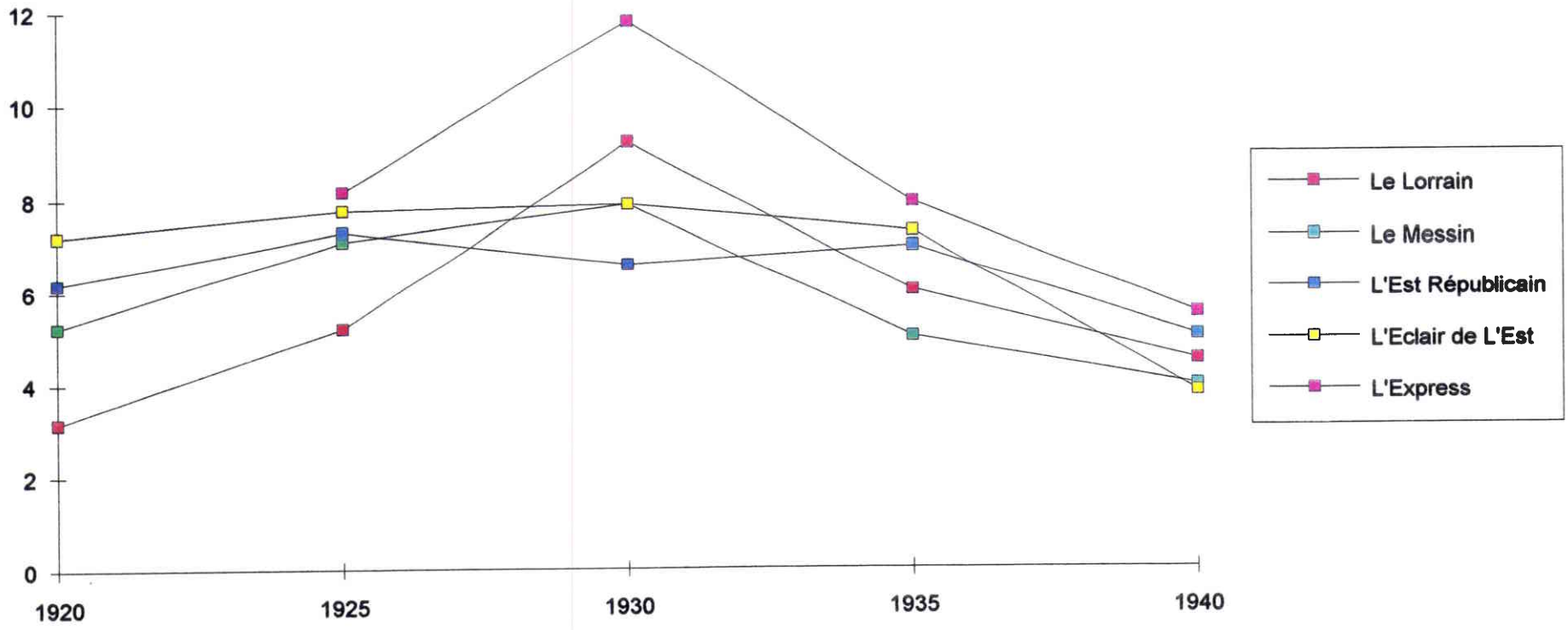
Evolution (en pourcentage) de la rubrique ECONOMIE-SOCIAL-FINANCES dans les principaux quotidiens lorrains



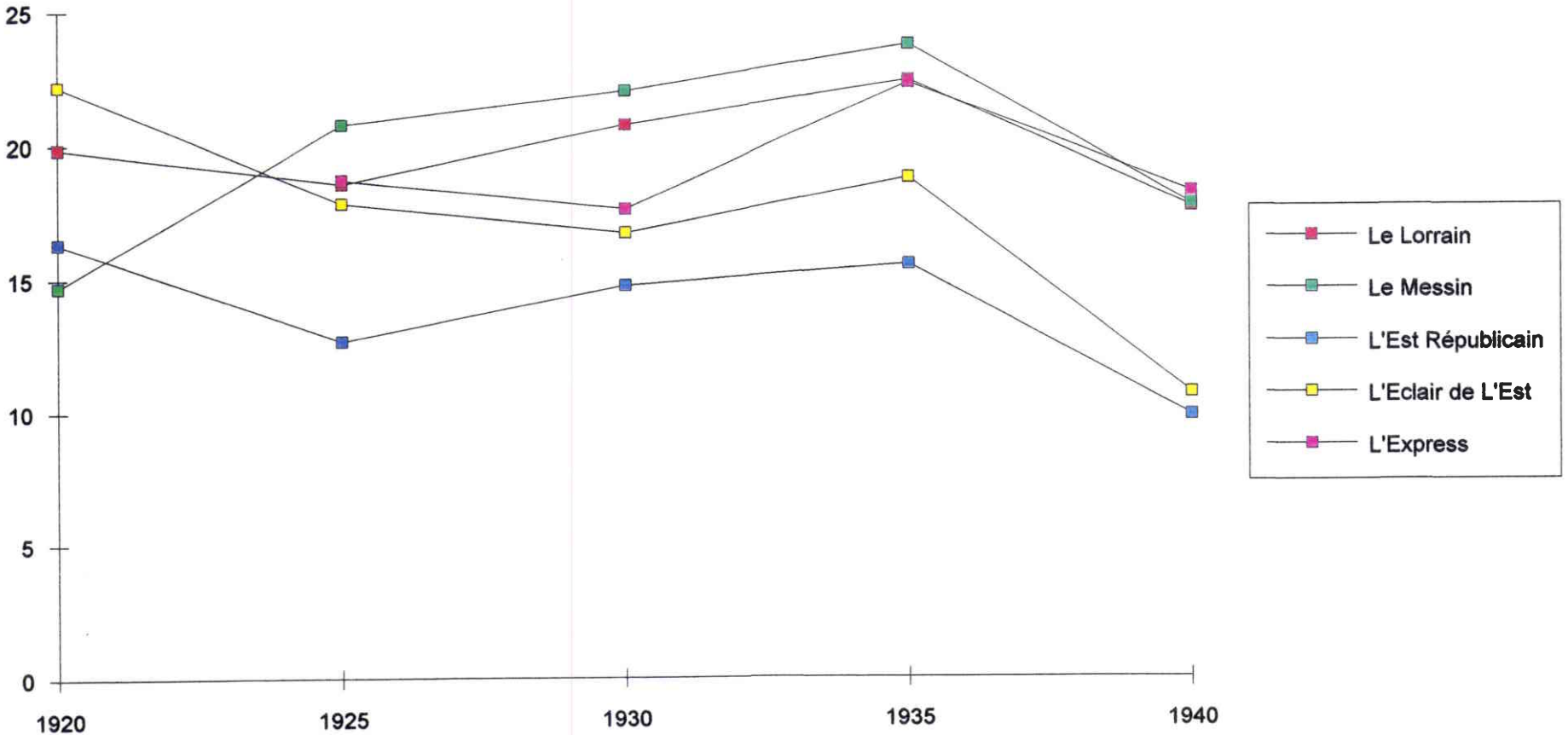
Evolution (en pourcentage) de la rubrique ETRANGER dans les principaux quotidiens lorrains



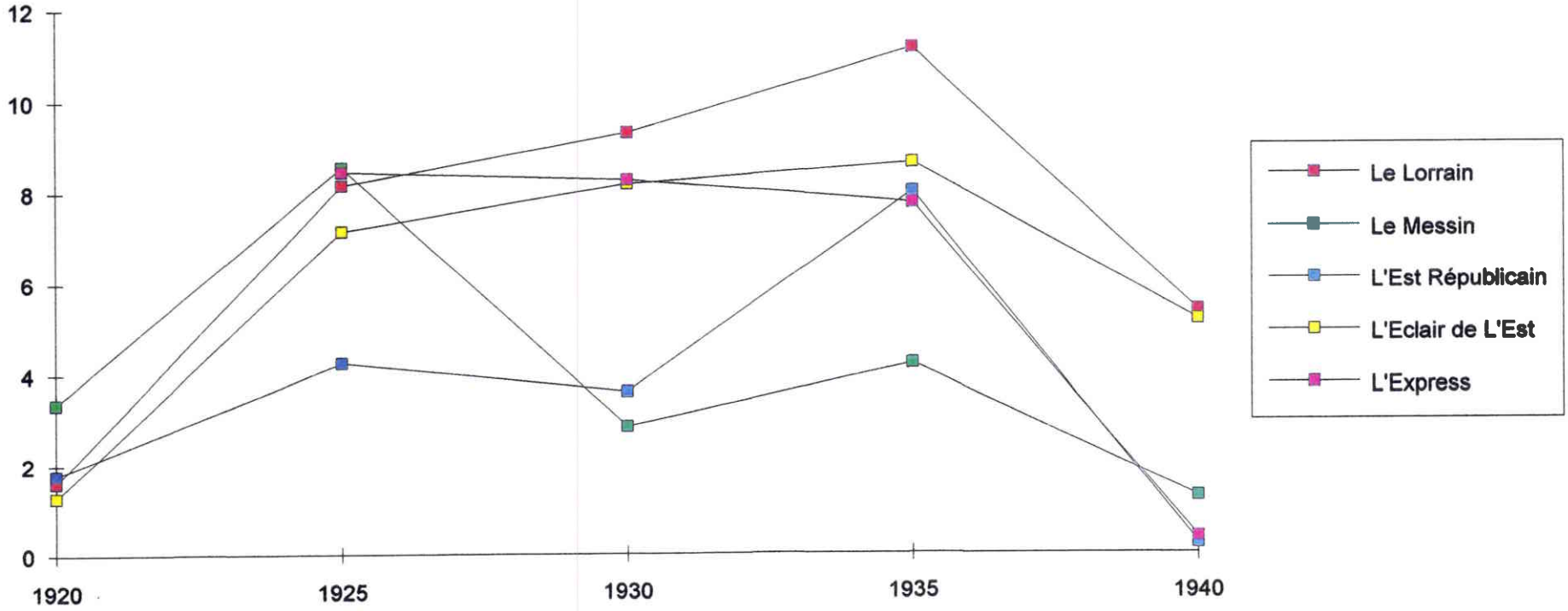
Evolution (en pourcentage) de la rubrique FAITS DIVERS dans les principaux quotidiens lorrains



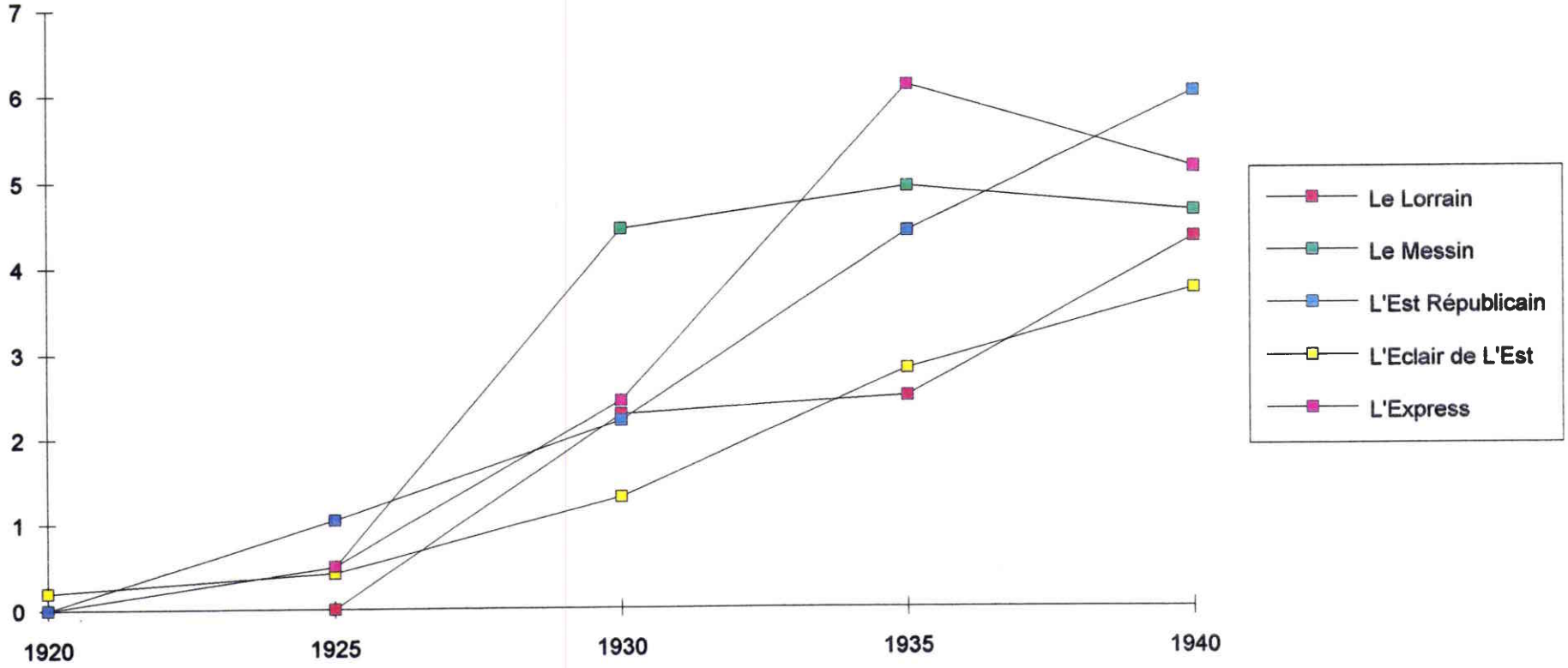
Evolution (en pourcentage) de la rubrique INFORMATIONS LOCALES dans les principaux quotidiens lorrains



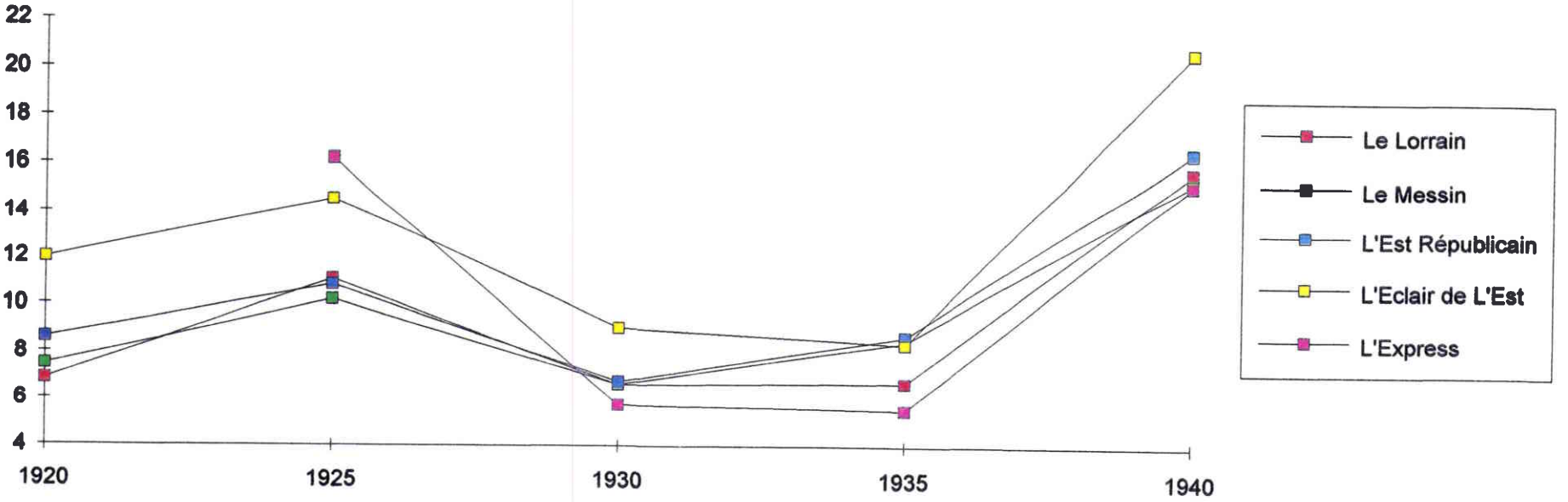
Evolution (en pourcentage) de la rubrique MAGAZINE dans les principaux quotidiens lorrains



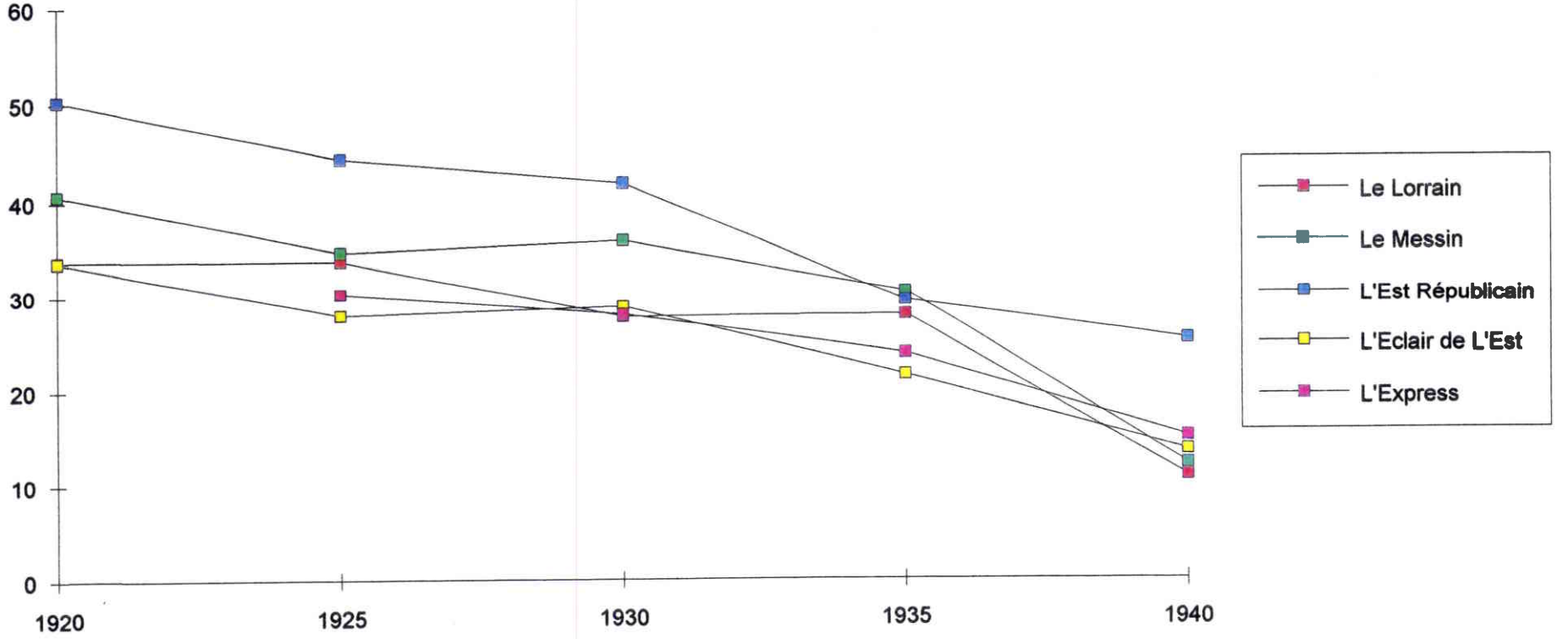
Evolution (en pourcentage) de la rubrique PHOTOS dans les principaux quotidiens lorrains



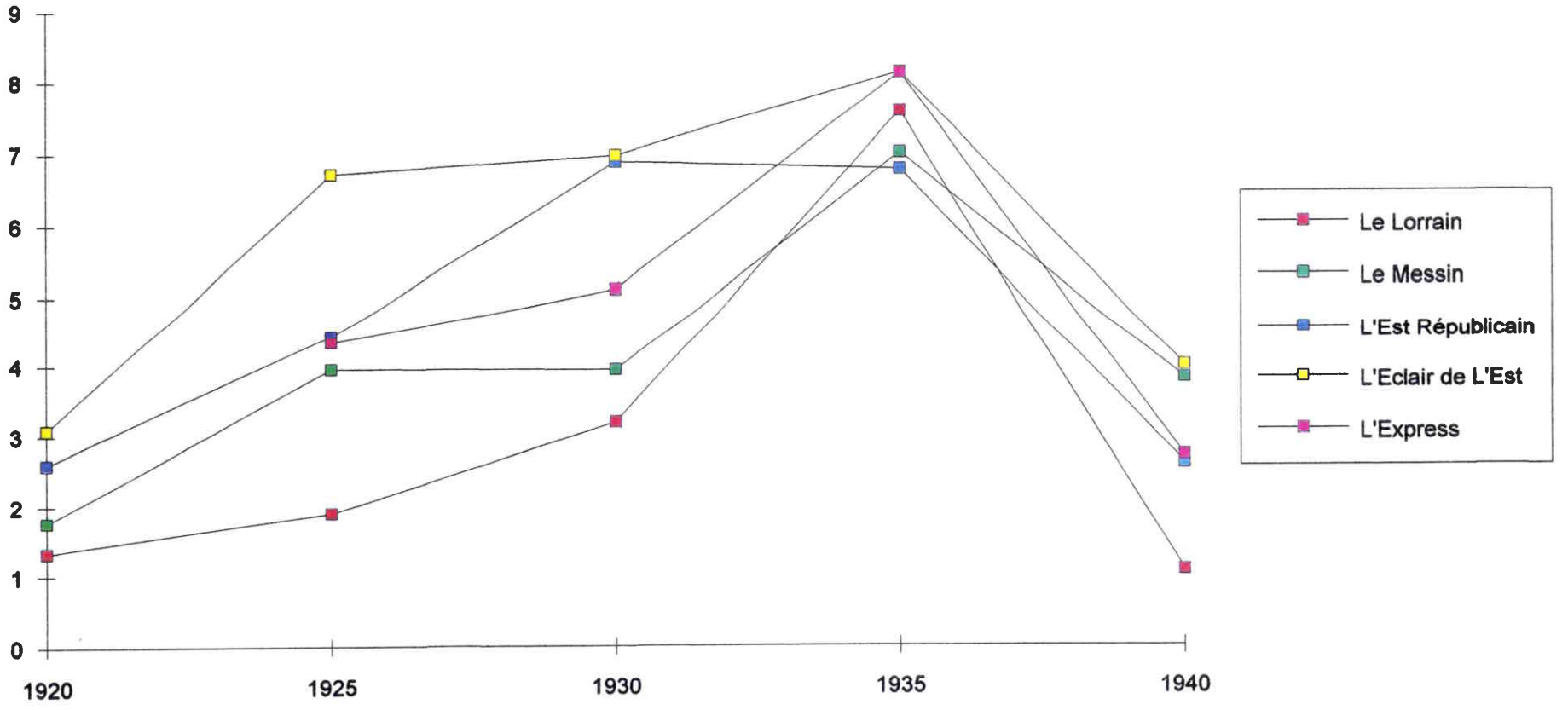
Evolution (en pourcentage) de la rubrique POLITIQUE FRANCE dans les principaux quotidiens lorrains



Evolution (en pourcentage) de la rubrique PUBLICITE dans les principaux quotidiens lorrains



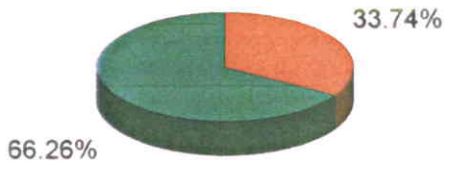
Evolution (en pourcentage) de la rubrique SPORTS dans les principaux quotidiens lorrains



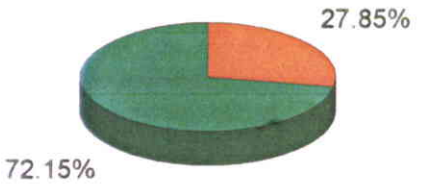
L'ECLAIR DE L'EST

- Publicité
- Surface Rédactionnelle

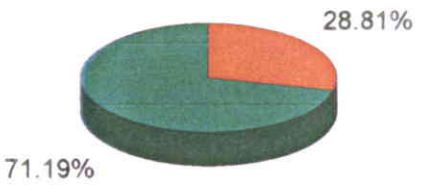
1920



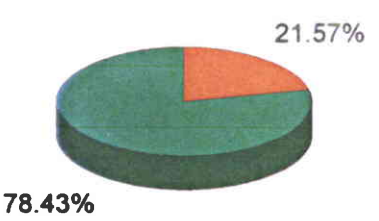
1925



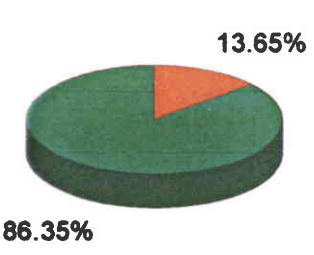
1930



1935



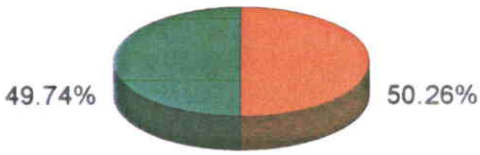
1940



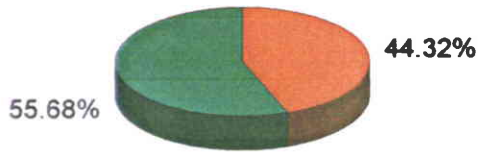
L'EST REPUBLICAIN

- Publicité
- Surface Rédactionnelle

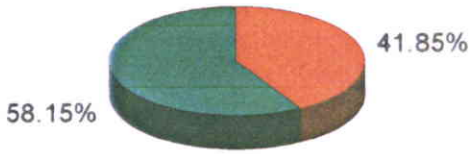
1920



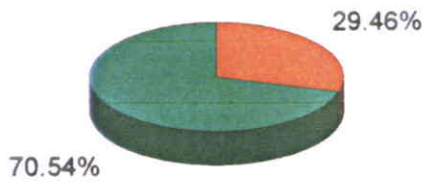
1925



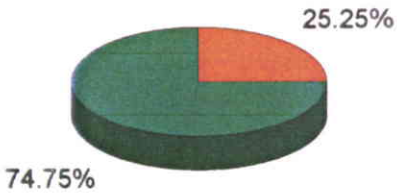
1930



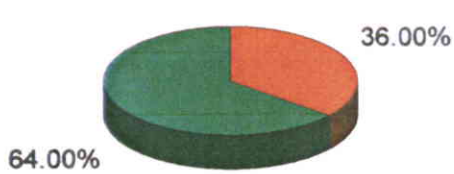
1935



1940



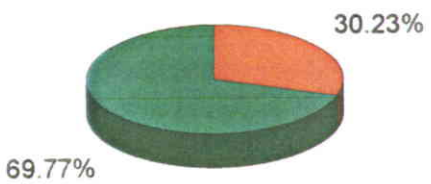
1970



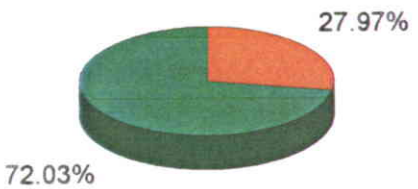
L'EXPRESS

- Publicité
- Surface Rédactionnelle

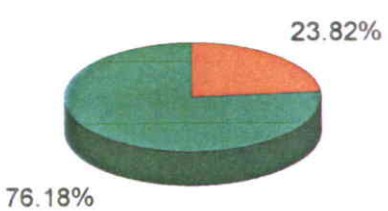
1925



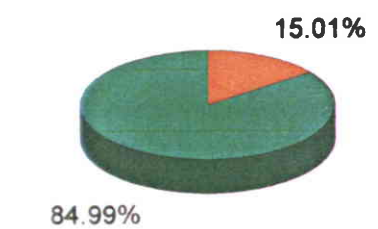
1930



1935



1940

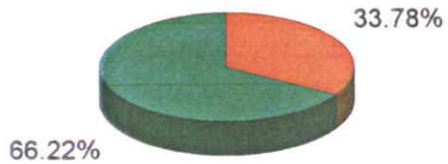


LE LORRAIN

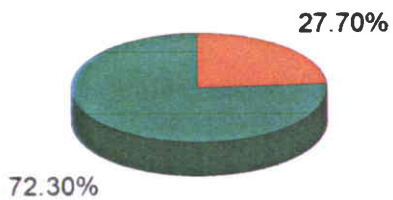
- Publicité
- Surface Rédactionnelle

1920

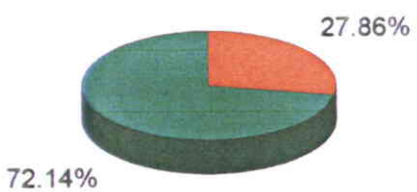
1925



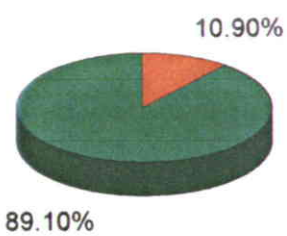
1930



1935



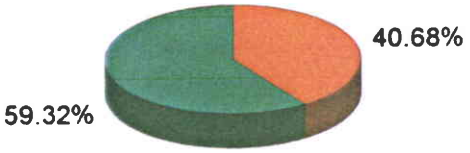
1940



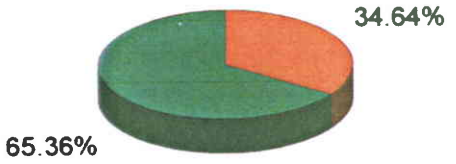
LE MESSIN

- Publicité
- Surface Rédactionnelle

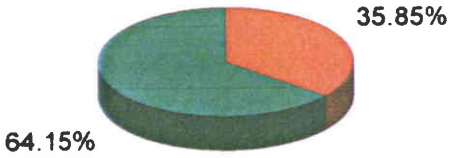
1920



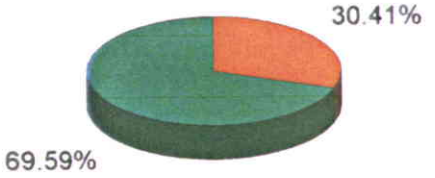
1925



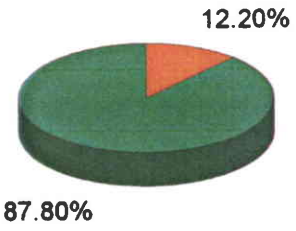
1930



1935



1940



3 - Evolution des Formats

	1920	1925	1930	1935	1940
Est républicain	45,9x61	44,5x60	45x61	45x61	45x61
Eclair de l'Est	44,5x62	45 x 58	44x59	44,5x60	44x60
Express de l'Est		42x58,5	41x60,5	41,5x57	41,5x57
Messin	39,5x55	40x55	41,55x59	42x59	42,5x59
Lorrain	43,8x57	57x44	57,5x43,5	60x44	61x45,5

Ces formats doivent être pris avec une marge d'erreur de plus ou moins 5mm. Ils ont été, en effet, mesurés sur des journaux reliés, ce qui n'a pas facilité la tâche.

Un seul quotidien garde un format quasi identique pendant toute notre période : L'Est Républicain. Tous les autres varient plus ou moins fortement : L'Eclair de l'Est change constamment la hauteur (de 58cm à 62cm), le format se stabilisera à partir des années trente. Le Messin, après avoir augmenté son format jusqu'en 1930 (41,5x59) le ramènera ensuite à des proportions plus sages (42x50). Le Lorrain est le plus "instable". Pas une année référence qui n'ait le même format. Celui-ci ne cesse de grandir, pour gagner en largeur, de 1920 à 1940 : 1,50 cm, et en hauteur: 4 cm. L'Express trouve son format dans le milieu des années trente. Il est le plus petit des quotidiens lorrains, suivi par Le Messin. L'Eclair de l'Est, Le Lorrain et L'Est Républicain, ont des formats quasi-identiques. L'Est Républicain, après avoir été longtemps le plus grand journal, partage ce titre en 1940 avec Le Lorrain.

Afin de faciliter la lecture du journal on augmentera sensiblement le nombre de colonnes pour les rendre moins larges. En 1920 la plupart des quotidiens en ont 5 (largeur : 8,20cm pour Le Lorrain ; 7,40 cm pour Le Messin) sauf L'Est Républicain et L'Eclair de l'Est, les deux journaux nancéiens qui en ont 6 (respectivement 6,50 cm et 6,80 cm de large). Ils suivent en cela leurs confrères parisiens.

En 1925, Le Lorrain les a rejoints (6 colonnes de 6,90 cm

de large), mais pas Le Messin.

En 1930 et jusqu'en 1940, tous les quotidiens sont à 7 colonnes. Leurs largeurs varient peu de 5,60 cm à 6 cm.

Surface Totale (en centimètre/colonne)

Sur 6 Pages :

	1920	1925	1930	1935
L'Eclair de l'Est	1974	1851	2254	2254
L'Est Républicain	1980	1971	2275	2275
L'Express de l'Est	—	1902	2235	2240
Le Messin	1600	1525	2306	2327
Le Lorrain	1572	1914	2222	2306

Sur 8 Pages :

	1920	1925	1930	1935
L'Eclair de l'Est	—	2481	3017	3017
L'Est Républicain	2592	2637	3045	3045
L'Express	—	2544	3136	2996
Le Lorrain	2107	2562	2978	3090
Le Messin	2150	2045	3090	3118

Sur 10 pages :

	1920	1925	1930	1935
Eclair de l'Est	Jamais 10p.	jamais 10p.	3780	3780
Est Républicain	jamais 10p.	3303	3814	3814
Express de l'Est		jamais 10p.	jamais 10p.	jamais 10p
Le Lorrain	jamais 10p.	jamais 10p.	3734	3874
Le Messin	jamais 10p.	jamais 10p.	3874	3909

En 1920, L'Eclair de l'Est qui dispose d'un plus grand format que L'Est Républicain a cependant une surface imprimée légèrement inférieure (1974 cm2 contre 1980 cm2 sur 6 pages), idem entre Le Lorrain et Le Messin (1572 cm2 contre 1600 cm2). A noter la grande différence entre les journaux messins et les nancéiens. L'écart entre le premier, L'Est Républicain et le dernier Le Lorrain est considérable : 408 cm2 ! soit environ 7 colonnes pleines, de différence sur 6 pages ; 485 cm2 sur 8 pages (8,8 colonnes). En fait, il ne faut pas oublier que cette année-là les journaux nancéiens sont déjà passés à 6 colonnes (6,5 cm environ de largeur), ceux de Moselle sont encore à 5 colonnes, beaucoup plus larges (7,4 à 8,2).

En 1925, la différence s'atténue sauf pour Le Messin qui reste à 6 colonnes. L'Est Républicain a la plus grande surface imprimée, suivi du Lorrain et de L'Express de l'Est. Au vu des formats, il semblerait que L'Eclair de l'Est et L'Express de l'Est soient plus allégés que Le Lorrain.

En 1930, tous les journaux sont à 7 colonnes d'une largeur quasi-équivalente. Sur 6 pages la hiérarchie des formats est

presque respectée, sauf par Le Lorrain qui, ayant la troisième surface totale, se trouve à la dernière position pour la surface imprimée. Il a donc considérablement allégé sa mise en page. Sur 8 et 10 pages, Le Messin et L'Express de l'Est qui ont pourtant le plus petit format, viennent en première position pour la surface imprimée. Les blancs sont rares, on exploite au maximum la surface disponible.

En 1935, même schéma sauf pour L'Express de l'Est qui s'éclaircit. Les journaux mosellans disposent d'une plus grande surface imprimée que leurs confrères meurthe-et-mosselans qui ont pourtant une surface totale supérieure. La hauteur des colonnes des premiers est bien plus haute (56-56 ,5 cm en 1935) que celle des seconds (52,5 cm pour L'Eclair de l'Est, 55 cm pour L'Est Républicain).

4 - Evolution de la pagination

La publicité exerce une influence directe sur la pagination des quotidiens. Plus les annonceurs sont nombreux, plus le nombre de pages est élevé, sachant que la plupart des quotidiens réservent une surface minimum pour le rédactionnel.

Le second facteur qui intervient sur la pagination : le coût du papier qui représente le plus gros chiffre de dépense des budgets des journaux.

En 1920, la plus forte pagination est celle du Messin (5,92 pages) suivi par L'Est Républicain (5,36), Le Lorrain (4,64) et L'Eclair de l'Est (4,16).

Le Messin s'offre 8, voire 10 pages les jours où la publicité est abondante, en mai et novembre. La pagination tombe à 4 pages quand les annonceurs se font rares : début janvier, en mars et juin.

Le même raisonnement est valable pour tous les autres quotidiens, par exemple : 8 pages pour Le Lorrain le 14 février, 55% de publicité. L'Eclair de l'Est cette année-là ne dépasse que très rarement 4 pages et jamais plus de 6.

En 1925, L'Est Républicain double tous ses concurrents et dépasse allègrement les 7 pages (7,6). Il est suivi du Messin (7,28) de L'Eclair de l'Est (6,24) et de L'Express de l'Est (6,16). Le Lorrain dépasse péniblement les 5 pages (5,36). Mais ce journal peut passer de 4 pages (mars-octobre-novembre-

septembre-mai-juin-juillet) à 8 pages un jour de forte publicité, ou un dimanche.

L'Est Républicain -qui, il faut le rappeler, dispose en plus de plusieurs éditions- ne descend jamais à 4 pages et grimpe souvent à 10 pages, voire 12 pages le dimanche (15 mars, 28 juin, etc..)

En 1930, L'Est Républicain se détache encore plus de ses concurrents : 8,16 pages. Il est toujours suivi par Le Messin (7,12) qui accuse une légère baisse, L'Eclair de l'Est (6,56), et L'Express de l'Est (6,16). Le Lorrain, de la dernière position, passe à la 3ème, pour s'intercaller entre Le Messin et L'Eclair de l'Est (6,72). L'Express de l'Est tire en principe à 6 pages. Il atteint très rarement les 8 pages. L'Est Républicain certains jours (lundi), peut descendre à 6 pages, mais c'est de plus en plus rare, au contraire du Messin et du Lorrain.

En 1935, L'Est Républicain atteint presque les 9 pages (8,96), Le Lorrain a doublé Le Messin (7,52 contre 7,36), L'Express de l'Est et L'Eclair de l'Est (6,8 contre 6,4) qui a légèrement chuté.

La différence entre le premier et le dernier, deux journaux nancéiens, est énorme : 2 1/2 pages ! L'écart entre les deux journaux messins est faible mais important par rapport à L'Est Républicain (1 1/2 page) *(87)*.

Le dimanche reste un jour de grande pagination. Dans l'esprit du lecteur comme dans celui des journalistes, le journal de ce jour marque une légère pose dans l'actualité politique. Le week-end apporte la détente, le temps de lecture est plus important. Le lecteur recherche un divertissement, les sujets proposés sont plus traditionnellement des sujets magazines, à la différence des autres jours de la semaine. Les tirages augmentent, la publicité aussi !

- *Notes* -

(1) "Le Quotidien français" de Jacques Kayser - Ed. Armand Collin, Paris, 1963, pp 131) 151.
(2) Et non tous les 17 jours comme le préconise Jacques Kayser, notre progression paraissant plus simple et logique... pour un résultat qui nous est apparu identique.
(3) Une année sur cinq à partir de 1920 : soit 1920, 1925, 1930, 1935 et accessoirement 1940. 1919 a été volontairement écartée, étant une année "exceptionnelle" : pagination restreinte, difficultés matérielles, nouvelles directement issues de la guerre : traité de Versailles, retour de la Moselle à la France, reconstruction, cérémonies patriotiques, etc... Ce choix nous a permis d'écarter des années marquées politiquement : 1924 (Cartel des gauches), 1936 (Front populaire).
(4) Nous avons procédé de la même manière pour la publicité.
(5) Plus il y a de publicité, plus il y a de pages... et réciproquement. L'Est Républicain offre toujours à ses lecteurs un minimum de 4 pages de rédactionnel.
(6) Il aurait été trop compliqué et sans grande signification -le pourcentage des illustrations étant à cette époque réduit- de les inclure dans la rubrique de l'article qu'elles accompagnent... puis de les rassembler en une seule catégorie. Les légendes sont toujours comptées avec les illustrations correspondantes. Elles ne deviennent des textes que si elles dépassent une dizaine de lignes.
(7) Par politique intérieure, il faut donc entendre des informations où les considérations de politique intérieure l'emportent sur toutes les autres ; L'affaire Stavisky, scandale financier au départ, atteint largement les milieux politiques français du fait des relations de l'homme d'affaires d'origine russe. La droite organisa une violente campagne de presse antiparlementaire et antisémite... Le scandale provoqua la chute du ministère Chautemps.
(8) Le Messin du 08/09/1930.
(9) En juillet 1930, Le Lorrain, à l'occasion de son passage à Metz, organise un concours de pronostics. Les candidats doivent donner les 6 premiers arrivés de l'étape Belfort-Metz. Le 1er Prix : une motocyclette d'une valeur de 5 300 F. Le Tour de Fance passera aussi plusieurs fois à Nancy (1905, 1941, etc,).
(10) Après la guerre, la plupart des quotidiens possèderont une petite rubrique sur les exploits des aviateurs. En mai 1927, la malheureuse tentative de Nungesser et Colin, puis le succès de Lindbergh eurent, grâce aux journaux, un écho énorme et entraînèrent à Paris des mouvements de foule dont on ne peut trouver l'équivalent que lors des journées de février

1934, ou lors du retour de Daladier de Munich en 1938.
(11) "L'Est Républicain et le sport" dans "L'Est Républicain 1889-1989, le quotidien dévoilé", op. cit. (p 269). L'auteur, André Isch, est ancien journaliste sportif à L'Est Républicain.
(12) Le Messin du 26/03/1930.
(13) Un exemple, L'Eclair de l'Est du 29/02/1924.
(14) Le 30 juin par exemple avec des photos des 24H du Mans, du Grand Steeple Chase à Auteuil, etc... placées à côté de photos de mode.
(15) L'Eclair de l'Est du 01/03/1920 et du 12/05/1920.
(16) Avec le kangourou "Boxing". Lire L'Eclair de l'Est des 18-19/07/1920.
(17) L'Eclair de l'Est des 19-20-21-22/07/1920.
(18) Un exemple, L'Eclair de l'Est du 29/02/1920.
(19) Le Lorrain et L'Est Républicain de juillet 1920.
(20) L'Est Républicain du 17 au 24/03/1925. Parcours : Reims, Troyes, Strasbourg, Nancy, Longwy, Charleville, Reims.
(21) L'Impartial publie aussi de 1905 à 1906 un supplément mode.
(22) Caractères "futuristes". Titre accompagné de dessins de femmes nettoyant, cousant, s'occupant de bébé, cuisinant, recevant.
(23) Avant 1930-1935, était publié une rubrique : "Pour vous, Madame".
(24) "L'Est Républicain et le cinéma" (1896-1930), par Blaise Aurora, chercheur à Nancy II, (p. 247). Dans "L'Est Républicain, 1889-1989, le quotidien dévoilé" op. cit.
(25) L'Eclair de l'Est du 16/08/1935.
(26) Les renseignements concernant L'Est Républicain sont tirés de "Un demi-siècle de romans-feuilletons, 1889-1940" de René Guise (mort en février 1994), professeur de littérature comparée à Nancy II. IN "L'Est Républicain 1889-1989, le quotidien dévoilé" op. cit p. 225.
(27) Du même auteur, Le Messin publie en 1930 "Le phare dans la nuit".
(28) "Le Mystère de la Chambre Jaune" "Les Etranges Noces de Rouletabille" "Le Château Noir" "Le Parfum de la Dame en Noir" "Rouletabille à la guerre" (1920).
(29) De mai 1889 à juin 1940, 344 textes romanesques seront publiés dans L'Est Républicain.
(30) Le Lorrain du 14/02/1930.
(31) Mais la qualité du papier journal très mauvaise, rendait ces premiers clichés presque indéchiffrables.
(32) Le Messin du 31/04/1940.
(33) L'Eclair de l'Est du 31/03/1940.
(34) Idem cinq ans plus tôt avec "la guerre" du Maroc.
(35) Format en 1928 : 27,5 x 21 - prix : 50 centimes. Entre 30

et 50 pages. Beaucoup d'articles style magazine, quelques publicités, des dessins, des photos de bonne qualité.
(36) Exemple : le 27 janvier 1930 : deux photos sur la conférence navale de Londres, le Championnat de France de rugby, une photo d'un géant, une autre sur le tournage d'un film, d'autres sur la mode, Mustapha Kemal, etc.
(37) Le Messin semble acheter principalement ses photos à l'Agence Wide World.
(38) Le Lorrain du 14/08/1925
(39) Le Messin du 27/10/1935
(40) L'Eclair de l'Est du 26/10/1930
(41) Tous les quotidiens entre le 14 et le 16/11/1930 .
(42) Lire par exemple le Lorrain du 08/09/1930, ou L'Est Républicain du 07/09/1930.
(43) Tous les journaux lorrains du 27 au 31/03/1925.
(44) L'Eclair de l'Est et l'Est Républicain du 31/07/1925.
(45) Le Messin du 05/07/1926.
(46) Le Lorrain du 14/08/1925.
(47) Le Lorrain du 16/12/1920.
(48) L'Est Républicain du 19/01/1925.
(49) L'Eclair de l'Est du 16/12/1920.
(50) L'Est Républicain du 08/08/1930.
(51) " " du 26/03/1930.
(52) " " du 03/06/1930.
(53) " " du 04/10/1930.
(54) L'Eclair de l'Est du 26/03/1925.
(55) L'Est Républicain des 14-15-16/08/1925.
(56) L'Eclair de l'Est du 11/10/1920.
(57) Lire Le Messin du 28/08/1930 : "les accidents d'auto : le problème de la route". Le journaliste après s'être inquiété du nombre croissant des accidents écrit : "une police mobile de surveillance des routes devient indispensable". Lire aussi dans L'Est Républicain l'article de L. Naudeau : "Route, Routine et des milliers de morts (02/05/1930).
(58) Le Lorrain des 6-7-8-9/10/1930 et L'Eclair de l'Est des 6-7/1930.
(59) Le Messin du 14/02/1935.
(60) L'Est Républicain du 12/02/1925.
(61) L'Est Républicain des 6-7/09/1935.
(62) Le Lorrain du 19/05/1935.
(63) L'Est Républicain du 09/09/1920.
(64) L'Eclair de l'Est du 24/07/1930.
(65) " " du 20/03/1925.
(66) " " du 15/05/1925.
(67) L'Eclair de l'Est : "un cadavre dans une malle" de J.H Dorsenne (05/08/1920 ; "100.000 litres d'essence menaçent tout un quartier de Jarville" d'Emile Meyer.
(68) La vie sportive locale figure néanmoins dans une rubrique

à part : les "Sports" ; de la même manière les faits divers de quelque importance qu'ils soient, constituent une rubrique propre. Idem pour les évènements religieux...

(69) Quelques exemples : L'Est Républicain consacre toute sa première page du 27/07/1930, ainsi que sa dernière (6 photos) à la visite de M. A.Tardieu à Nancy : "la capitale de la Lorraine fait un accueil chaleureux au président du Conseil". Il récidive le lendemain (toute la Une avec 4 photos signées ER). L'Eclair de l'Est consacre presque toute sa Une du 28/07 à l'évènement (1 photo) Le Lorrain et Le Messin couvrent largement la visite du Bey de Tunis à Metz (18/07/1930).

(70) Lire L'Eclair de l'Est du 7 octobre 1920 et du 22 décembre 1920 sur le Jubilé parlementaire de Louis Marin (25 ans de vie politique).

(71) "La question d'Alsace et de Lorraine : une éloquente péroraison de M. G. de Wendel à la Chambre", Le Messin du 30 mars 1925.

(72) Lire par exemple Le Messin du 13/05/1925.

(73) Tous les quotidiens lorrains du 16/10/1934 et jours suivants.

(74) Tous les quotidiens lorrains du 27/10 au 31/10/1935 et plus particulièrement L'Est Républicain, L'Eclair de l'Est et L'Express de l'Est.

(75) Impossible de les citer tous. Quelques exemples pour se rendre compte de l'importance et du nombre de ces manifestations : "A Revigny le monument A. Maginot a été inauguré" (ER du 28/10/1935) ; "le beau monument A. Maginot érigé à Souville a été inauguré hier par M. A. Lebrun" (ER et Eclair de l'Est des 18 et 19/08/1935) ; "le président de la République a inauguré le monument aux enfants de Metz victimes de la guerre" (Le Messin et Le Lorrain des 12-13/08/1935 ; "M. Ossola inaugure le monument aux morts de Châtel" (L'Express de l'Est du 21/09/1925) ; "Poincaré inaugure dans la Meuse, deux monuments aux morts" (Eclair de l'Est du 29/09/1925) ; "l'inauguration du monument aux morts italiens à Moyeuvre-Grande" (Messin du 07/09/1925) ; "du monument de Fontenelle" (Express de l'Est 16/08/1925).

(76) Evènements qui se trouvent partagés avec la rubrique "Etranger".

(77) En 1919, la ligne d'annonce valait au Lorrain et au Messin 0F50, la réclame 2F au Lorrain et 1F50 au Messin ; en chronique locale 5F et en 1ère page 10F au Lorrain. En 1920, la ligne d'annonce valait, à L'Eclair de l'Est, 4F en chronique locale, 3F en régionale, 2F50 en faits divers, 10F en 1ère page. La réclame : 2F. Toujours en 1920, dans Le Lorrain, la ligne d'annonce valait 4F, 6F en chronique locale, 12F en 1ère page. La réclame 3F. En 1926, à L'Express de l'Est, la ligne valait de 1F (25 à 35 lettres sur une

justification de 49 MM) à 1F40 (35 à 45 lettres sur 65 MM). En 1931, toujours à L'Express de l'Est, les prix étaient respectivement de 1F à 1F80. En 1936, dans les Vosges, les tarifs des annonces judiciaires et légales étaient de 1F50 à 2F ; les ventes judiciaires et jugements de faillite de 0F75 à 1F la ligne.

(78) compte-rendu de l'assemblée générale du 27/03/1933.

(79) compte-rendu de l'assemblée générale du 07/10/1935.

(80) compte-rendu de l'assemblée générale du 24/09/1928. A la tête des bureaux parisiens : M. Gérard.

(81) Recette totale, toutes publicités confondues : 1935 : 4.408.000 F. 1936 : 4.209.000 F.

(82) Dans les années 70, la publicité occupait 1/4-1/3 de L'Est Républicain, du Parisien Libéré, 21% de la Liberté de l'Est.

(83) Lire L'Est Républicain des 27-28-29/04/1935 : les Grandes Fêtes de Lourdes.

(84) L'Eclair de l'Est des 14-20/02/1920 puis du 29/08/1930. L'Est Républicain du 20/02/1920 et du 03/09/1930.

(85) Le Lorrain du 31/03/1930 (église Sainte-Thérèse à Metz). L'Eclair de l'Est du 11/11/1935 (la cathédrale de Verdun restaurée et inaugurée).

(86) Des exemples parmi d'autres : Le Lorrain du 23/09/1935 (congrès des Jeunes Catholiques de Thionville des 21-22 août - congrès eucharistique de Strasbourg). L'Eclair de l'Est du 14/04/1925 et 1930 (assemblée générale de l'Union catholique de Meurthe-et-Moselle du 06/05/1930 (congrès eucharistique de Carthage) du 28/10/1935 (congrès général des catholiques vosgiens).

(87) A titre d'exemple : la pagination moyenne de L'Est Républicain des années 70-80 est de 20 pages (Nice-Matin 22-24 p., Midi Libre 16-18 p.)

*

E - Les Quotidiens Lorrains

et les grands faits de l'actualité

*

I N T R O D U C T I O N

*

1919 - 1939 : l'actualité est riche, trop riche pour que nous puissions analyser la position de tous les quotidiens sur les multiples évènements qui se sont déroulés pendant cette période.

Il nous a fallu choisir, sélectionner des faits ; Ceux qui, selon nous, résument le mieux cette époque, mais aussi ceux qui nous permettent le mieux de bien comprendre les grandes lignes de chaque journal.

1 - La vie régionale

La vie régionale lorraine des années 20 paraît se résumer aux problèmes engendrés par le retour de la Moselle et de l'Alsace, à la France... retour naturellement accueilli avec enthousiasme !

Le premier de ces problèmes concerne uniquement la Moselle : il s'agit de la restauration de la vie française. Une oeuvre de longue haleine qui s'accomplissait lentement mais sûrement. Après la délivrance, Metz resta le chef-lieu de la Lorraine désannexée, devenue le département de la Moselle.

Dans le domaine administratif, les Messins acceptèrent mal la survivance, pendant plusieurs années, de la sujétion de la Moselle à l'Alsace, discrètement rappelée par la présence de fonctionnaires et d'employés alsaciens. L'existence d'un commissariat général de la République à Strasbourg, qui exerçait "sous l'autorité directe et par une délégation permanente du président du Conseil, l'administration générale des territoires d'Alsace et de Lorraine" et réunissait "sous son autorité tous les services adhérant à cette administration", maintenait l'entité artificielle Alsace-Lorraine formée par les Allemands, jusqu'au 15 octobre 1925, date de la suppression de ce poste. Jusqu'à cette date et malgré la douloureuse épreuve vécue par les deux régions, les Messins s'expliquaient mal que le chemin de Paris passât par Strasbourg, et ne cesseront de marquer leur différence, dès 1919. Que des journaux parisiens les regroupent "dans le même panier" Le Messin s'empresse de "rétablir la vérité" : Metz n'est pas Strasbourg et vice-versa !

a) Le problème mosellan

En ce qui concerne le rétablissement des lois françaises dans le département mosellan, Le Lorrain et Le Messin expriment deux opinions différentes.

Nicolas Houpert résume celle de son journal dans Le Lorrain daté du 13 janvier 1919 : "pendant la guerre, il s'est introduit chez nous différentes choses qui ne sont pas à dédaigner, fut-ce pour des Français. Nos lois d'assurance sur la maladie, la vieillesse, les accidentés et en somme ce qui constitue l'ensemble de notre législation ouvrière et sociale peut rendre des points à celle de la France et sous prétexte

que cela vient des boches, il ne faut pas croire que les Français ne s'en accommoderaient pas très bien. Du reste il y a sous ce rapport, chez nous, des droits acquis qui sont à respecter et pourquoi ne pas accommoder les choses de façon à améliorer la législation française par ce qu'il y a de bon chez nous ? Les Allemands, pour en retard qu'ils soient au point de vue de la civilisation et de l'humanité, ne le sont pas au point de vue organisation sociale".

Le 7 mars 1919, E. Colombel avocat à la Cour de Paris écrit dans Le Lorrain : "On ne vit pas impunément pendant un demi-siècle sous le joug étranger... Reconnaissons le travail considérable qu'ont accompli les Allemands en Lorraine et en Alsace, aussi bien dans le domaine matériel, chemins de fer, monuments publics,... que pour l'administration... ce serait folie de démolir les gares, palais de justice, bureaux de poste, sous prétexte qu'il sont hideux. Ils sont pratiques et confortables ; gardons-les ! Ce serait de même agir contre le bon sens que d'abolir des institutions sous l'unique prétexte qu'elles sont allemandes".

En résumé Le Lorrain, s'il est partisan de l'introduction des lois françaises en Alsace et Lorraine, ne la désire pas brusque et immédiate : "Je ne la vois possible qu'après une préparation rationnelle permettant d'adapter suffisamment nos lois aux lois françaises pour en faire un tout identique *(1)*". Une période transitoire devra permettre de faire passer dans le statut définitif les améliorations survenues sous la législation antérieure *(2)*... Une série d'articles étudiera ce problème-là dans tous ses détails : la législation française et les lois locales d'assurance, la chasse, le régime douanier, le régime des chemins de fer, celui scolaire, etc..*(3)*.

Le Messin exprime une opinion toute différente. Selon lui, il faut s'adapter à la législation française "plus libérale que l'allemande, plus respectueuse des libertés individuelles" *(4)*. L'application immédiate des lois françaises devrait permettre de "sortir de l'incohérence judiciaire dans laquelle nous pataugeons" *(5)*. Le Messin hait tout ce qui rappelle l'Allemagne. Il veut aussi que "tout le monde parle le français en Lorraine et en Alsace redevenues française". Pour cela, on doit "enseigner le français d'une manière plus intensive dans nos écoles primaires, secondaires et supérieures" ; Sans pour autant "boycotter l'allemand... autant qu'on exècre les anciens envahisseurs, on n'en est pas moins d'accord pour admettre qu'il serait impolitique et même imprudent d'abolir l'allemand" (29/08/1919).

Les journaux nancéiens interviennent rarement dans cette querelle, sauf pour justifier que Briey "pratiquement" ne peut pas retourner à Metz, et affirmer que Metz est désormais française, donc les lois de la République doivent y être appliquées : "on a promis, avec raison, aux provinces reconquises de respecter leurs traditions (...) mais ces traditions, ces habitudes, cette vie régionale, le tempérament, rien de tout cela ne date de 50 ans. Tout ce qui fut fait depuis 1871, ne fut qu'accidentel, quand ce ne fut pas pour tyranniser et oppresser. Ce n'est pas cela qu'on a promis de respecter et de maintenir. C'est au contraire ce qu'il faut oublier et détruire au plus vite. Il n'y a à conserver, sauf certaines lois sociales, que ce qui provient du régime français", peut-on lire dans L'Eclair de l'Est du 13 mars 1921.

b) Quelle frontière ?

En effet, le nouveau département de la Moselle est territorialement différent de celui de 1870, puisque diminué de l'arrondissement de Briey, accru des arrondissements de Château-Salins et de Sarrebourg, anciennement arrondissements de la Meurthe. Briey, Longuyon, Longwy anciennes cités dans l'orbite mosellane continueront d'être administrées par Nancy, bien que leur distance jusqu'à cette ville soit deux fois plus grande, voire davantage, que celle qui les sépare de Metz.

La plupart des journaux des deux capitales de la Lorraine reflèteront évidemment la position de leur municipalité. L'Est Républicain à Nancy et Le Messin à Metz, seront les plus engagés dans cette querelle.

L'Est Républicain invoque des motifs économiques : "pour sa part économique et industrielle, elle (Nancy) a vraiment constitué le bassin de Briey (...)", mais aussi techniques : l'avance acquise par l'Alsace et la Moselle dans la législation sociale rendent très difficile le retour immédiat aux limites antérieures à 1870 : "est-il possible de brusquer la marche des évènements et de déclarer que le bassin de Briey supprimera son régime législatif, administratif et judiciaire pour passer sous le régime messin ? Nul de ceux qui étudient avec passion et clairvoyance ces questions ne voudraient le demander" *(6)*.

René Mercier exprime clairement son sentiment : les intérêts ne concordent pas : "s'il était seulement question de sentiment, ah ! Comme on était vite d'accord ! La fidélité de

la Lorraine et de l'Alsace, leur enthousiasme à redevenir françaises n'ont d'équivalent que l'affectueuse admiration de la France pour les provinces enfin retrouvées. Mais il s'agit de faits que ces sentiments les plus forts ne peuvent immédiatement réduire à notre convenance" *(7)*.

Bref, selon L'Est Républicain il faut maintenir les frontières territoriales du traité de Francfort et ne pas laisser parler "le coeur". Une telle situation est la plus réaliste pour les Briotins mais aussi pour les Messins car "l'Alsace et la Lorraine ont été dotées par le gouvernement allemand d'un système administratif et d'institutions qui sont généralement supérieurs à ce que nous pouvons trouver en France ; La transformation du jour au lendemain de cet état de choses serait irréalisable et nuirait en tous cas aux intérêts particuliers et généraux des habitants français des provinces reconquises". L'Eclair de l'Est estime également que les arrondissements enlevés au département de la Meurthe, tout comme les cantons retirés du département des Vosges "ne peuvent pas être réinclus dans ces mêmes départements pas plus que le Territoire de Belfort ne saurait être réuni au département du Haut-Rhin, ni l'arrondissement de Briey au département de la Moselle". Selon lui "un demi-siècle si douloureux qu'il ait pu être, créé tout de même des habitudes, établit des lois qui ne se rompraient pas sans de graves inconvénients" *(8)*.

Pour Le Messin, c'est l'unification du régime qui presse et qu'il ne veut "pas voir ajourner aux calendes" *(9)*. Selon lui, il serait absurde que "dans une même entreprise ayant des établissements de l'un et l'autre côté de l'ancienne frontière, il y (ait) une règlementation différente des droits et des conflits sociaux pour les ouvriers de l'ancienne France et pour ceux des pays reconquis. Dans quelles complications inextricables, veut-on nous jeter" se demande-t-il *(10)*. Le Messin reste très courtois ("nos amis de Nancy"), mais ferme. Il ne tolère plus que L'Est Républicain continu "d'assimiler les ouvriers de la région reconquise avec ceux, Allemands". Il affirme que les avantages des ouvriers ne sont pas aussi certains que le journal nancéien l'affirme. Il veut que la Moselle soit soumise à la législation française au plus vite et que les mesures transitoires ne soient qu'exceptionnelles et peu nombreuses. Enfin "Nancy a certes mieux à faire que de nous chicaner un morceau de territoire et de couvrir sa revendication de Briey sous une argumentation qui risquerait de devenir fâcheuse si nous n'avions demandé dans notre premier article que nous entendions rester dans les termes les plus affectueux avec notre grande soeur Lorraine" *(11)*.

La polémique ne cessera pas pour autant, au contraire elle s'étendra à d'autres questions (lire plus bas). L'Est Républicain et la municipalité de Nancy, rappellent tous les sacrifices financiers qui ont été faits par les banques de Nancy et par la Chambre de Commerce, pour le lancement de la région minière de Briey et de Longwy.

Le Messin affirme qu'il existe dans cette région de grosses firmes industrielles et minières qui se sont développées sans l'intervention de la Chambre de Commerce de Nancy, dont elles n'ont pas eu besoin. Et de citer de Wendel, l'Aciérie de la Marine, celle de Mont-Saint-Martin. Leur intérêt est à cheval sur la frontière et "leurs relations indispensables avec le bassin de la Sarre et avec les mines de Westphalie doivent se faire naturellement par la ligne Metz-Sarrebruck et par la ligne Thionville-Trêves, sans être obligées de faire un coude par Nancy... la séparation de Briey et de Metz a été une séparation brutale, arbitraire, artificielle, contraire à toutes les raisons géographiques, géologiques et ethniques. Le sort de la guerre permet au gouvernement de réparer cette erreur" *(12)*.

Le Messin se félicite de la décision du conseil municipal de Briey qui "se basant sur des considérations économiques, historiques et sentimentales, demande le rattachement de Briey au département de la Moselle".

Rappelons que dès janvier 1919, Nancy avait proposé le rattachement compensatoire du bassin de la Sarre au futur département de la Moselle. Le Messin estimait alors, qu'il n'avait pas à examiner cette proposition car "quelque soit la solution que l'on donne à cette question, elle ne résoud pas les difficultés dont s'émeut Nancy" *(13)*.

La position du Lorrain est, sur ce point également, différente de celle de son confrère Le Messin *(14)*. Ainsi, à l'occasion de la visite de M. Painlevé, président du Conseil, en septembre 1925 à Metz, (Le maire, M. Vautrin en profita pour demander le rattachement de l'arrondissement de Briey à la Moselle) Le Lorrain exprimera son opinion : le rattachement "a été et reste un des points essentiels du programme de nos petits anticléricaux indigènes, assimilateurs à courte vue... Ces messieurs espèrent, par l'adjonction de Briey à Metz, enfoncer un coin dans l'édifice de nos lois spéciales tant sociales et économiques que surtout religieuses et scolaires ; ils comptent, par la dislocation de notre département actuel, ranger dans la masse de la langue française nos compatriotes de langue allemande".

Le Lorrain ne nie pas les liens entre Metz et Briey, il n'est pas contre le maire, même s'il trouve "sa franchise un

peu rude", mais selon lui, le régime spécial de la Moselle est un problème autrement plus important. Pour résoudre le problème de Briey, il préconise d'avancer par étape : par exemple, selon lui, il faudrait d'abord établir un chemin de fer entre cette ville et la capitale de la Lorraine du Nord.

c) La rivalité Metz - Nancy - Strasbourg

La modification des frontières et le retour de la Moselle et de l'Alsace à la France, ne posent pas seulement le problème de l'arrondissement de Briey, mais aussi celui de la place occupée par Nancy dans l'Est de la France.

Nancy est menacée, comme capitale de l'Est, par Strasbourg et sa rivalité avec Metz reprend. L'Est Républicain va s'attacher à défendre les instituts universitaires nancéiens convoités par Strasbourg : "Nancy a droit à la reconnaissance respectueuse de l'Alsace, de la Lorraine, du pays tout entier. On ne peut lui enlever sans léser une haute personne morale, ses instituts, ses facultés, ses grandes écoles" *(15)*.

L'Etoile de l'Est s'émeut également des craintes qu'éprouvent ses compatriotes de voir Strasbourg tenir la première place dans l'Est du pays. "Les superbes industries qui sont nées à Nancy après la douloureuse amputation de notre pays resteront nancéiennes. Il ne tient qu'à nous qu'elles restent prospères. L'université lorraine continuera à fleurir à côté de l'Université de Strasbourg. Pour cela, il est nécessaire que le pouvoir central et les pouvoirs régionaux évitent à tout prix un dédoublement, un gaspillage des moyens". "Voilà qui est bien dit" *(16)* écrit Le Messin qui soutient Nancy sur cette question-là, dans l'espoir de la faire fléchir sur le problème de Briey mais aussi pour définitivement rompre les liens artificiels qui unissaient, depuis 1870, Metz à Strasbourg.

"Nancy n'a rien à redouter de la concurrence de Metz et de Strasbourg, mais pour cela il faut qu'elle veuille vivre et prospérer", or, "depuis quelque temps, il nous semble que cette ville manque un peu de volonté et d'organisation". Le Messin parle de l'attrait naturel qu'exerce l'Université de Nancy plus proche que celle de Strasbourg "où l'on parle un dialecte inintelligible pour les Lorrains". Mais selon ce journal, il est impossible pour les étudiants messins de s'installer à Nancy *(17)*, les logements étant en nombre insuffisant.

Finalement la reconstitution de l'Université française de Strasbourg ne s'opérera pas au détriment, comme l'avait craint

René Mercier, de Nancy qui conserve ses facultés et ses grandes écoles.

Autre problème : celui de la Cour d'Appel de Metz. Le Messin tient tout de suite à apaiser les craintes de Nancy : "qui donc a parlé de supprimer celle de Nancy. Et d'ailleurs une cour d'appel ce n'est pas un élément essentiel de fortune. Mais Metz ne peut rentrer en France en fille déshéritée" et de rappeler que la ville possédait avant 1870 une Cour d'Appel *(18)*. Le Messin n'aura de cesse d'exprimer sa position. En 1925, ainsi, il réaffirme qu'il est pour une Chambre d'Appel détachée à Metz par la cour de Nancy : "aujourd'hui il semble assez difficile d'obtenir la reconstitution du département de la Moselle et du département de la Meurthe sur leurs anciennes limites d'avant 1871. L'arrondissement de Briey dont toutes les communes sauf deux, demandaient au début de 1919 leur rattachement à Metz, n'est plus du tout dans les mêmes sentiments. Un projet diminuant la compétence territoriale de la Cour d'Appel de Nancy au profit de la Cour de Metz occasionnerait un débat à la Chambre et au Sénat, dans lequel interviendraient contre nous les sénateurs et députés de Meurthe-et-Moselle. Il est beaucoup plus simple de se contenter d'une Chambre d'Appel installée à Metz pour le seul département de la Moselle" *(19)*. Son principal argument : une Chambre d'Appel détachée par la Cour de Nancy, n'occasionnerait qu'une dépense mineure, compensée rapidement car ainsi "on ferait l'économie des frais de transport jusqu'à Colmar" dont Metz dépendait. Le Messin deviendrait-il pragmatique et réaliste ?

d) Quelle capitale ?

Les relations Metz-Nancy sont épineuses. Nancy retrouve une rivale en Lorraine. Outre les différents problèmes évoqués plus haut, se pose dès 1919, celui plus large de la capitale de la Lorraine. "Metz est encore sous la direction administrative de Strasbourg, elle désire ardemment être placée, comme c'est son droit incontesté à la tête d'un département... cela ne se fait pas en un jour. Une organisation gouvernementale même si elle est allemande ne s'efface pas d'un trait de plume. Et il convenait d'agir avec quelque prudence. Metz trouve pourtant qu'il faudrait plus de hardiesse et plus de célérité dans la réadaptation au régime français. Et elle a lutté tant qu'elle a pu pour briser la conception bismarckienne de l'Alsace-Lorraine pour la remplacer par la conception des départements constitués à la

française. Cette lutte ne va pas sans froissements et même sans blessures, toute courtoise et amicale qu'elle soit... Bientôt Metz a cru que si elle échappait à l'emprise de Strasbourg, se serait pour être dominée ou spoliée par Nancy... Metz n'a pas plus à redouter Nancy que Nancy n'a la crainte de Metz. Les deux cités non seulement peuvent et doivent s'entr'aider... il faut qu'elles soient des émules et non des rivales" *(20)* écrit L'Est Républicain après avoir rappelé que, si Nancy doit beaucoup à Metz, l'inverse est vrai. "Nous avons réservé à ses fils après 1870, le plus large accueil, nous leur avons permis d'acquérir parmi nous des situations qui, pour plusieurs, étaient inespérées" *(21)*.

De la même manière Le Messin prêche la concorde tout en réaffirmant le rôle de Metz : "(elle) doit devenir la capitale industrielle, commerciale et agricole de la partie Nord et Est de la Lorraine.. Nancy doit être notre capitale administrative et culturelle" *(22)*. Quelques semaines plus tôt, on pouvait déjà lire : "lorsque la région, calquée à peu près sur l'ancienne province, deviendra une réalité administrative, Nancy prendra sa place bien esseulée comme capitale de la Lorraine" *(23)*.

Selon ce journal, Metz et Nancy sont deux villes soeurs qui ne peuvent pas vivre l'une sans l'autre. Il se permet même de donner un conseil à la cité ducale : "au lieu de repousser Metz vers le bassin de la Sarre, Nancy ferait mieux de l'attirer à elle" car "Metz fera longtemps appel au concours de Nancy... de grands négociants nancéiens se préoccupent de reprendre à Metz les magasins que les Allemands sont forcés d'abandonner ; les grandes firmes financières de Nancy auront forcément des comptoirs à Metz pour remplacer les banques allemandes qui ont déjà fermé leurs guichets".

Il préconise d'établir des trains rapides entre les deux cités et prédit un bel avenir : "La Moselle si riche, si belle, si abondamment fournie d'usines qui ne demandent qu'à grandir encore, deviendra un long boulevard où les agglomérations industrielles finiront par se toucher" et fera l'ensemble le plus riche de France.

En 1927, la municipalité de Metz rend visite à celle de Nancy. René Mercier salue chaleureusement cette amorce de dialogue qui ne peut être que bénéfique aux deux villes : "Metz est en mesure d'apporter à Nancy des idées originales et des réalisations parfaites. Nancy se plaira en revanche à faciliter les manifestations messines et lui donnera son appui généreusement. Plus un nuage si léger qu'il soit ne troublera cette concorde aux succès de laquelle se sont souvent ingéniées tant de bonnes volontés qui s'ignoraient auparavant" *(24)*.

Malheureusement la rivalité Nancy-Metz reprendra de plus

belle après le seconde guerre mondiale, rivalité amplifiée par la concurrence acharnée que se livreront L'Est Républicain et Le Républicain Lorrain *(25)*.

e) Problèmes économiques

Les journaux locaux abordent rarement les graves problèmes économiques soulevés par la réintègration de la Moselle, par exemple, celui de l'arrivée de la sidérurgie mosellane dans l'espace économique français, et les risques de surproduction qu'elle comporte. Les Messins se posent davantage le problème des lois spéciales ; quant à L'Est Républicain, il n'entretient pas de relation avec François de Wendel, à la tête de la plus puissante entreprise sidérurgique lorraine. Le député de Meurthe-et-Moselle depuis 1914, est plus proche de Louis Marin et de L'Eclair de l'Est, qu'il rachètera plus tard.

Sur le plan économique, René Mercier intervient seulement dans le débat sur l'avenir du réseau ferré Alsace-Lorraine. Il est hostile aux conclusions de la Chambre de Commerce de Strasbourg et demande le rattachement du réseau à la Compagnie de l'Est "à laquelle l'avait arraché en 1871, les Allemands" pour mieux intégrer l'Alsace-Lorraine au reste de la France *(26)*.

Les autres journaux meurthe-et-mosellans restent aussi discrets sur les problèmes économiques.

*

2 - La Société des Nations

On verra, à propos du conflit opposant l'Ethiopie à l'Italie, les espoirs et les déceptions que la SDN a suscités. Proposée par le Président des Etats-Unis, Wilson, elle prend corps dans le traité de Versailles de 1919, et s'installera à Genève. Chargée d'établir un nouvel ordre international, fondé sur la justice, sa mission est double : garantir la paix et la sécurité internationale, en prévenant ou réprimant les guerres, et développer dans tous les domaines la coopération entre les nations pour favoriser le progrès .

culturel et social.

La SDN aura une histoire mouvementée : à peine créée, elle perd l'appui du pays qui a le plus contribué à sa naissance, les Etats-Unis, qui refusent d'y adhérer. Après un "âge d'or" (rapprochement franco-allemand à Locarno en 1925, voulu par Briand dans le cadre de la SDN, admission de l'Allemagne en 1925, quelques interventions heureuses, par exemple dans le conflit greco-bulgare de 1925) où son prestige est grand, la SDN connaîtra de sérieuses difficultés : l'entrée du Mexique, de la Turquie et de l'URSS (1934) ne compensent pas le départ du Japon et de l'Allemagne (1933). L'esprit de Genève est durement touché face à la conquête par un état-membre (l'Italie) d'un autre état-membre (l'Ethiopie). La SDN divisée, ne se décide pas à opposer la force à la force, ni même ne parvient à faire appliquer, par toutes les nations, les sanctions votées par ses membres. La remilitarisation de la Rhénanie (mars 1936) souligne son inefficacité. Dès lors, elle assiste, impuissante, à la guerre d'Espagne, à l'Anschluss, au démembrement de la Tchécoslovaquie, puis à l'invasion de la Pologne par l'Allemagne en 1939.

Une seule fois, elle se décide à exclure un état coupable d'agression (l'URSS qui a attaqué la Finlande en 1939), mais cette mesure insuffisante et tardive, ne peut la sauver.

Dans ce contexte, la plupart des journaux ne peuvent juger que d'une façon négative le rôle de la SDN. Le moindre des griefs adressés à la SDN, est celui qui consiste à lui reprocher de parler beaucoup et d'agir peu. Lorsque l'Allemagne tente d'obtenir une place de membre permanent au Conseil, L'Eclair de l'Est a beau jeu de titrer sceptique "La SDN a consacré son impuissance", à la suite de l'ajournement de la décision. Le second grief est plus grave car il touche au principe même de l'organisme. L'Eclair de l'Est estime que "les pays qui vivent dans les réalités et ne se contentent pas de rêver à des conceptions impraticables, comprennent que la Société Des Nations qui, d'ailleurs, est de moins en moins universelle, entretient de pures chimères, qu'elle n'arrivera jamais à fortifier la paix, que l'assistance mutuelle est une formule non pas pacifique, mais guerrière puisqu'elle entraîne dans les conflits des nations qui n'ont personnellement aucun intérêt à s'en mêler" *(27)*.

Le troisième grief est plus "pratique" ; il souligne l'absence d'autorité qui paralyse l'action de l'organisation et l'empêche de disposer d'une force armée. Le Lorrain constate avec amertume que la SDN ne s'occupe de la guerre que là où règne la paix. Elle est impuissante à supprimer la guerre car elle ne dispose ni d'ambassadeurs, ni de soldats.

"A qui fera-t-on croire qu'elle évitera les grandes guerres, elle qui ne peut éviter les petites". Xavier Magallon ancien député, fait allusion à la guerre du Rif qui "nous coûtera plus qu'on ne croit" car elle rapproche l'heure de la guerre européenne en "surexitant les ferments de la haine et de l'espérance allemande en montrant que la force du droit et de la civilisation (...) la force française, n'a pas su, n'a pas pu, n'a pas voulu fonder entre les peuples l'empire de la paix" *(28)*.

En raison de son hostilité à l'Allemagne, Le Lorrain apprécie plus Poincaré que Briand, dont les illusions ont été souvent relevées. C'est pourquoi, à la fin des années 20, on voit un certain décalage avec les orientations du Saint-Siège, favorables à la SDN.

Le Messin, après avoir remarqué son incompétence à imposer "la discipline qu'exige la défense de la paix" *(29)*, appelle à une réforme rapide sinon la SDN "ne sera bientôt plus qu'un détritus à balayer comme tant d'autres" *(30)*, mais il ne fait aucune proposition. L'Eclair de l'Est, très prolixe à l'égard de la SDN affirme que son autorité est impossible à mettre en place car "la souveraineté intérieure des Etats qui équivaut à l'idée d'indépendance personnelle des hommes primitifs s'accommodera sinon toujours, au moins pendant longtemps encore, difficilement de la souveraineté supérieure selon laquelle la SDN ne saurait faire oeuvre utile" *(31)*.

L'Est Républicain pose le problème des sanctions : tant que les Etats sanctionneurs ne seront pas prêts à pousser leur action jusqu'à ses conséquences prévues par le pacte", mais aussi tant que les sanctions ne seront pas les mêmes "quelque soient les agresseurs et quelque soit la région du monde intéressée par le conflit, les garanties données par l'assistance mutuelle seront illusoires" *(32)*. Une intervention efficace n'est possible qu'à deux conditions : il faut que les Etats sanctionneurs "considèrent qu'ils ont dans la cessation d'un conflit un intérêt médiat ou immédiat assez grand pour entrer en guerre". Il faut d'autre part, qu'ils soient assez forts "pour assurer par les armes le respect de la loi internationale violée ou mieux, pour imposer par la menace de leur force et la certitude de leur action le respect de cette loi, à qui serait tenté de l'enfreindre".

La Croix de l'Est demande ce que l'on peut espérer d'une institution qui ne dispose ni de gendarmes ni de soldats, "qui multiplie les décisions, noircit du papier, occupe des dactylos et des secrétaires sans jamais espérer pouvoir se faire obéir" *(33)*.

Le dernier grief concerne le caractère universel et la composition de la SDN. L'Est Républicain, par la plume de

Ludovic Naudeau, regrette une trop grande extension de l'organisation, non pas tant vers les pays européens (l'Allemagne par exemple) que vers le monde non occidental : "si la culture occidentale doit être sauvée, elle le sera par l'ébauche plus ou moins réussie des Etats-Unis d'Europe. Ce dont la ligue des nations ne tient pas aujourd'hui le moindre compte, c'est de l'état réel de l'univers, c'est de l'inégalité des conditions particulières aux diverses races humaines. Elle veut ignorer ce formidable esprit de révolte et de revanche qui a grandi hors d'Europe (...). L'idée d'une Société Des Nations s'étendant au monde entier a un caractère chimérique" *(34)*.

Les Occidentaux "s'ils étaient encore capable de sagesse" auraient dû consacrer leurs efforts à la constitution de ces Etats-Unis d'Europe. Un autre article paru dans L'Est Républicain, critique la composition de la SDN : "on s'est aperçu depuis longtemps que la SDN telle qu'elle est composée ne pouvait pas grand'chose. Elle avait trop embrassé et ses bras qui lui semblaient fort longs étaient trop courts. D'une part elle cherchait à régler le destin de la terre entière et d'autre part, elle ne comprenait qu'une partie des nations de cette terre. Ambition démesurée pour une puissance médiocre" *(35)*.

La SDN, après le départ de l'Allemagne et du Japon est, comme le fait remarquer L'Eclair de l'Est, "de moins en moins universelle" et perd le peu de poids qu'elle avait. Le Messin dans un raccourci étonnant, donne sa position sur l'universalité et la composition de la SDN. Lors du conflit Ethiopien, il dit ne pas comprendre pourquoi "entre les catholiques de Rome et ceux d'Addis-Abeba" on préfère "les sauvages" dont les moeurs sont scandaleuses. En fait ce journal, comme L'Est Républicain donne au mot "universel" une définition restreinte : il ne s'agit que des nations dites civilisées. Mais toutes ces dernières doivent être membres, pour que la SDN ait un début de pouvoir.

Le Lorrain ne se pose pas ce genre de questions. L'heure est trop grave. Seul le système des alliances classiques est efficace. A propos de la guerre d'Espagne, il écrit que la SDN ne doit surtout pas se mêler du conflit "Genève a déjà trop de gaffes à son actif et pour des question moins compliquées" *(36)*.

La SDN a-t-elle pourtant un rôle totalement négatif ? L'Est Républicain ne le croit pas : "on dit d'elle trop de bien et trop de mal" écrit Raymond Léonard *(37)* "ceux qui penseraient qu'elle constitue une assurance absolue contre tout risque de guerre anticiperaient peut-être. Mais ceux qui

ne verraient en elle qu'un prélude à parlottes inutiles ne seraient pas davantage dans le vrai (...) (elle) permet aux ministres des Affaires Etrangères de presque tous les Etats du monde de se réunir régulièrement pour discuter dans une atmosphère de concorde, où celui qui serait tenté de troubler la paix sent peser sur lui la réprobation du plus grand nombre".

Deux journaux lorrains soutiennent même totalement l'action de la SDN. L'Express de l'Est estime que la SDN, organisation de la paix est bien "la chose la plus noble que les hommes aient mise sur pied. C'est notre espoir et notre confiance en elle qui, donnant à la SDN une autorité morale, lui donneront le moyen de réaliser son destin" *(38)*.

Victor Demange, dans un éditorial publié le 17-18 septembre 1922 intitulé "notre vie, notre but" écrit : "nous soutenons la SDN" *(39)*. Défenseur acharné du pacifisme, il soutiendra Briand et applaudira à chacune de ses "oraisons pour la paix" prononcées devant la SDN : "il a su trouver les mots qui convenaient pour présenter la défense de la France mutilée et pour détruire la légende d'une France militariste et impérialiste" ; "c'est une chance pour la SDN que de compter en son sein un tel homme". Victor Demange soulignera avec enthousiasme et admiration les actions de Briand : Locarno "où à l'esprit de soupçons se substitue l'esprit de solidarité" ; le pacte Briand-Kellog, etc... Le directeur du Metzer Freies Journal sera lui-même un soutien constant de la SDN. Il assistera fréquemment aux assemblées générales à Genève et restera pendant un certain temps en Moselle le responsable du Comité départemental de la société. "Même si la SDN n'est pas encore parfaite, même si elle contient quelques "scories", elle constitue la tentative la plus importante que l'humanité ait connue, dans le but de faire régner des valeurs de justice et de droit dans le domaine international (...) la paix doit être l'oeuvre de notre génération quoiqu'il en coûte". La foi de Victor Demange en la paix, sera mise à rude épreuve et il souffrira de l'impuissance de la SDN face au conflit Italo-Ethiopien puis face à la montée du nazisme.

*

3 - La Politique Extérieure

a) Une inquiétude constante : l'Allemagne.

De la signature du traité de Versailles à la deuxième guerre mondiale, les jours sont rares où les quotidiens lorrains ne parlent pas de l'Allemagne. Les Messins, pour avoir été occupés pendant quarante quatre ans, connaissent bien la mentalité allemande et s'inquiètent rapidement de l'ascension d'Hitler. Les Nancéiens et les Vosgiens proches de la frontière (entre 1870 et 1914), s'interrogent également avec inquiètude sur la signification des revendications du Führer.

Le Lorrain, face à l'Allemagne, adopte une position de très grande clairvoyance. Ses visions du nazisme reflètent une lucidité quelque peu pessimiste. Le journal n'a pas les mêmes moyens que son confrère Le Messin, qui dispose de correspondants sur place, mais envoie ses propres rédacteurs en Allemagne : Houpert se rendra souvent en Rhénanie par exemple. Il excellera dans l'art du reportage de cette époque *(40)*. Les autres journalistes ou collaborateurs extérieurs qui écrivent sur l'Allemagne sont nombreux : Paul Hocquel, mais il n'est pas un correspondant attitré, puisqu'il écrit aussi pour d'autres journaux de Paris et de province, le Général Maud'huy, membre de l'Académie nationale de Metz depuis 1920, député de la Moselle, Georges Blondel, historien et économiste qui a écrit un livre sur la Rhénanie (Plon, 1921), et bien sûr, Collin et Ritz. Ce dernier a une plume plus acerbe que le Chanoine Collin, voire méchante ou passionnée.

Le Messin nourrit une âpre hostilité à l'égard du Front populaire, qu'il accable de sarcasmes et d'insultes. Il le rend surtout responsable du laisser-aller de la France face à Hitler. Il prend en effet vite conscience du problème nazi et des conséquences que pourrait avoir l'expérience d'Hitler, en 1938-1939. Ses positions ne changeront guère et bien souvent une perspicacité transpirera dans de nombreux articles dus à la collaboration d'un éditorialiste un peu moins libéral.

Le Messin, à Munich s'adjoint la collaboration d'André Varize, à Berlin celle d'Henri Dalem, à Weimar de René Gouzy *(41)*. Pignon est chargé des questions allemandes et d'une manière plus générale des questions internationales, mais il est moins talentueux que son confrère Nicolas Houpert du Lorrain. René Pernet prend en main l'éditorial. Jean

Laversenne complète épisodiquement les articles des deux premiers cités...jusqu'en 1923, date à laquelle il fonde Le Télégramme de l'Est.

Le Messin a aussi recours à des spécialistes : Pierre Braun, professeur agrégé d'Histoire, exerçant à Nancy (situation extérieure), Paul Bourgoin ingénieur général d'artillerie navale (questions économiques et financières), le Capitaine Peyreblanque (questions militaires), Ambroise Cot, qui collabora au Mercure de France, etc...

L'Est Républicain, pour ses sentiments anti-allemands, se rapprocherait plus du Messin que du Lorrain. On note toutefois, un détachement plus grand et une attitude plus neutraliste, qui se traduit par une quasi absence d'éditoriaux ou d'articles de fond concernant Hitler, et sa menace sous-jacente. La vivacité de ses sentiments est plus perceptible dans les titres donnés aux dépêches nationales, souvent percutants.

Le ton politique de L'Eclair de l'Est est donné par Emile Meyer. On peut le qualifier de républicain tout en demeurant très peu modéré. Ses propos touchant la politique intérieure sont souvent acerbes, et ses critiques du Front populaire aussi. On trouve moins de virulence dans le domaine de la politique extérieure. Le journal, s'il est anti-allemand, ne laissera véritablement apparaître son aversion pour ce pays, qu'après l'Anschluss.

Le Républicain Lorrain après l'installation du régime nazi, estime que la vigilance s'impose. La paix est menacée, mais il reste modéré dans ses propos. Pourtant cela n'empêchera pas Victor Demange, après l'épisode de Munich, de préparer un éventuel repli de son journal sur Perigueux et Bordeaux.

b) La presse lorraine et l'Allemagne au lendemain de la Grande Guerre :

Au lendemain de la Grande Guerre, les Français sont assaillis de problèmes quotidiens qui semblent reléguer au second plan les difficultés politiques. Les problèmes pressants concernent tous les individus, la démobilisation, l'embauche, le logement, etc..

Dans l'Est, ils sont encore plus cruciaux : la région entière est sinistrée, les transports sont insuffisants à la

suite des destructions ou de la pénurie de charbon. Les conditions de vie sont désastreuses, l'inflation permanente. Chaque jour apporte son cortège de mauvaises nouvelles.

A ces préoccupations nationales, s'en ajoutent d'autres à Metz, purement locales. Il s'agit de celles nées du retour à la France. Elles auront tendance, à la fin de 1918, et surtout l'année suivante, à prendre le pas sur les premières... ce qui est patent au niveau de la place qu'elles occupent dans la presse *(42)*. Quant aux nouvelles de l'étranger rapportées par les quotidiens, elles ne sont guère faites pour compenser les incertitudes de la situation intérieure. L'état de l'Allemagne est peu rassurant, sauf pour ceux qui pensent que le pire, de ce côté, est le plus sûr. Les menées allemandes en Pologne, les poussées révolutionnaires dans les villes rendent problèmatique le sort du gouvernement social-démocrate *(43)*. Le fait qu'il doit son peu d'autorité à l'armée n'est pas pour rassurer *(44)*. On fait la paix certes, mais on ne sait pas à qui on l'imposera. Le poids d'un passé récent riche en drames, ainsi que celui d'un futur en point d'interrogation, se fait sentir.

Le Messin se complait dans des narrations du genre : "Récit d'un Messin témoin-interprète d'un épisode boche à Laute Fontaine près de Briey, en septembre 1914" *(45)*. Ou dans l'évocation historique des cités martyres *(46)*, de combats acharnés *(47)*, à l'occasion de leur commémoration.

Le Lorrain opte plutôt pour les impressions de voyages. Elles peuvent être relatées indifféremment et sous des titres divers par des journalistes occasionnels *(48)* ou par des spécialistes *(49)*. Dans ce cas, elles font suite à des enquêtes sur place dont on use abondamment, en particulier à l'écoute des problèmes allemands *(50)*. Ces relations peuvent alors prendre un caractère périodique et tenir lieu de rubrique politique. Ce sera le cas du Messin avec la "lettre du pays rhénan" de Léon Velving *(51)* et du Lorrain avec la "lettre de Rhénanie" de Paul Hocquel *(52)* qui donnera une certaine notoriété à son auteur.

Les rédacteurs messins vont aussi puiser largement dans la presse germanique. Ils transcrivent, commentent et orientent selon leurs désirs, des articles valorisés à leurs yeux par l'attitude anti-française, anti-alsacienne-lorraine ou pour le moins revancharde de leurs auteurs *(53)*. Sous leur plume un écrit courageux est dénaturé et ridiculisé. L'éditorial du Messin daté du 6 janvier 1919 : "Une leçon pour les professeurs d'histoire de Berlin" en est un exemple type. Il s'agit de commenter les extraits d'une revue allemande dans laquelle un professeur, Hans Delbrück fait une sorte de mea-culpa à propos des thèses historiques qu'il répudie. Cette volonté de fausser délibérément l'information, afin de

l'orienter, pour justifier certaines thèses, se manifeste sous plusieurs aspects dont le moindre n'est pas l'usage anachronique de document allemand *(54)*. Chaque journal s'attache à avoir la primeur de déclarations sensationnelles de personnalités politiques civils ou militaires, françaises ou étrangères. L'essentiel étant que les confidences recueillies s'insèrent dans un contexte récent et précis. Le Messin interroge Louis Barthou à propos des évènements de Haute-Silésie *(55)*, Charles de Lasteyrie, rapporteur du budget des réparations, au sujet du premier moratoire allemand *(56)*. Le Lorrain s'intéresse davantage aux hommes politiques locaux comme Schuman, député de Moselle à propos des incidents de Francfort *(57)*. L'entrevue entre Ritz et Korfanty, premier polonais de Haute-Silésie à avoir siégé au Landtag prussien en 1918, a un certain retentissement *(58)*.

* Quelle frontière ?

Première revendication des journaux lorrains et plus particulièrement des journaux messins : la frontière au Rhin. "Lorrains et Alsaciens n'oubliez pas d'aller signer la pétition réclamant la frontière du Rhin nécessaire pour la sécurité de notre pays" : Le Lorrain et Le Messin invitent leurs lecteurs à se mobiliser *(59)*. Selon le premier journal il faut prendre le Rhin comme nouvelle frontière, les pays de la Rive Gauche formeraient une zone neutre militairement gardée par la France : "il nous faut aussi sous peine de mort... fortifier la ligne du Rhin par, ce que j'appellerais des frontières morales ; la première : annexion du bassin de la Sarre afin de ralentir et diminuer l'effort de restauration, la deuxième : la natalité française", Collin déplore que celle-ci baisse.

Le Messin cite de son côté, les journaux américains qui sont pour une telle frontière, et réaffirme sans cesse sa position "la seule frontière possible, c'est le Rhin. Ce fleuve forme une barrière insurmontable contre la duplicité d'un ennemi traite... la vraie solution... serait la création d'un état tampon indépendant dont la sauvegarde devrait être assurée par la Ligue des Nations" *(60)*.

Les autres journaux lorrains affichent les mêmes revendications. Pour L'Eclair de l'Est "la sécurité de la France ne peut être assurée que par la frontière militaire du Rhin". Il demandera même "l'internationalisation des chemins de fer rhénans" pour empêcher une attaque brusque de l'Allemagne *(61)*. René Mercier, directeur de L'Est Républicain, sera jusqu'en 1924, un fervent défenseur de la

ligne pure et dure pratiquée en politique étrangère, par Poincaré. Il soutiendra ainsi activement l'occupation de la Ruhr. Mais après 1924, il modifie son attitude et soutiendra la politique conciliante de Briand.

* Le traité de Versailles

La signature du traité de Versailles si elle crée un soulagement certain, ne satisfait pas pour autant les Lorrains. "La Lorraine et l'Alsace sont-elles satisfaites des conditions de paix définitives que font prévoir les préliminaires annoncés ? ..non... nous sommes désolés de rester la frontière de l'Allemagne et de la Prusse". Pour Le Lorrain la région reste en position de future victime "... si comme tout le fait prévoir les Allemands entreprennent dans 25 ans une guerre de revanche" *(62)*. Le Chanoine Collin ne se trompait que de 5 ans !

Vingt jours plus tard, le même journal écrit que les négociations ont "diminué presque de moitié la victoire... La Sarre et la rive gauche du Rhin devaient être absolument détachées de l'Allemagne pour être comme une muraille de Chine entre les deux pays". Enfin, le 24 juin il consacre toute une page sur l'acceptation des conditions de paix par l'Allemagne : "le traité ne nous satisfait ni au point de vue économique, ni au point de vue annexe : on aurait dû leur demander plus d'argent, leur prendre complètement le bassin de la Sarre, enfin détacher d'eux la rive gauche du Rhin. Dans cette longue et pénible négociation nous sommes les victimes des négociateurs Anglais et Américains, les deux grands marchands du monde". Malgré tout le journal exprime "sa grande joie de voir la guerre officiellement terminée" *(63)*.

Le Messin exprime aussi son inquiétude à maintes reprises : "il ne servirait à rien de le dissimuler : la publication des conditions de paix a été pour l'opinion française une déception" *(64)*. Il parle de paix fragile car la signature de l'Allemagne ne "signifiera donc nullement l'adhésion complète aux conditions qui lui sont imposées" *(65)* ou de paix camouflée : "dans l'attitude du nouveau gouvernement ... on sent (aussi) l'esprit de vengeance qui n'attend qu'une occasion pour s'exercer" *(66)*. La "mauvaise foi de l'Allemagne" est évidente *(67)*, la preuve : "le peu d'empressement des Allemands à signer" *(68)*. Bref, la paix devra rester armée... car l'Allemagne veut rester une puissance guerrière.

Le Messin va vivement encourager le "mouvement de plus en

plus puissant du rattachement de la Sarre à la France" et décide de publier un journal de langue allemande , la "Mosel und Saar zeitung" une gazette de la Moselle et de la Sarre.

La France, selon lui, doit annexer cette région après une consultation qui, au terme du projet préliminaire de paix, aura lieu dans 15 ans : "tous nos efforts doivent tendre à faire réussir ce plébiscite" écrit-il le 10 juin 1919. Le Messin consacrera une série d'articles sur "l'oeuvre magnifique de propagande française" en Sarre *(69)* : "j'ai constaté les bienfaits et les heureux résultats de l'occupant et de l'influence française... au fond ce pays est français" *(70)*. Mines et usines trouveront selon le journaliste du Messin des débouchés en France alors que l'Allemagne est ruinée. Une inquiètude cependant, exprimée dès le 5 août 1919 : l'attitude de la France qui mène en Sarre une "politique incohérente".

En ce qui concerne la position des Etats-Unis, Le Messin est moins virulent que Le Lorrain : elle est "manifestement inspirée par des sentiments louables de concorde universelle et d'humanitarisme" écrit-il le 28 juin. De la même manière, il défend Clémenceau car il faut tenir compte "des difficultés extrêmes qu'il y avait après les 5 années de luttes terribles, à faire un règlement final conciliant les exigences du passé et les appels de l'avenir. Le traité ne supprime certes pas tous les dangers, mais il y avait essentiellement à préciser nos droits, les obligations des Allemands et les sanctions de ces droits et obligations. C'est ce qu'il a fait. Les engagements particuliers pris avec l'Angleterre et l'Amérique ont d'ailleurs complété utilement l'oeuvre du traité. Et s'il est vrai que nous n'avons pas obtenu de l'Allemagne toutes les réparations financières que nous espérions, mais qu'il est impossible d'exiger étant donné la presque insolvabilité de nos ennemis, nous avons à peu près la certitude que le militarisme allemand ne se reconstituera pas de sitôt".

En outre il est trop facile, aujourd'hui que la tâche est accomplie, de critiquer. Le Messin rappelle que Clémenceau a dû se débattre au milieu des résistances anglaises et américaines.

L'Est Républicain à l'heure de la conférence de Spa, écrit : "ils furent des mauvais joueurs, ils sont de mauvais payeurs... ce sont des sophistes cauteleux, sournois ou arrogants, et ils croient peut-être servir leur pays en ergotant à l'infini" *(71)*, ou encore : "les Germains ont toujours le culte de la force. Ils n'ont pas changé. Seulement ils ignorent que la force a changé de camp, qu'elle est avec la justice. Je crois bien que nous serons obligés de leur

faire comprendre cela" *(72)*. Et René Mercier de préconiser un renforcement des mesures : "on serrera le blocus alimentaire, on étendra les bienfaits de l'occupation de la rive gauche du Rhin un peu plus loin". Le traité ressemblerait à un nouveau "mauvais chiffon de papier si les Alliés ne surveillent pas l'exécution des mesures approuvées et signées".

Pourtant il ne croit pas que la Sarre puisse, un jour, devenir Française : "les conséquences de la guerre (censure, restrictions, inconvénients d'un régime transitoire" si justes qu'elles soient, ne sont pas faites pour éveiller brusquement l'amour d'un peuple. Il ne faut donc pas être surpris de ce que le Sarrois garde sa fidélité aux frères allemands... Donc le Sarrois est encore et toujours Allemand, Allemand plus que jamais. Qu'avons-nous donc à faire dans le Sarrois ? De bonne administration pendant 15 ans et c'est tout" *(73)*. René Mercier, au moment du plébiscite ne sera surpris que par les résultats proprement dits (lire plus loin) et non par la victoire allemande qu'il n'a cessé de prédir.

En outre, il ne désespère pas dans le peuple allemand ; selon lui il y a "quelque chose de changé. Le parti militaire sera affaibli, le parti populaire plus sûr de lui. La misère aidant et aussi le souci de relever la prospérité, le peuple allemand réfléchira. Il comprendra bien un jour que la victoire est nôtre, que la défaite est sienne, qu'il ne peut échapper aux conséquences de l'une et de l'autre... L'Allemand sous la schlague des militaires s'était fait une âme de conquérant. Sous la pression des évènements politiques et sociaux, il se fera une âme pacifique parce qu'il y trouvera son intérêt immédiat et futur" *(74)*.

* Le problème de la Ruhr et de la Rhénanie

Le 8 mars 1921, les troupes françaises occupent la Ruhr en représailles contre le non-paiement des premières indemnités. Elles s'en retirent en septembre, pour la réoccuper avec les Belges en janvier 1923... pour le même motif, et la réévacuer en 1924. Le 21 octobre 1923 - en 1920 la France avait déjà occuper plusieurs villes de Rhénanie, l'évacuation totale aura lieu en 1930- la République de Rhénanie est proclamée à Aix-la-Chapelle. Elle ne durera pas longtemps.

Face à tous ces évènements comment la presse lorraine réagit-elle ? Pour l'avoir souhaitée, exigée parfois, les journaux se rallient à l'occupation de la Ruhr et de la Rhénanie... mais sans cet enthousiasme auquel on pouvait s'attendre.

Le Messin comme la plupart de ses confrères exprimera son opinion au lendemain de l'arrivée des troupes française à Francfort, Darmstadt et Hanau. Il parle de la "fourberie allemande". "C'est la France qui viole le traité dit Berlin !". Un tampon entre la France et "la puissance de plus en plus belliqueuse et revencharde" est absolument nécessaire *(75)*.

De la même manière qu'il milite pour la séparation de la Sarre de l'Allemagne, Le Messin encourage la formation d'une république de Rhénanie et la présence française dans ces régions frontalières : "les jeunes Allemands sont restés franchement pangermanistes mais cela leur passera, ils seront rapidement submergés par le courant d'opinion sympathique pour la France et ils finiront par être séduits par la beauté de notre civilisation, par la grandeur d'âme des chefs militaires qui administrent le pays, par la bonne humeur et par toutes ces qualités de coeur et d'esprit des jeunes soldats de nos troupes d'occupation" *(76)*. Il cite des journaux allemands de la région qui dénoncent l'attitude de l'Allemagne et croit pouvoir prédire que "le crépuscule de la domination prussienne ... annonce l'aurore de la paix universelle. Les derniers évènements semblent encourager le mouvement séparatiste sur la rive gauche du Rhin" *(77)*. Mais, lors de la deuxième occupation de la Ruhr en 1923, plusieurs collaborateurs du Messin émettront des réserves quant à son opportunité. Ils espèrent qu'elle tournera court si "Cuno fait rapidement des propositions" *(78)*. Mais rien ne permet de l'affirmer dans l'immédiat. Aussi cherche-t-on à rassurer ceux qui redoutent une multitude de conflits ouverts entre les troupes françaises et la population locale : "l'occupation ne rencontrera aucune opposition sérieuse" affirme Le Messin le 9 juin 1923.

Le Lorrain reste beaucoup plus lucide. Dès mars 1920, Collin regrette que la France "n'ait pas suffisamment ni habilement travaillé à détacher les Rhénans et les Sarrois de la Prusse : une Allemagne du sud dissociée de sa soeur du nord serait aujourd'hui la meilleure sauvegarde de la paix du monde" *(79)*. En 1923, l'abbé Ritz prend rapidement conscience du long débat qui s'annonce *(80)*.

En 1930, alors que les Alliés ont totalement évacué la Rhénanie, C. Ritz écrit : "qui peut blâmer les séparatistes Rhénans d'aspirer au jour où ils pourront se libérer du joug prussien, puisque constitutionnellement ils en ont le droit ? Qui peut blâmer des Français de venir en aide à ces hommes qui sont bien un peu les fils naturels de notre esprit ?" *(81)* et l'éditorialiste de prévenir qu'il ne cessera pas de veiller à la sécurité de nos frontières, d'être prudent vis-à-vis de nos adversaires d'hier, d'étudier tous les mouvements de leur

opinion, d'analyser toutes leurs manifestations. C'est ce qu'il fera !

Enfin il condamne l'attitude de la France : "les diplomates qui ont été, pendant la décade écoulée les artisans de la politique française sur le Rhin, peuvent dorénavant pour commémorer le 30 juin 1930 (NDLA : évacuation totale de la Rhénanie) faire mettre les drapeaux en berne et revêtir leurs habits de deuil" *(82)*.

L'Eclair de l'Est affiche des positions semblables à celles exprimées par Le Messin. Sordoillet fera allusion le 8 juillet 1930, à la chasse aux séparatistes rhénans, qui ont accueilli avec "joie les enfants de Louis XIV et de Napoléon 1er" : "Nous avions conquis une telle sympathie qu'après 1815 et jusqu'en 1870 on y trouvait encore dans de nombreuses familles, non seulement des portraits de l'Empereur mais aussi le vieux drapeau tricolore qu'il avait fallu rouler et cacher après le partage de ce territoire entre la Prusse et la Bavière... Le rapprochement franco-allemand est un rêve.La pacification des boches une illusion..."

Pour L'Eclair de l'Est l'Allemagne unifiée n'a pas désarmé et ne désarmera pas dans son coeur, elle ne cessera pas de se préparer secrètement à la revanche : "la France ne peut se contenter d'une sécurité de papier". Il fallait pour garantir la paix briser l'unité allemande "oeuvre d'injustice et de violence perpétuée par la Prusse et de rendre les Allemands à leur loi naturelle qu'est le fédéralisme"... constituer une sorte de Belgique-Rhénane en "enlevant à l'Allemagne unifiée, la possession du redoutable quadrilatère Coblentz, Mayence, Sarrebruck, Landau", signer un pacte de garanti anglo-américain... Mais l'auteur de l'article, Rémy Anselin garde peu d'espoir car, "de plus en plus d'Américains veulent se dégager des affaires européennes" *(83)*.

Le journal ne cessera d'exprimer ses plus vives inquiétudes : il ne fait aucun doute, l'Allemagne est en marche vers la revanche : "l'agression allemande éclatera avec la rapidité et la véhémence de la foudre, que disons-nous ! elle sera la foudre elle-même *(84)*. L'Allemagne prussifiée travaille à redevenir une grande puissance militaire, elle s'est remise à son industrie nationale qu'est la guerre, or "quand on a une armée, surtout en Allemagne, c'est pour s'en servir. Le boche n'a rien appris, ni rien oublié. Il veut une revanche. Il n'attendra pas un demi-siècle pour la prendre. Dès que l'occasion sera favorable, il saura la saisir" *(85)*. "Pour, si ce n'est éviter, tout au moins retarder cette guerre il faut fixer la frontière "de la liberté" au Rhin *(86)*, et refuser à l'Allemagne une existence internationale... ce qu'a fait Locarno. Le traité de Versailles a eu le grand tord de ne pas démembrer l'Empire"*(87)*.

Après la signature du pacte de Locarno "(ce) grand évènement, L'Eclair de l'Est écrit "ayons beaucoup d'enfants, un bon état-major, de bonnes finances. Avec ce concours le pacte de Locarno doit garantir notre sécurité, celle de l'Europe et du monde" *(88)*. L'Eclair de l'Est juge Locarno comme le complément indispensable d'une stratégie nationale étudiée.

Le Messin est plus sceptique. Le 7 décembre 1925 on peut lire à la Une "la signature des accords de Locarno ne suffit pas à déterminer un véritable état de paix". L'Est Républicain se félicite au contraire de Locarno, qui est une étape "dans notre calvaire d'où on peut apercevoir enfin quelques lueurs qui annoncent un temps serein" *(89)*. Mais il estime justifiée l'occupation par les troupes françaises, de Francfort, Darmstadt et Hanau, affirmant que la France "tout près de la ligne d'invasion" est forcée "de surveiller cette ligne" *(90)*. L'Amérique est loin, la Grande Bretagne à l'abri, l'Italie améliore ses relations avec l'Autriche.

Mais René Mercier, malgré ses proclamations cocardières qui ne peuvent que flatter ses lecteurs, est très éloigné des nationalistes intégraux ou même d'hommes comme Louis Marin. Il croit encore en l'apparition possible d'une Allemagne pacifique *(91)*. Il met un grand espoir dans l'action de la SDN et, nous l'avons vu dans l'accord de Locarno qui annonce une ère nouvelle. Rien n'est sûr, mais pourquoi ne pas faire le pari d'une évolution pacifique ? Une orientation qui est celle aussi de Victor Demange le directeur du Metzer Freies Journal de Metz.

Bref, la plupart des quotidiens lorrains après le traité de Versailles n'ont de cesse de mettre en garde l'opinion publique et les milieux gouvernementaux contre l'oeuvre de restauration morale et matérielle du Reich. Ils répandent dans l'opinion qu'il ne faut rien attendre du nouveau régime républicain et attirent conjointement l'attention sur les aspects concrets de non-renoncement allemand, en évoquant les théatres d'action diplomatique ou militaire. C'est dans cette optique qu'il faut envisager le soutien qu'ils apportent aux Polonais dans l'affaire de Haute-Silésie qui atteste de la permanence de l'esprit impérialiste allemand : n'est-ce pas la meilleure preuve que l'Allemagne n'est pas abattue puisqu'elle cherche dans la paix, la continuation de sa politique de guerre.

Il en va de même pour les réparations : le Reich veut éluder les charges qui lui incombent non parce qu'il ne dispose pas de moyens d'y faire face, mais afin de chercher immédiatement les conditions d'un redressement, d'une revanche économique d'abord, militaire ensuite. "L'Allemagne peut et

doit payer" : les Lorrains sont intransigeants. Mais en privilégiant l'aspect financier de la question, en rejettant systématiquement toute coopération directe et active de l'Allemagne, c'est-à-dire les réparations en nature, ils compromettent la reconstruction matérielle de leur province. Pour autant tous les journaux s'accordent à le dire, qu'il faut assurer rapidement le redressement de la France : "le seul remède à la crise économique et alimentaire, inévitable résultat de la guerre, nous le trouverons dans le travail. Il faut que la France produise, qu'aucune force vive de la Nation ne reste inactive... que l'on ne considère plus le travail manuel comme le monopole des classes inférieures et que surtout ces conflits d'où naissent les grèves et les chômages soient évités grâce à la bonne volonté réciproque des travailleurs et des patrons" *(92)*.

Le redressement de la France passe, on l'a vu pour Le Lorrain et L'Eclair de l'Est par le redressement de la natalité *(93)*. L'Est Républicain, lui, lance une véritable campagne de presse contre l'étatisme : "Ces interdictions, ces règlements, ces circulaires, pires que l'artillerie lourde, sont servis par une armée de fonctionnaires improvisés qui attaquent avec une effroyable ardeur ou se retranchent derrière les sacs à terre de leur inertie" *(94)*. Les titres des éditoriaux signés par Mercier sont significatifs : "La liberté commerciale" (4 janvier 1919), "Organisme faussé" (12 janvier), "Le mur bureaucratique" (18 mars), "Chacun son métier" (1er janvier), "La liberté est un grand bien" (15 juin 1919), "La liberté du commerce" (4 mai 1921). Cette campagne de presse, comme celle contre les coopératives, est le reflet des milieux commerçants et industriels nancéiens dans cet immédiat après-guerre .

L'Etat ce "commerçant funeste" ne doit pas intervenir en raison des résultats médiocres qu'il obtient. Il est inefficace parce qu'il n'est intéressé et irresponsable. Des mesures urgentes de redressement s'imposent : il faut que l'on revienne au travail sain, à l'initiative individuelle et que l'Etat cesse de prendre aux contribuables à la fois son argent et ses possibilités de travail, ses ressources et ceux qui produisent ces ressources *(95)*. Il accepte le projet de nationalisation des chemins de fer demandé par la CGT mais c'est le parlement qui doit prendre cette décision. Puis il modifie sa position : le projet ne serait pas bon et critique les heures de travail perdues, cause de la grève *(96)*.

Enfin, outre le libre jeu de la concurrence, l'Etat a le devoir d'intervenir pour donner une impulsion, exercer une suppléance là où les initiatives privées font défaut. Il se

doit de créer les bases qui permettent le déroulement normal de la vie économique.

* L'avènement d'Hitler

En 1933, l'avènement d'Hitler n'avait pas laissé la presse lorraine indifférente. Jamais une ascension politique n'avait été suivie avec autant d'attention. De 1933 à 1938, il tient toujours vivement les journaux en haleine et les amène à s'interroger avec inquiètude sur la signification de ses revendications territoriales.

L'avènement d'Hitler *(97)* cachait une idée plus profonde dont la presse lorraine ne fut pas dupe. En effet on pouvait lire dans Le Lorrain cette vérité qui ne trompait personne sauf peut-être ceux qui allaient en être les victimes : "M. Hitler devait envers et contre tout accepter le pouvoir, sinon, il n'était plus rien demain. Les troupes faillissaient, les succès se raréfiaient, il faut prendre en main ce qu'on trouve. Et ce qu'on trouve c'est la chancellerie préparée, arrangée, offerte sur un plateau par cette petite ficelle de Von Papen. Aux chemises brunes de s'emparer du pouvoir, de la police, de l'armée'" *(98)*.

En Allemagne cet avènement fut accueilli par un explosion de joie. On espérait beaucoup du nouveau chancelier, le peuple avait foi en lui. Il allait lui offrir ce que d'autres n'avaient pas réussi à donner : la paix et l'ordre intérieur.

Les journaux lorrains pensaient différemment : "que feront les nazis au pouvoir ? Certainement pas plus que les autres partis si le Reichstag n'arrive pas à constituer, par une sorte d'assagissement des partis, une saine majorité de travail, l'expérience parlementaire d'Adof Hitler ira rejoindre celle des autres partis, car jamais, il ne pourra satisfaire les appétits qu'il a déchaînés" *(99)*.

La presse lorraine, et plus spécialement celle messine, voyait en Hitler un aventurier et non pas un homme politique. Elle était sceptique sur les qualités réelles de ce chef. Certain comme Le Messin, pensait même qu'il n'était qu'un instrument entre les mains de ceux qui espéraient accéder au pouvoir par son intermédiaire : "ce personnage mystérieux qui a été porté si rapidement de ses origines modestes au sommet de l'édifice politique a-t-il une volonté ou est-il un instrument entre les mains de puissances occultes qui utilisent sa popularité pour atteindre leurs fins" *(100)*.

Le Messin constatait aussi que dans le cabinet Hitler-

Hugenberg, le führer ne détenait pas de façon réelle et effective les grands leviers de commande, comme les finances, l'armée, la politique extérieure. Il était bien encadré et surveillé. Etait-ce le chancelier-carton ? Non, il est vrai que l'attitude d'Hitler pouvait faire douter. Il s'était assagi et n'avait-il pas dit que "de toutes façons il n'est pas possible de gouverner si l'on n'a pas les coudées franches" *(101)*. En fait le personnage intrigue : "pour l'instant l'avènement d'Hitler à la chancellerie a mis en effervescence la population allemande. Hitler a maintenant bien des responsabilités et des risques. Son immense popularité pourrait bien s'effriter un jour prochain car ceux qui ont mis tous leurs espoirs en la personne du chef nazi et qui ont été rassemblés par lui sous la bannière prometteuse de l'hitlérisme pourraient bien être quelques peu déçus. Pour l'heure ils l'attendent comme on dit familièrement "au tournant". Mais en vérité c'est bien le plus curieux ministère qu'ait jamais eu l'Allemagne" *(102)*.

L'éclatante victoire d'Hitler provoque aussi une vive inquiètude. Le Lorrain affirme que : "désormais la dictature hitlérienne peut librement s'étaler, le gouvernement est bien décidé à exploiter sa victoire : c'est au nom désormais du suffrage universel qu'ils pourront pratiquer la dictature" *(103)*. "Contre ce despotisme aussi impitoyable, toute l'humanité se révolte surtout lorsque l'on connaît les méthodes terroristes qu'il commande, terrorisme qui, malheureusement, hisse aujourd'hui le drapeau hitlérien sur des monceaux de cadavres" écrit Le Messin *(104)*. "Cette dictature de fait du parti national-socialiste aura des conséquences graves non seulement sur l'évolution intérieure du pays mais aussi sur la situation internationale" ajoute L'Est Républicain *(105)*. En avril 1932, lors de la victoire d'Hitler au Landstag de Prusse, le Metzer Freies Journal titre "Une journée de malheur" : "nous serions les premiers à souffrir de l'aventure de l'hitlérisme... Nous avons soutenu le thème de la réconcilation avec une Allemagne républicaine et démocratique. Il n'est pas question d'une entente avec une Allemagne hitlérienne... la folie a triomphé, et ce serait un manquement grave à tous les devoirs que d'opposer à cette folie, "la politique de l'autruche"... c'est toute la politique de paix qui est remise en cause". Tous pressentent le danger que représente la dictature hitlérienne.

Le souvenir de la guerre de 14-18 n'est pas effacé des mémoires, la peur d'une nouvelle guerre préoccupe déjà les esprits "alors quoi, la guerre va-t-elle éclater demain, après-demain, dans un an, dans deux, dans cinq ans ! Non rien ne prouve qu'un tel malheur soit de toute manière inévitable.

Mais encore une fois nous l'éviterons d'autant mieux qu'on nous considérera comme inaccessibles à la crainte. Tenons-nous prêts" *(106)*. Pour Le Messin "l'Allemagne, il ne faut pas l'oublier est déjà beaucoup plus armée qu'on ne le suppose... elle a remarquablement adapté sa conception d'une guerre future à ses propres possibilités. L'armée de sa revanche, est une judicieuse résultante des caractéristiques de son peuple, des ressources de son industrie et de son état politique" *(107)*.

1935 voit, entre autres évènements, le rétablissement du service militaire obligatoire. L'Express de l'Est accuse la "carence des Alliés causée par leur désunion " qui a permis à l'Allemagne de se reconstituer un "outil de premier ordre" et estime que seule la France pourra arrêter le pangermanisme "lequel n'osera pas attaquer une France dont l'union a toujours fait la force" *(108)*. L'Est Républicain parle d'un "geste brutal d'Hitler contre le traité de Versailles" *(109)*. Il précise que les puissances signataires des accords de Londres et de Rome se concertent.

La nouvelle du rétablissement du sevice militaire obligatoire en Allemagne occupe cinq colonnes à la Une. La veille déjà, elle prenait 2 colonnes en page 1, 2 colonnes en page 2 et la totalité de la rubrique "dernière heure" (presqu'une page). Mercier écrit que le devoir de la France "était de maintenir, à toutes fins utiles, notre force militaire" *(110)*. L'Eclair de l'Est est stupéfait par "l'audace allemande" qui est "sans limite" *(111)*. Quelques jours auparavant il s'était contenté de titrer "l'Allemagne dénonce les clauses militaires du traité de Versailles" *(112)*.

A l'égard de la renaissance du militarisme allemand la lucidité, vigilante ou attristée, est une des caractéristiques des éditoriaux de Charles Ritz du Lorrain.

Le Metzer Freies Journal mesure les graves conséquences d'une telle escalade. Dès 1934, après "la nuit des longs couteaux", Victor Demange dénoncera "la confusion mentale d'Hitler et un dérangement d'esprit commun chez les hommes d'Etat". Pour lui, le sort de l'Univers dépend d'un fou...

* La Sarre choisit l'Allemagne

Le 13 janvier 1935 la Sarre plébiscite à 90,80% son rattachement au IIIème Reich : 477.109 voix contre 46.513 pour le statu-quo. Ainsi se termine, par une massive victoire

allemande, un débat ouvert depuis 1919. Un echec sans surprise pour la plupart des quotidiens lorrains *(113)* qui suivent de très près ce vote. Avant le plébiscite, ils savaient pertinemment les chances françaises perdues d'avance. Ils n'ignoraient pas que la partie se jouait uniquement entre le rattachement à l'Allemagne et le statu-quo, dont le socialiste sarrois, Max Braun, a défendu vigoureusement mais en vain la cause.

Echec sans surprise, mais personne ne s'attendait à une telle déroute. Ainsi L'Est Républicain titre le 16 janvier sur 6 colonnes : "la Sarre a voté son retour à l'Allemagne à une majorité qui a dépassé toute prévision".

Le gouvernement français avait espéré que les communes sarroises proches de sa frontière se prononceraient en sa faveur. La déception est totale. Ainsi la ville qu'avait fondée Louis XIV, Sarrelouis, patrie du Maréchal Ney a-t-elle donné 8.530 voix à l'Allemagne contre seulement 727 à la France. Il est loin le temps ou Le Messin écrivait "on peut évaluer le contingent indigène du pays de la Sarre à 85% de familles originaires du temps de l'occupation française avant 1815. D'où il est facile de conclure à un réveil de sympathies françaises qui avaient pu survivre dans le fond des coeurs et que l'occupation a facile de faire éclater maintenant au soleil des libertés françaises" *(114)* ou encore : "La France en réclamant le territoire qui lui appartenait autrefois et qui lui était volé en violation du traité acquis ne fait que revendiquer son bien ; en prenant possession des charbonnages de la Sarre, elle ne fera qu'exercer une reprise" *(115)*.

Quelles sont les raisons de cet échec ? L'Est Républicain pense que "l'effort gigantesque des hitlériens pour empêcher un vote défavorable" a contribué à la victoire du OUI au rattachement de la Sarre à l'Allemagne. L'Eclair de l'Est regrette pour sa part, avant même l'annonce des résultats, l'absence d'une politique française en Sarre "(L'oeuvre des Français en Sarre) pour qui la connaît bien, force l'admiration... elle était de nature à faire pencher la balance en notre faveur au plébiscite. Mais seulement dans la mesure où la politique de nos gouvernants au lieu de ne rien oser eut poussé dans le même sens. Ceci est hélas une autre histoire" *(116)*.

Le Messin critique également l'attitude de la France : "La Sarre était à nous jusqu'en 1923. Mais l'année suivante nous avons tellement accumulé bêtises sur bêtises que nous avons perdu tout le bénéfice moral de notre grandeur" *(117)*. Le Lorrain, de même : "si nous regrettons une chose... c'est précisément que la France n'ait pas eu davantage de propagande que de doctrine politique en Sarre" *(118)*. L'Express de l'Est

ne fait aucun commentaire. L'Est Républicain affirme que de toute manière "la Sarre ne vaut pas une guerre". Selon René Mercier, la France n'a pas à prendre partie "dans une affaire qui ne nous engage à rien... les Sarrois ont le droit de voter comme il leur plaît, pour le rattachement à l'Allemagne avec ou sans Hitler. Nous n'avons pas de conseils à leur donner, pas même à exprimer nos sentiments dont les votants n'ont que faire" *(119)*.

Trois jours après le plébiscite, le quotidien nancéien un peu en contradiction avec le titre ("une majorité qui dépasse toute prévision") conclut : "peu de gens en Lorraine ont été surpris des résultats... C'est qu'on ignorait point que la Sarre était allemande".

Le Messin et Le Lorrain s'attacheront rapidement à analyser les conséquences de ce plébiscite, surtout celles militaires pour le second, humaines pour le premier *(120)*. L'Eclair de L'Est s'interroge sur le ton conciliant du discours du chancelier : "M. Hitler a rendu hommage à la France et déclare qu'entre notre pays et le sien, aucune compétition territoriale n'existait plus. C'est en bon Allemand déclarer que cette compétition existe encore avec les autres Etats. La question sarroise étant réglée, on va passer chez nos voisins... Pronostics pessimistes ? non pas. La ténacité de l'Allemagne dans son travail de destruction du traité de versailles est-elle que la suite logique en apparaît clairement" *(121)*.

Un peu plus tard le journal nancéien parlera des prétentions coloniales allemandes "qui visent le Togo et le Cameroun" ; "L'appétit allemand n'a plus de limites" *(122)*. Le Messin publiera de nombreux éditoriaux sur les "manoeuvres hitlériennes" et conseille : "il nous faut ouvrir les yeux". Ce que feront tous les quotidiens lorrains. Ainsi L'Express de l'Est après le discours d'Hitler à Rosenheim affirme que "l'Allemagne est de tous les fascismes le plus dangereux parce qu'il convoite des territoires européens... Aux vieux peuples comme aux jeunes.. de méditer sur cette menace" *(123)*. Quelques mois plus tôt, il s'inquiétait que le livre de chevet de l'hitlérisme "Mein Kampf" était entre les mains des écoliers de toutes les écoles germaniques or on peut y lire "page 41 : rien ne pourra être tenté de ce côté-là (l'Est) avant que la France ait été anéantie...voilà qui est clair et catégorique" *(124)*.

Pour Victor Demange, la fin de l'expérience sarroise, c'est aussi la fin de l'époque des "erreurs". Toujours est-il que le directeur du Metzer Freies Journal donne la juste mesure de cet évènement en soulignant qu'"Hitler a remporté non seulement une victoire importante en politique intérieure,

mais le prestige moral de son régime s'est également renforcé sur le plan mondial".

* L'Anschluss

Afin de comprendre les points obscurs du système politique allemand, la perspicacité d'un éditorialiste tel que Ritz est utile. Son excellente connaissance de l'Allemand et de l'Allemagne l'ont aidé à percevoir avec intuitivité la renaissance du danger allemand. Il avait saisi depuis longtemps la puissance du sentiment national allemand et il mesurait avec anxiété l'attraction croissante de l'Allemagne d'Hitler. Ses éditoriaux, rédigés presque quotidiennement, sont d'une très grande lucidité, aussi bien dans l'interprétation du système nazi que dans la compréhension d' Hitler et ses objectifs. Bien informé, il peut déceler le dit et le non-dit des discours du Führer en demeurant très anxieux face à la paralysie de nos gouvernements devant ce dictateur. Ainsi, en février 1938, il rend compte dans une enquête de six articles, de la situation de l'Allemagne, après 5 ans de national-socialisme *(125)*. Charles Ritz tente de révéler une face cachée du IIIème Reich : celle de ses défaillances. En premier lieu, son intérêt se porte sur la réussite du plan économique de 4 ans qui a été mis en place en 1936. Tout semble réussir, l'Allemagne se renforce, le chômage regresse, le PNB augmente, le profit des entreprises aussi. Cependant un point négatif saute aux yeux : le choix économique allemand et son orientation autarcique : "en somme le miracle économique allemand que tant de gens admirent est un miracle fatal, imposé par l'économie fermée. Le travail formidable qu'accomplit le IIIème Reich était nécessaire une fois la décision prise de se suffire à lui-même" *(126)*.

Pour lui, le dynamisme de l'Allemagne est le corollaire normal de la voie économique dans laquelle Hitler s'est engagé, celle-ci ayant une finalité bien précise : le rassemblement de toutes les forces en vue de la guerre. Cette conséquence lointaine et néanmoins probable pour Hitler va de pair avec l'agrandissement de son espace vital. Ainsi pour Charles Ritz tous ces préparatifs ne sont que l'illustration de la bombe à retardement que représente l'Allemagne hitlérienne. Hitler est un danger potentiel que l'on se doit de surveiller et d'apprécier à sa juste valeur.

Verax est moins catégorique : "Puisque M. Hitler doit user de toute son autorité pour mettre fin à des conflits au sein même de l'armée, je me dis que l'Allemagne n'est pas aussi prête à nous faire la guerre qu'il plaît à certains de

l'affirmer" *(127)*. Bref l'opinion de Charles Ritz, concernant l'Allemagne et Hitler, est la seule développée dans la presse lorrraine à cette date. Les autres journaux n'ont pas encore cette intuition, ne s'interrogent pas sur l'évolution du national-socialisme et restent bien plus attachés aux faits. L' Eclair de l'Est ne mentionne même pas le fait qu'Hitler désormais concentre tous les pouvoirs *(128)*. L'Est Républicain se contente de reprendre les commentaires des journaux nationaux qui voient dans le "6 février 1938" l'accomplissement final de la dictature.

Le 13 mars 1938, l'Anschluss entre l'Autriche et l'Allemagne est opéré. Les journaux lorrains réagissent aussitôt : "L'Anschluss est réalisé par un coup de force du Reich sur ordre d'Hitler ; Seyss-Inquart prend le pouvoir en Autriche qu'envahit l'armée allemande" écrit Le Républicain Lorrain. Si le journal de Victor Demange informe ses lecteurs de manière purement évènementielle, il reconnaît que son ancienne confiance basée sur la pacification était fallacieux. Il recommande aussi de ne pas céder à la panique tout en appréciant à leur juste valeur la gravité des faits qui viennent de se produire, la France doit se garder de les dramatiser" *(129)*. Le Lorrain exprime sa vive inquiètude : "nous n'avons cessé de le redire que l'Allemagne de Hitler était l'Allemagne de Bismarck avec un peu de brutalité en plus et que le pangermanisme ne s'arrêterait que lorsque ses insatiables instincts se seraient emparés de la malheureuse Autriche en attendant le reste". Certonciny (directeur du Messin) est de plus en plus lucide. L'ogre allemand n'est pas prêt de se contenter d'un seul pays : "il est bien peu de gens qui se rendent compte à l'heure actuelle de tous les facteurs qui sont en jeu dans la bataille diplomatique engagée par le Reich sur cette question des Sudètes. Quelque soit la solution adoptée ; que le führer absorbe la Tchécoslovaquie ou se trouve obligé d'y renoncer, elle sera grosse de conséquences" *(130)*.

René Mercier se replonge dans Mein Kampf parut entre 1923 (1ère partie) et 1927 (deuxième partie) : "le livre fameux d'Hitler jette sur les évènements actuels une lumière nouvelle et froide et qui s'en est bien pénétré mesure les dangers de l'époque" *(131)*. L'Eclair de l'Est à propos de "Ma doctrine", synthèse de la politique hitlérienne puisée non seulement à la source, c'est-à-dire Mein Kampf, mais empruntée en outre aux écrits, proclamations et discours officiels du führer écrit : "le livre a tout ce qu'il faut pour heurter nos sentiments et nos croyances, et certes sur le terrain spirituel jamais un Français ni un catholique ne pourront s'abstenir de combattre l'invasion du national-socialisme" *(132)*. Pour L'Eclair de l'Est, il faut désormais informer de manière totale le

lecteur, lui donner toutes les possibilités de comprendre véritablement qui est Hitler.

La presse lorraine prend donc de plus en plus conscience, de la phase décisive dans laquelle s'engage le IIIème Reich, qui est la radicalisation de la dictature. Elle veut ainsi dénoncer la paranoïa d'Hitler en informant de manière évènementielle ses lecteurs, des atteintes aux droits de l'homme qui sont perpétrées en Allemagne. Toutefois Le Républicain Lorrain est le seul journal qui développera avec autant d'insistance les menées anti-sémites d'Hitler, dans le but d'accentuer la folie de cet homme à travers son fanatisme racial.

Le Lorrain et Le Messin mentionnent les débordements. La place qui leur est accordée recèle toutefois un impact moins déterminant et impressionnant pour le lecteur. En outre on ne doit pas oublier que beaucoup d'articles sont des reprises de dépêches nationales. Ces deux journaux considèrent ces excès comme la poursuite inexorable de la folie politique du dictateur. L'Est Républicain fait état du "sort atroce des juifs internés dans les camps de concentration" *(133)* mais, comme la presse en général, l'article reste discret. L'Eclair de l'Est, dès 1935, avait fait mention des persécutions "qui continuent dans le Reich contre les Israëlites".

Aucune analyse, mais on note une multiplication des signaux d'alarme. L'image d'Hitler est insidieuse, le lecteur devient le seul juge. Les journaux, à la suite du Lorrain, ne prennent pas le risque de s'engager dans cette bataille : elle est trop fondamentale. Le début d'un crime contre une race entière ! Que réserve alors Hitler à l'Europe ?

Le 29 septembre 1938 se tient la conférence de Munich entre Hitler, Mussolini, Daladier et Chamberlain. L'Allemagne reçoit de la Tchécoslovaquie le Territoire des Sudètes. Un pacte de non-agression germano-britannique est signé le 30 septembre, et lors de la déclaration franco-allemande du 6 décembre, l'Allemagne reconnaît expressement ses frontières de l'ouest. L'expansion allemande devrait s'arrêter : Hitler proclame que le Territoire des Sudètes est sa dernière revendication teritoriale (26 septembre).

"La paix". Le titre occupe une longue partie de la Une de l'édition du Messin datée du 30 septembre 1938, et atteste le soulagement total qui suit les accords de Munich. Les doutes qui subsistaient encore le 29 en qualifiant la conférence de "chant du cygne" sont envolés. Le Messin envisage alors une longue ère pacifique et compare Daladier à un véritable pélerin de la paix.

Charles Ritz intitule aussi son éditorial "C'est la paix". Toutefois il demeure très critique à l'égard du gouvernement qui a mené la France à cette situation extrême : "si nous en sommes arrivés là, c'est de la faute à ceux qui n'ont jamais voulu comprendre la situation en Europe Centrale". Pour lui, il faut se réjouir que la paix soit gagnée mais son journal Le Lorrain reste plus mesuré que Le Messin dans l'expression de sa satisfaction.

Le Républicain Lorrain conçoit cet acte comme la concrétisation de la paix : "pour Hitler c'est un repli, sur le plan international, c'est un rapt" *(134)*. Victor Demange place toute sa confiance et ses espérances dans les accords. L'Est Républicain fait un éloge manifeste de la paix. Tous les éditoriaux de René Mercier sont imprégnés de son sentiment patriotique, développé et constant, et couronne le succès de Daladier donc de la France. Pour lui, Munich fait complètement disparaître le spectre de la guerre, donc de la menace d'Hitler et une ère nouvelle s'annonce. L'Eclair de l'Est rejoint entièrement le point de vue de L'Est Républicain.

Passée la liesse qu'a provoqué l'annonce de cette libération, la presse redevient lucide à l'égard de l'Allemagne et laisse entrevoir sa méfiance. Henri Godmard, du Messin, écrit que la paix ne peut durer que si la France arrive à contenir la pression germanique car "aujourd'hui personne ne peut espérer qu'Hitler s'en tiendra là" *(135)*.

Le journal qui semble le plus adhérer à la théorie anti-munichoise, est Le Lorrain. Charles Ritz fait bien apparaître dans son éditorial du 1er octobre 1938, que le Français ne se soucie que d'une chose : la Paix. Le futur et le comportement d'Hitler ne sont aucunement envisagés. L'éditorialiste ajoute qu'il voit l'Allemand "jouer dans le concert des Nations un rôle grandissant... Nous voyons la caducité des traités, approuvée et enregistrée dans un accord solennel... Nous voyons l'Allemagne qui avait naguère juré de ne plus avoir de revendications territoriales en Europe, considérer une fois de plus ses promesses comme tout à fait relatives c'est-à-dire sans valeur... si la vie, la vitalité allemande l'exigent". Par ces propos, Charles Ritz cerne de façon magistrale, le fond de la pensée d'Hitler. Il livre à ses lecteurs la véritable image du führer que l'on doit percevoir, malgré l'accalmie qu'il a choisie de faire régner.

Le Républicain Lorrain préfère adopter un comportement pro-munichois. Cette croyance dans la paix ne le quittera pas ce qui tend à expliquer son ton modéré en dépit de sa méfiance à l'égard d'Hitler : "jamais dans l'histoire, les armes n'ont joué un rôle si pacifique... la paix est sauvée et qui plus

est, une entente s'amorce entre les grands antagonistes en Europe" *(136)*.

L'Eclair de l'Est après le discours de Sarrebruck, le 9 octobre, par lequel Hitler réaffirme que l'Allemagne n'a plus de revendications à formuler à l'égard des nations de son entourage, est un des rares journaux à livrer à ses lecteurs une analyse pertinente : "ce n'est pas la première fois que nous entendons les mêmes phrases dont les évènements ont démontré la dangeureuse élasticité. C'est-à-dire que la confiance que nous pouvions accorder doit être entourée de toutes les précautions nécessaires" *(137)*. Emile Meyer prend donc position face à Hitler ce qui démontre qu'il ne croit pas trop à la sécurité des accords de Munich en dépit de sa forte acclamation antérieure, résultant plus d'un immense soulagement. Il est le seul à réagir à brûle-pourpoint à la déclaration d'Hitler. A. Mociblon, a également commenté ce discours mais l'article ne figure pas à la Une du Messin : "La vérité est qu'il n'y a ni bonne, ni mauvaise Allemagne, mais une Allemagne éternellement éprise de domination. Ce serait une erreur de croire qu'Hitler va s'arrêter en si bon chemin et mettre un terme à ses exigences. Poussé par son insatiable ambition, il voudra toujours s'agrandir... le pacte à 4 est encore le meilleur moyen de retarder une échéance fatale" *(138)*.

Pour le Républicain Lorrrain rien ne serait plus dangereux que de s'endormir sur les résultats de Munich et de croire la tranquilité de l'Europe assurée, ce serait s'exposer à de terribles réveils *(139)*. Peu à peu la méfiance de Victor Demange s'éveille et les espoirs suscités par Munich s'effritent.

Le 9 et 10 novembre a lieu la "nuit de cristal" : synagogues incendiées, profanation des cimetières, arrestation d'environ 26.000 juifs. Curieusement la presse lorraine se contente de reproduire les dépêches des agences, conserve une certaine distance face à l'évènement et ne montre que très peu son indignation face à Hitler. Ceci même, quand elle apprend le 9 au soir "qu'une lame de fond déferle sur les Israëlites en Allemagne". Seuls les titres sont éloquents : "explosion de terreur anti-juive dans tout le Reich" (Le Lorrain du 11 novembre) ; "de violentes manifestations anti-sémites en Allemagne" (Le Messin même date). Cependant aucune analyse, aucun commentaire. La presse se borne à une description plus ou moins méthodique des saccages, destructions, poursuites et meurtres.

Après avoir fait la "Une" pendant huit jours, l'évènement tombe dans l'oubli le plus total alors que des dispositions sévères viennent d'être prises contre les Juifs. Cette

discrétion pourrait être révélatrice d'un phénomène plus inquiétant en Lorraine : le réveil du sentiment anti-sémite ou disons xénophobe. Le Lorrain publie durant cette semaine dramatique un article dévoilant cette pensée (le 11 novembre). Le Messin avait publié le 4 et le 5 de ce même mois deux articles d'un ton similaire : certes Hitler est un danger, mais sa politique ne serait peut-être pas si mauvaise en certains aspects !

Le 15-16 mars 1939, les troupes allemandes entrent en Tchécoslovaquie, le jour même est créé un protectorat de Bohême et de Moravie. Le Lorrain est le premier à analyser le plus logiquememnt l'action du chancelier. Pour cela il fonde son explication sur les faiblesses de l'Allemand. Le seul moyen pour le Reich de freiner cette pente dangereuse qui risque de la déstabiliser, est un coup d'éclat - Pourquoi ? "Un empire dictatorial est obligé à une réussite continuelle, à une suite de réussites, à une politique de grandeur et de prestige" *(140)*.

Le Messin aussi exprime vivement ses impressions : "une fois de plus Hitler gagne la partie avec le même jeu et continue à diriger les évènements de sa propre autorité" *(141)*. Le Messin perçoit le führer tel le dirigeant, maître de sa politique qu'il mène tambour-battant selon sa conception ; alors que pour Le Lorrain, Hitler est prisonnier de la dynamique de son système qui lui dicte plus ou moins sa conduite. Il est l'agent du national-socialisme. Bref, les deux journaux clament haut et fort ce qu'il supputaient mais qu'ils n'osaient pas trop avancer par souci de protection d'une certaine stabilité.

Le Républicain Lorrain, tout en mettant l'accent sur l'hypocrisie du führer, y apporte une modération en concluant : "il ne convient pas d'attendre de cette situation des répercutions immédiates. Il ne convient pas de la dramatiser. Mais il serait bien difficile à Hitler de ramener quelque confiance dans les regards qui plus que jamais se tournent vers lui" *(142)*.

Les quelques articles de L'Est Républicain et de L'Eclair de l'Est rejoignent en grande partie, malgré leur manque de richesse et d'originalité les points de vues des deux quotidiens messins. Le Messin conclut : "dément de la plus dangereuse espèce, de l'espèce mystique capable de folies de grandeurs les plus imprévues, de tous les coups d'audace voués aux échecs les plus certains et qui ne peut terminer sa carrière que dans le carnage et le sang" *(143)*. Moins de 6 mois plus tard la Grande-Bretagne et la France déclareront la guerre à l'Allemagne.

De janvier à septembre 1938, Hitler est donc, d'abord, perçu comme un conquérant, à la volonté expansionniste menaçante. Puis après Munich, l'image du führer devient hésitante parfois, déterminée aussi, en raison de son cynisme et de son machiavélisme politique, car, Hitler a entrepris de mener un double jeu dangereux en prônant, d'octobre 1938 à septembre 1939, un pacifisme que la presse mosellane n'a pas tardé à qualifier de fallacieux. Deux journaux ont ouvertement pris position dès le début de 1938 : Le Lorrain et L'Echo de Thionville ; "Le chancelier est une très grande menace pour la France". Ils perçoivent avec acuité, perspicacité l'ampleur de ses volontés... la rapidité et la facilité avec lesquelles il les exécute posent la gravité du problème.

A l'inverse, le reste de la presse demeure modérée et peu encline à la réflexion. Le Messin défend une position intermédiaire, envisageant les risques, sans être virulent. Ce n'est qu'après l'Anschluss, qu'il détermine son choix et entame sa lutte contre Hitler. Ses propos sont de plus en plus acerbes et cinglants, sa compréhension de l'avenir plus lucide. Le Républicain Lorrain lui, est très modéré. Il estime, au moment de l'Anschluss, que c'est un évènement très grave et important, qu'il ne faut toutefois pas dramatiser. L'Est Républicain et L'Eclair de l'Est affichent un certain retrait dans leurs opinions par rapport à la presse messine. Ils ne s'engagent pas. D'ailleurs L'Eclair de l'Est ne voit rien d'alarmant dans l'Anschluss, il ne pense pas qu'Hitler soit un problème pour la France ! Mais après Munich, il comprend que la politique du führer n'est qu'une immense opération réfléchie empreinte de duplicité. L'Eclair de l'Est prend conscience de ses erreurs et ne veut plus se laisser duper par un danger qu'il avait sous-estimé. Le journal devient clairvoyant jusqu'à la déclaration de la guerre. L'Est Républicain au lendemain de Munich, croit en la paix. Il appelle tous les Français à se mobiliser pour le travail. Ainsi "la France sera assez forte avec les peuples amis pour imposer la paix, la paix intégrale" écrit-il le 9 octobre

1938. Avec l'invasion de la Tchécoslovaquie, René Mercier change d'attitude. Il craint le pire mais l'exprime avec son habituelle modération et sans grande originalité !
Selon Laurence Andriès, qui a comptabilisé le nombre d'articles concernant l'image d'Hitler dans la presse lorraine *(144)*, Le Lorrain et Le Messin réduisent leur parution à partir du 4ème trimestre 1938, c'est-à-dire juste après la signature des accords de Munich. Cela correspond à une volonté de ne plus informer massivement car la situation internationale a évolué, et aussi le souci de ne pas trop alarmer les lecteurs tout en continuant leurs perpétuelles mises en garde. Ils les ont déjà suffisamment tenu au courant de la menace terrible qu'était Hitler. En revanche, toujours selon Laurence Andriès, un mouvement inverse est à noter pour Le Républicain Lorrain, L'Est Républicain et L'Eclair de l'Est. Passée l'alerte de septembre 1938, ils ont pris conscience du danger que représente Hitler. C'est en ce sens qu'ils se sentent obligés de révéler à leurs lecteurs leur nouvelle façon de voir le führer, en publiant un nombre important de commentaires.

c) La Presse lorraine face à l'Union Soviétique en 1939

La crise de mars 1939, marque la fin des espoirs suscités par les accords de Munich. La France se rend compte qu'il est vain de se reposer sur toute entente avec l'Allemagne. La Grande-Bretagne ressent le coup de force de mars 39 comme un affront à l'égard de la volonté d'apaisement clairement définie Outre-Manche. Les deux pays renforcent leurs relations. Le "front de la paix" naît face à l'axe germano-italien. Chaque bloc cherche à se renforcer. Les sollicitations les plus pressantes sont adressées à l'Union Soviétique. Des négociations tri-partites entre Russes, Anglais et Français commencent en avril 1939.

La presse lorraine évoque ces négociations dès leur annonce. La plupart des quotidiens messins estiment que cette recherche de nouveaux alliés ne doit pas passer pour une manoeuvre d'encerclement de l'Allemagne. Mais pour eux, se pose surtout le problème de l'allié virtuel. Ainsi Henri Godmard (Le Messin), s'il demeure le seul à tirer quelque espoir des négociations en cours, n'en exprime pas moins sa méfiance à l'égard du partenaire soviétique : "l'horizon se brouille du côté de la Russie... Démission de M. Lilvinoff. Les Soviets entendent mettre à leur prix, leur concours à la

défense de la paix. Les Anglais se refusent à prendre des engagements, pour secourir un peuple prêt à ne pas tenir les siens. Pour la Grande-Bretagne : promesse collective de secourir les Etats d'Europe centrale. Staline veut plus. Il ne faut pas chercher d'autres explications aux lenteurs des négociations anglo-soviétiques. Celles-ci seront laborieuses mais il y a tout lieu de penser qu'elles aboutiront à un résultat favorable" *(145)*. Seul le côté interessé est mis en cause.

Quelques jours plus tard, Henri Godmard revient sur le malaise anglo-soviétique : "la Russie veut une alliance militaire illimitée au profit des soviets. Il ne faut pas s'empresser de conclure à un échec probable des négociations, celles-ci aboutiront à un accord" *(146)*. Cet optimisme persistera à l'annonce d'entretiens militaires (3 avril) : "il a été convenu d'établir immédiatement entre les trois états-majors un contact stratégique, à toutes fins utiles. L'essentiel est d'être prêt à toute éventualité" *(147)*. Malgré ces commentaires optimistes, il n'en reste pas moins qu'au sein de la rédaction du Messin la plupart des journalistes rejettent, plus ou moins, les contacts avec la Russie bolchévique, y compris Godmard. Depuis la fin de la Première guerre mondiale, elle est accusée de tous les maux et responsable de tout ce qui peut arriver de mal dans le monde. Le journal de Certonciny a toujours été violemment anti-bolchévique et il prédit régulièrement sa fin.

Le Lorrain est résolument hostile à la Russie bolchévique. Il souligne la faiblesse de l'URSS, le caractère pernicieux de son idéologie et dénonce de nouveaux contacts germano-soviétiques. Moscou demeure en effet "le dépôt central d'une doctrine explosive, d'un communisme dont la tâche centrale est d'organiser la révolution mondiale. Dès lors y-a-t-il un réel avantage à s'encombrer d'un aussi redoutable allié ? Le jeu des soviets devient de plus en plus clair et les chicanes qu'ils ont soulevées à propos de la garantie des Etats baltes ne peuvent tromper. Il est grand temps qu'on liquide la question bolchévique, tant sur le plan extérieur qu'intérieur" *(148)*.

Paul Durand refuse délibérément, de sacrifier aux dangers extérieurs, les menaces intérieures, autrement plus conséquentes à ses yeux. André Mociblon du Messin affiche une position similaire et propose même une solution de rechange *(149)* : "la Russie progresse. En même temps qu'on lance l'alliance, comme on lança jadis l'emprunt qui eut le sort que l'on sait, on cesse subitement de parler des possibilités de l'intervention américaine... Tout se passe comme dans un monde à l'envers. Garantie aux peuples baltes qui n'en

veulent pas et la repoussent à corps et à cris... interdiction à la France et à l'Angleterre de conclure une paix séparée. (Après) Brest Livtosk ce trait est magnifique". Le Messin dévoile "le double jeu de Staline" *(150)* et qualifie de "chinoiseries" les tractations de Moscou *(151)*.

La lenteur des négociations entreprises à trois, est mise entièrement au compte de l'URSS, qui mènerait parallèlement des discussions secrètes avec les Allemands "l'inconnue du Kremlin. Qu'on finisse avec cette comédie dangereuse... voici depuis trois mois que la diplomatie anglo-française se perd en ridicules palabres avec les sorciers du Kremlin. A vrai dire le sphinx de Moscou cache son jeu qui est d'entraîner l'Europe dans une conflagration générale d'où la révolution moscoutaire tirerait seule le macabre bénéfice. Au XVIIIème congrès du parti, Staline a défini la politique bolchéviste en ménageant ostensiblement l'Allemagne... (par une) politique de paix et consolidation des relations d'affaires avec tous les pays... A Moscou on sait finasser à la manière de Stresemann. Ce jeu de dupes, les diplomates français et anglais qui perdent leur temps à Moscou doivent savoir le déceler. Mais alors qu'on mette fin à cette comédie qui est dangereuse" *(152)*.

Le Républicain lorrain prône une attitude tout à fait différente : celle de la neutralité. Pendant les quatre mois durant lesquels se dérouleront les négociations tri-partites, il se contera de publier des informations de caractère général. Le lecteur est seulement renseigné sur le déroulement des négociations, afin qu'aucune prise de position ne vienne influencer son jugement *(153)*. Cette neutralité est cependant teintée d'une certaine bienveillance : aucune critique n'est soulevée à propos de l'extrême lenteur des négociations, et les revendications soviétiques sont présentées telles quelles *(154)*.

L'Est Républicain lui, approuve ouvertement les négociations entreprises. Il se rallie à la vieille conception de l'alliance russe de revers : "une alliance anglo-franco-russe ?" telle est la question que se pose Ludovic Naudeau qui enjoint le lecteur de "regarder la carte"... "La France n'a aucun moyen de soutenir directement la Pologne" au contraire de l'Union soviétique. "Mais qu'est-ce-que la Russie aujourd'hui ? un seul point est certain (elle possède) un armement supérieur à celui de 1914... Bien des Français disent qu'un accord avec ce foyer de propagande subversive serait pour nous périlleux. Je ne le nie pas, mais je dis que la réussite pour les Anglo-Français de trouver le colossal allié de l'Est, tel qu'il est, doit dans ces heures

très critiques l'emporter dans notre esprit sur des risques qui ne seraient pour nous des risques que si nous étions maladroitement gouvernés" *(155)*.

Raymond Léonard, éditorialiste de L'Est Républicain, dans un article paru le 26 juin 1939, analyse à son tour la tentative de rapprochement russo-anglo-français. A ses yeux, le principal objectif est d'obtenir une "garantie franco-britannique renforcée par l'URSS, avec l'appui de 170 millions d'habitants, d'une industrie lourde fort importante, d'une armée de 1.800.000 hommes". Mais il subsiste "des problèmes psychologiques et politiques. La réserve de la Grande-Bretagne vient du clan des conservateurs de la City ; ... problèmes politiques... La Pologne et la Roumanie ne voulurent pas de cette garantie russe... cependant le temps presse, l'Allemagne profitant des difficultés, envoie une mission économique en Russie... et plus nombreux sont ceux qui pensent que l'ancienne théorie de Lénine n'a pas été abandonnée : s'engager le moins possible dans une guerre afin de conserver une armée susceptible d'imposer en Europe les principes soviétiques".

Après avoir prôné une attitude des plus favorables envers les projets d'alliance avec l'URSS, L'Est Républicain exprime donc de nettes réserves. L'URSS n'est pas mis en cause directement mais la lenteur des pourparlers, sinon l'absence totale des résultats finit par excéder les patiences les mieux ancrées. A l'annonce de la conclusion d'un pacte de non-agression entre Staline et Hitler, les espoirs de L'Est Républicain se trouvent cruellement déçus. Néanmoins le journal de Mercier ne villipende pas la duplicité soviétique et se contente d'annoncer la nouvelle *(156)* en précisant que le pacte "a provoqué une vive surprise... (mais) à Moscou on assure qu'(il) n'est nullement incompatible avec la continuation des pourparlers. Le fait ne semble pas avoir été mesuré dans toute sa gravité. Ludovic Naudeau, quelques jours plus tard, avouera ne pas comprendre ce défi au bon sens, en raison des idéologies prônées de part et d'autre. Mais si la duplicité du Kremlin est reconnue, à aucun moment n'éclate une invective. Une faute de jugement a été commise, en plaçant de bonne foi, certains espoirs du côté soviétique, il ne s'agit pas de tomber dans l'erreur inverse.

L'annonce de la conclusion d'un pacte de non-agression entre Staline et Hitler ne surprendra pas seulement L'Est Républicain. Les premiers commentaires démontrent que les lorrains ont du mal à réaliser. Le Républicain lorrain, dans un premier temps ne se départit pas de sa position : il reste neutre. Cependant la fermeté demeure de rigueur : "rien ne prendra les démocraties au dépourvu" *(157)*. Le quotidien

poursuit en observant que "l'unité de vue et d'action entre Paris, Londres et Varsovie en cas de guerre" demeure mais concède que les Soviétiques resteront la "seule puissance intacte" *(158)*. Au moment de la signature du pacte germano-soviétique, Le Républicain lorrain souligne *(159)* qu'il "a été signé hier à Moscou. Les Soviets donnent carte blanche au Reich en ce qui touche à Dantzig, la Pologne ou tout autre Etat qu'il plairait à Hitler d'attaquer. Et comme ce nouvel accord est entré immédiatement en vigueur, il faut s'attendre à ce que l'Allemagne agisse sans retard".

Le Messin tente de minimiser la portée de ce pacte par une question paradoxale : est-ce un coup de théatre ? *(160)*. La raison selon lui de la signature de ce pacte c'est que Staline poursuit un but unique : "se maintenir hors du conflit". Henri Godmard conserve un ton désabusé et ironique en ramenant "la duplicité du Kremlin" .. "à l'explosion d'un pétard" : "ou bien Staline reprend la politique des tsars, et il entrevoit un nouveau partage de la Pologne ; ou bien il exerce un chantage contre les démocraties... beaucoup de bruit pour rien... ce qui est le plus à redouter, c'est l'occupation de Dantzig par le führer, dans deux ou trois jours, il y semble bien décidé".

La victoire allemande constitue le centre des premiers commentaires du Lorrain, plus encore que chez son confrère le Messin *(161)* : "la prochaine conclusion du pacte germano-soviétique a fait sensation dans le monde entier" (le texte est souligné). "A Berlin on considère que la politique d'encerclement a échoué et que la voie est libre vers Dantzig. Moscou prétend que les pourparlers d'état-major anglo-franco-soviétiques peuvent néanmoins continuer... la presse allemande jubile".

Le Lorrain qui réprouvait avec vigueur les négociations tri-partites, a du mal à se faire à l'idée du pacte germano-soviétique. Il le repousse au rang de l'hypothèse jusqu'au vu du traité en bonne et due forme : "le pacte de non-agression sera-t-il conclu entre les ennemis mortels du nazisme et du communisme. Si cet accord doit garantir la non-immixtion et la neutralité des Soviets en cas de conflit européen, la trahison rouge est certaine. Hitler fait un calcul complètement faux s'il croit intimider la Pologne et ses alliés en enlevant la carte russe de leur jeu... le bluff et même la menace n'impressionnent plus". Le quotidien perçoit en fait nettement la victoire diplomatique allemande et toutes les conséquences qui peuvent en découler. Et, dès confirmation, il le condamnera avec force.

Par la plume de Paul Durand, sont dénoncés "les rouges marionnettes contre la paix" *(162)*. "Nous avons toujours mis l'opinion en garde à propos des négociations entamées avec

Moscou... (il était) logique d'éloigner de l'Axe le réservoir économique russe. Le jeu des moscoutaires est définitivement démasqué. Le pacte favorise la croisade du communisme mondial. Les Soviets n'ont aucun intérêt à participer à la guerre. Mais Staline et ses sbires ont tout intérêt à suivre un conflit européen en spectateurs... pour propager le collectivisme en profitant des malheurs de chacun. Ce plan, on peut être certain, est celui de Moscou, (après) les extravagantes exigences et la lenteur voulue des négociations. Aujourd'hui l'incertitude est dissipée pour l'Allemagne... (cela) a fortifié la position hitlérienne. Dans quelques jours, Hitler essaiera de mettre la main sur Dantzig. Le triangle Paris-Londres-Varsovie ripostera. Ce sera un jeu d'enfant de dénoncer les démocraties ivres de sang et de conquêtes. Alors, est-ce la guerre ? Pas encore. Hitler en profitera pour brusquer le problème de Dantzig".

La Lothringer Volkszeitung qualifie le pacte de non-agression de second Brest-Litovsk : "nos amis les russes nous ont menés par le bout du nez pendant quatre mois" *(163)* et s'indigne "où sont les traitres ? En Allemagne ainsi que les communistes. Nous étions prévenus" *(164)*. Le même jour est publié le texte du pacte, ce "document de la trahison". Le Metzer Katholisches Volksblatt lance une diatribe à l'adresse de la Russie : "Rarement l'on vit double jeu plus ignoble en politique. Pour la deuxième fois des Soviets trahissent la cause de la paix, comme ils l'avaient déjà fait en 1917 à Brest-Litovsk... ce pacte livre la Pologne catholique au couteau d'Hitler. Il faut être prêt à toute éventualité" *(165)*.

Même Le Républicain lorrain abandonne son ton assez neutre pour une indignation des plus outrée : "face aux évènements" le quotidien messin admet malgré lui que "le mensonge et la trahison sont érigés en doctrine d'Etat" *(166)*. "L'Europe se trouve au bord du gouffre" écrit Le Lorrain le 25 août. "Une imprudence et c'est la catastrophe". La presse lorraine a conscience du danger extrême qui menace la paix mais elle demeure ferme et résolue.

d) La Guerre d'Espagne

La guerre d'Espagne qui aurait pu démontrer aux Français à quels affrontements sanglants peut conduire la division de l'esprit public, ne fit au contraire qu'aggraver cette division. La gauche et l'extrême-gauche se sentirent aussitôt solidaires du gouvernement légal, tandis que la droite et l'extrême-droite prenaient parti pour les insurgés.

Pour les premiers, défendre la République en Espagne était la défendre en France. Ses frontières devaient s'effacer devant la communauté des idéologies et des principes. De son côté, la droite activiste voyait de façon positive, la tentative du général Franco, qui devait favoriser à ses yeux ses aspirations secrètes : renverser le régime parlementaire et établir une dictature en France. Cependant les deux corps n'étaient pas tout à fait homogènes. Il y eut des hommes de gauche qui, voulant à tout prix préserver la paix en Europe, gardaient le silence. La politique de non-intervention gouvernementale fut inspirée par eux. De même, certains hommes de droite n'applaudirent pas inconditionnellement aux faits et gestes du général Franco. Les catholiques s'interrogèrent, certains avaient des scrupules de conscience.

Au niveau de la presse, on retrouve ces mêmes tendances. Avec, en Lorraine, quelques nuances dues à la proximité de la frontière.

La première question que se pose les quotidiens lorrains est celle du parallèlisme entre le Front populaire français et celui espagnol. Ce qui arrive, au-delà des Pyrénées peut-il se produire dans notre pays.

Pour Le Républicain lorrain, à peine âgé de quelques jours (le premier numéro rappelons-le date du 13 septembre 1936), la réponse est non. En premier lieu parce que le divorce qui existe entre une partie de la nation espagnole et son armée de métier, n'est pas possible en France puisque "notre armée recrute dans toutes les classes" *(167)*, ensuite parceque la masse de la population ouvrière de notre région ne se lancerait pas dans de pareilles expériences car "la situation chez nous est différente (...) la France n'est pas l'Espagne". "Un ordre social nouveau, la justice sociale ? cela nos ouvriers, nos paysans le veulent. Mais la guerre civile, personne n'en veut sauf peut-être quelques agitateurs à l'extrême-gauche, tout comme à l'extrême-droite" *(168)*. La raison fondamentale de cette différence est à rechercher dans la mentalité des deux peuples bien dissemblables.

Les Espagnols ont cette "passion féroce pour le sang et la mort", "Cette incroyable fureur guerrière héroïque, mais dévastatrice qu'on déploie de part et d'autre, voilà bien des choses d'Espagne "Cosas de Espana" comme on dit là-bas, qui nous sont étrangères" *(169)*. Le Républicain Lorrain souligne également la différence entre les syndicats des deux pays. Celui espagnol est "fortement soumis à l'influence d'éléments anarchistes qui ne connaissent que la violence et la destruction". Celui français est un "élément constructif et collaborateur. Une organisation pour la défense des intérêts

légitimes des travailleurs" *(170)*.

Plusieurs journaux lorrains partagent cette idée de passion féroce des Espagnols pour la guerre, et soulignent le caractère hispanique prêt à s'enflammer à la moindre étincelle. Ainsi L'Express de l'Est remarque, que "les Espagnols ont quelque chose de passionné, de primitif" qui sert le fanatisme *(171)*.

L'Eclair de l'Est, Le Lorrain et Le Messin voient en cette guerre le résultat de la politique inspirée par les Soviets. Le risque de contagion est certain. En Espagne "comme en France, s'est établie, un Front populaire", son action peut se résumer à quelques mots : "les incendies, les assassinats, le pillage, les soviets. D'après les renseignements les plus modérés, ceux que le gouvernement espagnol ne conteste pas, il y a eut en Espagne depuis le triomphe du Front populaire, 68 églises incendiées, 72 personnes tuées, 500 blessés et ces chiffres sont de beaucoup inférieurs à la réalité" *(172)*. Volonté délibérée de L'Eclair de l'Est : faire peur. Il ne cessera de rappeler ces chiffres tout au long de l'année et en fonction de l'évolution du conflit.

Le Lorrain écrit également que le Front populaire en Espagne est synonyme de pillage des églises, d'assassinat des religieux *(173)*. Enfin Le Messin ne se gêne pas pour titrer "Vive Franco" quand celui-ci lors d'un interview accordé à un journal parisien, déclare qu'il y a deux France comme il y a deux Espagne, une sous influence étrangère -elle est minoritaire- et l'autre -la vraie, celle des nationaux qu'il aime- *(174)*. Le quotidien publiera une série intitulée "pour sauver l'Espagne" à la gloire des insurgés *(175)*.

Faut-il intervenir ou non ? La plupart des quotidiens lorrains sont d'accord pour ne pas se mêler de ce conflit... peu importe les convictions et préférences.

Si le Lorrain approuve ces "militaires dégoutés du régime bolchévique" qui veulent "rétablir l'ordre contre les Soviets très fiers du sang que la révolution fait couler là-bas" *(176)*, il insiste sur une nécessaire neutralité et met en garde le gouvernement. Le Front populaire en France se doit d'agir avec la plus extrême prudence "et ne pas s'identifier avec le vacillant gouvernement du front populaire en Espagne. Ce serait alors s'identifier avec le bolchévisme, avec l'anarchie, avec le chaos de passions dans lequel Moscou avait porté la torche incendiaire" *(177)*. S'il ne faut pas faire le jeu de Moscou, il ne faut pas non plus faire celui de Berlin. Les Lorrains en ont assez d'être des sacrifiés. Intervenir "ce serait appeler un jour ou l'autre (...)

l'immixtion de nos voisins de l'Est dans nos affaires intérieures. Un précédent en appelle un autre d'autant plus que M. Hitler nous a prévenu qu'il ne supporterait pas que le drapeau rouge triomphe à la fois à Moscou et à Paris" *(178)*.

Même inquiétude à L'Express de l'Est ("le danger de l'Est est beaucoup plus grand, on doit y veiller de très près" écrit Pol Ramber le 18/10/1936), et à L'Est Républicain : "nous ne voulons pas en outre qu'une intervention française donne prétexte au chancelier Hitler d'intervenir aussi dans le sens contraire et, fournisse à l'Allemagne un motif supplémentaire à l'augmentation de son service militaire et à l'accroissement de ses armements" *(179)*. Pour René Mercier cette guerre est spécifiquement civile et "transporter chez un autre peuple les passions politiques de chez soi est dangereux à l'extrême (...) Prendre parti pour les uns ou pour les autres dans un pays qui n'est pas le notre c'est prolonger une guerre civile où nous n'avons que faire (...) Notre concours étant sollicité à la fois par les deux parties, notre cruel devoir est de le refuser aux uns et aux autres parce qu'il ne nous appartient pas de juger entre eux et parce que notre participation à la bataille serait immédiatement suivie de la participation des autres nations et amènerait fatalement la guerre entre toutes ces nations". Bref, l'attitude du gouvernement qui décide de rester neutre "est la plus raisonnable, la plus sage" *(180)*.

En outre "la plus élémentaire discrétion nous interdit de nous mêler" de ce tragique conflit, car "quelle que soit notre préférence pour tel ou tel régime, nous n'avons pas le droit de l'imposer par quelque moyen que ce soit à ce peuple qui est libre de choisir à son gré". Il est, enfin, criminel "d'accentuer une lutte mortelle" en livrant des armes à l'un ou l'autre des acteurs du conflit. Le rôle des gouvernements -et d'eux seuls- est d'examiner les faits : "Ils ont seuls la possibilité d'en connaître l'origine, d'en calculer la répercussion, d'en éviter le renouvellement" *(181)*.

L'Eclair de l'Est doute de la neutralité du gouvernement français. En juillet il écrit qu'il "est établi que le gouvernement Blum était prêt à livrer du matériel de guerre au Front populaire d'Espagne". Heureusement "ces monstrueux projets" des "nouveaux marchand de canons" ont été déjoués *(182)*. Selon Meyer, entre les communistes qui veulent nous mener à la guerre anti-fasciste et les radicaux "qui ont conservé quelques notions de sagesse gouvernementale" nous faisons une politique "d'une honnêteté douteuse dont l'esprit non interventionniste se trouve seulement dans les mots" *(183)*.

Pour le journal qui a pris nettement parti pour le "parti anti-marxiste du général Franco" contre "le gouvernement

terroriste espagnol", l'Allemagne reste la préoccupation essentielle. L'Eclair de l'Est a toujours fait comme Le Messin une distinction entre le fascisme auquel il est favorable, et le nazisme qu'il hait. L'ordre romain n'est pas la barbarie allemande. Son anti-bolchévisme virulent, son soutien aux mouvements de restauration des "régimes forts" en Italie et en Espagne, ne doit pas faire oublier son anti-germanisme radical, "pour l'Allemagne l'armée n'est pas un organisme de défense mais un instrument de conquête. Lui donner la possibilité de réarmer c'était la laisser s'engager dans une voie qui la menait logiquement-étant donné son état d'esprit- vers l'accroissement constant et grave de sa force militaire, vers la réoccupation des zones démilitarisées et vers un conflit dont la seule inconnue paraît être maintenant de savoir s'il se déclenchera à l'Est ou à l'Ouest" *(184)*. La "carence totale de la diplomatie du Front populaire, sa subordination aux excités du bolchévisme permettent au Reich d'apparaître comme le défenseur de la civilisation". Et le bolchévisme, s'il n'est qu'un prétexte pour l'Allemagne à sa volonté d'agression contre la Russie, repose selon Meyer "sur des faits trop exacts" *(185)*. L'alliance entre le Japon et l'Allemagne n'est qu'un étape supplémentaire vers cette guerre qu'il redoute mais croit de plus en plus inévitable.

Pour beaucoup de quotidiens lorrains, cette guerre est de moins en moins une guerre civile. Elle a pris un "aspect de guerre d'idées, de civilisation, de système de lutte où les nations d'Europe se rencontrent avec les préférences, avec les passions, et les haines. La guerre d'Espagne n'est plus, pour la plupart, ce quelle a pu être au début, un soulèvement d'un parti politique contre le pouvoir établi. Elle est devenue la guerre des forces nationales contre les forces bolchéviques *(186)*, la lutte de la civilisation traditionnelle de l'Espagne contre la barbarie asiatique des soviets" pour les partisans des insurgés *(187)*, ou la lutte pour la survie de la République pour les partisans des loyalistes.

Quoiqu'il en soit, la politique de la France à l'égard de l'Espagne commandait l'ensemble de sa politique étrangère. Elle ne pouvait être arrêtée sous l'emprise des idées à priori, ou des passions , fussent-elles justifiées par les sentiments les plus valables. Les quotidiens lorrains dans leur ensemble l'ont bien compris, ils persistent dans l'idée que la France ne doit pas intervenir : " quelles que soient nos préférences personnelles dans la lutte d'idées engagées en Espagne, tous les Français doivent se rallier autour de la formule de neutralité, de non-intervention qui est celle du Quai d'Orsay" *(188)* écrit Le Lorrain, que l'on ne peut pas qualifier de proche du Front populaire.

La guerre se poursuivra jusqu'en 1939. Le 28 mars de cette année-là, l'armée franquiste entre à Madrid... treize jours après l'entrée des troupes allemandes à Prague, trois semaines avant l'invasion de l'Albanie par celles de Mussolini. Tout au long des 32 mois qu'elle aura duré, la plupart des journaux souligneront l'atrocité de cette guerre, mais aussi son caractère moderne. Sur la terre espagnole ont été mises à l'épreuve, les armes qui vont bientôt se faire entendre ailleurs : "c'est la permière guerre civile avec l'utilisation de moyens modernes... C'est la première révolution qui voit le sol de la patrie, les villes et les habitants bombardés par des avions de guerre, de l'artillerie ..." *(189)*.

Le Républicain lorrain rappelera sans cesse que "ce qu'il y a d'atroce dans cette guerre, c'est que les principales victimes en sont les non-combattants et que les principaux auteurs de ces carnages sont des étrangers. Des étrangers défendent Madrid contre d'autres étrangers. Des étrangers encore pilotent les avions qui répandent la mort et l'incendie. Des étrangers enfin, vendent les armes, les canons, les bombes qui travaillent à dépeupler l'Espagne" *(190)*.

Le Lorrain parle de guerre fratricide et d'extermination. En dépit des accords de non-intervention, les étrangers interviennent de plus en plus dans le conflit en fournissant armes et hommes. L'URSS livrera aux Républicains 150 chasseurs et une centaine de bombardiers, un fort contingent de chars et de blindés, des conseillers et des munitions. De France, ceux-ci recevront une quarantaine de bombardiers, de l'artillerie et des secours bénévoles. Les brigades -où l'on chante l'Internationale dans toutes les langues- fortes de 25.000 hommes vont étaler leur courage dans toutes les grandes batailles et à la Une des journaux favorables à la cause de la République.

De son côté l'Espagne nationaliste peut compter sur l'aide de l'Italie qui lui envoie, en novembre 1936, des chars légers et des chasseurs, puis deux sous-marins, et des milliers de chemises noires. Et de l'Allemagne, qui renforce les effectifs de la Légion Condor et teste sur place les Heinkel 111 et les Stukas.

Dans tous les cas les journaux lorrains parleront de "volontaires" et prôneront plus que jamais la neutralité car "que ce soit l'impérialisme soviétique, celui naziste ou fasciste qui parviennent à ses fins, ce serait pour l'Angleterre et pour la France un désastre irréparable dont les suites ne se déduisent que trop clairement. On trouve au moins dans cette conjoncture si préoccupante une demi-

douzaine de "casus Belli" écrit Rémy Anselin dans L'Eclair de l'Est *(191)*.

Pour les journaux de droite, il ne faut pas tomber dans le piège posé par les "rouges d'Espagne (qui) cherchent un conflit international" car "depuis qu'ils sentent perdu (l'Espagne) tous leurs efforts ont consisté à tenter d'entraîner les nations européennes dans la bagarre. Le mot d'ordre de Lénine, reste celui de Staline : la guerre seule, peut permettre le déclenchement de la révolution universelle" *(192)*. Il faut surtout éviter l'isolement de la France. L'Eclair de l'Est constate avec inquiétude que l'Italie se rapproche de plus en plus de l'Allemagne, et la Grande-Bretagne, de l'Espagne nationaliste.

Le Républicain lorrain qui soulignait dès 1936 "quel que soit le triomphateur, anarchie ou dictature, le vaincu sera l'Espagne toute entière, affaiblie, couverte de ruines (...) dressée contre elle-même pour des générations peut-être", maintient sa position : "il ne faut pas intervenir et nous faire les auxiliaires d'une croisade quelconque" *(193)*. L'Express de l'Est, d'accord aussi pour ne pas intervenir, a toujours désiré rester neutre : "le bleu et le rouge ne se distinguent pas aisément par leur pureté... on trouve toujours aisément de quoi justifier les funestes représailles aux actes de guerre, chacun accusant l'autre d'avoir commencé" *(194)*.

En 1939, L'Eclair de l'Est se félicitera de la victoire de Franco, qui délivre l'Espagne "de la terreur anarchiste", d'autant plus que celui-ci proclame la neutralité de son pays *(195)* et refuse de faire réorganiser son armée par des officiers allemands. Au contraire du Lorrain, l'adhésion au pacte antikomintern n'effraie pas le quotidien d'Emile Meyer, pas plus qu'auparavant celle de l'Italie *(196)*. Cet "important document" est seulement destiné à lutter "contre l'International communiste". Ironiquement il avait conseillé d'envoyer les volontaires rouges en URSS : "nulle résidence ne paraît mieux adaptée aux volontaires rouges que ce paradis soviétique qu'ils rêvaient d'instaurer en Espagne" *(197)*. Et plus sérieusement il appelle chaque pays à aider Franco à reconstruire l'Espagne.

L'Est Républicain, s'il continue à applaudir chaque initiative qui vise à débarrasser de l'Espagne des "excitations étrangères" par exemple après la signature du pacte de non-intervention en 1936, puis après la création d'un contrôle maritime international visant à interdire l'envoi d'hommes et de munitions en Espagne *(198)*, se contente désormais de rendre compte de la manière la plus

objective qui soit les différents évènements. Il publie ainsi les communiqués et chiffres (des forces en présence) des deux parties, de Rome et de Londres *(199)*.

Le Républicain Lorrain qui n'a cessé , de clamer que la France ne devait pas se solidariser avec l'une ou l'autre des parties (il condamne le recours à la révolte militaire mais reconnnaît que les institutions démocratiques ne fonctionnent pas normalement), appelle à un compromis "sur la base d'une tolérance mutuelle *(200)*". La fin de la guerre marque surtout pour Demange, la fin des atrocités.

e) Deux Exemples de Guerres Coloniales : l'Ethiopie et le Maroc

* La guerre en Ethiopie

Après deux échecs diplomatiques en 1925 et 1928 pour tenter de réaffirmer l'empire de l'Italie sur l'Ethiopie (le premier pays ayant reconnu la souveraineté du second au traité d'Addis-Abeba en 1896), le Duce annonce dès 1930, qu'il n'hésitera pas, à la première occasion, à revendiquer ce territoire, au besoin par la force si nécessaire.

Cette occasion lui est donnée en novembre 1931, à la suite d'incidents à la frontière de l'Ethiopie et de l'Erythrée, une possession italienne, depuis 1889. Il est difficile pour la Grande-Bretagne et la France de dénoncer, en raison de leurs énormes empires, la politique colonialiste de Mussolini, mais ces deux pays s'inquièteront des visées du Duce, possédant eux-mêmes des territoires dans la région. La France sera vite rassurée par un protocole d'accord signé le 7 janvier 1931 à Rome auquel Londres applaudit. La Grande-Bretagne préfére voir l'Italie au côté des puissances occidentales plutôt que du côté de l'Allemagne.

La conférence de Stresa, inaugurée en Italie le 11 avril, à laquelle participent la France et la Grande-Bretagne et qui condamne unanimement le réarmement allemand, renforçe encore l'assurance de Mussolini qui se sent désormais les mains libres. C'est sans compter la SDN, qui refuse qu'une de ses nations membres, tente d'en absorber une autre. La Grande-Bretagne, sous la pression de son opinion publique, sera obligée de changer d'attitude et condamnera l'Italie.

Le Duce mobilisera une armée énorme (280.000 hommes - 5.000 canons - 500 chars - 300 avions). Le 3 octobre 1935 la guerre commence.

Le Lorrain *(201)* encourage l'Italie dans son "action colonisatrice, si hardie et si courageuse vers l'Abyssinie où tout le monde sait comme le progrès social est bien en retard. Il serait impossible de défendre à l'Italie une mission colonisatrice alors que l'Angleterre et la France ont été les promoteurs de l'action coloniale". Le quotidien messin prend donc nettement position en faveur du duce. Son action est identique à celle de la France dans ses propres colonies. Elle est justifiée puisque personne n'a vraiment contesté ce droit à la France. M. Jager, moins de cinq mois plus tard, fait opérer au Lorrain un revirement étonnant : "Depuis la Grande Guerre, le pacte de Genève se porte garant du respect de la loi internationale. Or selon ce pacte, on a beau être indulgent à l'égard de l'Italie, c'est une agression nettement caractérisée car c'est l'Italie, elle-même, qui plaidant la cause éthiopienne devant la SDN, a réussi à faire entrer le pays dans l'assemblée. Celle-ci n'ayant pas formulé de réserves a donc reconnu à l'Abyssinie sa souveraineté nationale" *(202)*.Le Lorrain remet le problème sur le plan du droit international : encourager l'Italie créerait un dangereux précédent. Toutefois le quotidien ne va pas jusqu'à préconiser des sanctions économiques, car cela pousserait ce pays à s'allier à l'Allemagne.

L'Express de l'Est, sous la plume de Paul Gairal constate dans un premier temps, les avantages que retirerait l'Italie d'une main-mise sur l'Ethiopie : "(ce) serait un coup de maître qui la classerait au rang des grandes puissances colonisatrices, ouvrirait un important débouché à la population italienne surabondante, et servirait le prestige du fascisme italien". Toutefois il espère que la Société des Nations "à laquelle se sont adressées les deux parties" résoudra le problème "et évitera une guerre dont l'issue n'est pas certaine à priori" *(203)*.

Dans un deuxième temps, le quotidien vosgien explique pourquoi il préconise la neutralité : l'Angleterre qui veut des sanctions économiques contre l'Italie cherche, en fait, à défendre son hégémonie et risque de transformer, par son attitude, l'expédition coloniale en une guerre européenne : "qu'irions-nous faire dans ce conflit alors que nous avons renoué avec l'Italie et que le Reich arme sans désemparer. La sagesse commande la neutralité" *(204)*. L'Express de l'Est arrive à la même conclusion que Le Lorrain : l'Allemagne est plus dangereuse, il ne faut pas que l'Italie se tourne vers elle.

L'Eclair de l'Est n'aborde pas la question sous le même angle. Dans un article intitulé "le problème éthiopien et

l'avenir de la colonisation" *(205)* le Dr. A. Legendre affirme que "la question éthiopienne n'est grave que par l'extension que certains veulent lui donner surtout en Grande-Bretagne". Pourquoi cette levée de boucliers contre l'Italie ? Parce que la SDN "organe né avant terme, un siècle trop tôt au moins et si étrangement constitué qu'il renferme en son sein des peuples que leur âge biologique ou social et leur stade d'évolution ne sauraient en aucun moment rapprocher (...) comment ce primitif qu'est l'Ethiopien pourrait-il comprendre cet étranger hautement évolué dans l'ensemble qu'est l'Européen" *(206)*. Selon le quotidien nancéien, la légitimité colonisatrice ne peut être remise en cause par la SDN. L'Ethiopie vit une féodalité tyrannique. Si l'Italie subit un échec ce sera terrible pour la race blanche. Une thèse à la limite du racisme qui peut paraître étonnante aujourd'hui, surtout pour un journal chrétien , mais qui l'est moins si l'on replace l'évènement à son époque...

Certonciny suivra le conflit pour Le Messin. Pour lui, il faut avant tout éviter qu'il ne s'étende à l'Europe. Pas question donc de rester neutre : "l'Allemagne depuis qu'elle se sent forte n'a nullement l'air de nous provoquer" *(207)*. En outre comme l'Abyssinie n'est ni un Etat, ni une Nation *(208)* "le Négus pourrait enfin comprendre qu'il vaut mieux vivre heureux sous la protection d'un grand Etat sain et prospère que de se cramponner à la direction fictive d'un pays des moins sûrs" *(209)*. L'Ethiopie est avant tout le pays des "supplices et de la barbarie" *(210)* et depuis 46 ans elle "harcèle sans cesse les Italiens" qui occupent l'Erythrée *(211)*. L'Angleterre qui veut des sanctions et défend l'Ethiopie "ne craint pas d'opprimer l'Afghanistan". Bref pour Le Messin, la France doit suivre l'Italie dont "le point de vue apparaît d'une logique indiscutable" *(212)*.

L'Est Républicain, par l'intermédiaire de son directeur, René Mercier, ne prend pas vraiment position mais désire avant tout la paix : "je ne suis pas contre les Anglais, je ne suis pas contre les Italiens, je plains les Ethiopiens". Ce qui le préoccupe avant tout : les intérêts de la France. "Notre rôle n'est pas d'être passivement neutres. Notre rôle est magnifique. Il consiste d'abord à nous efforcer d'éviter une conflagration européenne et peut-être universelle, il consiste à respecter nos amitiés, toutes nos amitiés surtout quand elles sont divergentes. Il consiste à ... prêcher la raison à nos amis, à tous nos amis" *(213)*.

Tous les journaux suivront avec inquiétude les différentes phases du conflit. Les articles sont quotidiens, les cartes se font de plus en plus fréquentes. Les photos

aussi. Les reportages venus des grandes agences de presse sont parfois complétés d'analyses sur les forces en présence *(214)*.

Après quelques revers, les troupes italiennes entreront enfin dans Addis-Abeba.

Le 24 octobre, le roi Victor Emmanuel III est proclamé Empereur d'Ethiopie.

L'annexion de l'Ethiopie, en violation du droit souverain des peuples à disposer d'eux-mêmes, que n'a pas su faire respecter, cette fois encore la SDN est, avant tout, la victoire éclatante de Mussolini et du fascisme. Les démocrates n'en sortent pas grandis. En recommandant, le 20 juin, la suppression des sanctions économiques contre l'Italie, qui s'était retirée de la SDN, les USA, la Grande-Bretagne et la France avaient admis, de fait, la colonisation de l'Ethiopie. Ils n'empêcheront pas davantage, en novembre 1936, la formation de l'axe Rome-Berlin... la hantise des Lorrains.

* La Guerre du Maroc

Painlevé à peine investi dans ses fonctions (2ème cabinet Painlevé), le 17 avril 1925, est confronté à la révolte du Rif. La guerre qui commence, durera de longs mois et exigera la mise en oeuvre de moyens considérables, ainsi que l'envoi sur place du Maréchal Pétain. Le gouvernement ne devra pas supporter les seules critiques des communistes, mais aussi celles des socialistes. Il fera face aussi, à partir de juillet 1925, aux évènements graves du djebel Druze, dans les territoires du Levant (Syrie), placés sous mandat français. Ces guerres coloniales, outre qu'elles absorbent une part appréciable de l'énergie des dirigeants ne sont pas faites pour apaiser les divergences, chaque jour plus aigües, qui déchirent la majorité *(215)*.

A Nancy, Le Réveil Ouvrier fait face, seul contre tous. Dès le mois de mai, il parle d'ouvertures marocaines, et réclame, le 6 juin, l'arrêt des combats : "Imposons la paix, Maréchal". Il ne fait guère de doute que "l'attaque riffaine a été provoquée par les agissements du Maréchal Lyautey qui, en 1924, donne l'ordre de franchir l'Ouergha et d'établir des postes dans une région non-occupée jusqu'alors" *(216)*. L'organe hebdomadaire des syndicats de Meurthe-et-Moselle, de la Meuse et des Vosges, s'aligne en cela sur le parti communiste qui félicitera (par le biais d'un télégramme de

Jacques Doriot) Abd-el-Krim de ses victoires au Maroc espagnol en exprimant l'espoir qu'il vienne à bout de l'impérialisme français.

Le motif de cette guerre est clair. Selon le Réveil Ouvrier elle "ne peut que satisfaire l'ambition des militaristes et des capitalistes qui veulent à toute force s'emparer des richesses minières du Rif". Cette "tuerie" s'inscrit dans la ligne générale de la guerre prolongement de l'impérialisme capitaliste *(217)*.

Pour L'Eclair de l'Est si la France avait eu à sa tête un gouvernement fort et non aveuglé par les fumées humanitaires "il n'y aurait point de guerre" *(218)*. "Gouverner c'est prévoir" or dans la question marocaine "le Cartel n'a rien vu, ni su, ni prévu. Il n'a pourvu à rien. Et c'est grâce à lui (...) à ses illusions et à ses préjugés que nous avons en ce moment une guerre coloniale à soutenir" *(219)*. Abd-el-Krim est aidé par l'or de Moscou et le concours des officiers de Berlin.

L'Est Républicain pense que c'est une faute de reprendre les colonies allemandes et s'interroge sur le sort des colonies :"c'est un fait avéré que dans l'univers entier, les noirs et les jaunes n'acceptent plus notre tutelle avec autant de résignation que jadis (...) Ils entendent être maître de leur destinée (...) comment devrions-nous agir ? Bien traiter les indigènes n'est pas toujours la plus sûre manière de gagner leur sympathie (...) ce sont les jeunes gens instruits à l'européenne qui sont les plus hostiles aux Européens (...) *(220)*. Selon Ludovic Naudeau, les "nations blanches" doivent être solidaires les unes des autres. Cela "empêcherait les races retardataires de se procurer les instruments de la force". L'Allemagne ici n'est donc pas identifiée à Abd-el-Krim, comme dans les journaux nationalistes, mais au contraire est considérée d'abord comme un allié potentiel de l'Europe face au monde colonisé. Reste que L'Est Républicain est plutôt colonialiste. Il parle de "notre riposte à Abd-el-Krim", "de brillantes attaques" des troupes françaises, etc.. Il s'interroge aussi sur Abd-el-Krim, sa manière de faire la guerre *(221)*.

S'il existe une unanimité contre Le Réveil Ouvrier, il y a divergence sur la nature de l'adversaire. L'Eclair de l'Est ne se soucie pas un instant de différencier Abd-el-Krim des autres Marocains. La Croix nuance fortement cette identification (la France protège les tribus qui veulent l'ordre et la paix, écrit-elle le 7 juin 1925). L'Est Républicain par ses mises en page savamment agencées, établit

nettement l'existence de deux Marocains : celui des caïds, légitime, et celui du mauvais berger, contre lequel la France lutte méthodiquement et avec succès. Il affirme que ce peuple "ne veut ni reconnaître sa défaite, ni collaborer à l'apaisement général, ni contribuer à l'établissement d'un monde nouveau". On dénonce un réarmement du pays "par la force de ses traditions héréditaires" *(222)*.

Le Messin voit dans la guerre du Rif, non pas un "des mille et un incidents de notre expansion coloniale" mais l'amorce d'un "conflit décisif" entre les puissances colonisatrices et les portions de l'Islam "infectées par le microbe bolchévik" *(223)*. Il prévoit une lutte de longue durée. Pour lui, perdre la partie en abandonnant le Maroc, reviendrait à terme, à compromettre l'influence de la France dans toute l'Afrique du Nord, mais aussi à hâter le panislamisme "depuis l'Atlantique jusqu'au delà de la mer Rouge" et à plus brève échéance la perte de l'Algérie et de la Tunisie. Dans ce contexte les faits d'armes français sont glorifiés, ceux d'Abd-el-Krim passés sous silence ou décrit d'une façon négative.

Le Lorrain partage les vues du Messin. Un échec au Maroc, c'est à bref délai un soulèvement en Tunisie, puis dans le sud algérien : "ce serait tout le mouvement panislamique qui se dessinerait vigoureusement" *(224)*. Il rend responsable le Cartel des gauches, qui a privé "sciemment nos combattants du Maroc, de l'armée qui pouvait tuer dans l'oeuf la folle entreprise d'Abd-el-Krim. Cette armée c'était les gaz délétères que les efforts de nos savants ont porté depuis la Grande Guerre à un degré de nocivité encore inconnue".

Selon le journaliste, auteur de cet article, des arrosages copieux par des avions, des douars et des camps du Rif avec des bombes chargées de gaz "auraient sans doute jeté l'effroi parmi les bandes d'Abd-el-Krim et leur auraient rapidement enlevé le goût de continuer la lutte" *(225)*. Autre solution : "frapper un grand coup sec avec un matériel considérable et une armée de 200.000 hommes *(226)*. Aucun état d'âme à avoir, le Rif d'Abd-el-Krim n'est, de toute manière, pas "autre chose qu'une tyrannie doublée d'une théocratie. Mais pour les besoins de la cause anti-française qui servent les communistes et bon nombre de socialistes, il est devenu d'usage de tenir cet individu pour un chef d'état régulier... va-t-on par de misérables atermoiements compromettre jusqu'à l'existence de notre magnifique empire nord-africain" *(227)*.

L'Express de l'Est constate que l'offensive d'Abd-el-Krim a surpris les Français "comme des débutants". Il faut que ceux qui "palabrent dans les meetings pour la paix

comprennent que décourager les troupes c'est forger des armes pour se suicider" *(228)*. Il se félicitera de la réussite de l'offensive française, qui se concrétise d'abord, par la prise du massif de Bibane "(elle) produit une profonde impression parmi les tribus" *(229)* puis par la reddition d'Abd-el-Krim.

Un envoyé spécial consacrera, cinq ans plus tard, pas moins de 14 articles *(230)* sur "l'armée pacificatrice" "le remarquable développement économique", "l'instruction des filles arabes, celle de l'élite" etc..

*

4 - Politique Intérieure

a) Les Journaux lorrains jugent le Cartel des gauches

Mai 1924 - Le maire de Lyon, Edouard Herriot, forme un ministère radical homogène auquel les socialistes accordent leur "soutien sans participation". Gaston Doumergue, radical comme Herriot, devient président de la République après la démission de Millerand, accusé par la gauche d'avoir soutenu intempestivement les candidats du Bloc national.

L'Est Républicain se contente de titrer sur la large victoire du Cartel dans tout le pays. Il explique cette victoire par les désillusions des Français. Le Réveil Ouvrier s'interroge : "Est-ce l'agonie du régime" *(231)*. L'Eclair de l'Est le pense, puisqu'il évoque dès le 13 mai "la dictature menaçante" *(232)*. On attribue l'échec du Bloc national à une gigantesque manipulation favorisée par Poincaré. Ainsi La Croix souligne la désorganisation du Bloc et voit dans la défaite le résultat de "l'éducation laïque et de l'oubli des jeunes" *(233)*.

A L'Eclair de l'Est on est encore plus dur :"laisser à la tête de tous les départements, des préfets issus du combisme et du radical-socialisme, puis attendre des populations un vote libéral c'est croire à la quadrature du cercle" *(234)*. Le ministre de l'Intérieur, Maunoury, est particulièrement la cible du journal. L'Eclair de l'Est, à la veille des élections redoutait déjà que la France ne se jette "dans l'internationalisme et le socialisme" *(235)*. Les candidats du Cartel n'ont selon lui "ni le sens de la patrie, ni le culte que nous lui devons" *(236)*. L'on arrive à confondre les abus

du suffrage universel avec son principe même. Alliéné par le laïcisme, l'électeur n'est pas responsable "Il y a eu d'ailleurs des braves gens qui n'ont pas voulu sous une impulsion criminelle livrer la France à l'Allemagne" *(237)*.

L'Est Républicain observe que "le programme de nos futurs gouvernants ne bouleverse pas grand'chose" et oppose "le cadet et bouillant" à "l'ainé et plus calme" *(238)*. Il en déduit que "les programmes des députés amenés au parlement ont de si profondes divergences qu'on ne peut tenter de réaliser une loi sans l'autre pour adversaire" *(239)*. René Mercier souhaite déjà un gouvernement de concentration au centre gauche.

Au fur et à mesure des mois, le ton de L'Est Républicain devient de plus en plus hostile à l'égard du Cartel des gauches, dont le bilan est négatif sur tous les points : les impôts n'ont pas été baissés contrairement à ce qu'il avait promis, l'inflation s'aggrave, le franc diminue de valeur, le coût de la vie augmente *(240)*. Toutefois L'Est Républicain désapprouve la vague d'anti-parlementarisme car elle est dangereuse pour la République. Le pays d'ailleurs n'en veut pas au Parlement, mais aux parlementaires.

L'Eclair de l'Est traite Herriot de bavard et d'inconscient "il s'écoute parler, fait la roue alors qu'il devrait méditer sur ses lourdes fautes et battre sa coulpe en silence. Il veut plaire aux cartellistes, flatter une clientèle multicolore dont il espère garder les faveurs pour remonter au pinacle" *(241)*. Paul Sordoillet n'hésite pas à écrire que le Cartel des gauches ruine la démocratie et parle "de terreur maçonnique" *(242)*.

Tout comme L'Eclair de l'Est, Le Lorrain qui ne cessera de voir en lui "(un) assemblage hétéroclite des doctrines inconciliables de tous et d'appétits qui se heurtent" *(243)* tient le Cartel des gauches pour responsable de tous les maux que traversent le pays : suppression de l'ambassade au Vatican, difficultés financières qui s'accumulent (l'inflation s'aggrave et alimente le spéculation contre le Franc), troubles violents contre la présence française en Syrie, tandis qu'au Maroc, Abd-el-Krim déclenche la guerre du Rif. Herriot qui traite "notre religion de catholicisme de banquets"*(244)* est détesté. Le Lorrain s'élève contre ce gouvernement sectaire qui "a décidé de brimer le catholicisme, force vitale du pays".

Le Messin accuse "les agitateurs d'extrême-gauche" de conduire le pays "brusquement et sans transition dans une politique de surenchères socialistes qui nous donne aujourd'hui un budget désordonné dont les impôts constituent de véritables mesures de spoliation pour la plupart des

contribuables" *(245)*. Pourtant la spécificité de la région s'affirme par l'influence persistante de la guerre, en politique économique et en politique étrangère. L'angoisse imprime sa marque en assimilant à une faute patriotique tout ce qui peut mettre en péril la Nation même sur le seul chapitre financier. Il en résulte une dichotomie parfois périlleuse entre l'appui à la Nation et le soutien de l'Etat. L'emprunt n'est pas un impôt étatique mais une contribution nationale, même si le gouvernement qui le prélève est, par ailleurs, comparé à un gangster, même si le ministre qui l'a émis est toujours dénoncé comme un traitre. Par exemple l'emprunt Clémentel est soutenu par La Croix, et L'Eclair de l'Est garde le silence mais ne demande pas à ses lecteurs de s'abstenir. Une telle attitude est rare en France selon Serge Berstein qui, s'il dénonce l'exagération de l'impact des consignes données par les journaux catholiques contre l'emprunt, rappelle que : "reste qu'elles ont existé, ce n'est assurément pas le cas en Lorraine" *(246)*.

L'emprunt Caillaux lui, est soutenu par les quatre grands journaux nancéiens sur un total de cinq. Encore que Le Réveil Ouvrier ne nie-t-il pas la nécessité d'une revalorisation du Franc.

En politique étrangère, cette crainte se caractérise par une tendance au repli sur soi face à l'Allemagne mais aussi, à l'égard de tout ce qui n'est pas la France (Anglais et Américains). l'Allemagne suscite parfois des réactions épidermiques de racisme, des journaux lorrains de langue française. Seul Le Réveil Ouvrier y échappe. Cet "isolationnisqme lorrain" a sans doute joué un rôle spectaculaire dans le rattrapage effectué par la presse lorraine en matière de concentration entre les deux guerres. L'Est Républicain poursuit et accroit sont ascension et met sous l'éteignoir ses concurrents. Outre des raisons économiques, la chute des journaux est rendue spectaculaire par l'apparition des débats financiers à la Une de ceux-ci *(247)*. Or les Lorrains ne veulent plus de querelles et surtout pas de cette question d'intérêt national. L'essor rapide de L'Est Républicain, quotidien d'information générale modéré, est voulu par les habitants d'une région lasse, peut-être, de la virulence d'un Paul Sordoillet et du militantisme catholique de La Croix, idem pour la Moselle où Le Républicain lorrain, créé en 1936, est avant tout un journal d'information, indépendant de tout parti, de tout groupe, de tout syndicat, de toute confession religieuse, qui évite soigneusement de faire de la politique partisane mais préfère prendre en compte les besoins latents des diverses catégories sociales.

A l'issue de la longue désagrégation du Cartel des

gauches, les journaux lorrains semblent satisfaits de la clarification opérée par le retour de Poincaré. L'Etoile rejoint la majorité nationale au grand dam de L'Eclair de l'Est qui regrette amèrement la présence d'Herriot à un poste plus prestigieux que celui de Marin dans le cabinet d'Union nationale *(248)* et de La Croix : l'hebdomadaire catholique se refuse à inclure, dans la dite union, Painlevé et Herriot "les deux grands responsables de notre misère" *(249)*. L'Est Républicain accueille l'arrivée au gouvernement de Poincaré, qu'il qualifie "de grand ministère", avec enthousiasme *(250)*. Poincaré est un républicain sincèrement attaché aux lois laïques. Sa réussite est le "résultat matériel de toute une existence de labeur, le résultat moral d'une probité mille fois prouvée dans la gestion des affaires publiques, d'un désintéressement reconnu, d'une méthode qui n'a pas de fissures".

Le Lorrain se réjouit, tout comme Le Messin, de la démission du cabinet Herriot et de celui de Painlevé : "Nous ne verserons aucune larme sur ce ministère Herriot étendu dans la poussière, nous n'aurons même pas un mot de blâme pour ce régime abject qui constituait pour la France un véritable cauchemar". "La France a fait une révolution pour avoir l'égalité. Le Cartel rétablit l'inégalité devant la loi. C'est la décadence, l'inquiétude, le découragement en attendant l'homme à poigne qui boute tout cela hors du parlement, qu'il se hâte" écrivait-il encore au lendemain de la formation du cabinet Painlevé *(251)*.

L'Eclair de l'Est malgré sa déception, quant au ministère donné à Louis Marin, est satisfait de la chute du Cartel des gauches. Le bilan est catastrophique. Déjà, à l'occasion des élections cantonales de 1925, il écrivait "Après 14 mois de gouvernement radical-socialiste - Bilan : guerre du Maroc, abandon de la Ruhr, armement de l'Allemagne, gâchis financier, menace de banqueroute, Franc à 24 centimes, nouveaux impôts, vie plus chère. Et pour compenser tout cela pas une réforme sociale. Electeurs, la preuve est faite que les politiciens radicaux-socialistes vous mènent à la ruine. Votez contre eux" *(252)*.

L'Express de l'Est enfin, radical, restera modéré dans ses propos. Quand le ministère Painlevé est formé, il écrit : "il faut s'incliner devant le courage des hommes qui ont accepté de recueillir la succession de M. Herriot en des heures particulièrement difficiles". Après la démission dudit ministère, il s'insurge contre l'instabilité politique et les querelles de parti "il y a à la Chambre trois partis (...) Prenons un ministère de droite pour nous distraire. Il dure ce que dure les roses. Prenons un ministère à gauche, le Sénat l'effeuille aussitôt gentiment. Prenons un ministère à

l'extrême-gauche et c'est la Chambre qui cette fois, la première, lui fait subir le triste sort (...) Que reste-t-il à faire ? (...) J'entends ne pas faire de politique. Quand le bateau est en péril, qu'importe la couleur de la casquette du capitaine". Mais il faut surtout : "trouver les projets miraculeux qui donnent satisfaction à tout le monde" *(253)*.

b) L'avènement du Front populaire et la presse lorraine

* Vosges : elles furent durement touchées dans les années 30, par la crise mondiale. La chute brutale des prix des produits industriels, fut fatale à certaines entreprises, et accéléra les concentrations. La crise sociale qui en résulta développa une agitation favorable aux partis de la gauche.

A Epinal, L'Ouvrier Vosgien n'a de cesse, depuis le début du siècle, de dénoncer les quartiers misérables d'Epinal, "bouges infectes, propriété du capitaliste Singrun, maire progressiste de Golbey", ainsi que l'alcoolisme qui fait des ravages. Il avait même publié un supplément bimensuel et un feuilleton intitulé : "Esclave ou libre ? Mémoires d'un ivrogne".

Le Bloc National l'avait emporté sans difficulté dans les Vosges, comme dans toute la Lorraine, en 1919. La crise réveilla le syndicalisme, qui avait connu une première flambée après les grèves et les manifestations de rues de 1917, et les bagarres de 1919, à Epinal, entre grévistes et "jaunes".

Pendant la décennie des années 20, c'étaient les centres qui avaient dominé la politique vosgienne, opposant surtout des radicaux à des représentants de la droite et du centre-droit. Le département restait solidement républicain en même temps que national.

La fin des années 20 vit l'ascension d'un nouveau venu : Marc Rucart, journaliste originaire de la région parisienne fixé à Epinal 1924, et rédacteur en chef de La République des Vosges, un hebdomadaire qui se situait nettement à gauche des deux quotidiens spinaliens : Le Télégramme des Vosges, résolument anticommuniste, et L'Express de l'Est, qui s'efforçait de ne se compromettre avec aucun des camps en présence.

Soutenu par le parti radical-socialiste et la franc-maçonnerie à laquelle il appartenait (obédience mixte du

droit humain), Marc Rucart était devenu député d'Epinal en 1928. Au début des années 30, les crises politiques le mirent en vedette, comme rapporteur de la commission d'enquête parlementaire sur l'affaire Stavisky, et sur les évènements du 6 février 1934, alors qu'il avait voté (le 12 janvier 1934) contre le principe même d'une enquête sur Stavisky.

Le Front populaire fit de lui un ministre de la Justice dans le gouvernement de Léon Blum, puis un ministre de la Santé.

La campagne électorale avait été particulièrement agitée dans toutes les Vosges et à Epinal. Elle avait opposé deux adversaires à Marc Rucart : l'industriel René Lobstein et le rédacteur en chef du Télégramme des Vosges, Henri Maire. Leurs réunions avaient été houleuses dans les quartiers ouvriers. Le parti communiste avait enregistré une progression sensible dans le département, aux dépens des socialistes, grâce à une cellule dynamique. Il triplait le nombre de ses voix, traditionnellement faible, dans le canton d'Epinal. Mais son pourcentage restait inférieur à celui des communes voisines et des autres villes des Vosges.

Rucart, appuyé par l'ensemble du Front populaire, avait été élu dès le premier tour (51,5%), triomphe relatif comparé à celui de 1932 (54,5%). Le chômage avait diminué dès les premiers mois de 1936, et la droite avait progressé dans plusieurs circonscriptions vosgiennes.

A noter que la période du Front populaire dans les Vosges fit naître le journal de gauche le plus dynamique : Le Réveil de la Montagne, un hebdomadaire mis en vente pour la première fois le 29 février 1936. Le siège du journal était au 30, rue du Rang Sénéchal à Remiremont, c'est-à-dire au domicile du secrétaire de la section communiste. Son objectif ? Participer au "mouvement puissant du Front populaire qui, dans le pays entier, était en train de soulever les masses et sera bientôt en mesure de rénover le régime républicain en assurant aux citoyens le pain, la liberté, la paix..."

Tous les articles étaient rigoureusement anonymes, ce que condamnait L'Industriel Vosgien, bihebdomadaire qui défendait le libéralisme économique (ses propriétaires étaient des industriels ruppéens). Les rédacteurs du Réveil de la Montagne répliquèrent qu'ils n'étaient pas assez fous pour s'exposer aux "représailles des gens en place". Lecteurs assidus du Canard Enchaîné, ils traitaient leurs adversaires par la dérision, le député Gaillemin en particulier. Cette forme d'esprit plût aux lecteurs de gauche, et le journal compta rapidement 1.600 abonnés. Il se battait, malgré tout, au milieu de grandes difficultés financières qui finirent par avoir raison de lui le 14 mai 1938, un mois avant la chute du

deuxième gouvernement Blum.

L'Express de l'Est, qui était resté neutre pendant la campagne électorale, commenta ainsi (le 6 mai 1936) la victoire du Front populaire : "Le pays a marqué son mécontentement. Il attend de la nouvelle expérience voulue par lui, les réformes qui s'imposent mais il les attend dans le calme et la dignité".

* Moselle : Le Lorrain, on le sait, a toujours combattu les partis de gauche, mais aussi les organisations qui les soutiennent, les loges maçonniques, la Ligue des Droits de l'Homme, les syndicats. Il est "naturellement" hostile aux gouvernements de gauche, et spécialememnt au Front populaire, dont il doit néanmoins reconnaître l'absence d'anticléricalisme.

Ce qui l'intéresse au niveau local, c'est le regroupement de tous les adversaires du Front populaire dans, ce que son directeur appelle "le Front lorrain", auquel adhèrent les principales personnalités de la région de Metz, et notamment le maire de Metz, Paul Vautrin. Grâce à une campagne de presse ininterrompue ("le Front populaire ruine le paysan", "le Front populaire contre l'armée et pour Hitler" *(254)*), le Front Lorrain contiendra efficacement la poussée de la gauche. Le Messin appuyera bien sûr, son confrère.

Après les grèves de 1936, pourtant bien modérées en Moselle, les hommes du Front populaire sont l'objet de violentes attaques, de sarcasmes et d'insultes. Herriot est un "homme néfaste", et Le Lorrain stigmatise "le sinistre Blum". On pourrait multiplier les citations de l'éditorialiste Henri Godmard dont on doit relever le ton acrimonieux, le dénigrement, l'orientation systématiquement hostile.

Après avoir présenté ses candidats, Le Lorrain n'hésite pas à écrire : "Le pays va jouer sa vie. Si en effet le Front populaire (socialistes et communistes) conquiert le pouvoir, commencera pour la France une période de troubles sanglants. Pour ceux des lecteurs qui en douteraient, ils n'auraient qu'à jeter les yeux sur l'Espagne. Le spectacle est édifiant. Des émeutiers de profession appartenant au front populaire attaquent en plein jour les citoyens paisibles, mettent le feu aux hôtels, aux journaux, brûlent les églises... En France le mal serait encore plus grand car par surcroît, l'Allemagne qui se prépare à la guerre en profiterait pour envahir immédiatement notre pays... En Moselle, trois dangers nous menacent : le Front populaire dont les candidats sont démasqués, l'autonomisme et l'absentéisme" *(255)*.

Et le jour suivant : "les élections d'aujourd'hui

décideront si les Français resteront un peuple libre ou deviendront un peuple d'esclaves sous le joug de Moscou".

Au lendemain du scrutin, on fait les comptes. La poussée à gauche au plan national ne se retrouve guère en Moselle, malgré l'élection de trois nouveaux députés à Forbach, Château-Salins et Sarreguemines. La représentation parlementaire de la Moselle reste dans le camp des modérés.

Les deux journaux de Metz, Le Lorrain et Le Messin, ne peuvent néanmoins s'empêcher d'exprimer leur amertume : "La poussée socialo-communiste dépasse toutes les prévisions" ; "Les soviets commandent : Moscou exprime sa satisfaction des élections rouges en France", titre Le Lorrain le 4 et le 5 mai.

Le Messin, lui, tente de trouver une explication à cette "défaite" : "il est clair que le corps électoral n'a voté que sous la pression d'une crise économique fort grave" ; "Attendons nos nouveaux représentants à l'oeuvre, c'est au pied du mur que l'on reconnaît les maçons" *(256)*.

Au contraire, pour Victor Demange et le Metzer Freies Journal "la victoire" du Front populaire a une toute autre signification. Il explique ainsi sa position dans un éditorial du 11 juin 1936 intitulé "une grande expérience" : "il ne fait aucun doute que l'oeuvre entreprise actuellement par le nouveau gouvernement constitue un acte de réforme qui est une véritable révolution sociale et économique, une expérience que l'on peut mettre au même niveau que New Deal... Nos lecteurs savent que nous sommes attachés à aucun parti pas plus qu'au Front populaire, mais nous acceptons "les bonnes choses" d'où qu'elles viennent... Nous apporterons, animés par une bonne et sincère volonté, notre concours à la réussite de cette grande et audacieuse entreprise".

Il serait toutefois exagéré de faire du Metzer Freies Journal et du nouveau quotidien de Victor Demange, Le Républicain Lorrain, les organes du Front populaire, bien que ses adversaires aient allègrement franchi le pas. Même si une correspondance avec le Secrétaire d'Etat François de Tessan indique assez clairement que Victor Demange ne se situe pas dans l'opposition *(257)*.

Le préfet de la Moselle apprécie le nouveau journal "comme un élément essentiel dans l'orientation de l'opinion publique régionale ainsi que pour le gouvernement l'assurance d'un appui éventuel qui lui a été systématiquement refusé jusqu'à présent par la presse régionale de langue française" *(258)*.

* Meurthe-et-Moselle le 14 juillet 1935, au stade de la Pépinière à Nancy, plusieurs milliers de personnes se

réunissent pour entendre évoquer la prise de la Bastille, puis défilent jusqu'à la place du Marché. Si Schmitt se montre tiède, le secrétaire de la Fédération radicale, Marcel Deville, exalte dans L'Etoile de l'Est l'alliance conclue avec les partis d'extrême-gauche. L'Eclair de l'Est au contraire, dénonce en ces termes, cortèges et défilés : "des bandes hurlantes, drapeau rouge en tête, ont manifesté dans les rues ! Cela à Nancy. Dans la circonscription de Driant !"

La campagne de 1936 est menée avec ardeur. L'Eclair de l'Est qui écrivait quatre ans plus tôt, à propos de Blum, qu'il n'avait pas plus que Karl Marx le respect de la vérité, surtout qu'il porte "un nom qui indique une origine germanique" *(259)*, ne cessera de crier que le Front populaire c'est la ruine, la révolution, le désastre ! Il publie souvent des articles virulents de Joseph Denais, député de Paris dont le but est de faire peur.

Néanmoins les communistes arriveront à 9% des inscrits dans Nancy. Dans la 3ème circonscription est apparu un homme nouveau, Pierre Olivier Lapie, avocat parisien. De tempérament indépendant comme ses amis Philippe Serre et Georges Izard qui seront élus à Briey et Longwy, il a pris l'étiquette "Union socialiste républicaine". Il s'attaque à Désiré Ferry, qui paraît pourtant jouir d'une position inébranlable. Bénéficiant au 2ème tour des désistements des socialistes et communistes, il l'emporte, de très peu il est vrai.

L'Est Républicain, de plus en plus neutre, s'est fait l'écho de toutes les professions de foi des candidats. La Croix de l'Est, dans un article, paru le 19 juin 1936, publiait : "parmi tous les programmes que nous avons lu, il nous semble que celui de la Fédération Républicaine (groupe Marin) était le plus net et le plus moderne".

* Dans la Meuse : pendant plus d'une décennie (1919-1932) toutes les élections ont fait référence, plus ou moins explicitement aux grandes idées politiques de Poincaré et de Maginot. Union à l'intérieur par-delà les divisions, notamment religieuses ; vigilance et fermeté à l'extérieur pour permettre au pays d'assurer sa sécurité et pour obtenir les réparations qui sont dues : tels étaient les grands thèmes qui, en Meuse assurait à une droite élargie l'essentiel des victoire électorales.

A partir de 1932, on a noté une évolution due à la mort subite de Maginot et à un amoindrissement de l'influence politique de Poincaré. La droite consolidait toujours ses positions mais cela n'empêchait pas une progression sensible de la gauche surtout aux élections municipales et cantonales

(1935-1937).

Comme le soulignent plusieurs journaux meusiens, la crise économique n'est pas étrangère à cette évolution. L'avènement du Front populaire sera salué par L'Eveil de la Meuse et vivement critiqué par La Croix Meusienne, L'Eclair de l'Est (édition meusienne), Le Réveil de la Meuse, etc...

c) Liberté de la presse :

Dès son arrivée, le premier gouvernement français, à direction socialiste, est assailli de difficultés; La droite durçit son opposition. La presse nationaliste (L'Action Française, Gringoire, Candide) exhale un antisémitisme haineux contre Blum et harcèle certains de ses ministres comme Roger Salengro qu'elle accule au suicide en l'accusant quotidiennement de désertion pendant la guerre.

La presse lorraine, à ce sujet, est moins virulente. A la suite du Lorrain et du Messin, L'Eclair de l'Est souligne que le dossier de Salengro "présente d'étranges anomalies" et conseille "de ne pas se contenter de l'examiner mais aussi d'entendre ceux qui furent les camarades ou les chefs du cycliste" *(260)*. La plupart des autres journaux se contentent de suivre l'affaire sans trop prendre parti. Le Républicain Lorrain est le seul quotidien à prendre sa défense. Cette campagne de "la presse d'excitation" est scandaleuse. Derrière elle se cache les partis d'opposition. Le journal de Victor Demange profite de cette occasion, pour donner sa définition de la liberté de la presse, et s'exprimer sur le problème de la diffamation : "la critique est chose juste et nécessaire mais à condition qu'elle se dirige contre les actes mettant en jeu l'intérêt général et non contre la personne de celui qui les accomplit. Sauf le cas de crime et de délit avéré. Il faut que les citoyens et les hommes publics de même qu'ils sont comptables de leurs actes lorsqu'ils excercent un mandat quelconque de par la volonté du peuple, soient protégés des attaques qui ne sont que des manoeuvres" *(261)*. Ce qui est le cas de Salengro : "la parole imprimée, si facilement vénale en France peut devenir mortelle... un comité d'expertise avait conclu ... que celui-ci n'avait pas trahi son pays. Mieux encore, pendant qu'il était prisonnier en Allemagne, il avait été sévèrement puni pour son attitude courageuse" *(262)*.

Toute la Une, du journal du 23 novembre, est consacrée à "l'hommage suprême" rendu à Roger Salengro par "le peuple de

France". Deux jours plus tard il réaffirme que la liberté peut devenir un fléau et que "seuls les diffamateurs s'insurgent contre la loi sur la diffamation".

Si l'Est Républicain préfère ne pas s'engager dans cette polémique, son confrère nancéien L'Eclair de l'Est lui, n'hésite pas : "voilà un homme politique, ministre de l'Intérieur par surcroît qui est accusé depuis 10 ans d'avoir déserté à l'ennemi. Est-ce le calomnier odieusement que de rapporter les accusations, en demandant que la lumière soit faite". Il existe une "légitime exigence (...) de n'accepter au gouvernement que des hommes dont l'honorabilité ne puisse à aucun moment être mise en doute (...) Nous avons trop le sentiment de la justice suprême dont il dépend maintenant pour avoir même l'intention d'accabler le disparu (...) Mr. Salengro appartenait à la génération des politiciens qui n'ont eu, comme action essentielle, que de chasser Dieu de la société et des âmes. C'est de cela plus que de toute autre chose qu'il est mort car ce n'est pas en lui, qu'il pouvait trouver, au moment des désespoirs extrêmes, la force morale qui lui eut permis de faire face" *(263)*. A propos de l'indignation des journaux du Front populaire, il parle de son caractère artificiel et intéressé. Il reviendra sur le délicat problème de la diffamation et des hommes politiques à plusieurs reprises.

Quand une nouvelle loi sur la liberté de la presse aggravant les peines frappant la diffamation est élaborée *(264)*, le journal s'exclame : "le gouvernement a accouché d'un monstre. Il s'agit d'une loi d'exception (...) qui en tous cas ne parviendra pas à baillonner la presse libre". Cette loi omet un texte : "celui qui permettant la révision du procès d'un journal condamné à tord, lui octroierait la réparation à laquelle il a droit".

Ensuite le journal d'Emile Meyer s'interroge sur le cas du parlementaire directeur de journal. Que celui-ci "rappelle quelque évènement peu reluisant de la vie d'un adversaire politique, il pourrait être poursuivi sans aucune formalité, mais que l'animosité atteigne un tel degré que le parlementaire tue son adversaire, pas de poursuite possible sans autorisation de l'Assemblée" puisque ce projet de loi "abracadabra" ne prévoit la levée de l'immunité parlementaire que dans le seul cadre de la loi sur la presse" *(265)*.

Le Messin estime que "c'est une chose grave de vouloir porter atteinte à la loi de 1881 qui a organisé la repression de trois délits distincts : l'outrage, l'injure et la diffamation". Cette loi lui donne entière satisfaction. La nouvelle qui prévoit une procédure spéciale, beaucoup plus

rapide, selon lui, enlève au journaliste la possibilité de prouver la réalité des reproches exprimés à l'encontre d'un homme public.

Le Lorrain, après avoir accusé les communistes d'être à l'origine du suicide de Salengro (ce sont eux qui "pendant des années ont seuls accusé le maire de Lille de désertion, ce parti de Moscou aurait donc la plus grande part de responsabilité dans sa funeste détermination" *(266)*) reste étrangement silencieux sur la liberté de la presse et se contente tardivement de dire, sans commenter le fond du projet de la nouvelle loi "si vraiment le gouvernement veut étrangler la presse d'opinion eh ! bien qu'il le fasse et que la Chambre le suive. Ca n'empêchera pas le journaliste digne de ce nom de dire ce qu'il doit dire, c'est-à-dire d'écrire ce que sa conscience lui dicte d'écrire". Peu importe selon Charles Ritz le prix qu'il payera -condamnation ou prison- Lui, en a vu d'autre et "l'opinion c'est une chose sacrée" *(267)*.

L'Est Républicain *(268)* constate d'abord, que "la loi sur la presse n'a pas vraiment bonne presse". Plus sérieusement il poursuit : "il semble que le projet de la loi sur la presse, pour supprimer la calomnie supprime aussi la liberté de la presse. Le projet confond l'usage et l'abus. Il est bourré de bonnes intentions et de fâcheuses réalisations". Après avoir rappelé que L'Est Républicain est indifférent aux mesures qui seront prises -il les respecte déjà- il souligne que certaines d'entre elles seront difficilement applicables pour les petits journaux (obligation de constituer une S.A par exemple).

En outre, même s'il déplore les excès d'une "certaine presse", il avoue qu'il est difficile de savoir, où finit et où commence la calomnie : "on ne sait pas qui a commencé, du lecteur ou du journaliste, de celui qui répand ou de celui qui l'a révélée avec empressement. Même, pour un délit insuffisamment déterminé on pourra poursuivre les auteurs, à défaut les gérants, les rédacteurs en chef, les directeurs, les vendeurs, les distributeurs, les imprimeurs, les afficheurs, "on oublie les garçons de bureaux". Bref, la presse libre, honnête et impartiale sera "atteinte dans son honnêteté, sans sa dignité, sa liberté, l'autre celle de la calomnie, de la diffamation, du chantage, trouvera toujours les moyens d'échapper à la loi". S'il est évident qu'il faut punir les calomnies "on aura beau refaire la loi sur la presse on aboutira à rien si on ne réforme pas le goût du public".

d) Problèmes économiques et acquis sociaux :

Les problèmes les plus sérieux du Front populaire, outre l'affaire espagnole examinée par ailleurs, restaient d'ordre économique. Contrairement à l'attente du gouvernement la reprise ne se manifesta pas. La production stagna, le chômage eut tendance à s'accroître et les prix se mirent à grimper. Plus grave, le déficit budgétaire devint considérable ainsi que le déséquilibre de la balance extérieure.

Devant la gravité de la situation et malgré un engagement solennel, Blum se vit contraint de procéder à la fin du mois de septembre de 1936 à une dévaluation... qui sera un échec. Cette décision provoqua une vive réaction tant à droite qu'à gauche. Les quotidiens lorrains les plus virulents sont : Le Messin, Le Lorrain, L'Eclair de l'Est, qui publiaient le 16 octobre 1936, comme 300 quotidiens et hebdomadaires républicains nationaux de toute la France, un bilan catastrophique des 4 premiers mois du Front populaire *(269)*. D'autres journaux favorables au Front populaire, à la suite de L'Humanité, estimèrent, qu'à la honte de la dévaluation, il eût été préférable de faire payer les riches.

La décision du gouvernement apparaissait surtout, comme une atteinte inadmissible à l'intangibilité du franc Poincaré. La dévaluation traduisait, en fait, l'échec d'une politique fondée sur les thèmes de Keynes et l'expérience du New Deal aux Etats-Unis. En accordant de fortes hausses de salaires, soulignaient Le Messin et L'Eclair de l'Est, le gouvernement avait cru relancer l'économie par la consommation. Mais cette intention s'était heurtée à une contradiction majeure : les congés payés et surtout l'application rigoureuse des quarante heures, ne pouvaient que réduire la production, incapable de répondre à une demande accrue. Contrairement aux espoirs du gouvernement, les quarante heures n'avaient entraîné aucune réduction du chômage. Et les hausses de salaires amenèrent une augmentation des importations nullement compensées par la reprise des exportations.

Acculé à la faillite, le gouvernement se trouva contraint d'accorder la priorité au rétablissement des grands équilibres fondamentaux : le budget et la balance des comptes. Le 13 février 1937, Blum proclama ainsi la pause, soit une politique d'austérité. Les journaux de droite pavoisèrent devant l'aveu de l'échec et, à la suite du Temps qui écrivait "ce n'est pas une pause, c'est une conversion", ne purent s'empêcher d'ironiser.

Le Républicain Lorrain, lui aussi, se réjouira de cette "pause" et des mesures gouvernementales de mars, évitant la dévaluation du franc, la suppression de certaines dépenses nouvelles et le refus d'emprunter à l'étranger. Les difficultés économiques, expliquait-il, ne sont pas imputables au gouvernement, mais viennent de l'extérieur en raison des "perturbations profondes subies par l'Europe d'après-guerre" et qu'elles n'ont pas pu "ébranler l'armature essentielle du pays" *(270)*.

Violentes manifestations paysannes, succession de grèves, affrontement mortel entre militants communistes et membres du parti social français le 16 mars 1937, Exposition Universelle retardée en raison d'arrêts de travail successifs : les échecs s'accumulèrent et le climat social et politique déjà passablement, lourd s'aggrava. Tous les journaux de droite vivaient dans l'attente d' "une victoire de la Marne" c'est-à-dire la chute du Front populaire.

Léon Blum démissionna une première fois, le 21 juin 1937. Ce n'était pas pourtant la fin, en principe, du Front populaire. Chautemps mit sur pied un premier gouvernement associant quelques socialistes à un nombre élevé de radicaux, puis un second, constitué essentiellement de radicaux. Il démissionna finalement le 10 mars 1938, et passa la main à Blum, qui forma un deuxième ministère fort peu différent du premier, comme le constatèrent Le Messin et Le Lorrain. Selon L'Eclair de l'Est, Blum avait baclé "un ministère qui n'est pas seulement d'une bouffonnerie effarante. L'attribution de quelques-uns des portefeuilles constitue en effet un véritable défi au pays : elle présente pour la situation financière, autant que pour la paix extérieure un danger nouveau" *(271)*.

Ce gouvernement ne durera que 28 jours. Son échec devait signifier la rupture définitive, avec le Front populaire.

Le président Lebrun fit appel à un radical, Edouard Daladier qui, depuis 1936, avait occupé sans interruption le ministère de la Défense Nationale. Il forma un cabinet associant radicaux et modérés. La presse lorraine, à l'image du Parlement qui semblait comprendre enfin la gravité de la situation, et qui accorda à une très large majorité la confiance à la nouvelle équipe, fut favorable au nouveau Président du conseil.

Victor Demange et ses deux journaux, aux derniers jours du Front populaire, s'étaient efforcés de tenir une position médiane en souhaitant que les acquis sociaux soient préservés et que tout soit fait pour restaurer l'équilibre budgétaire et la valeur du franc : "les réformes sociales ne peuvent prendre racine que dans une économie vivante". A la chute du Front populaire, il sera parmi les premiers en Lorraine à

appeler de ses voeux un gouvernement d'Union nationale : "La France connaît actuellement une des épreuves les plus difficiles de son histoire... le déroulement des faits a été tel que, dans tous les milieux, au sein de tous les partis, on a pris conscience que l'Union nationale des Français était devenue une nécessité impérieuse... Mais il faut préciser que l'Union nationale ne peut se créer autour d'un seul parti, autour d'un front, mais autour de la Nation et de ses intérêts vitaux".

Après quelques jours du gouvernement Daladier, Demange s'exclama : "La vigueur réfléchie dont a su faire preuve le chef du nouveau gouvernement paraît avoir opéré autour de lui, un rassemblement de tous ceux pour qui la solution de la France ne peut être trouvée que dans un renouveau d'énergie laborieuse. Il en est fort bien ainsi" *(272)*. L'Eclair de l'Est ne souhaitait plus qu'une chose, que le gouvernement "aille vite" car "on sent s'agiter les spécialistes des mouvements de violence" *(273)*. Si ce ministère "n'aura rien qui puisse déchaîner l'enthousiasme" et ne provoquera pas "le fameux choc psychologique sur lequel on compte pour reprendre une marche ascendante" il "faut savoir gré à M. Daladier d'avoir épargné au pays la honteuse comédie de l'appel aux communistes" *(274)*.

Le Messin suivit les derniers jours du gouvernement Blum avec inquiétude. Depuis 1936, il craignait une Révolution Rouge en France et particulièrement en Moselle : "le Marteau et la Faucille veulent s'implanter en Lorraine non pas seulement pour faire triompher la propagande mais pour narguer de plus en plus l'Allemagne hitlérienne et tenter de provoquer l'incident définitif qui ferait bien l'affaire de Moscou. Consentons une petite trêve au pauvre et malchanceux gouvernement Blum, notre seul ennemi c'est le bolchévisme. C'est lui que nous devons combattre impitoyablement" *(275)*.

Il le fera ! Il attaquera violemment la CGT "état dans l'Etat" *(276)*, les communistes mosellans, etc. En 1938, il appelle à la vigilance : "nous savons que si la Révolution Rouge n'éclate pas sous peu, elle n'éclatera jamais. Les camarades au poing levé ne l'ignore pas non plus. Le moment est venu de nous tenir sur nos gardes et de suivre les évènements avec la plus grande attention". Le ministère Daladier sera vite perçu comme le gage du redressement national malgré Munich : "M. Daladier a rendu aux Français cette notion de l'Empire qu'ils avaient perdue après deux longues années du Front populaire" *(277)*.

Même l'Est Républicain, si neutre d'habitude, s'exclama : "c'est un véritable climat de printemps. Il y a encore quelques gelées à craindre c'est vrai. En peu de temps l'atmosphère a changé. Elle s'est purifiée. Il a suffi d'un

peu de clarté, un rien d'autorité sans phrases, et sans doute aussi, la conscience enfin revenue du danger qui nous presse" *(278)*.

La presse lorraine dans son ensemble et malgré quelques critiques sur certaines mesures, soutenaient Daladier. Celui-ci il est vrai, bénéficiait d'une réelle popularité et redressa la France. Mais surtout, face aux menaces extérieures, les journaux dissimulaient mal leur inquiétude. Il convenait plus que jamais de rester vigilant.

e) De la dissolution des Ligues à la Cagoule

Le Front populaire est né d'une réaction contre l'agitation des Ligues et la domination de la droite depuis 1934. Aussi dès que Blum arrive au pouvoir une des premières mesures est la dislocation des Ligues dont les Croix-de-feu du colonel de la Rocque, mouvement très structuré, créé en 1927 et qui, à l'origine, ne regroupait que des anciens combattants décorés pendant la guerre pour leur bravoure.

Le Messin, Le Lorrain et L'Eclair de l'Est s'intéressent rapidement à cette dernière organisation et suivent avec passion son développement : le recrutement s'élargit et des associations filiales sont constituées (en 1929 les Briscards, anciens combattants ayant combattu six mois en première ligne ; en 1932, Fils et Filles de Croix-de-Feu ; en 1933, Regroupement National, ces deux dernières filiales constitueront les Volontaires Nationaux). L'idéologie des Croix-de-Feu, d'abord fondée sur la fraternité des tranchées ("Unis comme au front") plaît particulièrement : elle s'oriente vers la critique du parlementarisme tel qu'il est pratiqué. Il s'agit de réformer l'Etat par le renforcement de l'exécutif, de développer "la collaboration du capital et du travail", de protéger l'économie, de s'opposer au marxisme et au communisme.

C'est peut-être ce dernier point qui plaît le plus au Messin, au Lorrain et à L'Eclair de l'Est. Ils sentent les Croix-de-Feu capables, par leur masse (150.000 adhérents au milieu de 1934), par leur organisation quasi militaire (mystique du chef, manifestations encadrées par des groupes d'intervention, rassemblements motorisés), par leur activisme (heurts avec les communistes qu'ils cherchent à concurrencer sur leur propre terrain : pour se gagner la jeunesse et les ouvriers, ils créent des foyers de jeunes, des colonies de

vacances, des maisons de convalescence et des soupes populaires pour les chômeurs), de regénérer la France, de la laver de tous ces révolutionnaires rouges.

Dans ce contexte, l'annonce de leur dissolution, le 18 juin 1936, ne sera pas une surprise.

L' Eclair de l'Est soulignera les déclarations énergiques de Pierre Taittinger, député de Paris, président du parti National Populaire qui accuse le décret qui frappe son parti, d'illégal, d'acte purement arbitraire., et celles de Mr. Vallat qui rappelle que dans les derniers incidents, des Croix-de-Feu ont été blessés. On note toutefois aucun éditorial engageant directement le journal *(279)*.

Le Messin, le 1er juillet 1936, rappelle que la dissolution des Ligues est un acte non seulement arbitraire et unilatérale, mais aussi "contraire à la liberté et aux principes démocratiques" ; "Pour les prétendus fascistes, (la mesure décidée) aura toutes les rigueurs, mais pour les autres, toutes les indulgences... Il n'y a qu'un fascisme, c'est le fascisme rouge" *(280)*. Il ajoute que les "mesures d'exception prises contre certains groupements n'auront aucune efficacité et que le gouvernement qui en prend l'initiative est le premier convaincu de son inutilité". Il s'agit selon l'éditorialiste de distraire l'opinion et "de faire diversion". Enfin il note pour argumenter sa thèse : "la pauvreté des griefs apportés à l'appui de la dissolution des Ligues" par Salengro. Il est vrai que La Rocque va aussitôt fonder un nouveau parti : le PSF, Parti Social Français où entrent aussitôt les anciens Croix-de-Feu.

Pourtant, si Le Messin continue à soutenir celui-ci, par exemple à l'occasion de la visite en 1937 du Colonel en Lorraine, des critiques apparaissent : les anciens Croix-de-Feu sont une "armée inconsciente de sa propre force par suite de manque de cohésion" et composée d'éléments disparates, (elle) "disperse ses efforts" peut-on lire le 19 novembre 1937 dans un article consacré au colonel de La Rocque. Et de poursuivre : "le reproche le plus grave qui puisse lui être fait (au Colonel de la Roque) est d'avoir aiguillé un admirable mouvement sur une voie de garage".

Le Lorrain, à l'heure de la dissolution, souligne la "courageuse" intervention de Ybarnegaray, député basque mais aussi un des dirigeants du mouvement : "la voix était plus que la voix d'un député moyen. C'était la volonté de tout un pays qui s'affirme par sa bouche de rester dans sa tradition, de s'affranchir d'une abominable tutelle étrangère" *(281)*. Il note que ses arguments étaient autrement plus forts que ceux

de M. Salengro".

La Cagoule est le nom donné par la presse et l'opinion au Comité Secret d'Action Révolutionnaire (C.S.A.R), organisation clandestine d'extrême-droite, formée en 1936 par d'anciens membres des Ligues (comme Eugène Deloncle) après la dissolution de celles-ci. Bénéficiant d'appuis financiers et militaires, remarquablement structurée, la Cagoule combat le Front populaire et le communisme, avec pour objectif le renversement du régime républicain par l'insurrection armée. Un véritable complot s'organise en 1937 avec l'assassinat des frères Rosselli, anti-fascistes italiens et l'attentat provocateur contre l'immeuble de la Confédération du patronat français. La même année le réseau est démantelé.

Pour Le Lorrain *(282)* ce n'est pas un complot contre la sécurité de l'Etat : "aucune marque politique n'est relevée". "Les détenteurs d'armes" veulent seulement une chose : "se défendre" "et pour se défendre, il s'arment, ils s'associent (...) . Il ne s'agit pas d'association de malfaiteurs mais de citoyens, d'hommes courageux qui n'ont pas envie de se laisser abattre comme des chiens le jour J de la Révolution bolchévique". Cette légitime défense se justifie par les menaces des "bandes révolutionnaires" qui sévissent depuis juin 1936. Les armes viendraient de l'étranger ? "et celles des bolchéviques et de leurs troupes de choc?". Charles Ritz accuse l'Etat de ne plus assurer la sécurité et l'ordre.

Comme lors de la dissolution des Ligues, il s'agit pour Le Messin d'une affaire qui "vient à point pour provoquer une diversion. Après les attentats terroristes, le gouvernement avait besoin d'un complot fasciste pour rétablir l'équilibre" *(283)*. Le journal pense, que le double attentat contre les immeubles des organisations patronales, a été commis par des révolutionnaires rouges *(284)*. Quoiqu'il en soit il ne faut pas dramatiser "cette histoire rocambolesque". Tout a été manigancé par la police "la facilité avec laquelle (elle) a mis la main sur la bande" semble bien établir selon lui "qu'elle avait elle-même soufflé à l'oreille de trop candides amateurs les précautions saugrenues qui devaient les faire prendre" *(285)*.

Même analyse de la part d'Emile Meyer de L'Eclair de l'Est : "on arrive à se demander qu'elle est l'arrière-pensée, non pas des détenteurs d'armes, que la police découvre avec une si extraordinaire facilité, mais du metteur-en-scène de cette affaire à la fois réaliste et funambulesque" *(286)*. Après avoir convenu que "tout ce travail de sape (...) était fait pour être découvert" il conclue "(les cagoulards) appartiennent au parti communiste et leurs armes étaient à destination rouge".

L'Impartial de l'Est affirme, au contraire, que cette

"affaire" "a été préparée soigneusement et de longue date" *(287)* mais d'une certaine manière il rejoint son confrère sur les origines de celle-ci : les inspirateurs sont les "dirigeants du marxisme soviétisé".

Comme L'Est Républicain, Le Républicain Lorrain se contente de livrer l'information brute. Toutefois Victor Demange exprime une inquiétude : la provenance des armes qui peut-être passent par "nos régions frontières" et qui, quoiqu'il en soit, prouve que ces comploteurs sont les instruments de pays étrangers *(288)*.

*

5 - Economie

* La Crise de 1929

Les rubriques économiques occupent une place très restreinte dans les quotidiens lorrains *(289)*. En témoignent les doléances d'une des plus importantes revues économiques de France de l'Est, La Revue Industrielle : "En France les grands quotidiens, soit de Paris, soit de province semblent se désintéresser fort de tout ce qui concerne le monde de la production et de l'échange. De temps en temps, quelques brèves pour mentionner un accord commercial ou d'une disposition douanière et c'est tout. Pas de commentaire, pas d'explication. Et encore ces lignes ne sont-elles là que pour boucher un trou dans une colonne de journal" *(290)*.

Seules les nouvelles spectaculaires, voire scandaleuses y sont décrites avec force détails. Pourtant si les affaires Hanau, Oustric ou Stavisky y trouvent une place conséquente (probablement en raison de leurs relations avec la politique), le krach de la banque Renault qui a fort ému Nancy n'est signalé dans la presse qu'avec 15 jours de retard et souvent que par quelques lignes en pages intérieures. L'Est Républicain, par exemple ne consacre qu'un entrefilet de la 3ème page. Les experts malveillants n'ont pas manqué de souligner que le sénateur de Toul, Louis Michel, administrateur de la banque Renault l'était également de L'Est Républicain. Il était aussi membre des conseils d'administration de nombreuses autres sociétés : les Forges et Aciéries de Commercy, les Constructions Electriques de Nancy, les Hauts Fournaux de Chiers, la Banque du Rhin, la Banque Lyon-Marseille. "L'homme au croc" comme on le

surnommait, avait en outre la possibilité de s'exprimer dans l'organe de la Fédération départementale dont il était le président "Le bon cultivateur de l'Est".

La nouvelle du krach de Wall street paraît, elle, dans les quotidiens lorrains avec deux jours de retard *(291)*. Elle n'a droit qu'à la place d'un simple faits divers, alors que la crise politique française et la renonciation de M. Daladier à former un nouveau gouvernement occupe l'attention de l'opinion. Et si la stupeur semble grande devant le nombre et l'ampleur des faillites, il semble que nul n'ait senti la portée de l'évènement. Il ne s'agissait alors pour l'opinion que d'un fait exclusivement américain.

Certes, le rédacteur de L'Union Economique de l'Est écrivait prophétiquement "la crise financière ne peut pas ne pas être suivie d'une crise industrielle (...). Il va y avoir dans les Etats-Unis un fatal renversement (...) la défaite de Wall Street aura des répercussions sur nous aussi" *(292)*. Mais cette réfexion trouve peu d'échos. L'heure était encore à l'optimisme. L'opinion ne demandait qu'à épouser celui des gouvernements. Jusqu'au 31 novembre, L'Est Républicain continue de publier les fluctuations de la bourse de New-York puis cesse toute information à ce sujet.

Il faudra attendre la nouvelle baisse subie par Wall Street, en juin 1930, pour retrouver trace de la crise dans la presse lorraine. Mais celle-ci, en général, reste résolument optimiste. Tous les observateurs fixent, le terme de la crise, à la fin des l'année 30. Cependant la situation économique des Etats-Unis fait l'objet d'examens plus ou moins sévères. La crise a détruit le mythe de la supériorité et du progrès sans limite de l'économie américaine : "L'exemple des USA, si glorieux il y a un an encore, de leur magnifique prospérité, embourbés aujourd'hui dans des difficultés inextricables, souffrant d'un chômage qui s'étend tous les jours, est particulièrement frappant. Persuadés jusqu'alors, qu'ils avaient trouvé l'infaillible méthode de l'enrichissement, ils sont obligés d'avouer maintenant la faillibilité humaine chez eux comme partout" écrit L'Eclair de l'Est, le 7 novembre 1930.

Au fur et à mesure que le temps s'écoule, le pessimisme s'installe, la crise apparaît inextricable ; On craint des répercussions car on a pris conscience de l'interdépendance économique des différentes nations : "On doit s'attendre à un ralentissement industriel très net dans les mois suivants et une politique d'extrême prudence doit être poursuivie actuellement par l'industrie" déclare La Revue Industrielle de l'Est, le 21 décembre 1930.

Marcel Grosdidier de Matons écrit, dès novembre 1930,dans

Le Lorrain : "la situation économique du monde paraît à l'heure actuelle lamentable (...) 12 à 15 millions de chômeurs, par conséquent de familles qui souffrent (...) seule la France échappe au fléau (...) la plupart de ces peuples accusent une surabondance de production et une déficience de consommation (...) La crise mondiale peut d'ailleurs nous atteindre nous-mêmes. Certaines industries commencent à souffrir chez nous, particulièrement celles de la soie, de la bonneterie, du tissu et du caoutchouc. Certaines usines commencent à tourner au ralenti (...) Il ne faudrait pas s'endormir au sein de cette prospérité, la fortune n'est pas une sécurité et réclame, au contraire un redoublement de vigilance" *(293)*.

Le Messin, après avoir consacré une vingtaine de lignes en "dernière heure" sur la débâcle de la bourse de New-York, constate que le marché aux valeurs "a atteint (...) son point le plus bas depuis 1928 et le volume d'affaires a été le plus important qu'on ait enregistré depuis la débâcle de juin dernier" *(294)*. Quelques jours plus tard il écrit qu'il faut "pratiquer une politique de compression et d'économie et liquider nos monopoles" *(295)*.

Au Lorrain, Grosdidier de Matons reprend la plume le 26 novembre, pour davantage s'expliquer : "la crise boursière qui vient de faire sauter avec plusieurs banques de Paris et de Province, un certain nombre de coulissiers parisiens, semble, au premier abord, en contradiction avec ce que nous écrivions ici même de la prospérité française. A vrai dire et si paradoxale que cela puisse paraître, cette crise est au contraire parfaitement dans l'ordre des lois économiques (...) le public s'effraie à tord de cette crise, il s'émeut à tort des dépôts de bilan, de ces liquidations, une panique serait aussi dangereuse qu'injustifiée. Nous assistons plutôt à un assainissement du marché financier, assainissement qui ne se fera pas sans douleur".

"C'est la vedette du moment. Partout il n'est question que d'elle. Certains même lui font une publicité quelque peu tapageuse. Son nom est sur toutes les lèvres, leitmotiv lancinant : on l'appelle la crise..." ainsi se plaint L'Est Républicain le 31 janvier 1932. Les journaux lorrains citent des chiffres significatifs de la banqueroute de plusieurs industries, le nombre de banques qui ont déposé leur bilan, celui des chômeurs. "Quatre nouveaux cavaliers de l'apocalypse : le suicide, le vol, la folie et la famine forment l'avant-garde de l'armée des chômeurs en Amérique". Une armée de miséreux, pour la plupart vieux et usés, encombre les escaliers et les couloirs du métro, formant une accumulation lamentable de corps humain... socialistes, communistes, anarchistes profitent de la situation critique",

écrit L'Est Républicain, le 4 novembre 1931. Le spectacle de déchéance offert par un pays dont la prospérité semblait ne devoir jamais méconnaître de bornes a profondément atteint le prestige des Etats-Unis que l'on tient comme responsable de la crise mondiale. La Grande-Bretagne, entraînée dans le sillon économique américain, subit la même perte de prestige. La City, comme Wall street,n'est plus que "le théâtre des canailleries les plus fabuleuses" peut-on lire dans L'Est Républicain, du 1er mars 1930. L'Eclair de l'Est accuse le gouvernement travailliste d'être responsable de l'augmentation du chômage, de celui du déficit du budget et du discrédit de la livre sterling *(296)*.

Les premières mesures de protectionnisme prises par les Etats-Unis provoquent une vive émotion et une grande stupeur. L'Eclair de l'Est les qualifie "d'agressions douanières" (le 26/09/01931), L'Est Républicain souligne l'impopularité de cette décision aux Etats-Unis mêmes. Le protectionnisme anglais est encore plus cruellement ressenti. L'Angleterre n'était-elle pas "la nation la plus hospitalière et la plus libre échangiste du monde ?" *(297)*. La Revue Industrielle constate que "rarement, on a vu s'exercer sur notre globe terrestre une prohibition aussi sévère. Cette furie jure avec la politique douanière jadis suivie par la Grande-Bretagne" *(298)*. Tous les journaux mosellans et vosgiens sont également défavorables au protectionnisme, dans lequel ils voient un cercle vicieux, qui ne fera qu'aggraver la crise. Mais ce sont surtout les graves répercussions sur l'industrie française, qui inquiètent l'opinion. On estime de plus en plus qu'Anglais et Américians sont devenus protectionnistes autant dans le dessein de ruiner la France, que pour essayer de survivre. Les journaux s'attardent à tous les symptômes de boycottages des produits français, et sur les campagnes publicitaires contre la France *(299)*.

En ce qui concerne l'expérience Roosevelt, les opinions des journaux lorrains sont nuancées. L'Est Républicain qualifie de courageuse l'initiative du président *(300)* et voit dans son plan une chance de succès. Quelques mois plus tard, le quotidien de René Mercier n'hésite pas à dresser un bilan positif d'une année d'administration Roosevelt *(301)* et fait état de l'optimisme grandissant de la population américaine devant la reprise des affaires et la fin de la crise bancaire.

L'Eclair de l'Est, au contraire, voit dans les dirigeants américains "des aveugles guidant des aveugles" *(302)*. L'opposition au New Deal est particulièrement virulente dans L'Union Economique de l'Est qui, après avoir évalué le coût des dépenses de redressement à 21 milliards de dollars, prévoit une catastrophe financière *(303)*.

La presse de gauche, paradoxalement, apprécie Roosevelt. Il applique, selon elle, des mesures préconisées depuis longtemps par le parti socialiste pour adoucir la misère des classes ouvrières. Il leur plaît que le président des Etats-Unis, par sa seule popularité, fasse "baisser la tête aux patrons les plus récalcitrants" *(304)*. L'augmentation des salaires (jusqu'à 35%) et la diminution des heures de travail, sont applaudies comme devant harmoniser production et consommation.

Sur le plan local, si 1929-1930 sont encore des années de très grande prospérité pour l'acier lorrain, le marasme s'est installé à partir de 1931 dans toutes les branches industrielles, avec son cortège de chomâge, de licenciements, puis de troubles sociaux *(305)*.

La crise du textile s'accentue en 1932, après un semblant de reprise en mars-avril. La dépression générale et continue des matières premières, entraîne une diminution du pouvoir d'achat des peuples coloniaux qui ne peuvent plus absorber la production cotonnière métropolitaine. La concurrence japonaise avivée par la dévaluation du yen, s'affirme particulièrement sur le marché indochinois. Or la presse régionale rappelle que 1/3 du personnel employé par les usines cotonnières des Vosges travaillent pour l'Indochine.

Les mines de fer et d'une manière générale la sidérurgie sont aussi durement touchées : on y licencie massivement et on décourage les étrangers de rester.

Autre conséquence de la crise : l'effondrement du système bancaire lorrain. La crise de 1932, on l'a vu, va emporter la banque Renault, présidé par le maître-verrier Antonin Daum, qui soutenait un grand nombre d'affaires régionales diversifiées. Les banques qui se maintiennent doivent renoncer à leur fonction de banques d'affaires.

Du krach de Wall Street à la dévaluation de la livre, la crise est donc presque ignorée des lorrains ! l'effondrement spectaculaire de la bourse new-yorkaise a, certes, été l'objet d'informations mais sans qu'on en ressente l'importance. La dévaluation de la livre avec ses répercussions sur l'économie allemande, et dans de moindres proportions sur celle française, fera saisir la gravité de l'évènement. On découvre l'interdépendance des différents pays en matière économique. Dès lors, chaque journal, selon sa tendance, s'efforcera de la minimiser ou décrira au contraire ses conséquences : le chômage et les faillites, les scandales et la valse des ministères qui répandent dans l'opinion un puissant courant anti-parlementaire. Le Lorrain encourage le mouvement des Croix-de-Feu. Association d'anciens

combattants fondée en 1927, cette organisation se développera sous l'implusion du Lieutenant-colonel de La Rocque, un catholique très ancré à droite, qui mettra l'accent sur la nécessité d'une renaissance morale. Le mouvement se dotera, en octobre 1933, d'une organisation de jeunes qui recrutera beaucoup dans la petite bourgeoisie, les volontaires nationaux. Il ne cessera de se développer pour la suite. Pour Le Lorrain, ce mouvement est capable de "régénérer la France". Il parle de retour tant attendu "de l'esprit ancien combattant" et commente très largement les manifestations de cette "nouvelle force" *(306)*. Dans ce climat, un scandale suffit à provoquer l'explosion, ce sera l'affaire Stavisky, très suivie par l'ensemble de la presse lorraine.

Autre sujet d'inquiétude pour les journaux lorrains et surtout ceux mosellans : le calvaire allemand du chômage et de l'inflation. Malgré ses dettes, l'Allemagne survit grâce aux devises étrangères, en majorité américaines, émanant de crédits, de placements à court et moyen terme et de ses exportations intensives. Mais le krach de Wall Street puis la dévaluation de la livre anglaise, en provoquant le tarissement brutal des sources essentielles à son économie, a précipité l'Allemagne dans l'engrenage infernal du chômage et des faillites en série. Le Messin comme Le Lorrain, dès 1930, préviennent : "de plus en plus grave (la crise économique allemande) risque d'aboutir à des catastrophes monétaires et sociales" *(307)*.

L'origine de la crise allemande est communément attribuée à l'excès de nationalisation d'une industrie équipée pour une production intense et réduite à marcher au ralenti. L'impossibilité de rémunérer l'argent immobilisé, est aggravé par la fuite des capitaux étrangers. Enfin, la concentration a provoqué un chômage technologique alors que la crise rend difficile l'expatriement de la main-d'oeuvre *(308)*.

Mais pour beaucoup de journaux lorrains, la faillite de l'économie allemande semble concertée. On y voit le calcul d'un pays persuadé de sa supériorité universelle, qui veut compenser sa défaite militaire par une victoire économique : "de là cette débauche dépensière où (l'Allemagne) s'est lancée à corps perdu pour tout perfectionner chez elle" écrit L'Eclair de l'Est *(309)*. "Elle ne cesse de semer une politique de magnificence étatique et de dérèglements privés. Prise d'une sorte de fureur mégalomane, elle a voulu reculer les limites du colossal... cherchant, sans aucun doute, à faire de la dépense pour se maintenir en état chronique d'insolvabilité", surenchérit L'Est Républicain *(310)*.

Les journaux se mettent à décrire ce qu'ils appelleront

la danse macabre des millions employés "à des oeuvres qui n'étaient point de paix" *(311)*. En 1934, on considère qu'il n'y a plus de pauvres en Allemagne. L'opinion publique redoute de plus en plus "l'ultime conséquence traditionnelle de la lutte économique à outrance : la guerre" *(312)*.

Dès que l'Allemagne sera sûre de sa puissance, elle provoquera un conflit.

Enfin, la crise économique a jeté sur le problème des dettes interalliées, un jour nouveau. L'opinion trouve inadmissible que l'on sépare le problème des dettes, de celui des réparations. Elle a vu dans l'attitude d'Hoover, une preuve de la germanophilie des Etats-Unis. "L'imbécilité du dernier et invraisemblable ukase Hoover au sujet des réparations a montré, dans les huit jours, son inanité, la fausseté de ses raisons, sa légèreté, ses périls multiples. Il a aggravé et hâté à la fois le désarroi des finances allemandes, anglaises et américaines" écrit L'Eclair de l'Est, le 13 octobre 1931.

*

6 - Social

a) A propos de grèves et conflits sociaux

Un mort, six cents blessés : c'est le bilan sévère de la Fête du Travail de 1919, la trentième depuis sa création et la première depuis l'armistice.

On assiste depuis la fin des hostilités, à une franche poussée du mouvement ouvrier, favorisée par la hausse des prix. Le Parti socialiste passe en un an de 36.000 à 133.000 adhérents. La CGT en compte un million (contre moins de 700.000 avant la guerre).

Pour désarmer la vague d'agitation prévisible, le gouvernement fait adopter des mesures de caractère social : la loi du 25 mars sur les conventions collectives, la loi du 23 avril instituant la journée de 8 Heures. Cela ne suffit pas à empêcher les manifestations de ce 1er mai 1919, interdites par le gouvernement, de dégénérer en heurts très violents avec les forces de l'ordre.

Les grèves se multiplient : grève dans la couture, du 1er

au 19 mai, grève du métro, des employés de banque toujours en ce mois de mai 1919. Juin voit s'étendre le mouvement à toutes les catégories de travailleurs : transports, mineurs, grands magasins, assurances, mode, en juillet, manifestation des garçons de café. Puis, après un mois d'accalmie, des conflits sociaux éclatent un peu partout en septembre. Une des principales causes est sans doute la vie chère et les difficultés de ravitaillement, engendrées par les destructions de la guerre et une mauvaise organisation.

Comment réagissent les quotidiens lorrains ? "Il faut que cela cesse" s'indigne Le Lorrain dans son numéro du 11 septembre 1919. Il parle d'une crise d'autorité dont souffre la France et ce même jour consacre pas moins d'une page entière à la grève des cheminots : "c'est une calamité sans égale que celle qui vient de s'abattre sur notre pays, la grève des chemins de fer arrête toute vie, tue toute activité, brise l'élan et le travail de la Nation".

Quelques mois avant, il avait traité les grévistes "d'anti-patriotes et d'ennemis de la Nation" *(313)*.

D'une manière plus générale Le Lorrain pense que la grève est : "le dernier et le grand moyen auquel doit recourir l'organisation syndicale pour défendre les droits de ses membres", car elle atteint dans son essence même la vie de la Nation. Pour l'ouvrier "sérieux" "organisé", c'est donc le moyen extrême. Pour le "révolutionnaire", la grève fait partie du train ordinaire de la vie syndicale, "l'avantage recherché est un moindre souci : ce que l'on veut, c'est la préparation du coup final de la révolution" *(314)*.

Pour éviter d'arriver à ce moyen "extrême", Le Lorrain préconise une solution : "il faut faire l'éducation des travailleurs ; il faut aller à eux, les conseiller, faire appel à leurs bons sentiments, à leur patriotisme, leur montrer clairement les conséquences des actes qu'on médite à leur nom". Les "meneurs" sont clairement identifiés : il s'agit d'individus payés par l'étranger, les poches bourrées de roubles russes". "C'est la révolution ouvrière et paysanne en Russie que l'on veut faire aboutir" en France . Charles Ritz affirme que "l'Allemagne aux abois compte sur une révolution bolchévique en France pour échapper aux conséquences de sa défaite" et appelle chacun à prendre conscience de l'enjeu *(315)* : "il faut espérer que les ouvriers français, avec leur bon sens et leur intelligence sauront reconnaître le danger qu'ils feraient courir au pays en prêtant leur oreille aux meneurs en ces heures graves et déjoueront les projets des agents du bolchévisme français".

La CGT est accusée de tous les maux, Le Lorrain est

résolument contre sa politique : "que demande la CGT comme mesures immédiates ? Le retrait des troupes du Rhin, la cessation de nouvelles expéditions coloniales..., la libération immédiate de la classe 18... La leçon est d'hier ... devons-nous encore une fois encourager ce qui guettent la faiblesse ? N'est-ce pas nous qui avons une terrible créance, qui supportons les ravages de la guerre ? Et c'est nous qui devons fournir des gages !" *(316)*.

Seul syndicat à trouver grâce aux yeux du Lorrain, la CFCT qui est "la plus nombreuse organisation syndicale après la CGT", car selon lui "c'est l'organisation qui a les cadres les plus solides et les principes les mieux établis". "Ce vaste et sérieux" mouvement a surtout une qualité : "nous constatons avec joie, la CFCT tient tête à la CGT... il ne faut pas y aller par quatre chemins : c'est sur la base chrétienne que se feront le syndicat et la société professionnelle de demain" *(317)*.

Le Messin, de même, ne croit pas à la grève comme moyen d'action des travailleurs et fait une analyse qui se rapproche à quelques nuances près, de celle du Lorrain : "le gouvernement saura faire comprendre aux employés des chemins de fer que leur devoir patriotique leur compose de rester à leur poste. Ils ne se laisseront pas entraîner par les déclamations de quelques agitateurs qui seraient assez désireux de jeter notre pays dans une crise de bolchévisme". Il cite le député travailliste anglais, Thomas qui s'est exprimé sur le principe de la grève : "le mot juste a tout récemment été prononcé... : "rien n'est plus nuisible à la cause des travailleurs que la sotte notion que le seul moyen de résoudre des difficultés serait de déposer les outils du travail"" *(318)*.

Le Messin est toutefois plus tolérant que Le Lorrain. Ainsi il ne donne pas entièrement tort aux cheminots alsaciens et lorrains lors de la grève de septembre 1919 : "(ils) avaient quelques raisons d'être mécontents" même s'ils n'avaient pas pour autant "raison de cesser leur travail". "La maladresse de certains de leurs chefs qui trop volontiers les traitent comme des Allemands, les avaient poussés à bout... on peut affirmer que le gouvernement n'a pas toujours réussi dans le choix de ses fonctionnaires et dans la rédaction des directives qu'il leur a données". Il reconnaîtra même quelques semaines plus tard "qu'il est certain que lorsque les salaires sont trop réduits, que, quand le patron a pris des mesures attentatoires à la liberté de l'ouvrier, la grève est excusable" mais aussitôt il ajoute que lorsqu'il n'existe "aucune raison de conflit ou simplement des motifs furtifs ou des désaccords insignifiants qu'un simple entretien peut

régler, la grève est chose monstrueuse dont les conséquences retombent toujours, non pas seulement sur les ouvriers qui ont cessé le travail mais encore sur tous leurs camarades" *(319)*.

Parfois il préfère, à l'occasion d'un conflit, surtout s'il est local, rester neutre. La grève des cheminots lorrains est un exemple. Il explique ainsi son attitude : "... le différent qui séparait les grévistes et le gouvernement d'Alsace-Lorraine était tellement grave, il touchait à tant d'intérêts matériels et surtout moraux, il mettait en jeu à la fois la liberté d'une corporation ouvrière digne de tous les égards qu'il n'appartenait pas à la presse de donner son jugement avant que les positions ne soient nettement prises par les parties en cause et tant que le conflit n'était pas sorti de cet état aigü où les raisonnements les plus clairs ne peuvent avoir aucune influence sur des esprits surexcités sinon de les exciter davantage".

L'Est Républicain est également contre le principe de la grève. Celle qui touche les chemins de fer est selon lui "nettement politique, exclusivement révolutionnaire, à tendance bolcheviste". Elle vise à désorganiser les services, provoquer la misère et la ruine du pays "de manière à soulever le mécontement général" *(320)*. L'Est Républicain n'aime pas les extrêmes, aussi bien de droite que de gauche. Il combat les communistes et les révolutionnaires, qui n'ont pas leur place dans cette république modérée à laquelle son directeur aspire. Ceux-ci, de toute façon n'ont pas en vue l'amélioration du sort des ouvriers : "cette prétendue libération de la classe ouvrière n'est qu'un prétexte à opprimer les ouvriers après les avoir excité à un mutuel égorgement" *(321)*.

Pour Le Télégramme de l'Est, le socialisme "hait les lois ouvrières qui apaisent les souffrances du peuple, il veut la lutte des classes et non le bonheur d'une classe". La révolution qu'il prépare écrase sous ses ruines patrons et ouvriers, capitalistes et prolétaires. Quant à la CGT, elle est inféodée aux bolchéviques et ses grèves politiques "n'ont rien à voir avec les intérêts corporatifs (et) se soucient peu de l'ouvrier". Le Télégramme s'oppose surtout au droit de grève des fonctionnaires et à leur adhésion à la CGT. Il les juge certes mal payés mais aussi trop nombreux et surtout privilégiés *(322)*.

Le mécontentement du Télégramme de l'Est s'exerce enfin sur la loi des 8 heures qui ne permettra pas le relèvement de la France. Cette loi freine la production, favorise la concurrence étrangère, la hausse des prix et la vie chère. De surcroît, elle livre "l'ouvrier à toutes les sollicitations de

la rue et lui fait perdre aussi le goût du travail" *(323)*.

Le Lorrain pense également, que cette loi est une mauvaise chose : "au lendemain d'une guerre qui a réduit la population active de la France de 180.000 âmes, qui a ruiné l'outillage industriel dans le Nord, qui a anéantit les exploitations rurales dans les départements les plus riches, il y a vraiment autre chose à faire qu'à introduire la journée de huit heures" *(324)*.

Le Messin n'est pas fondamentalement contre : "dans tous les pays du monde où la législation sociale a pris un certain développement quand le principe de la journée de huit heures a été admis, il a été reconnu que l'ouvrier de huit heures peut travailler autant que l'ouvrier de dix heures". Mais il trouve que cette loi est un peu prématurée même si elle "fut désirable en principe". Le lendemain de la guerre n'est, selon lui, pas un moment "particulièrement bien choisi pour lui donner un caractère légal" *(325)*.

1936 fut, avec l'arrivée au pouvoir d'un "Front populaire" le début d'une grande expérience et d'une grande impatience de réformes ainsi qu'une soif de mieux vivre. Au cours de ces deux années, des décisions capitales ont été prises modifiant profondément nos structures politiques et économiques, transformant aussi le mode de vie d'une large fraction de la population.

* La victoire sur le tas :

La France connaît en 1936 une formidable explosion sociale : une vague de grèves d'un style nouveau : grèves avec occupation d'usines, qui touchent plus de deux millions de salariés. Le mouvement commence le 11 mai aux usines Bréguet du Havre. Alors que Blum constitue son ministère le phénomène fait tâche d'huile. Tous les secteurs de l'activité commerciale et industrielle sont paralysés à Paris et en province.

"Le mécontentement était général. Aux dernières élections, il (le peuple) s'exprimait avec vigueur en envoyant au Parlement une majorité dont la formation n'avait presque pas de ressemblance avec les majorités précédentes. Cette majorité étant, de toute évidence, chargée de faire autre chose. Mais l'impatience des masses était telle qu'on n'attendit pas la constitution d'un gouvernement à l'image de cette majorité et que des mouvements surgirent deci-delà, présageant des troubles sérieux" résume L'Est Républicain *(326)*.

Beaucoup de quotidiens lorrains pensent que ces grèves sont essentiellement politiques : "Est-ce la masse qui trop longtemps brimée secoue ses chaînes ? Nous n'en croyons rien, encore que beaucoup de revendications actuelles soient justifiées (...) la plupart des lois sociales -"l'officiel" en fait foi- votées depuis un demi-siècle sont l'oeuvre de parlementaires de droite (...) les grèves politiques c'est ça, quelques meneurs et une foule grégaire ou timide" écrit Le Lorrain *(327)*. Il ne faut surtout pas prendre à la légère ces grèves comme le fait la presse d'information : "personne ne nous empêchera de crier que les grèves sont fomentées par Moscou (...) la France est abandonnée, sans gouvernement responsable, aux forces brutales qui engendrent la révolution" *(328)*.

Le Messin estime, dans un premier temps que "la simultanéité du mouvement, son extension progressive trahissent une intervention étrangère aux acteurs plutôt indifférents aux intérêts corporatifs" *(329)*. Il semble, ensuite, revenir quelque peu sur sa position : ni le Front populaire, ni la CGT, ni le PC sont responsables des grèves ! Il ne s'agit que d'agitateurs isolés : "une grande partie de ce Front populaire n'a rien à voir avec les exactions commises un peu partout sous le signe du drapeau rouge (...) comme toujours ce sont les braillards individuels qui s'ingénient à troubler l'ordre (...) Nous avons vu à Metz les meneurs de grèves ou du moins certains se prétendant tels. Ils n'ont rien à voir avec les authentiques représentants de la CGT ni des syndicats (...) (ce sont) des voyous de la rue, des dissidents de tous les partis et surtout du parti communiste où la discipline est très sévère (...) Il n'y a pas de révolution" *(330)*. Cette prudence étonnante de la part du Messin, peut s'expliquer par la crainte de grèves au sein même du journal *(331)* et la peur d'envenimer une situation déjà difficile.

Pour Certonciny (directeur du Messin), il y a deux sortes de grèves : celle pour une question de salaire "dans laquelle les récriminants n'ont pas tous les torts". Ils tentent d'exercer une certaine pression sur le patronat pour remédier "à une situation vraiment trop pénible". Il y a ensuite la grève politique "celle qui est purement et simplement inadmissible car elle cause du tort à tous les citoyens, c'est-à-dire au pays" *(332)*. Les Français deviennent les otages d'agitateurs.

Peu de journaux croient à la révolution. Outre Le Lorrain, L'Eclair de l'Est y voit une manoeuvre désespérée de Staline : "le bolchévisme est aux abois. L'effondrement du Front populaire espagnol qui se précise un peu plus chaque jour, lui enlève une de ses cartes maîtresses. C'est pour tenter d'y

parer que staline vient d'ordonner la recrudescence d'agitations à laquelle nous assistons. Tous ses efforts tendent à créer une psychose de guerre franco-allemande, à susciter des incidents qui rendront possible un tel conflit dont il attend de nouvelles possibilités révolutionnaires" *(333)*.

Le 16 octobre, L'Eclair de l'Est, Le Lorrain et Le Messin figurent parmi les 300 quotidiens et hebdomadaires républicains nationaux de Paris et de province qui "en présence des dangers graves que coure le pays" se sont mis d'accord pour publier un bilan de la gestion des affaires politiques sous le titre de "Quatre mois du Front populaire" *(334)*. Les journaux, sur une demi-page ou sur une page entière, parlent de malaise, d'insécurité, gaspillage, dévaluation, iniquités sociales, destruction de l'économie nationale, chèreté de la vie, danger allemand, de l'agriculture sacrifiée. Le gouvernement est selon eux "prisonnier des communistes".

L'Est Républicain note quant à lui, que "la manifestation ouvrière qui s'était jusqu'ici déployée dans l'ordre, la discipline et la plupart du temps dans la sympathie mutuelle est un peu troublée en divers endroits, par des faits regrettables. Ces faits ne sont heureusement pas nombreux mais ils procèdent d'un fâcheux état d'esprit". Le gouvernement, la CGT, l'organisation syndicale en général, ont été débordés "sur certains points". Le quotidien de René Mercier, s'il critique aussi ceux qui "grossissent inconsidérément la gravité" des faits, reconnaît que ceux-ci sont "regrettables" et que "des éléments révolutionnaires étrangers au mouvement ouvrier faisaient parfois dévier ce mouvement, et risquaient de le troubler, de le rendre impopulaire (...)" *(335)*.

Le Républicain Lorrain déplore que les nouvelles conquêtes sociales "si rapidement octroyées à la classe ouvrière après l'arrivée du nouveau gouvernement, les augmentations de salaires accordées de bon gré ou imposées par la grève, les professions de foi sociales subitement apparues sur les lèvres de tous" n'aient pas apporté une longue période de calme et de paix. L'agitation sociale continue. De nouvelles luttes éclatent. La population s'inquiète : "certains veulent la convaincre qu'une révolution est imminente, qu'il faut s'organiser en formation défensive pour préserver la France du sort de l'Espagne".

"Que penser de tout cela" s'interroge Victor Demange ? "D'abord que parmi ceux qui se croient appelés à diriger le pays beaucoup sont, ou feignent d'être bien naïfs. N'est-ce pas une étrange naïveté que d'imaginer qu'on puisse

transformer si profondément l'organisation économique d'un trait de plume sans difficulté, sans ébranlement, sans différents çà et là, et même sans de nouveaux conflits" *(336)*. La justice sociale, les paysans et ouvriers la veulent. La guerre civile ? personne sauf quelques extrêmistes...

Si le Front populaire reste associé, dans beaucoup d'esprit, à des idées de troubles, violences, inflation, dégradation monétaire, dans d'autres il n'est pas responsable totalement de cette "anarchie". Car, avant tout ce sont des mouvements sociaux, des grèves de l'euphorie électorale ; des grèves de défoulement du monde ouvrier, impatient de voir se concrétiser les promesses du Front populaire, après des décennies d'assujettissement patronal ; des grèves de la dignité retrouvée. "L'occupation des usines ressemblait assez à des vacances de la légalité ; vacances passablement joyeuses (...) cela ne rappelait guère les sombres cortèges de la rue, les batailles d'autrefois (...) le calme, la discipline de ces manifestations ouvrières impressionnaient favorablement l'opinion publique (...) Puis, pour des raisons un peu imprévues (...) l'inquiétude s'éveillait (...) on réfléchissait sur la façon dont commençaient, s'interrompaient et continuaient les grèves d'après les mots d'ordre, dont on ne pénétrait, dont on ne concevait pas le mystère. Le gouvernement n'y était pour rien puisqu'il n'était pas encore constitué, ni la CGT qui n'était pas consultée" *(337)*.

Mais après la constitution du gouvernement Blum, après la signature des Accords Matignon (7-8 juin) qui prévoient une augmentation des salaires de 7 à 15%, la signature de conventions collectives si l'une des parties la demande, la reconnaissance syndicale aux ouvriers et l'élection de délégués du personnel dans chaque entreprise, la plupart des journaux, même ceux proches du Front populaire, réclament la fin des grèves et des occupations d'usines. Que l'agitation continue, les journaux ne le comprennent pas.

Le Républicain Lorrain applaudit quand le gouvernement interdit toute manifestation politique dans la région parisienne et réclame l'extension de cette mesure à toute la France. Le journal de Victor Demange soutient la politique sociale du gouvernement mais appelle à l'ordre : "Justice sociale, oui ! Agitation politique sous son couvert : non jamais". Du point de vue social, le syndicalisme ouvrier est "un état indispensable, dans une société dominée par l'appétit du gain", mais si le syndicalisme a des droits incontestables, il a aussi des devoirs : "Améliorer avec sagesse et défendre les droits acquis avec une raisonnable fermeté, telle doit être sa formule" . Le progrès social ne peut que se réaliser dans l'ordre *(338)*.

... Malgré cette prise de position, le journal de Victor Demange, considéré par beaucoup, comme le journal du Front populaire, sera victime d'un incident violent. En effet, le samedi 10 octobre, le secrétaire général du PCF, Maurice Thorez, tient meeting à Metz. Si, selon Demange "les communistes ont donné l'exemple d'une discipline reconnue par tous les hommes de bonne foi", la tension est forte, et devant l'hostilité déclarée des Ligues, qui souhaitent "en découdre" avec leurs adversaires, les forces de l'ordre prennent position dans le quartier de la gare afin d'éviter tout débordement. Privés d'un affrontement qu'ils espèrent probablement, les manifestants forment un cortège qui s'ébranle vers le centre-ville. Après un passage devant la maison du maire, Paul Vautrin, devant le Palais du gouverneur, puis sous les fenêtres du Lorrain et du Messin, les 3 à 400 manifestants tentent, selon Victor Demange, de pénétrer de force dans les locaux du Républicain Lorrain. Son personnel s'y oppose et réussit à contenir les "assaillants" en mettant en batterie une pompe à incendie, jusqu'à l'arrivée de la force publique " *(339)*.

Le lendemain, Victor Demange fustigera Le Messin et Le Lorrain qui parlent "de mémorable soirée... (de) fierté de toute une ville d'être restée maîtresse chez elle" "Metz a vomi le communisme" *(340)*, de fêter au nom du Front Lorrain "ces anges vertueux qui sont l'espérance de la France de demain". Le Républicain Lorrain n'hésite pas à accuser ces deux journaux d'avoir incité leurs partisans à préparer cette "tentative odieuse, le meilleur baromètre du climat favorable dont jouit Le Républicain lorrain". Le Messin et Le Lorrain répliqueront en disant que le cortège de leurs amis a été agressé par la mise en batterie d'une lance d'incendie et que des manifestants auraient riposté en brisant les vitres du journal. Quoiqu'il en soit, malgré six blessés et six arrestations non maintenues, l'incident sera vite clos et il n'y aura aucune suite judiciaire.

b) Les Accords de Matignon :

Le 5 juin, Léon Blum réunit à l'hôtel Matignon les délégués de la Confédération Générale de la Production Française (CGPF) qui représente le patronat et ceux de la Confédération Générale du Travail (CGT) pour leur soumettre un projet d'accord qui est finalement signé dans la nuit du 7 au 8 juin. Ces accords Matignon qui prévoient des augmentations de salaires, la reconnaissance du droit syndical, l'élection de délégués du personnel dans chaque entreprise, la signature

de conventions collectives, seront complétés par plusieurs lois.

Les premières ont pour but de lutter contre le chômage et d'améliorer le sort des ouvriers. Une autre, pour la première fois dans l'histoire sociale de France, accorde quinze jours de congés payés (dont 12 jours ouvrables) aux salariés. Une dernière fixe la semaine de travail à 40 heures.

Aucun journal lorrain ne conteste le droit des ouvriers d'améliorer leur sort et la justesse de leurs revendications. Même ceux dits de droite. L'Eclair de l'Est écrit le 14 juin que "beaucoup des revendications formulées actuellement par le monde du travail sont (justifiées) amplement" ; Le Messin, le 12 juin : "beaucoup de revendications ouvrières sont légitimes". Reste que ces journaux pensent aussi que "ces lois sociales sont une duperie" *(341)*. L'Eclair de l'Est principalement. Il avance des arguments politiques, économiques et sociaux *(342)*. Avant même la signature des accords Matignon, le journal s'élevait contre le fait que chaque "industrie devrait dorénavant tolérer, bien plus, entretenir à ses frais, dans ses ateliers, le délégué officiel d'un soviet dont les dents grandiront vite" et que celui-ci pourrait prendre sur ses heures de travail, le temps nécessaire à l'accomplissement de ses fonctions. Ces mesures sont selon lui, des manoeuvres révolutionnaires des rouges !

La loi de 40 heures ? C'est une aberration économique : "Le simple bon sens indique qu'elle ne peut être décidée que dans le cadre de règlements internationaux. Si la France seule, devait s'engager dans cette voie, elle se verrait éliminer complètement des marchés internationaux en raison de la chèreté de sa production. Sous prétexte d'amélioration sociale on irait donc tout droit à une aggravation économique".

Un argument repris par L'Est Républicain le 1er novembre 1937 : "la France ne peut persister dans la voie où elle s'est engagée généreusement qu'à la condition d'être suivie par les autres nations". Le Messin donne lui, l'exemple des chemins de fer ("saignés à blanc par les impôts, torpillés par la semaine des 40 heures" *(343)*).

Les vacances payées constituent selon L'Eclair de l'Est, un progrès social incontestable. Mais que diront les chômeurs ? il serait préférable de s'occuper d'abord d'eux : "les sans-travail penseront qu'avant de leur parler de vacances -ce qui est d'une ironie tragique- mieux vaudrait écourter celles, obligatoires, auxquelles ils sont astreints".

Même Le Républicain Lorrain estime que toutes ces lois ne sont pas parfaites, et explique l'agitation qui règne par "la hâte, on peut dire la précipitation avec laquelle une série de mesures furent prises (et durent l'être) : les imperfections

qui résultent de cette précipitation ; la hausse du coût de la vie qui annule ou menace d'annuler en partie les avantages obtenus par les travailleurs" *(344)*.

L'Express de l'Est reste, à son habitude, très modéré. Ainsi, écrit-il le 5 juin 1936 : "la formule du contrat collectif que réclament les ouvriers n'a rien en soi, qui puisse être condamné ou réprouvé. Elle marque au contraire un progrès social". Mais il ne faut pas que Blum et ses collaborateurs deviennent "prisonniers d'une faction (la CGT) turbulente" qui ne représente pas l'idéal populaire.

c) Une nouveauté : l'occupation des usines :

Pour la première fois, la France connaît un mouvement généralisé de grèves avec, ce qui est une nouveauté, occupation des lieux. Malgré les accords Matignon et sans doute même à cause d'eux, les grèves gagnent encore en intensité du 7 au 11 juin, car, dans chaque profession, chaque région, chaque établissement, les ouvriers veulent obtenir et obtiennent effectivement, des accords particuliers, ne pouvant se contenter d'une application pure et simple de l'accord de Matignon.

La caractéristique majeure de ces mouvements, est l'occupation des lieux de travail. La France a suivi en cela, de nombreux exemples étrangers. Pourquoi une telle forme de grève ? Elle s'assigne trois buts : empêcher le patronat de recourir à un personnel de remplacement dont le chômage intense aurait pu faciliter le recrutement ; détenir une arme extrêmement efficace permetttant la négociation ultérieure (signature de conventions collectives moyennant la contrepartie de l'évacuation) ; démontrer la force de la classe ouvrière.

Les journaux s'interrogeront beaucoup sur le caractère de cette occupation. La plupart la considèrent comme illégale mais les nuances sont importantes.

L'Est Républicain la comprend "(la masse ouvrière) employait de nouvelles méthodes, parmi lesquelles l'occupation des établissements en grève qui évitait les bagarres des rues et supprimait le travail partiel. C'était illégal, comme le reconnaissait d'ailleurs le président du Conseil, mais l'absence de toute émotion hors des établissements occupés, donnait à l'ensemble de la population le sentiment d'une sorte de sécurité qui, pour elle, compensait l'inquiétude du présent et réservait l'avenir" *(345)*.

Il n'y a pas d'incidents, les dégâts matériels sont

minimes, les stocks des matières premières sont préservés, la sécurité des installations est assurée. Tout cela rassure. René Mercier s'aperçoit vite, que le fait d'occuper les lieux n'a pas, en outre, la signification d'une appropriation collective des moyens de production, d'une mainmise sur la propriété privée en vue de la supprimer.

Toutefois, dès l'installation du gouvernement Blum qui "représente à peu près exactement l'opinion qui triomphe au dernier scrutin" et qui a manifesté sa volonté de réaliser au plus vite "les volontés exprimées par la majorité des électeurs", René Mercier écrira qu'il est "indispensable que l'on ait plus recours qu'à la loi".

Une opinion partagée par Le Républicain Lorrain qui, s'il approuve les mesures de justice sociale, souhaite qu'elles se réalisent dans l'ordre. Le Messin est évidemment plus virulent. Il affirme que les occupations d'usines sont bel et bien des attentats au droit de propriété, et que le parti communiste est presque l'unique responsable. Il oublie ces agitateurs individuels, dissidents de tous les partis qu'il accusait au début des grèves. L'Eclair de l'Est est aussi virulent. Il rappelle à plusieurs reprises le caractère illégal des occupations des usines et se plaît à souligner les décisions de certains tribunaux (tribunal correctionnel de Bordeaux) qui condamnent les grévistes.

Cette nouvelle forme de grève est dangereuse, "certains journaux se sont extasiés sur la correction et le calme avec lesquels se sont faites les occupations des usines par les ouvriers en grève. Mais c'est précisément là qu'est le caractère révolutionnaire des mouvements auxquels nous venons d'assister. Croit-on que le synchronisme avec lequel se sont opérés ces mouvements est dû à un hasard minutieux. Allons donc ! Il correspond trait pour trait à la doctrine préliminaire de l'émeute" *(346)*. S'il ne s'agissait que de réajuster des salaires "notoirement et immoralement inférieurs aux nécessités vitales", la situation ne serait pas grave. De même s'il était seulement question du droit syndical, de vacances payées, de contrats collectifs, "que les catholiques, interprètes des encycliques pontificales, réclament depuis longtemps". Mais selon Emile Meyer, éditorialiste du journal, "nous en sommes loin. L'occupation des usines, la séquestration arbitraire d'ouvriers et d'employés, les violences (...) sont des manoeuvres révolutionnaires" *(347)*.

Révolution - Voilà bien l'image diabolique agitée, on l'a vu, par les adversaires du Front populaire qui voient dans son action le commencement de la fin.

Pour empêcher cette révolution, il faut prendre des mesures extrêmes et urgentes. Le Messin est le seul quotidien, à notre connaissance, à préconiser des solutions concrètes, les autres se contentant de vagues appels au retour de l'ordre, de la légalité.

Première solution : éliminer les meneurs, comment ? "l'épuration des métèques en aura vite abaisser considérablement le nombre. Nous avons remarqué que parmi les dirigeants du parti communiste en Alsace et Lorraine, il y a une forte majorité d'étrangers et de naturalisés de fraîche date". Ensuite, pour mettre fin aux grèves, il faut empêcher le ravitaillement des grévistes, arrêter le gaz et l'électricité. Alors les "joyeux pique-niques et campings improvisés perdront rapidement toute espèce de charme aux yeux des participants" *(348)*.

A la fin de l'année, le bilan est assez lourd : économiquement et financièrement d'abord. La dévaluation du franc vivement critiquée par la droite qui introduit cette nouvelle arme dans son arsenal, court vers l'échec. Politiquement ensuite : le Front populaire, destabilisé, perd du crédit dans l'opinion troublée. 16 mois plus tard, Edouard Daladier constitura son troisième ministère de direction radicale.

Le Front populaire est bel et bien mort et enterré. Mais le monde ouvrier venait de bénéficier d'un formidable acquis social, unique dans l'histoire de la France.

*

7 - Religion (Les problèmes religieux)

Le 5 septembre "Le Réveil Ouvrier", organe des unions de syndicat de Meuse et Meurthe-et-Moselle, publie un éditorial fort critique à l'égard de René Mercier : "le cossu directeur de L'Est Républicain après avoir été globule rouge (...) à La Dépêche de Toulouse *(349)* est devenu globule blanc à la cour du roi Stanislas".

Parmi le groupe qui l'avait engagé à Nancy, figurait l'état-major franç-maçon. René Mercier est, en outre, républicain avec tout ce que cet adjectif connote, à cette époque, dans le domaine religieux. Mais L'Est Républicain n'est pas La Dépêche de Toulouse, et tout directeur qu'il soit, René Mercier n'a pas toute liberté pour exprimer ses

opinions personnelles. Il doit tenir compte de l'opinion publique en Lorraine, où il ne convient pas de heurter de front, un catholicisme puissant et respecté. La polémique anticléricale entraverait les ambitions de L'Est Républicain à devenir un grand quotidien régional. Et les informations religieuses seront, au fur et à mesure des années, de meilleure qualité.

Il n'empêche que René Mercier est un homme détaché de toutes croyances religieuses, qu'il parle de Jésus en des termes qui peuvent être blessants pour le croyant (il le met sur le même plan que Socrate et Platon ce qui revient à lui nier toute divinité *(350)*), insiste sur le côté destructeur du christianisme, et constate l'échec de cette religion d'amour, qui n'a pas modifié fondamentalement les rapports entre les hommes. Sans attaquer vraiment la religion, il la décrit comme un fait du passé. La religion n'est pas compatible avec l'intelligence, le progrès, les lumières. Son rôle a été de rendre plus supportable les difficultés de l'existence aux pauvres. Elle disparaîtra à cause du progrès.

En même temps, René Mercier se veut être un homme tolérant... Une attitude qui n'a rien d'original. Elle est la caractéristique de tout bon républicain, marqué à la fois, par l'idéologie des Lumières et le rationalisme scientifique. C'est un humanisme laïque proche de l'idéal maçonnique.

Pour René Mercier toutes les religions se valent. Dans ses articles, il n'évoque jamais le curé ou l'évêque seuls. Il ne manque pas d'y associer le pasteur, le rabbin et parfois même le vénérable des Loges. Ce qui l'intéresse c'est leur morale. Leur concept métaphysique l'indiffère. D'autre part il se montre hostile au dimanche comme seul jour de repos. La seule attaque directe que René Mercier porte contre l'Eglise vise les comités paroissiaux de presse. Il ironise sur les méthodes qu'ils emploient. Reste que ces comités sont très dangereux pour la diffusion de son journal. Comme il le leur reproche, ils présentent la presse non catholique comme une presse ennemie et de ce fait suscitent la haine entre citoyens. En fait Mercier est un laïc tolérant : "l'esprit laïc pour moi c'est l'esprit qui, s'il permet de conserver sa critique vis-à-vis de toutes les théories sociales ou religieuses, s'interdit de défendre à autrui la pratique ou le rêve de ces théories et respecte toutes les opinions religieuses et sociales".

Mais, s'il n'a rien d'un laïc sectaire, il n'en reste pas moins fermement attaché aux lois laïques, ce qui le sépare d'un Louis Marin. Il se montre réticent devant le rétablissement des relations diplomatiques avec le Vatican, décidé en 1921, par Briand. En effet, il estime que le statut de 1905 est le meilleur possible, et que sa modification

risque de réveiller des passions inutiles.

Il est vrai qu'en 1925, il demande au gouvernement de ne point fermer l'ambassade du Vatican en raison d'une nécessaire continuité de l'Etat au-delà des gouvernements. En 1928, il se félicite de l'attachement de Poincaré à la laïcité et demande de voter pour "les poincaristes à la façon de Poincaré". René Mercier pense, que les lois de 1905, ont définitivement réglé le problème des rapports entre l'Eglise et l'Etat. Le parti radical lui semble en décadence, parce qu'il n'a pas su trouver d'autre chef de bataille que la question laïque. Comme dans d'autres domaines, le directeur de L'Est Républicain est un républicain conservateur. Le combat pour la laïcité est terminé, il faut seulement maintenir l'acquis.

L'Express de l'Est dès son premier numéro *(351)*, donne le ton : "notre programme est celui d'une politique nouvelle, essentiellement nationale laïque, honnêtement et libéralement républicaine et sociale".

Le quotidien vosgien est prêt à défendre les acquis de 1905 et quand l'association des Cardinaux et des Archevêques de France veut combattre ces "lois dîtes de laïcité", il reprend à son compte "avec force et sans restriction les paroles nécessaires de M. Monza", futur ministre des Finances : "si le clergé français déclare la guerre à la République, la République se défendra comme elle sait le faire".

Cette position n'empêche pas le quotidien d'Epinal d'être contre la suppression de l'ambassade du Vatican en 1925, tout comme L'Est Républicain. Pour deux raisons essentiellement : "il faut n'être pas de notre siècle pour contester l'utilité d'un poste d'écoute internationale tel que le Vatican. La deuxième : "la politique de présence préserve de bien des erreurs, sauve de bien des complots. Quel est l'homme qui ne l'a point expérimentée". Deux raisons purement pratiques qui, on le voit, n'ont rien à voir avec la religion !

Pour La Croix, Herriot a choisi "entre la France fille aînée de l'Eglise et la France fille aînée de la révolution *(352)*. L'éditorialiste refuse "d'accepter comme légitime le principe de la séparation car l'Eglise risque de voir l'Etat méconnaître son rôle social et ignorer ses institutions".

L'Etoile de l'Est, dont l'anticléricalisme est un cheval de bataille, laisse ses lecteurs dans l'ignorance de ce qui devrait apparaître comme un bulletin de victoire contre l'ennemi : la suppression de l'ambassade au Vatican. On peut expliquer cette lacune par le fait que l'hebdomadaire ne devient réellement l'organe de la Fédération radicale de

Meurthe-et-Moselle qu'en novembre de la même année. D'ailleurs La Croix, très offensive contre la politique religieuse du Cartel, garde aussi le silence sur cette défaite. L'Est Républicain et L'Eclair de l'Est en rendent compte, mais seul le 2ème quotidien réagit en titrant : "Les catholiques se défendent", deux jours après avoir donné la nouvelle : c'est la reproduction d'une affiche du comité de défense religieux de Paris et elle trône à la place de choix de tous les journaux de l'époque : première colonne à gauche. Suivent deux commentaires : Jean Sarril et Paul Sordoillet y jugent Herriot passif... ce qui peut surprendre ! Il n'agit que "parce que la Franc-maçonnerie lui en donne l'ordre". Le président du conseil n'est pas un doctrinaire, c'est un hésitant qui applique la politique du chien crevé *(353)* : "Il a reçu l'ordre du couvent du Grand Orient, l'ordre de rompre avec le Saint-Siège. Comment s'y soustrairait-il ? Il faut lui obéir".

Mais il est un autre trait qui fait l'originalité du journal, influencé par Louis Marin, sur la question : c'est la vision utilisatrice de l'ambassade : la principale faute d'Herriot c'est qu'il sait "quel préjudice il va porter aux intérêts commerciaux de la France" *(354)*. Paul Sordoillet note que le "cher ami Mac Donald" considère la présence d'un ministre anglais à Rome comme utile et fructueuse pour son pays. Est-il donc moins perspicace que notre énigmatique président du conseil ?".

Une ambassade au Vatican est une nécessité car "Nous devons occuper la même place que toutes les nations civilisées du monde et non pas continuer à prendre rang avec 3 ou 4 exceptions...L'intérêt national le commande" *(355)*. Les articles en faveur d'une ambassade au Vatican, sur les manifestations de catholiques, la déclaration des cardinaux et les débats à la Chambre, se multiplient en 1925 ; Les arguments ne changent pas vraiment ; C'est "l'intérêt de la France (qui) exige un ambassadeur français auprès du pape" *(356)*.

A propos de l'école laïque il pense que sa neutralité est "un mensonge, une chimère, sa promesse a été un expédient, un prétexte". L'Eclair de l'Est réclame "la vraie liberté d'enseignement", "plus la "laïque" s'enfonce dans ses excès, plus elle démontre l'intolérable monstruosité de son monopole de fait. Et plus il devient clair, d'une lumière aveuglante que les (1.300) millions versés par les contribuables pour entretenir les écoles impies et révolutionnaires doivent être équitablement répartis, entre toutes les entreprises scolaires, libres ou officielles". Enfin L'Eclair de l'Est est violemment contre les loges maçonniques, et critique l'attitude de son concurrent nancéien L'Est Républicain, qui

trompe ses lecteurs sur l'importance des manifestations locales religieuses : un congrès catholique présidé par l'évêque de Verdun réunissant entre 10 et 12.000 personnes, n'a eu droit dans l'édition de la Meuse de L'Est Républicain, qu'à 40 lignes. Une semaine plus tard, toujours à Verdun "1.500 à 2.000 radicaux-socialistes et socialistes, y compris femmes, enfants et curieux " se réunissent en présence de "quelques vagues personnalités", l'évènement a le droit à "plus d'une colonne avec gros titre" *(357)*.

Le Lorrain est le journal du clergé ; Il est dirigé et rédigé par des prêtres. Evidemment il marquera une opposition de principe à la laïcité militante de certains hommes politiques et fonctionnaires, et il combattra les partis de la gauche ainsi que les organisations qui les soutiennent comme les Loges maçonniques... Pourtant s'il est hostile au Front populaire, il lui reconnaîtra néanmoins son absence d'anticléricalisme...

Avec le retour de la Moselle à la France en 1918, Le Lorrain reprend sa fonction d'interprète privilégié des catholiques mosellans, alors que son confrère de langue allemande, la Volksstimme est devenu suspect aux pouvoirs publics. Ce ne sont donc plus les héritiers de Bismarck qui menaçent l'Eglise, mais les hommes politiques de la République laïque. Le Lorrain monte la garde autour du "statut local" : maintien du Concordat, maintien de l'Ecole publique confessionnelle ; il rappelle sans cesse que la promesse du 1914 doit être honorée car ce contrat moral est gage de fidélité inébranlable des catholiques des provinces retrouvées *(358)*.

En 1921, il se félicite bien sûr du rétablissement des relations diplomatiques entre la France et le Vatican. Quatre ans plus tard, après la suppression de cette ambassade, il s'indignera, parlera de "misérable triomphe" : "détruire le catholicisme en France c'était détruire l'armature solide de notre rôle et de son influence... cette brisure comme Bismarck l'a recherchée !... brisure à l'intérieur, la guerre se livre entre Français, car les catholiques, les croyants en général, les patriotes sincères seraient des misérables citoyens s'ils ne se levaient point pour défendre les intérêts d'une religion qui constitue la plus forte ossature morale de leur pays" *(359)*.

Après "cette brisure", Le Lorrain montera en première ligne et Herriot sera très violemment attaqué. Le 14 mars 1925, il publie un article du Colonel Keller intitulé : "L'abominable régime des lois laïques", "que sont devenus pour la masse des jeunes générations l'autorité, la

discipline, le devoir, le souci du bien public, la solidarité sociale, la loi du travail ? Que reste-t-il de la famille et de ses obligations ? (...) les berceaux sont vides, la terre se meurre, faute de bras, la paresse et la révolte sabotent l'atelier et le peuple souverrain ignorant Dieu ne veut plus connaître de maîtres. Voilà l'oeuvre éducatrice de l'Ecole sans Dieu". Cet article créera une polémique entre Le Lorrain et L'Est Républicain qui s'indigne : "un colonel (en) est l'auteur. Est-ce que, lorsqu'il était en activité (il) éprouvait le besoin de grouper par religion les soldats de son régiment". Ce à quoi Le Lorrain réplique par "Bravo, encore un petit effort, confrère, et vous arriverez à suggérer au patron Herriot la meilleure façon de mettre radicalement fin à toute opposition, tout homme qui aurait porté, ne fut-ce que pendant 18 mois l'uniforme de la République sera privé à vie de ses droits civiques" *(360)*.

Le Concordat n'étant plus vraiment menacé, c'est à propos de l'Ecole publique confessionnelle que la méfiance reste vive. Selon Charles Ritz, il "n'y a pas d'école neutre. Il y a l'école libre penseuse ou il y a l'école chrétienne (...) L'école interconfessionnelle outre une illégalité serait une injustice car elle méconnaît les droits des parents chrétiens qui désirent assurer à leurs enfants une véritable éducation chrétienne. Ce droit ils ne l'ont qu'avec l'école confessionnelle, car l'école interconfessionnelle ne peut donner d'éducation, de vraie formation morale" *(361)*. Et puis, s'il n'y a pas de choix "est-ce la liberté ?".

Les règlements d'application, le rôle des inspecteurs d'Académie, les polémiques contre le syndicat des instituteurs, les nominations des enseignants sont scrutés avec une vigilance de tous les instants.

L'une des tâches du Lorrain est de favoriser la réinsertion des catholiques mosellans dans le catholicisme français, en leur présentant ses hommes, ses réalisations, ses mouvements. Cet effort, permanent et considérable, sera facilité dans les années 1930, par l'affaiblissement du catholicisme allemand sous les coups du nazisme, lequel ne peut plus servir de référence.

Dans de nombreux domaines, Le Lorrain se situe dans la tendance conservatrice de l'opinion catholique. Il est nettement plus à droite que La Croix. L'apparition du communisme n'a pas vraiment déplacé l'axe des analyses sociales. Le "Parti" est combattu sans ménagement comme l'avait été le socialisme à la génération précédente. La solution aux problèmes de la société industrielle passe par le rôle des bons patrons, la concorde entre les classes.

Le Lorrain est hostile aux grèves et autres mouvements sociaux. Ni les syndicats, ni l'Etat n'ont de rôle à jouer,

seuls les groupes ou associations ont à agir. La charité individuelle ou collective peuvent traiter les tares observées. Conséquence de cette "idéologie" : s'il maintient son audience en raison de sa coloration confessionnelle marquée, Le Lorrain n'a pas élargi le cercle de ses lecteurs au-delà des catholiques convaincus orientés au centre et à droite. Ses relations avec les notables l'éloignent des milieux populaires des zones industrielles.

Dans Le Messin, l'information religieuse est réduite à de simples annonces très sèches sans aucun commentaire. Le Messin n'est pas anticlérical, il préfère rester neutre. Pourtant sur les relations entre l'Eglise et l'Etat, dans le souci de s'adapter aux voeux de la population, plus que par conviction profonde, il accepte le maintien du Concordat, et, avec quelques réserves, de l'Ecole publique confessionnelle. Ainsi à la veille du rétablissement des relations diplomatiques entre la France et le Vatican, il écrit : "l'esprit de tolérance et de conciliation qui, depuis la guerre anime la politique de notre pays... semble garantir sérieusemenmt que les brimades et même les persécutions dont fut victime en France, pendant trop longtemps l'Eglise catholique ont pris définitivement fin (...) le gouvernement français aura donc de nouveau son ambassadeur au Vatican" *(362)*.

Désapprouvant par opportunité les projets du Cartel des gauches, il critique aussi, avec virulence, les grands rassemblements de protestations organisés par les catholiques ; Il dénonce les cléricaux soupçonnés d'hostilité à la France. Tout ce qui éloigne la Lorraine du reste du pays, paraît néfaste ; Il faut avec des délais raisonnables tendre vers l'assimilation. Il dénonce également les journaux autonomistes ainsi que les prêtres germanophiles de la Volskzeitung et souhaite limiter le rôle du Clergé dans la vie publique.

Mais, si Le Messin adore la polémique et se plaît à épingler par exemple le "Pfarrer" Pinck, il a établi un modus vivendi avec Le Lorrain. En effet, un lien personnel très fort, réunit les journalistes des deux journaux, arrêtés pendant la guerre. Les vieilles rancunes ainsi que les polémiques de l'avant-guerre sont reléguées dans le passé.

A la fin des années trente, Le Messin tempère son ton anti-clérical et ironique, pour traiter les questions religieuses sur le mode de la grande information.

*

(1) Le Lorrain n° 73 du jeudi 27/03/1919, article de Pierson.
(2) Le Lorrain du 26/04/1919.
(3) Le Lorrain du 03/01, du 11/03, des 1-8-15-24/04, des 10-15/05.
(4) Le Messin du 02/01/1919.
(5) Le Messin du 10/04/1919.
(6) L'Est Républicain du 02/02/1919 "Metz et Nancy".
(7) " " du 02/02/1919 " " .
(8) L'Eclair de l'Est du 13/03/1921.
(9) Le Messin du 04/02/1919 "Nancy persiste à réclamer Briey".
(10) Le Messin du 04/02/1919.
(11) " " du 24/01/1919.
(12) " " du 04/03/1919.
(13) " " du 24/01/1919.
(14) Mais celui-ci en 1925 (9/10) changera d'attitude "le problème de la reconstitution de l'ancien département de la Moselle n'est pas mûr. Tout ce que nous pouvons désirer pour l'instant c'est que l'on sépare définitivement la Lorraine de l'Alsace. Le département de la Moselle restant définitivement ou provisoirement dans ses limites actuelles".
(15) L'Est Républicain du 19/01/1919 "Nancy menacée".
(16) Le Messin du 04/03/1919
(17) Lire aussi Le Messin du 24/01/1919 et du 23/04/1919 "nos jeunes lorrains veulent aller à Nancy" "(l'Université de Nancy) aurait déjà pu accueillir suffisamment d'étudiants lorrains pour doubler ses effectifs d'avant-guerre si les mêmes dispositions avaient été prises pour rendre possible à Nancy le logement et la nourriture de ces jeunes gens".
(18) Le Messin du 24/01/1919.
(19) " " du 15/09/1925.
(20) L'Est Républicain du 25/07/1920.
(21) " " " du 29/05/1920, un article de Jean Pireyre.
(22) Le Messin du 17/03/1919.
(23) " " du 24/01/1919.
(24) L'Est Républicain du 04/12/1927
(25) Lire notre mémoire de maîtrise, sur l'"Histoire des relations entre L'Est Républicain et Le Républicain Lorrain de 1945) 1986, université de Metz, 1989, 181 p.
(26) L'Est Républicain du 12/06/1920.
(27) L'Eclair de l'Est du 05/11/1936.
(28) Le Lorrain du 05/06/1925.
(29) Le Messin du 07/05/1936.
(30) " " du 14/05/1936.

(31) L'Eclair de l'Est du 05/11/1924.
(32) L'Est Républicain du 22/07/1936.
(33) La Croix de l'Est du 28/09/1924.
(34) L'Est Républicain du 01/10/1925 "Etats-Unis d'Europe et la légèreté des Nations".
(35) L'Est Républicain du 10/04/1936.
(36) Le Lorrain du 12/12/1936.
(37) L'Est Républicain du 09/11/1930.
(38) L'Express de l'Est du 10/09/1925.
(39) Le Metzer Freies Journal des 17-18/09/1922.
(40) On attend des reporters, du lyrisme, du pittoresque, un certain panache et quelques talents littéraires.
(41) Nous n'avons trouvé aucune indication sur ces personnes.
(42) Le Lorrain du 07/04/1922 : "Pourquoi nous payons plus d'impôts qu'à l'intérieur".
(43) Messin, Lorrain, et Courrier de Metz des 25-28/11/1918.
(44) " " " " du 03/12/1918.
(45) Le Messin du 28/04/1919.
(46) " " du 217/05/1919.
(47) " " des 21-22/08/1919.
(48) Le Lorrain du 01/10/1921 "Impressions de voyages" du Cl. Stuhl, sénateur de la Moselle.
(49) Le Lorrain du 29/04/1920 "Choses d'Allemagne" de N. Houpert.
(50) Le Lorrain du 22/09/1920 "Enquête en Haute-Silésie".
(51) Le Messin du 02/04/1920.
(52) Le Lorrain des 26-27/06/1921.
(53) " " du 11/02/1919.
(54) " " du 13/02/1919. Reprise de déclaration de Frédéric II à propos des frontières, et du 21/06/1919 ; On fausse les pourcentages d'habitants de langue allemande et polonaise de la Haute-Silésie.
(55) Le Messin du 12/10/1920.
(56) " " du 18/11/1921.
(57) Le Lorrain du 12/04/1920.
(58) " " du 18/07/1921.
(59) Lire le Lorrain des 5-6-7-8/05/1919.
(60) Le Messin du 14/02/1919.
(61) L'Eclair de l'Est du 10/11/1925.
(62) Le Lorrain du 07/05/1919.
(63) Houpert du Lorrain, (lire l'édition du 30 juin) sera délégué de la presse messine à Versailles. Il assistera à la signature du traité avec un journaliste alsacien, Knittel, rédacteur aux Dernières Nouvelles de Strasbourg. Le gouvernement avait mis à la disposition du commissaire général de la République, deux invitations à la cérémonie de la signature de la paix, réservées à la presse d'Alsace et de Lorraine.

(64) Le Messin du 14/05/1919.
(65) " " " 25/06/1919.
(66) " " " 26/06/1919.
(67) " " " 27/06/1919.
(68) " " " 28/06/1919.
(69) " " des 15-16-17/06 et du 12/08/1919.
(70) " " du 15/05/1919.
(71) L'Est Républicain du 11/07/1920.
(72) " " " " 12 au 18 juillet 1920.
(73) L'Est Républicain du 19/03/1920.
(74) L'Est Républicain du 21/03/1920.
(75) Lire le Messin du 7 au 4/05/1920.
(76) Le Messin du 05/06/1919 : "Les Français sur le Rhin".
(77) " " " 19/03/1919.
(78) " " des 3-6/01/1923.
(79) Le Lorrain du 30/03/1920.
(80) Le Lorrain du 11/06/1923.
(81) " " " 07/08/1930.
(82) " " 03/07/1930 : "Un bilan : La politique française sur le Rhin 1919-1930".
(83) L'Eclair de l'Est du 05/01/1925.
(84) " " " " 20/01/1925.
(85) " " " " 03/03/1925.
(86) " " " " 18/10/1925.
(87) " " " " 03/08/1925.
(88) " " " " 26/06/1924.
(89) L'Est Républicain du 18/10/1925.
(90) " " " " 07/04/1920.
(91) " " " " 05/10/1924.
(92) "L'inutile débat", Le Messin du 29/08/1919.
(93) Cette question de la natalité hante beaucoup de journaux pendant l'entre-deux-guerres. L'Est Républicain s'interroge par exemple à plusieurs reprises sur la baisse de la natalité et le risque de déséquilibre entre les pays où les "peuples pullulent" et ceux où la population baisse : "la pullulation est donc incontestablement cause de guerre et nous voyons là quelle fatalité cruelle pèse sur notree espèce", un article de L. Naudeau du 28/07/1925.
(94) L'Est Républicain du 14/12/1914 : "Le travail et la liberté".
(95) L'Est Républicain du 17/07/1919 :"Au pays des ruines".
(96) L'Est Républicain du 13/05/1920 :"De la poussière et du brouillard".
(97) Notre principale source : "Les journaux lorrains et l'avènement d'Hitler" par Angèle Klotz, mémoire de maîtrise - juin 1970, Metz - 150 pages.
(98) Le Lorrain du 31/01/1933.
(99) " " " 20/01/1933.

(100) Le Messin du 05/02/1933.
(101) " " " 03/02/1933.
(102) " " " 03/02/1933.
(103) Le Lorrain du 07/03/1933.
(104) Le Messin du 06/03/1933.
(105) L'Est Républicain du 07/03/1933.
(106) Le Messin du 29/03/1933.
(107) Le Messin du 17/05/1933.
(108) L'Express de l'Est du 14/09/1935.
(109) L'Est Républicain du 18/03/1935.
(110) " " " " 17/03/1935.
(111) L'Eclair de l'Est du 28/03/1935.
(112) " " " " 17/03/1935.
(113) Les résultats sont publiés par tous les quotidiens lorrains le 16 janvier. Exemple de présentation : L'Express de l'Est la veille consacrait toute sa Une (3 photos) et 2 colonnes en page 2 sur l'évènement. Le 16 janvier il publie les résultats circonscription par circonscription. Les autres journaux consacrent une place à peu près similaire.
(114) Le Messin du 05/02/1919.
(115) " " " 10/01/1919. La vallée de la Sarre, selon le journal était une partie de la Lorraine dont la Restauration fut dépouillée à la suite des guerres de Napoléon.
(116) L'Eclair de l'Est du 07/01/1035.
(117) Le Messin du 13/01/1935.
(118) Le Lorrain du 19/01/1935. Il n'en affirmait pas moins que les sarrois devaient être eux-mêmes responsables de leur avenir (19.07.1930)
(119) l'Est Républicain des 13 et 16/01/1935.
(120) Le Messin des 17-20-23-24 janvier : "La France sera-t-elle le refuge de nombreux sarrois" ; "Les Français de la Sarre sont mécontents" ; "L'exode sarrois s'accentue" ; "Forbach principal centre de refuge", etc...
(121) L'Eclair de l'Est du 15 janvier.
(122) " " " " 21 janvier.
(123) L'Express de l'Est du 18/08/1935.
(124) " " " " 04/01/1935.
(125) Le Lorrain du 5 au 12/02/1938 : "Hommes et résultats dans le IIIème Reich".
(126) Le Lorrain du 09/02/1938 : "D'autres difficultés pour le plan de 4 ans".
(127) Le Lorrain du 07/02/1938.
(128) Le führer concentre tous les pouvoirs entre ses mains en créant le "Commandement suprême de la Wehrmacht" qui remplace l'ancien "Etat-Major".
(129) Le Républicain Lorrain du 15/03/1938.
(130) Le Lorrain du 12/03/1938 et Le Messin du 11/05/1938.

(131) L'Est Républicain du 14/05/1938.
(132) L'Eclair de l'Est du 07/06/1935 : "En douce Hitlerie" de Certonciny.
(133) L'Est Républicain du 05/08/1938 : "Véritable chasse aux juifs en Allemagne nazie".
(134) Le Républicain Lorrain du 30/09/1938.
(135) Le Messin du 06/10/1938.
(136) Le Républicain Lorrain du 01/10/1938.
(137) L'Eclair de l'Est du 11/10/1938.
(138) Le Messin du 11/10/1938.
(139) Le Républicain Lorrain des 10-11/11/1938.
(140) Le Lorrain du 16/03/1939.
(141) Le Messin du 16/03/1939.
(142) Le Républicain Lorrain du 17/03/1939.
(143) Le Messin du 24/03/1939.
(144) Laurence Andries : "L'Image d'Hitler dans la presse mosellane de 1938", mémoire de maîtrise, Metz 1989. 114 p.
(145) Le Messin du 05/05/1939. Trois plus tard, le 22 août 1936, Le Messin écrivait qu'il préfèrait devenir allemand plutôt que de vivre dans une France bolchévique. Le Républicain Lorrain avait répliqué (07/10) en déclarant que pour lui "il ne peut être nullement question d'une solution "Moscou", ni d'une solution "Berlin", ni d'éviter l'une par l'autre".
(146) Le Messin du 06/05/1939.
(147) " " du 03/08/1939.
(148) Le Lorrain du 17/07/1939.
(149) Le Messin du 11/06/1939.
(150) " " du 02/06/1939.
(151) " " du 05/06/1939.
(152) " " du 27/07/1939, un article de René Jager.
(153) Lire Le Républicain Lorrain du 30/04/1939. et des 2-4-8/06/1939.
(154) Le Républicain Lorrain du 27/07/1939 et du 1 au 10/08/0939.
(155) L'Est Républicain du 10/05/1939.
(156) " " " du 23/08/1939.
(157) Le Républicain Lorrain du 23/08/1939.
(158) " " " " du 24/08/1939.
(159) " " " " du 25/08/1939.
(160) Le Messin du 23/08/1939.
(161) Le Lorrain du 23/08/1939.
(162) " " du 24/08/1939.
(163) La Lothringer Volkszeitung du 23/08/1939.
(164) " " " " du 24/08/1939.
(165) Metzer Katholisches Volksblatt du 27/08/1939.
(166) Le Républicain Lorrain du 27/08/1939.
(167) " " " " " du 28/10/1936.

(168) Le Républicain Lorrain du 16/11/1936.
(169) " " " du 28/10/1936.
(170) " " " du 28/10/1936.
(171) L'Express de l'Est du 20/10/1939 et Le Lorrain partagent aussi cette opinion.
(172) L'Eclair de l'Est du 01/05/1936.
(173) Le Lorrain du 22/11/1936.
(174) Le Messin du 27/10/1936.
(175) " " des 28-29-30/10/1936.
(176) Le Lorrain du 21/07/1936.
(177) " " du 25/07/1936.
(178) " " du 25/07/1936.
(179) L'Est Républicain du 30/08/1936.
(180) " " " du 30/08/1936.
(181) " " " du 09/08/1936.
(182) L'Eclair de l'Est du 27/07/1930.
(183) " " " du 19/08/1936.
(184) " " " du 27/09/1936.
(185) L'Eclair de l'Est du 26/11/1936.
(186) Les journaux d'opposition acccusent le parti de Maurice Thorez grand ami de Staline, d'être manipulé par Moscou, de clamer tout haut "Blum à l'action ! Thorez au pouvoir ! Des avions pour l'Espagne !". Lire par exemple L'Espoir Français, journal de droite né en 1934. Au contraire, Voilà fait découvrir les charmes du paradis communiste sous la plume de Jean Marestan.
Lire aussi Le Charivari "hebdomadaire satirique illustré" du samedi 30 janvier 1937, qui démarre très fort l'année sur le sujet de la guerre d'Espagne avec l'aide de Ralph Soupault qui a, une fois de plus, bien affûté son crayon.
(187) Le Lorrain du 30/07/1936.
(188) " " du 20/08/1936.
(189) " " du 25/07/1936.
(190) Le Républicain Lorrain du 10/10/1936.
(191) L'Eclair de l'Est du 06/01/1937.
(192) " " " du 01/06/1937.
(193) Le Républicain Lorrain du 28/10/1936.
(194) L'Express de l'Est du 20/10/1936.
(195) L'Eclair de l'Est du 09/02/1939.
(196) " " " du 07/11/1937, "Une journée historique". Le Lorrain voit dans l'axe Rome-Berlin "l'avorton monstre de toute politique de faiblesse, de contradictions, d'abandons qui prend sa racine dans l'équivoque même de notre politique intérieure (29/11/1937).
(197) L'Eclair de l'Est du 28/05/1938.
(198) L'Est Républicain du 21/01/1937.
(199) " " " du 19/10/1937 par exemple.
(200) Le Républicain Lorrain du 06/11/1937.

(201) Le Lorrain des 2-3-4/08/1935.
(202) " " du 30/12/1935 : "Pense-t-on aux lendemains du conflit italo-abyssin ?".
(203) L'Express de l'Est du 08/01/1935 : "Le duce contre le roi des rois".
(204) L'Express de l'Est du 22/09/1935 : "Les autres aspects du conflit".
(205) L'Eclair de l'Est du 08/10/1935.
(206) Les journaux ne remettent jamais en question le bien-fondé de la colonisation : "il y a le droit des races noires... c'est vrai. Mais sur ce point tous les pays se mirent d'accord pour se tailler un empire colonial : arguant non sans raison, qu'ils apporteraient aux peuples de couleur la civilisation blanche qui en peu de temps améliorerait leur sort... La vraie question est de savoir si nous avons le droit d'imposer notre force à des peuples dits arriérés. Nous le pensons", écrit L'Express de l'Est le 09/09/1935.
(207) Le Messin du 16/06/1935 "Nous n'aurons pas la guerre, organisons la paix".
(208) Le Messin du 30/06/1935 "L'Abyssinie est-elle un état?"
(209) " " du 01/07/1935.
(210) " " du 17/09/1935.
(211) " " du 19/09/1935.
(212) Lire Le Messin du 04/10 et du 22/12/1935.
(213) L'Est Républicain du 06/10/1935 "Hors la guerre".
(214) Lire par exemple l'article d'Henri de Monfreid, paru le 29 juillet 1935, dans L'Est Républicain.
(215) Nous nous contenterons de ne parler que du Maroc, les positions des différents quotidiens ne diffèrent pas d'une crise à l'autre... Les deux se déroulant parallèlement.
(216) Le Réveil Ouvrier du 20/06/1925 : "L'aventure marocaine".
(217) Le Réveil Ouvrier du 22/08/1925 : "La tuerie continue".
(218) L'Eclair de l'Est du 26/05/1925 : "Protégeons nos soldats".
(219) L'Eclair de l'Est du 19/07/1925, un article de Rémy Anselin.
(220) L'Est Républicain du 20/05/1925 : "Est-ce le crépuscule des colonies".
(221) Lire par exemple L'Est Républicain du 03/06/1925.
(222) L'Est Républicain du 29/01/1925 : La vérité qui saute aux yeux" d'Emile Hinzelin.
(223) Le Messin du 01/01/1925 : "Abd-el-Krim a deux visages", et du 06/09/1925.
(224) Le Lorrain du 04/08/1925, un article du Général Hirschauer, sénateur de la Moselle.
(225) Le Lorrain du 08/08/1925.
(226) " " du 13/09/1925.

(227) Le Lorrain du 13/07/1925.
(228) L'Express de l'Est du 07/07/1925.
(229) " " " " " 18/09/1925.
(230) " " " " " 08/04 au 23/04/1930.
(231) Le Réveil Ouvrier du 31/05/1924.
(232) L'Eclair de l'Est du 13/05/1924, un article de Paul Sordoillet.
(233) La Croix du 18/05/1924.
(234) L'Eclair de l'Est du 13/05/1924 : "La dictature menaçante".
(235) L'Eclair de l'Est du 11/05/1924.
(236) L'Eclair de l'Est du 16/05/1924 : "La faute de Ledru-Rollin.
(237) L'Eclair de l'Est du 15/05/1924.
(238) L'Est Républicain du 01/06/1924 : "Les deux frères René Mercier.
(239) L'Est Républicain du 1/05/1924 : "La poussée à gauche".
(240) L'Est Républicain du 17/01/1926 : "Holà".
(241) L'Eclair de l'Est du 15/10/1925, un article de Louis Ducamp
(242) L'Eclair de l'Est du 08/04/1925 et du 19/11/1925.
(243) Le Lorrain du 22/02/1930
(244) " " du 21/03/1925 et du 24/03/1925.
(245) Le Messin du 07/03/1925.
(246) "Edouard Herriot ou la République en personne" de Serge Berstein - Paris - 322 pages.
(247) Lire d'André Jean Tudesq : "Système d'information et contenu politique, l'évolution de la presse quotidienne en France au XXème siècle" RHMC - 1982 juillet-septembre - 500 pages.
(248) L'Eclair de l'Est du 24/08/1926 : "Herriot a le portefeuille de l'Enseignement, Marin se contente des Pensions".
(249) La Croix du 24/08/1926.
(250) L'Est Républicain du 24/07/1926,("Un grand ministère") et du 20/05/1928 ("La chance de Poincaré").
(251) Le Lorrain du 11/04/1925 et du 29/10/1925.
(252) L'Eclair de l'Est du 18/07/1925.
(253) L'Express de l'Est du 19/04/1925.
(254) Le Lorrain des 17 et 18/04/1936, etc...
(255) Le Lorrain du 25/04/1936.
(256) Le Messin du 04/05/1936.
(257) BR AL/98/1093. Correspondance à propos "des crédits publicitaires concernant la Défense Nationale", octobre-décembre 1936.
(258) BR AL/98/1093. Préfet de la Moselle à Valot le 27 septembre 1936.
(259) L'Eclair de l'Est du 21/04/1932.

(260) L'Eclair de l'Est du 01/11/1936.
(261) Le Républicain Lorrain du 08/11/1936 : "Liberté toujours, licence jamais".
(262) Le Républicain Lorrain du 20/11/1936.
(263) L'Eclair de l'Est du 20/11/1936.
(264) Cette loi sera votée le 18/12/1936.
(265) l'Eclair de l'Est du 27/11/1936.
(266) Le Lorrain du 19/11/1936.
(267) Le Lorrain du 10/12/1936.
(268) L'Est Républicain du 29/11/1936.
(269) lire le chapitre concernant les grèves.
(270) Le Républicain Lorrain du 02/10/1937.
(271) L'Eclair de l'Est du 14/03/1938.
(272) Le Républicain Lorrain du 13/04/1938.
(273) L'Eclair de l'Est du 09/04/1938.
(274) " " " du 11/04/1938.
(275) Le Messin du 11/10/1936.
(276) " " du 17/11/1937.
(277) " " des 8-9/01/193
(278) L'Est Républicain du 24/04/1938.
(279) Alors que le 23/10/1934 sous le titre de l'homme du jour, le Colonel de La Rocque était glorifié : "il a la mentalité ancien combattant et il sent ce qui convient à notre tempérament et à notre temps".
(280) Le Messin du 11/07/1936.
(281) Le Lorrain du 28/06/1936.
(282) " " du 23/11/1937.
(283) Le Messin du 19/11/1937.
(284) " " du 26/11/1937.
(285) " " du 20/11/1937.
(286) L'Eclair de l'Est du 23/11/1937. Lire aussi l'édition du 18/12/1937.
(287) L'Impartial de l'Est du 04/12/1937.
(288) Le Républicain Lorrain du 23/11/1937.
(289) Lire le mémoire de maîtrise de Nicole Aubert "La crise de 1929 à travers la presse Lorraine", Nancy 1969, 114 p. Il ne s'agit en fait ici que de la presse nancéienne.
(290) La Revue Industrielle de l'Est du 07/10/1932.
(291) Lire par exemple L'Est Républicain du 26/10/1929. La dépêche indique seulement que l'effervescence rappelle celle du jour de la déclaration de guerre, mais qu'un certain optimisme est réapparu l'après-midi. Aucune allusion n'est faite aux 13 millions de titres vendus, ni aucun récit n'est donné du fameux Jeudi Noir. Le mardi 29, deuxième jour de vente massive, est relaté par une manchette en 1ère page : "La panique à la bourse de New York, des faillites sensationnelles sont déclarées" (édition du 31/10). L'article insiste sur le caractère insolite de l'évènement qui surprend

par son ampleur. On indique les répercussions sur les places de Berlin, Amsterdam et Paris. Les faits sont rapportés mais pas analysés. On envisage ni les causes, ni les répercussions de cet évènement. Seul l'ampleur du désastre est perçu : "Le Malaise persiste" (07/11) "Baisse désastreuse" (14/11) "Krack colossal" (21/11). Puis on arrête d'en parler.
(292) L'Union Economique de l'Est du 01/12/1929.
(293) Le Lorrain du 08/11/1930.
(294) Le Messin du 13/10/1930.
(295) " " du 20/11/1930.
(296) L'Eclair de l'Est du 12/04/1932.
(297) L'Est Républicain du 19/06/1930.
(298) La Revue Industrielle du 09/07/1932.
(299) L'Est Républicain du 13/02/18933.
(300) " " " du 02/08/1933.
(301) " " " du 03/04/1934.
(302) L'Eclair de l'Est du 21/12/1933.
(303) L'Union Economique de l'Est du 01/12/1933.
(304) Le Populaire de l'Est du 13/08/1933.
(305) Naudeau trouve là l'occasion d'exercer toute sa xénophobie : "Nous voulons bien faire des sacrifices pour aider de vrais ouvriers français et même naturalisés mais nous ne désirons pas qu'on exploite nos sentiments de solidarité nationale pour verser nos fonds à des étrangers qui, en réalité, ne nous aiment pas". L'Est Républicain du 18/01/1932. Un autre moyen de lutter contre le chômage serait pour L'Est Républicain le retour à la terre. Il y a trop de main-d'oeuvre à la ville pas assez à la campagne (29/03/1932, 20/04/1932,19/05/1932). Les articles ne tiennent pas compte de la crise que traverse l'agriculture. En 1932-33, L'Est Républicain organise plusieurs campagnes en faveur des déshérités de Nancy.
(306) Le Lorrain des 15/07, 17/08, 7 et 10/12/1935.
(307) Le Messin du 14/03/1930.
(308) La Revue Industrielle du 28/05/1930.
(309) L'Eclair de l'Est du 16/07/1931.
(310) L'Est Républicain du 03/08/1931.
(311) " " " du 19/07/1931.
(312) Le Réveil Ouvrier du 25/10/1933.
(313) Le Lorrain du 01/03/1919.
(314) " " du 25/04/1919.
(315) Le Lorrain du 04/03/1919 : "Grèves et transports" et du 05/06/1919 : "Le mouvement ouvrier". Lire aussi les éditions du 06/06/1919.
(316) Le Lorrain du 07/05/1920 : "Où est la révolution" de Maurice Elsle.
(317) Le Lorrain du 29/05/1920.
(318) Le Messin du 27/03/1919 et du 29/09/1919.

(319) Le Messin du 18/10/1919.
(320) L'Est Républicain du 29/02/1919.
(321) " " " du 29/05/1927 : "L'action communiste".
(322) Le Télégramme de l'Est du 16/11/1919 et du 20/07/1919.
(323) " " " " du 26/10/1919.
(324) Le Lorrain du 07/04/1919.
(325) Le Messin du 19/03/1920.
(326) L'Est Républicain du 14/06/1936.
(327) Le Lorrain du 03/06/1936.
(328) " " du 04/06/1936.
(329) Le Messin du 06/06/1936.
(330) " " du 27/06/1936.
(331) Le Messin et Le Lorrain n'échapperont pas à la grève et ne paraîtront pas le 17 juillet.
(332) Le Messin du 29/06/1936.
(333) L'Eclair de l'Est du 11/10/1936.
(334) Le titre occupe toute la Une (7 colonnes) et le bilan s'étale sur une demi-page pour L'Eclair de l'Est. Le Messin y consacre toute sa première page.
(335) L'Est Républicain du 14/06/1036. De nombreux articles tout au long des mois de juillet-août-septembre.
(336) Le Républicain Lorrain du 16/11/1936.
(337) L'Est Républicain du 07/06/1936.
(338) Le Républicain Lorrain du 06/10/1936 et du 11/11/1936 et du 22/09/1936.
(339) La version est évidemment différente pour Le Messin. Les patriotes et nationaux alors qu'ils défilaient ont été arrosés "une ridicule provocation qui amènera une vive réaction" 11/10/1936.
(340) Le Lorrain et Le Messin du 11/10/1936.
(341) L'Eclair de l'Est du 27/09/1936.
(342) " " des 31/05 et 07/06/1936. Lire aussi l'édition du 14/08/1937.
(343) Le Messin du 16/07/1936.
(344) Le Républicain Lorrain du 16/11/1936.
(345) L'Est Républicain du 14/06/1936.
(346) L'Eclair de l'Est du 31/05/1936.
(347) " " " du 14/06/1936.
(348) Le Messin du 09/07/1936.
(349) Un grand quotidien radical et anticlérical.
(350) L'Est Républicain consacre beaucoup d'éditoriaux sur le problème religieux :
- le 31/08/1923 : "Kermaria an isquit".
- le 15/03/1925 : "Propagande".
- le 09/12/1920 : "Pourquoi le dimanche".
- le 26/06/1927 : "L'Esprit laïque".
- le 11/12/1921 : "La France au Vatican".
- le 25/01/1925 : "Deux méthodes".

- les 8-9/04/1928 : "A la façon Poincaré".
- le 15/01/1928 : "L'unité fragmentée".
Certains curés (par exemple celui de la paroisse Saint-Fiacre à Nancy, le Chanoine Jacob) interdisaient la lecture de l'ER, jugé trop à gauche et anticlérical.
(351) L'Express de l'Est du 21/07/1921 et du 18/03/1925 (les cardinaux et la République). Du 4 février et du 22 janvier 1928.
(352) La Croix du 08/02/1925 (Le denier du culte).
(353) L'Eclair de l'Est du 25/10/1924 : "M. Herriot joue un rôle servile" et "Jusqu'au bout".
(354) L'Eclair de l'Est du 18/11/1925 : "Le Vatican et M. Herriot", un éditorial signé de P. Sordoillet. Lire aussi : "la France auprès du Saint-Siège", dans l'édition du 02/12/1920.
(355) L'Eclair de l'Est du 24/01/1925.
(356) " " " du 16/09/1925 : "Que conclure", un article signé Cyr.
(357) L'Eclair de l'Est du 01/04/1925 : "Deux poids, deux mesures". La 1ère manifestation a eu lieu le 22 mars, la seconde le 29 mars.
(358) Lire Le Lorrain du 08/03/1920 : "Pour l'Ecole confessionnelle", du 10/03 : "Sur vos gardes" et du 14/03 : "l'abominable régime des lois laïques".
(359) Le Lorrain du 07/02/1925 : "La brisure" de Charles Ritz.
(360) Le Lorrain du 17/03/1925.
(361) " " du 12/03/1925.
(362) Le Messin du 03/07/1920 : "Une question qui semble maintenant réglée".

***